

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07

Séances publiques
n^{os} 21-23 p. 07-73

Questions au
Gouvernement p. 74-99

2023-2028

n°10



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07

Séances publiques p. 07-73

21^e séance du jeudi 25 avril 2024 p. 07-20

22^e séance du jeudi 25 avril 2024 p. 20-44

23^e séance du jeudi 2 mai 2024 p. 45-73

Questions au Gouvernement p. 74-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :

Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :

03/06/2024

Concept et layout :

brain&more
agence en communication,
Luxembourg



Visite officielle de la Chambre des Députés en Arménie

Du 21 au 24 mai 2024, une délégation sous la conduite du Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a été reçue par les plus hauts représentants de l'État arménien.

M. Yves Cruchten, Mme Octavie Modert, M. Georges Engel et M. Sven Clement faisaient partie de la délégation parlementaire.

Un message de « soutien infaillible » prononcé devant le Parlement arménien

« Une visite pleine de symbolisme et de sens » : lors du premier jour de réunions officielles en Arménie, le 22 mai 2024, le Président de la Chambre des Députés a pris la parole devant les députés.



Allocution du Président de la Chambre des Députés au Parlement d'Arménie

Retrouvez la vidéo du discours en scannant le code QR suivant :



Le Président de la Chambre a eu un échange de vues avec son homologue arménien, M. Alen Simonyan.

« La visite officielle – la deuxième en deux ans – témoigne des relations profondes entre les deux Parlements. » C'est ce qu'a affirmé M. Claude Wiseler lors d'un discours prononcé devant l'Assemblée nationale de la République d'Arménie.

Un message d'autant plus important au vu des événements de l'automne dernier ayant provoqué l'exode de quelque 100.000 Arméniens de la région du Haut-Karabakh, prise lors d'une opération militaire par l'Azerbaïdjan voisin.

« J'affirme notre soutien résolu et infaillible au peuple arménien », a déclaré le Président de la Chambre lors de son allocution qui a été saluée par les députés arméniens rassemblés dans la salle plénière de leur Parlement à Erevan.

Lors de son discours et à l'occasion des différents échanges de vues avec le Président du Parlement, M. Alen Simonyan, et le Président de la République, M. Vahagn Khachaturyan, M. Claude Wiseler a rappelé l'unanimité de la classe politique luxembourgeoise en ce qui concerne son soutien à l'Arménie.

Cette unanimité s'est exprimée lors du vote au Parlement luxembourgeois de différentes motions et

résolutions au cours des dernières années. La motion la plus récente en faveur de l'Arménie a été adoptée lors de la séance publique du 16 mai.

« Il n'y a pas de chemin à part celui de la paix »

Au cours de l'entretien avec le Président de la République d'Arménie, M. Vahagn Khachaturyan, celui-ci s'est montré convaincu que l'avenir du pays passe par la paix et une coopération durable avec les pays voisins, malgré les différends historiques.

Il a ajouté que cette position suscitait des critiques politiques au niveau national. M. Wiseler a salué la détermination de son interlocuteur et l'a encouragé à persévérer en ce sens.

M. Yves Cruchten a quant à lui insisté sur le fait qu'il était dans l'intérêt du Luxembourg de soutenir l'Arménie sur son chemin démocratique. « Nous devons assister cette jeune démocratie qui doit s'affirmer dans un contexte géopolitique particulièrement difficile », a également affirmé M. Wiseler dans le cadre des différentes rencontres. C'est également par leur engagement au sein des assemblées internationales que les députés luxembourgeois souhaitent ouvrir des portes à l'Arménie, ainsi que par le soutien à la mission civile d'observation de l'Union européenne et du programme de partenariat de l'UE. →



Les membres de la délégation luxembourgeoise, MM. Alain De Muyser (Ambassadeur), Sven Clement, Claude Wiseler et Georges Engel, Mme Octavie Modert et M. Yves Cruchten (de gauche à droite)

Visite officielle de la Chambre des Députés en Arménie (suite)



La délégation luxembourgeoise a rencontré des représentants de la mission civile européenne en Arménie (EUMA Armenia).

Rencontre avec des représentants de la mission d'observation de l'UE en Arménie (EUMA)

Pour se faire une meilleure idée de l'impact qu'a la situation géopolitique conflictuelle sur la population locale le long de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, la délégation parlementaire s'est rendue dans la zone de Yeraskh, également proche des frontières avec la Turquie et l'Iran, au matin du 23 mai 2024. Les représentants luxembourgeois y ont rencontré des membres de la mission civile

européenne en Arménie (EUMA Armenia) avec qui ils sont partis en patrouille.

Cette mission civile et non armée est en place depuis février 2023 pour une durée de deux ans. Mandatée par le Gouvernement arménien, son objectif est d'observer et de rendre compte de la situation. La mission, qui déploie 210 personnes dont 170 issues des pays membres de l'UE, doit contribuer à la sécurité sur quelque 1.000 kilomètres de frontière. Les députés ont rencontré les responsables de l'EUMA dans leur quartier général à Yeghegnadzor dans le sud de l'Arménie afin de s'informer plus en détail sur leur travail au quotidien. L'unique membre luxembourgeois de la mission, policier de profession, a témoigné du contact régulier avec les habitants de la région frontalière, saluant l'intérêt que les représentants de la mission démontrent pour leur situation de vie.

Quel est le rôle de l'EUMA Arménie ?

Les patrouilles – environ 2.000 depuis le début de la mission – visent à contribuer à la baisse du nombre d'incidents et à augmenter le sentiment de sécurité de la population locale. Les responsables de l'EUMA ont expliqué aux députés le défi que représente le volet de leur mission visant à construire la confiance entre les acteurs arméniens et azéris, la mission n'ayant pas accès au territoire de l'Azerbaïdjan.

Entretien avec le Premier ministre

Pour leur dernier rendez-vous officiel, les députés ont été reçus par le Premier ministre, M. Nikol Pashinyan. La discussion a porté sur plusieurs points. Ainsi, les représentants luxembourgeois ont voulu savoir quelle était la vision du Premier ministre sur le départ, annoncé en mai 2024, d'une partie des troupes russes qui étaient jusque-là stationnées en Arménie.

Ils ont également demandé au Premier ministre sa perception de la présence de la mission d'observation de l'Union européenne. M. Pashinyan a affirmé que cette mission avait eu un impact très positif.

La discussion a encore porté sur la vision qu'avait le Premier ministre des prochaines étapes en matière de normalisation des relations entre l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Turquie.

Retrouvez toutes les photos de la visite officielle en scannant le code QR suivant :



Trois députés en mission d'observation électorale en Macédoine du Nord



MM. Gilles Baum, Fernand Etgen et Claude Haagen ont représenté la Chambre des Députés au cours de la mission d'observation des élections législatives et présidentielles en Macédoine du Nord (de gauche à droite).

Les trois députés luxembourgeois ont participé le 8 mai 2024 à la mission d'observation des élections législatives et présidentielles en Macédoine du Nord organisée par l'Assemblée parlementaire de l'OSCE. MM. Gilles Baum, Fernand Etgen et Claude Haagen ont fait partie des quelque 80 observateurs qui y ont été envoyés.

Le double scrutin dans ce pays des Balkans, qui connaît des tensions avec ses voisins grecs et bulgares, s'est inscrit dans un contexte de fragmentation politique, selon les responsables de la délégation de l'OSCE.

Ces derniers ont accordé une attention particulière au respect des principes démocratiques de ces élections, à la suite de la récente adaptation des règles électorales qui ne respecte pas les recommandations formulées auparavant. Les journées des 6 et 7 mai 2024

ont été consacrées à des sessions d'information et de formation. La véritable mission d'observation a débuté le lendemain, et les députés luxembourgeois ont été déployés dans la région d'Ohrid.

5.000 parlementaires en mission d'observation électorale depuis 1993

En tout, plus de 5.000 parlementaires de l'AP-OSCE ont observé quelque 170 élections depuis 1993, contribuant ainsi à établir l'OSCE en tant que modèle d'excellence dans ce domaine.

Dans le cas de la Macédoine du Nord, il s'agit de la dixième mission d'observation électorale depuis 1994. Les parlementaires luxembourgeois participent régulièrement à ces missions : ils ont récemment pris part à des missions d'observation électorale en Azerbaïdjan, en Hongrie, en Serbie et en Ouzbékistan.

L'Administration parlementaire recrute :

• un administrateur en relations européennes et internationales (m/f/d) pour les besoins du service des relations européennes et internationales et du protocole dans le groupe de traitement A1 poste à pourvoir soit par un changement d'administration soit par le recrutement d'un fonctionnaire stagiaire

• un ingénieur analyste des incidents de sécurité (m/f/d) pour les besoins du service de la sécurité des systèmes d'information dans le groupe de traitement A1 poste à pourvoir soit par un changement d'administration soit par le recrutement d'un fonctionnaire stagiaire

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant : https://www.chd.lu/fr/offres_emploi



La conférence diplomatique fait une première escale à la Chambre

Les chefs de missions diplomatiques luxembourgeoises à l'étranger ont été accueillis le 15 mai 2024 à la Chambre des Députés pour la conférence annuelle de la diplomatie.

« La diplomatie parlementaire s'est intensifiée ces dernières années », a constaté le Président du Parlement, M. Claude Wiseler. À cet égard, il s'est félicité de la première rencontre des membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région avec les diplomates luxembourgeois déployés dans le monde entier.

Le Président de la Chambre a relevé « les caractéristiques particulières » de la diplomatie parlementaire en mettant l'accent sur une de ses principales distinctions par rapport au Gouvernement, à savoir la diversité des opinions politiques au sein du Parlement. Ainsi, lors de leurs missions et rencontres, les parlementaires expriment des points de vue politiques qui peuvent différer des lignes gouvernementales. Cette indépendance confère aux parlementaires une « certaine flexibilité » et favorise des échanges « plus ouverts et directs », a-t-il expliqué aux nombreux diplomates luxembourgeois.

Il a par ailleurs souligné que la voix du Parlement est particulièrement influente et doit être prise en compte par le Gouvernement, surtout lorsque la

Chambre s'exprime de manière unanime sur des questions de politique étrangère, comme cela a été le cas avec l'adoption récente de la résolution au sujet de la situation au Proche-Orient. Selon le Président de la Chambre, le Parlement a la capacité d'envoyer des « messages forts ».

La diplomatie parlementaire complémentaire à la diplomatie classique

Lors de l'échange de vues, les hôtes ont mis en exergue la « complémentarité » entre la diplomatie parlementaire et la diplomatie traditionnelle. Plusieurs ambassadeurs ont souligné que « le Parlement joue un rôle crucial là où le Gouvernement, à travers ses diplomates, rencontre des obstacles ».

Cette discussion a également permis de mettre en lumière les domaines où les échanges entre le corps diplomatique, les députés et l'Administration parlementaire pourraient être intensifiés. À cet égard, différentes possibilités pour créer des synergies se sont dégagées des entretiens.

Implication du Parlement dans des organisations multilatérales

Les diplomates luxembourgeois ont souligné l'importance de la coopération entre la Chambre des Députés et le Ministère des Affaires étrangères, notamment au sein des organisations multilatérales

telles que l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ou l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. Un exemple cité est la collaboration entre le Parlement et la représentation permanente du Luxembourg au sein du Conseil de l'Europe.

À partir de novembre prochain, et pour une durée de six mois, le Luxembourg en assumera la présidence des Comités des Ministres. La Chambre des Députés, par le biais de sa délégation parlementaire au sein de l'APCE, est fortement impliquée dans les activités de la présidence luxembourgeoise et organisera, notamment en juin 2024, une conférence sur les Bélarusses en exil.

L'implication et la coopération de la Chambre des Députés dans les organisations multilatérales se manifestent également par le détachement d'agents administratifs au sein de ces organisations.

M. Wiseler a souligné que le Parlement a récemment envoyé un agent à l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF) en plus du représentant de la Chambre des Députés auprès de l'Union européenne. Le Parlement finance également un poste au secrétariat international de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN afin de renforcer la résilience démocratique de l'Alliance, et un poste similaire est notamment prévu pour l'Assemblée parlementaire de l'OSCE.



La Chambre des Députés a accueilli les diplomates luxembourgeois en poste dans le monde entier pour leur conférence annuelle.

Visite à l'agence de l'OTAN à Capellen

L'engagement du Grand-Duché pour l'effort collectif de l'Alliance atlantique était au cœur d'une visite des membres de la délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, le 13 mai 2024, à l'agence NSPA (NATO Support and Procurement Agency).

Cette visite s'est inscrite dans une série d'entrevues organisées à l'occasion des 75 ans de l'Alliance. Cette agence, hébergée dans des infrastructures mises à disposition par l'État luxembourgeois, est, aux yeux des députés, un symbole de l'engagement du Luxembourg pour l'Alliance. « La NSPA est une pierre angulaire de notre effort collectif en termes de logistique et d'acquisition », a expliqué Mme Nancy Arendt, Présidente de la délégation, lors de la rencontre avec Mme Stacy Cummings, Directrice générale de l'agence, et d'autres membres du conseil d'administration.

Le Luxembourg participe à 37 projets

L'engagement sans faille du Luxembourg en tant que membre fondateur de l'Alliance figurait parmi les sujets abordés lors de l'échange de vues entre les députés et les responsables de la NSPA. Outre la participation de son armée aux « battlegroups » multinationaux, le Grand-Duché investit également dans des capacités sophistiquées au profit de l'ensemble des pays de l'OTAN en finançant des projets dans le domaine de la communication satellite ou de la surveillance et en soutenant un certain nombre de projets de la NSPA.

Actuellement, le Luxembourg participe au financement de 37 projets, parmi lesquels la mise en place du « Luxembourg Cyber Defence Cloud ». Dernièrement, le Grand-Duché et l'Estonie ont cofinancé un projet d'équipement en matériel et savoir-faire



Les membres de la délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN et les responsables de la NSPA à Capellen

informatique pour soutenir les autorités ukrainiennes. Ceci s'inscrit dans la logique que le soutien à l'Ukraine de la part de l'agence de l'OTAN est par principe non légal. Plus généralement, la NSPA coordonne non seulement des projets militaires et d'infrastructure, mais également de l'aide humanitaire. Plus de 8.000 tentes ont ainsi été livrées en Turquie au cours des deux mois suivant le tremblement de terre qui avait touché le pays.

Lors de l'échange avec les responsables de la NSPA, les députés ont rappelé que le Gouvernement luxembourgeois s'est engagé à porter l'effort de défense à hauteur de 2 % du revenu national brut au cours de

la prochaine décennie. Un plan pour atteindre cet objectif sera présenté en amont du sommet de Washington en juillet 2024, à l'occasion duquel l'Alliance célébrera officiellement son 75^e anniversaire.

À Capellen depuis 1968

La NSPA est basée à Capellen depuis 1968, avec quelque 1.100 agents issus de l'ensemble des pays membres de l'OTAN, dont 49 Luxembourgeois. Un renouvellement des infrastructures par l'État luxembourgeois est actuellement prévu. La Chambre des Députés entretient des liens étroits avec cette seule agence de l'OTAN sur le sol luxembourgeois.

Visite des locaux de RTL Group

Le 21 mai 2024, une délégation de la Commission des Médias et des Communications a visité les locaux de RTL Group au Kirchberg afin d'avoir un aperçu des activités de l'entreprise à la suite des adaptations récentes au niveau de son cadre financier dans le contexte de la mission de service public en matière de télévision, radio et activités digitales confiée à CLT-UFA et RTL Group.

La visite était également l'occasion d'échanger avec le CEO de RTL Télé Lëtzebuerg et un représentant de RTL GROUP sur la stratégie commerciale de ce groupe audiovisuel international, les mécanismes de contrôle

de l'exécution de la mission de service public ainsi que son financement.

Le budget des dépenses courantes 2024 de l'État prévoit une contribution au financement de la mission de service public à hauteur de 12,12 millions d'euros, montant par lequel l'État assume le découvert généré par la prédite mission. Ce montant fait l'objet d'une convention entre l'État et les prestataires précités qui encadre les relations entre les signataires pour les exercices 2024 à 2030 et qui fixe, notamment, un plafond de 15 millions d'euros pour la contribution de l'État au financement du service public.



Des membres de la Commission des Médias et des Communications ont rencontré le CEO de RTL Luxembourg, M. Christophe Goossens (au milieu).

La Chambre s'engage pour la diversité



La responsable et le responsable adjoint du service des ressources humaines de l'Administration parlementaire ont signé la « Charte de la diversité Lëtzebuerg ».

Dans le cadre de la dixième édition du « Diversity Day » le 14 mai 2024, 39 nouvelles organisations ont signé la « Charte de la diversité Lëtzebuerg », dont la Chambre des Députés. L'action est organisée et coordonnée par IMS (Inspiring More Sustainability), un réseau d'acteurs nationaux différents auquel la Chambre des Députés est affiliée depuis le début de l'année 2024.

Par le soutien de ladite charte, la Chambre des Députés, à l'instar des 327 autres entreprises, organisations et associations participantes, a l'occasion de marquer son engagement en faveur de la diversité, de l'égalité et de l'inclusion, un signe fort qui se traduira ensuite par des actions allant au-delà des obligations légales.

Modification de la loi électorale

8355 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ; 2° de la loi modifiée du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État

Le présent projet de loi a pour objet principal de modifier la loi électorale modifiée du 18 février 2003 et, de manière accessoire, d'opérer une modification ponctuelle de la loi modifiée du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État au niveau de son article 41. La principale modification proposée concerne la procédure d'échange entre États membres de l'Union européenne des données des ressortissants des autres États membres, électeurs aux élections européennes dans une commune luxembourgeoise, prévue à l'article 9 de la loi électorale.

Par ailleurs, le projet de loi vise à modifier une série d'autres articles de la loi électorale afin de simplifier certaines opérations électorales.

Dépôt par M. Luc Frieden, Premier ministre, le 23/02/2024
Rapporteur : M. Laurent Zeimet

Travaux de la Commission des Institutions
(Président : M. Laurent Zeimet) :

- 13/03/2024 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
- 20/03/2024 Continuation de la présentation et de l'examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 27/03/2024 Continuation de l'examen du projet de loi
Examen de l'avis de la Commission nationale pour la protection des données
Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 18/04/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 25/04/2024
Loi du 26 avril 2024
Mémorial A : 2024, n° 170, page 1

Compte général de l'exercice 2022

8258 – Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2022

Le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2022 a pour objet de recenser l'ensemble des opérations effectuées au courant de l'année budgétaire 2022. En tenant compte des opérations financières, le compte général de l'exercice 2022 s'est clôturé avec un excédent de recettes de 27,9 millions d'euros, alors que le budget définitif renseignait un déficit de 348,52 millions d'euros.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 29/06/2023
Rapporteur : M. Franz Fayot

Travaux de la Commission de l'Exécution budgétaire
(Président : M. Franz Fayot) :

- 01/12/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 11/12/2023 Présentation du rapport général de la Cour des comptes
- 18/03/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :

- 01/12/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique : 25/04/2024
Loi du 26 avril 2024
Mémorial A : 2024, n° 164, page 1

21^e séance

jeudi 25 avril 2024

Sommaire

- | | |
|--|---|
| <p>1. Ouverture de la séance publique p. 8
M. Claude Wiseler, Président</p> <p>2. 8363 – Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État p. 8
Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Corinne Cahen (dépôt de la motion 1)
Débat : M. Emile Eicher (interventions de M. François Bausch et M. Franz Fayot) M. Laurent Mosar (parole pour fait personnel) (intervention de M. François Bausch) M. Yves Cruchten M. Jeff Engelen M. Meris Sehovic M. Marc Goergen M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
Motion 1 : Mme Corinne Cahen M. Marc Goergen
Vote sur la motion 1 (adoptée)</p> <p>3. 8355 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ;</p> | <p>2° de la loi modifiée du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État p. 17
Rapport de la Commission des Institutions : M. Laurent Zeimet (dépôt de la résolution 1)
Discussion générale : M. André Bauler M. Mars Di Bartolomeo M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Tom Weidig) Mme Sam Tanson M. Ben Polidori M. David Wagner (intervention de M. Sven Clement)
Prise de position du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8355 et dispense du second vote constitutionnel
Vote sur la résolution 1 (adoptée)</p> <p>Présidence : M. Claude Wiseler, Président</p> <p>Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; Mme Yuriko Backes, Ministre</p> |
|--|---|

(La séance publique est ouverte à 09.30 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Yuriko Backes, Ministre | Nee, Här Chambers-president.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

2. 8363 – Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État

Den éischte Punkt um Ordre du jour vun de Moien ass d'Orientéierungsdebatt iwwert déi grouss Infrastrukturprojete vum Staat. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht – deen neie Modell 1 – an deemno follgendermoossen opgedeelt: 30 Minutte fir d'Rapportrice, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 10,5, d'ADR 7,5, déi gréng, d'Piraten, déi Lénk 7, an duerno d'Regierung 30 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Eicher, den Här Cruchten, den Här Engelen, den Här Sehovic an den Här Goergen. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Corinne Cahen. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dësen Exercice, bei deem mer all zesummen iwwert déi grouss Infrastrukturprojete kucken, déi de Staat an der Pipeline huet an déi méi ewéi 10 Milliounen Euro kaschte wäerten, betrëfft jiddereen hei am Land.

Wann dës Projete nämlech bis realiséiert sinn, da kënne mer all vu méi modernen an accessibelen Administratiounen a Servicer profitéieren. Mir kënnen natierlech vu Stroossen a guddem Zoustand profitéieren, vun enger ausgeprägter Multimodalitéit am Transport, vu sécheren Iwwergäng bei den Zuchschinnen, allgemeng vun enger méi moderner a sécherer Eisebunnsinfrastruktur. Ons Kanner a Jonker profitéiere vu moderne Schoulgebaier an aneren Infrastrukture fir si. An och de Kultur- an Tourismussektor kënne sech entfalten a weiderentwéckelen, fir Schratt ze hale mat den neisten Tendenzen an enger Demande, déi ëmmer méi modern an och ëmmer méi exigent gëtt.

Bref, d'Land bleift net stoen. An d'selwecht wéi an de Jore virdu krut d'Kommissioun fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten och dëst Joer eng ganz Panoplie u Projete presentéiert, déi d'Regierung zesumme mat hire Partner am Laf vun deenen nächste Jore wëll ëmsetzen, fir onst Land virunzebréngen.

Just als kleng Info: D'Kommissioun huet decidéiert, dass mer an Zukunft hei op dëser Plaz just nach déi Projete wäerte behandelen, déi iwwer 30 Milliounen wäerte kaschten. Déi drënner wäerten dann an d'Kommissioun kommen. Mee ech mengen, meng Kolleeg wäerten nach allegueren och op dese Punkt kuerz agoen.

Et geet, wéi gesot, bei dese Projete haut ëm Infrastrukturen, déi ons alleguer zeguttkommen, déi ons Liewensqualitéit verbesseren, déi ons Weeër méi kuerz maachen, an dat uechtert all Regioneen hei am Land. Iwwerall wäerte spierbar Verbesserungen kommen, sief dat an der Mobilitéit oder a Saache Gebailechkeeten.

Dës Projete gi bekanntlech iwwert déi verschidde Fonge finanzéiert, an do sinn dëst Joer follgend Fonge betraff: de Fonds d'investissements publics administratifs mat 7 Projete, de Fonds d'investissements publics scolaires mat 2 Projete, de Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux mat 4 Projete, de Fonds des routes mat ganzer 18 Projete, de Fonds du rail mat 14 Projete an zu gudder Lescht de Fonds Belval mat 3 Projete.

Et sinn also 48 Projete am Ganzen dëst Joer, déi virgesi sinn. E ganz groussen Deel – ech hunn Iech d'Chifferen elo grad genannt – geet effektiv an de Stroossebau, an d'Schinnen, also an d'Mobilitéit, an d'Multimodalitéit an och d'Sécherheet souwuel op eise Stroosse wéi och soss am Transport.

Et geet emol virun allem ëm Liewensqualitéit: Besser Infrastrukturen erlaben ons, méi roueg ze liewen, wann zum Beispill eise Quartier verkéiersberouegt ass. Méi sécher Vëlosweeër erlaben ons, och ons Kanner mat rouegem Gewësse mam Vëlo fueren ze looseren.

D'Sécherheet war an de leschte Méint ëmmer nees e grousst Thema. Och haut ass dat e Sujet: D'Sécherheet vun de Foussgänger, d'Sécherheet vun de Vëlofuerer, déi soll verbessert ginn, andeems zum Beispill Souterraine gebaut ginn, fir dass een net méi muss iwwert d'Schinne lafen; d'Sécherheet och fir ons Kanner mat moderne Schoulen an Internater; d'Sécherheet dann och zum Beispill fir déi Mënschen, déi aus Länner kommen, wou d'Sécherheet net esou garantéiert ass, mat enger neier Infrastruktur fir Demandeurs de protection internationale; a last but not least d'Sécherheet fir all déi, déi op onse Stroossen ënnerwee sinn.

An ech géing dann am Detail och mat deem Volet, deem vun de Ponts et chaussées, wëllen haut ufänken, an zwar mat der Bréck zu Hollerech, déi d'Gefierer, déi a Richtung Escher Autobunn fueren, iwwert Péitrus féiert. Well vill méi Trafick ass, wéi ugangs erwaart, well d'Norme sech geännert hunn a well mat der Entwécklung vum Quartier de ganze Strooseresseau iwwerducht gëtt, muss déi Bëttonsbréck, dat ass d'OA1374 zu Hollerech, frëschgemaach ginn. Déi Bréck ass 1975 a Betrib geholl ginn. Si huet also schonn e puer Joer um Bockel a muss och dofir reamenagéiert ginn. Ganz warscheinlech muss se souguer komplett ersat ginn.

Da gi mer eriwuer bei eng aner Bréck, nämlech déi Al Bréck, de Viaduc. D'OA788, de Pont Passerelle an der Péitrus, ass d'Suite vum Ausbau vun der Aler Bréck. Hei gëtt virun allem no de Foussgänger a Vëlofuerer gekuckt, déi ënner der Bréck laanschtgi respektiv -fueren. De Viaduc ass en Deel vum Patrimoine protégé. Dat soll natierlech respektéiert ginn, andeems d'Mauerewerfläch zwar gebotzt a rehabilitéiert gëtt, mee nëmmen do, wou et néideg ass, sollen déi futtis Elementer eenzel dann ersat ginn.

Vun der Stad gi mer dann erop an d'Nordstad, déi eng ideal Gréisst an eng ideal Topografie huet, fir mam Vëlo ze fueren. Dofir brauch ee sécher Vëlospisten. De Vëloswee tëschent Schieren a Bettenduerf, de PC15, ass en Deel vum Mobilitéitskonzept Nordstad 2035. Mat dësem Vëloswee wäerten d'Awunner aus der Nordstad an Zukunft méi dacks kënnen op de Vëlo zréckgräifen. Zousätzlech Passerelle wäerten deen neie séiere Vëloswee dann och zum Beispill mat de Wunnquartiere vun Dikrech an Angelduerf verbannen an en neien zentrale grénge Wee tëschent Ierpeldeng, Dikrech an dem Goldknapp ass och virgesinn.

Am Mobilitéitskonzept Nordstad 2035 fënnt een och de Contournement de proximité vun Dikrech,

deen elo geplangt gëtt. Fir dass d'Nordstad sech entwéckele kann, ass et primordial, dass d'Streck tëschent Ettelbréck an Dikrech vum Duerchgangsverkéier befreit gëtt. Dëse Verkéier soll dann op dräi nei Weeër geleet ginn, nämlech d'Contournementen vun Ettelbréck an Dikrech an d'B7, déi tëschent Ettelbréck an dem Fridhaff op zweemol zwou Spueren erweidert gëtt.

Eng nei zentral Achs an den Deplacement vun der N7 tëschent Ierpeldeng an Dikrech sinn och Deel vum Mobilitéitskonzept Nordstad 2035. D'Eisebunnsantenn gëtt vun Dikrech op de Goldknapp deplacéiert. Si gëtt an Zukunft zweegleiseg an d'Frequenz vun den Trajete gëtt op véier Zich pro Stonn dee Moment eropgeschrauft. Déi aktuell N7 verschwënnt, wann de Strooseresseau fäerdeg ass. An d'Quartieren Angelduerf a Walebroch féiert dann eng nei Strooss, déi un der Zuchstreck erlaanschtgeet. Déi Quartiere ginn immens verkéiersberouegt, well keen Duerchgangsverkéier méi do wäert sinn, a wann de Verkéier bis net méi iwwert déi zentral Achs fiert, da gëtt déi als Gréngzon reamenagéiert.

Ierpeldeng kritt e Pôle d'échange. Den Echangeur B7 gëtt reamenagéiert, fir en direkten Accès ze hunn op de Park&Ride. De Strooseresseau beim Echangeur B7 gëtt reamenagéiert an ass da kompatibel mam neien Tunnel vun den CFL. Da kënt do och eng Bréck fir d'Cyclisten tëschent der séierer Vëlospist duerch d'Auelandschaft a Richtung Ierpeldeng. Bei den Zucharrêt Ierpeldeng-Sauer kënt eng nei Busgare. An déi multimodal Infrastrukturen tëschent der Patton-Bréck an dem Echangeur Angelduerf, déi ginn nei gebaut.

Da kritt och Ettelbréck en neie Contournement, eemol fir den Duerchgangstrafick ze limitéieren, an dann ass och Waarken den Ament ganz schlecht uegebonden, dat soll sech dann änneren.

A vun der Verbreederung op zweemol zwou Spueren tëschent Ettelbréck an dem Fridhaff hunn ech éinentscht scho kuerz geschwat.

Den Häreberg kritt en zweeten Accès vum Rondpoint Fridhaff aus bei d'Kasär Grand-Duc Jean. Dat si ronn 3,43 Kilomeeter. Esou gëtt verhënnert, dass den Trafick vun der Kasär, besonnesch eeben déi déck Convoien, ëmmer nees duerch Dikrech selwer muss fueren. An dësem Projet sinn och zwee Rückhaltebecke fir Reewaasser virgesinn.

A fir nach an der Nordstad ze bliwen: D'Rue Clairefontaine, dat ass d'N17 tëschent Dikrech an der Blesbréck, ass den Ament an engem ganz schlechten Zoustand a muss renovéiert ginn. Hei schaffen d'Gemeingeverwaltungen vu béide Gemengen zesummen. Do gëtt dann och deen zukünftigen nationale Vëloswee, de PC22 vu Furen/Tandel mam Chemin mixte, dee laanscht d'N17 geet, verbonden.

Aus der Nordstad da Richtung Süden: D'N13/Grand Rue zu Biergem/Steebrücken gëtt méi foussgänger- a vëlosfrëndlech gestalt. Si gëtt méi sécher fir d'Mobilitéit douce. Dës Streck soll dann och zu engem spéideren Zäitpunkt kënnen un de Vëloexpresswee uegebonden ginn.

Den CR165 an d'N33, dat sinn zwou Stroossen, déi duerch Käl an Téiteng féieren, déi ginn nei aménagéiert. De Schwéierpunkt gëtt och hei op d'Mobilitéit douce an den effentlechen Transport geluecht. D'Sécherheet gëtt erhéicht, d'Parkméiglecheete gi reduzéiert.

Den CR134 tëschent Manternach a Wecker ass an engem ganz schlechten Zoustand a gëtt frëschgemaach. Hei ginn och Elementer agesat, déi hëllef sollen, an der Entrée vu béide Lokalitéiten d'Vitess vum Trafick ze reduzéieren.

D'Bréck, déi zu Alzeng op der Diddenewener Strooss iwwert d'Eisebnunsschinn vum der Streck Bierchem-Éiter féiert, gëtt nei gebaut. Dëse Projet steet kuerz viru Schluss, riskéiert awer, allgemeng beim Käschtepunkt déi 10 Milliounen Euro ze iwwerschreiden. An dofir muss dann och dëse Projet nach emol hei vun der Chamber aviséiert ginn, also den Accord de principe vun der d'Chamber kréien.

Schonn elo errechen d'Haaptachsen am Weste vun eiser Südregioun hir Limitten, ech schwätzen elo hei vun der Avenue de l'Europe, der N31, d'Streck Biff-Athus. Dës Stroosse sinn enorm wichteg, souwuel als national, interregional an och grenziwwerschneidend Achsen, mee duerch hir Belaaschtung, déi ëmmer méi grouss gëtt, si souwuel d'Chauffere wéi och d'Leit, déi am Eck wunnen an déi – wéi et ugangs 1994 ugeduecht war – duerch de Bau vun dëse groussen Achsen do sollten entlaascht ginn, ëmmer méi affektiert duerch dee villen Trafick.

Wat geschitt? Den Trafick verlagert sech erëm op déi kleng Stroossen niewendrun an den Uertschaften an de Contournement verléiert säin Zweck an och seng Utilitéit. Op dëser Plaz soll d'Stroosennetz méi breet gemaach ginn, d'Opdeelung vun der Strooss gëtt verbessert, d'Tunnelle gi méi breet gemaach an da soll och de Rond-point Lamadelaine zu engem Turbo-Rond-point ginn, an doduerch gëtt souwuel den Zéifloss reduzéiert wéi och d'Verkéierssécherheet erëm hiergestallt.

Um Echangeur Diddeleng op der A3 soll e Centre multimodal an e Park&Ride entstoën. 2035 wäert d'Multimodalitéit eng risegrouss Roll spillen, besonnesch an der Grenzregioun. Dofir dierfen d'Projeten, déi den Transport concernéieren, sécher net separat gekuckt a separat geduecht ginn, mee et soll virusgekuckt ginn, wat gebraucht gëtt a wéi een d'Mobilitéit effikass ka gestalten.

Um Echangeur soll dann e Park&Ride entstoën, deen de Covoiturage méi einfach mécht, an och Busarrëten, souwuel lokal wéi och regional, déi e schnellen Accès op d'A3 garantéieren. Och fir d'Camionen an hir Chauffere sollen op dëser Plaz eng Rëtsch vu Servicer amenagéiert ginn.

Och op der Musel ass den Trafick iwwert d'Waasser zanter der Kanalisatioun vum Gewässer ëmmer méi grouss ginn, besonnesch am Transport vu Wueren, mee och am touristesche Beräich. Fir den Trafick um Waasser ze verbesseren, sinn och hei Amenagementer virgesinn, fir d'Opkomme vum Trafick besser ze geréieren, an d'Zonen, déi a Mitleidenschaft gezu goufe mat de Joren, sollen all renovéiert ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, domat clôturéiere mer d'Projete vum Fonds des routes. Ech géif dann eriwergoen zu de Projete vun den CFL, also deene vum Fonds du rail. An do gëtt et direkt eng exzellent gutt Nouvelle fir déi Leit, déi gären online sinn: De Kommunikatiounsekipement fir de mobille Réseau am Zuch gëtt nämlech erneiert. D'Dispatcher ginn duerch Pulver vun der neister Generatioun ersat, an dat op dräi Niveauen: an der Zentral, wou den Trafick geréiert gëtt, op den Hauptposten a bei der Schaltanlage vun de Poste vun der Weichstellung.

Fir an Zukunft eng besser Verbindung ze schafen tëschent den Zuchlinne Lëtzebuerg-Klengbetten a Péiteng-Lëtzebuerg engersäits, an dem Tram an och de Bussen, déi d'Escher Strooss mat Hollerech verbanen, anerersäits, kënnt op d'Hollerecher Gare e Pôle d'échange, dëst mat ënner anerem dräi neie Quaien, zwou neien Zuchbrécken, engem Tunnel fir d'Gefierer an engem ënnerierdesche Passage fir d'Foussgänger.

De BMS, de Building Management System, kritt en neit Gebai zu Hollerech, wou weider Kontrollposten,

Büroen, Konferenzraim, e Krisebüro an e Gemeinschaftsraum geplangt sinn. Et gëtt dann dräi där BMSen, a wann een net disponibel ass, kënnen dann déi zwee aner iwwerhuelen.

Op der Gare zu Waasserbëlleg gëtt en neit Stellwierk gebaut. Dat aktuell ass net méi ausbaufäeg. Do kënnt dann och en neit Gebai hi mat all deene Lokaler a Raimlechkeeten, déi heifir gebraucht ginn. Et geet haauptsächlech drëms, déi ganz Sécherheet an d'Signalisatiounsinfrastrukturen am Kader vun der zukünfteger Mise en conformité vum Site ze assureieren.

Péiteng kritt dann e Centre national du patrimoine ferroviaire. De Patrimoine vum Zuch hei zu Lëtzebuerg soll net just geschützt ginn, mee d'Leit sollen och méi gewuer ginn iwwert d'Geschicht vum Zuch, iwwer seng Entwécklung an och d'Wëssen iwwert dës Transportform soll einfach vergréssert ginn. Dësen nationalen Zentrum wäert no bei der Péitenger Gare sinn. Nieft enger Ausstellungshal sollen dann do och Saache gesammelt an archivéiert ginn, Schouklasse solle kënnen op Besuch goen. Demandeur hei ass iwwregens den INPA.

Péiteng kritt dann och en neit Stellwierk mat engem neie Gebai. An ëmmer nach zu Péiteng sollen d'Héichspannungsleitungen, déi aktuell iwwert dem alen Triage verlafen, ënnerierdesch geluecht ginn.

Finalemment sollen och zu Péiteng, op der Streck Péiteng-Esch/Uelzecht, d'Installatiounen fir den Zuch erneiert ginn. Et geet hei drëms, sech un d'europäesch Normen unzepassen. Et zirkuléiere véier Zich pro Stonn op där Streck an et ass e Frachtkorridor an Europa.

Dann eriwuer op Beetebuerg. Do gëtt bei der Gare e Park&Ride gebaut mat ronn 100 Stellplazen an engem direkten Accès op d'Quaie via eng Passerell. Och zu Beetebuerg gëtt de Souterrain fir d'Foussgänger an d'Cycliste frëschgemaach. D'Gare vun Diddeleng-Usines soll komplett nei gemaach gi mat méi laangen a méi héije Quaien. De ganze Quartier NeiSchmelz gëtt urbaniséiert. Dohi komme jo iwwer 1.000 nei Awunner wunnen.

Da verschwannen op der Streck Beetebuerg-Volmerange-les-Mines verschidde Passages à niveau komplett. Déi ginn duerch Souterrainen ersat.

A fir dëst Kapitel vum Fonds du rail ofzeschléissen, dann e ganz besonnesch interessante Projet, op dee ganz vill Leit scho ganz, ganz laang waarden, nämlech de Passage iwwert d'Schinnen N13. Dat ass dee ganz bekannten Iwwergang zu Dummeldeng, wou jidderee wuel scho stoung. Dee gëtt dann endlech suppriméiert. Wann dëse Chantier fäerdeg ass, dann ass net nëmme d'Barriär fort, mee och d'Vélospiste sinn da besser konnëktéiert.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir gesitt, op eise Stroossen a Gleiser ass vill geplangt. An dës Projete wäerten an Zukunft sécherlech derzou bäidroen, dass den Transport an d'Mobilitéit am Allgemengen hei am Land wäerte méi sécher, méi fiabel an awer och méi interkonnëktéiert ginn, fir esou e gudd Mix ze schafen a jidderengem, deen ënnerwee ass, déi beschtméiglech Infrastrukturen ze bidden, dëst och am Sënn vun enger nohalteger Mobilitéit.

Ech géif dann eriwergoen op en anere Block vu Projeten, an do chängéiere mer elo d'Thematik a kucken d'Projete vum Fonds d'investissements publics administratifs zesumme mat de Projete vum Fonds d'investissements publics scolaires an dem Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux.

Beim Wäinhaus zu Éine gouf gemengt, et géif een ënnert den 10 Milliounen Euro bleiwen, da géife

mer haut och net doriwwer schwätzen. Mee d'Präisdeierecht bréngt mat sech, dass mer d'Wäinhaus hei op der Lëscht hunn. Et ass e Projet, dee schonn an der Ëmsetzung ass, deen deemno net méi an der Etüd ass. Et ass e Patrimoine protégé, et si Gebaier aus dem 16. an 18. Joerhonnert. Ech brauch Iech net ze soen, dass de Wäintourismus an där Géigend besonnesch beléift ass. An dofir sinn eng Rëtsch Aarbechte virgesinn, wéi zum Beispill en Accueil touristique, eng Vithothék, mee och Ausstellungsraum, Atelieren an och e Musée.

Zréck an d'Stad dann: D'Adem soll nees e bësselche méi zentral ginn, si kënnt dann nämlech op Hollerech, dohinner, wou virdrun de CTIE war. Dat aalt Gebai vum CTIE gëtt ofgerappt. Laut dem neie PAP kéint hei e Gebai vun 9 Stäck gebaut ginn, dobäi nach 4 Niveauen am Sous-sol. Niewendru sinn iwwregens Logementer vun der SNHBM virgesinn.

Déi nei Steierverwaltung, déi kënnt op de Kierchberg op den Terrain Tony Rollmann, wou am Moment déi provisoersch Flüchtlingsstruktur steet. Den Terrain soll maximal exploitéiert ginn an d'Steierverwaltung soll dann och mat all hire Servicer dee Moment dohinner plënnere.

An da maachen ech e klenge Schwenk an de Weste vum Land, wou d'Centres de triage vu Stengefort, Habscht a Biekerech zesummegeluecht ginn an de Centre de nature et forêt Mirador, dëst op Basis vun der Naturverwaltung hirer Propos no hirem Audit, en homogee Modell ze plangen, fir déi regional Servicer ze implementéieren an d'Servicer ze moderniséieren.

Nees an der Stad, dann awer fir e Projet vun nationaler, wann net souguer internationaler Envergure: Et gëtt scho ganz, ganz laang doriwwer geschwat, elo soll d'Luxexpo frëschgemaach ginn. Nei Halen, dat Ganz soll méi dense gebaut ginn, et gëtt méi an d'Héicht geplangt, fir dass en Deel vum Terrain ka fir Wunnengsbau genotzt ginn.

Um Boulevard John F. Kennedy, och hei an der Stad, keeft de Staat jo d'Hallschent vum Gebai vun Arcelor-Mittal. Dat muss amenagéiert ginn. Dat kascht och méi wéi 10 Milliounen, well do sollen eng 900 Aarbechtsplazen entstoe fir de Staat.

An zu Réimech am Institut viti-vinicole muss eng Mise en conformité gemaach ginn, de Labo muss opgepäppelt ginn, fir d'Akkreditatioun ze behalen. Et soll eventuell eng Extenssioun nieft d'Gebai gebaut ginn. Dat besteeënd Gebai muss renovéiert ginn, mee d'Etüd muss fir d'ëischt weisen, ob dat alles machbar ass, soss muss d'Gebai eventuell och remplacéiert ginn.

Ech kommen dann zu de Projete vum Fonds d'investissements publics scolaires. Et sinn zwee Projeten, wou Schoule renovéiert ginn: Eemol de Lycée technique zu Ettelbréck, do gëtt zum Beispill eng energeetesche Sanéierung virgeholl an eng Remise en état vu verschidde Installatiounen gemaach, an d'Hotelschoul zu Dikrech, och hei sinn net méi all d'Installatiounen konform, an do muss deemno och nogebessert ginn.

Beim Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux sinn et véier Projeten. Zu Diddeleng fir d'Internat muss eng Regularisatioun hei an der Chamber elo haut gemaach ginn, well de Budget weinst der Präisdeierecht elo dann awer iwwer 10 Milliounen wäert leien. Dës Struktur wäert vun der Fondatioun Pro Familia geleet ginn a bitt en Accueil fir Kanner a Jugendlecher am Alter tëschent 4 an 13 Joer. Si kënnen hei fräiwëlleg hikommen oder op Basis vun engem richterleche Beschluss. Den Accueil ass esouwuel am Dag wéi och an der Nuecht assuréiert.

Virgesi sinn hei zum Beispill 11 Duebelkummeren, 2 Zëmmere fir d'Educateuren, een Zëmmer fir eng Persoun à mobilité réduite, e Bloc sanitaire, Gemeinschaftsräum, och eng Plaz fir d'Elteren ze treffen, Büros an esou weider.

Zu Péiteng dann nees soll en Haus fir jonk Erwuesener gebaut ginn, déi aus schwieriger familiäre Verhältnisse kommen, déi net méi an der Schoul sinn oder déi enger Formation professionnelle noginn. Och Jonker, déi grad an d'Liewen an och an dat berufflecht Liewe starten, mat engem klengen Salaire, kënnen dohinner wunne goen. Hei si 36 Logementer geplangt, Räum fir dat edukatiivt Personal an och Gemeinschaftsräum, Ofstellrüm an esou weider.

E weidert Internat ass am Rollengergronn an der Rue Jean-François Boch geplangt. Dat ass da fir Kanner aus dem Fondamental. D'Demande fir esou Internater ass grouss. Bis ewell existéieren der zwee am Norde vum Land. An esou Strukturen sinn dacks Kanner, deenen hir Situatioun dohem schwierig ass oder déi verhaltensofpfälleg sinn. Elo soll, wéi gesot, och esou en Internat an den Zentrum kommen, fir Kanner tëschent 6 an 12 Joer. An deem neien Internat wäert Plaz si fir eng 12 Kanner.

A finalement gëtt zu Diddeleng eng Struktur gebaut fir Demandeurs de protection internationale, ech hu grad schonn driwwer geschwat. Am Kader vun der Revalorisatioun vum Quartier Neischmelz hunn de Fonds du logement, d'Diddelenger Gemeng an den Office national de l'accueil de Bau vun dëser Struktur um PAP Sud approuvéiert.

D'Gebai selwer wäert duerno esou leien, dass et e gudden Accès huet op den öffentliche Transport, op déi schoulesch Infrastrukturen an och zum Commerce. Esou léisst sech d'Struktur och gutt an d'Stadbild integréieren. Et ass virgesinn, dass d'Gebai 4 Stäck soll hunn, wou da 40 Zëmmeren drop verdeelt sinn. Dat heescht, an deem neie Foyer wäert Plaz si fir 120 Leit, déi aus Krichs- a Krisengebiddern fortgelaf sinn, bei ons.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen esou lues un d'Enn vu mengem Rapport. Et bleiwen nach dräi Projete vum Fonds Belval, ugefaange mam Bau vu Centres de compétences, déi vum Bildungsministère geplangt ginn. Nieft enger agreéierter Europaschoul sollen och Kompetenzzentren am Beräich vun der Psychopedagogie entston. Dobäi kënn och e Centre pour le développement intellectuel, e CDI, fir Kanner a Jugendlecher mat enger autistescher Spektrumsstéierung, pedagogesch Atelieren, eng Sportshal an eng Schwämm, fir beschtméiglech op d'Besoinen vun dëse jonke Mënschen anzegoen.

Da ginn och urbanistesche Amenagementen a weider Infrastrukture ronderëm d'Terrass bei den Héichwee realiséiert. Dëst ass déi zweet Phas vun dësem Projet. Den aktuelle Plang gesäit vir, datt d'Terrass soll aus enger zentraler Partie bestoe mat engem groussen Deel fir Foussgänger. De weideren Deel ronderëm wäert am Respekt vun aktueller Konzept weidergefuert ginn, deen d'duuss Mobilitéit an d'Zesummeliwwen, also e gesellschaftlechen Austausch, favoriséiert. Hei gëtt dann och vill op Begrëngung gesat, op Luucht an op eng modern Gestaltung vum öffentliche Raum.

An natierlech hunn ech mer d'Filetsstéck gehale fir ganz zum Schluss: Fir déi Kultur- a Museksbegeescht, an dat si mer jo quasi allegueren, ass et nämlech déi gutt Nouvelle, dass d'Rockhal vergréissert gëtt. D'Rockhal ass an Tëschenzäit bal 20 Joer al an do mussen Adaptatiounen gemaach ginn. D'Entréeshal gëtt zum Beispill méi grouss. De Food and Drinks ass am Moment nach ëmmer baussen, dat soll geännert

ginn. De grouss Sall gëtt och nach eemol vergréissert an da gëtt och dervunner profitéiert, dass d'Gebai och energieetesche saniéiert gëtt. Hei sollen elo weider Etüde gemaach ginn, fir e präzise Programm opzesetzen an dann eng Enveloppe budgétaire ze identifizéieren.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, domat schlëssen ech d'Presentatioun vun den eenzelne Projeten of. Fir kuerz op de prozeduralen Detail anzegoen, sief gesot, dass de Minister François Bausch déi Lëscht, déi ech grad detailléiert hunn, de 14. Juli an der Chamber deposéiert huet. Mir kruten déi Infrastrukturprojeten den 29. Februar, den 21. Mäerz an den 28. Mäerz am Detail an der Chamberskommission vun der Ministesch Yuriko Backes virgestallt, där ech och villmools Merci soe fir hir Presenz ëmmer an der Kommission. Dat gëtt ganz appreciéiert.

Et ass esou, dass de geneeë Käschtepunkt vun all de Projeten nach net bekannt ass, well jo elo nach, wa mer d'Motioun stëmme, Etüden an Expertise gemaach ginn, éier déi verschidde Projete kënnen geplangt a gebaut ginn. D'Kommission huet awer an hirer Sëtzung vum 18. Abrëll hiren Ok zum Rapport ginn a géif der Chamber proposéieren, der Regierung Gréng Luucht ze ginn, fir dës Projeten ze realiséieren.

An deem Sënn iwwerreechen ech Iech, Här President, dann och déi bekannte Motioun, mat där d'Chamber hiren Accord fir dës grouss Projete ka ginn.

Motion 1

« Grands projets d'infrastructure réalisés par l'État »

La Chambre des Députés,

vu d'une part,

– la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructure ;

– vu la volonté du Gouvernement d'assurer la définition, la conception et la mise en œuvre d'une politique intégrée en matière d'aménagement du territoire, de réseaux de transports et de bâtiments publics ;

vu d'autre part,

– l'avis de la Cour des comptes sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructure du 22 mars 2001 ;

– la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 adoptée suite à la présentation de l'avis précité ;

– les propositions des groupes parlementaires au sujet d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les dépassements des coûts des grands projets d'infrastructure dans le futur, transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier ministre ;

vu la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructure adoptée en date du 3 avril 2006 par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes sur proposition de Monsieur le Ministre des Travaux publics et dont les points principaux ont été repris dans une motion « grands projets d'infrastructure Travaux publics » du 23 octobre 2008 ;

considérant que ladite procédure répond aux préoccupations exprimées dans la motion précitée du 29 janvier 2002 ;

vu la motion du 13 mai 2009 de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à veiller à ce que ces procédures soient appliquées, mutatis mutandis, par tous les départements ministériels lors de la mise en œuvre de projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros ;

vu la liste des projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros, à soumettre à

l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un avant-projet détaillé (APD), présentée lors des réunions des 29 février, 21 mars et 28 mars 2024 de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics ;

considérant que, suite à l'entrée en vigueur de la loi du 8 juillet 2021 modifiant la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest, l'établissement public Fonds Belval n'a plus besoin d'être autorisé au préalable par une loi spéciale pour pouvoir mettre en œuvre un projet d'infrastructure. Désormais, le Fonds Belval applique, en tant qu'établissement public, les mêmes conditions de transparence et d'accord de principe pour la réalisation de ses projets de construction ou de transformation pour le compte de l'État que les administrations publiques. Ses projets s'ajoutent donc comme nouvelle catégorie de financement à la liste annuelle des grands projets d'infrastructure soumise pour approbation à la Chambre des Députés ;

considérant que, suite aux informations détaillées fournies par les responsables du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics et de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois, la Commission de la Mobilité et des Travaux publics a avisé favorablement chaque projet de la liste présentée ;

marque son accord à l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets en cause à partir de l'exercice budgétaire 2024 afin de garantir les objectifs suivants :

a. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics administratifs

- Centre mosellan à Ehnen – réaménagement et extension
- Bâtiment administratif rue de Hollerich
- Cité des contributions directes au Kirchberg
- Administration de la nature et des forêts Schwaarzenhaff à Steinfort
- Futur Parc des Congrès et Expositions au Kirchberg
- Bâtiment administratif Kirchberg – aménagement intérieur
- Institut viti-vinicole à Remich

b. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics scolaires

- Lycée technique Ettelbruck – rénovation
- EHTL à Diekirch – rénovation

c. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux

- Internat socio-familial à Dudelange
- Maison pour jeunes adultes à Pétange
- Structure d'hébergement pour DPI à Dudelange
- Internat socio-familial pour enfants de l'enseignement fondamental Luxembourg-Rollingergrund

d. Fonds des routes

- OA1374 – N56 Hollerich
- OA788 Pont Passerelle : Réhabilitation des infrastructures et réaménagement des alentours
- PC15 – Itinéraire cyclable express entre Schieren et Bettendorf – Nordstad 2035
- N7/N17/CR356 – Contournement de proximité Diekirch – Nordstad 2035
- N7 Nouvel axe central apaisé avec voies bus entre Erpeldange-sur-Sûre et Diekirch – Nordstad 2035
- N7 Déplacement de la N7 entre Erpeldange-sur-Sûre et Diekirch – Nordstad 2035
- B7 Pôle d'échange à Erpeldange-sur-Sûre – Nordstad 2035
- B7/N15/CR349 Contournement de proximité Ettelbruck – Nordstad 2035
- B7 Mise à 2x2 voies de la B7 entre Ettelbruck et Fridhaff – Nordstad 2035

- N7 Nouvel accès secondaire Fridhaff – caserne Herrenberg
- N17 Aménagement rue Clairefontaine de Diekirch à Blesbruck avec reconstruction OA163/Blees
- Réaménagement N13 Pontpierre–Bergem
- Réaménagement N33/CR165 Kayl
- CR134 Manternach vers Wecker PR 21.550 – 23.100
- OA756 Reconstruction de l'OA à Alzingen sur CFL (N3)
- Réaménagement Avenue de l'Europe (N31) – Biff–Athus
- Centre multimodal et P&R autoroutier (A3/Échangeur Dudelange)
- Quais d'accostage à Remich

e. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds du rail

- Réseau national. Remplacement des dispatchers GSM-R
- Pôle d'échange multimodal de la Gare de Hollerich
- Construction d'un nouveau bâtiment pour le BMS (Building Management System) à Luxembourg-Hollerich
- Gare de Wasserbillig. Aménagement d'un poste directeur. Construction du bâtiment
- Construction du Centre national du patrimoine ferroviaire à Pétange
- Gare de Pétange. Aménagement du nouveau poste directeur Sud-Ouest. Construction du bâtiment
- Gare de Pétange. Déplacement et mise en souterrain de lignes à haute tension
- Ligne de Pétange à Esch-sur-Alzette. Renouvellement des installations de traction électrique
- Gare de Bettembourg. Aménagement d'un bâtiment P&R
- Gare de Bettembourg. Réaménagement du souterrain Nord pour piétons
- Gare de Dudelange-Usines. Modernisation et mise en conformité des infrastructures ferroviaires
- Ligne de Bettembourg à Volmerange-les-Mines. Suppression du passage à niveau 103a à Dudelange
- Ligne de Bettembourg à Volmerange-les-Mines. Suppression des passages à niveau 103b et 104a à Dudelange
- Ligne de Luxembourg à Troisvierges. Suppression du passage à niveau N°13 à Dommeldange

f. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds Belval

- Réalisation de deux Centres de compétences à Esch-Belval
- Réalisation des aménagements urbains et infrastructures de la terrasse des hauts-fourneaux – phase 2
- Projet d'aménagement de la Rockhal

(s.) Corinne Cahen, Yves Cruchten, Emile Eicher, Marc Goergen, Meris Sehovic, David Wagner.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | An da wier ech bal fäerdeg. Ech wëll awer net vergiessen, all deene Beamte vun de sëllegen Administratiounen a vum Ministère Merci ze soen, éischtens fir déi ganz Aarbecht, déi si sech mat de Presentatiounen gemaach hunn. Dann awer och a ganz besonnesch fir hir Zäit, déi se sech geholl hunn, fir eis eeben all dës Projeten am Detail an der Kommissioun virzestellen an op eis Froen ze äntwerten. Dat wäerte mer, wéi gesot, och an Zukunft da wëllen esou bäibehalen, och fir déi Projeten, déi ënner 30 Milliounen wäerte chiffriert ginn. E besonnesche Merci ass fir d'Tania Sonnetti an d'Christine Fixmer.

An domat soen ech Iech all villmools Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimat och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei fir déi Motioun. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Rapportrice villmools Merci fir hire Rapport a fir hiren Tour duerch d'ganzt Land.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass dann den Här Emile Eicher. Här Eicher, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Emile Eicher (CSV) | Merci, Här President. Madamm Ministesch, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg charakteriséiert sech duerch e begrenzten Territoire, eng dynamesch Wirtschaft an eng wuessend Populatioun. Émsou méi wichteg ass et, dass den Aménagement vun eise Territoire zesumme mat der Mobilitéit, der Aarbecht, dem Wunraum, der Fräizäit vun de Leit an der Biodiversitéit geduecht gëtt.

Mir steieren op de 700.000-Awunner-Staat zou an d'Unzuel vu Leit, déi all Dag op Lëtzebuerg schaffe kommen, geet konstant an d'Luucht. Dat bedeit, dass mer derfir suerge mussen, dass d'Leit sécher, séier a bequeem op d'Aarbecht kommen. Fir eis geet dat just duerch eng multimodal Mobilitéit.

Dofir ziilt dës Regierung an eise Koalitiounsaccord drop of, déi ëffentlech Verkéiersmëttel ze verbesseren, andeems mer den Zuch, de Bus an den Tram besser openeen ofstëmmen a gutt vernetze mat dem Individualverkéier. Gläichzäiteg leeë mer Wäert drop, d'Reseue vun de Foussgänger- a Vélosweeër auszubauen. Och huet sech dës Regierung op de Fändel geschriwwen, Verbesserungen am Stroosseverkéier an am Stroossebau ze ënnerhuelen. Dofir brauche mer eng enk Zesummenaarbecht mam Secteur, der Gesellschaft an notament de Gemengen, woubäi de Plan national de mobilité 2035, de PNM, eng wichteg Roll spillt.

Här President, et géif ze wäit féieren, op all déi 48 Projeten anzegoen, déi mir dëst Joer op der Léischt vun de Grands projets d'infrastructure fannen. Ech mengen, d'Madamm Corinne Cahen huet dat in extenso brillant gemaach. Erlaabt mer dofir, just e puer Projeten an engem regionale Kontext ze erklären. Wichteg ass et awer, op dëser Plaz ze ënnersträichen, dass de Gros vun de Projeten nach kee prezise finanzielle Kader huet, well dofir justement den Accord vun der Chamber gebraucht gëtt, fir mat de spezifeschen Etüden unzefänken.

Virewech e puer méi generell Remarken:

Eleng 126 Milliounen ginn an de Fonds Belval investéiert.

Hisiichtlech de Fonds du rail gëtt et siwen Investisementer an der Regioun Süden, zwee am Zentrum a jeeeweils een an de Regiounen Osten an Norden. D'Schinnennetz soll duerch weider Etüden analyséiert an ausgebaut ginn. D'Heefegkeet an d'Pénktlechkeet vun den Zich soll verbessert ginn an nei Quaien amenagéiert an och securiséiert ginn. Domat erhoffe mir eis, den Zuch nach méi attraktiv fir den aldeegleche Verkéier ze maachen.

Zum Ausbau vun de Vélospisten an dem Matdenke vu Vélosweeër beim Stroossebau ass d'Mobilitéitskonzept Nordstad 2035 e ganz gutt Beispill. Eent vun de Schlësselkonzepter ass hei d'Kreatioun vun engem performante Véloswee laanscht d'Sauer an d'Uelzecht vu Schiere bis Bettenduerf. Op d'Nordstad kommen ech awer herno nach méi am Detail ze schwätzen.

Am Stroosseverkéier leeë mir vill Wäert drop, datt d'Chantieren op nationalem Niveau besser matenee koordinéiert ginn.

Här President, fänke mer méi prezis un – a wéi kënn et anescht sinn? – mat dem Norden. Hei huet de Fonds des routes et gutt gemengt, well vu 17

viséierte Projeten am Stroossebau sinn der 8 am Norden, a fir et méi genau ze soen, an der Nordstad. Dat weist net just d'Wichtigkeet vun der Nordstad als drëtten Zentrum vum Land, mee och datt d'Regierung d'Nordstad voll a ganz ënnerstëtzt.

Fir dass d'Nordstad sech zu engem urbanen Zentrum entwéckele kann, mussen d'Haaptachsen tëschent Ettelbréck an Dikrech vum Transitverkéier entlaascht ginn. An deem Sënn wäerten zwee nei Contournementen entstoën, dee vun Ettelbréck an dee vun Dikrech, an d'B7 tëschent Ettelbréck an dem Fridhaff gëtt op zweemol zwou Spueren ausgebaut.

Dat wäert warscheinlech déi Investitioun sinn, déi dem Norden an meeschte wäert hëllefen, well mer am Dauerstau sinn, wa mer vu Colmer-Bierg an den Enkpass Ettelbréck–Dikrech wëlle kommen, an et ass fir eis net nëmmen eng Entlaaschtung vun deenen zwou Stied, mee et ass eng grouss Hëllef fir dee ganzen Transitverkéier, deen owes a Richtung Norden a moies a Richtung Süde geet, wou mer ganz séier emol eng Véierelstonn bis eng hallef Stonn am Stau stinn.

Dësen Ausbau féiert zu enger dauerhafter Verkéiersberouegung an de Stadzentren Dikrech an Ettelbréck. An d'Konsequenz dovunner ass: D'Liewensqualität vun de Leit geet erop. Mee wat bedeit dat konkret? Dat bedeit, dass fir déi Leit, déi do wunnen a schaffen, neie Qualitätswunraum entsteet. Dofir ass et émsou méi wichteg, datt d'Verkéierssachse ronderëm gutt fonctionéieren an Entlaaschtung duerstellen.

Modern Parkanlagen, manner Individualverkéier an Erhuelung fir d'Leit sinn dofir onëmgänglech. Grad an eiser haiteger Zäit vum Klimawissel ass et esou wichteg, Begréngung matzedenken, fir déi stättesch Entwécklung besser ze geréieren. Hei hu mer e flott Beispill, wéi een och am urbane Raum géint Hëtze-welle virgoe kann.

Mir begrëssen an deem Sënn d'Gespräicher tëschent de Gemengen an der Ministesch, fir hei pragmatessche Léisungen ze fannen, fir datt sech d'Nordstad zu engem urbanen Zentrum entwéckele kann an déi zentral Achsen tëschent Ettelbréck an Dikrech vum Transitverkéier befreit ginn.

Da gëtt awer och a Schoulen investéiert am Norden, dorënner de Lycée technique zu Ettelbréck an den EHTL, déi sougenannt Hotelsschoul zu Dikrech. Hei si laang erwaarte Renovatiounen dréngend néideg. Besonnesch am technesche Beräich mussen d'Infrastrukture konform gesat ginn. Doduerch geet d'Attraktivitéit vun deenen zwou Schoulen natierlech erop. A mir sinn och frou, datt de Standuert Dikrech vun der Hotelsschoul net a Fro gestallt gëtt.

Här President, eriwwer an den Osten, wou a vill vun den ëffentlechen Administratiounen, wéi den Institut viti-vinicole zu Réimech oder de Centre mosellan zu Éinen, investéiert gëtt. Do kann ee scho bal soen: „Endlech!“ De Centre mosellan waart scho säit 20 Joer drop, fir déi gréisser Renovatiounen fäerdegzestellen. An d'Madamm Octavie Modert hat mer gesot, datt si scho virun 20 Joer eng Forderung gestallt huet un den haitege Chamberspräsident, deemolege Minister, fir eng Etüd do ze lancéieren.

(Interruptions et hilarité)

Am Institut viti-vinicole muss de Labo onbedéngt ugepasst a moderniséiert ginn, well en total vereelt ass. Dësen ass vu bedeutender Wichtigkeet fir d'Wënzler, well hei hir Haaptspriechpartner a Saache Berodung, Qualitätssicherung an Upassung un déi nei Technologiestandarde sëtzen.

Well den Tourismus an d'Notze vun de sougenannte „Bateaux de plaisir“ op der Musel zënter de 60er-Jore

konstant an d'Luucht geet, muss d'Offer u Plazen, wou d'Schëffer kënnen uleeën, eropgesat ginn. Dofir sollen Deeler vum Flossquerschnëtt renovéiert ginn, souwéi en neie Quai zu Réimech amenagéiert ginn. Déi bestoend Infrastrukture mussen dem aktuelle Stand vun der Technik ugepasst ginn.

Eng flott Erweiderung, fir den Accueil vum Tourismus op der Musel ze ënnerstëtzen, ass, d'Offer u Waasseraktivitéiten ze entfalen.

Dir Dammen an Dir Hären, elo an den Zentrum: An der Rue de Hollerich gëtt den Ausbau vu Sozial-servicer virgesinn. Op dësem Site, wou virdrun de CTIE war, sollen op enger Fläch vu 14.600 Meeterkaree weider Verwaltungen a Servicer regruppéiert ginn. Doriwir eraus soll d'ADEM hiren neie Sëtz hei kréien an den Echange mat de Leit duerch sougenannten „Zones ouvertes au public“ vereinfacht ginn. 500 Meeterkaree sinn dann och geduecht fir kommerziell Aktivitéiten. Dee ganze Projet fannen mir immens begrëssenswäert.

An dann nach eng méi grouss Envergnure huet den zukünftige Kongress- an Expopark op dem haitege Sëtz vun der Luxexpo. Ënnert dem Ministère de l'Économie soll hei en neie Kongress- an Ausstellungspark entstoen, dat op engem Areal vun eelef Hektar.

Och wichteg ze erwänen ass de Bau vun engem Internat socio-familial am Rollengergronn. Bis elo hu mir hei am Land just zwee Internater fir Jonker aus dem Fondamental, an déi befanne sech allen zwee bei eis op der Nordspëtz. An et war vun der Madamm Corinne Cahen scho gesot ginn: D'Demande fir esou Leit ënnerdaach ze bréngen, hëlt permanent zou. Et ass eng extreem wichteg Investitioun an d'Zukunft. An den Zentrum soll och déi éischt Infrastruktur kréien.

Zum Schluss e Wuert zum Süden: De manière générale gëtt hei vill am soziale Beräich gemaach, mat Investitiounen an d'Internat socio-familial zu Diddeleng, an d'Maison pour jeunes adultes zu Péiteng an an d'Structure d'hébergement zu Diddeleng fir Demandeurs vun enger Protection internationale. Dës Projeten, Bau- respektiv Émbauaarbechten, fanne mir immens gutt, wëssend, datt de Besoin fir esou Strukturen dréngend ass.

Déi siwe Projeten am Kader vum Fonds du rail am Süde sollen eiser Meinung no och derzou bäidroen, dass den ëffentlechen Transport virun allem vun der Frontalieren nach méi genotzt gëtt. Ervirhiewe wëll ech do den Amenagement vun der Gare zu Péiteng a vun der Gare zu Beetebuerg an d'Moderniséierung vun der Gare Diddeleng-Schmelz am Kader vum Projet NeiSchmelz.

Immens flott fanne mir och de Bau vun engem Centre national du patrimoine ferroviaire zu Péiteng. Erlaabt mer, vläicht hei e klengen Denkoustouss ze ginn: D'Pompjeeë froen eis scho laang, fir och esou en nationalen Zenter ze kréien. Si hunn zu Wolz eng kleng Installatioun. Mee ech kann Iech just soen: Zu Maarnech an dem RTL-Gebai stinn Honnerte vu Geräter, Camione vun allen Sorten, zum Deel och virun der Dier. Déi géife sech freeën, wa se eng Plaz géife fannen, fir déi och dem Grand public zougänglech ze maachen.

Dann zu engem leschte wichtige Punkt: de Projet vum Centre multimodal an de Park&Ride op der A3, Echangeur Diddeleng. Hei hu mer et och erëm mat engem gudden Beispill ze doen, datt net ee Verkéiersmëttel eleng geduecht gëtt, mee datt op Verkéiersknackpunkte Park&Ride gebaut ginn, fir den Automam ëffentlechen Transport ze verbannen, beispillsweis och, fir Fuergemeinschaften ze erméiglechen. Ausserdeem gëtt och do e Busarrêt an e sécurisierter

Parking fir Camione matgebaut, e ganz wäitsichtige Projet.

Mir gesinn, d'Regierung leet ganz vill Wäert drop, d'Investitiounen och an Zukunft héichzehalen. Grad am Moment, wou de Bau sech an enger Kris befënnt, ass et wichteg, en Zeechen ze setzen, dass hir Zukunft geséichert ass, andeems eng ganz Partie Projeten, déi wichteg an dréngend noutwendeg sinn, realiséiert ginn, fir hinnen och Sécherheet a Planungssécherheet fir d'Zukunft ze ginn. Fir eis ass dat e kloert Bekenntnis fir eis Betriber am Bau, datt mir si net am Stéch loossen. Au contraire, mir gi gezielt mat héijen Investitiounen eran, fir Aarbechtsplazen ofzesécheren an dem Bausecteur erëm eng gewëssen Dynamik ze ginn. D'Motioun mat de Projeten, déi eis hei virleit, dréit der Realitéit vum Terrain Rechnung. Erlaabt mer, Iech ze froen, Madamm Ministesch, datt déi Projeten dann och schnell kënnen ëmgesat ginn.

An deem Sënn soen ech Iech perséinlech Merci, Ärem Virgänger awer och, an alle Mataarbechter aus de Ministère an aus de Verwaltungen fir déi formidabel Aarbecht, déi se hei geleescht hunn. A selbstverständlech gi mir och den Accord als CSV zu dëser Motioun. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Eicher. Den Här Bausch wollt Iech eng Fro stellen. Sidd Der domat d'accord?

M. Emile Eicher (CSV) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President. An och merci, datt ech dem Här Eicher déi Fro ka stellen. Ech hunn elo mat Spannung gewaart, awer, Här Eicher, ech muss Iech soen, datt Der am Numm vun der CSV och eppes kéint soen zu deem Gebai um Kierchbierg vun ArcelorMittal, wou jo de Staat natierlech do elo e grësseren Deel vum Gebai iwwerhëlt.

Ech ka mech erënneren, um Enn vun der leschter Legislaturperiod: Den Här Mosar, dee war net méi ze bändegen an der Chamber, ...

(Hilarité)

... fir géint dee Projet ze schwätzen. An et wier jo hei de Moment gewiescht, fir elo ze soen: „Nee, mir wëllen dat net.“ An duerfir huet et mech e bëssen iwwerrascht, datt Der dat guer net erwänt hutt. Wéi ass et zu deem Revirement do komm bei der CSV, datt Der elo kee Problem méi domadder hutt?

Merci.

M. Emile Eicher (CSV) | Ech mengen, dee Projet ass laang diskutéiert ginn, och bei eis innerhalb vun der CSV. Mir hunn en extreem deier fonnt par rapport zu anere Gebaier, wou och d'Stad Lëtzebuerg mer gesot huet, datt si zu vill bëllegerer Präisser drukkomm ass.

Et ass jo awer och esou, datt mer eis bewosst sinn, datt et do net eleng ëm de Staat geet, mee och ëm eng grouss Firma, déi hei wëllt eng ...

(Interruptions diverses)

... déi och wëllt hei ...

M. François Bausch (déi gréng) | Déi Argumenter, déi hat ech och ubruecht, Här Eicher!

M. Emile Eicher (CSV) | Jo, wëll Iech just ... Ech hunn och net gesot, datt déi ganz falsch sinn. Mee et muss een awer wëssen, datt mir esou net virufuere kënnen, datt mir eis esou deier Gebaier net leeschte kënnen an och net bei all Firma, déi a Schwiereregkeeten ass, agräifen kënnen an da soen: „Mir bauen elo en neie Siège social fir déi Firma.“ Dat geet net.

Et ass elo eng Kéier gelaf. Ech mengen ...

(Interruption par M. François Bausch)

M. Franz Fayot (LSAP) | Ass ArcelorMittal a Schwiereregkeeten?

M. Emile Eicher (CSV) | Ech schwätzen net vun ArcelorMittal, mee ech schwätzen zum Beispill vun enger Firma, déi bei eis elo ass, eng Tarkett Sommer, déi an décke Schwiereregkeeten ass. Dat mécht mir ganz vill Suergen. An ech mengen, et ass net méiglech, fir och iwwerall déif an d'Täsch ze gräifen, well et einfach net geet.

(Interruption par M. François Bausch)

M. Claude Wiseler, Président | Ech hunn eng Wuertmeldung um Här Mosar. Här Mosar, dat passt zwar elo net hei an d'Organisatioun, déi mer awer solle maachen.

M. Laurent Mosar (CSV) | Fait personnel, Här President!

M. Claude Wiseler, Président | Ech ginn Iech d'Wuert, well Der ugeschwat gi sidd, awer extreem kuerz. Dir hutt 15 Sekonnen.

(Hilarité)

Allez!

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech si ganz kuerz, Här President. Ech wollt just dem Här Bausch soen, datt dee Projet géint d'Stëmme vun der CSV gestëmmt ginn ass, mee datt dunn duerno leider en Notairesakt ënnerschriwwen ginn ass an datt een natierlech sech net méi ka géint en Notairesakt wieren an deen annulléieren, Här Bausch.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, elo ass déi Diskussioun ...

M. François Bausch (déi gréng) | Här Mosar, deelt Dir dann dem Här Eicher seng Argumentatioun haut?

M. Claude Wiseler, Président | Här Bausch, elo ass déi Diskussioun och eriwir. Ech soen dem Här Eicher villmools Merci. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Sou wéi eis Kommissiounspräsidentin, d'Madamm Cahen, et virdu scho gesot huet, hu mer an der Kommissioun eng Diskussioun gefouert am Kader vun där heiter Debatt, ob mer, nodeems zejoert de Montant gehéicht gouf, vun deem un d'Chamber muss e Gesetz stëmme bei grëssere Projeten – dee Montant ass vu 40 Milliounen op 60 Milliounen gehéicht ginn –, dat net awer och sollte maachen am Kader vun dëser Debatt. Mir hunn nämlech bis elo ëmmer alleguerten déi Projeten hei an enger Motioun festgehalen, déi iwwer 10 Milliounen erausgaange sinn. Dat war deemools de Wonsch, virun 20, 25 Joer, fir dass awer eng demokratesch Kontroll vun dem Parlament kéint stattfannen iwwer alleguerten déi Projeten, déi beim Staat realiséiert ginn.

An ech wëll och soen, dass mer eis eens gi sinn, fir ze soen: „Kommt, mer hiewen och deen heite Montant. Mir hiewen deen op 30 Milliounen.“ A mir hunn eis och d'Versprieche ginn an der Kommissioun, dass mer dann awer déi aner Projeten, déi vläicht net grad 30 Milliounen sinn, déi awer och schon eng gewëssen Importanz hunn, nawell géifen an der Kommissioun diskutéieren, soudass awer d'Deputéiert allkéiers en connaissance de cause sinn an ëmmer wëssen, ëm wat et geet. Ech wëll soen, dass mir als Partei déi dote Marschrouten kënnen deelen.

Am Numm vun där selwechter Partei géif ech gären der Madamm Backes villmools Merci soen, an all hire

Mataarbechter vun de Verwaltungen, awer och de Vertrieeder vun der Eisebunn, déi an deene leschte Woche bei eis komm sinn an eis zolidd Erklärunge ginn hunn zu alleguerten deene Projeten. Dat huet et den Deputéierten erlaabt, sech e kloert Bild ze maachen iwwer alles, wat Ponts et chaussées, Bâtiments publics, awer och d'Eisebunn sou alles wëlles hunn.

Elo zu deenen eenzelne Projeten. Ech kéint Iech elo hei verzielen, wéi eng vun deenen 48 Projeten, déi mer haut guttheeschen, mir perséinlech oder menger Partei ganz besonnesch um Häerz ze leien, vläicht och well se bei mir am Walbezierk sinn, mee ech gesinn awer net wierklech eng Plus-value doranner, fir dat elo nach eng drëtte Kéier ze maachen. Ech mengen, d'Madamm Rapportrice huet an hirer Interventioun hei ganz gutt an zerguttst Erklärungen zu all deenen eenzele Projete ginn, soudass ech mir an Iech et géif erspueren, dat elo nach eng Kéier alles ze widderhuelen.

Ech wëll och keng Prioriséierung maachen a keng Hitparad vun deene Projeten. Ech wëll och soen, dass et net drëms geet, ofzeweien, wéi vill Projeten am Norden, am Osten, am Zentrum oder am Süde gmeet ginn.

Ech mengen, Problemer vum Verkéier, Problemer vu Schoulen, déi mussen renovéiert ginn, där gött et iwwerall an eisem Land. An dofir sinn an eisen Aen all déi 48 Projete wichteg, egal ob et sech hei ëm Stroossebauprojeten handelt oder ëm de Reamenagement vu Garen, d'Renovatioun vu Schoulen oder Strukturen am soziale Beräich, wéi déi fir Jugendlecher oder och nach d'Demandeurs de protection internationale.

Bemierke sollte mer, dass dës Projeten nach all vun der vieregter Regierung ausgeschafft goufen. An dofir bleiwe mir als Partei eis jo trei, wa mer se och haut matdroen, och wa mer den Ament net méi um Regierungsdësch sëtzen. Der neier Regierung muss een dann awer och zegutthalen, dass se all déi Projete vun hire Virgänger iwwerholl huet a weiderdreift.

A wann ech Iech a mir et elo erspuert hunn, eenzel Projeten iwwerschwänglech ze luewen, sou wëll ech awer vu menger Riedezäit profitéieren, fir hei eng méi generell Diskussioun iwwert de Volet vum Verkéier ze féieren. Mir hunn, Här President, an der leschter Legislaturperiod e ganz wichtegt Dokument ugeholl, a mengen Aen eent vun de wichtegsten Dokumenter iwwerhaupt, wann et ëm d'Zukunft vun eisem Land geet. Ech schwätzen natierlech vum Plan national de mobilité 2035.

Et ass fir mech nom IVL virun iwwer 20 Joer endlech e strateegescht Dokument, dat ee vun de grouse Problemer ugeet, déi mer am Land hunn, nämlech de Verkéier. Et geet souguer, menger Meenung no, doriwwer eraus. Et ass eng Gesamtapproche zu der Thematik an et liwwert Äntwerten, souwuel op d'Situatioun vun haut, awer et mécht och eng seriö Projektioun op déi zukünfteg Entwécklung a kuckt och endlech iwwer eis Landesgrenzen eraus.

Et kann ee vläicht mat deem engen oder aneren Element aus dem PNM net d'accord sinn, där Saache fannen ech der och, mee insgesamt ass hei eng gutt an eng wichteg Aarbecht geleescht ginn. Déi vieregter Regierung gradewéi de responsabele Minister Bausch gehéieren dofir hei gelueft.

Wat huet dat elo mat där Debatt hei ze dinn? Ben, ech géif mer wënschen, dass mer an Zukunft, wa mer iwwert déi grouss Infrastrukturprojeten an der Chamber schwätzen, dann de Lien vun deem ville Stroossebau, awer vläicht och deem een oder aneren Eisebunnprojete, mat der Ëmsetzung vum PNM maachen.

Bei de grouse Projete mussen mer jo souwiesou e Gesetz maachen, wat mer hei stëmmen, mee och déi vill kleng Projete gehéieren zu där Gesamtstrategie. Dat hei wär vläicht d'Geleeënheet, fir eemol d'Joer an der Kommissioun de Suivi ze maachen: Wou si mer dru mat der Ëmsetzung vum PNM? Wat huet vläicht geännert oder wat huet evoluéiert? Wat steet nach alles op?

Ech hunn hei bewosst keng Resolutioun derzou verfaasst, well ech mer sécher sinn, dass mer, esou wéi mer an der Kommissioun zesummeschaffen, wäerten e Wee fannen, fir dass mir als Chamber d'Ëmsetzung vun deem PNM op iergend eng Manéier kënne begleeden.

Här President, wéi ech virdu gesot hunn, steet d'LSAP hanner all deene Projeten, déi mer elo solle guttheeschen, a mir stëmmen natierlech dës Motioun mat. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmoos Merci, Här Cruchten. Dann ass elo d'Wuert fir den Här Jeff Engelen. Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mir, fir unzefänken, vun eiser Säit aus der Madamm Corinne Cahen en häerzleche Merci ze soe fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport zu dësem Projet vun de grësseren Infrastrukturen.

Zanter dem Joer 2006 gött all Joer hei an der Chamber all Projet tëschent 10 a 60 Milliounen – virdu war et 40 Milliounen, vun leschte Joer u 60 Milliounen – am Virfeld vun der zoustänneger Kommissioun op Propositioun vum zoustänneger Minister diskutéiert an an enger Motioun festgehalen, wou dann d'Chamber zoustëmmt oder net. Wat mer dann och hei haut maachen.

Wann d'Chamber dës Projeten zoustëmmt, da kann d'Regierung ufänken, déi eenzel Projete virzebereeden. Ech mengen, als véierte Riedner an esou senger Debatt wëll ech net all eenzelne Projet hei beliichten. Dat hu meng Virgänger gemaach, an d'Madamm Cahen huet dat ganz detailléiert gemaach.

Méi generell ass ze soen, dass eenzel Projeten, déi hei dra sinn, d'Affer si vun eisem strammen an onkontrolléierte Wuesstum. Mir wëssen all net mat deem System, wéi en elo de Moment fonctionéiert, wuer Lëtzebuerg histeiert an den nächste Joerzénge. Hei wier dréngend en iwwerpartieeleche Konsens ze fannen – soe mer mol eng Aart Zukunftsdeich, wann Der esou wëllt –, fir deem gerecht ze ginn. Wann ons dat net geléngt, da si vill Projeten, déi mer haut stëmmen, muer oder iwwermuer ze kleng an da mussen mer erëm doriwwer ofstëmmen.

Awer iergendwa stousse mer och an dësem Land un eis Grenzen, an do soe mir: Besser, mer kucken elo derno, wuer et higeet, wéi an enger Rei vu Joren, wann d'Problemer ëmmer méi grouss ginn a mir net wëssen, wuer et higeet a wuer et histeiert.

Une voix | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | An da gött et weesentlech méi schwéier.

Déi 48 Projeten, iwwert déi mer haut befannen, si verdeelt iwwert d'ganz Land. Déi fannen am Prinzip eis Zoustëmmung, mee erlaabt mer vläicht e puer méi allgemeng Bemierkungen oder Iwwerleeungen zu den Infrastrukturen.

Ass et net grad d'Konzentratioun virun allem an der Stad, déi den deegleche Verkéierskollaps provozéiert? Haut, wou alles vernetzt ass, spillt et keng Roll méi,

wou déi verschidde Servicer etabléiert sinn. Mir halen awer drop, dass mer an de Regiounen Antenne behalen, fir eng direkt a biergerno Berodung ze garantéieren. Digital ass vill, awer net alles.

Des Weideren erlaben ech mer hei, als Norddeputéierten e Passus aus dem Regierungsprogramm ze zitéieren, an et zwar: „Afin d'améliorer la fréquence, la ponctualité et la fiabilité des trains, le Gouvernement examinera les possibilités pour la mise à double voie de toutes les lignes de chemin de fer existantes, et notamment le tronçon entre Sandweiler/Contern et Oetrange de la ligne allant de Luxembourg à Wasserbillig, ainsi que le tronçon entre Ettelbruck et Troisvierges-frontière de la ligne nord.“

Dëst Ëmdenke vun dëser Regierung op déi vieregter Begrësse mir. Mir hate jo an enger Motioun den 22. Mäerz 2023 grad dat do gefuerdert, fir eng Etüd zu maachen, besonnesch nodeem den Zuchtrafik an den héijen Norde quasi bal ee Joer – fir genau ze sinn: eelef Méint – lamgeluecht war duerch den Tunnel Schieburg, mat dramatesche Konsequenze fir all déi Leit, déi op d'Schaff ginn oder an d'Schoul gefuer sinn.

En anere Sujet nach am Norde betrëfft d'Nordstrooss. Do kucke mer hoffnungsvoll an d'Zukunft, besonnesch wann ee Follgendes liest am Regierungsprogramm: „La mise à quatre voies de la route du Nord N7, aux endroits où cela est possible, sera analysée.“ Beim Projet vun der Securitatioun vun der N7 hate mer jo grad duerfir dergéint gestëmmt an elo ass da Remedur do amgaangen. Emol kucken, wat erauskënn. Mir droen de Wonsch, dass no de Wieder, oder dem Geschriwwenen, och elo hei Neel mat Käpp gemaach ginn!

Une voix | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | D'ADR ass a bleift derfir: D'Nordstrooss soll op der ganzer Längt zweemol zweespuegert ausgebaut ginn; keng Autobunn, mee eng véierspuegert Strooss wéi déi vun Arel op Baaschtnech respektiv op Marche erop.

Erlaabt mer, nach an dësem Beräich och op Follgendes opmierksam ze maachen: Am Mëllerdall sinn zanter den Iwwerschwemmunge viru véier respektiv zwielef Joer nach eenzel Stroossen hallesäiteg gespaart oder et ass deels eppes geschitt awer och deels nach näischt geschitt. Sou zum Beispill den CR364 vu Berdorf op de Grondhaff, ouni Aarbechten, ass deelweis gespaart. Den CR121 Mëllerdall-Breidweiler, Deelspärung ouni Luuchten, ouni Aarbechten. Deelspärung mat Ampel, mat Roude Luuchten, pardon, vun dem CR356 Mëllerdall-Waldbëlleg; an et gött hei scho säit zwee Joer geschafft.

Deelofsankung vun dem CR118 Konsdref-Breidweiler Bréck-Mëllerdall, an der Héicht vun der Konsdrëffer Kläranlag, do gouf schon e puermol provisoersch gefléckt, awer dat rutscht ëmmer nach no. Den CR118 Konsdref-Konsdrëffer Millen, do gött e Foussgängerwee ugeluecht; Aarbechten zanter engem Joer, mee zanter sechs Méint rouen déi Aarbechten. Tchter-nach-Bollendorf, Héicht Ofzweigung Berduerf, Deelspärung ouni Rout Luuchte säit dräi Joer.

Mir wäeren dankbar, wann d'Madamm Ministesch sech géif dës Saach unhuelen!

Dann nach zwou Bemierkungen. Eng éischt: D'Koordinatioun vun de Chantieren, do wier et flott ... Mir si jo frou, wa geschafft gött, dass ass am Interesse vum Bierger. Mee et muss een awer och oppassen, dass een net vun enger Ëmleedung an déi aner fiert. Fir déi Leit, déi kënnen sinn, ass dat kee Problem. Mee

fir Leit, déi manner kënneg sinn op där Plaz, ass dat e Problem. An, ech mengen, et geet net ëmmer, ech weess dat, mee et sollt ee versichen, dat besser ze koordinéieren. Ech nennen Iech just ee Beispill aus eiser Gemeng: Mir haten eng Ëmleedung a wéi et fäerdeg war, hate mer an där Ëmleedung nach dräi Ëmleedungen hannendrun, fir op d'N12 ze kommen. Ech mengen, dat kéint ech Iech do illustréieren. Dat war net glécklech. Ech mengen, mir si kënneg do, mee Leit, déi net kënneg sinn, hunn domadder e Problem!

An dann nach eng lescht Bemierkung: Wa mer scho Stroossenaarbechte maachen, wier et och gutt, wa mer se géife komplett maachen. Dat wëllt soen, ier mer ufänken, misst een d'Infrastruktur – wéi Kanal, Waasser, Stroum, Post, alles – kucken an da muss een dat matenee maachen. Mir hu schonn eenzel Chantieren erlieft, wou dat eent dann dëst Joer gemaach gëtt a kuerz drop oder ee Joer drop dat anert. An do wier et vläicht net schlecht, wann een dat géif koordinéieren.

Dëst alles si keng Virwërf, mee et solle Suggestiounen si fir d'Zukunft, fir Einzelnes besser ze maachen. An ech géif Iech domadder Merci soe fir Är Opmierksamkeet an ech géif d'Zoustëmmung bréngen vum der ADR zu dësem Gesetz. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. Dann ass elo d'Wuert fir den Här Sehovic. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Madamm Ministesch, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ee wierklech wëll verstoen, wéi eng Regierung tickt a wat hir Prioritéite sinn, da kuckt een – dat, mengen ech, hu mer jo gëschter, virgëschter gutt gesinn – op hire Budget an et kuckt een op d'Motioun mat de groussen Infrastrukturprojeten. Déi fir den haitegen Débat d'orientation virleidend Lëscht vum insgesamt 48 groussen Projeten aus sechs staatlechen Investitiounsfongen ass an dësem Sënn – an dat hu mer jo och gëschter ëmmer erëm thematiséiert – och eng Iwwergangslëscht, géif ech soen.

Et ass den éischte Worf vum der neier Regierung an awer ass et och nach iergendwéi dee leschte Worf vum der leschter Regierung. A well et eng Iwwergangslëscht ass, déi – an, Madamm Ministesch, dat hutt Dir jo och an eise Kommissiounssëtzunge gesot – nach a groussen Deeler vum der Virgängerregierung virbereet ginn ass, bitt se eis e gudden Abléck a vläicht souguer heiansdo e méttlerweil e bëssen nostalgischen Abléck an déi gutt al Zäit, déi och scho gëschter ugeklungen ass.

Déi gutt al Zäit, déi ech mengen, ass nach net grad esou laang hier. Déi ass sechs Méint hier.

(Hilarité)

Et ass déi Zäit, wou nach eng progressiv Regierung d'Geschécker vum dësem Land gefouert huet.

(Brouhaha et interruptions)

Ech wollt sécherstellen, dass Dir all dobäi sidd!

M. Claude Wiseler, Président | Weider, Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fänke mer u mat ... Nee, bevir ech dat maachen, eng wichteg Remark: Natierlech hu mer hei eng Lëscht vu Projeten a wa mer hei zoustëmmen, da gi mer emol d'Validatioun, dass déi zoustänneg Ministesch kann an d'Etüdephas goe mat hire Beamten – deenen ech och vun hei aus Merci soe fir déi Aarbecht, déi se maachen. Dat heescht, ech ginn dovunner aus an ech erwaarden, dass d'Regierung och an deenen nächste Jore wäert sécherstellen,

dass déi noutwendeg Budgete wäerten do sinn, fir déi heite Lëscht an och zukünfteg Lëschten – an och vergaange Lëschten – ofzeschaffen an déi Infrastrukturen och wierklech ëmzesetzen.

Wa mir op déi Infrastrukture kucken, da géif ech gären ufänke mat eise Schoulen an domadder och mam Fonds d'investissements publics scolaires. Eis Bildungsinstitutiounen sinn d'Fundament vum der Zukunft vum eiser Gesellschaft. Andeems mir an d'Moderniséierung an an den Ausbau vum eiser Schoulinfrastruktur investéieren, schafe mir fir eis Kanner net just besser Léierkonditiounen, mee mir féerden d'Gerechtheeket an d'Chancëgläichheet an eisem Educatiounssystem.

D'Croissance vum eiser Demografie mécht, dass de Besoin un neiem Schoutraum all Joer an d'Luucht geet. Mir ginn dovunner aus, dass an Zukunft eigentlech all Joer eng nei Schoul misst gebaut ginn, fir dem wuessende Besoin och kënnen nozekommen. Vun dohier ass et begrëssenswäert, dass mer dëst Joer op der Lëscht zwee Projeten hunn, engersäits d'Renovatioun vum Lycée technique Ettelbréck an andersäits d'Renovatioun vum der Hotelsschoul zu Dikrech. Ech ginn dovun aus an ech hoffen, dass dann d'Bâtiments publics déi séier kënnen op de Programm huelen an dass déi och kënnen méiglechst séier ëmgesat ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de sozialen Zesummenhalt an eisem Land ass kee Selbstleifer. En erfuerdert e méi gerechten Educatiounssystem, e méi gerechte Steiersystem, en erfuerdert awer och konsequent Investitiounen an d'sozial Institutiounen vum eisem Land.

Dofir sinn och d'Investitiounen, déi am Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux gemaach ginn, vu grousser Bedeitung a si verdéngen eis besonnesch Opmierksamkeet. Dës Investitiounen spillen nämlech eng entscheidend Roll bei der Ënnerstëtzung vu vulnerabele Mënschen an eiser Gesellschaft. Andeems mer an d'Moderniséierung an an den Ausbau investéieren, kënnen mer sécherstellen, dass jiddereen hei am Land Zougang zu deene Servicer an zu där Ënnerstëtzung huet, déi e brauch.

Dofir begrëisse mir Gréng och ausdrécklech de Bau vum zwee neien Internat-socio-familialen zu Diddeleng an am Rollengergronn, enger Maison pour jeunes adultes zu Péiteng souwéi dem Bau vum enger neier Structure d'hébergement fir Demandeurs de protection internationale zu Diddeleng, déi dann am Quartier NeiSchmelz zu Diddeleng ass. An all dës Beräicher herrscht am Moment eng akut Penurie, déi och an Zukunft weider muss mat Infrastrukturen a mat Infrastrukturprojete bekämpft ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gros vum de Projeten, déi mer haut virleien hunn, insgesamt rekordverdächtig 32 Projeten, sinn dëst Joer am Fonds du rail an am Fonds des routes ze fannen. Dëst sinn essenziell Projeten, fir d'Mobilitéit an eisem Land fit fir d'Zukunft ze maachen. Ech hunn net genuch Riedezäit, fir am Detail op all eenzelne Projet anzegoen. Dat ass och net noutwendeg, well d'Rapportrice Corinne Cahen dat op eng ganz eloquent an interessant Manéier gemaach huet, an duerfir soen ech dofir och scho Merci.

Ech erlabe mer awer, verschidde Projeten erausze-picken, déi mer besonnesch wichteg erschéngen. Fir d'Alleréischst déi insgesamt aacht Projeten am Kader vum Mobilitéitskonzept Nordstad 2035, deem Konzept, wat virun zimmlech genee zwee Joer vum François Bausch a vum Claude Turmes virgestallt ginn ass. Dës aacht Projete wäerten hoffentlech net nëmmen d'Mobilitéit an den Urbanismus an de concernéierten Nordstadgemenge weesentlech

verbesseren, mee hoffentlech och dozou bäidroen, dass dës Gemengen an Zukunft net nëmme politesch an institutionell iwwer Fusiounsgesprächer zesumme-wuessen, mee och op eng ganz organesch Aart a Weis, andeems mer déi noutwenneg Schinnen, Stroossen a Vëlosinfrastruktur en place setzen, déi d'Mënschen an hirem Alldag méi no a méi effikass zesummebréngen.

De ländleche Raum muss och an Zukunft eng Prioritéit bleiwen. Dass d'Buergermeeschtesch vum der Stad Lëtzebuerg sech bei der Fro vum zweeten Tracé fir den Tram duerchzesetze schéngt géint d'Mobilitéitsministesch, ass an dësem Kontext, dat wëll ech ganz éierlech soen, beonrouegend, well et hei manifestement ze si schéngt, dass d'Mobilitéitsbesoine vu Mënschen am ländleche Raum riskéieren, komplett ënnert den Dësch ze falen zugonschte vu vermeintlechen a kuerzfristige Stater Interessen!

Positiv ervirzesträiche sinn déi grouss Investitiounen an d'Bunn. Net manner wéi fënnef Pôle-d'échange a Garé solle gebaut bezéiungsweis moderniséiert ginn, dorënner de Pôle d'échange Hollerech, d'Garé Waasserbëlleg, Diddeleng-Schmelz, Péiteng a Beetebuerg. Donieft wichteg Investitiounen an d'Schinnen an – an dat wäert den Diddelenger Buergermeeschter an och all d'Diddelenger besonnesch freeën – d'Suppression vun enger ganzer Rei vu Passages à niveau, also Bunniwwergäng, am Zentrum vum Diddeleng, wat de Verkéiersfloss an och d'Verkéierssicherheit zu Diddeleng moossgëblech wäert verbesseren.

Dann nach zwee nei Park&Ridë bezéiungsweis Centre-multimodallen zu Beetebuerg bei der Gare an op der A3 beim Echangeur Diddeleng. All dës Investitiounen sinn enorm wichteg fir de Süde vum Land a wäerte mat dozou bäidroen, fir de Verkéiersfloss op der A3 an op der A4 an d'Mobilitéit an der ganzer Regioun insgesamt ze verbesseren.

Här President, ech gesinn, dass meng Riedezäit of-gelaf ass. Ech géif mer erlaben, d'Riedezäit vum der Motioun vläicht mat ofzehandelen an ech kommen nämlech och zur Motioun, wann Der erlaabt.

M. Claude Wiseler, Président | Dir maacht et awer ganz kuerz. An Dir schwätzt herno net méi zu der Motioun.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Versprach.

M. Claude Wiseler, Président | Da si mer eis eens.

(Hilarité)

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President.

(Interruption et brouhaha)

Wat all dës Projeten, déi ech genannt hunn – déi ech genannt hunn an déi ech aus Zäitgrënn net nenne konnt –, verbënnt, ass eng duerch an duerch konsequent Ëmsetzung vum de strateegesche Planungsinstrumenter vum Staat, zum Beispill dem schonn ernimmte Plan national de mobilité. All dës Projete verbënnt och eng konsequent Ëmsetzung vu moderne Standarde bei der Accessibilitéit, bei der PMR-Gerechtheeket, bei de klimafreindlechen Technologien am Bau an am Urbanismus.

De Staat muss mat guddem Beispill virgoen, an dat mécht en iwwer seng öffentlech Investitiounen. Dofir sinn ech éierlech gesot och e bëssen erfieert, wéi de Finanzminister eis gëschter hei op der Tribün erkläert huet, et misst een net ëmmer déi vill beméiten Ham an der Mëllech kachen, an dobäi notamment d'Standarde beim Baue genannt huet. Dat just als Käschtepunkt ze gesinn, dat, soen ech ganz kloer, ass enorm kuerzfristig. All Euro, dee mer esou investéieren, wäert eis an Zukunft e multiple Return-on-Investment bréngen a vill Follgekäschten erspueren.

Lëtzebuerg huet sech an de leschte Joren zu engem europa- a weltwäite Leader bei zukunftsweisenden Technologien entwéckelt. Dat ass och an, ech géif souguer soen, weesentlech op staatlech Investitiounen am Beräich vun der Mobilitéit a vun den öffentleche Bauten zréckzeféieren.

Wann déi an Zukunft géifen zréckgeschrauft ginn, dann hätt dat katastrophal Konsequenze fir eis Gesellschaft a fir eis Ekonomie – vläicht e bësse manner fir d'Finanzplaz, déi d'CSV/DP-Majoritéit besonnesch ze interesséiere schéngt, méi ewéi de Rescht vun der Ekonomie, déi leider kaum Erwänung fonnt huet an de Budgetsdebatte gëschter a virgëschter. Mee et wär ganz sécher eng Katastroph fir de Rescht vun der Ekonomie, fir eist Handwerk a fir eis Industrie. Ech hoffen, dass dës Erkenntnis och nach beim neie Finanzminister an och bei der Mobilitéits- an Infrastrukturministesch gräife wäert.

De Moment vun der Wourecht läit da beim nächste Budget a bei der nächster Lëscht vun de Grands projets d'infrastructure, dann 2025. Spéitstens do wäert sech weisen, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... ob d'Kaz vum Schrödinger, déi meng Kolleegin Sam Tanson gëschter schonn erwänt huet, lieft oder ob se dout ass. Spéitstens da wäert sech weisen, ob déi nei Regierungsekipp Wuert hält an d'Rekordinvestitiounen aus de leschte Joren héichhält, oder ob se den Tempo eraushuelen, ob se etlech Etüden an Opdrag ginn amplaz Chantieren ze lancéieren an domat am Endeffekt awer massiv spueren a retardéieren op d'Käschte vun der Liewensqualität, der Zukunftsfaegkeet an der Kompetitivitéit vun eisem Land.

Mee dat ass Zukunftsmusek a wäert ofhänke vun de politeschen Decisiounen an den nächste Méint. Dëst Joer, fir dës 48 Projeten, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Dir hutt elo Är Motiounszeit och nach wäit iwwerschratt, et ass eng Gewönungsperiod un déi nei Modeller. Dofir war ech elo large. Mee dat dauert elo nach 14 Deeg an dann applizéiere mer se méi strikt.

(Hilarité)

Merci, Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Dat ass ganz léif. Merci, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Dann ass d'Wuert elo fir den Här Goergen. Et ass un Iech.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och merci dem Corinne Cahen fir dee gudden Rapport. An dat soen ech net einfach esou, well ech muss och soen, dass d'Ambiance an d'Zesummeschaffen an der Kommissioun ganz gutt fonctionéiert. An et huet net nëmme eppes mat Lokalpatriotismus ze dinn, wann een iwwer Projeten och an enger Kommissioun schwätzt, mee ech gesinn et éischer esou, dass hei 60 Leit sinn, déi aus verschiddenen Deeler vum Land kommen a kënnen dozou bäidroen, dass déi Projete besser ginn.

Dofir ass et och fir mech immens wichtig, dass mer an de Kommissiounen driwwer schwätzen, well heiansdo si Punkten – an ech soen alleguerten de Mat-aarbechter aus dem Ministère Merci –, wou si vläicht net drun denken, well se och net aus deene Gemenge sinn. An dofir ass et immens wichtig, dass d'Vertrieder vun der Kommissioun d'Informationen iwwert déi Projete kréien an se och herno mat an hir Fraktiounen huelen, well do jo erëm aner Deputéiert sinn,

déi vläicht méi betraff si vun deenen eenzelne Projeten, och um kommunalen Niveau. An et ass immens wichtig, dass mer an der Kommissioun weiderhi wäerten déi Projete begleeden, well dat ass nëmme zur Verbesserung vun de Projeten. Well wann ech d'Ambiance kucken an der Kommissioun, ass et ni eng Kritik – et ass ëmmer eng konstruktiv Kritik –, wann ee seet: „Hei, dat dote kéint ee vläicht nach besser maachen.“ An dat sollte mer och deementsprechend bäibehalen.

Duerfir sinn ech och frou, dass mer e Kompromëss fonnt hunn, wéini d'Projeten an d'Plenière kommen a wéini d'Projeten an der Kommissioun beschwat ginn. Well et ass immens wichtig fir d'Deputéiert, dass se wëssen, wat d'Mobilitéitsprojete sinn. An ech soen do ëmmer: Et gëtt kee blo-schwarz-mof-rouden Trottoir – oder e bloen –, mee en ass fir jiddereen. An et ass net do, wou een herno déi grouss politesch Differenzen huet. Nee, et ass e Service, dee mer dem Bierger ubidden. An ech mengen, d'Madamm Backes war laang genuch Finanzministesch, fir ze wëssen, wivill Geld een hei och an d'Hand muss huelen, fir deen ze realiséieren.

Dofir ass et och wichtig, dass mer dee Kompromëss fonnt hunn, dass mer bei manner wéi 30 Milliounen an der Chamberskommissioun driwwer schwätzen. Bei 30 bis 60 Milliounen kéint et als Motioun an d'Plenière a bei iwwer 60 Milliounen gëtt et e Projet de loi. Dat ass scho ganz vill Geld, esou dass et e Gesetz muss ginn – wat mir och ënnerstëtzen.

Natierlech kann een do och elo nach eng Kéier driwwer diskutéieren, dass d'Mobilitéitskommissioun eng vun deenen nächste wäert sinn, déi an de Livestream ginn, wa mer déi Projeten diskutéieren. An et ass sécherlech ee vun den Dossieren, déi d'Leit dobaussen awer am meeschten interesséieren, wéi bei hinnen d'Stroossen, d'Infrastrukture ginn, ob mer net, wann elo déi Testphas eriwuer ass, soen, d'Mobilitéitskommissioun schwätzt iwwert déi Projeten och am Livestream.

Dat géif nämlech och Verschiddenes evitéieren, wat ech haut esou heiansdo matkréien, wann ech da mat Lokalpolitiker oder Schäfferéit schwätzen, dass déi heiansdo aus der Press gewuer ginn, wa Projete bei hinnen an der Gemeng sinn. Zumindest hätte se dann de Livestream, wou se kéinte soen: „Hei, ok, ech hunn de Livestream gekuckt, ech weess elo“, huele mer zum Beispill Péiteng, „deen an dee Projet kéint dohinner.“ Well et ass net ëmmer glécklech, wann d'Kommunikatioun tëscht dem Ministère an den eenzelne Gemengen net esou klappert, wéi se sollt. An do ginn ech guer net op d'Kommunikatioun bei Ponts et chaussées heiansdo tëschent Chantieren an, well dat ass nach eng ganz aner Diskussioun, wou dann heiansdo Gemengechantiere mat Ponts et chaussées zesummefalen.

Vill vun dese Projete ware schonn an der Virbereedung. A mir hunn d'Motioun och dofir mat ënnerschriwwen, well se e gudden Fuedem droen. Also et kann een ..., ech ginn herno nach op eenzel Projeten an, als konstruktiv Kritik, mee am Allgemenge gëtt den Invest weiderhin héichgehalen. Dat heite si jo elo mol déi éischt Etüden, déi sollen derzou bäidroen, dass se eng Kéier stattfannen. Et ass schonn eng gutt Enveloppe, déi een der Baubranche hei wäert ausstellen, dofir wäerte mir déi eenzel Etüden och matstëmme.

Ech wäert och oppassen, net ze lokal ze sinn. Ech verstoppen awer och net, dass ech houfreg sinn, dass esou vill Péitenger Projeten dëst Joer mat dra sinn. An et ass eeben dat, wat ech virdu gesot hunn, dass et wichtig ass, dass déi eenzel Deputéiert aus hiren

Ecken – mat hirem Wëssen, well se sinn eeben do scho länger Zäit aktiv, entweeder opgewuess oder eng Kéier dohinner geplënnert – awer kënnen dozou bäidroen, dass déi Projete besser ginn.

Komme mer zum éischen: dat ass d'Wäinhaus. Natierlech – déi Jore virdrun hunn ech hei ëmmer zum Tourismus geschwat – ass et fir den Osten immens wichtig, dass mer dat Wäinhaus hunn an dass mer dat ausbauen. Och dat gehéiert zu eiser Traditioun.

Une voix | Très bien!

M. Marc Goergen (Piraten) | A wa mer den Tourismus wëllen unzéien, muss mer och deementsprechend investéieren. Et ass ee vun deenen Dossieren, wou et mer leed deet, dass ech se dem Ben ofginn hunn. Dat war ëmmer ganz interessant, iwwert den Tourismus an iwwert de Wäinbau hei ze schwätzen an den Oste kennzeléieren.

E Projet, deen ech méi kritisches gesinn – ech gi se der Chronologie no, der Lëscht no, wéi mer se an der Motioun hunn –, dat ass natierlech de K22 um Kierchbierg. Den Här Bausch huet et ugeschwat, ech erënnere mech nach un den Här Mosar, wéi e sech hei oppereegt hat. Jo, den Akt ass geschriwwen, mee Dir investéiert elo nach eng Kéier méi Geld. Dat heescht, ech verstinn Är Logik net derhannert. Ech verstinn, elo ass een an der Regierungsverantwortung, dass d'CSV dann eng aner Meinung huet. Et kann een et esou maachen, et muss een et awer net esou maachen!

Ech hat jo och eng Question parlementaire dozou, ob et elo net un der Zäit wär, dat Gebai ze huelen an ze verlouen. Dat heescht, dass de Staat net selwer misst elo nach eng Kéier noinvestéieren, mee dass een e Partner gesicht hätt, deen déi Bürofläche gelount hätt an deementsprechend de Staat käschtenneutral erauskomm wär, anstatt elo nach eng Kéier ze investéieren an dann deen héije Kafpräis op Dauer mussen ze finanzéieren. Leider war d'Antwort negativ.

Mir wäerten dat awer och haut matdroen, well soss hu mer herno e Gebai kaaft vun 273 Milliounen an et sti keng Still dran a keng Maueren. Dat wär och e schlechten Deal. Mat Bauchwéi wäerte mer dat dofir och matdroen.

Ganz gutt sinn natierlech d'Hotelschoul an de Lycée technique zu Ettelbréck. Dat ass immens wichtig fir eis. Virun allem fir eist Handwerk ass et immens wichtig, dass mer weiderhin do investéieren.

Dann, d'Maison pour jeunes adultes à Pétange, dat ass ze begrëssen. Mee ech hat an der Kommissioun och do schonn d'Bemierung gemaach, dass beim Site vläicht eng Kéier misst iwwerluecht ginn, ob een déi net enzwousch anescht setzt an ee vläicht och mam Schäfferot kuckt, fir en anere Site ze fannen, well deen heite guer net un den öffentlechen Transport ugebonden ass. A wa mer herno Leit dohinner setzen, déi keen Auto, näischt, hunn, iergendwou, wou kee Bus oder Zuch ass, dat bréngt eis och net vill.

D'Nordstad – wow, et geet endlech virun! Also, dat kënn mer just begrëssen. Mee och do dee selwechte Problem wéi iwwerall: Schwätzt mat de Gemengen, fir dass déi Projeten och esou gebaut ginn, dass se kënnen deementsprechend zur Qualitéit fir de Bierger bäidroen – an do gehéiert et derzou, mat de Gemengen ze schwätzen!

Dat selwecht zu Pontpierre, Bierchem a Keel, do musst Der als Ministesch, an dat ass eppes, wat eng kruzial a politesch Fro och herno ass, drop oppassen, dass der net ze vill Trafik unzeit, well dat do si virun allem Transistrecken. Wann Der dat elo falsch upaakt, da sinn déi Leit herno méi geplot mam Verkéier an da fuere se net méi iwwert d'Autobunn.

Dann de Rond-point LMA zu Rolleng. Jo, Dir maacht elo do en Turbo-Rond-point. Mir haten an der Kommissioun eng länger Diskussioun. Mir sinn nach ëmmer der Meenung, dass deen Tunnel, deen eigentlech virgesi war – an d'Busse sinn do, dat heescht, Dir kéint e ganz schnell ëmbauen –, déi besser Léisung gewiescht wär. Mee do komme mer jo elo an der Kommissioun nach eng Kéier drop zréck, wann dee Projet bis definitiv ass. Well dat doten ass och e Projet, deen e puer Milliounen wäert kaschten, soudass mer an der Kommissioun wäerten e bëssen driwwer diskutieren.

Wat eis natierlech ganz gutt gefält, ass de Quai zu Réimech. Ech mengen, mir Piraten a Schëffer, dat passt gutt beieeneen! Dee wäert natierlech och do fir den Tourismus suergen.

An dann natierlech d'Filetsstéck, den Eisebunns-musée zu Péiteng. Dat begrëissen ech natierlech, dass deen dohinner kënnt. Jo, Här Etgen, also ech hoffen, do wäert dann och jidderee vun deene 60 hei kucke kommen, well eis Eisebunn ass e bësse wéi Arcelor, si huet zum Wuelstand vun eisem Land bäigedroen, an et ass immens wichteg, dass mer do elo dee Musée kréien, deen och touristesch wäert ganz vill bäidroen. A mir hunn den Train 1900 do, dat ass deen, deen nach mat der Damplok fiert, deen och an deem Projet mat ageplangt ass, soudass et e ganz schéinen Nomëtteg wäert gi fir déi zukünfteg Touristen, déi op Péiteng wäerte kommen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir hunn eis natierlech och mat der Lëscht vun de Projeten auserneegesat a mir wäerten natierlech och déi entsprecherend Motioun mat ënnerstëtzen. Déi eenzel Projete schéngen eis noutwendeg a sënnavoll, och wann ee vläit an den Detailler kéint eng Partie Froe stellen, zum Beispill och par rapport zu där weiderer Zentraliséierung vu staatleche Servicere an der Stad. Mee mir kënnen dat trotzdem ënnerstëtzen.

Wat mir awer vläicht prinzipiell vermessen, dat si gréisser staatlech Investitiounen am Beräich vun der Energietransitioun. Wéi mir alleguete wëssen, ass dat déi grouss Erausforderung vun eiser Zäit. Mir mussen innerhalb vu wéinege Jore eis Energieversuergung ëmstellen an ewechkomme vun de fossillen Energien, fir de Klimawandel ze begrenzen.

Doriwwer eras geet et och drëms, dass mer an eiser Energieversuergung gréisstendeels autonom ginn an net méi ofhängeg si vu knaschtegen Importer. Natierlech hunn hei d'Bierger an d'Beriber eng Roll ze spillen, mee net nëmmen. Mir brauchen och grouss kollektiv Investitiounen, fir déi entscheidend Weichen ze stellen. Just mat Primmen a Subsiden op de gudde Wëlle vun all Eenzelnem ze setze wäert natierlech net duergoen, virun allem net an där kuerzer Zäitspan, an där mer déi Transitioun musse packen.

E wichtegen Aspekt, wou eiser Meenung no grouss staatlech Investissementer néideg sinn, ass d'Opbau vu Fernwärmenetzer. An deenen urbane Räum hei an der Stad a virun allem och am Süden hëtzen déi allermeeschte Stéit mat Äerdgas. Nëmme Fernwärmenetzer bidden eng effikass Perspektiv, fir dat mer och an deenen dicht besidelte Räum mëttelfristeg vum Äerdgas lasskommen.

An ech mengen, mir sinn eis eens, dass mer net kënnen drop waarden, bis dat iergendee privaten

Energiebetrib sech decidéiert, doranner ze investieren. Mir hunn dofir och mat Interessi am Koalitionsaccord gelies, dass d'Regierung dat änlech gesäit. Do gëtt jo d'Schafung vun enger nationaler Gesellschaft an Aussicht gestallt, fir esou Fernwärmenetzer opzebauen. Mir ënnerstëtzen dat a fuerderen d'Regierung och op, dat schnell a mat Ambitioun unzegoen. Et géllt, keng Zäit ze verlieren!

Grouss ëffentlech Investissementer sinn och néideg bei der Netzinfrastruktur, beim Stockage vun der Energie, beim Hydrogène, bei der Geothermie oder bei grousser Fotovoltaik-, Biogas- oder Wandanlagen. Datt den Energiemaart aktuell liberaliséiert oder privatiséiert ass, wat eiser Meenung no komplett on-sënneg ass, d'äerf net als Excuse déngen, fir déi wichteg Investissementer zréckzehalen!

An et muss ee jo feststellen, dass mer bis elo an deenen alljärechen Debatten iwwert déi grouss Infrastrukturprojete ganz seelen, wann iwwerhaapt, iwwer grouss Investitiounen vum Fonds climat et energie diskutieren. A wann een an de Budget kuckt, da gesäit ee jo och, dass des kruzial Investitiounen u sech net virgesi sinn. De Gros vun den Depensé vun deem Fong geet an international Kompensatiounsmesuren, während 2024 grad emol 7 % vun den Depensen an erneierbar Projeten hei am Land fléissen. An déi Tendenz gëtt am Pluriannuel och iwwert déi nächst Jore weidergefuert.

Et wär souwuel klimapolitesch wéi och wirtschaftlech vill méi sënnavoll, déi Suen hei am Land an d'Energie-transitioun ze investieren. Dat senkt eis Emissiounen, schaaft och eng wirtschaftlech Plus-value a qualitativ héichwärtig Aarbechtsplazen a reduzéiert eis Ofhängegkeet vun internationale Liwwerketten, déi ëmmer méi fragwürdig ginn. A mir hoffen, dass d'Regierung dat och esou gesäit.

Mee wéi gesot, mir sinn net géint des Projeten, déi hei proposéiert ginn. Mir hunn déi Motioun jo och mat ënnerschriwwen a mir wäerte se och matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat ass d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

Dann ass d'Wuert fir d'Regierung. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, och vu menger Säit e grouss Merci un d'Presidentin vun der Mobilitéit-an-ëffentlech-Baute-Kommissioun a Rapportrice vun deser Motioun. Ech wëll och de Membere vun där zoustänneger Chamberskommissioun e grouss Merci soen, well ech hunn d'Gefill, dass ech plus ou moins eemol an der Woch elo do war déi lescht fënnf Méint. Ech fannen, mer hu ganz, ganz gutt a ganz transparent Echangen. Ech appreciieren dat och wierklech an ech freeë mech, dat dann och iwwert déi nächst Jore esou weiderzeféieren.

Hei geet et dann ëm 48 Projeten, déi d'Madamm Cahen virgestallt huet, déi mer och am Detail diskutéiert an analyséiert hunn. Mam Vott vun deser Motioun – an ech héieren, hei ass grouss Zoustëmmung – kënnen mir dann déi néideg Etüde maachen an op all déi Projete wäerte mer natierlech dann och am Detail zréckkommen.

Et ass wichteg, dass mer hei weider an eis Infrastrukturen investieren, fir se ze verbessern, fir se ze modernisieren. Dat ass am Detail erkläert ginn. Effektiv, deen heite Projet, deen datéiert vum Juli d'lescht Joer, en ass dunn och am Juli an d'Chamber geschéckt ginn. An do wëll ech natierlech mengem Virgänger

Merci soe fir déi Aarbecht, déi do dragaangen ass. Mir schaffen natierlech elo och schonn un där nächster Motioun – dat geet elo alles ganz séier –, déi da mat an de Budget 2025 afléisst.

Dir wësst, et gi jo och zweemol am Joer déi finanziell Bilane gemaach vun deene grouss Bauprojeten, déi dann och an der Chamberskommissioun presentéiert ginn. Ech mengen, hei gëtt wierklech an totaler Transparenz geschafft, wat ganz wichteg ass, well et geet hei ëm ganz, ganz vill Suen. Esou soll et sinn an esou muss et sinn.

D'Basis fir ganz vill vun deene Projeten, déi an deser Motioun stinn, ass hei de PNM35, dat ass ganz richtig. An ech mengen, do kann een och an der Chamber déi néideg Diskussiounen féieren, wéi dat proposéiert ginn ass, fir do den Update an de Lien mam PNM35 ze maachen.

Ech wäert och an deenen nächsten een, zwee Joer dann um nächste PNM schaffen, de PNM40 dann. Ech mengen, do steet ganz vill Aarbecht virun eis, wou dann och nei Donnéeën, nei Informatiounen, déi mer da kréien, wäerte mat afléissen, fir eis da fir d'Zukunft weider gutt opzustellen. Voilà!

Also, hei geet et drëms, dass mer all déi Projeten, déi an der Motioun stinn, dann effektiv kënnen am Detail studieren an analysieren. Et ass vun der Koordination vu Chantiere geschwat ginn. Ech mengen, dat ass och eppes, wat ech intern mat den Administratiounen, déi hei concernéiert sinn, och schonn ugeschwat hunn. Ech mengen, et steet och am Koalitionsaccord. Do wäert ech natierlech kucken – an do si mer schonn amgaangen, mat den zoustännege Verwaltungen ze kucken –, wéi mer dat kënnen verbessern. Fir mech ass dat ganz wichteg an do wäerte mer och zesammen dru schaffen.

D'Koordinatioun respektiv den Dialog mat de Gemengen, dat ass och eppes, wat fir mech ganz, ganz wichteg ass, dass ech respektiv de Ministère am Echange si mat de Gemenge fir déi verschidde Projeten.

Mee och de Lien mat de Verwaltungen: Dass do mol eppes schif geet, dat ass, mengen ech, ech soen elo, normal. Dat geschitt, dat probéiert een natierlech ze evitéieren. An ech mengen, d'äers si sech déi zoustännege Verwaltungen och ganz bewosst. Op alle Fall kann ech soen, dass do dat Bescht gemaach gëtt, fir dass dat am konstruktiven a positiven Dialog ka geschéien.

Wéi gesot, hei geet et ëm ganz wichteg Investitiounen an d'Infrastrukture vun eisem Land. Dat soll och e positiven Impakt hunn op de Bausecteur, fir dass deen dynamesch bleift oder nees gëtt. Ech mengen, mir wëssen, dass dat e wichtegen Deel vun eiser Ekonomie ass.

Also d'Multimodalitéit, d'Securitéit, d'Schoulen an aner Infrastrukturen, déi fir d'Zukunft vun eisem Land wichteg sinn, ginn hei ganz héich gehalen. An ech soen Iech wierklech Merci fir d'Zoustëmmung zu deser Motioun.

Vläicht nach e lescht Wuert, et ass vun deene meeschte Riedner och ugeschwat ginn, och vun der Rapportrice: De Seuil vun 10 Milliounen, deen datéiert effektiv aus dem Joer 2019. Entre-temps si mer eng Rei Jore méi spéit, soudass ech hei och der Chamber wëll Merci soen, wa si op dee Wee geet, fir dat op 30 Milliounen ze setzen. An ech stinn natierlech ëmmer der Chamber respektiv der Chamberskommissioun zur Verfügung, fir iwwer all déi aner Projeten au besoin ze schwätzen.

Ech soen Iech e grouss Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Ministesch villmools Merci. Domat wär dann dës Diskussioun elo ofgeschloss.

Motion 1

An da komme mir zur Diskussioun an zum Vott vun der Motioun. Ech soen nach eng Kéier, well mer moies sinn: Wann Dir Iech wëllt aloggen, fir sécher ze sinn, kënnen matzestëmme, dat wär relativ nätzlech fir de Vott duerno! An da wollt ech d'Rapportrice froen, ob si nach eng Kéier iwwert d'Motioun eppes wëllt soen, déi se schonn en long et en large erkläert huet.

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Ech mengen, Här President, ech hunn alleguer déi Projeten do opgezielt an ech hu se och effektiv, wéi Der grad gesot hutt, erkläert. Dat heescht, ech mengen, domat wier dann alles gesot zu der Motioun. Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Sinn nach aner Wuertmeldungen? Här Goergen, ganz kuerz.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech wollt just nach kuerz drop agoen, well ech mer an der Ried déi Minutten nach fir hei gehalen hat.

Eng Ännerung, déi jo och elo komm ass, ass, dass déi Motioun beziungswies allegueren déi Projeten an Zukunft wäerten an d'Budgetkontrollkommissioun goen, wat ganz wichteg ass fir d'Transparenz vun der Chamber. Well d'Mobilitéitskommissioun hat an der Vergaangenheet zwar ëmmer de Lancement vun de Projeten, awer d'Mobilitéitskommissioun wouost net, wat herno aus de Projekte ginn ass beziungswies wéi d'Budgeten agehale gi sinn. An duerfir hate mer déi Demande lancéiert. Mir sinn och frou, dass d'Budgetkontrollkommissioun dat ugeholl huet, d'Madamm Backes hat et elo ugedeit, dass zweemol am Joer de Ministère wäert kommen an déi Budgete virstellen. Do wäert an Zukunft och d'Mobilitéitskommissioun d'office mat invitéiert ginn, soudass mer fir nach méi Transparenz an der Chamber suergen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Sinn nach aner Wuertmeldungen do?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Dann ass meng Fro, ob ech dës Motioun à main levée zum Vott stelle kann. Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

Dat schéngt esou de Fall ze sinn.

Vote sur la motion 1

Also, wien ass mat der Motioun averstanen? Deen hieft d'Hand. Merci.

Wien ass net averstanen?

Gëtt et eng Enthaltung?

Dann ass dës Motioun à l'unanimité ugeholl. An ech soen Iech villmools Merci.

3. 8355 – Projet de loi portant modification :

1^o de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ;

2^o de la loi modifiée du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État

Da kéime mer zum nächsten a leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Moien, an dat ass de Projet de loi 8355, eng Ofännerung vum Walgesetz. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht an

deemno folgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet 10 Minutten, déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitäten hu 5 Minutten an d'Regierung huet duerno 10 Minutten. Et si schonn ageschriwwen: den Här André Bauler, den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Sam Tanson an den Här Ben Polidori. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Zeimet. Här Zeimet.

Rapport de la Commission des Institutions

M. Laurent Zeimet (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 23. Februar dëst Joer huet d'Regierung duerch de Premierminister an der Chamber e Projet de loi deposéiert, fir d'Walgesetz vum 18. Februar 2003 a verschiddene Punkten unzepassen, Upassungen, déi d'Regierung op Basis vu Propositione vun de Presidente vun de Walbüroen aus de véier Walbezierker mécht, an dat och aus der Erfahrung net zulescht vun de Gemengen a Chamberwalen am Joer 2023, awer och op Recommendation vum eiser Commission de Vérification des Pouvoirs.

Déi Upassung bestinn am Prinzipp aus verschiddenen administrative Vereinfachungen a solle fir d'Europawale vum 9. Juni dëst Joer gëllen. Dohier ergëtt sech eng gewëssen Urgence, well dofir mussen dës Ännerungen den 28. Abrëll, also dës Sonndeg, a Kraaft treden.

De Projet de loi gesäit doniewent och d'Berengege vun engem Oubli vir betreffend d'Indemnitéite vun eis Deputéierten a vun de Membre vum Staatsrot. Dës Upassung huet allerdéngs keng Inzidenz op d'Indemnitéit selwer, mee stellt just richtig, dass se pro Mount an net eemol d'Joer gerechent gëtt, esou wéi et an der Praxis jo ass – dat hutt Der matkritt –, mee wéi et 2018 vergiess gouf unzepassen.

Déi national Dateschutzkommissioun huet de Projet den 8. Mäerz dëst Joer aviséiert. De Staatsrot huet den éischten Avis den 12. Mäerz 2024 ofginn. D'Kommissioun vun den Institutionen huet de 27. Mäerz eng Rei Amendementer ugeholl, déi de 17. Abrëll vum Staatsrot aviséiert goufen.

Déi Haaptännerung vum Projet de loi besteet doranner, dass net méi wéi bis elo d'Schäfferéit vun de Gemengen d'Lëscht vun den net lëtzebuergeschen EU-Bierger, déi op der Wielerlëscht fir d'Europawale stinn, op Bréssel weiderleet, mee dat dëst iwwert de Centre des technologies de l'information de l'État, also de CTIE, soll geschéien, deen iwwert den RNPP, also de Persouneregëster, Zougang zu dësen Donnéeën huet.

D'CNPD weist flichtbewosst drop hin, dass nom Prinzipp vun der Minimisation nëmme déi Donnéeën dierfen op dëser Lëscht stoen, déi der Finalitéit déngen, also Numm, Gebuertsdatum an ob een als Wieler agedroen ass, dëst natierlech, well all EU-Bierger nëmme eemol fir d'Europaparlament soll seng Stëmm kënnen ofginn.

Ech ginn da kuerz nach op aner Ännerungen an. An Zukunft soll nëmme nach een alphabeetesche Relevé vun de Wieler an de Walbüroen leien. Bis ewell gouf e Relevé vun de Lëtzebuurger Wieler gemaach, ee fir d'EU-Bierger an ee fir déi aner. Dëst huet näischt mat dem Walrecht ze dinn. Et ass eng reng praktesch Vereinfachung am Oflaf fir d'Leit an de Walbüroen. Fir d'Nationalwale stinn op dësem Relevé nëmme Lëtzebuurger, also Leit mat Lëtzebuurger Nationalitéit.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV), rapporteur | Eng weider Vereinfachung betrëfft d'Kompositioun vun de

Walbüroen. Bis elo kënnen just Wieler aus der jee-weileger Gemeng eng Hand mat upaken. An Zukunft kënnen d'Wieler aus engem Bezierk an egal wéi enger Gemeng an hirem Bezierk an engem Walbüro mat auszielen. Dir kennt dat aus Äre Gemenge warscheinlech. Dacks sinn et Leit aus engem Veräin, déi e Walbüro assuréieren. D'Leit aus de Veräiner kommen awer heiansdo aus verschiddene Gemengen, an dofir wier et méi praktesch, dann op dës Wee ze goen.

Mir haten och an der Kommissioun diskutéiert, ob een dat net kéint national opmaachen. Do mengen awer d'Presidente vun de Walbüroen, dass dann ze vill Konkurrenz kéint tëschent de Bezierker entstoen.

Dës Projete gesäit dann och vir, dass fir eng Koppel, déi duerch e Partenariat verbonden ass, déi selwecht Inkompatibilitéit zielt wéi fir eng bestuete Koppel. Wann also ee Kandidat ass, kann deen aneren net hëllef auszielen.

Eng proposéiert Ännerung, déi vun der Kommissioun net ugeholl gouf, hätt doranner bestanen, dass an Zukunft keng Suppléant-témoine méi solle genannt ginn. D'Kommissioun war awer der Meenung, dass déi Méiglechkeet soll bei alle Wale bestoe bleiwen.

Här President, net averstane war d'Kommissioun och mat der Ännerung, déi virgesinn huet, dass d'Kandidat selwer net kënnen ënnerschreiw, fir hir Lëscht ze deposéieren. Den Artikel 135 Alinea 1 vum Walgesetz gesäit fir d'Chamberwale vir, dass eng Lëscht vun 100 Wieler, vun engem Deputéierten oder vun dräi Gemengeréit aus deem Bezierk ka presentéiert ginn. Anscheinend gouf et hei Interpretationsdifferenze bei verschiddene Presidente vun de Walbüroen, déi gemengt hunn, dass dann e Kandidat selwer seng Lëscht net kéint presentéieren.

Vu dass jo awer och dacks eng Deputéierten nach eng Kéier untrëtt oder bei Gemengewalen e Gemengerot, huet dat sech der Kommissioun net wierklech erschloss, wou do kéint eng Interpretationsdifferenz sinn a firwat een net selwer kéint déi Lëscht ënnerstëtzen, op där ee Kandidat ass. An dofir huet d'Kommissioun och hei en Amendement presentéiert. Fir et also kloer ze soen: De Wëlle vum Legislateur ass deen, dass e Kandidat seng Lëscht ka presentéieren.

Bei den Europawalen an de Gemengewalen ass deen Text awer elo leider stoe bliwwen, well den Amendement sech just op d'Chamberwale bezitt. Fir e weideren Amendement wier awer elo keng Zäit gewiescht, well d'Gesetz muss jo, wéi gesot, dës Sonnden a Kraaft treden, fir dass déi aner Vereinfachungen den 9. Juni kënnen gëllen. Dës Schéinheitsfeeler bedauere mir. Mir proposéieren Iech awer trotzdeem, den Text elo esou unzehuelen.

D'Kommissioun ass awer och der Meenung, dass mer no den Europawale sollen d'Concertatioun erëm ophuelen, fir eng weider Vereinfachung a Modernisierung vum Walgesetz an dëser Mandatsperiod virzehuelen.

D'Kommissioun gesäit an deenen 346 Artikelen vum Walgesetz nach Potenzial fir weider Vereinfachungen an an deem Sënn géif ech wëllen eng Resolutioun deposéieren, déi vun alle Fraktiounen a Sensibilitäte gedroe gëtt.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

– considérant le projet de loi n° 8355 portant modification : 1^o de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ; 2^o de la loi modifiée du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État ;

– considérant le rapport voté en commission lors de la séance du 18 avril 2024,

décide

– de reprendre la concertation entre acteurs impliqués dans le déroulement des élections en vue de préparer une réforme de la loi électorale modifiée du 18 février 2003.

(s.) Laurent Zeimet, Guy Arendt, Marc Baum, Simone Beissel, Mars Di Bartolomeo, Fernand Kartheiser, Ben Polidori, Sam Tanson.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV), rapporteur | Ech weisen dann nach drop hin, dass de Projet virgesäit, dass ee bei der Demande fir d'Bréifwal aus dem Ausland muss eng Pièce d'identité verséieren. Eng Konditioun, déi der Kommissioun awer iwwerdrifwe geschéngt huet, wann ee seng Demande iwwer e securiséierte Site vum Staat mécht, iwwert deen d'Identitéit ka festgestallt ginn. An an deem Sënn huet d'Kommissioun eng Ausnam zur neier Reegel iwwer Amendement ageschriwwen.

Dese Projet gesäit dann nach weider praktesch Upassungen vir, wéi zum Beispill bei dem Verlose vum de Lëschtentnummeren, a bestëmmt, dass d'Komplementarwalen an enger Majorzgemeng kënnen op dem Dag vun National- oder Europawalen terminéiert ginn, wa se géifen an enger Zäitfenster téschent dräi a sechs Méint vun enger nationaler Wal ufalen. Schliesslech gétt festgeluecht, dass de Logo vun de Parteien och bei de Gemengewalen op de Bulletin ka kommen, bei den Europawalen awer net zousätzlech de Logo vun den europäesche Mamparteien.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. Ech soen nach eng Kéier alle Membere vun der Kommissioun Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an och de Mataarbechter vun der Chamber natierlech. An d'Kommissioun proposéiert dann, diesen Text esou unzehuelen.

Wann Der erlaabt, Här President, géif ech dann och direkt hannendrunhänken, dass ech den Accord gi vun der CSV-Fraktioun, an ech wéilt an eisem Numm och all deenen, déi den 9. Juni nach eng Kéier an den Asaz ginn, fir all déi Bulletinen auszezielen, e grouse Merci ausschwätzen. A mir hoffen, dass des Vereinfachungen hinne déi Aarbecht dann och erliichter. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Zeimet Merci fir säi schrëftlechen a fir säi mündleche Rapport.

Ech ginn dann d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner, an dat ass den Här André Bauler. Här Bauler.

Discussion générale

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. De Rapporteur Laurent Zeimet huet eis elo just eng Rei Vereinfachungen, Prezisiounen an Ännerungen am Walgesetz virgestallt. Dës Upassung sinn am Interesse vun allen Acteuren, déi am Walprozess implizéiert sinn, wat mer nëmme begrësse kënnen. Mir wéilten nach bäifügen, wéi mer dat an der Kommissioun beschwat hunn, dass mer dat Walgesetz an den nächste Méint nach eng Kéier iwwerkucke wäerten, fir weider Upassung virzehuelen. Mir wäerten et also nach eng Kéier op de Leescht huelen, fir et un d'Realitéit vun eiser Zäit unzepassen. Wéi gesot, d'Kommissioun huet dat entscheet, an dat kënnen mir och vun eiser Säit aus nëmme begrëssen.

Et soll een dem Rapporteur jo eigentlech net méi Merci soen, mee ech géif him awer dofir felicitéieren fir säin objektiven a komplette Rapport. Dat gesot, merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Dann ass elo d'Wuert fir den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Merci och dem Kollege Rapporteur. Et ass eigentlech net vill bäizefügen zu där Presentatioun, déi de Rapporteur gemaach huet. Ech wëll mee dorop beschränken, ze begrëssen, dass mer hei eng Vereinfachung och virun allem fir d'Gemenge maachen, well an Zukunft déi Transmissioun vun den Daten iwwert de Centre informatique de l'État lafen a net méi iwwer all eenzel Gemeng. Dat ass eng gutt Saach.

Mir haten e breede Konsens an der zoustänneger Institutiounskommissioun an do ware Malentendue ganz séier aus der Welt geschaf, Malentenduen, déi drop erausgelaf wäeren, dass dat heite kéint a Richtung Walrecht fir Leit goen, déi d'Walrecht am Moment net hunn. Dat ass net de Fall. Och wann ee sech weider muss Suerge maachen iwwert déi Fifty-fifty-Gesellschaft, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, hu mer eis hei an der Chamber d'Wuert gi gehat – an dat Wuert steet –, dass mer deem Referendum, dee mer haten, géife Rechnung droen. A dat ass och ganz kloer an der Lëtzebuurger Verfassung, an där neier Versioun vun der Lëtzebuurger Verfassung, festgehalten.

Dat gesot, ënnerstëtze mir och d'Resolutioun, déi drop erausleef, dass mer deen Elan, dee mer hei kritt hunn, fir punktuell Ännerungen ze maachen, sollen notzen, fir d'Diskussiounen ze relancéieren, déi schonn ugefaangen haten, mee déi awer net zilféierend waren, fir eist Walgesetz op de Leescht ze huelen an op eenzelne Punkten, wou dat noutwendeg ass, ze adaptéieren.

An deem Sënn wëll ech den Accord vun der LSAP bréngen an hoffen, dass mer alleguer zesummen derfir suergen, dass déi Resolutioun net ... Ewéi eng Kéier e fréiere Staatsminister gesot huet: „Ech huele se un an da geet se an den Tirang.“

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Bon, merci, Här Di Bartolomeo. Dann ass elo d'Wuert fir den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Ech wéilt soen, dass souwuel an den Elementer, déi de Rapporteur genannt huet, wéi och elo an där ganz interessanter Presentatioun vum Här Mars Di Bartolomeo eigentlech zweemol en Hommage un d'Aarbecht vun der ADR gemaach gouf, an dat huele mer dach gären entgéint, ...

(Interruption)

... well an deenen zwou Diskussiounen, déi mer haten, ass ënnerstrach ginn, dass et Diskussiounen gouf, fir ganz kloerzestellen, dass bei den nationale legislative Wale ausschliesslech Leit mat Lëtzebuurger Nationalitéit d'Walrecht hunn. Et ass ëmmer erëm a verschidde Diskussiounen néideg, dat kloerzestellen. Mir passen dorobber ganz, ganz gutt op a mir freeën eis, dass dat och elo an diesem Gesetz dann de Fall ass.

Et sinn eng Rei Diskussiounen beim Walgesetz, déi een och muss begleeden, an de Rapporteur huet drop opmierksam gemaach. An eisen Aen ass et evident, dass e Kandidat och seng eege Lëscht muss kënnen ënnerstëtzen. A mir hu virun allem och gesinn, dass et eng Proliferatioun och vu ganz klengen Parteien gétt. Dat ass normal an enger Demokratie an et soll een net probéieren, dat duerch iergendwellech Dispositiounen, Verwaltungsdispositiounen oder eppes aneres ze behënneren.

Et ass schonn néideg, dass et eng Minimalzuel vun Ënnerschrëfte gétt, fir komplett Fantasiestrukturen do vläicht awer ze verhënneren, souwäit dat méiglech ass. Mee alles, wat den demokrateschen,

pluralisteschen Ausdrock an eiser Gesellschaft ënnerstëtzt, solle mer net behënneren. An dofir ass et och wichteg, dass déi Zuel vun Ënnerschrëften eng Garantie op där enger Säit ass, awer keng Barriär fir d'Pluralitéit vum demokratesche Liewen. Et ass dofir fir eis kloer, dass souwuel bei den Europawale wéi och bei de Gemengewalen déi Dispositiounen mussen nach kloergestallt ginn, fir dat do och ganz daitlech ze maachen, wéi mer et elo hei gemaach hunn.

An et ass e kontinuéierleche Prozess, d'Walgesetz ze iwwerpräieren. Et si ganz vill Dispositiounen am Walgesetz – an dat ass déi lescht Consideratioun, déi ech wëll maachen –, déi och anere Rechtsinstrumenter entsprechen, och dem Reglement vun der Chamber, zum Deel der Verfassung. An et wier gutt, och eng Kéier eng koordinéiert Approche do ze hunn, inklusiv iwwert de Statut vum Deputéierten, wou mer och eng Kéier sollte méi genee kucken, wat sech nach kann do verbesseren.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. Ech gesinn, dass den Här Di Bartolomeo Iech wollt eng Fro stellen. Sidd Dir d'accord, Här Kartheiser?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo, ech wollt ...

M. Claude Wiseler, Président | Nee, waart emol. Den Här Kartheiser ass d'accord domadder, wann ech dat richteg verstanen hunn.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, ech wollt just eng Prezisioun ...

(Interruption et hilarité)

Ech wollt just eng Prezisioun ginn. Déi Dispositiounen, wien un Europawalen an un anere Wale kann deelhuele, sinn an eiser Gesetzgebung, an eiser Verfassung esou kloer, méi kloer kënnen se net sinn. Dat kann ee begrëssen, dass déi Dispositiounen esou sinn, dat kann ee kritiséieren, dass se esou sinn – mee kloer si se!

An déi Diskussioun, déi mer an der Kommissioun haten, war eigentlech net néideg, mee vu dass et eng Rei vu Kollege gétt, deenen een et ëmmer an ëmmer erëm muss soen an drop hiweisen, wou et steet, hu mer dat da gemaach, fir jiddwereen zefriddenzestellen. Ech wollt just déi Prezisioun ginn. An, jo, domat hunn ech alles gesot.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Dir hat alles gesot a keng Fro gestallt.

(Hilarité)

Mee mir sinn elo all zefridden ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ma, Här President ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech brauch net ze äntwerten.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, entschëllegt. Wann Dir ...

(Exclamations et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Nee, nee, Här Di Bartolomeo, net nach eng Kéier!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, entschëllegt. Ech wëll dann d'Fro stellen: Huet jiddwereen dat selwecht verstanen, wéi ech dat verstanen hunn?

M. Claude Wiseler, Président | Ma ech äntwerten Iech: Jo. An dann domat ass déi Fro beäntwert.

(Hilarité)

An dann ass déi nächste Riednerin d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech weess net, ob ech alles esou verstanen hunn, wéi den Här Di Bartolomeo dat verstanen huet, mee ech hunn dem Rapporteur gutt nogelauschert an dat hunn ech alles verstanen, mengen ech, sou wéi en et gemengt huet. An en huet eis dach ganz intensiv Diskussiounen an der Kommissioun gutt erëmginn, iwwerhaapt net iwwert dee Punkt – ausser déi lescht Kommissioun, déi den Här Di Bartolomeo elo virbruecht huet –, mee iwwert d'Detailfroen, well een dann awer gesäit, wéi wichteg dat dann deene Gewielten heibannen ass, wat ech jo verstinn, d'Detailfroen, wéi de Prozess vun de Walen ofleeft.

Et huet sech do erausgeschield – an duerfir sinn ech immens dankbar, dass de Rapporteur déi Resolutioun och virbruecht hat, sou wéi mer dat an der Kommissioun uitgemaach haten –, dass awer nach eng ganz Rëtsch Inkohärenzen tëschent deene verschiddene Prozeduren existéieren, dass mer och zum Deel, wéi d'CNPD dat geschriwwen huet, extreem vill Daten och sammelen, déi vläicht net alleguerter misste gesammelt ginn, soudass et ganz gutt ass, dass mer eis, wat dee Punkt ubelaangt, mee insgesamt d'Walgesetz, do d'Wuert ginn hunn, et nach eng Kéier op de Leescht ze huelen. Duerfir gi mir och do souwuel den Accord fir d'Ännerungen am Gesetz wéi och fir d'Resolutioun, wéi se hei virläit.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann ass et um Här Ben Polidori. Här Polidori.

M. Ben Polidori (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Europawale sti virun der Dier. An dofir ass et wichteg, dass mir am virleiende Projet haut nach e puer kleng Upassunge maachen, déi d'Organisatioun vun de Wale vereinfachen an hire propperen Oflaf garantéieren.

Wéi vum Rapporteur presentéiert gouf, enthält dese Projet eng Villzuel vu klengen Adaptatiounen. Ech wäert net nach eng Kéier op all Detail agoen, dat ass schonn exzellent vum Rapporteur gemaach ginn. Amplaz wëll ech mech awer op ee Punkt konzentréieren, dee mir an deemem Projet besonnesch opgefall ass, an dat ass déi exzellente parteiiewergräifend Zesummenaarbecht, déi mer an deemem Dossier alleguerter haten.

De Projet ass net esou aus der Kommissioun erausgaangen, wéi en erakomm ass. An do schwätzen ech net just vu klaseschen Upassungen, déi op Basis vum Staatsrot gemaach gi sinn, mee vun tatsächleche politeschen Entscheedungen.

Wéi vum Rapporteur am Detail beschriwwen huet déi éischt Propos nach virgesinn, dass d'Persounen, déi eng Lëscht deposéieren fir d'Nationalwale, net selwer konnte Kandidat sinn. Dat hätt grad de klenge Parteien an neie Parteien d'politesch Participatioun erschweiert. Dat war e Problem, dee mir Piraten a sëllege Question-parlementairen opgeworf haten.

Mir freeën eis dofir, dass an der Kommissioun e Konsens fonnt ginn ass, fir dës Reegelung falen ze loossen an en Zougang zu de Wale esou méi oppen ze gestalten. Zukünfteg soll dës Reegelung jo dann och nach fir d'EU- an d'Kommunalwale festgehale ginn. D'Wale sollen un den Urnen entscheet ginn an net duerch administrativ Hürden.

Eng zweet Upassung, déi an der Kommissioun gemaach gouf, och op Wunsch vun de Piraten, ass, dass mir konnte festhalen, dass den Zougang zur Wal iwwer staatlech gesécherter Plattformen net erschweiert soll ginn. Persounen, déi am Ausland liewen an zu Lëtzebuerg berechtigt sinn ze wien, sollen et sou einfach wéi méiglech hunn, dëscht Recht auszeüben.

Politesch Participatioun ass fir eis Piraten e Kärtheema an duerfir ass et eis wichteg, dass et jidderengem sou einfach wéi méiglech soll gemaach kënne ginn, fir wienen ze goen oder sech als Kandidat kënnen opzesetzen.

Mir freeën eis op déi kommend Europawale a stëmmen de virleiende Projet natierlech mat, sou wéi och d'Resolutioun, déi deposéiert gouf. Ech soen Iech Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Dann ass et um Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Am Prinzip misst mäi Kolleeg, de Marc Baum, dozou schwätzen, well hie Member ass vun dëser Kommissioun. Ech iwwerhuelen dat. E sot mer och: „David, dat ass kee Problem. Dat kënne mer matstëmmen.“ An dat kann ech nëmme confirméieren, nodeems ech dem Rapporteur seng Ried gelauschert hunn. Dat war alles ganz kloer.

Den Här Di Bartolomeo huet mech erëm e bëssen duercherneebruecht, ...

(Hilarité)

... mee et ass awer nach erëm ...

M. Sven Clement (Piraten) | Dat kënnt méi oft vir.

M. David Wagner (déi Lénk) | Et ass ... Ech provoquéieren hien erëm. Passt op!

(Hilarité)

Mee mir wäerten dat heite matdroen.

Eng kleng Iwwerleeung och just sou – dat ass mer awer elo och agefall –, wat d'Walbüroen ugeet. Et ass mer opgefall, op jidde Fall bei de leschte Wale, op jidde Fall do, wou ech normalerweis wien ginn, dat do eng Ëmorganisatioun stattfënt. Dat kann ech och novollzéien. Dat muss heiansdo normal sinn, dat d'Walbüro vläicht plënnert, op eng aner Plaz geet a sou weider, mee et misst ee vläicht derfir suergen, dat d'Walbüroen net ze wäit ewech sinn an dat d'Leit awer iergendwéi kënnen dohinner trëpelen, zemoos Leit, déi net onbedéngt ze vill mobil sinn. Bei mir ass dat net de Fall, mech stéiert dat net, mee et ass mer opgefall, dat op eemol fir gewësse Plaze gréisser Strecke mussen zrëckgeluecht ginn, fir wienen ze goen, eendeiteg méi wéi soss, an dat ass vläicht net onbedéngt dat Ideaalst, zemoos wann een awer och trotzdem mierkt, dat trotz Walflicht ëmmer manner Leit wien ginn. Dat wësse mer jo och all. An dofir muss een awer derfir suergen, dat déi materiell Bedéngunge gesécherter sinn.

Dat gesot, wäerte mer awer dat heite matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat ass d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Premierminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, eent vun eisen Ziler ass et, den administrativen Opwand an alle Beräicher ze reduzéieren. Dat gëllt fir d'Leit, dat gëllt fir d'Betribler, dat gëllt fir de Fonctionnement vum Staat. An dat ass en Effort, deen een net een Dag mécht an dann ass e fäerdeg, dat ass e kontinuierlechen Effort. A mir bekloen eis oft, dat d'Saachen ze komplizéiert sinn. Mee da muss mer se gemeinsam méi einfach maachen. An duerfir ass dat heite Gesetz iwwert d'Walgesetz e gutt Beispill, wéi ee ka Saache méi einfach maachen.

Dofir géing ech gären dem Rapporteur, dem honorebelen Här Zeimet, mee och der ganzer Kommissioun Merci soe fir hir Aarbecht, mee och virun allem fir déi konstruktiv Propositionen, déi se gemaach hunn. Ech mengen, dat hei ass eng typesch Matière, wou ee guer net muss als Regierung soen: „Dat hei ass den Text. Dee muss esou an d'Chamber eragoen an esou erauskommen.“ Hei si Propositione gemaach ginn, déi meng voll Zoustëmmung fannen. An ech wëll och op deem Wee an dëser Matière weiterfueren.

Dat hei ass eng Vereinfachung fir d'Kandidaten. Et ass eng Vereinfachung fir déi, déi an de Walbüroer setzen. Et ass eng Vereinfachung fir d'Gemengen. An ech muss selwer soen, dat ech als Kandidat – net bei den Europawale, mee bei de Chamberwale – erstaunt war vun der administrativer Komplexitéit vun all deene Piëcen, déi ee muss sammelen, déi par ailleurs de Staat an d'Gericht, wat déi Lëschten unhëlt, scho längst alleguerter hunn. Do ass enorm vill Aarbecht dermat verbonnen, déi eigentlech kee Sënn mécht.

An duerfir wollt ech Iech soen, och wann eng Resolutioun sech net un d'Regierung wennt, mee un d'Chamber selwer, dat ech, wär ech Deputéierten, déi Resolutioun do matstëmme géing. An ech wëll Iech och soen: Déi Resolutioun do, déi kënnt net an den Tirang, well ech wëll Iech hei ubidden a souguer Iech invitéieren, dat mer deen Effort, dat Walgesetz ze änneren, gemeinsam maachen. Ech wëll Iech also soen, dat ech virum Summer gären an d'Kommissioun kommen. An ech hätt gären, dat do all Fraktioun mer Propositione mécht, vu wat fir enge Punkten am Walgesetz si mengt, dat se misste geännert ginn.

Mir hunn elo, hoffentlech, e bësse Rou an dem Walkalenner, well mat Ausnam vun engem net virgesinnem Evenement gëtt et déi nächst Joren elo keng Wale. Et ass also e gudd Moment, fir an der Rou, am Konsensus vun alle politesche Parteien – wann dat méiglech ass – dat Walgesetz op de Leescht ze huelen. Ech mengen net, dat een et muss vun A bis Z frësch schreiwen, mee et gëtt eng Rei Punkten, wou een effektiv kann am Joer 2024 driwwer schwätzen, well se vläicht anescht si wéi virun enger Rei Jore. An dat Angebot wollt ech also der Institutionskommissioun maachen, fir dat mer dat gemeinsam op de Leescht huelen.

Par ailleurs wëll ech am Numm vun der Regierung nach eng Kéier soen, dat mer – an dat hu mer an de Koalitionsverhandlung beschwat – wëlle kucken, den elektronische Vott an der Walkabinn anzeféieren oder ze studéieren, wéi dat kéint fonctionéieren. Och déi Aarbechten hunn ech ugeleiert. Mir ginn dat an aner Länner kucken. Ech weess net, wou d'Hürden alleguerter do sinn, mee an engem Zäitalter vun der Digitalisatioun, mengen ech, kann ee sech do inspiréieren u Saachen, déi an aner Länner bestinn. An ech hoffen, dat mer och do am Laf vum Joer kënne Progrès maachen.

An och dat wëll ech zesumme mat der Chamber maachen, well hei geet et jo ëm d'Basis vun der Demokratie. D'Wale sinn nun eemol dat, woumer mer entscheeden, wien eis an der Gemeng, an der Chamber, an dem Europaparlament vertritt. An duerfir soll een och iwwert dee Système électoral an enger gutt fonctionéierender Demokratie e gemeinsamen Accord hunn.

Ech soe Merci fir d'Zoustëmmung zu deemem Gesetzesprojet mat sengen Ännerungen, déi och eis Zoustëmmung fannen, an ech freeë mech op den Debat an der zoustänneger Kommissioun an deenen nächste

Wochen an ech waarde gespaant op Är Propositionen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister. Ech ginn dervun aus, datt Är Propositionen net op daf Ouere gestouss sinn. An domat wär awer d'Diskussioun dann ofgeschloss.

An da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8355. Den Text steet am Document parlementaire 8355⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8355 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Mir kommen zu de Votes par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Résultat du vote ass: 60 Jo-Stëmmen an deemgemääss keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. De Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Résolution 1

Dann hu mer nach eng Resoluitioun um Büro leien, déi vum Här Zeimet abruecht ginn ass.

Wollt Dir nach eppes dozou soen, Här Zeimet? Dir hutt et virdu schonn erkläert.

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Ass nach eng aner Stellungnam zu dëser Resoluitioun? Déi meescht si souwisou an hire Rieden och drop agaangen.

(Négation)

Dat ass net de Fall, gesinn ech.

Da ginn ech dervun aus, datt mer och iwwer dës par main levée kënnen ofstëmmen.

(Assentiment)

Domat sidd Der d'accord.

Vote sur la résolution 1

Dann: Wie stëmmt fir déi Resoluitioun? Merci.

Ass een, deen dergéint stëmmt?

Gëtt et eng Enthaltung?

Dann ass dës Resoluitioun à l'unanimité uegholl.

Domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung vun haut de Moien ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtten um 14.00 Auer fir d'Suite vun de Budgetsdebatten nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 11.24 heures.)

22^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président

2. 8383 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2024 et modifiant :

1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

2° la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes ;

3° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;

4° la loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement

8384 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2023-2027

Programme de stabilité et de croissance (PSC) et programme national de réforme (PNR) (suite)

Prises de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances (interventions de M. Gilles Baum, M. Sven Clement et Mme Sam Tanson) | M. Tom Weidig (parole après ministre) | M. le Ministre Gilles Roth | Mme Sam Tanson (parole après ministre) | M. le Ministre Gilles Roth | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

3. 8258 – Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2022

Rapport de la Commission de l'Exécution budgétaire : M. Franz Fayot (dépôt de 4 résolutions)

Discussion générale : Mme Stéphanie Weydert | M. Guy Arendt | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. David Wagner (intervention de M. Sven Clement)

Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances (intervention de M. Franz Fayot)

p. 21

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8258 et dispense du second vote constitutionnel (intervention de M. David Wagner)

4. 8383 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2024 [...]

8384 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2023-2027

Programme de stabilité et de croissance (PSC) et programme national de réforme (PNR) (suite)

p. 29

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8383 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8384 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : Mme Taina Bofferding | M. Gilles Baum | M. Sven Clement | M. David Wagner | M. Marc Spautz | Mme Sam Tanson | Mme Taina Bofferding (interventions de M. Sven Clement et M. Georges Engel)

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Motion 2 : Mme Taina Bofferding | Mme Sam Tanson | M. Gilles Baum | M. Sven Clement | M. David Wagner (intervention de M. Sven Clement) | M. Marc Spautz (intervention de M. Georges Engel) | M. Fred Keup (intervention de M. Sven Clement)

Vote sur la motion 2 (rejetée)

Motion 3 : Mme Carole Hartmann | M. Franz Fayot | M. Marc Goergen | Mme Sam Tanson | M. Marc Spautz | M. Fred Keup

Vote sur la motion 3 (rejetée)

Motion 4 : M. Sven Clement | M. David Wagner | M. Gilles Baum | Mme Sam Tanson | Mme Taina Bofferding | M. Fred Keup (intervention de M. Félix Eischen) | M. Sven Clement (interventions de M. Gilles Baum) | M. Gilles Baum (interventions de M. Sven Clement) | M. Marc Spautz

Vote sur la motion 4 (rejetée)

p. 21

p. 26

Motion 5 : M. Sven Clement | Mme Taina Bofferding | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | Mme Diane Adehm | M. Marc Goergen | M. Gilles Roth, Ministre des Finances (intervention de M. Fred Keup) | Mme Diane Adehm

Vote sur la motion 5 (rejetée)

Motion 6 : M. Sven Clement | Mme Joëlle Welfring | Mme Taina Bofferding | M. Marc Spautz

Vote sur la motion 6 (rejetée)

Motion 7 : M. Sven Clement | Mme Sam Tanson (interventions de M. Sven Clement) | M. Marc Spautz | Mme Taina Bofferding | M. Sven Clement | Mme Corinne Cahen

Vote sur la motion 7 (rejetée)

Motion 8 : M. Franz Fayot | Mme Carole Hartmann | Mme Sam Tanson | M. Fred Keup | M. Marc Spautz

Vote sur la motion 8 (rejetée)

Motion 9 : M. David Wagner | M. Gusti Graas | M. Yves Cruchten | M. Sven Clement | M. Franz Fayot | M. Christophe Hansen | Mme Sam Tanson | M. Fernand Kartheiser

Vote sur la motion 9 (adoptée) (interventions de M. Meris Sehovic et Mme Françoise Kemp)

Motion 10 : M. Fernand Kartheiser | M. Franz Fayot | M. Gusti Graas | Mme Sam Tanson (intervention de M. Gusti Graas) | M. Christophe Hansen | M. David Wagner | M. Meris Sehovic | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Vote sur la motion 10 (adoptée)

Résolution 1 : M. Marc Spautz | M. Sven Clement | M. Fred Keup | M. David Wagner

Vote sur la résolution 1 (rejetée)

5. 8346 – Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2022 p. 42

Rapport de la Commission des Comptes : M. Tom Weidig (dépôt d'une résolution)

Discussion générale : Mme Françoise Kemp | M. Patrick Goldschmidt | M. Franz Fayot | M. François Bausch | M. Ben Polidori | M. David Wagner

Vote sur la résolution (adoptée)

6. Résolution relative aux comptes de l'exercice 2022 de la Cour des comptes p. 43

Exposé : M. Franz Fayot

Vote sur la résolution (adoptée)

7. Résolution relative aux comptes de l'exercice 2022 de l'Ombudsman p. 43

M. Franz Fayot

Vote sur la résolution (adoptée)

8. Résolution relative aux comptes de l'exercice 2022 du Centre pour l'égalité de traitement p. 43

M. Franz Fayot

Discussion générale : M. Tom Weidig | Mme Corinne Cahen | M. Fernand Kartheiser

Vote sur la résolution (adoptée)

9. Résolution relative aux comptes de l'exercice 2022 de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher p. 44

M. Franz Fayot (intervention de M. Sven Clement)

Vote sur la résolution (adoptée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Lex Delles, M. Gilles Roth et Mme Martine Deprez, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. 8383 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2024 et modifiant :

1^o la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

2^o la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes ;

3^o la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;

4^o la loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement

8384 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2023-2027

Programme de stabilité et de croissance (PSC) et programme national de réforme (PNR) (suite)

D'Chamber fiert de Mëtte mat den Debatten iwwert de Staatsbudget fir d'Joer 2024 an iwwert de PSC a

PNR weider. Vu datt d'Lëscht vun de Riedner gëschter ofgeschloss ginn ass, ass et elo direkt un der Regierung, fir Stellung ze huelen zu all deene Saachen, déi gëschter gesot gi sinn.

Dofir ginn ech dem Finanzminister direkt d'Wuert. Här Finanzminister, et ass un Iech.

Prises de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Gudde Mëtteg. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll vun dëser Plaz aus jiddwerengem fir d'éischt mol Merci soe fir déi ganz lieweg Debatt, déi mer gëschter hei an der Chamber haten. Ech mengen, jiddweree konnt an engem rouegen a fairen Austausch säi Standpunkt duerleeën. Dass mer eis hei an der Chamber net op all Punkt eens sinn, ech mengen, dat versteet sech vum selwen an dat ass awer en Ausdrock vun enger ganz gelieferter Demokratie. Ech soe ganz éierlech: Ech soen och duerfir Merci.

Dir wësst, dass d'Zäiten no enger Wal – a mir sinn nach net esou laang no enger Wal –, wou e Regierungswiessel komm ass, vläicht méi ugespaanten Zäite kéinte si bei enger Budgetsdebatt. Abee, ech wëll soen, dass ech dat ganz geuerdent fonnt hunn an och duerfir ganz appreciéiert hunn, an duerfir wëll ech ausdrécklech a mengem perséinlechen Numm Merci soen.

Et goufen eng Rei vu Saache gesot. Et goufen eng Rei vun Argumenter virbruecht. Dass ech déi net all deelen, jo, dat verstitt Der och.

Plusieurs voix | O!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Ech muss och soen, dass vläicht net alles, wat gesot gouf, an den Ae vun der Regierung oder vum Finanzminister faktuell richtig ass. Ech wëll awer gradesou däitlech soen, dass dëse Regierungsprojet vum Budget och dem Regierungsprogramm – an deen ass jo maassgebend –

vun der CSV-DP-Koalitioun Rechnung dréit. An ech wëll, mengen ech, an den nächsten 20 bis 25 Minuten op déi eenzel Haaptkritickpunkten agoen – ech kann net op all Detail agoen –, déi virbruecht goufen, an ech versichen och, dat dann zimmlech geuerdent eriwwerzebréngen.

„Keng nei Politick mat dësem Budget“ war ee vun de Reprochen, déi gemaach goufen. Et gétt gesot, dass dëse Budget fir näischt Neies steet. Bon, ech soen: Dat stëmmt esou net! Sécher ass, et ass en Iwwergangsbudget. Doraus hu mer och ni en Heel gemaach an dat wier jo och falsch. Well eng ganz Rei vun de Projeten, déi och déi lescht fënnf Joer an der Chamber virbruecht goufen, goufe mat der CSV gestëmmt. An et muss een och soen, dass jo eng Regierungspartei, déi fréier do war, och an der Regierung ass. An duerfir ass et nëmmen normal – an dat war vun Ufank un zu Senneng kloer –, dass mer net elo alles op d'Kopp geheien, net alles aneschtens maachen, mee an der Kontinuitéit vun deem, wat war, virufueren, a virun allem, dass déi Akzenter, wou mer gemeinsam zu Senneng am Konsens eens gi sinn, kënnen an dësem Joer an an deene Joren duerno ëmgesat ginn.

M. Gilles Baum (DP) | Ganz richtig!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Dëse Budget, Dir Dammen an Dir Hären, dréit och deem, wéi Der sot ... Här Baum, ganz richtig! Ganz richtig dréit dee Budget deenen neien Akzenter och Rechnung. Jo, ech soe ganz kloer nach eng Kéier, mir maachen och do keen Heel draus: Mir brauchen eng kompetitiv Economie, mir brauchen eng attraktiv Finanzplaz, well mat deene Sue kënnen mer déi Politicken, déi mer ageschriwwen hunn, ëmsetzen. Mir kënnen d'Leit steierlech entlaaschten a mir kënnen virun allem de Sozialstaat, wéi e bis elo fonctionéiert huet, weider fonctionéiere loossen an e vläicht mat deem engen

an deem anere sozial gesteierte Krittär nach weider ausbauen. Doraus maachen ech keen Heel. Dat ass d'Politick, déi gewollte Politick, vun dëser Regierung.

Zweetens: Et si schonn eng Rei Akzenter gesat ginn. Den 1. Januar, Dir Dammen an Dir Hären, ass de Steuerbarème un d'Inflatioun mat véier Index-tranchen ugepasst ginn. Elo kann ee soen, dat wär net vill. D'Leit mierken dat schonn an hirem Portefeuille! Et ass en equilibréierte Logementspak virgueluecht ginn. Net méi spéit wéi den 31. Januar dëst Joer ass deen de Leit virgestallt ginn. Och de Budget dréit deem Rechnung. Et muss een nämlech eng Äntwert maachen. Ech kommen herno am Detail nach dodrobber.

Wann op eemol d'Enregistrementsrecetten, déi jo maassgeblech erëmpigelen, wat am Bau nach leeft, vun engem Joer op dat anert Joer ëm d'Hallschent abriechen, jo, da kann een deem net tatenlos nokuken, da muss eng Regierung och am Sënn vun der sozialer Kohäsion hei am Land handelen.

E véierte Punkt, deen ech wëll nennen: den Effort de défense. Jo, och do sinn nei Akzenter gesat ginn, well natierlech zënter de Waleen am Oktober geopolitisch aner Erausforderunge komm si mat dem Krich an der Ukrain, deen eng aner Dimensioun kritt huet, mat anere geopolitischen Aschätzungen, déi weltwäit och um Niveau vun der NATO gemaach goufen, deene mer awer och an deem klenge Lëtzebuerg musse Rechnung droen. A wann den Effort de défense ausgebaut gëtt, no vir gezu gëtt a méi séier ausgebaut gëtt, da muss mer och déi néideg Budgetsmëttele virgesinn.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

E weidere Punkt ass deen, dass mer natierlech och kucken – an dat ass dee fënneften Hauptpunkt –, dass mer d'Trajectoire vun eiser Schold, an dat war och d'Verpflichtung zu Senneng, esou agencéieren, dass se offlaacht, fir dass mer enger weiderer Virgab, nämlech dem Triple-A, kënnen gerecht ginn. Ech wäert op déi Punkten herno nach e bësse méi am Detail agoen.

Dann, Dir Dammen an Dir Hären, ass gëschter ugeklongen, déi Presentatioun vun deem Budget wier net ganz éierlech kommunizéiert, dat wier héich gepokert. Ben, ech ka kee Poker spillen, mee ech soen Iech riicht eraus: Ech sinn och keen Täschespieler! Mir hunn nun eeben emol e Kassensturz kritt an deen ass einfach nun emol do gewiescht zu Senneng, deen ass an Dokumenter festgehalten. Dee Kassensturz, dee war och deemools, obschonn e fir Senneng geduecht war, op eemol an der Press, an d'Chamber huet richtegerweis gefrot, fir dass se un déi Zuele kéint kommen. Also sinn déi Zuelen och hinlänglech bekannt.

Dëse Budget, Dir Dammen an Dir Hären, dee gëtt jo net einfach am Finanzminister sengem Büro einfach esou op engem Béierdeckel opgestallt, mee dee berout jo op Zuelen. Dee berout op Aschätzung vum engem Statec. Dee berout op Aschätzung vum de Steuerrecett vum de Steierverwaltungen. Dat ass net nëmmen déi direkt Steierverwaltung, dat ass den Enregistrement, dat sinn och nach zousätzlech d'Douane an d'Accisen.

An dat, wat ech gesot hunn an enger Question parlementaire, an dorun halen ech mech, an dat huet d'Madamm Tanson gëschter richtegerweis opgeworf: Mir mussen et hikréien, dass engersäits deen Echange tëschent engem Statec, deen also fir d'Previsiounen zoustänneg ass, an andersäits deenen Donnéeën, déi op der Steierverwaltung sinn, onofhängeg dovunner, dass d'Steiergeheimnis muss intouchéiert bleiwen ..., mee wann een Donnéeën op enger

Steierverwaltung huet, déi ee kann anonymiséieren, an ech mengen, an Zäite vum digitalen Zäitalter misst een dat kënnen maachen, géif dat zu der Fiabilitéit vun der Aschätzung vun den Depensen a vun de Recett vum dem Budget weesentlech bäidroen.

An dat wier gutt net nëmme fir eng Regierung, mee et wier och haaptsächlech gutt fir eng Chamber, quer parteiwwergräifend, fir dass se déi Kontroll, déi hir zousteet um Niveau vun der Verfassung, um Niveau vun de Finanzgesetzter, och ka richteg ausüben. An ech engagéiere mech derfir, fir dass dat och an Zukunft méi verdéift ka geschéien.

Den zweete Fakt, deen do ass: Mir hunn en Defizit, deen an deem Budget bei 1,9 Milliarde läit, wat de sougenannten Zentralstaat betrëfft. Fakt ass awer och, dass deen Defizit manner héich ass wéi déi 3,6 Milliarden Euro, déi zu Senneng an der Nott un de Formateur nach virgerechent goufen. Dat kann een einfach net niéieren! Fakt ass, dass deen Defizit, deen an deem Budget 2024 steet, natierlech manner héich ass wéi den Defizit, wéi en 2023 ageschat gouf, wéi deemools de Stabilitéitspakt opgesat ginn ass. Alles dat kann een net einfach vun der Hand weisen!

Da frot Der mech: „Wéi ass dat méiglech?“ Jo, mir brauchen duerfir keng Zauberei a mir brauchen och keng Kommunikatiounstricken. An ech kommen do zu dem Avis vun dem Rechnungshaff, also vun eiser Cour des comptes, dee jo ugeschwat gouf a mat deem ech mech wëll e bësse beschäftegen.

De Punkt ass, dass am Avis vun dem Rechnungshaff – dat fannt Der op der Sait 56 – gesot gëtt: „Majo, mir begrëssen déi Spuermoosnamen, déi ugekënnegt sinn. Mir stelle keng fest, mee de Finanzminister soll d'Lëscht opstelle vun deene Spuermoosnamen, déi gemaach goufen.“ Ech respektéiere selbstverständlech d'Autonomie vun enger Cour des comptes. Si schreift och ganz gutt Avisen. Mee wa si engersäits feststellt, dass keng Spuermoosnamen do sinn, an zweetens freet, ech sollt se oplëschten, dann ass dat fir mech awer als bescheidene Jong e bëssen eng Contradictio in terminis.

Mee ech wëll awer och déi Erklärung ginn, firwat vläicht d'Cour des comptes zu där Feststellung kënn. Op der Sait 56 vun hirem Avis hei ...

(M. Gilles Roth montre une documentation.)

... geet d'Cour des comptes – si schreift dat ënnerdrënner, Note au Formateur – vun enger Situation de déficit aus, wéi se estiméiert war, vun 3,2 Milliarden Euro. Si geet awer net drop an, dass een an där selwechter Note au formateur net vun 3,2 Milliarden Euro schwätzt, mee vun 3,6 Milliarden Euro, wéi dat och ëmmer am Public esou zrëckbehale gouf. Dat ass nämlech déi heite Kurv, déi do.

(M. Gilles Roth montre une documentation.)

A firwat kuum een deemools op déi 3,6 Milliarden Euro? Mee natierlech well eng Rei vu Moosnamen ënnert der fréierer Regierung beschloss goufen, déi gi waren, wéi zu Senneng déi Klausurtagunge waren a well déi selbstverständlech hu misse weidergeschriwwen ginn.

Also kann een net engersäits soen: „Dir hutt net gespuert an Dir gitt vun 3,2 Milliarden aus“, wann déi selwechter Note au formateur 3,6 Milliarde virgesäit mat deenen Notten, déi virleien. A wann een da vun deenen 3,6 Milliarden ausgeet an d'Cour des comptes seet: „Ma Dir hutt Méieinnamen um Niveau vun de Steieren agerechent vun 1,3 Milliarden“ – ech zéie vun deenen 3,6 Milliarden der 1,3 of –, jo da muss ech nach ëmmer e Spuererfort hunn, fir op déi 1,9 Milliarden Defizit ze kommen, déi an deem Budget sinn.

An da freet d'Cour des comptes: „Ma sot eis: Wat fir eng sinn dat?“ Ech hunn dat gëschter a mengem Exposé d'introduction am Detail opgelëscht. Ech fänken haut net nach eng Kéier un, bis repetita ze maache vun deem, wat ech gëschter gesot hunn a wat jo och an de Medien erëmgi gëtt. Ech wëll just op zwee Hauptpunkten agoen.

Um Finanzministère eleng, fir deen ech responsabel sinn, sinn 320 Millioune manner Depensen ageschriwwen ginn an ech soen Iech och firwat: well ech et net normal fonnt hunn, dass Gebaier kaaft goufen – wéi an der Vergaangenheet – vu 15.000 Euro de Meeterkaree op dem Kierchberg, insgesamte Präis: 275 Millioune Euro. A wann ech de Moien déi Debaten e bëssen iwwert de Livestream matkritt hunn, ass et mat deenen 275 Millioune Euro nach net gedoen, well do muss et Amenagement ginn. Ech soen Iech: Stand haut weess ech als Finanzminister net, wien an dat Gebai vum Staat sëtze geet. Weess ech net!

Zweete Punkt ...

(Interruption)

Zweete Punkt ... Jo?

Une voix | D'Chamber?

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Zweete Punkt.

(Hilarité)

Um Niveau vun der Fonction publique waren dat, ech nennen Iech do keng Detailer, natierlech Diskussiounen an de Contradictoiren, wéi de Budget opgestallt ginn ass. Mir ware kollektiv der Meenung, dass ee vläicht net kéint mat där Steigerung vu Wonschastellung weiderfuere, wéi dat an der Vergaangenheet emol ugeduecht war. An duerfir wëll ech och konkret mat Fakte soen, wéi dat war.

Déi viregt Regierung huet sech am Hierscht 2022 drop géeneegt – wat ech ganz richteg fannen, wat ech ënnerstëtzen –, dass ee sollt iwwert déi nächste Joren, also 2022 an déi Joren duerno, kucken, fir am Numerus clausus ronn 750 Posten, also Neiaustellung pro Joer, virzugesinn, mat enger Marge vun 150 Posten, déi jee no Noutsituatioun kéinten ugepasst ginn. Fannen ech absolut richteg.

Wat ass awer du geschitt? An dat ass och an der Note au formateur dokumentéiert. Mir hunn zu Senneng nämlech op eemol eng Note au formateur kritt, wou – an haalt Iech gutt un! – 3643 Neiaustellung virgesi ware fir d'Budgetsjoer 2024. Bon. Fakt. Fakt ass, dass d'Regierung sech géeneegt huet an dem Budget 2024, 1500 ETPen, also Emplois à temps plein, fir dëst Joer virzugesinn. 1500 ass nach ëmmer eng stolz Zuel, wann ech vergläichen, dass zwëschent 2023 an 2024, also vu Mäerz op Mäerz, ganzer 1000 Neiaustellung waren, a wann ech vergläichen, dass virun allem 1800 Posten elo nach vu fréieren Numerus-clausussen opstinn.

Jo, de Staat brauch Personal. De Staat brauch gutt Personal, fir déi Aufgaben, och déi nei Aufgaben, déi op en zoukommen, kënnen ze bewältegen: Mee ech muss awer gradesou däitlech soen: Et muss een och emol alleguerten déi Leit mat deene Profiller, déi verlaangt ginn ..., dass een déi och alleguerte fénn!

Ech kéint nach esou mat de Chiffere weiderfuere, mee, ech mengen, mir sinn haut no laangen Debatten net um Punkt, wou mer Epiciersrechnunge maachen, mee et geet haaptsächlech drëms, Iech Argumenter ze ginn, firwat ech dat, wat d'Cour des comptes opwërf, net deelen, an déi si faktuell beluecht. Jiddweree kann dat noliesen. Ech hu se och nach eng Kéier hei.

(M. Gilles Roth montre une documentation.)

Wa musse Fotokopië gemaach ginn, hunn ech absolut kee Problem.

Dat Wichtigst, Dir Dammen an Dir Hären, fir mech, fir d'Regierung an, ech mengen, fir d'Majoritéit hei am Parlament, ass, dass mer en Defizit hunn, dee manner héich ass wéi deen, deen nach zu Senneng an der Note au formateur ausgewise war. Wichtig ass, dass mer deen Defizit erofgeschraaft hunn an trotzdem d'Kafkraaft vun de Bierger mat Steueradaptatiounen erhalen hunn. Dass mer trotzdem e substantielle Pak maachen am Wunnengsbau. Dass mer trotzdem den Effort de défense kuerzfristeg an d'Luucht gesat hunn. A virun allem, dass mer dee Manner un Defizit erreicht hunn am Sënn vun enger Trajectoire vun enger verantwortlicher Finanz- a Budgetpolitik, fir dass mer d'Scholdesituatioun vun dem Lëtzebuurger Staat mittelfristeg offlaachen.

E véierte Punkt ass deen, dass Einzelner heibanne gemengt hunn, dës Regierung géif just op Wuesstum setzen. Bon, bei 2 % Wuesstum, do muss ee kucken, ob dat just op Wuesstum gesat ass, well den duerchschnëttleche Wuesstum, deen eist Land kann huet, louch an der Vergaangenheet ëmmer wäit iwwert deenen 2 % vum PIB, déi fir dës Joer virgesi sinn.

Mee just op Wuesstum setzen ... Jo, Dir Dammen an Dir Hären, ech wier awer net frou, wa mer wéi d'lescht Joer, 2023, wéi mer an enger Rezessioun ware mat engem Réckgang vun der Wirtschaftsentwécklung vun 1,1 % ... An da musst Der Iech awer och d'Fro stelle loosene: Jo, een, dee kee Wuesstum wëllt, mat wat fir enge Sue wëllt en de Sozialstaat finanzéieren? Mat wat fir enge Sue wëllt e mittelfristeg de Pensiounssystem zu Lëtzebuerg ofsécheren?

An duerfir soen ech nach eng Kéier, wat ech am Ufank gesot hunn: Jo, mir stinn zum Wuesstum. Mir stinn zu kompetitive Betriber. Mir stinn zu enger attraktiver Finanzplaz. A jiddwereen, deen d'Meedie gëschter an haut suivéiert huet ..., da gesitt Der, dass, wann et der Finanzplaz gutt geet, dann och d'Recetten, ech soen, déi indirekt iwwer d'Staaten an déi méi oder manner direkt, wou de Lëtzebuurger Staat Participatiounen a Banken huet ... Ech hu matkritt, dass d'Spuerkeess en dräistellige Beräich (veuillez lire: en dräistellige Milliounebetrag) an de Staatsbudget iwwerweist. Anerer kommen nach vläicht no, well mir hunn och Participatiounen un der BIL, mir hunn och Participatiounen un der Banque générale, un der Post an, an, an. Also dierf een dat alles net vernoléisegen.

An duerfir soen ech och ganz kloer – an dozou si mer, well et ass an dem Regierungsprogramm festgehale –, dass mer ab dem 1. Januar 2025 am Sënn vun der Kompetitivitéit d'Betriebsbesteuerung ëm 1 % erfsetzen. A jiddwereen, dee mengt, do géifen esou vill Sue verluer goen, dee soll eng Kéier d'Evolutioun vun der Betriebsbesteuerung kucken iwwert déi lescht 30 Joer. Allkéiers, wann Upassungen no ënne gemaach gi sinn, huet dat no enger kuerzer Dell oder enger Offlaachung déi Joren duerno permanent e grouse Sprong no vir gemaach.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Well mir brauchen dat am Sënn vun der Previsibilitéit vis-à-vis vun den Entrepreneuren, déi hei sinn, an och am Sënn vun der Kompetitivitéit mat anere Juridictionen.

An duerfir wäert ech och dem Regierungsrot proposéieren, gemäss dem Regierungsprogramm, dass mer um Niveau vun de Fongen, deene sougenannten aktiv gemanagten ETF-Fongen, och en Effort maachen, fir d'Taxe d'abonnement do erfsetzen, well mer a Konkurrenz – ech hunn dat an der

Finanzkommissioun méi ausféierlech explizéiert – mat anere Juridictionen, wéi ënner anere Irland, stinn.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Dir Dammen an Dir Hären, an deem selwechte Sënn muss mer natierlech och eppes maachen, fir dass eis Finanzplaz, fir dass eis Ekonomie ... An d'Madam Adehm, déi huet dat a hirem Rapport richtegerweis opgeléicht, dass déi nëmme ka fonctionéieren, net einfach autark, mee si brauch duerfir déi néideg Leit a si brauch déi néideg Talenter. An duerfir muss mer och kucken, dass mer déi Talenter, déi aus dem Ausland kommen ... A si huet richteg ënnerstrach: D'Sonn schéngt hei manner wéi zu Madrid oder zu Barcelona. Mier hu mer net, da musst Der bis op d'belsch Plage op Ostende oder Blankenberge fueren, mee da sidd Der zwou an eng halfe Stonne minimum, wann Der d'Verkéisersreegele mataberechent, méi laang ënnerwee. An dann, wësst Der ...

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Et geet och méi séier, Här Roth, oder wéi?

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Jo, dat gëtt méi deier.

M. Sven Clement (Piraten) | Dat wier jo da gutt fir de Staatsbudget.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | An da wësst Der, dass mer vläicht net alles kënnen offréieren, wat anerer hunn. An déi, déi op Lëtzebuerg schaffe kommen, respektiv déi Jonk, déi zu Lëtzebuerg schaffen, wat interesséiert déi? Ma déi interesséiert net dat, wat se brutto verdéngen, mee déi interesséiert dat, wat se um Enn vum Mount netto hunn, no Ofzuch vun de Steieren, no Ofzuch vun hire Liewenskäschten.

Firwat soen ech dat: kompetitiv Betriber, attraktiv Finanzplaz? Mee aus deem Grond, Dir Dammen an Dir Hären, well mer Wuesstum brauchen, fir d'Sozialtransferte weiderhin ze assuréieren. An ech soen et ohne Wenn und Aber, dass mer zu all deene Sozialleeschungen, déi bis elo do sinn, stinn an duerfir och am Budget 2024 47 % – den Här Spautz huet gëschter de Montant nach eng Kéier genannt – vu sämtlechen Ausgabe vun eise Budget Sozialtransferte sinn.

E weidere Punkt, Dir Dammen an Dir Hären: eng ze vill optimistesche Aschätzung vun de Recetten. Jo. Déi eng soen – zum Deel nach aus där selwechter Partei –: „D'Steierrecettë sinn iwwerschat.“ Déi aner soen: „D'Steierrecettë sinn ënnerschat, en Dekont, wéi all déi Jore virdrun. Kommt a sot: ‚O, et ass esou vill besser ginn an duerfir hu mer esou vill besser geschafft.‘“ Ech mengen, mir leien an enger gudder Mëtt. Mee och do wëll ech faktuell schwätzen. Fakt ass, dass d'Steierrecetten dës Joer – do sëtze vill jonk Leit do uewen, moien – 7,1 % Progressioun hunn am Budget 2024 par rapport zum Budget 2023. Wësst Der, wat d'Progressioun war am Joer 2023, also ënnert där viregter Regierung, déi, déi elo soen, mir hätten d'Steierrecetten ze héich ageschat? 2023 – bei engem Wirtschaftsreckgang vun 1,1 % – waren d'Steierrecettë mat enger Progressioun vun 9,5 % ageschat. Dat just zu de Fakten.

Mir hunn um Niveau vun der Aschätzung vun de Steuerrecetten eng realistesch Aschätzung gemaach op Basis vun den Aschätzungen, déi d'Steierverwaltung gemaach hunn, an dunn hu mer déi ganz liicht no uewen ugepasst – ech soen: ganz liicht no uewen ugepasst – opgrond vun der Evolutioun, déi mer iwwert déi lescht Jore kann hunn. Wéi gesot, 7,1 % Progressioun, 2,4 % manner wéi am Joer 2023. An d'Zuelen, an dat ass och Fakt: Et war jo eng ganz

Rei vu Leit heibannen – an der Reegel wieren et normalerweis 30 Deputéierter gewiescht – an der Budgetskontrollkommissioun an an der Budgetfinanzkommissioun leschte Méinden. Ech hunn deenen Deputéierten, déi do waren ... Dat war e ganz interessanten Austausch. Ech sinn och do richteg dankbar derfir, well dat gëtt jo och enger Regierung, absënns dem Finanzminister, eng Aschätzung, wéi d'Leit d'Zuele vläicht aneschtens gesinn. Do hu mer festgestallt, dass mer déi éischt dräi Méint dës Joer eng Steigerung vun de Steieren hunn, den direkte Steieren – vun der Betriebsbesteuerung, vun der Lounsteuer an der Akomessteuer –, vun 11,7 % par rapport zum éischten Trimester 2023. Mir hunn aleng eng Hausse vun der Lounsteuer vun 18,2 % an deenen éischte véier Méint vun dësem Joer, obwuel d'Steierstabell ëm véier Indexranchen un d'Inflatioun ugepasst gouf!

E siwente Punkt ass deen: héich Investitiounen. Et ass gefaart ginn, et géif elo op den Investitiounen gespuert ginn an déi wiere manner héich wéi 2023. Jo, se si manner héich wéi 2023 a wéi 2020, mee dat huet awer eng einfach Explikatioun. 2020 war Pandemie, war Covid. An ech soen Iech ganz éierlech: Also wann dat Land ëmmer misst mat deenen Investitiounen fuere wéi 2020, da géife mer net méi laang, wéi dat gesot ginn ass hei, Poker spillen, da géife mer net méi laang Täscherechnunge maachen, mee da géife mer do sëtze mam Fanger am Mond. An 2023, firwat waren do d'Investitiounen méi héich? Ma well en Effet de déphasage war, well en Effet vu Präiserhéijungen do war a well virun allem eng Rei Saachen, déi an der Tripartitt beschloss goufen um Niveau vun den Investissementen, kontabiliséiert goufen.

Mir maachen also eng realistesch Aschätzung vun den Investissementen, ech hunn et gesot, déi sech iwwert déi nächst Jore wäerten ëm déi 4 % vun eise Bruttoinlandsprodukt beweegen. A mat deene 4 % Bruttoinlandsprodukt vun den Investitiounen leie mer méi héich wéi d'Moyenne vun deene leschten 10 Joer, well do ware se nämlech bei 3,7 %.

Dat, wat ech net wëll als Finanzminister, ass, dass mer elo fir alles soen: „Kuck mol, wat maache mir fir d'Ekonomie, fir d'Industrie a fir de Bau a Gott weess wat“, dass mer héich Investissementen asetzen an herno soe mer: „Jo, d'Chantiere sinn net esou séier virugaangen. Mir hate Problemer, bis dass de Projet konnt lancéiert ginn“, an dass mer da 4,5 % Bruttoinlandsprodukt vun Investitiounen ageschriwwen hunn, an herno lande mer bei 3,5 %. Ech mengen, 4 %, dat ass meng éierlech Meinung, 4 % ass eppes, wat realistesch ass, wat eis Ekonomie, wat eis Betriber ..., et muss ee jo och Betriber hunn, déi allegueren déi Chantiere bewerkstellige, dass mer dat och kréien, well et huet kee Sënn, soen ech Iech ganz riicht eraus ... An ech hu villes iwwert déi lescht Wochen am Land matkritt, wann d'Leit sech opreegen, dass op all Eck e Chantier ass. Also wa mer iwwerall e Chantier ufänken an et dauert laang, bis dass se fäerdig sinn, mengen ech, ass dat net am Sënn vun der Kompetitivitéit a virun allem vun der Mobilitéit vun eise Land.

Déi Investitiounen vu 4 % Bruttoinlandsprodukt, firwat ginn déi genotzt? Prioritär fir d'Mobilitéit, déi brauche mer am öffentlechen Transport, mee net ausgeschloss den Individualverkéier, spréich d'Stroossen. Zweetens: Mir brauche se fir de Logement. Drëttens: Mir brauche se fir d'energetesch Transitioun. A véiertens brauche mer se virun allem an dem Digitalen.

An ech maachen do de Krees zou. Déi nächst Woch wäert ech den neie Steierdirekter vereedegen. Den 1. Mee trëtt hie seng Funktiounen un. An der Lettre de

mission vun deem neie Steierdirekter steet dran – an ech mengen, dat gouf à iteratives reprises hei gefuerdert, et gouf och an Auditrapporte vun internationale Greemie gefuerdert –, dass mir eng verstärkten Digitalisatioun vun eiser Steierverwaltung hunn. Éischtens, well mer eng Relatioun hu mat de Leit als Service client, an ech bezuelen e Steiercontribuabelen als Client, deen ass net als Administré ze consideréieren. An zweetens musse mer déi Verwaltungsofleeft an de Steierverwaltungen esou streamen, dass mer eng Gestion de risques maachen, dat heescht, dass mer automatiséiert Verwaltungsofleeft hu fir einfach Steiererklärungen an dass mer da kënnen déi Ressource-humainen, déi Leit huelen, fir déi méi komplizéiert Dossieren ze kucken, dass déi éischtens méi séier viruginn an zweetens, dass se och fristgerecht kënnen besteiert ginn.

An et ass dat, wat gëschter, mengen ech, zu Recht hei zréckbehale gouf. Et ass gesot ginn: „Do sinn nach Arrièreé vun“ – wat war et? – „1,8 Milliarden Euro“, ass ugeklongen, „an d’Steierverwaltung zitt déi“ – wat ech net weess –, „dann esou nach Gutdünke raus, seet ‚Mir brauchen nach e bësse Suen, da gëtt deen do elo besteiert, an do brauche mer der vläicht e bësse manner, da loosse mer deen nach leien.‘“ Ech weess net, ob et esou fonctionéiert. Ech mengen, esou einfach, wéi dat duergestallt gouf, ass et awer net grad, well déi Besteierunge sinn héich komplex, sinn héich komplex, an ech hunn en hëllesche Respekt virun deene gudder Leit, déi mer an de Steierverwaltungen hunn, an do kann eist Land richtig, richtig houfreg drop sinn, well ouni déi géif dat net fonctionéieren, besonnesch an esou enger komplexer Welt, an enger komplexer Finanzwelt wéi déi, an där mer eis beweegen.

Dann ass gesot ginn – ech si bei mengem néngte Punkt –, et wiere keng resilient Staatsfinanzen. Bon, ech stellen do just fest: Mir hunn d’Progressioun vun den Ausgabe gebremst. De Schiéereffekt, deen ass geschloss ginn. En ass nach net ganz positiv, dat heescht, d’Ausgabe ginn dëst Joer nach e bësse méi séier an d’Luucht wéi d’Einnamen, mee ab 2025 wäert déi Schiéer gedréint sinn. Da wäerten d’Einnamen erëm méi staark klamme wéi d’Ausgaben an dat ass jo och begréisst ginn an enger ganzer Rei vu Berufskummeren hiren Avisen, inklusiv deem vun dem Staatsrot.

An da kommen ech op e weidere Punkt, dat ass dee vun sougenannten Objectif à moyen terme. Ech liesen dann: „Dat ass déi nei Scholdebremms.“ Bon. Also wann et déi nei Scholdebremms ass, dann ass och do e bëssen eng Contradictio in terminis, well den OMT, dee gëtt et schon zéng Joer. Dat heescht, dës Regierung mécht am Sënn vun enger responsabeler Finanzpolitik an enger responsabeler Budgetpolitik eigentlech näischt aneres, wéi den Objectif à moyen terme, sou wéi en zënter 2012 fonctionéiert, ganz einfach weiderzeféieren. Bon. A mir halen dat. Dat ass Partie intégrante vun dem Koalitiounsprogramm, vun dem Regierungsprogramm an am Sënn vun enger responsabeler Gestiou vun den öffentliche Finanzen wëlle mer dat esou viruféieren, dat och am Sënn vun den zukünfte Generatiounen.

Dann ass gefrot ginn: „Schreift Der e gewëssene Pourcentage vun enger Schold an?“ Dat géif ech eng richtig Scholdebremms fannen. Et ass, mengen ech, vun de Kolléeg vum der ADR gefrot ginn: „Wéi stitt Der zu enger 30 %-Maximalschold?“ Ech ginn Iech do follgend Äntwert: a) Mir si keng Prozentfetschisten.

(Hilarité)

Nee, mir si keng Prozentfetschisten. Dat ass virun deen Wale gesot ginn, an dat gëtt och no de Wale gesot!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Dat ...

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Jo, deen ass bei 60 %, Här Kartheiser. Ech hoffen net, dass mer dohinner kommen, well soss kënnen mer d’Rollueden hei erofmaachen.

(Interruptions et hilarité)

30 % ass en Objectif, mee 30 % ass net eng Schallmauer an 30 % ass net eng Mauer, op déi mer eis géifen als Prozentfetschisten, déi mer net sinn, festleeën. Mir hätten also gären, dass déi öffentlech Scholdcourbe, dass déi op d’Jore gesinn offlaacht. A bis elo mat dem Pluriannuel, dee jo och dann zum Vott läit, hu mer dat bis elo, Stand haut. Ech weess net, wat alles geschitt. Ech hu gëschter gesot: „Ech kann net an eng Glaskugel kucken.“ Ech soen dat och haut: Ech ginn dervun aus, dass mer opgrond vun där Finanzsituatioun, wéi se elo gestréckt ass a wéi se d’nächst Joer vläicht gestréckt ass an déi Joren duerno, et fäerdegbréngen, énnert deem Seuil vun 30 % ze bleiwen. An Dir hutt gesinn, dass mer 2027 sollen op ronn 27 % öffentlech Schold par rapport zu dem Bruttoinlandsprodukt leien. Dat ass net a Stee gemeesselt. Ech soen als Finanzminister: keng Prozentfetschisten. Mir hätte gären, dass d’Trajectoire vun der öffentlecher Schold offlaacht. Dat ass wichteg, fir den Triple-A ze halen, mee ech sinn och dergéint, dass mer eng Scholdesituatioun, eng Scholdebremms fest an eng Constitutioun oder soss enzwousch aschreiwien, mee gradesou fest stinn ech zu engem Objectif à moyen terme.

Da gëtt gesot: „Et gëtt keng nei Steierpolitik, et gëtt keng Aarmutspolitik gemaach. Aarmut schéngt keng Prioritéit ze sinn.“ Abee, Dir Dammen an Dir Hären, dës Regierung ass ugetrueden, an den Här Baum huet et gëschter ... Nee, den Här Baum huet et gesot an den Här Bauler huet et gesot.

(Interruption)

Zweemol „B“.

Dës Regierung ass ugetrueden, fir d’Leit steierlech ze entlaaschten! En éischte Schrëtt, deen ass gemaach gi mat enger Upassung vun dem Steierbarème an d’Inflatioun vu véier Tranchen. An dass dat net näischt bewierkt, wëll ech Iech awer mol eng Kéier soen: Do hu Leit, déi 125.000 Euro versteierbaart Akommes an der Steierklass 2 hunn, en Netto méi dëst Joer vun 2.189 Euro. Also, dat ass awer net grad näischt!

An da wollt ech Iech soen, et gëtt gesot: „Dat ass keng Aarmutsbekämpfung?“ Also, den Aarmutrisiko, dee kann ech net – a keen an der Regierung, an, ech mengen, och net hei an der Chamber –, dee kënnen mir net vun haut op muer mat engem Schlüssel einfach ëmleeën. Den Aarmutrisiko ass iwwert déi lescht Joren an d’Luucht gaangen an dee kann een net mat engem Knappdruck einfach ofstellen. Wichtig ass awer – an, ech mengen, dat ass déi Lektiooun vu gëschter, déi mer sollte gemeinsam kucken –, dass jiddweree sech heibannen deem Aarmutrisiko bewusst ass. An da musse mer geziilt och op deem Aarmutrisiko schaffen.

Wat heescht dat? Um Niveau vun de Steieren: Mat der Inflatiounsberengung hu mer och de Virdeel – well dat ass och alles bekannt –, dass de steierbefreiten Agangssaz – dat heescht, dat ass dee Montant, op deen een iwwerhaapt Steiere bezilt – an der Steierklass 1 awer méttlerweil vun 11.265 Euro op 12.438 Euro an d’Luucht gaang ass. Bon, dat ass an der Steierklass 1.

Wat heescht dat awer méi konkret? Dat heescht, dass an der Steierklass 2, mee virun allem an der

Steierklass 1a – déi Leit, déi am meeschte vun dem Aarmutrisiko betraff sinn –, dass do de steierbefreiten Agangssaz bei ronn 25.000 Euro läit. Dat heescht, eng elengzéind Persoun oder aner Leit, déi an der Steierklass 1a sinn, fänke réischt un, Steieren ze bezuelen, wa se méi wéi 25.000 Euro versteierbaart Akommes pro Joer hunn.

Dofir ass et wichteg, dass mer weider Inflatiounsberengung vun dem Steierbarème maachen. Dat ass och zu Recht – ech wëll dat soen – vun der Madamm Tanson ... D’Madamm Bofferding hat dat och ugeschnidden. „Wat geschitt mat den Elengzerzéier? Wat geschitt mat der Steierklass 1a?“ Ech soen dat och ganz kloer, déi Fro ass jo konkret gestallt.

An dem Regierungsprogramm steet dran, dass 2025, dat heescht, d’nächst Joer, mussen Adaptatiounen um Niveau vum Tarif vum der Steierklass 1a sinn. En attendant – dat soen ech gradesou kloer –, dass 2026 en Avant-projet de loi sollt virleien – an dat ass net méi laang, dat ass an zwee Joer –, fir där komplexer Situatioun vun der Individualbesteierung kënnen entgéintzewierken.

Lo frot Der mech: „Wat maacht Der da lo fir déi an der 1a?“

Si ginn entlaascht.

Zweetens, et si Berechnungen amgaang – an dat dréckt een net einfach esou aus der Hand –, fir un der Formel vun der Steierklass 1a, déi jo ofgeleet gëtt vun der Steierklass 1, fir do a Erliichterungen ze maachen.

An deen drëtten Punkt ass deen, dass ech wëll, besonnesch deenen, déi an der Steierklass 1a am meeschte vun dem Aarmutrisiko – an ech maachen do de Krees erëm zou – betraff sinn ... A wien ass dat? Jo, dat sinn elengsteeënd Persounen, déi Monoparentalle sinn, dat heescht, déi och nach Kanner zu Laaschten hunn. An do si jo an der Vergaangenheet eng Rei vu gudden Usätz gemaach ginn. Dat ware Steierkreditter, fir mat deene cibléiert ze schaffen.

Ech kéint mer virstellen, dass déi Reform vum Tarif vun der Steierklass 1a 2025 sech ëm déi dräi Elementer, dräi Kärelementer, wäert dréien. Soubal mer e bëssen avancéiert sinn, hunn ech absolutt kee Problem, iert de Gesetzesprojet definitiv déposéiert gëtt, fir an der Finanzkommissioun eng Kéier do d’Iwwerleeung vun dem Ministère virzeleeën.

A: ech engagéiere mech, dat ze maache virum 1. Januar 2025 – gestëmmt.

B: déi dräi Elementer – d’Formel, an zweetens, virun allem um Niveau vum Zousaz, wat déi Leit, déi Elengzerzéier sinn, betrëfft, eppes dropzeleeën –, fir dat hinzekréien.

An drëtten: wa mer de Steierbarème nach weider un d’Inflatioun upassen, dass dee Phenomeen, wou ech virdu gesot hunn, dass fir déi Leit an der Steierklass 1a de Montant, op dee se iwwerhaapt Steiere bezuelen, nach weider an d’Luucht gedréckt gëtt.

Dann ass gesot ginn: „Dir maacht eng Trickle-down-Politik.“ Bon, do soen ech Iech ganz éierlech: Ech hunn elo um Véierel vir zou dann nach eng Kéier nokucke gelooss, wat „Trickle-down“ heescht. Well dat ass esou e Wuert, dat gëtt dann iwwerall esou do gebraucht. Ech liesen Iech dat elo mol vir.

Ech hunn nach e bëssen, jo, 15 Minuten. Ech kréien dat nach hin.

(Hilarité)

Also: „Die Trickle-down-Ökonomie ([...] auch Trickle-Down-Theorie genannt) beschreibt die Überzeugung, dass der Wohlstand der Reichsten einer Gesellschaft nach und nach durch Konsum und Investitionen in

die unteren Schichten der Gesellschaft durchrieseln und so zu Wirtschaftswachstum führen würde, von dem dann alle profitieren.“ Dat ass Trickle-down.

(Interruption)

Also, elo muss ech Iech ganz éierlech soen: Wa mer eng Upassung vum Steierbarème un d'Inflatioun maachen, dass dat soll Trickle-down sinn, also dat verstinn ech a mengem klengen Käppchen wierklech net! Well, Dir Dammen an Dir Hären, wann eng Upassung vun dem Steierbarème un d'Inflatioun kënnt, dann ass et net de Spätzeverdänger, deen dovunner am meeschte profitéiert, well dee bleift souwisou op deem selwechten Niveau. Ob en elo 500.000, 600.000 oder méi verdängt, bei deem spillt dat guer net méi, well e souwisou um Spätzesteiersaz läit, mee et profitéieren haaptsächlech a proportional déi Leit, déi am mannste verdéngen, well déi duerch d'Progressivitéit vun eisem Steiertariff méi spéit op méi héich Steiersätz kommen.

Dofir huet dat do strictelement guer a glat näischt mat där sougenannter Trickle-down-Rhetorik ze dinn!

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruptions)

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Dir Dammen an Dir Hären, e leschte Punkt ass deen: Réckschrëtt a Saachen Ëmwelt- a Klimapolitick. Bon, also do soen ech Iech ganz einfach: Dës Regierung huet sech verpflichtet an hirem Regierungsprogramm, fir zum PNEC ze stoen! An dat soen ech och elo nach eng Kéier hei énnert der Kontroll vun dem Wirtschafts- an Energieminister, well dee mat oder nieft dem Ëmweltminister do concernéiert ass. Dat widderhuelen ech nach eng Kéier.

A mir stinn zu deenen Zuelen, nämlech dass d'Ausgaben an d'Ëmsetze vum nationalen Energie- a Klimapleng vun 2,22 Milliarden – dat verhält sech einfach – 2023 op d'Joer 2,47 Milliarden Euro an d'Luucht ginn an am Joer 2025 nach eng Kéier op 2,68 Milliarden Euro. An d'Regierung setzt och alles drun, fir déi Verpflichtungen, wat den Transportsecteur ... An ech weess, an den Ekonomiesminister weess et virun allem, dass dat net onbedéngt evident ass, déi Ziler och kënnen ze erfëllen.

An da muss ech awer och eppes redresséieren an deem Kontext. Et ass gëschter gesot ginn: „Sinn Dieselverkeef réckleefeg? Dat ass net esou.“ Majo sécher ass et esou! An ech hunn de Mëtten eng Question parlementaire ënnerschriwwen, ech mengen, vun der Madamm Tanson, wou opgelëscht gouf, ...

(Interruption)

Pardon, ech dierf net mam Fanger ... Nee, mee ech hu mam Fanger op Iech gewisen. Nee, ech hunn ... Huelt mer dat net iwwel!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Sot Der mer et perséinlech elo?

(Hilarité)

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Et ass esou: Déi Zuele kann ech Iech awer elo am Virfeld soen. Also, den Dieselverkeef, deen – den Diesel ... also de Spritt Diesel – ass erogaangen: 2018 sinn nach 2,13 Milliounen Liter Diesel zu Lëtzebuerg verkaaft ginn. 2023 – dat sinn déi lescht Statistiken, déi mer hunn, well dat ass dat ofgeschlossent Joer – sinn 1,38 Milliounen Liter verkaaft ginn. Also ass de Spritt Diesel wäit réckleefeg, entgéint konträre Behauptungen, déi gëschter hei ugefouert goufen! An ech hunn dat an der Finanzkommissioun gesot. An dat heescht och, dass natierlech um Niveau vun de Recetten, an Accisé virun allem, vun dem Diesel manner Recettë kommen.

Et kënnt herno eng Motioun, da kann ech där scho virgräifen. Et ass ganz kloer: Dës Regierung steet zu dem PNEC! Dës Regierung steet zu där Politick, dass mer kucken, de Shift ze maache vun de fossillen Autoen op Elektroautoen. A betraff ass natierlech an deem Fall virun allem de Camionstrafack.

Well, contrairement zu deem, wat dobaussen ugeholl gëtt, tanken d'Camione guer net méi massiv op der Aire de Capellen oder op der Aire de Bierchem. Firwat? Mee well an der Belsch nottament, well de Belsche Staat: Do ass den Diesel fir Professioneller zwar méi deier am Ursprung, mee de Belsche Staat gëtt dann den Entreprises d'Differenz erëm, soudass et fir déi Leit an der Belsch méi einfach a méi bëlle ass ze tanken, wéi wa se dat géifen op de Lëtzebuerger Tankstelle maachen.

Elo hunn ech nach eelef Minutten an dofir kommen ech elo zu menger Konklusioon.

Ech sinn duerfir, Dir Dammen an Dir Hären, e bëssen iwwerrascht iwwert déi Schwarzmolerei, déi vun Einzelne gëschter hei opgezeechent gouf. Mat deem Budget stellt d'Regierung d'Weiche fir d'Zukunft, mat wicthegen Investitiounen, wéi ech gesot hunn, an d'Mobilitéit, an de Logement, an d'Digitalisatioun, an de sozialen Zesammenhalt an an d'Sécherheet. Dës Regierung setzt gewollt op Wuesstum, well ouni Wuesstum bleiwe mir stoen. An ouni Wuesstum, Dir Dammen an Dir Hären, kënnen mir och eis net dee Sozialstaat leeschten, dee mir eis, mengen ech, allequerten oder op d'mannst mat ganz grousser Majoritéit heibanne wënschen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Finanzminister Merci. Här Finanzminister, den Här Weidig stellt Iech nach gären Fro. Sidd Der domat d'accord? Vun do oder vun Ärer Plaz, wéi Der wëllt. Dir decidéiert. Mir gi just dem Finanzminister eng Chance, op seng Plaz zrëckzegoen an da kritt den Här Weidig d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Dir hutt jo gesot, Dir wiert kee Fetischist, wat de Pourcentage fir d'Scholden ugeet, mee Dir sidd natierlech e Fetischist fir den Triple-A. An ech mengen, mir sinn och derfir, mee elo ass et natierlech esou, datt d'Ratingagencies natierlech Fetischiste sinn an natierlech ganz kloer Kritikären hunn, an ab engem bestëmmte Scholdentaux gëtt et keen Triple-A méi. Duerfir géif mech interesséieren: Dir hutt jo bestëmmt ..., intern wësst Der jo bestëmmt, ab wat fir engem Scholdentaux ee keen Triple-A méi huet. Kënnt Der eis vläicht ... Sinn dat lo 30 %, 40 %, 50 % oder wéi vill ongeféier?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Finanzminister, probéiert emol.

(Hilarité)

Une voix | Probéiert emol.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci. Här President, ech sinn heihinnerkomm, well ech bëssen eng Gêne hunn. An déi Gêne ass déi, dass de Wirtschaftsminister eigentlech och nach sollt am Numm vun der Regierung schwätzen. An duerfir hunn ech mech bësse genéiert, well en nach just zéng Minutten huet. Duerfir sinn ech heihinnerkomm, net aus Onhéiflechkeet vis-à-vis vun dem Här Weidig.

Ech wëll dem Här Weidig awer op seng Fro äntwerthen. Ech si Fetischist vun näischt an d'Regierung och net.

(Interruptions et hilarité)

Mee wann Der den Triple-A ugeschwat hutt: Jo, selbstverständlech mécht d'Regierung gären hir Scholdepolitick esou, dass deen Triple-A ka garantiert ginn. Firwat? Well mir sinn e klengt Land. Mir sinn eng offen Economie. Mir sinn dervun ofhängeg, dass d'Kompetitivitéit vun de Betriber do ass. Mir sinn dervun ofhängeg, dass mer eng attraktiv Finanzplaz hunn. An déi Leit, déi hätte gären Previsibilitéit. A fir déi Previsibilitéit ze hunn, ass dat Bekenntnis scho vun Ufank un zu Senneng gewiescht am Numm vun dem deemolege Formateur an haitege Staatsminister, dem Luc Frieden, fir deen Triple-A ze halen.

Op Är konkret Fro: Bis wuer geet deen Triple-A? Dat, wat d'Ratingagencen interesséiert, ass: Wéi evoluéiert den Defizit vu Lëtzebuerg? Wéi evoluéiert virun allem, an dat ass den Haaptkrittär, d'Trajectoire vun eiser öffentlecher Schold? An duerfir soen ech: Mir mussen déi offlaachen. Ech soen awer gradesou kloer: Ech hu keng Glaskugel. Ech weess net, ob nach eng Pandemie kënnt. Ech weess net, wat nach geopolitesch geschitt.

Mee fir dann ze mengen, egal wat dobausse geschitt, mer missten op deenen 30 % bleiwen an doriwwer géif näischt méi goen ... Mir hunn eng Aufgab, an dat ass virun allem, d'Land ze geréieren, déi sozial Kohäsion vu Lëtzebuerg ze geréieren. A wann et dann eng Kéier iwwert déi 30 geet an d'Trajectoire stëmmt länger- a mëttelfristeg, ech mengen, da si mer och nach richtig. An et ass och dat, mengen ech, wat am Geescht vun deem ass, wat déi Ratingagencé gesinn.

Duerfir hunn ech gesot, ech hu mech e bëssen ausernanergesat mat dem Avis vun der Cour des comptes. Mee wann der d'Avis vun der Cour des comptes 2018, 2019 gelies hutt, do hunn déi en Échange de lettres – dat ass ganz interessant – opgelëscht, wéi den deemolege Finanzminister oder de Finanzministère mat de Ratingagencé communiquéiert huet an do ass dat och opgewisen. Mir kënnen eis zu Lëtzebuerg, dass dat och kloer ass, keng Schold vu 40, 50 oder 60 % leeschten, well dann, mengen ech, maache mer d'Riddoen erf.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Finanzminister. Nach eng Fro vun der Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo. Merci fir déi vill Äntwerten an Explikatiounen, Här Finanzminister. Ech wollt nach eng Kéier zrëckkommen op déi Geschicht mam „Bluff“, wéi ech et da genannt hunn. Dir sot, Dir wiert bei de Fakte bliwwen par rapport zu deem, wat d'Cour des comptes eis gesot huet an der Kommission a wat se d'ailleurs och an den Avis geschriwwen huet. Ech wollt dat awer nach eng Kéier hei genau soen an ech hunn och eng Fro an deem Kontext par rapport zu deenen Zuelen, déi Der genannt hutt.

Also, d'Cour des comptes huet eis dat gesot an der Kommission. Si hu jo aner Moyene wéi mir an eise jeeweilige Fraktiounen a si maachen dat dote jo och elo scho ganz laang. D'Cour des comptes schreift – dat ass op der Sait 56 vum Avis –: „L'évolution des soldes de l'administration centrale affichés au projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle“, ech soen elo net nach eng Kéier dee ganzen Datum, „par rapport à ceux contenus dans la note du formateur d'octobre 2023 s'explique principalement par l'évolution des estimations au niveau des recettes de l'administration centrale comme le montrent le tableau et le graphique suivants. Au niveau des dépenses de l'administration centrale, il n'y a quasiment pas de changement entre la note au

formateur d'octobre 2023 et le projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle".

Dat heescht, et ass dat, wou mer eis baséiert hunn, fir déi Froen an de Kommissiounen ze stellen, wou mer keng Äntwert vun iergendengem Minister kruten, ausser vun der Madamm Deprez, déi eis e puer Beispiller genannt huet, wou se da gespuert huet. Ech hunn déi gëschter ernimmt, mee dat war, wéi gesot, aus éischter praktesche Grënn, wou déi Projekte fale gelooss gi sinn. An dat, wat Dir eis gëschter fir d'éischt gesot hutt, dat mat deenen 320 Milliounen: Et géif mech och interesséieren, wat dat genau wär. Well ech hunn och nach eng Kéier de PV vun der Kommissioun nogekuckt, do hutt Der näischt dovunner gesot. Ech hunn dann nach eng Kéier d'Äntwert op d'Question parlementaire vun de Kollegee vun de Lénke gekuckt, déi Iech genau déi Fro gestallt haten, wou Der och net en detailléierte Katalog ginn hutt.

Dat heescht, ech wëll jo gären, dass dat alles net stëmmt, wat d'Cour des comptes geschriwwen huet a wat och Är Ministerkollegen eis an der Kommissioun gesot hunn, mee meng Demande ass wierklech déi, an dat gouf bei virege Spuerpäck och gemaach, d'Demande ass am Fong déi: Wann esou Spuermesüren, an Dir hutt se manner prominent hei am Plenum virbruecht wéi herno, wéi gesot, virun allem bei RTL an deene sëllegen Interviewen, déi Der déi Deeg do ginn hutt ..., dass Der da wierklech en detailléierte Katalog gitt, wou Der och sot: „Hei an do ass gespuert ginn.“

Dann hätt ech nach eng Remark zu deene 5 %. Dat hunn ech jo och net erfonnt. Et si vill Kollegen hei, déi an der Finanzkommissioun sëtzen. Och dat war eng ganz kloer Ausso vun de Vertrieeder vun der Cour des comptes, déi gesot hunn, dass déi 5 %, wou dann net géif iwwert d'automatesch Besteuerung bei deenen déckste Contributeurs d'Suen agedriwwen ginn, dass grad déi géifen e bësse gekuckt ginn a Fonctioun dovun, wéi eng Recettë gebraucht ginn. A meng Demande – dat war jo och gëschter dat, wat ech an der Ried gesot hunn – ass déi, dass mer awer kéinten eng Kéier mat Iech an et mat de Beamte vun der Verwaltung dat doten am Detail diskutéieren.

An nach eng lescht Remark zum ... Ech hoffen, dass Der am Finanzministère net nëmme Wikipedia hutt, wann et ëm d'ekonomesch Theorië geet, well dat Zitat, dat Der eis ginn hutt, dat kënnt vun do. An déi Geschicht mam Trickle-down, dat kënnt jo net vun ons. Dat ass am Walkampf ëmmer erëm vum elo Premierminister esou duergeluecht ginn an et ass déi selwecht Logik, an déi eeben och de Logementspak geet.

(Interruption)

De Basisgedanken dovunner ass jo deen: ...

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Tanson, Dir misst zum Schluss kommen!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... Et geet duer, dass een Incentivë gëtt um Niveau vun den Entreprises an da geet dat schonn, de Rescht geet da scho vum selwen. An dat ass eng Theorie, déi och vu sëllegen groussen Ekonomisten an och Nobelpreisträger scho kommentéiert a kritiséiert gouf. Och dat kann een op Wikipedia noliesen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Finanzminister, wann Der wëllt, kënnt Der äntweren.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Ech soen et dann nach eng Kéier. Ech mengen, déi drëtze Kéier ass et da vläicht e bësse méi kloer.

(M. Gilles Roth montre une documentation.)

Hei ass en Dokument ... Madamm Tanson, da kuckt och! Hei ass en Dokument ...

(Interruptions et hilarité)

Jo, jo. Hei ass en Dokument – dat ass net ënnert dës Regierung erstallt ginn, mee ënnert der viregter Regierung, well déi war dunn nach am Amt –, dat den Delegatiounen zu Senneng virgeluecht gouf. An do hutt Der déi rout Kurv mat 3,2 Milliounen Euro Defizit, op déi d'Cour des comptes sech berifft, mee si mécht Abstraktioun vun där gestréchelter Kurv, déi méi déif ass an déi 3,6 Milliarden Euro Defizit virgesäit. Dat ass den Ënnerscheid. An ech mengen, wann ee vun Notes au formateur schwätzt, da muss een déi Gesamtzuele kucken. Well déi 3,6 Milliarden, déi, an ech widderhuelen et nach eng Kéier, spigelen déi previsibel Depensen erëm, déi déi viregt Regierung decidéiert huet, déi schonns fir 2024 sollte lafen an déi dës Regierung net a Fro gestallt huet.

Elo kënnt Dir dat do ... Ech weess, dass dat Iech elo net passt, mee hei ass e Fakt!

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Hei ass e Fakt. Jo, bon, hei ass e Fakt. An da widderhuelen ech et nach eng Kéier, fir déi leschte Kéier, mee ech soen, ech maache keng Epiciersrechnungen!

Am Finanzministère: 320 Milliounen iwwert d'Gebai-lechkeeten. An der Fonction publique: 74 Milliounen. Ech hunn dat elo gezielt. Da sinn am Ëmweltministère ronn 121 Milliounen Euro manner dotéiert ginn um Niveau vun dem SEBES a vu verschiddene Spezialfongen, dat hunn ech och gëschter erkläert, well et sech gewisen huet, dass verschidde Spezialfonge vun dem Ëmweltministère ëmmer héich dotéiert waren. Ech mengen, do brauch een net an der Regierung ze sinn, dat wëssen déi Leit aus der Finanzkommissioun, dass herno vun deem, wat ugekënnegt gouf, weesentlech manner gemaach gouf.

Am Landwirtschaftsministère hunn ech Iech de Fonds d'orientation économique genannt, am Wirtschaftsministère huet den Här Delles gesot, mir kucken dat oder iwwerkucken dat mat de Gewerbezonen, well en do vläicht eng aner Ausrichtung huet wéi ee vu senge Virgänger. Dann: Am Sportsministère ass manner geholl ginn um Niveau vun den Infrastrukturaarbechten, 35 Milliounen Euro. An d'Madamm Gesondheitsministesch, déi laang op der IGSS geschafft huet an déi do eppes vun hirem Metier versteet ... Ech kann Iech just soen: Iwwert de Contradictoire zwëschent Ministere schwätzt een normalerweis net, mee d'Madamm Gesondheits- a Sécurité-sociales-Ministesch, déi ass komm, déi hat hir Dossieren, do huet se gesot: „Dat do brauche mer net. Dat do brauche mer net, well dat kréie mer souwieso elo net hin.“ Punkt!

(Interruption par Mme Sam Tanson)

An dat waren ... Dat sinn déi Aspierungen ... Ech weess dat, Madamm Tanson, dat do gefält Iech elo net, mee Fakt ass Fakt a Fakt ass dat hei!

(Interruption par M. François Bausch)

Dann hat Der mer nach gesot ... O, Här Bausch, ech schwätzen net iwwer verschidden Zousoen, déi gemaach goufen, a verschidde Ressorten, déi mer rekurrent weider iwwert déi nächst Jore mussen vun Depensë féieren.

Da war nach d'Fro vun der Madamm Tanson. Dat war déi vum Trickle-down.

(Interruption par Mme Sam Tanson)

A, déi 320 Milliounen am Ministère? Mee dat ass ganz einfach dat heiten, ech hunn et gëschter schonn eng Kéier gesot: Dat ass, dass ech decidéiert hunn, wéi ech gesinn hunn déi Präisser vun 275 Milliounen Euro, wat e Gesetz war an ech hunn et

och missen ënnerschreiwen ... Déi Konventioun ass vu mir ënnerschriwwen ginn, well ech mech un e Gesetz natierlech halen. Mee wann ech Iech soen: Fir e Gebai, e Bürosgebai vu 15.000 Euro de Meeterkaree – 15.000 Euro de Meeterkaree! – op dem Kierchbierg, d'Gebai ass amgaang, gebaut ze ginn, wou ech Stand haut net weess, wie vu staatleche Ministèren oder Servicer herno do drakënt, well dat hänkt nämlech och nach dervun of, wien eventuell als anere Locataire, ouni dass ech aus dem Nähkästchen zielen, sech herno nach an deem Gebai erëmfënnt, da muss ech Iech soen, dass et méi bëleg gëtt ... an et si jo eng ganz Rei Buergermeeschteren heibannen. A wann ee weess, dass ee Bürosgebaier vläicht de Moment konjunkturbedéngt ka loune mat enger Clause d'achat, da mengen ech, dass dat méi bëleg gëtt an dass dat och kuerzfristeg de Budget degagéiert, well menger Ansicht no ass et deene Beamten, den Agente vum Staat, quitschegal, ob se an engem Gebai sëtzen, dat dem Staat gehéiert oder dat de Staat temporaire gelount huet a wou herno de Staat eng Optioun drop huet, ob en dat keeft oder net. Mat dem Cumul vun all deene Sue sinn déi 320 Milliounen aus dem Finanzministère komm.

Sou, Här Chamberspräsident, ech mengen, ech hu lo dräimol zu där Fro do Positioun geholl. Mir kënnen hei wéi an de Chamberskommissiounen nach Pingpong spillen. D'Regierung ass fäerdeg op deem Punkt an d'Explicatiounen, déi ze maache sinn, sinn alleguerde gemaach.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Finanzminister. Elo ass meng Fro: Well Dir den Här Wirtschaftsminister anonciéiert hutt, dass e géing eppes soen, wollt ech dee froen, ob en da wëllt eppes soen.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Ech sinn ëmmer ganz frou, fir kënnen eppes ze soen.

(Hilarité)

Ech muss awer soen, dass am Kader hei vun de Budgetsdebatten iwwert de PNR, dass deen ëmmer erëm matagefloss ass ..., mee ech mengen, dass déi grouss Linne vum Finanzminister ugeschwat gi sinn, soudass mer nach 3 Minuten 30 bleiwen, ech déi awer net géing notzen.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wirtschaftsminister. Dann ass domat d'Diskussioun elo ofgeschloss.

3. 8258 – Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2022

Ier mer awer zum Vott iwwert de Staatsbudget fir d'Joer 2024 an iwwert d'Programmation financière pluriannuelle kommen, mussen mer nach fir d'éischt de Projet de loi 8258 iwwert de Compte général vum Exercice 2022 diskutéieren an doriwwer ofstëmmen. A mir kommen also elo zum Projet 8258 iwwert de Compte général vum Exercice 2022. D'Riedezäit ass hei och nom Basismodell festgeluecht an deemno huet de Rapporteur 10 Minuten, déi verschidde Fraktiounen a Sensibilitéite 5 Minuten an d'Regierung huet 10 Minuten. Et hu sech ageschriwwen: d'Madamm Stéphanie Weydert, den Här Guy Arendt, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Franz Fayot. Här Fayot, et ass un Iech.

Rapport de la Commission de l'Exécution budgétaire

M. Franz Fayot (LSAP), rapporteur | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech krut vun der Budgets-kontrollkommissioun d'Missioun, de Rapport ze maachen zu de Konte fir d'Joer 2022, e Joer, an deem et eigentlech erëm sollt biergop goen no der Pandemie, mat gudde Provisioun fir de Wuesstem vum PIB an och fir d'Inflatioun.

Den Ugrëffskrich vu Russland op d'Ukrain huet de 24. Februar 2022 awer alles op d'Kopp gehäit. Dëse Krich hat en direkten a staarken Impakt op d'Präisdeierecht hei zu Lëtzebuerg, primär gedriwwen duerch déi héich Energiepräisser. Am Kader vun e puer Tripartiten huet déi deemoleg Regierung Mesüre geholl am Sënn vun de Leit a vun de Betriber.

Fir dee Schock, dee mer 2022 erlieft hunn, emol duerzestellen, kann een hei e puer Zuelen uginn. Bei de Budgetsaarbechte fir d'Joer 2022 war de Statec vun engem Wuesstem vun eiser Economie vun 3,5 % ausgaangen. Herno waren et der awer just 1,4 %. D'Inflatioun sollt den Estimatiounen no bei 1,7 % leien. Schlussendlech waren et der 6,3 %. Et ass also beileiwen net alles esou gelaf, wéi mer eis dat gewünscht haten – och erëm eng Kéier enger Illustratioun vun deene volatillen an onsécheren Zäiten, an deene mer liewen. Mir hunn oft misse schnell reagéieren, an dat huet déi viregt Regierung och gemaacht.

D'Zuele beim Emploi hu besser evoluéiert: 3,5 % méi Aarbechtsplazen am Joer 2022 amplaz déi virusgesoten 2,5 %. De Chômage louch bei 4,8 %, hei also manner wéi déi 6,3 %, déi fir d'Joer 2022 virusgesot waren. Dat als Rappel zu de makroekonomeschen Eckdate fir 2022.

Komme mer elo zu de Staatskonten: D'Joer 2022 huet mat engem positive Resultat vu 27,9 Milliounen Euro ofgeschloss. D'Recetté vum Staat hu sech op 23,4 Milliarden Euro belaf. Dëst waren also ronn 1,5 Milliarden Euro méi, wéi dat am Budget 2022 virgesi war. De gréissten Ënnerschied par rapport zum Budget mécht hei d'TVA aus. Hei sinn 318 Milliounen Euro méi erakomm wéi virgesinn. D'Akomessteier huet 304 Milliounen Euro méi erabruecht wéi virausberechent a bei der Steier um Kapital waren et 248 Milliounen Euro méi wéi virgesinn.

Mee net nëmmen d'Recetten, och d'Depensé ware méi héich wéi virusgesinn. 22,2 Milliarden Euro ware berechent. Schlussendlech waren et der 23,3 Milliarden Euro, also 5,13 % méi un Depensen. D'Contributioun vum Staat bei de Mutualitéiten, och e Resultat vun der Tripartitt, waren ëm 218 Milliounen Euro méi héich ewéi am Budget virgesinn. De Staat huet och 90,5 Milliounen Euro méi bei de Pensiounen cotiséiert. An e Fong fir militärescht Ekipement goufen 80 Milliounen Euro méi wéi ugangs geplangt investéiert, dëst als Reaktioun op de Krich an der Ukrain.

De Budget pour ordre regroupéiert, wéi mer alleguer wëssen, déi Gelder, déi effentlech Gelder, déi de Staat asammelt, fir se un Drëttpersounen weiderzeginn. Dëse Budgetposte soll also theoreetesoch ausgeglach sinn, war en awer och dëst Joer, 2022, net. Och am Joer 2022 ass de Budget pour ordre am Desequilibrium. Et fënnt sech en Excedent vu 54,5 Milliounen Euro. D'Budgetsexekutiounskommissioun fënnt, dass et richteg ass, hei e bëssen opzepasst, dass dësen Desequilibrium net ze grouss gëtt, an e wa méiglech esouguer ze reduzéieren.

Wat d'Transferts de crédits ugeet, sou sinn dës op der Basis vum Artikel 18 vum Kontabilitéitsgesetz vun 1999 méiglech. Dëst Gesetz erlaabt et, Kreditter, déi gestëmmt goufen, fir e bestëmmte But ze erfëllen, anerwärts ze benotzen, dëst awer no bestëmmte

Krittären a kloer definéierte Reegelen. Et ass wichteg, dass dës Transferten och gutt motivéiert sinn. Dorop solle mer och an Zukunft weider pochen. Hei geet et ëm effentlech Gelder an et ass wichteg, dass dës net einfach kënnen hin- an hiergeréckelt ginn.

D'Spezialfongen hate Recetté vu 7,2 Milliarden Euro. Dat ware 414,4 Milliounen Euro méi wéi am Budgets-projet virgesinn. D'Fongen hunn natierlech och Depensé verursaacht. 7,2 Milliarden Euro waren et fir d'Joer 2022. Dat sinn 240,6 Milliounen Euro manner un Depensé wéi ugangs berechent. Eise Rechnungshaff invitéiert d'Regierung, d'Depensé vun deene verschiddene Fonge besser duerzestellen. Dëst, fir och eng méi déifgräifend Analys kënnen hei ze maachen. Mir waren der Meenung an der Kommissioun, dass dat Sënn mécht, an dofir stelle mer eis och als Budgets-kontrollkommissioun hannert dës Recommendation vum der Cour des comptes.

Wann een de Budget fir d'Land opsetzt, da muss ee sech d'Moyene ginn, de Budget och esou genau wéi méiglech duerzestellen. D'Budgets-kontrollkommissioun huet reegelméisseg betount, dass et wichteg wier, den Ecart bei de Presentatiounsforme vum Budget no de Methode SEC 2010 an dem Gesetz vun 1999 ze reduzéieren.

Eis als Kommissioun ass et wichteg ze betounen, dass mer d'Efforte vun der neier Regierung begréissen, fir d'Gesetz vun 1999 iwwert de Budget, d'Kontabilitéit an d'Tresorerie vum Staat op de Leescht ze huelen. Mir halen et och fir eng gutt Iddi, dass bei der OECD elo eng Etüd ugefrot gëtt, fir och hei zu Lëtzebuerg eng Gestion budgétaire par objectif kënnen anze-féieren.

Här President, deposéiert gouf de Gesetzesprojet iwwert d'Staatskonten den 29. Juni 2023 vun der fréierer Finanzministesch. Den 1. Dezember 2023 gouf de Gesetzesprojet der Budgets-kontrollkommissioun an der Finanzkommissioun an der Chamber virgestallt, a bei där Geleeënheet gouf ech dunn och Rapporteur genannt. De Lëtzebuerg Rechnungshaff huet den 11. Dezember säi Rapport virgestallt. Den 28. November krute mer den Avis vum Staatsrot, dee keng Beanstandungen hat par rapport zum Gesetzesprojet iwwert d'Staatskonte vum Joer 2022.

Här President, et ass evident, dass aus der Perspektiv vu menger Partei mer net ganz onschëlleg waren un den Detailer aus dësem Projet de loi. Dofir ginn ech evidentem och den Accord vu menger Partei a menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

An ech géif Iech dann och nach gären zum Schluss hei véier Resolutiounen iwwerreechen. Dat si Resolutiounen, déi d'Konten vun deene verschiddenen Institutiounen approvéieren, déi vun der Chamber ofhänken: Cour des comptes, Ombudsman, Centre pour l'égalité de traitement an den OKaju – den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher.

Dir wësst, Här President, dass ech do allkéiers nach fënnf Minutten hätt, fir och déi ze exposéieren. Déi schenken ech Iech an de Kolleegen hei an der Chamber awer allegueren.

(Hilarité)

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot (LSAP), rapporteur | Et gëtt och net méi allze vill dozou ze soen.

Résolution

La Chambre des Députés,

– vu le rapport du réviseur des comptes de la Cour des comptes qui estime que « les comptes annuels [...] présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs

la situation financière de la Cour au 31 décembre 2022 ainsi que les résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément à la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État et aux principes comptables applicables à la Cour tels que définis par le Collège de la Cour et tels que détaillés en note 2 des comptes annuels. [...] » ;

– vu l'accord de la Commission de l'Exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 11 décembre 2023,

approuve

les comptes de l'exercice 2022 de la Cour des comptes.

¹ Extrait note 2 : « 2.1. Principes généraux : Les états financiers de la Cour des comptes sont établis par le Collège de la Cour conformément à la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État. L'exercice budgétaire et comptable commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de la même année. Les paiements des dépenses peuvent être réalisés jusqu'au 30 avril de l'exercice suivant. »

(s.) Franz Fayot.

Résolution

La Chambre des Députés,

– vu le rapport du réviseur des comptes de l'Ombudsman qui estime que « les états financiers [...] de l'Institution pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au règlement financier et comptable intérieur du Médiateur du Grand-duché de Luxembourg » ;

– vu l'accord de la Commission de l'Exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 11 décembre 2023,

approuve

les comptes de l'exercice 2022 de l'Ombudsman.

(s.) Franz Fayot.

Résolution

La Chambre des Députés,

– vu le rapport du réviseur des comptes du Centre pour l'égalité de traitement qui estime que « les comptes annuels [...] présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs la situation financière du Centre pour l'égalité de traitement au 31 décembre 2022, ainsi que du résultat pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg » ;

– vu l'accord de la Commission de l'Exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 11 décembre 2023,

approuve

les comptes de l'exercice 2022 du Centre pour l'égalité de traitement.

(s.) Franz Fayot.

Résolution

La Chambre des Députés,

– vu le rapport du réviseur des comptes de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher qui estime que « les comptes annuels [...] présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs la situation financière de l'Institution au 31 décembre 2022 ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément à la loi modifiée

du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État et aux principes comptables applicables à l'Institution tels que définis par les responsables de l'Institution et tels que détaillés en note 2 des comptes annuels ['] » ;

– vu l'accord de la Commission de l'Exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 11 décembre 2023,

approuve

les comptes de l'exercice 2022 de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher.

¹ Extrait note 2 : « 2.1. Principes généraux : Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur au Luxembourg et aux règles imposées par la loi modifiée du 19 décembre 2002. (...) »

(s.) Franz Fayot.

M. Claude Wiseler, Président | Dir sidd generéis mat eis alleguer. Merci, Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP), rapporteur | Jo. Ech hoffen dann awer op e bësse méi Kulanz an Zukunft, Här President, ...

(Hilarité)

... wann ech zu anere Saachen heiansdo e bëssem iwwerzéien.

Merci villmools.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech, Här Fayot, villmools merci fir deen exzellente schrëftlechen a méndleche Rapport.

An dann ass et elo um éischte Riedner. Dat ass déi honorabel Madamm Stéphanie Weydert.

Discussion générale

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Fayot, villmools merci fir deen exzellente schrëftlechen a méndleche Rapport. Hien ass och de President vun der Budgetkontrollkommissioun. A vu datt de Rapport sech kuerz gehal huet, wäert ech mech och ganz kuerz halen an den Accord vu menger Fraktioun gi fir de Compte général 2022.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Dann ass d'Wuert fir den Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, ech maachen et gradesou kuerz. Ech soen dem ... Nee, ech brauch jo net méi Merci ze soen, mee ...

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Très bien, Här Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Et war alles an der Rei, tipp-toppp! Mir kënnen deem nëmmen zoustëmmen. Also ginn ech och den Accord vun der DP-Fraktioun fir dese Projet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt. Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Och mir ginn dann den Accord als ADR-Fraktioun. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Wann ech dann och eppes op mäin Zäitkonto kréien, da ginn ech och just den Accord, Här President.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Dat kucke mer dann, Madamm Tanson. Merci awer. Dann ass d'Wuert fir den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech mengen, wann eis Zäitkonten esou géife gefouert gi wéi d'Soldé vun de Services de l'État à gestion séparée, da géife mer vill méi laang nach kënnen schwätzen, well da kéint een do ganz vill Mouken uleeën. Dat ass, mengen ech, eppes, op dat de Rapport elo net agaangen ass, wat awer och repetitiv u sech ëmmer erëm bei de Konte vun den Exercicen ugemierkt gëtt, virum allem wann d'Cour des comptes driwwerkuckt: datt mer mëttlerweil e puer vun deene Servicer hunn, déi awer relativ konsequent Mouken hunn an déi och iergendwann eng Kéier missten ofgebaut ginn, a wou et eis zumindest als Piraten awer un där Trajectoire feelt, wéi déi a rasonabelen Delaien och op rasonabel Montante géifen zrëckgefouert ginn.

Dat ass, mengen ech, deen ee Punkt, deen ech aus deem Rapport och nach wéilt erausgräifen.

An deen zweeten: D'Resultat ass beschriwwen ginn. Wat awer vergiess oder zumindest net an deem Detail beliicht gouf, ass, datt mer iwwer 300 Milliounen méi Akommessteier ageholl hu wéi geduecht an datt dat natierlech en Effekt ass, datt dat Sue si vun eis alleguerten, déi u sech derzou bäigedroen hunn, datt de Budget net ganz esou schlecht ausgefall ass, wéi een et hätt kënnen fäerten, an datt mer do och an Zukunft musse kucken, wéi een déi automatesch Upassunge ka maachen.

Dat gesot, gi mer trotzdem eisen Accord fir dese Projet.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann ass d'Wuert fir den Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, ech wäert dat selwecht soe wéi meng Virriedner – also net dat, wat den Här Sven Clement gesot huet – an ech wäert einfach och den Accord vun déi Lénk ginn ...

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Ze einfach, Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | ... zu de Konten.

M. Claude Wiseler, Président | Ech weess och net, ob et elo gesond ass, wa mer eng Diskussioun iwwert d'Zäitmouken hei féieren.

(Hilarité)

Dat maache mer dann eng aner Kéier.

Wann d'Regierung wëllt Positioun huelen, dann huet se elo d'Wuert. Här Finanzminister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Ech maachen dat och ganz kuerz. Ech wëll dem President vun der Budgetkontrollkommissioun Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer iwwert déi lescht véier Méint haten. An dora schléissen ech natierlech och déi gutt Aarbecht vun dem Franz Fayot um Niveau vun der Kontrollkommissioun vum Joer 2022 an.

Dir verstitt, dat ass e Joer, wou eng aner Regierung zoustänneg war, mee d'Héiflechkeet verlaangt et awer och, dass de Finanzminister Positioun hält par rapport zu deene Recommendatiounen, déi jo ausgedréckt goufen an dem Här Fayot sengem Rapport.

Duerfir an Telegrammstil:

Déi éischte Recommendation: Desequilibrium vun dem Budget pour ordre. Dat ass net nei, dat ass och net anormal. Ech huelen d'Engagement, dass bei der Opstellung vun den nächste Budgeten – an deen éischten ass jo scho fir 2025 an der Maach – do déi Differenz méi kleng maachen, déi Desequilibriumen.

Den zweete Punkt ass deen, dass et 189 Arrêtés de transferts gouf, dat heescht wou Budgetskreditteer vun engem Artikel op deen aneren transferéiert goufen. An dovunner waren 28 Fäll, déi net genuch motivéiert wieren. Ech mengen, d'Regierung sollt ugehal sinn, wa se esou en extraordinair Schrëtt mécht, dass deen och an der Form an ënnert der Appreciation vun der Budgetkontrollkommissioun gemaach gëtt.

Den drëtten Punkt ass deen vun de Garantien, zum Beispill de Fonds de garantie vun der BEI, vum Programm SURE oder och nach vun der SNCI. Do wëll ech ganz kloer soen: Déi Garantie sinn am Budgetgesetz virgesinn an dem Volume 2, dat heescht den zweete Volume an der Annex 3. Dat soll och weider esou gemaach ginn. Wat richtig ass: Wann d'Präsentation vun Budget ass – déi mécht jo de Finanzminister –, mengen ech, sollt een e kuerzt Kapitel iwwert déi Garantie ginn an der méndlecher Präsentation respektiv herno och an der Finanz- a Budgetkommissioun. Da géif een där Recommendation hei Rechnung droen.

Dann ass déi nächst Recommendation déi, jo, vun de Fonds-spécialen. Déi hänken natierlech vu ville Ministèren a Ministeren of. An ech mengen, do wier et scho gutt, dass een am Kontext vun deenen eenzelne Fachkommissiounen – a sollt dat de Finanzminister musse maachen – da méi detailléiert Explikatiounen gëtt par rapport zu deem, wat op där Säit dann einfach pro Fond an dem Budget steet. Ech ginn Iech do Recht, well do steet am Fonds pour l'emploi ... Do si mer wäit iwwert d'Milliard, an dann hu mer zwou Säiten Tablo, a weider si keng Explikatiounen do. Ech mengen, dat kann een och souguer en dehors vun der normaler Budgetprozedur maachen.

Déi fënneft Fro, dat ass eng juristesche ganz interessant Fro, nämlech: Wéi ass et mat den Autorisationen fir en Emprunt? Bon, „da scheiden sich die Geister“ zwëschen engersäits dem Parlament an der Regierung. D'Regierung seet, et wier keng loi spéciale néideg – bon, ben, déi traditionnell Positioun –, wann en Emprunt geneemegt gëtt.

Elo kënnst Dir mer natierlech mat Recht soen: „Mir brauchen eng Loi spéciale, wa mer e Gebai vu 60 Milliounen stëmmen, a mir brauche keng Loi spéciale, wa mer en Emprunt vun 1 oder 2 Milliarden opleeën.“ Ech mengen, do sollt een awer drop opmierksam maachen, dass déi Emprunten, déi eng Kéier geneemegt goufen, an der Zäit limitéiert sinn. Dat war fréier: Wann Dir 2009 en Emprunt autoriséiert hutt an Dir hutt 2014 – mir hunn dann nach den Emprunt, deen autoriséiert war 2009 –, dann huet kee Mënsch sech méi do erëmfonnt.

Ech mengen, mir missten ... Dat ka jo bei eis an dem Finanzministère gemaach ginn, respektiv mat der Trésorerie, dass een eng Oplëschtung mécht vun den Autorisationen, déi et gëtt vun Emprunten: vun deenen Emprunten, déi op Base vun deenen Autorisationen gezu ginn, a wat nach den Encours vun deenen Emprunten ass, déi opbleiwen. Ech kucken, ech komme mam Direkter vum Tresor an d'Budgetkontrollkommissioun. An da sollt een dat, mengen ech, all Trimester eng Kéier maachen, esou wéi mer Trimesterzuele maachen.

An dann nach dee leschte Punkt, an do schléissen ech: Dat ass dee vun de Pratiques de budgétisation. Ech ginn déi nächst Woch an d'OCDE op Paräis. Ech gesinn och do de Generalsekretär vun der OCDE an do ass esou, dass mer an dem Regierungsprogramm drastoen hunn, mir géife méi eng modern Presentatioun vun dem Budget en général maachen. Dat heescht net, dass een de Budget, esou wéi en elo klassesch ass, total op d'Kopp gehäit, mee dass een niewent deem Budget, wéi e klassesch ass a wou jo och detailléiert ass, dass een do vläicht eng Presentatioun mécht par objectif oder esou, an duerfir hu mer d'OCDE gefrot – an dat bezilt och de Lëtzebuerger Staat –, fir dass déi eis do assistéieren en fonction vu Praktiken, déi et och an anere Länner gëtt.

Ech mengen, ech hätt elo Positioun zu deenen eenzelne Recommandatiounen geholl. An déi Engagementer, déi ech hei op der Chambertribün gesot hunn, déi wäert ech och aléisen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Här Finanzminister, den Här Fayot wëllt eng Fro stellen. Sidd Dir d'accord?

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP), rapporteur | Jo, merci, Här President. Och merci dem Finanzminister fir seng Erklärungen a seng Prise de position zu deene verschidene Recommandatiounen vun der Kommissioun.

Just zwee Punkten: Deen éischten, dee betrëfft d'Autorisatioun vun den Emprunten. Ech mengen, dat ass eng Recommandatioun, déi och, mengen ech, rekurrent ass, vun der Comexbu. Ech sinn do am Fong ... Ech hunn do keng ganz strong feelings. Ech mengen, et soll een dat eng Kéier an der Kommissioun diskutéieren. Ech mengen, d'Meenung vun der Regierung ass, dass déi Emprunten iwwert d'Budgetgesetz am Fong autoriséiert ginn. Ech mengen, vun engem juristesche Point de vue ass dat och ok, mee, ech mengen, et soll een effektiv eng gewësse Visibilitéit driwwer behalen an net Autorisatiounen ad eternum mat weiderzéien. Dat heescht, ech mengen, an deem Sënn ass déi Propos, déi Dir do macht, eng gutt Propos. An dat erméiglecht dann och vläicht eng Kéier, dee Punkt do une fois pour toutes och ze evakuéieren.

Deen zweete Punkt zu der Budgetisation à objectifs. Ech mengen, dat ass jo keen neie Sujet. Ech sinn och gëschter a menger Ried zum Budget dorobber agaang. Ech weess, dass mer schonns eng Zäit laang mat der OECD do amgaange sinn. Mir schaffen notament mat der Unit WISE do. Dat ass déi, mat där de Statec och schafft fir d'Budgetisation à objectifs. An dofir begréissen ech déi Ouverture, déi Der do macht, fir dat eng Kéier ze probéieren ënner enger Form, déi een da muss determinéieren. Ech weess, dass dat schwierig ass, dass dat effektiv e Paradigmewissel ass. Mee nach eng Kéier: Wann Der dat wëllt maachen, ech mengen, dann ass och d'Budgetkontrollkommissioun, mengen ech, bereet, fir zesumme mat der Regierung do ze schaffen, fir esou en Experiment ze maachen.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci. Kuerz eng Äntwert. Dat mat den Autorisatiounen, do muss een, mengen ech, op zwou Saache kucken. Et muss legal d'Chamber sinn, déi en définitive d'Autorisatioun gëtt. Dat verlaangt eis Verfassung. Den zweete Punkt ass awer deen: Mir mussen déi néideg Flexibilitéit hunn, fir Emprunten ze zéien, fir dass d'Regierung, ënner dem Contrôle selbstverständlech vun der Chamber, och kuerzfristeg kann handelen.

Ech ka mech erënneren, an den Här Di Bartolomeo war an der Regierung 2008, wéi d'Banken hu misse gerett ginn. An Dir wësst, dass do iwwer Nuecht déi Engagementer geholl goufe géintwuer vun der fréierer Fortis. An dat war, mengen ech, en Engagement vum Staat, wann ech mech net ieren – also ech muss dat elo aus dem Stegreif hei soen, ech sinn net dorobber virbereet –, dat war en Engagement, mengen ech, vu ronn 2 Milliarden. Herno ass d'Dexia jo nokomm. An do huet d'Regierung eigentlech praktesch mat engem Beschluss, mengen ech, et war d'Form vun dem Regierungsrot ..., mee ech weess awer, dass den deemolege Finanzminister bei d'Fraktionspresidenten vun den eenzelne Parteien gaangen ass, och déi vun der Oppositioun – ech mengen, den Här Bausch misst dat nach wëssen –, fir driwwer ze informéieren, fir dass d'Regierung dat Engagement kéint huelen. Well theoretesch hätt jo misse dann och d'Chamber deen Emprunt fir d'éischt emol autoriséieren respektiv deen Engagement, deen d'Regierung vis-à-vis vun der Fortis geholl huet.

An, ech mengen, déi Flexibilitéit, déi misst e klengt Land sech loossen, dass et ka kuerzfristeg handelen. Dat ass e bësse wéi de Covid: kuerzfristeg handelen, mee ënner dem Contrôle vun der Chamber. An, ech mengen, do, wou een am einfachste kennt ..., ech hunn Iech dat elo gesot, d'Opstellung, dat soll eng Verpflichtung sinn a voller Transparenz: Wat ass autoriséiert, wat ass gezu ginn a wat ass den Encours? Dat muss reegelméisseg gemaach ginn, une fois par trimestre, well dat ännert jo.

En zweete Punkt ass deen, dass eng Chamber och fir d'Zukunft sech e Modus vivendi eng Kéier gëtt iwwer eng Resolutioun, dass a bestëmmten exceptionelle Situatiounen de Staat, moyennant information préalable vun der Chamber, kann esou Engagementer huelen, quitte dass se herno approvouéiert ginn duerch e Parlament.

Dat heescht, dass een e System hätt, dee sech praktesch géif inspiréieren un dem État d'urgence, wéi et war, deen État d'urgence, deen awer méi enk gefaast ass iwwer de Wee vun der Verfassung wéi an deene Situatiounen hei, wou et reng ëm ekonomesch Interéte geet.

A vun der OCDE: Wann ech do erëmkommen a bësse méi Konkreetes hunn, kommen ech selbstverständlech an d'Kommissioun, fir Iech déi Explikatioun ze ginn. An et ass jo en fin de compte de Budget, dee vun der Chamber approvouéiert gëtt, d'Presentatioun ass och ënner dem Contrôle vun der Chamber. Ech mengen, duerfir ass et nëmmen normal, dass d'Budgetkontrollkommissioun domadder schafft.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci och Iech, Här Finanzminister. Do sinn nach Diskussiounen, wou mer nach méi wéi eng Kéier wäerten drop zrëckkommen. Mee fir haut ass emol d'Diskussioun iwwer de Projet vun dem Compte général domadder ofgeschloss.

A mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 8258, deen Der am Document parlementaire 8258³ fant.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8258 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Ech soen nach eng Kéier: Vote par procuration, well ... Ok, da schléisse mer de Vott elo of.

M. David Wagner (déi Lénk) | Här President, ech hunn eng Erreur gemaach. Ech hu mat Nee amplaz mat Jo ofgestëmmt.

M. Claude Wiseler, Président | Dir réckelt also bei d'Joer erop?

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Wann dat esou confirméiert ass, si mer bei 60 Jo-Stëmmen, infolgedesse keng Nee-Stëmm a keng Abstenttioun, an domat ass dëse Projet de loi eestëmmegeg uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Max Hengel) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. 8383 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2024 [...]

8384 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2023-2027

Programme de stabilité et de croissance (PSC) et programme national de réforme (PNR) (suite)

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwer de Staatsbudget fir d'Joer 2024, de Projet de loi 8383. Den Text steet am Document parlementaire 8383¹⁰. Ech wollt Iech awer dorop hiweisen, datt an zwee Artikelen d'Mise en page geännert huet misse ginn. Dat ass am Artikel 5, do waren d'Wierder „famille, les solidarités, le vivre ensemble et l'accueil“ ënnerstrach, obwuel se dat net sollte sinn. Also dat Ennersträiche vun deene Wieder huele mer ewech. An am Artikel 24 waren eng Rei Tirete fett geschriwwen, obwuel se dat net sollte sinn. Och déi Fettschreiwung huele mer dann am Text ewech.

(Interruptions)

Mir stëmmen elo iwwer deen Text mat deesen Ännerungen, wat d'Mise en page ueget, of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8383 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Ech soen nach eng Kéier: Vote par

procuration. Probéiert vläicht, déi Lescht nach matze-huelen. Ok, de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 35 Jo-Stëmmen, 25 Nee-Stëmmen. De Projet de loi ass also mat 35 Jo-Stëmme géint 25 Nee-Stëmme bei kenger Enthaltung ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Program-mation financière pluriannuelle, dem Projet de loi 8384. Deen Text steet am Document parlementaire 8384¹⁰.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8384 et dispense du second vote constitutionnel

An och hei fänkt d'Ofstëmmen elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass elo ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass dat folgend: 35 Jo-Stëmmen a 25 Nee-Stëmmen. De Projet de loi ass also mat 35 Jo-Stëmme géint 25 Nee-Stëmme bei kenger Enthaltung ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motions et résolution

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert déi zéng Motiounen an eng Resolutioun, déi zu dësem Projet de loi deponéiert goufen. An do musse mer och elo kucken, datt mer hei geuerdent doduerch kommen.

Motion 1

Ech fänken u mat der Motioun Nummer 1 vun der Madamm Bofferding, also deposéiert vun der LSAP, an ech wollt froen, ob den Auteur vun der Motioun nach wëll Stellung dozou huelen. Vlächter erënneren ech nach drun – pardon, Madamm Bofferding –, datt mer och kloer sinn iwwert d'Zäiten: Wat de Gesamt-zäitvolumen ugeet, huet d'CSV 25 Minutten, d'DP 25 Minutten, d'LSAP 25 Minutten, d'ADR 25 Minutten, déi gréng 12,5, d'Piraten 12,5, déi Lénk 12,5 an d'Regierung hätt 25 Minutten. Wéi ech dat awer elo kontrolléieren, weess ech nach net, ...

(Hilarité)

... mee da wësst Der ongeféier, a wat fir eng Richtung et soll goen. Sou, Madamm Bofferding, elo hutt Dir d'Wuert.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President, datt ass mer ganz sympathesch. Just, well mer gëschter d'Debatt haten, hat ech dann d'Motioun presentéiert als kleng Reminder. Bei där éischter Motioun geet et ëm d'Bail-à-loyers-Gesetz opgrond vun den Amendementer vun der Regierung, wou jo elo d'Regierung gesot huet, si géif nach eng Kéier analyséieren, fir e Loyersdeckel anzeféieren. A mir hätte gär, dass dat Analyséieren och zu enger Konkusioun féiert, notamment eeben enger neier Berechnungsmethod fir dee Loyersdeckel a mat engem Delai, dee mer op de September vun dësem Joer gesat hunn.

An d'zweet Forderung ass, dass mer gäre méi Transparenz an de System eran hätten, notamment fir d'Locataires, datt se och dat Recht, fir ze kontrolléieren an herno anzekloen, och kënnen wouerhuelen, wou mer gefuerdert hunn, dass de Capital investi, dass de Montant och erëm soll an de Kontrakt kommen, sou wéi et ursprüngelech geduecht war.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. An hunn ech Wuertmeldungen dozou? Ech fänke mam Här Baum un, dann den Här Clement an den Här Wagner.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Effektiv, d'Madamm Bofferding huet eis elo eng Kéier ganz kuerz gesot, wat an der Motioun steet. Do sinn eng Rei Constaten, déi richtig sinn. Si stellt fest, dass mer net genuch abordabel Wunnengen hu fir ze lounen. Si stellt fest, dass Leit mat kleng Portmonnien et ganz, ganz schwéier hu méttlerweil um fräie Marché. Et gëtt och festgestallt, dass d'Loyeren eropginn, an effektiv och, dass d'Gesetz vun 2006, de Projet de loi 7642, wou et ëm de Bail à loyer geet, amendéiert gëtt.

Et gëtt gefuerdert, fir bis September en neie Berechnungsmodus virzeleeën. Dat schéngt mer awer elo – loosse mer soen – hardi a gewot, wann ee weess, wéi laang dass d'Virgänger an deem Amt am

Logementsministère gebraucht hunn, fir e System op den Dësch ze leeën, dee sech awer effektiv weeder als einfach nach als effikass erweisen huet.

An dann hätt Der gäre méi Transparenz, fir dass de Loyer soll net dat iwwerschreiden, wat effektiv d'Limite légale maximale ass. Wéi gesot, hei sinn eng ganz Rei Saachen dran, mee déi Saachen, déi hei gefrot ginn, déi decke sech mat der Fro vun der LSAP, déi geriicht ginn ass un d'Logementskommissioun, fir grad iwwert déi Amendementer ze schwätzen, déi mer déi nächst Woch um Ordre du jour hunn. An dofir géif ech op alle Fall menger Ekipproposéieren, déi heite Motioun net mazedroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann ass elo d'Wuert fir den Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Eis ass déi Motioun ganz sympathesch. Dat si Forderungen, déi mer och schon an der Vergaangene formuléiert hunn. Ech si ganz fro, datt d'LSAP an der Oppositioun déi Forderungen elo och opgräift, wa se se och an der Majoritéit net matgedroen huet. Mir wäerte se op alle Fall matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir wäerten dës Motioun natierlech och matdroen, d'autant plus, datt se deem entsprécht, wat mir an enger Proposition de loi geschriwwen hunn, déi an der leschter Legislaturperiode deposéiert gouf vu mir – ech ka mech nach drun erënneren – an déi ni wierklech zum Zuch komm ass, well d'Proposition-de-loie vun Deputéierten a speziellerweis vun der Oppositioun ni esou richtig seriö geholl gi sinn. Dat gesot, also mir hunn och an där Proposition de loi d'ailleurs eng Berechnungsmethod virgeschloen, iwwert déi ee kéint och diskutéieren, well si ass vlächter e bëssen al – an ech mengen, mir sinn do net dogmatesch –, mee et ass méiglech, nei Berechnungsmethoden ze proposéieren, a mir kënnen och iwwer eis Proposition de loi diskutéieren. Dat gesot, stëmme mer dat heite mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Den Här Spautz an dann d'Madamm Tanson.

M. Marc Spautz (CSV) | Jo, Här President, ech wollt just soen: D'CSV wäert dës Motioun net matstëmmen. Ech mengen, den Här Baum huet nach eng Kéier erkläert, wat de Punkt ass, a mir halen eis un dat, wat ofgemaach ass. An dofir wäert d'CSV dozou hei kënnen net zustëmmen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech sinn zwar elo e bëssen erstaunt hei iwwer verschidden Aussoen. Also fir d'éischt emol: Mir fannen déi Motioun ganz sympathesch. Mir hätten natierlech guer kee Problem domat gehat, wann den Text einfach esou weidergaang wär, wéi en ausgeschafft gi war, wou déi Saache jo och dra waren. Dat heescht, et ass keng Kontradiktioun, och net fir d'Taina Bofferding, wa si elo do derfir ass, well an der Regierung, quitte dass et do och parteiintern bei hinnen zwar Diskussioun gouf, hu se dat nawell wuel matgedroen gehat, dass mer géingen en Deckel op d'Loyere kréien an dass mer och géinge fir eng Transparenz suergen.

An den Här Baum huet elo als eenzeg Äntwert ginn, dat géing an der Kommissioun diskutéiert ginn. Mir wiere frou ... Dat Eenzezt, wat an der Kommissioun diskutéiert gëtt, dat ass, dass d'Amendemente komm

sinn, fir dat do erauszehuelen. A mir wäer wierklech frou, wann dat heite géing ganz séier weidergoen, dofir fanne mer dat sympathesch. A September 2024 schéngt eise gudden Datum, d'autant plus, well mer jo wëssen, dass op där anerer Säit fir d'Proprietären, d'Investisseure ganz vill Mesüre geholl goufen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. D'Madamm Bofferding huet nach d'Wuert gefrot.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech wollt just mengem Géigeniwwer, dem Här Clement, soen: Et ass net, well mir elo an der Opposition sinn, dass mer hei eppes fuerderen. Dat doten hu mer och, wéi d'Madamm Tanson grad richtig sot, an der Regierung matgedroen. Leider fale mer elo op déi ...

M. Sven Clement (Piraten) | Wou war deen? Wou war de Mietpreisspiegel?

M. Georges Engel (LSAP) | Waart Dir an der Regierung, Här Clement, dass Dir dat esou gutt wësst?

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | D'Madamm Bofferding huet d'Wuert, Här Clement.

M. Georges Engel (LSAP) | Glécklecherweis net!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Also, zum Faktencheck, Här Clement: Déi viregt Regierung huet hei e Projet de loi gemaach, eebe justement fir déi Modifikatiounen. An duerch déi nei ...

(Interruptions)

An duerch déi nei Amendementer fale mer elo erëm op déi 5 % zréck an net déi ursprüngelech 3 % respektiv 3,5 %, déi mer virgesinn haten. An de Montant, wou mer froen, fir de Montant vum Capital investi dranzekréien, dat war am ursprüngelechen Text. Déi nei Regierung huet dat elo iwwert d'Amendementer erëm erausgeholl. Also, et ass net, dass mer hei mat eppes Neiem kommen. Mir wëlle just dat, wat mer deemools schonn ugeduecht haten, gär konsequent weiderféieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Ech gesinn elo weider keng Wuertmeldung am Sall.

Da géife mer zum Ofstëmmen iwwert d'Motioun Nummer 1 kommen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Fin du vote.

D'Résultat du vote ass: Jo-Stëmmen: 20, Nee-Stëmmen: 35, Abstentionen: 5. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei 5 Abstentionen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcrouz, MM. Mars Di Bartolomea, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar,

Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Max Hengel) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 2

An da komme mer zur nächster Motioun, der Motioun Nummer 2, och deposéiert vum der Madamm Bofferding. Madamm Bofferding, wëllt Dir d'Wuert dozou nach?

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, vläicht just och hei nach eng Kéier, Här President, als klenge Reminder: Hei fuerdere mer, dass de Mindestloun soll erhéicht ginn, steierfräi. Mir fuerderen, dass et zu Modifikatiounen beim REVIS soll kommen, opgrond vum där Evaluatioun, deem Bilan, deen elo gezu ginn ass. Do si ganz vill interessant Pisten, vum deene mer mengen, dass een deene soll Rechnung droen, fir de Leit hei geziilt ze hëllefen. Voilà, dat waren déi ... An nach d'Augmentatioun vum Crédit d'impôt monoparental, wou mer mengen, dass dat heite Mesüre sinn, déi een direkt kéint huelen, kuerzfristeg kéint huelen, fir geziilt hei de Leit ze hëllefen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. D'Madamm Tanson huet sech zu Wuert gemellt. Den Här Baum, den Här Clement an den Här Wagner. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, mir fannen dat heiten och ganz sympathesch. Et deckt sech zu ganz groussen Deeler mat deem, wat an eisem Walprogramm stoung. Ech hunn dat och gëschter nach eng Kéier gesot, dass dat vill Mesüre sinn, fir déi mir och wëllen astoen an astinn, déi d'ailleurs och am Avis vum der Chambre des Salariés nach eng Kéier gefuerdert goufen. An dat hei si wichteg Mesüeren, déi misste geholl ginn am Kampf géint d'Aarmut. Bon, mir krute jo gesot, dass do elo geschwë géing e Plang kommen. Mir hoffen, dass ... Mir wäerten elo vläicht eng éischt Reaktioun heizou kréien, mee mir hoffen, dass op d'mannst verschidde vum deene Mesüre sech och an deem Plang wäerten erëmfannen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann huet den Här Baum d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Effektiv, et geet em d'Stratégie transversale an em den nationalen Aktiounsplang, dee mer wëllen ënnert der Regie vum Minister Max Hahn en place setzen, fir effektiv géint d'Aarmut virzegoen. Ech ginn op déi eenzel Punkten an, déi hei gefuerdert ginn. D'Augmentatioun vum Mindestloun em 100 Euro netto, dat ass jo eppes, wat mer kennen, och aus Walprogrammen. Dat ass natierlech och ganz, ganz legitim, dass een dat fuerdert.

Dat Zweet ass d'Exonération fiscale vum Mindestloun. Also, souwäit ech informéiert sinn ... Ech hat eng Kéier mat engem Beamte vum der Steierverwaltung geschwat, scho virun engem oder zwee Joer; ech hunn et och schonn eng Kéier hei gesot. Wann ech richtig informéiert sinn, sinn d'Steierklass 1a an d'Steierklass 2 steierfräi um Mindestloun an an der Steierklass 1 sinn et 4 %.

D'Augmentatioun vum engem Crédit d'impôt monoparental: Ech mengen, den Här Roth, deen huet de Mëtte gesot, dass am Budget 2025 eppes wäert geschéie fir d'Monoparentallen.

An da wollt ech awer op dat hiweisen, wat hei fir de REVIS steet. Et ass effektiv virgesinn, eng Evaluatioun vum REVIS ze maachen, an am Koalitiounaccord op de Säiten 81 an 82 (veuillez lire: op de Säiten 82 an 83), do gesitt Der och, dass beim ECI, dem Équivalent crédit d'impôt, gekuckt gëtt, wann deen ausleeft dëst Joer, ob mer dee kënnen an de REVIS mat integréieren.

Voilà, ech wollt Iech soen, dass d'Demokratesch Partei, wéi och aner Parteie sécher, Echangen huet mat Acteuren, déi um Terrain sinn, am soziale Beräich. Mir ass zougedroe ginn, dass natierlech eppes géint d'Aarmut muss gemaach ginn, mee et ass awer ganz kloer och gesot ginn, dass Geld eleng net duergeet, dass een d'Leit muss encadréieren, dass ee muss surger fir Logementen, dass een eppes muss maache géint de Sans-abrisme. An dofir mengen ech, dass dat, wat gëschter hei gesot ginn ass do uewen, dass awer d'nächst Joer 70 Leit weider agefallt ginn, fir d'Leit ze encadréieren, déi et schwierig hunn, fir d'Leit ze encadréieren, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn, dass dat dee richtige Wee ass. Wéi gesot, ech géif och hei menger Ekipp proposéieren, déi hei Motioun net matzestëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also ech begrëissen déi Motioun hei absolut. Et si ganz vill Punkten, déi mer och schonn esou gefuerdert hunn. Ech sinn dann och frou, dass d'Madamm Bofferding elo Fraktiounschefin vum der LSAP ass, well hire Virgänger, den Här Cruchten, huet mer d'lescht Kéier, d'nämmlecht wéi den Här Baum elo grad, erkläert, dass dat jo schonn de Fall wär. Bon, elo kréie mer gesot, et wäeren awer 4 %. Ech hunn elo nach eng Kéier grad um Site vun der Steierverwaltung nogerechent: Et sinn effektiv mam Fonds pour l'emploi 7,6 %, déi e Mindestlounempfänger tatsäcchlech op säi Salaire géif bezuelen.

Bon, dat gesot, mir kënnen dat heite matdroen. Ech mierken also hei ganz kloer, an dofir begrëissen ech déi Motioun, dass déi lescht Jore manifestement just eng Partei op der Brems bei där heiter Fro stoung, an dat ass d'DP. Well déi aner zwou Parteien hu sech jo elo ganz kloer dozou bekannt, dass se dat heite wëllen, während déi eng, deen drëtter fréiere Koalitiounspartner, sech kloer dergéint bekannt huet. An dat ass, mengen ech, eng ganz kloer Ausso, wat hei déi lescht fënnf Joer, déi lescht zéng Joer u sech virgefall ass.

Da just nach ee Punkt: Eis wär se nach vill méi sympathesch ginn, wann een de CIM, also de Crédit d'impôt monoparental, automatesch géif ausbezuelen an net nëmmen op Demande. Do huet awer e fréiere liberale Premierminister mer eng Kéier gesot, dat géif awer en enormen Déchet fiscal ginn, wa jiddwereen, deen deen zegutt hätt, deen och géif ufroen. Bon, deementsprechend, mengen ech, gesi mer och do rëm, wien hei wierklech dat kaalt Häerz huet ...

(Interruptions et hilarité)

... an d'sozial Keelt spiere léisst a wie sech hei wierklech fir déi kleng Leit asetzt. Mir stëmmen dat heite mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement.

(Interruptions)

Lo hunn ech nach dräi Wuertmeldungen: den Här Wagner, den Här Spautz an den Här Keup. Et ass elo um Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, dat stëmmt. D'DP huet ëmmer Angscht, datt déi Aarm ze vill profitéieren. Mäi Gott!

(Hilarité et interruptions)

Mee den ... Jo, jo ...

M. Sven Clement (Piraten) | Wann Dir vu Gott schwätzt, Här Wagner.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Här Wagner, setzt Iech einfach duerch.

M. David Wagner (déi Lénk) | Also, mir wäerten dat heite matstëmmen, d'autant plus well et deem entsprécht, wat mir ëmmer gefuerdert hunn, och an deene viregte Legislaturperioden.

Ech sinn e bësse bei menger Ried vu virdrun. Den Här Baum huet jo u sech och all déi Punkten opgezielt, wou en dann u sech d'Grënn gëtt, firwat d'DP déi Motioun misst matdroen. Dir sidd jo domadder averstannen, da musst Der se matstëmmen am Prinzip, bis op e puer kleng Detailer vläicht. A vu datt Dir dat jo wëlles hutt ze maachen, an dat misst jo och fir d'CSV gëllen. Ech wëll net fir d'CSV schwätzen, mee u sech sinn dat jo alles Mesüeren, déi evident sinn, déi ee misst huelen, wann ee wierklech der Meenung ass, datt een d'Aarmut misst bekämpfen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Ech wollt just nach eng Kéier drop hiweisen: Mir hunn och am Koalitiounsaccord, dee jo och publizéiert ginn ass, op de Säiten 81 an 82 (veuillez lire: Säiten 82 an 83) stoen, wat mer gäre géintwuer der Lutte contre la pauvreté maachen. Et ass gëschter hei nach eng Kéier ënnerstrach ginn, dass e Plan d'action national amgang ass, ausgeschafft ze ginn, fir géint d'Aarmut virzegoen, dass et och kloer ass fir eis, an och dat steet ganz kloer am Koalitiounsaccord, dass regelméisseg Upassung vum REVIS a vum Salaire social minimum wäerte stattfannen, mee dass mer elo mol fir d'éischt déi Aktioun maache loosse, dass dee Plan d'action vun der Pauvreté kënnt, dass dat kënnt, wat de Finanzminister haut ugekënnegt huet, gëschter ugekënnegt huet, beim Depot vum Budget ugekënnegt huet, wéi mer d'Steiertabell ugepasst hunn, ugekënnegt huet, dass d'Steiertabell nach weider wäert ugepasst ginn. Dass eppes wäert geschéien, huet en de Mëtten nach eng Kéier gesot, fir 2025, wat Monoparentallen ubelaangt. A wann dat alles geschitt ass ..., dofir kënne mir zu dësem Zäitpunkt déi Motioun do net matstëmmen.

Merci.

M. Georges Engel (LSAP) | Elo hätt Der dem S an Ärem Numm kënne gerecht ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. D'Wuert ass elo fir den Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech ginn der Rei no hei. Deen éischte Punkt: 100 Euro netto méi am Mindestloun ass natierlech net fir jiddwereen dat Gielt vum Ee, mee trotzdeem mengen ech, dass dat fir déi schaffend Leit absolutt berechtigt wier, well de Mindestloun ...

(Interruptions)

M. Sven Clement (Piraten) | D'Partei vun de klenge Leit!

M. Fred Keup (ADR) | ... de Mindestloun hei am Land ass definitiv ...

(Interruptions)

Wat ass dann elo?

(Hilarité)

Si mir an engem Stadion hei, wou mer ...

M. Claude Wiseler, Président | Loosst Iech net duercherneebréngen. Sot dat, wat Der wollt soen, Här Keup.

(Interruptions)

M. Fred Keup (ADR) | Ech hu gesot: Et ass fir verschidde Leit net dat Gielt vum Ee. Ech hunn net gesot fir eis, fir Verschiddener, fir d'Patronat zum Beispill. Ech soen awer ganz kloer, dass mir derfir sinn, well mer der Meenung sinn, dass de Mindestloun am Moment hei zu Lëtzebuerg net duergeet, fir hei anstänneg ze liewen. A wann Der an änlech Länner kucke gitt, déi, ech soe mol, änlech héich Gehälter hunn an deenen héije Kategorien, Dänemark, Schwäiz, da gesitt Der do, dass déi niddereg och däitlech méi héich si wéi bei eis. Also do ass déi Schéier, deen Ennerscheed téschent den héije Léin an den nidderege Léin däitlech manner grouss, wéi dat bei eis ass, well do déi niddereg Léin eebe méi héich si wéi bei eis. An ech mengen, dass dat e Problem ass. Mee et ass net jiddwereen, deen et eebe gär héiert. Mee ech stinn awer do derzou.

Dann ass et och ... Dat anert ass eng laang Fuerderung och vun eis, jo, um Mindestloun keng Steiere méi mussen se bezuelen, allerdéngs och bei de Mindestrenten.

Dann eppes fir déi Elengerzéiend, dat ass och ganz gutt.

Dann och eng Reform vum REVIS. Jo, et muss een natierlech kucken, wéi een déi Reform wëll maachen. Dat gesinn ech elo hei direkt net. Dass een eng Reform mécht vum REVIS, do si mer ganz dermat d'accord, sous condition, dass et awer ëmmer nach muss esou sinn, dass d'Schaffe sech och hei soll lounen. An et muss een däitlech méi verdéngen, wann ee schaffe geet, wéi wann een net schaffe geet.

Mir stëmmen dat hei awer duerfir mat.

Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Et si keng weider Wuertmeldungen zu dëser Motioun, soudatt mer doriwuer elo géifen ofstëmmen.

Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An ech schléissen de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 25 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruichten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie

Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Aehm) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Motion 3

Da komme mer zur Motioun Nummer 3, déi deposéiert ginn ass vum Här Keup. Här Keup, wëllt Dir nach Stellung dozou huelen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Sinn aner Stellungnamen dozou? D'Madamm Hartmann, den Här Fayot, den Här Goergen an d'Madamm Tanson. Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. De Finanzminister hat a senger Interventioun scho kuerz op de betriblechen Diesel, wéi en an der Belsch funktionéiert, reagéiert. Complementary dozou géif ech gäre rappéléieren, dass mir ganz kloer hannert den Ziler stinn, déi Lëtzebuerg sech ginn huet, esou wéi et an der leschter Legislatur beim PNEC decidéiert gouf, an dass och d'Mise en oeuvre vun deem PNEC an dem neie Koalitiounsaccord kloer festgehale gouf. Dat heescht, do hu mer Objektiv, déi konträr sinn zu der Fuerderung, déi hei an der Motioun vun der ADR steet, nämlech Objektiv vun enger Reduzéierung vun den CO₂-Emissionen, vun enger Dekarboniséierung hin zu méi erneierbaren Energien. An eleng aus där Perspektiv ass et fir eis als Fraktioun absolutt net méiglech, déi Motioun hei matzedroen.

Mir wëlle weider, au contraire, am Sënn vum PNEC, dee gestëmmt ginn ass, weider an erneierbar Energien an an d'Transition énergétique investéieren an do, an dat ass ganz, ganz wichteg, souwuel d'Particuliere wéi d'Betribber, déi hei och ugeschwat ginn, matabannen an hinnen hëllefen, op deem Wee weiderzegoen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Här Fayot, et ass un Iech.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, Här President, ech mengen, mir gesinn dat effektiv och änlech. Et ass sécher net de Wee, och fir den Transportsecteur méi kompetitiv ze maachen, fir elo rëm hei beim professionellen Diesel mat den Tariffer oder den Accisen erfzegoen. Mir hu ganz kloer Obligatiounen ënnert dem PNEC, op deenen, mengen ech, mer och eng relativ grouss Unanimitéit hunn. Dat ass och gutt esou, dass mer eis déi ambitiéis Ziler ginn hunn, och fir eis Klimaobjektiv anzehalen an och, jo, hinze kréien. Ech mengen effektiv, dass dës Regierung, wéi och déi viregt Regierung, am Beräich vun Logistiksecteur, am Beräich vun Transport Aiden huet fir nei Technologien, fir nei Camionen hin zu Elektrocamionen, vläicht iwwermuer Hydrogène, an do deem Secteur ze hëllefen, sech och fir d'Zukunft ze preparéieren. Dat hei ass sécher net de Wee, deen een do muss goen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also ech verstinn e bëssen, wat d'ADR domadder wëll errechen: dass méi zu Lëtzebuerg getankt gëtt. Ech hunn och e bëssen nogsicht, wat dat an der Belsch bedeit huet. An der Belsch ass awer am Moment d'Diskussioun, dass se dat éischter erëm wëllen astellen, well dat de belsche Staat 2,7 Milliarde kascht huet, dat heescht Steiergelder – mir hu virdrun

iwwert de Mindestloun geschwat –, wou deen op sengem Loun géif bezuelen, géift Dir dann huelen, fir d'Camionen ze finanzéieren.

An dat Schlëmmst an der Belsch ass jo, well d'Belsch hunn e Fazit gezunn: „Von den belgischen Zuschüssen für Diesel profitieren vor allem ausländische Unternehmen.“ Do fannen ech se net ganz sympathesch.

Ech verstinn, dass Der wëllt den Tanktourismus erhalen. Dat ass och Äert Recht.

(Interruption)

Mee wann Der awer Steiergelder wëllt huele vum Lëtzebuurger Staat, fir auslännesch Entrepreneuren iwwert de Camion ze finanzéieren, dat kënnen mir net matstëmmen. Deementspriedend wäerte mer Nee soen.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech wäert Iech elo net iwwerraschen, wann ech soen, dass mir dat heiten natierlech och net matdroen a Kohärenz mat deem, wat ech gëschter gesot hunn. Vlächicht, fir op déi zwee Punkten aus der Motioun anzegoen: Dat Eent ass, dass déi Recetten, op déi d'ADR hei net wëll verzichten, alles aneres wéi nohalteg sinn. Dat schreift souguer eng Chambre de Commerce, dass mer net sollten op esou Recettë setzen, wou mer jo wëssen, dass mer déi Recettë lues a lues verléieren.

An dat Zweet ass, dass et och der Klimaproblematik net dénglech ass, wa mer weider net nohalteg Systemer ënnerstëtzen, an dass et vill méi sënnavoll ass, esou wéi déi viiregt Regierung dat och ugefaangen huet, fir Aiden auszebezuelen, dass déi Transitioun ka geschéien, och an den Entrepreneuren, an dann eebe justement keng Käschten, Méikäschten doduerjer entstinn, déi dann, wéi Dir et schreift, mussen un d'Clientë reperkutéiert ginn, an dass mer an engems nach eppes fir d'Ëmwelt maachen, andeems déi Entrepreneuren dann och méi ëmweltfrëndlech ënnerwee sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Et wäert Iech net wonneren, och d'CSV wäert dës Motioun net matstëmmen, well mir stinn nach ëmmer zu deem, wat am PNEC steet. An duerfir wäert eis Fraktioun dat och net stëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. Dann huet den Auteur vun der Motioun nach d'Wuert gefrot, Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Also fir eis ass et esou, dass dat, wat am PNEC steet, net onbedéngt eng Relioun ass. An déi Saachen, déi kéint een och änneren. A mir géifen de PNEC och änneren, well mer de PNEC, esou wéi mer en elo gesinn, net gutt fannen an net zilféierend fanne fir eist Land. Dat ass déi éischt Saach.

Déi zweet Saach ass déi, et muss ee sech nach ëmmer bedenken, ëm wat et hei geet. Hei si Camionen, déi fueren duerch Europa, déi fuere souwisou duerch Lëtzebuerg, déi fuere vu Schweden a Spuenien oder wat och ëmmer, déi tanken zu Lëtzebuerg, wann et hei méi bëlleg ass. A wann net, dann tanke se enzwousch aneschtens.

Dat heescht, et kee Milliliter Diesel manner verbraucht doduerch, dass mir op déi Suen hei verzichten. Et ass also ..., fir d'Klima ännert et näischt, um CO₂-Ausstouss ännert et näischt oder extrem weineg. An déi zweet Saach ass déi, wou ech dem Här Goergen awer wollt äntwerten: Et ass jo net esou

wéi et fonctionéiert, esou wéi Dir et erkläert hutt. Et fonctionéiert jo esou: Doduerch, dass ech d'Steieren e bëssen erofsetzen, verkafen ech méi an doduerch hunn ech am Endeffekt méi Einnamen. Et ass jo esou, wéi den Tubaktourismus an den Tanktourismus fonctionéieren.

An hei géift et jo d'selwecht funktionéieren. Dat heescht, doduerch, dass ech den Diesel e bësse méi niddereg maache wéi an der Belsch, verkafen ech vill méi Diesel. Ergo kréien ech duerno och vill méi Steiergelder eran, déi ech ka benotzen, fir zum Beispill de REVIS ze bezuelen an esou weider an esou fort.

Also, ech mengen, mir verpassen hei eng Chance, fir wierklech Geld einfach esou eranzekréien, wat mer brauchen. A mir verpassen och eng Chance, fir eise Logistiksecteur ze ënnerstëtzen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Ech gesinn elo keng zousätzlech Wuertmeldung. Da komme mer och zum Ofstëmmen iwwert d'Motioun Nummer 3 vun der ADR.

Vote sur la motion 3

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreicht. Vote par procuration. Fin du vote.

D'Resultat vum Vott ass: 5 Jo-Stëmme bei 55 Nee-Stëmme. Dës Motioun ass also mat 55 Nee-Stëmme géint 5 Jo-Stëmme refuséiert.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Ont voté non : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Aehm) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloesener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Motion 4

An da komme mer zur nächster Motioun, dat ass d'Motioun Nummer 4, déi hei deposéiert ginn ass vum Här Sven Clement. Här Clement, wëllt Dir se nach eng Kéier explizéieren? Dann ass et un Iech.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz kuerz. Ech hunn et gëschter a menger Ried duergeluecht. Et geet hei drëm, dass d'SNHBM méi wéi eng Kéier ëffentlech gesot huet, dass se hir Haiser a Wunnengen, déi se gebaut huet, misst verkafen, well se se net kéint verlounen, well se dofir d'Finanzéierung net stoen hätt. Vu dass d'SNHBM eng SA ass, an där de Staat awer den Aktionär ass, ass eng vun de Méiglechkeeten, fir déi Kapitaliséierung ze garantéieren, eng Rekapitaliséierung, also eng Augmentatioun vum Kapital ze maache bei der SNHBM, esou dass si hir Wunnengen da kann an d'Locatioun ginn, nodeem se hir Prëten zréckbezuelt huet.

Dat ass fir eis eng Léisung, fir déi Wunnengen elo séier an d'Locatioun ze kréien an net se weiderhin eidel stoen ze loossen. Well, ech mengen, dat ass wierklech eng Katastroph an där aktueller Situatioun. A mir géifen eis hei freeën, wa jiddwereen et änlech gesäit a mer derfir suerge kënnen, dass hei wéinstens déi Wunnengen, déi schonn do sinn, elo ganz, ganz séier op de locative Marché kommen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Wie wëllt heizou d'Wuert huelen? Ech hunn den Här Wagner, den Här Baum, d'Madamm Tanson, d'Madamm Bofferding an den Här Keup. An da kritt den Här Wagner fir d'éischt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir wäerten déi Motioun och ënnerstëtzen. D'autant plus ech mech kann erënneren: Virun e puer Wochen, während der Interpellatioun vun de Gréngen iwwert de Logement, hat ech déi Propos och gemaach.

Den Här Clement huet jo erkläert, wat de Problem ass. Dat ass d'Gesellschaftsform vun der SNHBM. Si muss verkafen, fir hir Bauten erëm ze finanzéieren.

Bon, elo ruffe mer natierlech d'Regierung op an dës Motioun, fir d'Kapital eropzesetzen. Et gi jo nach aner Aktionären, dat sinn alles ëffentlecher: d'SNCI, d'Spuerkeess an déi véier gréisser Gemengen – d'Stad, Esch, Déifferdeng, Diddeleng, wann ech mech net ieren –, vlächicht nach aner ëffentlech Aktionären.

D'Fro stellt sech, awéifern déi och bereet wiere matzemaachen. Ech gesinn, den Diddelenger Buergermeeschter, deen ...

(Interruption par M. Dan Biancalana)

Ech weess, zu Déifferdeng huet eise Gemengerot, mengen ech, dat och schonn zur Sprooch bruecht. Bon, mee et kann een nach ëmmer driwwer diskutéieren. Mee op jidde Fall, wann de Staat, wann d'Regierung dat och scho géif maachen, wier dat eng ganz gutt Saach.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Dann ass elo d'Wuert fir den Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. An där Motioun hei gëtt sech bezunn op en Interview, dee gemaach ginn ass bei RTL an och beim 100,7. Den Direkter huet vu Wunnenge geschwat, déi nach net fäerdig sinn. Fréier war et esou, dass se scho virum Bau konnte verkaaft ginn. An dat ass elo anescht.

Zweete Fakt ass deen, awer och – jo, mir hunn nach ëmmer bei der SNHBM eng Rei Wunnengen. D'Kolleegeinnen an d'Kolleegeen, déi mat waren zu Kielen „Op Elmen“, déi wëssen dat. Et ass awer och e Fait, dass 2023 d'Vente erëm ugezunn ass. An dat wäerte mer gesinn.

Ech wollt Iech proposéieren, de Kolleegeen aus der Logementskommissioun, dass de Rapport annuel vun der SNHBM kënn, wann se dee bei eis an d'Chamberskommissioun presentéiere kommen. Dat selwecht hätt ech och gäre vum Fonds du logement. Ech mengen, da ka jiddweree sech mat allen Informatiounen auserneesetzen.

Elo ass et esou, dass mer e Gesetzesprojet hunn, den 8353, de Paquet Logement, do si mer an der Ieschter Ligne droite. An, ech mengen, dass mer dee kënnen den nächste Mount hei stëmmen. An do gëtt de Seuil jo awer daitlech gehuewe vun de Leit, déi kënnen an de Genoss vun engem vun den Haiser vun der SNHBM kommen.

D'Augmentatioun de capital, da muss ee sech froen ... Mir kënnen net einfach eng Augmentatioun de capital maachen, mir hunn eng ganz Rei aner Partner dran. Ech soen Iech dat: de Staat ass Aktionär zu 51 %, de

Fonds de compensation 22,5 %, d'BCEE 11 %, d'Ville de Luxembourg 7, d'Stad Esch 4,2, Déifferdeng 2,5 an och Diddeleng 1,5. Also, et kann een net einfach hei soen: „Dir musst d'Kapital eropsetzen.“ Esou einfach geet dat net!

An, ech mengen, dass och iwwert dat, wat gëscher hei gesot ginn ass – ech mengen, och vum Här Spautz –, dass e ganz, ganz groussen Effort am Logement gemaach gëtt ... Et gëtt e ganz groussen Effort, fir VEFAen ze acqueréieren. Et gëtt e ganz groussen Effort gemaach, fir de Parc immobilier vum Staat ze vergréisseren, deen natierlech an d'Locatioun kënnt.

An dofir weess ech elo net wierklech, ob déi Motioun hei zillféierend ass. An och hei géif ech menger Fraktioun proposéieren, déi net matzestëmme.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, et si vill Constaten, déi interessant sinn, déi hei dra gemaach ginn. Ech wéilt awer vläicht uknäppen un dat, wat den Här Baum gesot huet. An ech froe mech, ob et net sënnavoll wär, dat do awer dann eng Kéier an der Kommissioun ze diskutéieren.

Well dat Eent, dat ass dat, wat elo an deem Projet de loi virgesinn ass. Hei geet et awer ëm nach verschidden aner Saachen. An et ass jo awer och net, well nach aner Aktionären an der Gesellschaft sinn, dass de Staat net kéint seng Participatioun an d'Luucht setzen. Ech weess, dass do e gewëssene Parallelismus besteet, mee et wär awer warscheinlech sënnavoll, en Echange heizou ze hu mat de Responsabele vun der SNHBM, fir och hir Vue op deen dote Punkt nach eng Kéier am Echange mat den Deputéierten ze kréien.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Här President, ech schlësse mech der Madamm Tanson un. Effektiv, wéi den Här Baum richteg erkläert huet, ass de Staat net eleng Aktionär, och wann en Haaptaktionär ass. Mee trotzdem wär et awer e staarkt Zeechen, wann alleguerten d'Acteuren, d'Aktionären hei géifen un engem Strang zéien.

An ech fannen et och elo e bësse speziell, wa mer eigentlech politesch d'fir sinn, wa mer awer elo géifen dergéint stëmme. Ech fannen, mir sollen deem Ganzen awer eng Chance ginn. An de President vun der Logementskommissioun huet jo elo proposéiert, nach weider iwwert d'Sujeten, a vill anerer, an den nächste Sitzungen ze diskutéieren. Vlächicht kann een déi doten einfach mat an d'Kommissioun huelen.

Ech géif et elo schued fannen, wann hir elo hei dat typescht Majoritéit/Oppositions-Verhältnis zum Verhängnis géif ginn a se géif refuséiert ginn ..., dass ee se einfach mat an d'Kommissioun hält an nach eng Kéier doriwwer diskutéiert. Well, ech fannen, dofir ass dee Sujet hei awer ze vill wichteg!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, villmools merci. Jo, et gëtt jo zwou Méiglechkeeten. Dat hei ass e bëssen, esou, wéi et hei elo steet, dat, wat d'Regierung proposéiert. Dat ass, fir dee Seuil an d'Luucht ze setzen, fir dass eebe méi Leit dann an de Fall kommen, dass se kënnen eppes bei der SNHBM kafen. An dat anert ass, fir méi an d'Locatioun elo ze setzen. An ech muss soen, dass am Fong déi Iddi vun der Regierung eis méi sympathesch hei ass.

An ech wëll och einfach emol aus där praktescher Siicht dat Ganzt kucken. Well wann ech Elmen kucken an der Gemeng Kielen, dee ganze Quartier, dee Projet ass jo preparéiert ginn, et ass jo risegrouss. An d'Iddi war eeben, fir awer e groussen Deel dovunner ze verkafen. An et ass och gesot ginn, dass d'Prioritéit ass fir Jonker, déi aus der Gemeng Kielen an aus der Gemeng Käerch kommen oder déi eppes mat deene Gemengen ze dinn hunn, zum Beispill do schaffen. An dat war och wichteg! Dat war e wichtegen Aspekt, fir dass d'Leit dee Projet akzeptéiert hunn.

Well Dir kënnt Iech jo virstellen, dass an der Gemeng Kielen, an och haut nach, ganz vill Leit guer net frou si mat deem Projet Elmen.

(Interruption)

Dat ass och eppes, wat een ëmmer muss bedenken.

M. Félix Eischen (CSV) | Här Keup, dat ass falsch!

M. Fred Keup (ADR) | Do muss een oppassen, wéi een d'Saachen elo verännert. An ech mengen, wann een elo Saachen ännert, an deem konkrete Beispill déi, déi virgesi ware fir de Verkauf, wann een op eemol seet: „Et ass alles fir d'Locatioun!“, dann ass et net dat, wat d'Leit sech virgestallt hunn. Dat ass en anerer Aspekt, deen ech einfach wollt eng Kéier ze bedenke ginn.

Duerfir stëmme mir dat hei och net mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Eier ech elo dem Auteur, dem Här Clement, nach eng Kéier d'Wuert ginn, fir ze reagéieren op dat, wat d'Madamm Bofferding gesot huet, wollt ech froen, ob nach eng aner Wuertmeldung do wär. Wann dat net de Fall ass, dann huet den Här Clement d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech wollt zwar net der Madamm Bofferding äntweren, mee dem Här Baum, ...

Plusieurs voix | A!

M. Sven Clement (Piraten) | ... well mer emol e Faktencheck misste maachen. Den Här Baum seet eis, de Logementssecteur hätt erëm ugerappt. Elo hunn ech d'Zuelen hei aus der Comexbu ...

M. Gilles Baum (DP) | Dir kënnt nach keng Zuele vun der SNHBM hunn!

M. Sven Clement (Piraten) | Nee, nee, ech hunn d'Zuelen ...

M. Gilles Baum (DP) | Déi kënnt Der net hunn!

M. Sven Clement (Piraten) | Här Baum, Dir wësst nach guer net, wéi eng Zuelen ech Iech elo wëll ëm d'Ouere schloen.

M. Gilles Baum (DP) | A, elo sinn ech awer gespaant!

M. Sven Clement (Piraten) | Dir waart vlächicht an der Comexbu derbäi, wéi mer den État des lieux vun den Zuele vum Staatsbudget zum 31. Mäerz gemaach hunn. Da gesinn ech do eng Zeil, et ass d'Zeil 19, falls een dat wëllt nokucken, den Droit d'enregistrement. Wann Der sot, de Logementssecteur hätt erëm ugezunn, da missten déi Zuele jo am Verglach zum leschte Joer am Plus sinn. Mee nee, Här Baum, se si minus 25 %, minus 24,3 %, fir genau ze sinn.

Dat heescht, de Logementssecteur huet net erëm ugezunn. Déi eenzeg positiv Zuel, déi de Minister eis presentéiert huet, ass, dass bei Projeten, déi iwwer 1 Millioun Enregistrement generéieren, dat heescht, déi iwwer 10 Milliounen wäert sinn, mer eng Croissance gesinn, déi derzou gefouert huet, dass et eeben net nach méi desastréis ass wéi déi minus 25 %. Dat heescht, ze behaupten, dass hei d'Venten erëm esou gutt ugezunn hätten, wéi Dir dat gemaach hutt, dat geet net aus den Zuele vum Staatsbudget ervir.

Da sot Dir, et géif net esou einfach goen, dass een Aktionär ka seng Participatioun erhéien. Bon, ech mengen, e bësse Gesellschaftsrecht awer scho gesinn ze hunn. An natierlech geet dat! Grad, wann een d'Majoritéit vun de Parte schon huet. Dat nennt sech dann eng Dilutioun vun deenen anerer Aktionären. Ech mengen och, dass hei den Interêt priméiert, fir d'Leit zum Wunnen ze kréien. A ganz éierlech, da fannen ech just de Constat ganz schlëmm, dass Der hei op där nämmlecher Säit sidd wéi d'ADR, déi hei de lokative Wunraum wëllt blockéieren!

Plusieurs voix | O!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, Här Clement, ech wär nach frou, wann Der awer och géift Stellung huelen ze deem, wat d'Madamm Bofferding gesot huet. Si huet e Renvoi an d'Kommissioun proposéiert.

Une voix | D'Madamm Tanson.

M. Claude Wiseler, Président | D'Madamm Tanson, pardon, dass mer dat och direkt matgereegelt kréien, fir dat ze kucken.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, ech hunn net d'Gefill a mengem klenge Fanger, dass d'Majoritéit dat wéilt matdroen, mee ech kéint dat awer ganz gär matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Da kritt den Här Baum elo och d'Wuert, fir éischtens eppes iwwert dat ze soen, wat Dir gesot hutt, an zweetens dann och, fir iwwert d'Majoritéit an de Renvoi eppes ze soen.

M. Gilles Baum (DP) | Jo, ech wëll op dat zréckkommen, wat den Här Clement gesot huet. Ech hunn net gesot, am grousse Ganzen hätt de Bausecteur ugezunn, mee ech hu gesot, bei der SNHBM hätt en ugezu par rapport zu den Zuele vun 2022.

Ech wëll dat awer richtegstellen, well ech net bezweifelen, Här Clement, wat Der gesot hutt, dass d'Venté 25 % méi déif sinn. Dat si keng Zuelen, déi ech unzweifelen. Déi kann ech an der Zeitung liesen. Mee bei der SNHBM huet et ugezunn. An dat wäerte mer da gesi, wa se hire Rapport an d'Kommissioun virstelle kommen. An ech proposéieren dann och, dass mer do d'Geleehheet notzen, fir déi Froen ze stellen, déi Der ...

M. Sven Clement (Piraten) | Hutt Dir dee Rapport da schonn?

M. Gilles Baum (DP) | Nee. Dee kënnt jo eréischt am Mee eraus, et ass Abrëll.

M. Sven Clement (Piraten) | Wéi kënnt Der da schonn draus zitéieren?

M. Gilles Baum (DP) | Ech hu geschwat vun 2022 op 2023.

Ech géif dofir proposéieren, ...

M. Sven Clement (Piraten) | Mir sinn awer 2024, Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | ... wa mer d'SNHBM do hunn, dann déi heite Froen ze klären an dofir déi Motioun hei net ze stëmme.

M. Claude Wiseler, Président | Dat heescht, mir stëmme iwwert se of an Dir stëmmt dergéint. Dass ech genau verstanen hunn, wat Der elo domat gemengt hutt. Mee dat ass ganz kloer elo. Här Spautz, Dir wollt nach d'Wuert huelen.

M. Marc Spautz (CSV) | Jo, Här President, ech wëll just op dat agoen. D'SNHBM, huet den Här Baum jo gesot, gëtt an d'Kommissioun geruff. Wa mer se elo géifen an d'Kommissioun vertagen, dann därefer mer no den Delaien erëm eng Kéier erëmkommen, a mir wëssen net, ob bis dohinner d'Entrevue stattfont huet. Mee wéi gesot, dat kënnen mer, solle mer mat

der SNHBM de vive voix diskutéieren, wa se an der Logementskommissioun ass. An dofir leene mer se de Moment of.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Esou, wann ech elo gutt nogelauschtert hunn, huet et kee Wäert, hei zum Vott ze stellen, ob mer se an d'Kommissioun renvoyéieren oder net, soudatt mer direkt géifen iwwert se ofstëmmen.

Vote sur la motion 4

Ech maachen also de Vott iwwert d'Motioun Nummer 4 op. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass elo ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen a 40 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 5

Elo komme mer zur Motioun Nummer 5, och deposéiert vum Här Sven Clement. Här Clement, wëllt Dir nach d'Wuert huelen?

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, ganz kuerz. Ech mengen, datt d'Motioun exhaustiv erklärt, wou de Problem bei esou Credit-Scoringen ass. Dofir si mer enger ganz klarer Meenung, datt dat, wat d'Madamm Rapportrice hei proposéiert huet, an eisen Aen net geet. An dofir hu mer eng Motioun deposéiert, fir datt d'Chamber sech dozou prononcéiere kann.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Wie wëllt dozou d'Wuert huelen? D'Madamm Bofferding, den Här Keup, d'Madamm Tanson, jo, d'Madamm Adehm. Ok. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Ech muss soen, dat heiten ass u sech e ganz interessante Punkt, well effektiv koum elo ganz rezent en Urteel vum Europäesche Geriichtshaff, wou deen d'SCHUFA zréckpäift.

D'SCHUFA – ech mengen, den Här Clement hat gëschter e bëssen de System erkläert – schafft mat esou engem Score-System, wou se dann, wann ee wëllt zum Beispill an Däitschland eng Wunneng lounen, e Prêt maachen oder einfach nëmmen en Handyvertrag

wëllt ofschléissen, iwwerpréift, op een dann déi néideg finanziell Moyene kann opbréngen. Also dat geet wierklech ganz wäit!

An do ass eeben elo dat Urteel komm, wat interessant ass, well ee vun den Haaptgrënn vun de Riichter ass, dass se soen, et kéint net sinn, dass nëmmen dee Bewäertungssystem geholl gëtt, fir d'Kreditwierdegkeet vun de Leit ze iwwerpréiwe respektiv, an dat soe se och ganz kloer, dass et net kéint sinn, dass eng Maschinn iwwert d'Kreditwierdegkeet vun enger Persoun decidéiert! An dat gesi mir genau sou. An dofir fanne mer dat hei ganz sympathesch a mir wäerten dat do matdroen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo, bon, et kann een natierlech driwwer spekuléieren, wat alles kënnt, mee am Moment ass et jo esou, dass et dat doten zu Lëtzebuerg net gëtt an dass mer d'Bankgeheimnis hunn, wou mer eis och ganz kloer derzou bekennen, dass dat och esou bleift. Fir dat anert, mengen ech, also, mir hu ganz vill Sympathië fir dat, wat hei steet. Ech mengen awer, dass dat nach relativ komplex ass an dass et wichteg wier, dat alles eng Kéier nach méi am Detail ze diskutéieren, och déi Erfarunge genee ze kucken, déi et an anere Länner gëtt, wéi dann an Däitschland. Duerfir, wann et eis géif nogoen, géif een dat hei an enger Kommissioun eng Kéier beschwätzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, also meng Bedenken zu der faméisier sougenannter SCHUFA hunn ech schonn ausgedréckt, mee ech wär och frou – mir haten iwwer villes diskutéiert, dat heiten hate mer net am Detail an der Kommissioun ausdiskutéiert –, wa mer dat heiten effektiv eng Kéier kéinten an der Kommissioun diskutéieren. Éischtens fir dass mer géifen héieren, wéi d'Madamm Adehm sech dat genau virgestallt huet, an dann awer effektiv och, fir e bësse méi eng detailléiert Antwort dann och vun der Regierung zu deem dote Punkt ze kréien.

Ech muss soen, d'Punkten 2 an 3 vun de Piraten hirer Motioun – also zemoos den zweete Punkt –, do weess een net genau, wat dat nach alles kann implizéieren oder wat Der genau nach alles domadder mengt respektiv wat nach alles ka kommen. An och d'Bankgeheimnis, mengen ech, do kann ee villes driwwer soen. Ech wier op alle Fall frou, wa mer de Punkt iwwert d'SCHUFA kéinten eng Kéier am Detail an der Kommissioun diskutéieren, fir do déi Positioun vun deem enger oder aneren ze héieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Madamm Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Merci, Här President. Ech wëll fir d'éischt emol betounen: Hei geet et ëm de Surendettement, also d'Iwwerverscheldung vun de Leit, an et geet ëm soss näischt wéi dat doten!

Ech hunn a mengem Rapport mer net gewünscht, dass dat dote vun der Regierung gemaach gëtt, dat géif ech direkt emol gäre richtegstellen, well dat steet hei an der Motioun dran. Ech hunn ni vun engem Credit Scoring geschwat! Ech hunn ni vun enger SCHUFA geschwat! Dat Eenzegt, wat ech a mengem Rapport sot, dat ass: Et kéint ee mol kucken, wéi déi Centrale de crédits an der Belsch – an der Belsch! – fonctionéiert! A méi hunn ech net a mengem schrëftleche Rapport gesot. Dat heescht, fir mech ass déi heite Motioun souwiso sans objet.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Goergen huet nach d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, just fir d'Optik e bëssen nach eng Kéier ze erklären: Als Dateschutzpartei ass et eis natierlech wichteg, dass mer keng nei Datebank erstellen iwwert d'Finanze vun den eenzelne Leit. An dat war och d'Optik.

Madamm Adehm, Dir hutt et awer an Ärer Ried widerholl, Dir hutt et am Rapport, dee Rapport gouf ofgestëmmt an enger Kommissioun, an haut gouf d'Gesetz passend dozou ugeholl. Ech huele jo un, dass alles, wat an deem Rapport gesot ginn ass, och tel quel vun der Regierung wäert iwwerholl ginn, well soss mécht e jo kee Sënn!

Hei geet et drëm, dass eng nei Datebank soll geschaaft ginn. Ech ka mech nach gutt erënneren un den Här Mosar an den Här Roth, wou ech hinne komplett Recht ginn hunn, beim Policefichier. Do war et d'Police, déi esou eng Datebank hat. An do hu mer gutt zesummegegshaft, fir dat opzewäerten. Mee da kommt, mir ginn net op de Wee a mir maachen elo eng nei Datekrak, wou herno all Awunner wäert iergendeng Kéier erfaasst ginn, just well en e Kredit ophëlt! Dat wär dee komplett falsche Wee, dass mer eng nei Datebank schafen, well et ass am Ausland gewise ginn, dass déi manipuléiert ginn, dass och do Hacking versicht gëtt. An herno hu mer eng nei Datekrak, déi Lëtzebuerg net brauch.

Mir wëllen datespuersam sinn. An dofir wollte mir mat dëser Motioun d'Regierung derzou opruffen, fir nëmmen net op déi Iddi ze kommen, nei Datebanken ze erstellen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt d'Regierung opgeruff, d'Regierung huet och elo d'Wuert gefrot. An da kritt d'Madamm Adehm nach eng Kéier d'Wuert. Fir d'éischt den Här Roth.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | D'Regierung huet kee Problem, wann déi heite Motioun gestëmmt gëtt.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Roth. Madamm Adehm.

(Brouhaha et hilarité)

M. Fred Keup (ADR) | D'Regierung decidéiert net.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Adehm, wëllt Dir nach eng Kéier Stellung dozou huelen?

Une voix | Léiwer net!

(Hilarité)

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Ech widderhuelen et nach eng Kéier, dass ech déi Saachen, déi hei an der Motioun drastinn, ni gefrot hunn, dass déi net a mengem Rapport virkommen, dass ech mer dat och net wënschen, an dass net, well mer haut e Budget gestëmmt hunn, elo eng Kredittzentral am Kader vum Surendettement hei zu Lëtzebuerg gemaach gëtt! Wuelverstan, am Kader vum Surendettement!

Här Goergen, ech loosse mer vun Iech keng Wieder an de Mond leeën, déi ech net benotzt hunn! En plus hunn ech op der Tribün gesot, dass, wann ee sech dat dote géif iwwerleeën, mat Sécherheet dann zu Lëtzebuerg muss gekuckt ginn, dass éischtens den Dateschutz respektéiert gëtt an zweetens d'Bankgeheimnis respektéiert gëtt. Dat heiten ass en

Denkustouss an et ass kee Gesetzesprojet an et ass net méi wéi dat doten!

An duerfir, wannechgelift, a mengen Aen ass dat dote sans objet! Punkt.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, dat gesot, komme mer, à moins ...

Une voix | Au vote!

M. Claude Wiseler, Président | ... datt nach eng aner Wuertmeldung ass, wat net de Fall ze si schéngt, zum Ofstëmme iwwert déi heite Motioun.

(Interruptions et hilarité)

Vote sur la motion 5

Ech maachen elo de Vott op.

(Brouhaha)

Domat ass de Vott elo ofgeschloss.

D'Resultat vun deem Vott ass: Jo: 16, Nee: 35, Abstentiuonen: 9. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 16 Jo-Stëmme bei 9 Abstentiuonen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Christophe Hansen) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Motion 6

An da komme mer zur nächster Motioun, der Motioun Nummer 6 vun de Piraten, och an dësem Fall vum Här Sven Clement. Wëllt den Auteur dozou Stellung huelen? Da soll en dat elo maachen.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. D'Motioun ass kloer an ech hunn deenen Ausféierungen näischt bäizefügen.

M. Claude Wiseler, Président | Wie wëllt heizou Stellung huelen? D'Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci. Déi Motioun ass eis ganz sympathesch. Previsibilitéit ass wichteg, wichteg fir eis Matbierger. Och do kréien ech reegelméisseg Feedback, dass d'Leit sech froen, wéi et weidergeet mat dem ganzen Aidëregimm, an d'Leit zécken natierlech elo, och wa se kënnen, fir an déi Saachen ze investéieren, well se net wëssen, wéi et weidergeet.

Et ass och wichteg fir eis Betriber, déi an deem do Beräich wëlle schaffen a weiderschaffen am Sënn vun der Transitioun.

An et ass och wichteg fir eis Verwaltungen, dass mer do eng Gläichméissegkeet an déi Demanden erakréien. Wann do ëmmer esou Peake kommen, féiert dat dann herno erëm zu zukünftege Retarden, ...

(Interruption)

... an duerfir kënnen mir déi hei matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. D'Madamm Bofferding, dann den Här Spautz. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, mir fannen déi Iddi och ganz sympathesch. Mir wäerten och d'Motioun matdroen. Par contre, mengen ech, ass jo e Projet de loi en cours. Dat heescht wann Der heizou en Amendement gemaach hätt, géife mer dat och matdroen. Ech mengen, et ass elo net ganz kloer, firwat Der elo d'Motioun maacht, wann nach déi legislativ Aarbechte lafen.

Mee op alle Fall fanne mer et sympathesch. Mir sinn och der Meenung, dass déi nach weider sollte bis Enn des Joers ausbezuelt ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Mir stëmme déi Motioun net mat. Mir wëllen drun erënneren, dass ugekënnegt ginn ass, dass fir all déi Moosnamen, wat d'Energie ubelaangt a wat de Klimabonus ubelaangt, d'Regierung nach wäert mat eppes zrëckkommen. An dofir si mir der Meenung, dass déi de Moment net geschëlt ass. Mir sollen ofwaarden, bis d'Regierung mat deene Projete komm ass, wéi se dat ugekënnegt huet a wéi dat och gëschter nach eng Kéier ënnerstrach ginn ass.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. Ech gesinn elo an dësem Moment keng aner Wuertmeldunge fir dës Motioun.

Da géife mer och hei zum Vott iwwert déi Motioun kommen.

Vote sur la motion 6

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass elo ofgeschloss.

D'Resultat vun dem Vott ass: 25 Jo-Stëmme, 35 Nee-Stëmme. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmme.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Max Hengel) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen,

MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel.

Motion 7

Da komme mer zur Motioun Nummer 7, och vum Här Sven Clement deposéiert. Wëllt den Auteur dozou Stellung huelen?

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, Här President. Dat heiten ass eng Motioun, op déi ech gëschter a menger Ried net méi weider am Detail konnt agoen. Et ass awer eng Motioun, déi mer e bëssen um Häerz läit, well se och e bëssen zu méi Transparenz a virun allem zu genau deem eethesche Behuele soll féieren, dat de Staatsminister selwer ugeschwat huet an der Chamberskommissioun de 25. Mäerz.

Et geet u sech drëm, datt mer haut fir Deputéiert, fir Beamte kloer Reegelen hunn, wéi et ass, wann ee Fraisen huet am Kader vu sengem Mandat, wéi een déi entweder rembourséiert kritt oder wéi eng Fraisen een engagéieren däerf. A wéi mer aus de Presse-rapporte vum leschte Joer wëssen, gëtt et eebe genau fir d'Regierungsmembere keen esou e Reegeltaker.

An de Premier huet an der Kommissioun de 25. Mäerz erkläert, datt een en bon sens an en éthique du métier soll agéieren. E kéint sech awer virstellen, déi Reegelen och nach eng Kéier schrëftlech ze preziséieren. A mir sinn der Meenung, datt et hei wichteg wär, dem Premier do nach eng Kéier déi Aufgab an d'Aufgabebichelchen ze schreiwen an ze soen: D'Chamber ënnerstëtzt Iech doranner, fir esou Reegelen, am Sënn vun enger besserer Eethik, am Sënn vun enger besserer Transparenz, ze klarifiéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dozou hunn ech elo d'Madamm Tanson als Wuertmeldung. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Den Här Spautz. Madamm Tanson, dann hutt Dir d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, also mat dem Opruff aus der Motioun si mer absolut d'accord. D'Konklusioun, déi gezu gëtt – nodeems eeben och vill an der Press driwwer diskutéiert ginn ass –, dat ass eppes, dat ass e Constat, dee mer gemaach haten an der viregter Regierung: Et ass extreem wichteg, dass ee sech Reegele gëtt! Et ass just vläicht net dat selwecht wéi an der Chamber.

Wann ech awer dann d'Considerante kucken ... Also ech mengen, et kann een net de Parallellismus zu der Chamber zéien. Et ass awer e bëssen eng aner Aart a Weis ze fonctionéieren, an och scho guer net fir d'Beamten. Eng Persoun, déi an der Exekutivfunktions ass, ...

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

... ass net dat selwecht wéi e Beamten, dee mat op eng Rees geet.

Ech hunn awer e bëssen e Problem mam Ënnerstëtzen, deen do esou an deene Consideranten dran ass. Den éischten Tret, wou da gesot gëtt, d'Dependé wieren elo eropgaangen, wat d'Remuneratioun vun de Regierungsmembere ueget, wéi wann ... Also, ech mengen, et sinn Indextranché gefall, ech denken, dass dat sech och hei am Budget wäert erëmispigelen.

An da muss ech awer och e bësse staunen: Ech sinn zwar selwer nach net mat der Chamber iergendwou higefuer, ech weess awer, Här Clement, datt Dir dee System, mengen ech, extreem gutt kennt.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | O, do gëtt et der och vun Ärer Faarf! Heiansdo ass awer jiddwereen heibanne concernéiert.

Une voix | An an deenen héchste Klassen.

(Hilarité)

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Wann Der hei schreift ...

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Tanson, fuert weider!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Wann Der hei ...

(Brouhaha général)

M. Sven Clement (Piraten) | Zemools de Gusty Graas, mengen ech.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Wann Der hei schreift ... Et ass kee Concours!

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift! Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Wann Der hei schreift: „D'Chamber kënn fir d'Deputéiert bei Déngschtreesen nëmme fir Deplacement an Unterkunft op. All aner Fraise mussen d'Deputéiert selwer bezuelen“ ... Ech hu mech e bësse renseignéiert. Ech hu mer soe gelooss, et géif e Per diem, dee souguer a moies a mëttes opgedeelt ass, deen ee kritt, wann ee mat der Chamber oder fir d'Chamber iergendzousch higeet, soudass een dat och erëm net ka vergläiche mat deem System, wéi e bei de Ministeren existéiert. An et kann een, mengen ech, net soen, dass een da fir alles muss selwer bezuelen, well wann een e bëssen éierlech ass, da misst een dat jo awer och considérierere bei deenen Deplacementer, déi dann do ufalen.

Op alle Fall ass d'Konklusioun fir eis ganz kloer: Jo, et solle Reegele kommen! Dat hëlleft jiddwerengem. Et hëlleft deem, deen et kontrolléiert, an et hëlleft virun allem och deem, dee betraff ass a reest. Mee bei de Consideranten, do hu mer e bësse Problemer. Wa mer déi vläicht kéinten op der Säit loossen, da wier dat hei fir eis tiptopp.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Den Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Jo, merci, Här President. Also, mir hu Problemer mat där Motioun. D'Madamm Tanson huet schon en Deel vun deene Problemer genannt. D'Regierung huet e Code de déontologie an Dir kënn dat, wat zwëschent der Regierung besteet, an dat, wat zwëschent der Chamber besteet, net matenee vergläichen. Dat sinn zwou verschidde Saachen. Dass do verschidden Upassunge mussen gemaach ginn, dat ass kee Problem, dat wäert d'Regierung och maachen, mee dat soll iwwer hire Code de déontologie lafen an net iwwer e Reglement vun der Chamber.

Ech wëll och dozou soen: Et kann ee jo dann och an der Chamber driwwer nodenken ze publizéieren, wéi et do ass mat de Fraisen, déi si fir am Ausland, dass een esou wéi bei de Questions parlementaires a bei der Riedezäit och do e Ranking opstellt, wéi et domadder ass. An dann ass och do Transparenz geschélt, sou wéi et an der Chamber ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | Dat kéint jo dann och profitéieren. Mee dat soll d'Chamber decidéieren an dat hei soll d'Regierung an hirem Code de déontologie reegelen. An et ass net un der Chamber, sech dodran anzeméschen. Dofir leene mir déi Motioun of.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. Dann ass d'Wuert elo fir d'Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Bon, meng Virriedner hunn effektiv

schonn all d'Argumenter bruecht. Mir haten och an der viregter Regierung eng Diskussioun driwwer, wéi een nach ka Verschiddenes präziséieren. Ech mengen, et ass ëmmer gutt, dass d'Reegelen eenheetlech sinn, dass et kloer ass, mee et ass och richtig, wéi grad gesot ginn ass: Et ass net, wéi wann näischt existéiert hätt. An duerfir hu mer och e Problem hei mat där Motioun, wéi déi aner och mat de Consideranten, well et awer hei duergestallt gëtt, wéi wa sech do u guer näischt gehale gi wär. Wann hei och steet, dass Leit sech net bewusst wäeren, dat kann ee sou guer net stoe loossen, dat kann een net confirméieren. Wa mer awer och mam Prinzipp, wéi gesot, averstane sinn, dass een ëmmer soll kucken, dass een dat präziséiert an dass dat transparent behandelt gëtt. Mee wann Der net bereet sidd, den Text ze änneren, wäerte mer dat an där Form hei net esou matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Den Här Clement huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech wëll just vläicht ... Also, ech ka mer net virstellen, d'Consideranten all ze strächen, well ech mengen, dat géif d'Motioun da vun all Sënn entkären. Ech wëll awer vläicht der Madamm Tanson op eppes äntweren. Jo, dee leschte Saz hätt ee kënnen anescht schreien, ma da muss een awer och sou éierlech sinn a soen, datt et fir Déngschtreesen am Kader vun der Chamber e Jeton gëtt, jo, sou wéi och hei, wann een an d'Kommissioun geet, jo, sou, wéi wann een hei an d'Kommissioun geet, Madamm Tanson, an datt dee Jeton nëmme zwee Drëtzel vum Jeton ass, deen ee kritt, wann een hei zu Lëtzebuerg ass. Dat muss een dann an där Transparenz och soen.

(Interruptions)

An ech wëll just soen, datt et fir verschidde Leit finanziell méi interessant ass, fënnf Minutten an eng Kommissiounssëtzung ze kommen an eng Taass Kaffi ze drénken ...

(Exclamations et hilarité)

... an dofir e ganze Jeton ze kréien, a sech eeben dofir och net fir Déngschtreese vun der Chamber ze interesséieren.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, ech hunn elo nach eng Rei Wuertmeldungen, evidenterweis. Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Ech wëll dann awer hei präziséieren, dass d'Ministere kee Jeton kréien, weeder moies ...

(Interruption par M. Sven Clement)

... nach mëttes, an dass ... Da kéint Dir och mol eng Kéier e Ranking maache vun deenen, déi ëmmer hiert Iessen einfach selwer bezuelen an ni eppes eragereecht hunn. An ech fannen, datt hei ass wierklech ganz bëllege Populismus vun engem, dee permanent an der Weltgeschichte ënnerwee ass hei an der Chamber!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, merci, Madamm Cahen. Et ass elo weider keng Wuertmeldung do.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun Nummer 7 vum Här Clement.

Vote sur la motion 7

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass elo ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 3 Jo-Stëmme, 51 Nee-Stëmme a 6 Abstentioune. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 51 Nee-Stëmme géint 3 Jo-Stëmme bei 6 Abstentioune.

Ont voté oui : MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Charel Weiler) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Motion 8

An da komme mer elo zur Motioun Nummer 8, déi deposéiert ginn ass vum Här Fayot. Här Fayot, wëllt Dir nach eng Kéier d'Wuert dozou?

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, just ganz kuerz, Här President. Ech war scho gëschter a menger Interventioun drop agaang. Hei geet et u sech ëm de PIBien-être, wou mir och elo nach am Kontext vum Kont kuerz driwwer geschwat hunn, iwwert de Budget à objectifs, dee léiert ass. Dat hei ass eng Motioun, déi sech och am Fong uleent un eng Motioun, déi schon an der Chamber ugeholl ginn ass 2020 am Debat iwwert de PIBien-être, wou et, mengen ech, eng Quasiunanimitéit ginn ass, a wou ech am Fong d'Regierung invitéieren, fir e Pilotprojet ze maachen, fir eeben esou Indicateuren en parallèle zum Budget och anzeféieren. An ech mengen, de Minister huet jo do eng Ouverture gemaach am Kader vu sengen Aarbechte mat der OECD, fir ze kucken, ob ee kéint esou eppes maachen. Et geet an déi Richtung an et gräift eeben do déi véier Sujeten op, déi an deem leschte Rapport vum Statec als problematesch ugewise gi sinn, als eppes, wat de Luxembourg Index of Well-Being erfizt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Hunn ech Wuertmeldungen? D'Madamm Hartmann huet d'Wuert gefrot, d'Madamm Tanson. Dann d'Madamm Hartmann emol fir unzefänken.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Merci och dem Här Fayot fir dës Motioun. A wéi hien et och elo selwer gesot huet: Mir hunn u sech e relativ breede Konsens par rapport zur Wichtigkeet och vun dem PIBien-être als complementairem Indicateur par rapport zum klassesche PIB, fir ze kucken: Wéi evoluéiert eis Societéit a wat ass de Well-Being vun de Leit?

Elo ass et esou – an dat ass och an der Motioun indiquéiert –, dass effektiv déi nei Majoritéit sech an dem Koalitionsaccord och Engagementer ginn huet, wat

de PIBien-être betrëfft. Et gëtt awer eng Situatioun aus dem Koalitiounsaccord net genannt. Déi géif ech ganz gären hei zitëieren. Déi heescht: „Le Gouvernement intégrera le PIBien-être dans le débat politique et participera activement aux travaux engagés au niveau international en matière des indicateurs de bien-être.“

Ech mengen, dass hei Engagementer vun der Regierung geholl goufen an dass mer d'Regierung déi Engagementer elo och sollten ëmsetze loossen. An duerfir sinn ech der Meinung, dass déi Motioun hei superfetatoire ass an dass mer se deemno och – wa se da sollt gestëmmt ginn – net sollte stëmmen. Dat wär op alle Fall meng Proposition par rapport zu dëser Motioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech fannen déi Motioun ganz sympathesch. Ëmsou méi bedauern ech d'Positioun elo hei vun der Majoritéit, well wann et eppes ass, iwwert dat mer hei d'ailleurs, mengen ech, scho ganz laang diskutéieren a wou mer alleguerten der Meinung sinn, dass mer dat sollte kréien, da kéinte mer och en Zeeche setzen, andeem mer dat heiten alleguerte géinge stëmmen. Duerfir fannen ech dat natierlech schued. Mir wäerten et op alle Fall matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Den Här Keup huet d'Wuert gefrot.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo, et kann een doriwwer schwätzen, de PIBien-être anzeféieren, mee ech mengen, dass et och hei eng ganz komplex Saach ass. An et muss een dat heite genee, mengen ech, kucken, iert een hei einfach ofstëmmt Jo oder Nee. Wat fir eng Erfahrungswäerter gëtt et? Wat sinn d'Virdeeler? Wat sinn d'Nodeeler? Wéi kann een dat Ganz genee dann duerno och ëmsetzen? A wat fir Facteure mussen do betruecht ginn? Duerfir géif ech dat heiten och éischter an enger Kommissioun gesi wéi elo driwwer ofzestëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Jo, merci, Här President. D'Madamm Hartmann huet et schon zitëiert: Op der Säit 146 vum Koalitiounsaccord steet, dass mer dat vum Bien-être wëlle maachen. An dofir menge mer, dass zum jëtzege Moment déi Motioun do superfetatoire ass. An dofir wäerte mir se als Fraktioun ofleenen. Ech wëll awer betounen, dass d'Regierung, esou wéi et am Koalitiounsaccord Säit 146 steet, dat awer wäert maachen. A mir wäerten och nach dodrop eng Kéier zrëckkommen.

Villmools merci.

Une voix | Mir sinn dergéint, mee mir maachen et.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. Sinn nach aner Wuertmeldungen zu dëser Motioun? Wëllt den Auteur och näischt méi soen dozou? Ech mengen, den Tour ass gemaach, effektiv.

Da géing ech proposéieren, dass mer se awer ... Ech gesinn net, dass de Renvoi en commission elo hei wäit géing gedroe ginn, soudatt ech da proposéieren, dass mer iwwert se ofstëmmen.

Vote sur la motion 8

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass elo ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmme bei 35 Nee-Stëmme a 5 Abstentiounen. Dës Motioun ass also

ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme bei 20 Jo-Stëmme a 5 Abstentiounen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Diane Adehm), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Max Hengel) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 9

An da komme mer zur Motioun Nummer 9 vun der ADR, déi deposéiert ginn ass vum Här Kartheiser. Här Kartheiser, wëllt Dir Stellung dozou huelen?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Elo net, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Elo net. Ok. Hunn ech nach Wuertmeldungen? Den Här Wagner, den Här Graas, gesinn ech elo mol. Här Wagner, fänkt Dir un. An den Här Cruchten, jo. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, ech hat gëschter a menger Budgetsried ganz kuerz an der Introduktioun am Kader vun deene Polykrisen och vun de Kricher geschwat, mat deenen d'Welt konfrontéiert ass. An ech hunn déi zwee Kricher genannt, vun deene permanent geschwat gëtt, d'Ukrain a Gaza. An ech duecht och, et wier wichteg, vun deem Krich ze schwätzen, dee wahrscheinlech am meeschten Doudeger gemaach huet am 21. Joerhonnert. Dat ass deen an der Demokratescher Republik vum Kongo, wouriwwer ganz wéineg geschwat gëtt an de Meedien, och an der Politick, dee quasi ignoréiert gëtt, vläicht well et an Afrika ass a well et an der wäisser Welt net sou wichteg ass. Ech mengen, dass ass déi Tragik. Ech hunn net domadder gerechent, dass den Här Kartheiser duerno eng Motioun géif deposéieren dozou.

Mir hunn eis se och gutt ugekuckt. Ech fannen et gutt, dass fir eng Kéier mol och e bësse méi konkreet iwwert déi Situatioun geschwat gëtt. En plus, mengen ech, huet Lëtzebuerg och iergendwéi de plus ou moins loin ou de près domadder ze dinn, well de Regimm zu Kigali gëtt heiansdo och vun europäesche Staate relativ positiv ugesinn, y compris, mengen ech, vläicht och vu Lëtzebuerg. Ech weess, dass d'Situatioun komplizéiert do ass. Et ass keen demokratescht Land, de Ruanda. Et gëtt wéineg Opposition do op jidde Fall, well d'Opposition relativ séier verschwënt. De Paul Kagame huet jo eng Approche, déi speziell ass. An et weess ee jo och, dass de Ruanda, en immens dynamescht Land ass, och militäresch gesinn, an do intervenéiert.

Bon, ech gesi keng Argumenter, fir géint déi Motioun ze stëmmen. Et kéint een natierlech och bei den

Opfuerderungen de Ruanda derzou opzeruffen, déi territorial Souveränitéit vun der Demokratescher Republik Kongo ze respektéieren a seng Truppen aus dem Staat zrëckzezéien. Et sinn och oft Milizen, déi zwar ... Dat sinn net déi regulär Truppe vum Ruanda, mee déi gi vu Kigali aus gesteuert ginn, ben, e bësse wéi dat, wat Russland och am Oste vun der Ukrain gemaach huet. Et kéint ee vläicht och ...

(Interruption par M. Meris Sehovic)

Dat weess ech ... Jo, bon, dorobber muss hien äntwerten, mee et ass awer ... Do gëtt et Parallelen. An ech mengen, et ass richtig, de Ruanda derzou opzeruffen, derfir ze suergen, dass – ob regulär oder net regulär – Truppen aus dem Oste vum Kongo zrëckgezu ginn.

Also, mir schwätze vun iwwer 6 Milliounen Doudeger zënterdeems, also zënter 1998 warscheinlech. Et ass e laangen ... Voilà. An dat Eenzegt, wat mech e bësse stéiert, mee dat ass, dass mer ni wierklech seriö doriwwer diskutéiert hunn. D'Motioun ass e bësse lapidar, mee bon: Muss se laang sinn? Dat weess ech och net. Ech wier frou, wa mer vläicht eng Kéier och méi seriö kéinten doriwwer schwätzen, well ech mengen, et gëtt villes doriwwer ze schwätzen. Ech hat och souwisou wëlles, eng Kéier eng Initiativ dozou ze huelen. An der Belsch hu se och doriwwer geschwat. Si hunn och eppes domadder ze dinn. Déi sinn och e bësse betrëfft. Voilà. Mee ech hu keng Ursach, fir dans l'état des choses géint déi Motioun ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Dann ass d'Wuert elo fir den Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Jo, wat een hei effektiv muss soen: Et ass gutt, dass mer och emol eng Kéier iwwert déi do Problematik schwätzen. Et ass e Krich, deen natierlech net esou am Fokus steet wéi vill aner Konflikter op der Welt. Dat Ganz geet u sech zrëck op 1994, wéi dee Genozid a Ruanda war, an zwar un den Tutsien. Mir sinn natierlech elo an der Situatioun, dass virun allem déi Beweegung M23 nach ëmmer ganz aktiv an der Demokratescher Republik Kongo ass. Dat bréngt natierlech dee Moment och Problemer mat sech, och direkt fir eis.

Mir mussen wëssen, dass mer mam Ruanda elo awer och gewësse Relatiounen opgebaut hunn. Et si souguer Leit, déi froen, ob de Ruanda net vläicht sollt en neit Zilland an der Entwécklungspolitik ginn. Wann ee gesäit, wat de Moment um Niveau vun der Demokratescher Republik Kongo vir sech geet, mat deenen extreeme Greuelnoten, ganz ville Vergewaltungen, ganz ville Leit, déi op der Flucht sinn, da muss ee sech natierlech d'Fro stellen: Wat ass de Rôle, deen de Ruanda do ze spillen huet?

An ech muss dem Här Kartheiser trotzdem hei awer e Merci aussprechen, dass en hei e ganz wichtegt Thema zur Diskussioun gestallt huet. Mir als DP gesinn op alle Fall dat doten och un, dass mer eis mussen där Situatioun do unhuelen, dass mer och mussen driwwer diskutéieren. A mir sinn och der Meinung – an ech géing och dat menge Kolleegen aus der Fraktioun virschloen –, dass mer sollten déi Motioun hei matdroen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Elo hunn ech den Här Cruchten, den Här Clement an den Här Fayot, déi sech ageschriwwen hunn. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Och merci dem Här Kartheiser fir den Depot vun där Motioun hei, och wann ech elo net direkt de Lien zu

der Budgetsdebatte hei gesinn. Mee ech mengen, et ass awer wierklech gutt – den David Wagner huet dat, mengen ech, och ganz gutt erkläert –, dass mer eis eng Kéier sollte vläicht Zäit huelen, fir méi am Fong iwwer esou eng wichteg Saach ze schwätzen, wéi dat hei an enger Motioun an e puer Minutten ze traitéieren.

Mir wëssen alleguerten, wéi wichteg dass et ass, dass an där Regioun do soll Fridde sinn. Mir wëssen alleguerten, wat fir e Leed an deene leschten 30, 40 Joer d'Mënschen an där Regioun hu missen erliden. An dofir ass d'international Communautéit immens besuergt, dass dee Konflikt tëschent dem Ruanda an dem Kongo nach wäert eskaléieren.

An deem Sënn géif ech och menger Fraktioun proposéieren, déi Motioun hei matzedroen, och wann ech, éierlech gesot, e bësse regrettéieren, well se awer e bëssen dënn ass. Et hätt ee sech nach kënne ganz aner Saache virstellen. Et hätt ee vläicht och kënne d'Regierung opfuederen, sech anzesetze fir eng Relance vun de Frieddensverhandlungen. Mir wëssen, dass de Processus de Nairobi an de Processus de Luanda um Stocke sinn, dass déi eigentlech net méi stattfannen. Mee all déi Saache kéinte mer maachen.

An ech mengen, dass et besonnesch wichteg ass, dass mer derfir suergen, dass do Fridde an der Regioun ass, well mer wëssen, dass et hautdesdaags Länner an Europa gëtt, déi wellen hir Migranten dohinner deportéieren, respektiv dass et souguer grouss Parteien an Europa gëtt, déi dermadder libäugelen, mat esou engem Modell, fir dohinner eis Migratiounsproblemer léisen ze goen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. D'Wuert ass elo fir den Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech mengen, als Éischt merci fir d'Motioun am Sënn dovun, dass se do ass. Et ass e wichtegt Thema. Ech hat gëschter ganz kuerz ugeschwat, dass mer u sech eng ganz Rëtsch Konflikter hunn, iwwert déi mer ganz seele schwätzen. Ech hat perséinlech do als Éischt un de Südsudan geduecht, wou et änlech dramatesch ass. Et kéint een och nach d'Situatioun am Jemen nennen, wou Saudiarabien och eng Roll spillt, wou mer awer ganz frou sinn, eise Pétrol hierze kréien.

Also, wa mer ufänken, dat ze maachen, da mussen mer u sech wierklech eng Kéier eng Debatte ... An ech begrëssen et, wa mer hei endlech dann och erëm Kéier eng gréisser aussepolitisch Debatte wäerte féieren iwwer all déi Konflikter, wou lëtzebuergesch Wirtschaftsinteressen zum Deel och tangéiert sinn.

Deementspriedend gëtt et schonn e Lien zum Budget, mengen ech, nämlech deen, dass zumindest déi vergaange Regierung – a vun där aktueller hunn ech nach net de Contraire héieren – awer en Interessé huet, fir d'wirtschaftlech Bezéiunge mam Ruanda ze verdéiwen. A wann ee mat engem Land, dat am Krich ass an dat nach op der Säit vun engem Aggresseur steet, wëll d'wirtschaftlech Bezéiunge verdéiwen, dann, mengen ech, ass dat schonn eng Diskussioun, déi ee soll féieren. An dofir ass et gutt, dass mer se féieren.

Ech fannen et ganz problematesch, dass mer hei natierlech iwwer e Konflikt schwätzen, wou och eng ganz Rëtsch irregulär Truppen natierlech involvéiert sinn, déi och zu engem groussen Deel UN-, US-, deeleweis och EU-sanktionéiert sinn, soudatt ee vläicht an der Motioun nach e puer aner Invittéieren, voire och e puer aner Considerantéieren hätt kënne gesinn.

Ceci dit, gesinn ech et änlech wéi de Kolleeg David Wagner: Ech gesinn hei kee Grond, dergéint ze

stëmmen. Et ass ganz kloer: Mir als Piraten hunn eis ëmmer bekannt zu der territorialer Integritéit vun eenzelne Staaten an zum Respekt vun de Mënscherechter. Do gëtt et u sech kee Grotoum. Et ass een entweder fir d'Mënscherechter oder et ass en dergéint. Mir si ganz kloer op där Säit an et ass een och derfir, dass d'Grenze respektéiert ginn.

Dofir wäerte mer déi Motioun dann hei matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Bon, den Här Kartheiser huet déi Motioun jo hei presentéiert am Kontext vun der Ouverture vun der Ambassade, déi elo deemnächst zu Kigali soll opgoen, an och am Kontext vun der Kooperatiounspolitik. Mir hunn effektiv erëm ugefaang, Relatiounen mam Ruanda opzebauen. Dat war déi Zäit, wéi ech Kooperatiounsminister war. De Ruanda war laang e Kooperatiounsland vu Lëtzebuerg, bis 2002 ongeféier. Dat heescht, mir haten och souguer nach en Accord de coopération mat deem Land, wéi mer erëm ugefaangen hunn, mat hinnen ze schaffen.

De Ruanda ass en extreem komplex Land an et ass en extreem komplexe regionale Kontext. Ech war selwer zu Kigali a mir haten zesumme mam deemolege Premier och eng Entrevue mam President Kagame. A wann een iwwert déi Situatioun mam Kongo schwätzt, mat där Miliz M23, da kritt een natierlech och dorobber Äntwerten. Dat heescht, dass net schwaarz oder wäiss. A wéi ëmmer ass et, jo, komplizéiert mat Kooperatiounslänner, well de Ruanda ass effektiv keng richtig richtig Demokratie. Mee justement déi Prezenz do an effektiv och déi Kooperatioun, déi mer mat hinnen hunn, erliden eis natierlech och, eng Partie Messagen ze vehiculéieren. A mir hunn dat och gemaach an där Diskussioun. Mir hunn d'Situatioun vun der Opposition soulevéiert. Mir hunn déi Diskussioun gefouert ronderëm de Kongo. An et huet een en anere Levier, wann een dat mécht aus enger Situatioun vu Partenaire, wéi wann een elo dohi geet an do Opriff mécht oder esou Saache mécht.

Dat heescht, engersäits, mengen ech, ass dat hei dans l'ordre des choses, dass mer dat maachen och am Dialog mam Ruanda. Dat maache mer mat all eise Kooperatiounslänner. Mir ginn och déi net sou einfach Messagen eriwuer. Wat dann duerno domadder geschitt, dass ass natierlech eng ganz aner Saach. Mee nach eng Kéier: Et ass en extreem komplizéierte Kontext. An op där anerer Säit, an do sinn ech dann awer och beim Här Clement: Wa mer ufänken, esou Motiounen ze maachen, wou mer Länner opruffen, fir d'territorial Souveränitéit ze respektéieren, da kënne mer dat op ganz ville Plaze maachen. An dat kënne mer och am Kontext vu ganz aktuelle Konflikter maachen, déi autrement dramatesch sinn an déi nach e bësse méi no bei eis si wéi déi vum Ruanda. Ech denken notament un dat, wat am Noen Osten amgang ass ze geschéien.

Dat heescht, wa mer dat wëlle maachen, da kënne mer dat maachen, mee da sollte mer dat, mengen ech, e bësse méi breet diskutéieren. Dat heescht, ech di mech e bësse schwéier heimadder. Ech mengen, um Fong effektiv kann een dat, bon, kann een esou eppes soen, mee nach eng Kéier, ech hunn elo probéiert, e bësse méi ..., awer dee komplexe Kontext eng Kéier e bësse méi breet duerstellen. Ech hätt am Fong hei éischter d'Tendenz bei där Motioun, fir mech hei dann dee Moment ze enthalen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Dann ass elo d'Wuert fir den Här Hansen.

M. Christophe Hansen (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. An och merci un den Här Kartheiser,

fir déi heite Motioun deposéiert ze hunn. Ech muss awer soen, ech sinn e bëssen iwwerrascht, dass dat vun Iech kënnt, besonnesch well Är Schwësterpartei a Groussbritannien och Ruanda als sécher Drëttland unerkennt, gradeso wéi vläicht eng dänesch Regierung. Do si mir definitiv net dermat d'accord. Ech mengen, deen Text hei ass awer richtig. Et ass näischt Falsches dran. Mir hätten eis vläicht e puer Elementer méi gewünscht, mee am Numm vun der CSV kënne mer dat dote matdroen.

Ech soen Iech Merci.

M. Paul Galles (CSV) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen. An dann ass elo d'Wuert fir d'Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Merci. Ech deele vill vun deem, wat hei scho gesot ginn ass, notament vum Franz Fayot. Et ass näischt, wat dergéint schwätzt, reng wann ee just elo hei déi Tirete kuckt, fir dat dote matzestëmmen. Et sinn allerdéngs Froen, déi sech ëmmer erëm stellen. An ech ka mech nëmme wonneren, wann ech dat héieren, wat gëschter gesot ginn ass vusäite vun der ADR par rapport zum Konflikt an der Ukrain, zum Krich, dee géint d'Ukrain gefouert gëtt, géng ee sech zum Beispill wënsche vun Ärer Säit, dass och géng eng Motioun kommen, dass mer Russland géngen opfuederen, d'territorial Souveränitéit vun der Ukrain ze respektéieren.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dat kéint een zum Beispill hei nach bäisetzen.

(Interruption par M. François Bausch)

Wat ... Ech hätt eigentlech léiwer, mir géingen dat hei eng Kéier och mam Ausseminister an der Kommission diskutéieren, well et ass ... Fir eppes, wou wierklech ganz vill Implikatiounen hannendru stinn, sinn hei dräi Zeilen, déi op deem Blat hei stinn, fir déi, déi d'Blat elo net gesinn. An ech denken, dass et ganz vill dozou ze soe géng ginn. An ech wier wierklech Demandeur, dass mer dat géingen an der Kommission mam Minister diskutéieren.

Mee wann dat net méiglech ass, da schwätzt awer näischt dergéint, dass mer d'Motioun matzestëmmen. Nawell bleift, wéi och verschidden aner Virriedner gesot hunn, de Besoin awer, fir dat do eng Kéier zesummen ze diskutéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann huet den Auteur nach eng Kéier d'Wuert gefrot, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Ech sinn eigentlech ganz frou iwwert déi verschidden Interventiounen, déi hei gemaach goufen, well awer e Fuedem dran ass, e roude Fuedem, an dat ass eng Suerg, déi mer alleguer deelen, ëm déi schrecklech Zoustänn, déi et an der Demokratescher Republik Kongo gëtt, ëm eng Verantwortung, déi mir hunn, och an deem Kontext, well mer eeben eis Relatiounen mat dem Ruanda wëlle verstärken, eng Ambassade zu Kigali opmaachen, wou och de Lien mat der Budgetdiskussioun, déi gëschter war, d'Entwécklungshëllef oder d'Entwécklungszesummenaarbecht intensivéieren an domadder méi mat där Situatioun konfrontéiert sinn, wéi mer et bis elo waren.

Natierlech kann ee ganz vill Saachen nach derbäischreien iwwer aner Konflikter, iwwert d'Ukrain, iwwer Gaza an anerer, de Südsahel, aner Problemer, déi hei ernimmt goufen. Mee et war e bewosste Choix, dee mer gemaach hunn, fir hei eng méiglech einfach Textversioun heihinner ze leeën, eng Skelett-motioun, fir eeben eng Diskussioun net, soe mer mol,

op eng Bunn ze leeden, wou mer eis géingen oflenke loossen duerch verschidde Consideratiounen vun deem Wichtigsten.

Dat hei ass eigentlech en Text, dee sech nëmmen op déi wichtegst Aspekter konzentréiert an dofir hu mer et esou redigéiert. Ech ginn awer ganz gär zou géintwuer all deenen anere Kolleegen, déi dat gesot hunn, datt ee souwuel, wat d'Situatioun am Kongo an dem Ruanda, wéi och aner Konfliktsituatiounen an eiser Géigend oder nobäi betrëfft, och vill kéint soen.

Mee dat ass, wéi gesot, net Sënn an Zweck heivunner. Hei ass et, mengen ech, wichteg gewiescht, datt mer haut e Konsens fannen, fir ze soen, datt eis déi Nout vun deene Leit eeben an Afrika an an der Demokratescher Republick Kongo och um Häerz läit. An ech wär wierklech frou, wa mer deen Text hei elo kéinte mat enger Majoritéit unhuelen. Ech mengen, och dat wär e staarkt Zeeche vu Solidaritéit mat deene Leit, déi hei betraff sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Kartheiser Merci. Ech gesinn elo zu dëser Motioun keng aner Wuertmeldung.

Vote sur la motion 9

Da géing ech se zur Ofstëmmung bréngen an de Vott opmaachen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Här President, mäin Ecran geet net.

Mme Françoise Kemp (CSV) | Mäin och net.

M. Claude Wiseler, Président | Ok, et sinn der zwee, déi dann net fonctionnéieren. Sot mer just, wat Der gestëmmt hätt, da kann ech Iech direkt derbäisetzen. Ech schléissen also e Vott bei 58 of. Dir hätt mat Jo gestëmmt an Dir hätt och mat Jo gestëmmt.

Dann hätte mer also 56 Jo-Stëmmen, mir hätte keng Nee-Stëmmer a mir hätte 4 Abstentiounen. Dës Motioun wär also mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp (par M. Christophe Hansen), M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Max Hengel) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, M. Mars Di Bartolomeo et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Se sont abstenus : M. Laurent Zeimet ;

MM. Georges Engel, Franz Fayot et Claude Haagen.

Motion 10

Da komme mer zur leschter Motioun, der Motioun Nummer 10, och deposéiert vum Här Kartheiser. Huet Dir dozou Stellung? Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Mir hate gëschter, wéi ech dat hei presentéiert hunn ... Ech mengen, just pour rappel: Et geet ëm d'Eestëmmegkeet a Steierfroen. Et ass jo eppes, wou, mengen ech, awer ganz vill Kolleegen heibanne mat eis d'accord wären, fir ze soen, datt dat zum Deel e liewenswichtigen Interessi fir eis Finanzplaz ass an domadder och e ganz groussen Interessi fir eist Land am Allgemengen an datt mer festgestallt hunn, datt souwuel an Europa, wou zum Beispill vum Chef vum Eurogrupp do ëmmer méi Drock opgebaut gëtt op Lëtzebuerg, fir déi Eestëmmegkeet a Steierfroen opzeginn. A mir haten och festgestallt, datt de Spëtzekandidat vun der DP – dat war gëschter ugeschwat ginn – och do eng aner Meenung hätt.

Den Här Graas hat mech gefrot, wou ech géif do drukommen. Dofir hunn ech extra den Artikel matbruecht, Här Graas, well ech Iech déi Äntwert gëschter schëlleg bliwwen sinn. Dat war en Artikel am „Lëtzebuurger Wort“ vum 21. Mäerz. „Goerens warnt [...] vor sturem Festhalten am Steuerveto“. „Charles Goerens hat indes keine Angst, dem Mainstream in seiner Partei zu widersprechen.“ An och seet den Här Goerens ... „DP-Politiker für eine pro-europäische Koalition“ mat de Gréngen huet e sech ausgeschwat.

Dat si just déi Saachen, Här Graas, datt Der wësst, datt ech dat net erfornet hu gëschter, mee datt dat ass engem Artikel vum „Lëtzebuurger Wort“ ass an domadder garantéiert richtig.

(Hilarité et interruptions)

An dofir ... Ech weess net, d'Kolleege vun der CSV gesinn dat vläicht anescht, Här President. Mee gutt, domadder kënne mer liewen.

Op jidde Fall, dat ass also net aus der Loft gegruff. Mir hunn hei e Problem, datt ëmmer méi Drock op déi Eestëmmegkeet am Ministerrot an enger zentraler wichteger Fro kënnt. An et geet eis drëm, datt d'Parlament wa méiglech esou ..., ech weess, eenzel Parteien sinn do souwiesou enger anerer Meenung, mee all déi Parteien, déi awer eng Verantwortung fir déi wirtschaftlech Situatioun vum Land iwwerhuelen, sou wéi mer se am Abléck gesinn, mengen ech, missten dat hei kënne matstëmme an domadder e staarkt Zeeche setzen, datt egal wéi deen Drock, deen op Lëtzebuerg elo ausgeübt gëtt, datt mir do riicht stinn an datt mer wëssen, eis ekonomesch Interessen och als Land ze verdeedegen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. Hunn ech zu dëser Motioun Wuertmeldungen? Den Här Fayot, den Här Graas, d'Madamm Tanson. Här Fayot, Dir fänkt un.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Mir hunn en fait an deene leschte Joren, insbesonnesch a Steierfroen hu mer eis Positioun doduerch reforcéiert, dass mer matgemaach hunn an deenen Efforten, déi gemaach gi si fir méi Transparenz zesumme mat eisen europäesche Partner. A mir sinn am Fong der Meenung, och änlech wéi den Här Goerens, dass et keng gutt Iddi ass, fir stuer en där Eestëmmegkeet do festzehalen. Dat ass e Mouvement, deen en cours ass. Wa mer eng Verdéiwung wëlle vun Europa, da solle mer eis där Diskussioun absolutt net verspären.

D'Eestëmmegkeet, déi jo am Fong esou eng Aart Veto ass, ass souwiesou eng stomp Waff, virun allem fir e ganz klengt Land am europäesche Concert a virun

allem e Land, dat och a Steierfroen eng Vergaangeneheet huet, och an Europa.

Dofir si mer natierlech der Meenung, dass déi Motioun hei keng gutt Iddi ass. A mir waren am Fong och der Meenung, dass et keng ganz gutt Iddi war vun der Regierung, dat an e Koalitiounsaccord ze schreiwen, well och dat ass natierlech e Signal an eng Uso vis-à-vis vun Europa.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Dann ass d'Wuert fir den Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Vlächcht fir d'éischt eng kuerz Äntwert op dat, wat den Här Kartheiser hei gesot huet, well deen Interview ass engem selbstverständlech bekannt gewiescht.

Ech wëll just awer nach eng Kéier drop hiweisen, den Här Goerens huet do Reflexiounen ugestallt, fir dat, wat vlächcht eng Kéier muss op deem Niveau evaluéiert ginn. Mee dat, wat nach ëmmer zielt an enger Partei, datt ass de Walprogramm. An dee Walprogramm, hunn ech Iech gëschter scho gesot, dee wäert elo an den nächsten Deeg presentéiert ginn. An ech kann Iech elo scho vorab soen, datt d'Demokratesch Partei dergéint ass, datt den Eestëmmegkeetsprinzip, wat fiskal Froen ubelaangt, um europäeschen Niveau soll opgehuewe ginn.

Dat gëllt net fir aner Domänen. Ech denke virun allem un d'Aussepolitik, wou mir éischer der Meenung sinn, doriwwer misst ee schwätzen, fir deen Eestëmmegkeetsprinzip awer net méi als Tabu unzegesinn an och doriwwer sech dee Moment da méi seriö Gedanken ze maachen.

Zu dësem Zäitpunkt si mer allerdéngs der Meenung, dat mer och am Interêt vun der Finanzplaz Lëtzebuerg déi Diskussioun net sollen esou féieren. An duerfir, dat wäert Iech elo ganz verwonneren, Här Kartheiser, mee d'Demokratesch Partei ass hei där selwechter Meenung, wéi Dir se an där Motioun hei ausdréckt, a mir wäerte se och deementspriedend matstëmme.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Bon, ech stellen elo hei e puer Saache fest. Éischtens, mir schwätzen all Dag iwwer den EU-Walprogramm vun der DP. Dat schéngt jo wierklech e ganz spannende Moment ze ginn, ...

(Hilarité)

... wann deen dann endlech erauskënnt. Ech muss awer wierklech feststellen: Et ass interessant, dass de Spëtzekandidat vun der DP bei den Europawalen also dann desavouéiert gëtt duerch den eegene Walprogramm, well en eng aner Positioun vertritt wéi de Walprogramm, ...

M. Gusty Graas (DP) | Dat verstinn ech zwar net esou, mee sief et.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... deen Dir elo grad hei erëm annonciéiert hutt mat vill Publicitéit, déi kënnt.

Dat Zweet, wat ech feststellen, ass: Dat hei ass also net superfetatoire, well dat steet jo och am Koalitiounsaccord, ass eng Motioun vun der CSV ..., an eppes virun, wat wierklech eist Land géing méi wäit bréngen, wéi ëmmer erëm an deen Eck do ze kommen, wou mer op verschiddeenen Interête beharren, wou mer awer wëssen, dass et wichteg ass, dass mer an alle Froen, net nëmmen an deenen dote Froen, mee an alle Froen, weiderkommen, andeems net dat eent oder anert Land just no sech kuckt, mee

een eeben – mir hate gëschter hei vill vum Letta-Rapport rieds – grad kuckt, zesammenzeschaffen an am Interêt vun all de Biergerinnen a Bierger an Europa ze handelen an net just a ganz particulieren Interêten.

An duerfir fannen ech et scho bedauerlech, wann ech da kucken, wat virdru mat der Motioun geschitt ass zum PIBien-être, wou gesot ginn ass, si wier superfetatoire. Eigentlech kéint Der da jo hei och soen, se wier superfetatoire. Mee hei ass et dann awer wichtig genuch, dass se matgestëmmt gëtt. Ech fannen dat bedauerlech. Mir wäerten dat heiten natierlech net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann ass d'Wuert fir den Här Hansen.

M. Christophe Hansen (CSV) | Jo, merci, Här President. An ech mengen, et ass ganz eendeiteg: Mir hunn e Koalitionsaccord. Do steet dran, datt mer zu deem dote Recht weiderhi stinn an datt dat och sou bleiwe wäert. Ech mengen, et ass jo och hei ganz kloer en Appell un d'Regierung an net un iergendeen anere Mandataire – éischtens mol. Dofir hätt ee sech se eigentlech kënnen spueren. Mee ech mengen, et ass eng Evidenz u sech. Mir als CSV stinn och ganz kloer derfir. An ech mengen, et ass och ganz kloer, fir ze soen: Huet Lëtzebuerg schonn iergendwann eng Kéier vun deem Vetorecht Gebrauch gemaach? Mir hu vläicht deelweis heiansdo mol eng Kéier dermat gedreet, fir eis Interêten och duerchgesat ze kréien – an dat ass, mengen ech, och ganz wichtig sou –, mee en fin de compte hu mir ni eppes blockéiert als Lëtzebuerg, an dat wäert, mengen ech, och an der Zukunft net sou sinn. Dofir soll een déi doten Diskussioun och net ze vill poleemesch féieren. Dat ass den éischte Punkt.

An dann den zweete Punkt ass: Ech mengen, et ass wichtig, dass mer an esou Steierfroen och heiansdo ... Dat ass näischt, wou mer vun engem Dag op deen anere musse reagieren, sou wéi an aussepolitische Froen. An aussepolitische Froen, do musse mer kënnen mat enger Sprooch no bausse schwätzen. An dofir ass et do vill méi wichtig, datt een op deem Punkt schafft. Bei deem heite Punkt ass wierklech och wichtig, de Principe de subsidiarité walten ze loosse, well et do notamment och ëm eis Staatsfinanze geet. An do kënnen mer eis net ze vill draschwätze loosse bezéiungsweis musse mer do d'Moyenen hunn, fir do mol eng Kéier ze soen: „Pardon, hei geet et wierklech ëm dat Liewegt vun eis.“ An dofir muss een och kënnen weider dru festhalen.

Dat heescht, mir stinn hei derfir a mir wäerten derfir stëmmen, quitte datt se eigentlech och net onbedéngt néideg gewiescht wär, well mer e Koalitionsaccord hunn, deen eendeiteg ass. Merci.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen. Dann ass d'Wuert fir den Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Do mierkt een, wat geschitt, wann e Land wéi Lëtzebuerg ... Lëtzebuerg ass jo net dat eenzegst Land an der Europäescher Unioun, dat eng Finanzplaz huet. De Problem mat Lëtzebuerg ass deen, datt eis Finanzplaz esou inflationär grouss ginn ass an anscheinend laut Regierung nach méi grouss soll ginn an nach eng méi grouss Plaz soll kréien. Bis wéini? Bis se platzt. Dat wäert jo och eng Kéier geschéie warscheinlech. Et ass jo net éiweg, näischt ass éiweg. Da wësse mer vläicht och net onbedéngt, wéi et weidergeet hei zu Lëtzebuerg. Et ass e bësse kuerzsichtig, ëmmer ze mengen, datt d'Finanzplaz sou wichtig wär – op déi Aart a Weis, wéi se opgebaut ass, op jidde Fall.

Et ass och ëmmer interessant ze gesinn, datt grad déi Parteien, déi ëmmer vun europäesche Wäerter schwätzen, op eemol déi europäesch Wäerter ganz séier iwwer Bord puchen, wann et ëm Steierfroen geet, also ëm Steiersolidaritéit. Dat hu se net méi sou gär. Solidaritéit mat Flüchtlinge souwisou net, déi sollen an de Ruanda goen. Mee dat sinn anscheinend ganz speziell europäesch Wäerter.

An ech mengen, mir si jo och net – ech hunn dat jo virdru gesot – dat eenzegst Land, dat eng Finanzplaz huet. An huele mer un, dee Veto géif verschwannen. Well mir sinn och der Meinung, datt dee Veto misst verschwannen, fir gewëssenen Exzesser och vläicht en Enn ze setzen. Mee dat géif dann och awer fir aner Länner gëllen. Dat géif dann och fir Irland, fir Holland a sou weider gëllen. Dat heescht u sech, wann de Veto verschwanne géif, kéinte mer vläicht méi gesond Steierpolitiken duerchsetzen iwwerall an der Europäescher Unioun, un déi eis Konkurrente sech jo dann och missten halen. An deementsprechend missten och multinational Betriber a sou weider sech drun halen. Dat heescht, u sech wier et eng Chance fir Lëtzebuerg a fir d'Europäesch Unioun, wann dee Veto géifen ewechfalen. An et wier och ..., well mir wësse jo ganz genau, datt Exzesser gedriwwen gi géint aner Länner respektiv och géint hir Populatiounen, wa Steiergelder u sech net do landen, wou se misste landen, fir gewësse Länner ze developpieren.

Dofir menge mer, mir wäerten dowéinst mat Neen ofstëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Dann huet den Här Sehovic nach d'Wuert gefrot.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Ech si skandaliséiert iwwer d'Diskussioun, déi hei gefouert ginn ass. Ech géing gäre wierklech nach eng Kéier en Appell awer un d'Kollege vun der CSV a vun der DP maachen: Lauschtert op den Här Goerens, Här Graas, net op den Här Kartheiser! Deen huet e bësse méi Anung vun Europa. Dass mer hei zwee Méint virun den Europawalen an der Chamber eng Majoritéit vun CSV, DP an ADR hunn op esou enger Fro, dat wär e Skandal an dat falscht Zeechen un all d'Biergerinnen an d'Bierger!

M. François Bausch (déi gréng) | Très bien!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | An dowéinst hoffen ech, dass Der nach eng Kéier reconsideréiert, wéi Der ofstëmmt. Merci.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Dann huet nach d'Regierung, den Här Finanzminister, d'Wuert gefrot.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Et ass net un der Regierung, fir iwwer Motiounen matofzestëmmen. Ech soen dat elo kloer an däitlech. Et ass awer eng Fro, déi net onwichtig fir eist Land ass. An duerfir huelen och dozou Position. Wann den Här Sehovic elo just – dat huet mech och e bëssen erfieert – vu „skandaléis“ schwätzt, da wëll ech him soen, dass de Regierungsprogramm d'Unanimitéit a Steierfroen zrëckbehält an dass de Regierungsprogramm op enger demokratescher Legitimitéit vun dëser Regierung a vun enger Parlamentsmeerheet baséiert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Zweetens wëll ech dat widerhuelen, wat den Här Hansen gesot huet am Numm vun der CSV: Lëtzebuerg huet ganz seelen op d'Eestëmmegkeet a Steierfroen gepocht, mee et huet drop gepocht, wann et wierklech drëms gaange war.

An d'Madamm Polfer sëtzt hei als fréier Vizepräsidentin vun enger Regierung, an déi ka sech ganz gutt un de Sommet vu Feira erënneren, wou se zesumme mat dem Här Juncker war a wou sech d'Fro vun der Eestëmmegkeet a Steierfroen gestallt huet. Nämlech war et deemools ëm d'Zënsbesteuerung gaangen. An un der Zënsbesteuerung huet indirekt och e ganz groussen Deel vun dem Bankgeheimnis gehaangen, mat indirekt deemools geschate 6.000 Aarbechtsplazen an dem Privatbankegeschäft. Déi ass net gezu ginn, déi Eestëmmegkeet, mee d'Eestëmmegkeet huet deemools – wann ech mech gutt erënneren – derzou gefouert, dass Lëtzebuerg eng Deklaratioun gemaach huet, dass Lëtzebuerg domadder bewierkt huet, dass déi Zënsbesteuerung net direkt huet missen ëmgesat ginn, mee dass een Zäit hat, fir dat ëmzesetzen, dass d'Bankeplaz also konnt drop preparéiert ginn an dass mer 2005 och zu Lëtzebuerg eng Zënsbesteuerung op Spuerprodukter agefouert hunn a parallel den Impôt sur la fortune, also d'Vermögensbesteuerung, ofgestëmmt (veuillez lire: ofgeschaaft) hunn.

Duerfir géing ech Iech bieden – an et stinn aner Dossieren un, an déi stinn haaptsächlech an deem Beräich eeben, wou ech muss higoen, an dem ECO-FIN an an dem Eurogrupp, un, déi awer och d'Staatsa-Regierungsscheffen da betreffen –, dass een dat hei sollt halen. An ech mengen, dass déi responsabel Leit, déi dohinner ginn an d'Land do vertrieben, wëssen, wéi laang dass se op déi Eestëmmegkeet pochen, an zum richtege Moment dann och déi Kompromësser an déi Konsenser wäerte spille loosse, sachant bien, dass mer ee vun de Grënnungsmembere si vun der Europäescher Unioun an dass mer do zënter 1957 ganz genau wëssen, wat eis Plaz op dem europäesche Plang ass, an eis och der Gréisst vun eisem Land bewosst sinn.

Ofschléissend wëilt ech nach just soen: 0,75 % vun den Entreprisé bezeule 75 % vun der Betriebsbesteuerung. Och dat dierf een net ausser Uecht loosse.

Ech soen Iech Merci.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Finanzminister och Merci. Et sinn elo weider keng Wuertmeldungen zu dëser Motioun do.

Da géinge mer zur Ofstëmmung iwwer d'Motioun kommen.

Vote sur la motion 10

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 39 Jo-Stëmmen, 17 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ugeholl mat 39 Jo-Stëmme géint 17 Nee-Stëmme bei 4 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Charel Weiler), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Max Hengel) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Se sont abstenus : M. Laurent Zeimet ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.

Résolution 1

An domat hätte mer dann eis Motiounen alleguer ofgeschloss a mer géingen zu der Resoluitioun kommen, déi och deposéiert ginn ass. Déi Resoluitioun ass deposéiert gi vum Här Wagner. Här Wagner, wëllt Dir Stellung dozou huelen? Dir muss net, Dir kënnt.

M. David Wagner (déi Lénk) | Här President, ech hat während menger Ried jo dozou Stellung geholl.

M. Claude Wiseler, Président | Dir hat ganz kloer gesot, firwat Der se géingt deposéieren. Hunn ech zu dëser Resoluitioun Wuertmeldungen? Den Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Ech wosst zwar gëschter nach net, dass den Här Wagner géif mat enger Resoluitioun dozou kommen, mee ech hunn och gëschter schonn a menger Ried ganz kloer gesot, dass et fir eis logesch ass, dass deen Débat sur l'état de la nation no de Wale stattfënnt, an zwar den 11. Juni. Do ass jo scho vun anere Leit leschte Samschdeg am „Background“ gesot ginn, dat wier sécher, fir dass dann „das böse Erwachen“ kéim, wat d'Regierung alles vu Böses géif im Schilde führen. Dat waren d'Aussoen, déi leschte Samschdeg am „Background“ gemaach gi sinn. An den Här Finanzminister huet de Moien nach eng Kéier gesot, wat alles an de Steiere kënnt, an dat ass net zum Nodeel vun de Leit.

An och dat, wat ennerstrach ginn ass: am éischte Semester. D'éischt Semester geet fir mech – sou wéi ech et mol déi Zäit geléiert hunn an der Schoul; et ass haut vläicht anescht – bis den 30. Juni vun 2024 an och den 30. Juni 2025. An den 11. Juni ass nach ëmmer virum 30. Juni. Dofir wäert d'Conférence des Présidents och ganz gutt oppassen, dass d'Reglement esou ëmgesat gëtt, wéi et do steet, an dat ass den 30. Juni.

An dofir wäerte mir dës Resoluitioun als CSV net matstëmme a mir bleiwe bei deem, wat gesot ginn ass, dass den Débat sur l'état de la nation den 11. Juni wäert stattfannen. Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. Hunn ech nach aner Wuertmeldungen heizou? Den Här Clement. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Den Här Spautz huet mech, ouni mech ze nennen, am „Background“ zitéiert.

(Interruption par M. Marc Spautz)

Ech hunn dat mat Freed zur Kenntnis geholl, dass en déi Argumenter also schonn héieren huet. Ech wäert se awer trotzdem nach eng Kéier widderhuelen hei op dëser Plaz, well ech hu se och gëschter a menger Ried erwänt.

Et ass esou, dass mer elo e Budget gestëmmt hunn, dass mer elo Europawale wäerten hunn an datt dee Budget hei, a mengen Aen, relativ optimistesche Attenten an d'Zukunft huet, déi sech am Moment net ze bestätege schéngen. An dofir schéngt et dann awer e bëssen evident ze sinn, datt, wann den 9. Juni eng Wal ass an de Premier bizarrerweis genau

zwee Deeg duerno wëllt en État de la nation hei hale kommen, eeben déi méi negativ Annoncé fir da reservéiert sinn, datt d'Regierung sech also hei wëllt verstoppen, fir jo net iergende Score an den Europawalen op d'Spill ze setzen.

An dofir hu mir och déi heite Resoluitioun matënnerschriwwen. Mir wäerte se och weiderhi matënnersëtzen, well fir eis ass et ganz kloer: Et soll ee virun enger Echeance Faarf bekennen an net sech esou laang verstoppen, bis d'Echeance laanscht ass, an duerno eréischt op déi grouss Tromm schloen. Dofir: Mir wäerten dat heite matstëmme.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Den Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Ganz kuerz. Ech wollt do soen, dass ... Jo, den 9. Juni si Walen. A jo, warscheinlech all Partei, déi gewielt wëll ginn, hält sech zréck mat Moosnamen, déi de Leit net esou gefalen. An dat ass warscheinlech och hei de Fall esou. An do brauche mer eis näischt virzemaachen. Ob awer elo zwee Deeg duerno hei elo den Här Frieden kënnt an da wierklech alles duerchhëlt, wat vu Grausamkeeten ..., dovunner ginn ech awer och net aus. Wat méi interessant wier, wéi elo iergendwéi an de Walkampf nach deen Débat sur l'état de la nation ze setzen, wier vläicht, eng Debatt hei an der Chamber ze hunn iwwert d'Europapolitik. Also, dat wier eppes, wat een éischter sech kéint virstellen a wat mir géife virschloen. Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Ech gesi soss keng Wuertmeldungen zu dëser Resoluitioun. Da géing ech proposéieren, datt mer doriwuer ofstëmme.

(Interruptions)

Här Wagner, pardon. Dir hat mech scho virdu gefrot, Dir hutt Recht. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Net laang. Jo, allerdeings, et gëtt eng Diskussioun hei am Land. Et gouf eng Diskussioun och um Radio an esou weider, Dir wësst dat, datt gesot gëtt: „Voilà, d'Regierung waart e Waltermin of, deen net onwichtig ass, fir herno mat méi oder manner gudde Surprisen ze kommen.“ Ech kenne se jo och net. Vläicht komme se och méi spët a sou weider. An dofir, u sech ass déi Resoluitioun jo och e bëssen do, fir der Regierung ze hëllefen, der Majoritéit ze hëllefen, fir och hir ze beweisen, datt dat net sou ass an datt een och kann eng Diskussioun nach virum dem 9. Juni halen. D'autant plus, datt zwee Deeg no den Europawalen, deemno wéi et ausgeet, och de Risiko do ass, datt u sech déi Europawalen an zemoos d'Resultat vun den Europawalen tatsächlech déi ganz Debatt zur Lag vun der Natioun kéinten iwwerschieden.

Dat heescht, mir wieren der Meenung gewiescht u sech, datt mer eng offen Diskussioun hunn iwwert d'Lag vun der Natioun. An d'Lag vun der Natioun heescht och d'Lag vu Lëtzebuerg innerhalb vun der Europäescher Unioun, wou och all Fraktioun hei an der Chamber kéint kloer Stellung huelen. Dat si mer och eiser Bevëlkerung schëlleg, mengen ech och.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Elo ass keng Wuertmeldung méi do.

Vote sur la résolution 1

Da géing ech de Vott zu dëser Resoluitioun opmaachen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An ech maachen de Vott zou.

D'Resultat du vote ass: 19 Jo-Stëmme, 36 Nee-Stëmme a 5 Abstentiuonen. Dës Resoluitioun ass also ofgeleent mat 36 Nee-Stëmme géint 19 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiuonen.

Résultat définitif après redressement : la résolution 1 est rejetée par 20 voix pour, 35 voix contre et 5 abstentions.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

An domat hätte mer dann iwwer eis Motiounen an eis Resoluitiounen, déi beim Budget deposéiert gi waren, alleguer ofgestëmmt.

5. 8346 – Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2022

A mir kënnen zum nächste Punkt kommen, an dat sinn d'Chamberskonte vum Joer 2022, déi elo um Ordre du jour stinn. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno huet de Rapporteur 10 Minuten, déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitäten hu 5 Minuten, d'Regierung huet 10 Minuten. An et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Françoise Kemp, den Här Patrick Goldschmidt, den Här Franz Fayot, den Här François Bausch an den Här Sven Clement. An den honorabelen Här Tom Weidig als Rapporteur presentéiert eis elo d'Konten. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Comptes

M. Tom Weidig (ADR), rapporteur | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, a menger Fonctioun als President vun der Kontekommissioun presentéieren ech heimat de Rapport vun eiser Kommissioun zu den interne Konte vun der Chamber. D'Roll vun der Kontekommissioun nom Artikel 176 vum Chambersreglement ass, d'Konten vun der Chamber, déi vun eisem Finanzservice opgestallt goufen a vum Bureau vun der Chamber guttgeheescht gi sinn, ze kontrolléieren, an och dat mat Hëllef vun engem Réviseur.

De Réviseur „PKF Audit & Conseil“ huet d'Konten vun der Chamber fir d'Joer 2022 kontrolléiert an den 20. Oktober 2023 e positiven Avis ginn. D'Konten an d'Resultat op den 31. Dezember 2022 beschreiwen déi finanziell Situatioun vun der Chamber a si konform zu den ze applizéierende Reegelen opgestallt ginn.

D'Kontekommissioun huet e Rapport vun de Konte presentéiert kritt de 14. Dezember 2023 vum Här Rychlicki, Chef vum Finanzservice, an all Member vun der Kommissioun hat d'Méiglechkeet, Froen ze stellen. Dëse Rapport ass eestëmmege vun eis ugeholl ginn a läit Iech elo zur Ofstëmmung vir. Ech wëll dem Här Rychlicki a sengem Team villmoos Merci soe fir hir Aarbecht. Ech hat an de leschte Jore berufflech vill mat Kontabilitéit ze dinn an ech muss soen, datt d'Konten professionell op héijem Niveau gefouert ginn, an op all meng Froen hunn ech gutt Äntwerte kritt.

Ech wollt elo nach kuerz e puer Wieder zu de Konte selwer soen. 2022 ass dat éischt Joer, wou eng nei Finanzsoftware benotzt gëtt, déi et erlaabt, gläichzäiteg de Chambersbudget wéi och d'Kontabilitéit en temps réel ze féieren, wat d'Transparenz vun de Chambersfinanze stäerkt. De Staat huet der Chamber eng Enveloppe budgétaire vun insgesamt 52,6 Milliounen fir d'Joer 2022 zoukomme gelooss. Mat de Provisiounen louchen d'Recettë bei insgesamt 57,1 Milliounen. Am Joer 2022 gouf et Dépensë vu 55,7 Milliounen. Dëst entsprécht engem Iwwerschoss vun 1,4 Milliounen Euro. D'Reserven nom Iwwerschoss an no enger Libération vu Reserve fir d'Joer 2023 leien um 31. Dezember 2022 bei 6,9 Milliounen Euro.

D'Dépensë sinn awer, par rapport zu 2021, ëm 5,8 Milliounen Euro geklommen. Dat ass haaptsächlech, well d'Zuel vun den Ugestallte vun 151 op 162 eropgaangen ass. Dës Zuel ass 2023 bal stabil bliwwen, soudatt sech do net vill bei den Depensen änneren misst.

De gréisste realen Dapassement vun engem Budgetposte war an de Charges du Bureau, well d'Chamber decidéiert huet, zwou net budgetéiert Campagnen ze maachen, iwwert d'Vefassungsreform a „We remember“. Bei dräi Posten ass de Budget kloer ënnerschratt ginn. Et ware manner Reunionen, also manner Käschten, manner Dépensë bei der IT an d'Botzpersonal ass elo direkt agestellt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, domadder sinn ech um Enn ukomm, an ech géif Iech am Numm vun der Kommissioun bidden, eise Rapport vun Exercice 2022 guttzeheeschen an de President ze froen, dës Resolutioun an de Rapport un d'Cour des comptes weiderzeleeden.

Merci.

Résolution

La Chambre des Députés,

vu le rapport de sa Commission des Comptes,

approuve les comptes de l'exercice 2022 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des comptes pour y être enregistrés.

(s.) Tom Weidig.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Weidig villmoos Merci.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Françoise Kemp agedroen.

Discussion générale

Mme Françoise Kemp (CSV) | Här President, Kolleginnen a Kollegeen, ech hale mech ganz kuerz a ginn heimadder schonn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Kemp Merci. An dann ass et um Här Goldschmidt.

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Jo, ech probéieren, et geneesou kuerz ze maachen, Här President, a géif dem Rapporteur awer Merci soen an och all deenen iwwer 160 Mataarbechter, déi eis ëmmer gutt begleeden, a géif natierlech och den Accord vun der DP-Fraktioun heimadder ginn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goldschmidt. Dann ass et um Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech ginn och den Accord fir d'LSAP-Fraktioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Här President, mir soe Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Den Här Polidori.

M. Ben Polidori (Piraten) | Da schwätzen ech elo e bësse méi laang. Nee, ech soen och just Jo. Mir ginn och den Ok vun onser Sensibilitéit.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Här Wagner, wëllt Dir och eppes dozou soen?

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, selbstverständlech, mir wäerten dat och matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Ma dat ass gentil.

Dann hu mer elo d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner hei ofgeschloss an d'Diskussioun wär domat ofgeschloss a mir stëmmen elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Kontekommissioun virgeschloen huet.

Ass d'Chamber domat averstanen, à main levée iwwert dës Resolutioun ofzestëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Wann dat de Fall ass, da géing ech froen, wie mat der Resolutioun d'accord ass, d'Hand ze hiewen.

Ech soen Iech Merci.

Ass een dergéint? Nee, mee dann huet elo d'Hand erof, wann Der ... Ass een dergéint?

(Hilarité générale)

D'Fro war elo: Ass een dergéint? Ech gesinn, datt keen dergéint ass.

Enthält ee sech? Et enthält sech och keen.

Dann ass dës Resolutioun à l'unanimité ugeholl.

6. Résolution relative aux comptes de l'exercice 2022 de la Cour des comptes

(Résolution déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 27 de ce compte rendu)

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Resolutioun iwwert d'Konten vun der Cour des comptes fir d'Joer 2022. Fir d'Riedezäit ass festgeluecht, datt den Auteur 5 Minutten huet an déi eenzelen Fraktiounen a Sensibilitéite 5. Et huet sech elo schonn ageschriwwen: just den Här Tom Weidig.

Mee den honorabelen Här Franz Fayot als Auteur-rapporteur vun der Resolutioun kann eis se elo presentéieren, wann en dat wëll. Mee en hat virdru gesot, datt en et ganz kuerz géing maachen. Da ginn ech Iech d'Wuert.

Exposé

M. Franz Fayot (LSAP), auteur | Jo, Här President, ech mengen, ech hunn éinescht alles zu deene Resolutiounen do gesot. Et geet drëm, fir se effektiv ze approuvéieren opgrond vun deenen Auditen, déi virleie

vum Reviseur. An ech mengen, déi Resolutioun explizéiert sech selwer.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Déi explizéiert sech effektiv selwer. Ass dozou eng Wuertmeldung? Den Här Weidig ass zwar ageschriwwen ...

M. Tom Weidig (ADR) | Nee.

M. Claude Wiseler, Président | Wann en d'Wuert net wëllt, wär dat net schlëmm.

(Hilarité générale)

Voilà, dann hu mer keng Wuertmeldung dozou.

Kann ech dëst och à main levée zum Vott stellen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Wann dat de Fall ass, dann hiewen déi, déi d'accord sinn, d'Hand. Villmoos merci.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dann ass dës Resolutioun och à l'unanimité ugeholl. Och dofir soen ech Iech Merci.

7. Résolution relative aux comptes de l'exercice 2022 de l'Ombudsman

(Résolution déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 27 de ce compte rendu)

Eisen nächste Punkt ass d'Resolutioun iwwert d'Konten vum Ombudsman fir d'Joer 2022. Dat heescht, déi selwecht Zäitreieffolleg gëllt wéi virdru. Och den Här Fayot ass hei den Auteur-rapporteur. Här Fayot!

M. Franz Fayot (LSAP), auteur | Ech géif dat selwecht soe wéi bei der viregter Resolutioun.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass gentil.

Den Här Weidig huet sech och hei agedroen. Dann hunn ech ... Ok!

(Hilarité)

Fir de Rescht vun den Diskussiounen hale mer dat dann esou bäi. Dann ass keng aner Wuertmeldung do.

Vote sur la résolution

Déi Leit, déi also mat dëser Resolutioun d'accord sinn, sollen d'Hand an d'Luucht hiewen.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech? Dat ass net de Fall.

Dann ass och dës Resolutioun à l'unanimité ugeholl.

8. Résolution relative aux comptes de l'exercice 2022 du Centre pour l'égalité de traitement

(Résolution déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 27 de ce compte rendu)

An da komme mer zur Resolutioun iwwert d'Konten vum Exercice 2022 vum Centre pour l'égalité de traitement. Här Fayot, dat ass och esou wéi dat, wat Der virdru gesot hutt?

M. Franz Fayot (LSAP), auteur | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Elo huet den Här Fernand Kartheiser, huelen ech un, d'Wuert. Wollt Dir dozou schwätzen?

M. Tom Weidig (ADR) | Ech wollt driwwer schwätzen.

M. Claude Wiseler, Président | Ok. Well elo hunn ech zwar lëschtgerweis den Här Kartheiser ageschriwwen. Mee Dir kënt, wann den Här Kartheiser d'accord ass, dat awer maachen, wann Der wëllt.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Voilà, ok, da sidd Dir Iech eens. Här Weidig.

Discussion générale

M. Tom Weidig (ADR) | Ech entschëllege mech, datt ech nach emol hei schwätzen. Dir wëllt all heemgoen, ech weess, mee ...

Merci, Här President. Mir stëmmen d'Konte vum CET mat, mee ech wëll hei awer och eis Oppositoum kloermaachen zum politeschen Aktivismus vum CET.

Dëst kann ech am beschten ënnermauere mat Zitater aus engem Lieserbréif am „Forum“ vum Här Norbert Campagna, Professor an der Philosophie op der Uni an Zilscheif vum politeschen Aktivismus vum CET.

An dee schreift: „Ende 2022 hatte ich schon einen Brief vom Centre pour l'égalité de traitement bekommen, in welchem mir vorgeworfen wurde, in einem im ‚Wort‘ erschienenen Leserbrief ‚des propos qui pourraient laisser supposer une certaine homophobie‘ gehalten zu haben. [...] Im Brief vom CET gab es [keine] Angabe der genauen Passagen, die anrühlich gewesen sein sollen. Doch schlimmer noch scheint mir die Tatsache [...], dass man mir nicht die Möglichkeit gegeben hat, mich zu rechtfertigen, bevor man mir [...] einen mehr oder minder versteckten Drohbrief schickte und mich dazu aufrief, eine Art Selbstzensur auszuüben. [...] Es genügt fortan, dass eine Handvoll von Personen – im Fall vom CET war es angeblich nur eine einzige Person – sich in ihrer Sensibilität verletzt fühlen [...]. Mag die Cancel Culture in Luxemburg noch keine so große Ausbreitung haben wie in den Vereinigten Staaten, so deutet doch einiges darauf hin, dass sie so langsam anfängt, auch in Luxemburg Fuß zu fassen. [...] Wenn dem CET, wie er es seit Jahren verlangt, mehr Macht zugestanden wird, dann könnte die Ausdrucksfreiheit in Luxemburg durchaus gefährdet sein [...]“ Zitatende.

Mir als ADR deelen déi Suerg vum Här Campagna a mir sinn och besuergt, datt de CET, dee jo un der Chamber hänkt, am Quasivakuum agéiere kann. Mir fuerderen heimat de CET op, sech beim Här Campagna ze entschëllegen.

(Interruptions)

Des Weidere wäerte mir an der Chamber eng Diskussioun zu dësem Thema ufroen. Merci an e schéinen Owend!

Plusieurs voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Gutt, dat waren elo eng Rei Aussoen, déi net onbedéngt als Sujet d'Konte vum CET haten. Ass elo nach een, deen dozou wëll Stellung huelen? Da ginn ech der Madamm Cahen d'Wuert.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Also ech mengen, vu politeschem Aktivismus ze schwätzen, wa mer hei vum CET schwätzen, dat fannen ech wierklech ganz, ganz schlëmm. Ganz au contraire! Mee mir kenne jo alleguerten d'Meenunge vun der ADR a vum Här Weidig. Mir héieren dat och am Stater Gemengerot. An ech kann nëmme soen, ech, ech schumme mech fir esou Aussoen, déi do ëmmer gemaach ginn!

Ech encouragéieren de CET op jidde Fall, seng Aarbecht weiderzeféieren. Et ass ganz wichteg, dass d'Leit net diskriminéiert ginn hei am Land. An dat ass och d'Aufgab vum CET, derfir ze suergen, dass d'Leit net diskriminéiert ginn. Dofir encouragéieren ech de CET, seng excellent Aarbecht weiderzemaachen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Cahen villmools Merci. Ass nach en aneren, dee wëll Stellung do ze huelen? Den Här Kartheiser, an da schléisse mer duerno.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech wollt just soen, Här President: Et ass, mengen ech, elo aus deene Reaktiounen an och aus der Interventioun vun der honorabeler Madamm Cahen erauskomm, datt et wichteg ass, datt mer eng Kéier eng Debatt iwwert de Fonctionnement vum CET hei an der Plenièr féieren.

Dat ass och dat, wat den Här Weidig gefrot huet, a mir géingen da vläicht drop hoffen, datt an der nächster Presidentekonferenz do kéint en Datum festgeluecht ginn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, et gëtt genuch Moyenen, parlamentaresch Moyenen, fir déi Debatten unzufroen, déi déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéite wëllen ufroen. Et ass effektiv elo net den Objet, fir dat bei de Konten ze maachen. Wann Der dat da wëllt, da gëtt et Moyene genuch, fir datt Der dat erareecht. Dir hutt d'Libertéit dozou.

Ech gesinn elo keng Wuertmeldung méi zu dësem Sujet, da kéinte mer och iwwert déi Resolutioun ofstëmmen. Wann ech richteg verstanen hunn, kënne mer déi awer och à main levée ofstëmmen.

(Assentiment)

Do ass keen dergéint.

Vote sur la résolution

Also wann Der domat d'accord sidd, hieft Der d'Hand an d'Luucht. Ech soen Iech Merci.

Ass een dergéint?

Ass een, dee sech enthält?

Dann ass och dës Resolutioun à l'unanimité ugeholl.

9. Résolution relative aux comptes de l'exercice 2022 de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher

(Résolution déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 27 de ce compte rendu)

An da komme mer zur leschter Resolutioun vun haut. Dat ass d'Resolutioun iwwert d'Konte vum Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher fir d'Joer 2022. Déi selwecht Riedezäit wéi virdrun, déi virdrun net agehale ginn ass, dann hale mer se elo och warscheinlech net an. Här Fayot, wollt Der eppes dozou soen?

M. Franz Fayot (LSAP), auteur | Nee, Här President. Ech ... voilà. Same procedure.

M. Claude Wiseler, Président | Dir sidd perfekt!

Plusieurs voix | Oo!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | An dann ass et elo ... Ech gesinn dozou ...

M. Sven Clement (Piraten) | Hoffe mer, datt Är Fra dat net héiert!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Ech gesinn elo keng ... Sou, wann Der Iech elo calméiert hutt, da soen ech Iech: Ech gesinn elo keng aner Wuertmeldung ...

M. Franz Fayot (LSAP), auteur | Wat eng Clairvoyance, Här President!

M. Claude Wiseler, Président | Da kënne mer elo och zum Vott iwwert ... Kënne mer elo zum Vott iwwert déi Resolutioun hei kommen? Och déi kënne mer par main levée ofstëmmen.

Vote sur la résolution

Wien d'accord ass, hieft d'Hand an d'Luucht.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dann ass och dës Resolutioun à l'unanimité ugeholl an ech soen Iech Merci dofir.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm an d'Chamber kënt den 2. Mee nees zesummen.

An domat ass dann d'Sëtzung opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.12 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 46
M. Claude Wiseler, Président
 2. **Communications** p. 46
M. Claude Wiseler, Président
 3. **Changements de composition de commissions parlementaires** p. 46
M. Claude Wiseler, Président
 4. **Ordre du jour** p. 46
M. Claude Wiseler, Président
 5. **Heure de questions au Gouvernement** p. 46
 - Question n° 58 du 2 mai 2024 de M. Christophe Hansen relative au discours du Président français Emmanuel Macron au sujet de l'Union européenne, adressée à M. le Premier ministre** p. 46
M. Christophe Hansen | M. Luc Frieden, Premier ministre
 - Question n° 59 du 2 mai 2024 de Mme Taina Bofferding relative à la hausse des interruptions volontaires de grossesse, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** p. 47
Mme Taina Bofferding | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
 - Question n° 60 du 2 mai 2024 de M. André Bauler relative au code de déontologie des élus locaux, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures** p. 48
M. André Bauler | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
 - Question n° 61 du 2 mai 2024 de M. Fred Keup relative à l'avenir de l'enseignement classique et moderne au « Lënster Lycée International School », adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse** p. 48
M. Fred Keup | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
 - Question n° 62 du 2 mai 2024 de M. Maurice Bauer relative à l'acquisition de la société Intelsat par la société SES, adressée à M. le Premier ministre** p. 49
M. Maurice Bauer | M. Luc Frieden, Premier ministre
 - Question n° 63 du 2 mai 2024 de Mme Joëlle Welfring relative à l'avenir du Fonds national de la recherche, adressée à Mme la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur** p. 49
Mme Joëlle Welfring | Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur
 - Question n° 64 du 2 mai 2024 de M. Gérard Schockmel relative à l'enquête de couverture vaccinale 2023, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** p. 50
M. Gérard Schockmel | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
 - Question n° 65 du 2 mai 2024 de M. Sven Clement relative à l'application de l'article 39 de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures** p. 50
M. Sven Clement | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
 - Question n° 66 du 2 mai 2024 de Mme Nathalie Morgenthaler relative à la mise en place d'un corps de police locale, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures** p. 50
Mme Nathalie Morgenthaler | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
 - Question n° 67 du 2 mai 2024 de Mme Francine Closener relative aux structures d'hébergement d'urgence pour jeunes, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse** p. 51
Mme Francine Closener | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
 - Question n° 68 du 2 mai 2024 de Mme Carole Hartmann relative à la psychothérapie, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** p. 52
Mme Carole Hartmann | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
 - Question n° 69 du 2 mai 2024 de M. Jeff Engelen relative à la prévention des émissions d'ammoniac dans l'agriculture, adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture** p. 52
M. Jeff Engelen | Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture
 - Question n° 70 du 2 mai 2024 de Mme Alexandra Schoos relative au monopole du LNS concernant certaines analyses, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** p. 53
Mme Alexandra Schoos | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
 6. **Question élargie n° 7 de M. Dan Biancalana relative à la réforme des finances communales** p. 53
M. Dan Biancalana | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
 7. **Dépôt d'une résolution par Mme Sam Tanson** p. 54
Exposé : Mme Sam Tanson
 8. **Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet du système d'évaluation dans la fonction publique** p. 55
Exposé : M. Marc Goergen (dépôt des motions 1 à 3)
Débat : M. Maurice Bauer | M. Gusty Graas | Mme Liz Braz | M. Fred Keup | Mme Joëlle Welfring | M. David Wagner
Prises de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense
Motion 1 : M. Maurice Bauer | M. David Wagner | Mme Liz Braz | M. Fred Keup | Mme Joëlle Welfring | M. Marc Goergen
Vote sur la motion 1 (adoptée)
Motion 2 : M. David Wagner | M. Maurice Bauer | Mme Liz Braz | M. Fred Keup | Mme Joëlle Welfring | M. Marc Goergen (intervention de M. Sven Clement) | M. François Bausch
Vote sur la motion 2 (rejetée)
Motion 3 : M. Maurice Bauer | Mme Liz Braz | Mme Joëlle Welfring | M. Marc Goergen | M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique
Vote sur la motion 3 (rejetée)
 9. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Goergen** p. 63
Exposé : M. Marc Goergen
 10. **Question élargie n° 6 de Mme Alexandra Schoos sur le suivi de la pandémie Covid-19** p. 64
Mme Alexandra Schoos | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Mme Alexandra Schoos | Mme la Ministre Martine Deprez
 11. **Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de l'accord mondial sur les pandémies et le règlement sanitaire international de l'OMS** p. 65
Exposé : M. François Bausch (dépôt de la motion 1)
Débat : M. Max Hengel (interventions de M. François Bausch) | M. Gérard Schockmel | M. Mars Di Bartolomeo | Mme Alexandra Schoos | M. Sven Clement (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) | M. David Wagner (interventions de M. Sven Clement)
Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) | Mme la Ministre Martine Deprez | M. Marc Baum (parole après ministre) | Mme la Ministre Martine Deprez | M. François Bausch (parole après ministre) | Mme la Ministre Martine Deprez | M. Mars Di Bartolomeo (parole après ministre) | Mme la Ministre Martine Deprez
Motion 1 : M. Max Hengel | M. François Bausch | Mme Alexandra Schoos | M. François Bausch | M. Mars Di Bartolomeo | M. François Bausch
Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée) (interventions de M. Mars Di Bartolomeo)
 12. **Ordre du jour (suite)** p. 73
M. Claude Wiseler, Président
 13. **Résolution de Mme Sam Tanson concernant le registre de transparence de la Chambre des Députés** p. 73
Mme Sam Tanson
Discussion générale : M. Gilles Baum | Mme Diane Adehm | M. Sven Clement | M. Marc Baum | Mme Taina Bofferding
Vote sur la résolution (adoptée)
- Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président
- Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, Mme Stéphanie Obertin et M. Serge Wilmes, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Luc Frieden, Premier ministre | Nee, Här President.

2. Communications

M. Claude Wiseler, Président | D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

An d'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 2 mai 2024

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet suivant a été déposé auprès de l'Administration parlementaire :

8377 – Projet de loi portant modification :

1^o de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

2^o de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ;

3^o de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ;

4^o de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

5^o de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;

6^o de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur l'Inspection générale de la Police ; et

7^o de la loi modifiée du 1^{er} août 2018 portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la Fonction publique,

en vue de la mise en œuvre des points 5 et 10 de l'accord salarial dans la Fonction publique du 9 décembre 2022

Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique, le 25/04/2024

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3148 – Demande de pétition publique : Examensfächer änneren

Dépôt : Mme Lena Becker, le 23/04/2024

3149 – Demande de pétition publique : Pouvoir changer les disciplines d'examen de fin d'études secondaires jusqu'à 10 jours avant le début des épreuves

Dépôt : Mme Valentina Iacovazzi, le 23/04/2024

3150 – Demande de pétition publique : Demande d'une 13^e rente de pension annuellement

Dépôt : M. Bernard Clavier, le 23/04/2024

3151 – Demande de pétition publique : Mënz unhuelen

Dépôt : M. Johnny Vael, le 23/04/2024

3152 – Demande de pétition publique : Les enfants de plus d'un certain âge devraient se renseigner sur la menace animale et être encouragés à aider les animaux en voie de disparition par leurs enseignants

Dépôt : M. Michael Brittingham II, le 24/04/2024

3153 – Demande de pétition publique : Exemption du Sproochentest pour les conjoints mariés depuis 5 ans à un citoyen luxembourgeois

Dépôt : M. Hicham Benmabkhout, le 24/04/2024

3154 – Demande de pétition publique : Pétition pour l'amélioration de l'accès à la police luxembourgeoise pour les citoyens luxembourgeois non francophones ou germanophones

Dépôt : M. Sandro Miguel Monteiro Tavares, le 25/04/2024

3155 – Demande de pétition publique : Demandons le marquage au sol des emplacements de parking voiture pour la ville de Differdange

Dépôt : M. Vitor Ferreira, le 26/04/2024

3156 – Demande de pétition publique : Épanrages chimiques

Dépôt : M. François Beck, le 28/04/2024

3157 – Demande de pétition publique : Mettons fin au blocus de Gaza : soutenez la mission humanitaire de la Coalition de la flotte de la liberté

Dépôt : M. James Mulli, le 28/04/2024

3158 – Demande de pétition publique : Ma proposition serait, puisque les bus luxembourgeois vont déjà gratuitement à Villerupt, qu'ils commencent à circuler à l'intérieur de la ville afin de faire les arrêts principaux afin de faciliter la circulation au sein de la ville, et cela réduirait considérablement le flux de transit du côté d'Esch du Luxembourg

Dépôt : M. Erikson Gomes, le 30/04/2024

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Changements de composition de commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ugeet, si folgend Ännerunge vun der DP-Fraktioun matgedeelt ginn:

An der Commission de la Mobilité et des Travaux publics ersetzt d'Madamm Mandy Minella den Här Luc Emering.

An an der Commission des Médias et des Communications ersetzt den Här Luc Emering d'Madamm Mandy Minella.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvorschläë?

(Négation)

Ech gesinn, dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech och zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

5. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg steet dann als éischte Punkt op eiselem Ordre du jour eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chamberreglement huet den Deputéierten 2 Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet 4 Minutten Zäit, fir dorop ze äntwerten.

Als éischt Fro hu mer d'Fro Nummer 58 vum Här Christophe Hansen un den Här Premierminister iwwert dem President Emmanuel Macron seng Ried iwwert d'Europäesch Unioun. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 58 du 2 mai 2024 de M. Christophe Hansen relative au discours du Président français Emmanuel Macron au sujet de l'Union européenne, adressée à M. le Premier ministre

M. Christophe Hansen (CSV) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, schéinen Nomëtteg. Wéi scho gesot, de franséische President Emmanuel Macron huet seng zweet sougenannt Sorbonne-Ried virgedroen, eng, déi mer mat Spannung erwaart hunn, an hien huet an där Ried gewarnt. Hien huet dervir gewarnt, datt Europa stierwe kéint, wa mer net géife virmaachen a méi zesummeschaffen a punkto Verteidigung, Energie, Industrie an Technologie, fir do méi onofhängeg ze gi vun de Big Player wéi China, den USA an esou weider. An obwuel déi Europäesch Unioun duerch déi verschidde Krisen, duerch déi mer gaang sinn – d'Covidkris, den Ukrainkrich, d'Energiekris –, vill Progrès gemaach huet, si mer nach net do, wou mer misste sinn.

An dofir meng Fro un Iech, Här Premierminister: Éischts, deelt Dir déi Analys vun der Urgence, déi den Emmanuel Macron gemaach huet?

An zweetens: Wéi kënne mir deen néidegen Emanzipatiounsprozess, dee mer brauchen – ech mengen, do si mer eis eens –, beschleunegen?

An dann drëtens, virun allem: Wéi kënne mer dat dote finanzéieren? Den Här Macron huet do ugeduecht, datt een notamment och um europäesche Budget misst schaffen, méi op Ressources propres schaffen, fir dat doten ze finanzéieren. An ech gesinn do och eng gewësse Parallel mam Enrico Letta sengem Rapport iwwert de Marché intérieur, wou och eng Savings and Investments Union e bëssen ugeduecht ass. Dat ass jo u sech d'Capital Markets Union e bësse rebaptiséiert. Gesitt Dir och, datt do eng Parallel ass? A wat musse mer maachen, fir do méi séier virunzekommen?

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen. D'Wuert ass elo fir de Premierminister. Här Premierminister, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

Dir hutt véier Minutten, Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, déi Fro vun dem Här Hansen ass eigentlech déi, déi d'Zukunft vun eiselem Kontinent definéiert. An duerfir begrëssen ech ausdrécklech déi Ried, déi de President Macron virun der Sorbonne gehalen huet. Et ass gutt, datt mer eis net ëmmer nëmme mat de kuerzfristige Problemer oder Objektivier beschäftegen, mee och mat deem, wat mëttel- a laangfristeg op eiselem Kontinent muss geschéien. An an deem Sënn ass esou eng Ried wéi déi vum President Macron extrem wichteg.

Dat Zweet, dat ass: Ech deelen déi allgemeng Ambitiounen, déi an där Ried waren. Mir stinn zu Europa

a grad mir Lëtzebuurger mussen zu Europa stoen. An et ass richteg, datt Europa muss, wéi de President Macron et formuléiert huet, eng Puissance géopolitique ginn, datt Europa muss eng Puissance ginn, déi Wuelstand erbaibréngt. Natierlech stellt sech och d'Fro vun der Finanzéierung.

Ech sinn net ganz d'accord mat sengem Constat, mat senger Wierder, wann e seet: „Europa ass um Stierwen.“ Ech mengen net, datt Europa um Stierwen ass, mee wat en domadder wollt ausdrécken – an ech mengen, dat ass eng Suerg, déi ech erëm deelen –, dat ass: Mir mussen eis fir Europa engagéieren, well déi grouss Froe vu Fridden, vu Wuelstand, vu Fräiheet, vun Demokratie, déi kënne mer nëmme beäntweren, wa mer an Europa zesummetinn. De Kampf géint de Klimawandel, d'Problemer vun der Migration, eis Roll an der Weltwirtschaft par rapport zu Amerika, par rapport zu China, kënne mer nëmme duerch Fräihandelsaccorde maachen, déi och eng equilibréiert Positioun mat villen Aspekter, déi fir eis wichteg sinn, beinhalten. A fir alles dat muss ee sech asetzen. An ech mengen, dat wollt den Här Macron och a senger Ried soen.

Wat Europa als eng Puissance géopolitique ubelaangt, ass et natierlech noutwendeg – an och do deelen ech seng Meenung –, datt mer en Europa vun der Verteidigung brauchen. Net eent, dat géint d'NATO schafft, mee mir Europäer mussen eis grad no dem Iwwerfall vu Russland op d'Ukrain, deen inakzeptabel ass, deen eng Violatioun vun internationale Recht ass, méi wéi jee bewosst sinn, datt och mir eng Verteidigung brauchen, datt dat Efforte kascht. An duerfir mussen mer och eis Industrie opbauen do ronderëm, an do huet och Lëtzebuerg eng Roll matzespillen, och wa mer nëmme eng kleng Roll ze spillen hunn. Mir hunn eng Roll ze spillen, well et geet ëm eis Sécherheet. Et geet ëm eis Zukunft.

An dann deelen och déi Meenung zum Wuelstand, datt mer dee Wuelstand an Europa nëmme kréien, wa mer zesummeschaffen. En huet gesot, mir missten a verschidde Secteuren, wéi der Kënschtlecher Intelligenz an den erneierbaren Energien, strategesch Leadere ginn. Mir mussen do dat op engem europäesche Plang maachen. An och dat ass eppes, wat ech voll a ganz deelen.

Wou fanne mer déi Moyenen? De President Macron seet, mir missten den europäesche Budget verduebelen. Ech mengen, datt dat schwiereg ass, mee mir mussen méi Moyenen europäesch asetzen, well soss erreche mer déi Ziler net. Mir kënnen net no méi Europa ruffen, fir eis Sujeten, eis Defien, déi mer hunn, ze léisen, an dann zugläich keng Moyenen zur Verfügung stellen. Och Institutiounen wéi d'BEI, déi hei zu Lëtzebuerg ass, kënnen do eng Roll spillen.

D'Capital Markets Union, deen neien Term, deen iwwregens vum Här Letta kënnt an deen den Här Macron iwwerholl huet, vun enger Erspuernis- an Investimentunioun, fannen ech richteg. Et geet also drëm, niewent dem öffentleche Geld och Privatgelder ze huelen an déi ze gebrauchen, fir Investitiounen ze maache fir erneierbar Energien, fir d'Dekarbonisatioun vun eiser Industrie, fir d'Defense virunzibréngen. Jo, ech mengen, mir brauche méi Suen a verschidde vun deene Sue mussen och direkt oder indirekt an den europäesche Budget lafen.

Et ass noutwendeg, datt mer eis mat deene Froen ofginn. An ech si mam President Macron der Meenung, datt mer eis mussen méi fir Europa engagéieren, well et geet ëm eis Zukunft – am Wuelstand, am Fridden an an der Fräiheet.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

Mir kommen dann zur Fro Nummer 59 vun der Madamm Taina Bofferding un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert d'Hausse vun der Unzuel u fräiwëllege Schwangerschaftsënnerbriechungen. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 59 du 2 mai 2024 de Mme Taina Bofferding relative à la hausse des interruptions volontaires de grossesse, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, merci, Här President. Dir hutt et schonn ugedeit: Ech bezéie mech op de Pressecommuniqué, deen de Planning Familial no senger Assemblée générale publizéiert huet. Doraus geet ervir, dass fir 2023, d'lescht Joer, 1034 Fraen eeben d'Demande gemaach hu fir eng Ofdreiwung. A si soen, dass dat eng Hausse wär vun 46 %. Dat heescht, mir schwätzen hei net vun enger lichter Hausse, mee scho vun enger ganz däitlecher Hausse.

A si soen och an hirem Communiqué, dass si elo scho feststellen, dass déi éischt dräi Méint vun deem Joer och schonn eng däitlech Hausse ze verzechnen ass. Ben, si soen och, et géif vill Grënn, firwat et zu där Hausse kéim. Een dovunner kéint déi steigend Aarmut an och d'Prekaritéit vun de Frae sinn. Hei verweisen ech op e ganz interessante Kommentar vun der Journalistin Michèle Sinner ënnert dem Titel „Klassenkampf am Schwangerschaftsbauch“.

Ben, meng Fro bezitt sech eeben elo op déi Hausse, wéi Madamm Ministesch des gesäit. A wann en natierlech gäre wéll esou eng Entwécklung, esou e Phenomeen, genau analyséieren, ass et natierlech wichteg, dass een Date brauch, dass een Informatiounen huet. Do ass och deen nächste Punkt, dass mer net iwwer allgemeng Zuelen iwwert d'Schwangerschaftsfofréch hei am Land verfügen. Duerfir meng Fro, wéi d'Ministesch gedenkt, des Datelag ze verbessern – iwwerhaupt emol eng ze hunn – an och den Accès zu den Informatiounen ze verbessern. Ech denken hei un den nationalen Observatoire vun der Santé, awer och den Egalitéitsobservatoire. Déi kéinten hei vläicht eng wichteg Ulafstell sinn, wou een alleguerten déi Informatiounen do kéint regroupéieren.

Da verweisen ech nach op eng Ausso vun de Gynekologen an deem Kontext, déi fuerderen, dass eng spezifesch Tarifikatioun fir d'Schwangerschaftsfofréch soll agefouert ginn, well an der aktueller Nomenclature vun der CNS ginn déi Akten als Fausse couche verrechent. Bon, ech hat ëmmer geduecht, dass et effektiv eng spezifesch Tarifikatioun géif dofir ginn. Deem ass net esou. Duerfir wollt ech och hei d'Ministesch froen, fir Prezisiounen ze kréien, respektiv ob si, wann et dann eebe keng spezifesch Tarifikatioun gëtt, wëles huet, déi zoustänneg Kommissioun domadder ze saiséieren.

A wann ech scho bei der Societéit vun de Gynekologe sinn: Si hu sech nach eng Kéier dergéint ausgeschwat, fir den Delai vun zwoelf op véierzéng Woche fir e Schwangerschaftsfofréch ze hiewen.

(Interruption par la présidence)

Do géif ech och gäre wëssen, wéi d'Ministesch dozou steet.

An dann nach meng lescht Fro: Well elo grad rezent a Frankräich d'Recht fir Ofdreiwung an hirer Constitutioun verankert gouf, géif ech och gären hei vun der Ministesch wëssen, wéi se dat gesäit, well – an dat fannen ech och interessant – an Ärem Koalitiounsaccord hutt Der stoen, ...

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Bofferding, Dir misst zum Schluss kommen.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | ... dass Der déi dräi Deeg vun der Bedenkzäit wëllt ofschafen. An och hei d'Fro, wéi Der elo do wëllt viruoen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet. Madamm Ministesch.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci. Merci och fir d'Fro. Mir hunn an der leschter Zäit oft Presseufroe kritt an den Dossier ass scho relativ komplett, mee wéi Der selwer drop hiweist, ass d'Datelag relativ moer.

Ech fänken u mam Rapport vum Planning. De Planning Familial ass déi Ulafstell hei zu Lëtzebuerg, wou jonk Meedercher, jonk Frae sech hiwenden, fir Informatiounen ze kréien zu engem méigleche Schwangerschaftsfofréch, fir Informatiounen ze kréien zur Pëll duerno an esou weider. A si sinn am Fond déi eenzeg, déi d'Donnéen alleguerten zentraliséieren an déi och an hire Konventiounen, an hiren Entretiene mat de Leit den néidege Secret kënnen halen, fir déi Donnéeën opzereiden. Ech wäert déi Chifferen net a Fro stellen. Déi Chiffere sinn déi, déi si produzéieren. Déi Chiffere sinn déi, déi si aus hire Consultatiounen erausliesen. An den detailléierte Rapport gëtt Opschloss iwwer aner Froen nach.

Dann hat Der gefrot nom Delai vun dräi Deeg. Am Regierungsprogramm steet, dee géif ofgeschaf ginn. Jo, do si mer an der Preparatioun vun den Aarbechten. An Dir hat an deem Zesammenhang gefrot, wéi vill Leit wéinst där Consultatioun respektiv deem Delai vun deenen dräi Deeg da géifen dervunner ofgesinn, fir e Schwangerschaftsfofréch ze maachen. Do hunn ech elo keng Chiffere beim Planning fonnt, mee déi nächste Kéier, wann ech si gesinn, kann ech se awer froen, ob se déi dann an hirem nächste Rapport d'activité géife mat virgesinn, falls dann deen déi Period couvériert, wou den Delai nach net ofgeschafft ass.

D'Gesetz iwwert d'IVG gesäit och net vir, dass do spezifesch Donnéeën mussen enregistriert ginn, falls eng Persoun wëllt e Schwangerschaftsfofréch maachen. Dat heescht, dat Gesetz ass esou, dass een d'Recht drop huet, ënner gewëssene Konditiounen e Schwangerschaftsfofréch ze maachen, mee déi Donnéeën, déi enregistriert ginn, déi sinn net doranner festgeschriwwen. Dat heescht, wann een elo wëllt laut Protection-des-données-Gesetz an RGPD do méi Donnéeën hunn an déi obligatoresch erfaasse loosse, da bräicht een do eng Gesetzesännerung.

Mir hunn Donnéeën bei der Krankeess zur Verfügung, an do hutt Der d'Nomenclature ugeschwat. An der Nomenclature gëtt et eng Rëtsch Saachen, déi ee kann analyséieren goen. Do steet awer ëmmer just „Curetage“. Et weess een awer net, firwat dat dee Curetage gemaach ginn ass. Do ginn och heiansdo aner Saache facturéiert, fir dann dat e bësse vläicht ze verschleieren, wat do gemaach gëtt. An do ass d'Societéit vun de Gynekologen amgang mat der Krankeess zesummen, déi ganz Nomenclature frëschzemaachen. An an deem Sënn denken ech, dass se deen Appell, deen elo vill dobausse war, dass een Donnéeën bräicht, vläicht mat wäerten a Betruecht huelen.

Mir haten awer an deem Zesammenhang nach eng Fro opstoen, eng Question parlementaire, déi ech och wëllt mëndlech beäntweren. Dat ass déi vun der Madamm Kemp gewiescht, déi den 29. Abrëll erakomm ass. Si huet nach iwwert dat eras, wat ech elo scho geäntwert hunn, gefrot, ob mer Donnéeën hätten iwwert d'Pëll vum Dag duerno. Dat war elo bei Iech net ugeschwat ginn, mee ech denken, dass och interessant an deem Zesammenhang.

D'Donnéen zu der Pëll vum Dag duerno, déi kréie mer, well déi ka rembourséiert ginn. Dat heescht, mir hunn net d'Verkafszuelen, wéi se an der Question parlementaire gefrot gi sinn, mee déi vun de Remboursementen. An déi ass u 5.200 Patienten an deene leschte 14 Méint rembourséiert ginn. An dat war am Ganze 7.635-mol, wou se rembourséiert ginn ass.

Dann ass nach gefrot ginn, ob mer Donnéeën hätten iwwert de Kader, an deem esou eng IVG ofleeft, firwat datt Leit se maachen, ob se se maachen aus finanzielle Grënn, ob se se maachen aus soziale Grënn, ob se se maachen aus privatorganisatoresche Grënn. An do och: D'Donnéen, déi mer offiziell an eise Fichieren hunn, erlabe do guer kee Retraçage ze maachen. Mir hu mol kee Retraçage iwwert den Alter an dann hu mer och kee Retraçage iwwert d'Durée vun der Schwangerschaft, wéi laang se schon amgang war. Och do kann ech de Planning beoptragen, fir déi Donnéeë mat opzehuelen.

D'Fro vun der Verfassung: Et ass keng Verfassungsreform virgesinn, soudatt ech denken, datt de Rescht vun där Fro sech eriwregt. A wann dozou nach weider Detailler wären, ...

(Interruption par la présidence)

... kann ech nach drop agoen, wann Der nach eng Zousazfro hutt.

M. Claude Wiseler, Président | Nee, dat ass net fir hei virgesinn.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Ok, dann ass et gutt.

Merci.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Dat gehéiert net zum Programm, Zousazfroen. Ech wollt just d'Madamm Kemp froen, vu datt op hir Question parlementaire elo geäntwert ginn ass ...

Une voix | D'Madamm Kemp-Arendt.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | D'Madamm Kemp-Arendt, pardon. Ok, ça va, da kann ech dat net froen. Da kucke mer, ob dat esou an der Rei ass mat der Madamm Kemp-Arendt oder ob se drop hält, datt déi Fro soll schrëttlech beäntwert ginn.

Da komme mer zur Fro Nummer 60 vum Här André Bauler un den Här Inneminister iwwert de Code de déontologie vun de Gemengevertrieder. Den Här Bauler huet d'Wuert.

– Question n° 60 du 2 mai 2024 de M. André Bauler relative au code de déontologie des élus locaux, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Souwuel d'Membere vun der Regierung wéi och d'Memberen aus dësem héijen Haus, also vun der Chamber, si gebonnen un en deontologesche Code, un Transparenzreegele wéi awer och un eng Déclaration des intérêts financiers, wéi dat sou schéin hei am Haus heescht. An den neie Koalitionsaccord, dee gesäit vir, ech zitieren: „Le Gouvernement veillera également à ce qu'un registre de transparence pour élus locaux soit mis en place.“

An an deem Kontext wollt ech den Här Minister fir bannenzeg Affäre froen, wou d'Aarbechte fir dese Regéister dru sinn. An da wollt ech och nach froen, wat d'Gespräicher, déi eventuell Kontakter mam Syvicol an deem Kontext erginn hunn.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Dann ass d'Wuert fir den Inneminister. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci. Merci fir déi Fro vum Deputéierten Här Bauler. Et ass e Projet de loi deponéiert gi vun der leschter Regierung am Juli 2022. Dorobberhin huet de Syvicol en Avis ofginn zu deem Projet de loi. Mir sinn zurzäit en attente vum Avis vum Staatsrot.

Wat gesäit de Projet de loi bis elo vir? E gesäit eeben vir, datt d'Prinzipie vun der Deontologie och um Gemengenniveau agefouert ginn. E gesäit vir – dat schéngt mer jo evident ze sinn –, datt e Gemengeconseiller seng Aarbecht an engem Esprit, ech zitieren, „d'impartialité, d'intégrité, de diligence, et d'honnêteté“ mécht. Et gött och déi Problematik vun de Kaddoe gereegelt. Et gött och virgesinn, datt eng Déclaration d'intérêts iwwert d'Activités professionnelles a politiques agefouert gött. Et muss och eng Deklaratioun iwwert de Patrimoine immobilier gemaach ginn, och iwwert deen, deen dem Conjoint oder dem Partner gehéiert. An déi Saache kënnen dann och op der Gemeng agesi ginn. De Gemengerot soll och eng Fonctioun de surveillance am Kader vun där Déclaration d'intérêts exercéieren. An et gött och e Comité de déontologie kréiert.

Ech hu mech elo nach net am Detail mat deem Projet befaasst, well ech wollt elo den Avis vum Staatsrot ofwaarden an dann eng Kéier mam Syvicol kucken, wat mer, le cas échéant, nach an deem Projet de loi änneren oder bäisetzen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 61 vum Här Fred Keup un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Zukunft vum Enseignement classique et moderne am Lënster Lycée International School. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 61 du 2 mai 2024 de M. Fred Keup relative à l'avenir de l'enseignement classique et moderne au « Lënster Lycée International School », adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Léif Leit, Här Minister, effektiv ass et esou, dass den 19. Mäerz de Kolleg Max Hengel eng Fro gestallt hat iwwert d'Situatioun am Lënster Lycée, wou vun dem nächste Joer un – an Dir hutt dat bestätegt – keng Septième générale méi uegebuede gött. An der Äntwert hutt Der dat bestätegt. An doriwir eraus gött et och am Lënster Lycée praktesch keen normale Classique, mee et gött nach eng Quatrième C an eng Cinquième C an och do keng Septième a keng Sixième méi, soudass een am Fong ka soen, dass bis op de Préparatoire, deen et nach gött, den traditionellen Technique an den traditionelle Classique eigentlech zu Jonglënster am Lycée verschwonnen sinn, ausgestuerwen sinn.

An ech muss einfach soen, ech gesinn dat als e Risen-echec u vum Lënster Lycée, deen hei statfont huet, en Echec och vun eiser Promotioun vun der öffentlecher Schoul. An dat Argument, dat Der genannt hutt an der Äntwert, dass Jonglënster eeben no bei der Stad ass an duerfir d'Kanner léier an d'Stad ginn, dat fannen ech och net ganz schlësseg, well et war awer emol eng Zäit virun e puer Joer – dat kann een nokucken –, wou vill Schüler am Lënster Lycée waren. Do ass also iergendeppes geschitt, wat derzou gefouert huet, dass et elo esou erofgaangen ass.

An duerfir géif ech Iech froen, wat dann déi wierklech Grënn sinn an ob et net wichteg wier, déi wierklech Grënn erauszefanne fir dësen Echec, fir och esou Fee-ler, wa se da geschitt sinn, an Zukunft ze vermeiden.

Da froen ech mech doriwir eraus, wéi een elo scho ka wëssen, dass een d'nächst Joer kee General mécht, wann een nach keng Ausschreiwunge virleien huet. Déi gi jo eréischt un.

An dann en drëtten Punkt, wou ech mech da froen, ob dat do net iergendwéi awer och am Sënn ass vun enger gewëssener Politick, well et ass evident, mir wëssen, wéi d'Leit funktionéieren: Oft ass et „la loi du moindre effort“. A mir hunn eng Ongerechtegkeet an eise Schoulsystem. Dat ass déi, dass an der öffentlecher europäescher Schoul d'Kanner mat 18 hire Bac, hir Première maachen an an der öffentlecher traditioneller Schoul mat 19 Joer. Si mussen also ee Joer méi an d'Schoul goen. Wéi gedenkt de Minister, dës frappant Ongerechtegkeet an eise Schoulsystem ze bekämpfen an eis traditionell Lëtzebuurger Schoul ze verteidegen?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. An d'Wuert huet elo den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend. Här Minister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, jo, et ass esou, datt zanter der leschter Rentrée – a, do sëtzt Der – am Lënster Lycée keng Klasse méi vum Enseignement secondaire classique op Septième ugefaangen hunn an datt mer och decidéiert hunn, datt dat soll gëlle fir den Enseignement secondaire général fir d'Septième vun der nächster Rentrée. An zwar ganz einfach do-duerjer, datt mer festgestallt hunn, wat de Classique ubelaangt, datt d'Aschreiwungen am Classique zanter der Grënnung vum Lënster Lycée extreem bescheide waren, datt dat an deene leschte Joren eng Klass war, déi do op Septième ugefaangen huet. A mir wëssen, datt dat, fir e Classique ze organiséieren, och uewen eraus herno natierlech mat ënnerschiddleche Sektionen, déi een awer och wëll ubidden, eigentlech keng Dynamik entwéckelt huet.

Dat war ee Constat an doropshin hu mer gesot: „Dat mécht eigentlech net vill Sënn, fir dat doten op déi dote Manéier bäizebehalen, well mer eeben och mëttlerweil eng aner schoulesch Offer hunn, wou och een, deen eng Orientatioun an de Classique kritt huet, awer seng Sclaritéit poursuivéiere kann.“

Mir hunn och eebe festgestallt, datt zum Beispill an deene leschten dräi Joer d'Inscriptiounen op Septième am Enseignement secondaire général vu 75 am Schouljoer 2021 op 47 am lafende Schouljoer, also 2023/2024, zrëckgaange sinn. An och dat ass eng Tendenz, déi sech iwwer eng ganz Rei vu Joren esou an déi dote Richtung higeschriwwen huet. A mir wëssen och do, datt ronn 50 Inscriptiounen op Septième net duerginn, fir herno eigentlech e ganzen Track vum Enseignement secondaire général kënnen bestoen ze loossen.

Wat d'Ursaachen dofir sinn? Jo, ech hunn an enger Äntwert op ënnerschiddlech Question-parlementaire vu Kollege vun Iech hei indiquéiert, datt mer der-vunner ausginn, datt déi, déi eng Orientatioun an de General kréien an och wierklech an den Enseignement secondaire général wëlle goen, éischter och an aner Schoulen – sief et d'Stad Lëtzebuerg, sief et och aner Schoulen an der Ostregioun – wëlle goen, wat awer och hiert gutt Recht ass.

Wat net stëmmt an Är Duerstellung, dat ass, datt mer net nëmme weiderhin d'Voie de préparation

ubidden – wat jo och en Deel vum Enseignement secondaire général ass zu Jonglënster, och ënner anerem CIP- a COP-Klassen (ndlr: Classe d'initiation professionnelle, Classe d'orientation professionnelle) –, mee datt mer och déi iewescht Klasse vum Enseignement secondaire général, also vun der Quatrième bis Première, a fënnf verschiddene Formationne wäerten ubidden an dat och weiderhi wëlle maachen.

Dernieft hu mer och eng breet Offer u Berufsausbildung vum eisem Schoulsystem, déi weiderhin zu Jonglënster ugebuede gëtt, soudatt mer also hei weiderhin och eng Presenz vum Enseignement secondaire général an och vun der Berufsausbildung zu Lënster am Lycée wäerten hunn.

Datt mer an enger Situatioun sinn, wou jo och viru Kuerzem annoncéiert gouf, datt mer eng Annex musse bäibauen zu Lënster am Lycée, hänkt eeben och mat dem Succès vun der öffentlecher Europaschoul do zesammen. Dat ass wouer. Mee do stëmme d'Leit mat de Féiss of: d'Schülerinnen an d'Schüler respektiv hir Elteren, déi d'Inscriptiounen dohinner maache ginn.

Ech ka mech erënneren, datt ech d'Éier hat, als quasi frësch gebakene Educationsminister 2014 de Lënster Lycée aweien ze goen, an datt mer an deenen éischte Joren enorm Problemer haten, iwwerhaupt Schülerinnen a Schüler beieneenzekréien, fir dat grousst Gebai, dat deemools schonn do stoung, eenegermoosse gefëllt ze kréien. An eeben zanterdeem mer déi öffentlecher Europaschoul, déi Offer, och do present hunn, hu mer kee Problem dermat, d'Schoul ze fëllen – da kréie mer genuch Schülerinnen a Schüler, fir deen Track do kënnen fonctionéieren ze dinn –, mee mir waren an der Obligatioun, fir eeben och elo scho mëttlerweil auszebauen.

Ech wëll och nach eng Kéier ënnersträichen, datt jiddereen, all Schülerin an all Schüler, déi zum Beispill zu Lënster oder an der direkter Émgéigend dann och do eng Orientatioun, sief et an de Classique, sief et an de General, kritt hunn, natierlech och eng schoulesch Offer am Lënster Lycée fannen, well eeben déi Klasse vun der öffentlecher Europaschoul accessibel si souwuel mat enger Orientatioun an de Classique wéi och an de General. Wien also zu Lënster wëll an der Schoul bleiwen, dee fënnst och weiderhin do eng Méiglechkeet.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 62 vum Här Maurice Bauer un den Här Premierminister iwwert den Opkauf vun Intelsat duerch d'SES. Här Bauer, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 62 du 2 mai 2024 de M. Maurice Bauer relative à l'acquisition de la société Intelsat par la société SES, adressée à M. le Premier ministre

M. Maurice Bauer (CSV) | Här President, no der Annonce vum Wirtschaftsminister virun e puer Wochen iwwert den Accord fir d'Implementatioun zu Lëtzebuerg vu Pony.ai, engem wichtege Acteur a Leader an der Technologie vum autonome Fieren, no dem ganze Moosnamepak, fir de Bau ze ënnerstëtzen, no de rezent während de Budgetsdebatten annoncéierte Moosnamen, fir d'Finanzplaz ze stäerken an Talenter unzezéien, ass d'Annonce vun der Reprise vun Intelsat duerch d'SES e weidert staarkt Zeeche fir de Wirtschafts- a Finanzstanduert Lëtzebuerg. Dofir kann ech eigentlech der Regierung nënnen e grousst Luef ausschwätze fir déi vill Efforten an de leschte Méint an déi konsequent Standuertpolitik, déi si domadder bedreift.

Bei der Iwwernam vun Intelsat duerch d'SES entstinn eng ganz Rei Opportunitéiten, fir Lëtzebuerg als kompetenten a wichtege Acteur am Weltraumsektor weider ze stäerken. Gläichzäiteg huet de Staat natierlech awer och als grousse Aktionär vun SES eng Responsabilitéit, fir derfir ze suergen, dass de sozialen Aspekt vun dëser Acquisitioun berücksichtig gëtt. Dofir hunn ech zwou Froen un de Premierminister.

Éischtens: Wéi eng konkret Opportunitéit gëtt et duerch dës Acquisitioun, besonnesch am Sektour vun der Space Defence?

An zweetens: Wéi en Impakt huet dës Iwwernam op d'Salarié vum der SES an déi vun der Intelsat?

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauer. Dann huet den Här Premierminister d'Wuert. Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, déi Fro, déi den Här Bauer stellt, stellt sech natierlech am komplexe Kader vun engem enorme Changement am Beräich vun de Satellitten. Déi Satellitten, wéi mer se kann hunn, wéi d'SES gegrënnt ginn ass – an d'SES bleift e Fleuron vun der Lëtzebuurger Ekonomie –, hunn haut staark Konkurrenz kritt duerch Megakonstellatiounen, wat Dausende vu klengen Satellitte sinn, déi virun allem vun amerikaneschen Operateure wéi Amazon oder SpaceX duerch d'Welt geschéckt ginn, déi op enger anerer Héicht fléien an déi domadder och zu anere Präisser Déngschtleeschungen ubidden.

An et ass an deem Kontext, wou d'SES, an där de Lëtzebuurger Staat ronn 37 % Stëmmechter huet, zesumme mat der SNCI an der Spuerkeess, also der öffentlecher Lëtzebuurger Hand, huet misse kucken: Wéi kann ee sech an där neier Konkurrenz, an där neier technologescher Evolutioun besser opstellen?

Duerfir gouf et Gespréicher schonn an deene leschte Joren, déi net zu engem Erfolleg geféiert hunn. Déi Operatioun, déi dës Woch annoncéiert ginn ass an där laang Verhandlung virausgaange sinn, huet zum Zil, d'SES laangfristeg ofzesécheren an domadder och méi staark opstellen, andeem se en aneren Operateur, nämlech Intelsat, déi virun allem an Amerika staark sinn, opkeeft.

Duerfir ass déi Operatioun och méi einfach wéi déi, déi d'lescht Joer als Fusioun virgesi war. Hei keeft eng Lëtzebuurger Gesellschaft, d'SES also, eng aner Firma op, Intelsat. De Sëtz bleift zu Lëtzebuerg. D'reell Aktivitéiten, d'Ingenieuren, d'administratiiv Personal bleiwen zu Betzder. Och déi meescht Aarbechtsplaz bleiwen zu Betzder. Déi, déi elo do sinn, bleiwen och an der Zukunft do.

Mee selbstverständlech ass et eng Industrie am Wandel, wou ëmmer erëm Restrukturatiounen noutwendeg sinn, mee déi sinn net duerch dës Transaktioun noutwendeg. Déi sinn noutwendeg duerch den allgemenge Kontext, deen ännert. De CEO, de Generaldirekter vun der SES, huet och de Moien op engem Lëtzebuurger Radiosender gesot – an hien ass derfir zoustänneg –, datt zu Lëtzebuerg ëmmer méi wéi op d'mannst 600 Mataarbechter géinge bleiwen. Déi Zuel beweist, datt dat eng reell Aktivitéit ass, datt dat net just eng Adress ass.

Et bleift och zu Lëtzebuerg selbstverständlech dee ganzen Teleport. Dat sinn all déi Antennen, déi ee gesäit, wann een zu Betzder laanschtfiert oder mam Fliger zu Lëtzebuerg lant. Dat ass jo ëmmer ganz impressionnant. Dat bleift zu Lëtzebuerg an de Lëtzebuurger Staat behält och all déi Rechter, Stëmmechter, d'Minorité de blocage, alles dat, wat en an

de Statutte vun der SES virgesinn huet. Och dat war méiglech, well, wéi gesot, Intelsat opkauf gëtt. Et ass keng Fusioun vun zwou Entreprises.

D'SES ass elo scho staark am Volet och vun der Defense an et ass ganz logesch, datt an enger globaler Welt vun Onsécherheet, wou mer gär Sécherheet hätten, d'Kommunikatioun natierlech weesentlech ass. A Satellitkommunikatioun ass eppes, wat do duerch noutwendeg ass, och fir d'Arméien. Intelsat huet notament eng grousse Kompetenz an der Internetkommunikatioun mat Fligere, mat Schëffer. A grad och an deem dote Beräich bitt derfir d'Kombinatioun vun SES, déi schonn elo am Defensesektour war, mat Intelsat nei Opportunitéiten souwuel fir d'Lëtzebuurger Defense wéi fir d'europäesch an d'NATO-Defense.

Ech kann Iech net ee spezifesch Projet nennen, well déi Acquisitioun ass jo elo eréischt ënnerschriww ginn. Déi muss elo nach approuvéiert gi vun aneren Autoritéiten – dat wäert ee bis zwee Joer daueren –, notament d'Konkurrenzautoritéiten an Europa an an Amerika, mee déi zwou Entitéiten, SES an Intelsat, wäerten an der Defense eng weesentlech Roll spillen.

Et ass och d'Intentioun vun der Lëtzebuurger Regierung, fir am Kader vun eisem erweiderten Defensebudget, fir 2 % vum RNB iwwert déi nächst Joren ze errechen, och méi enk nach mat der SES zesummenzeschaffen. An och dat bitt nei Méiglechkeete fir d'Entwécklung vun de Satellitten a vun der Defense vum Lëtzebuurger Buedem aus, also och mat engem ekonomesche Retour op Lëtzebuerg. An deem Sënn, mengen ech, ass dat do eng gutt Evolutioun souwuel fir Lëtzebuerg wéi fir Europa wéi fir d'NATO.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

Mir kommen dann zur Fro Nummer 63 vun der Madamm Joëlle Welfring un d'Madamm Ministesch fir Fuerschung an Héichschoul iwwert d'Zukunft vum Fonds national de la recherche. Madamm Welfring.

– Question n° 63 du 2 mai 2024 de Mme Joëlle Welfring relative à l'avenir du Fonds national de la recherche, adressée à Mme la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'lescht Joer am Dezember, een Dag virun Hellegowend, huet den deemolege Generalsekretär vum Nationale Fuerschungsfong säi Récktrëtt ugekënnegt. E wier op der Sich no neien Erausforderungen, huet et deemools vun offizieller Säit geheescht. Op meng Fro vun Ufank Mäerz hutt Der mer geäntwert, Madamm Ministesch, dass fir d'Rekrutement vun enger neier Persoun de Verwaltungsrout vum FNR zoustänneg wier, wat natierlech richtig ass, mee an de Reunione vun deem Verwaltungsrout, do ass jo och e Kommissär vun der Regierung derbäi, dee laut Gesetz jo Recht op Informatiounen huet an och eng gewësse Kontrollfunktions vum FNR huet.

Entre-temps sinn erëm zwee Méint vergaang an et gouf bis elo nach keen Nofollger genannt. Dofir meng éischt Fro: Hutt Dir, Madamm Ministesch, en Update fir eis, wou dës Prozess drun ass? Fir vill Leit an deem Sektour vun der Fuerschung ass den FNR e ganz wichtege Partner, deen och gréisser Zomme vun öffentleche Sue verwalt, an dofir fanne mir et wichteg, dass an dësem Dossier, esou wäit et méiglech ass, eng öffentlech an transparent Aart a Weis ugewannt gëtt an och dësen Dossier mat enger gewëssener Prioritéit traitéiert gëtt.

Eng zweet a lescht Fro: Är Äntwert op eis Question parlementaire enthält e ganz interessante Saz. Dir

schwätzt nämlech do vun „d'efforts multiples en matière technologique, écologique, sociétale et économique auxquels le Luxembourg doit faire face“. An dat wier nieft der Evolucioun iwwert déi lescht 20 Joer vum effentleche Fuersungssektor en zweete Grond fir eng Reform vum FNR. Heiräuser kéint ee liesen, dass den FNR haut net adequat genuch opgestallt wier, fir op dës Defien ze reagieren, an dofir wërf t dës Formulierung eng Rei Froe fir eis op. An dofir meng Fro, déi zweet, wat Dir genau mat dëser Ausso mengt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Dann ass d'Wuert fir d'Ministesch fir Fuerschung an Héichschoul. Madamm Ministesch.

Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, effektiv gëtt de Fonds national de la recherche säit Dezember vum enger Secrétaire générale faisant fonction geleet. A wéi ech och virun engem gudden Mount konnt gesinn, wéi ech am Fonds national de la recherche eng Visitt gemaach hunn, hunn déi am Fong eng ganz gutt, dynamesch Ekip, déi mat dëser Iwwergangssituatioun am Fong ganz gutt funktionéiert. An de Conseil d'administration ass effektiv domadder befaasst, och elo déi nei Persoun do ze rekrutéieren. Do ass awer effektiv de Conseil d'administration, deen domadder befaasst ass.

Wat Är zweet Fro ubelaangt: Et ass effektiv esou, datt d'Gesetz vum Fonds national de la recherche elo dat eelste Gesetz ass. Dat ass vun 1999, also huet dat domadder schonn elo 25 Joer an et gouf am Fong 2014 nach eng Kéier just lichter ugepasst. Duerfir mussen gewësse legislativ Upassungen gemaach ginn, déi et och erlaben, dann och duerno dat Gesetz am Fong deenen neien Erausforderungen unzepassen, an da kënnen dee Moment och inhaltlech Ausriichtung gemaach ginn.

D'Fuerschung leescht effektiv en zentrale Bäitrag, fir déi aktuell Defien unzegoen, wéi Der schonn an Är Fro gesot hutt. Dat sinn effektiv Ännerungen an den ekologeschen, societallen an ekonomeschen Beräicher souwéi och an der Digitalisatioun, an der Dateverschaffung, an der Kënschtlecher Intelligenz. Duerfir muss dat Gesetz, vu datt dat elo scho 25 Joer huet, nei iwwerschaft ginn, fir och dem Fonds national de la recherche ze erlaben, deene méi komplexen Aufgaben kënnen gerecht ze ginn. Dorënner falen dann zum Beispill d'Sécherstelle vum der Exzellenz an der Fuerschung, déi méi konsequent Ëmsetzung a Qualitätssicherung am Beräich vum dem Transfer vum Fuerschungsergebnis an d'Gesellschaft an an d'Industrie esouwéi och d'Erfaasse vum de Resultater vum dem Fuerschungsekosystem. Et geet also hei drëm, de Fonds national de la recherche besser opzestallt fir d'Zukunft.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 64 vum Här Gérard Schockmel un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert d'Ëmfro zum Impfschutz 2023. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 64 du 2 mai 2024 de M. Gérard Schockmel relative à l'enquête de couverture vaccinale 2023, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

M. Gérard Schockmel (DP) | Merci, Här President. 2023 gouf eng Enquête de couverture vaccinale zu Lëtzebuerg duerchgefouert. Wéini gëtt dës Enquête publizéiert a wat sinn déi wichtegst Resultater vum

dëser Enquête? Huet sech dës Enquête och 2023 just op Kanner konzentriert? Wa jo, ass envisagéiert, och eng Enquête de couverture vaccinale fir d'Gesamtbevölkerung duerchzuféieren? A firwat gouf elo am Mäerz eng separat Enquête iwwert d'Impfung géint den HPV lancéiert? War déi an der Enquête vum 2023 net inclus? A wann net, aus welcher Grënn?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet. Madamm Ministesch.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci och fir déi Fro. Mir féieren zënter 1996 esou Enquëten duerch an dat do ass déi sechst, déi elo duerchgefouert gëtt. Déi Enquët sinn ëmmer bei Kanner, déi tëschent 25 Méint an 30 Méint al sinn, fir sécher ze sinn, wéi d'Couverture vaccinale ass, well mer en l'absence vum engem Carnet de vaccination électronique elo drop ugewise sinn, iwwer esou Enquëten ze fueren.

D'Resultater vum där Enquête, déi elo 2023 duerchgefouert ginn ass, wäerten Enn vum Summer, ugangs Hierscht 2024 disponibel sinn. Éier déi definitiv Resultater do sinn, kommunizéiere mer och näischt, wat provisoresch ass. Mir kënnen awer soen, datt aus de leschten Enquëten ëmmer ervirgaangen ass, datt zu Lëtzebuerg d'Couverture extrem héich ass, a besonnesch bei de Kanner, déi hei zu Lëtzebuerg op d'Welt komm sinn, hu mer eng Couverture vum iwwer 95 % bei de meeschte Risiken.

Dës Etüd huet sech 2023, wéi gesot, wéi ëmmer op d'Kanner bezunn tëschent 25 an 30 Méint an et ass net virgesinn, dat op d'ganz Bevëlkerung auszuweiten. Éischters ass et e Käschtpunkt an zweetens mécht et och net vill Sënn, well et ass haaptsächlech bei klengen Kanner, wou déi Krankheeten, géint déi geimpft gëtt, Schued wäerte maachen.

Déi Enquête, déi elo fir den HPV duerchgefouert ginn ass, huet mussen sonner duerchgefouert ginn, well dat eng aner Alterskategorie ass. Do si Kanner a jonk Leit tëschent 9 an 20 Joer concernéiert, an duerfir ass déi sonner duerchgefouert ginn. Dat war alles, wat ech dozou wollt soen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

An da komme mer zur Fro Nummer 65 vum Här Sven Clement un den Här Inneminister iwwert d'Remboursement, déi am Artikel 39 vum Gesetz iwwert den Zivillschutz virgesi sinn. Här Clement.

– **Question n° 65 du 2 mai 2024 de M. Sven Clement relative à l'application de l'article 39 de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, dës Chamber huet sechs Méint, éier ech Deel vum der Chamber gouf, am Mäerz 2018, nach e Gesetz iwwert den Zivillschutz gestëmmt. An do hu se, fir eis Benevollen ze entschiedegen an hinnen u sech eng Opmierksamkeit zoukommen ze loossen, am Artikel 39 virgeschriwwen, datt d'Leit, déi beim CGDIS sinn, sech hir Pension complémenteaire am Kader vum engem Régime de prévoyance vieillesse zu engem Deel kënnen rembourséieren loossen. An de Legislatuer, deen huet derbäigeschriwwen, datt dat „exempt d'impôts“ wär.

Elo ass et awer esou, datt an deene leschte Joren do awer eng ganz Rëtsch Problemer opkomm sinn. Esou ass et zwar, datt d'Ausbezuelen exempt d'impôts ass, datt sech awer hannendrun – soe mer mol ganz léif –

Interpretationsdifferenzen opgemaach hunn, wéi dann dee Remboursement duerno ze traitéieren wär, wat zu engem gewëssene Frust féiert, deen och scho beim Département des finances vum CGDIS awer opgeschloen ass, déi awer och näischt anerens kënnen soe wéi: „Went Iech erëm zréck un déi, déi responsabel dofir sinn!“ An dat ass de Legislatuer respektiv d'Regierung, déi jo do eng gewësse Weisungsbefugnis huet.

An dofir wollt ech u sech haut profitéieren, fir den Inneminister ze froen, ob him déi Problemer bekannt sinn, déi Interpretationsdifferenzen zwëschen sengem Haus an dem Haus vum Finanzminister, an zweetens, wat e plangt ze maachen, ob e plangt eppes ze maachen, fir déi ze léisen, oder ob en der Meinung ass, datt dat, wéi et bis elo gehandhaabt gëtt, esou dee richtige Wee ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann ass d'Wuert fir den Inneminister. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci fir déi Fro. An ech kann direkt den Här Clement berouegen: De Problem ass gereegelt.

(Interruption par M. Sven Clement)

VLäicht awer eng Kéier zum Kontext. Wéi Der richteg gesot hutt: Mam Gesetz vum 2018 sinn eng Rei Moosname virgesi ginn, fir d'fräiwëlleg Pompjeeën ze ënnerstëtzen. An eng vun dësen Mesüeren ass do eeben, datt e fräiwëlleg Pompjee kann eng Zousatzpensioun oder eng Zousatzkrankensversicherung ofschléissen. Dee Montant ka sech op maximal 3.200 Euro belafen. A vun deem Montant rembourséiert de CGDIS da 50 %.

VLäicht e puer Zuelen: Bis 2023 sinn 1.350 Demanden erakomm. Den Total vun de Remboursementer beleeft sech op 1.290.000 Euro. Den duerchschnëttleche Remboursement beleeft sech op 956 Euro, well net jiddwereen eeben dee gesamte Montant hält. Am Artikel 39 vum CGDIS steet, dass de Remboursement fir d'Pompjeeë steierfräi ass.

Wat war elo geschitt? Huele mer dat konkret Beispill vum dem maximale Montant vum 3.200 Euro. Dat heescht, do kritt dann een 1.600 Euro zréck, a 1.600 Euro bezilt en zréck. Do waren eng Rei Leit, déi, obwuel se 1.600 Euro vum CGDIS zréckkritt hunn, awer de Gesamtmontant vum 3.200 Euro, a mengem Beispill elo, deklaréiert hunn, fir de gesamte Montant steierfräi ze kréien. Verschidde Steierbüroen hunn dat dunne och esou gemaach. Aner Steierbüroen hunn dat gemaach, wéi et am Fong hätt solle sinn: 1.600 Euro kréien ech vum CGDIS zréck, da kann ech deen net och nach eng Kéier froen, datt e steierfräi ass; an déi aner 1.600 Euro waren da steierfräi. Déi Problematik ass bekannt an de CGDIS huet och mat de Steierbüro gekuckt, fir dat elo eeben uniform ze reegelen, esou wéi et am Gesetz virgesinn ass. An dat ass och gemaach ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 66 vum der Madamm Nathalie Morgenthaler un den Här Inneminister iwwert d'Aféierung vum enger lokaler Police. Madamm Morgenthaler.

– **Question n° 66 du 2 mai 2024 de Mme Nathalie Morgenthaler relative à la mise en place d'un corps de police locale, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Merci, Här President. Den Här Inneminister huet jo ugekënnegt, nach virun der Grousser Vakanz e Pilotprojet vun

enger sougenannter „Gemengepolice“, dat heescht enger Unité de police locale, an der Stad Lëtzebuerg an an der Stad Esch wëllen anzesetzen.

An deem Kontext wollt ech dem zoustännege Minister Gloden e puer Froe stellen: Wou ass de Pilotprojet aktuell drun? Wéi gëtt dëse Pilotprojet vun der Unité de police locale a beide Stied an der Praxis ëmgesat? Wéi setzt sech déi Unitéit zesummen? Wat ass hiren Aufgabeberäich? Wéini soll de Bilan vun dëser Phas gezu ginn? An zu gudder Lescht: Ass och scho gewosst, wéi et herno an anere Gemenge kéint viru- goen, virun allem och, ob sech dës mussen finanziell beedelegen, wa si dann och esou eng Unitéit wëllen?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Morgenthaler. Här Inneminister, dann ass et erëm un Iech.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci fir déi Fro. D'Madamm Deputéiert Morgenthaler ass hirer Zäit viraus, well muer hunn ech nach eng Aarbechtssitzung mat der Madamm Buergermeeschtesch vun der Stad Lëtzebuerg a mam Buergermeeschter vun der Stad Esch. Ech kann Iech awer op Är Froen äntwerten.

Ech mengen, de Mot d'ordre ass „Visibilitéit, Proximitéit a Preventioun“. An ech mengen, Dir wësst, dat mer elo 90 Netto-Plus-Polizisten op den Terrain kréien, an duerfir profitéiere mer dovunner, fir elo e Pilotprojet an deenen zwou gréisste Gemenge vum Land ze lancéieren, fir ze kucken, wéi een dat kann um Terrain praktesch ëmsetzen.

Wat ass et net? Et ass net eng Police niewent der Police. Dat liessen ech ëmmer erëm. Et si Poliziste vun der Police, et si Patrullen. D'Zuel vun de Patroulle wäert och mat de Gemengen diskutéieren. Dee Projet leeft entweder elo am Juni oder spéitstens uganks Juli un. An dee Pilotprojet soll emol fir eng Period vu sechs Méint lafen, fir dann déi éischt Konklusiounen aus der praktescher Ëmsetzung ze zéien, fir dann e Projet de loi kënnen ze schreiwen.

Déi Polizisten, déi dann am Kader vun deem Pilotprojet do patrulléieren, kréien och e Badge als Police locale, fir datt d'Leit dat gesinn. Hir Kompetenze sinn déi am Kader vum Ordre public local, dat heescht déi Kompetenzen, déi de Buergermeeschter huet. Hei am Pilotprojet ass virgesinn, datt de Buergermeeschter sech reegelméisseg mam responsabele Kommissär gesäit, fir ze soen: „Do an do sinn d'Problemer, wann ech gelift intervenéiert am Ordre public local!“

Elo stellt sech d'Fro: Wat geschitt, wann eng Patroulle vun der Police locale hei am Kader vum Pilotprojet dann eng Infraktioun gesäit, déi elo net am Ordre public local ass? Da ruffe se natierlech hir Kollegen an déi kommen dann déi Infraktioun ophuelen. Wat och ganz kloer ass: Niewent der Unité de police locale wäerten och weiderhi Poliziste patrulléieren an den Uertschaften, net nëmmen an deenen zwou Uertschaften, déi ech elo genannt hunn, an deenen zwou Gemengen, mee déi och fir all dat anert weider zoustännege sinn. Et ass elo net, datt just déi patrulléieren, mee och nach, wéi gesot, déi aner Polizisten.

Et ass och ugeduecht, fir dat eebe méi visibel ze maachen, op strateegesche Plazen emol eng Police-camionnette oder e Policeauto ze stationéieren. Et ass virgesinn, datt dee Pilotprojet elo mol fir sechs Méint leeft an datt een da kuckt, wat een do als Schlussfolgerung kann doräusser zéien.

Eng wichteg Fro, déi ech och ëmmer gestallt hunn – ech zéie jo elo duerch d'Land, wou ech den Tour bei de Gemenge maachen –, ass: Wann d'Police locale kënn, ass dat e Käschtepunkt fir d'Gemengen? Do

kann ech haut soen, datt dat kee Käschtepunkt wäert sinn. Dat leeft iwwert de Budget vun der Police.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Innenminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 67 vun der Madamm Francine Closener un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Noutënnerdaachstrukture fir Jugendlecher. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 67 du 2 mai 2024 de Mme Francine Closener relative aux structures d'hébergement d'urgence pour jeunes, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Jugendlecher, déi doheem d'urgence mussen eraus an enzwousch anescht mussen ënnerdaach kommen, sinn an enger ganz ellener Noutsituatioun, net nëmme materiell, mee natierlech och psychesch. Wann een als Jonke säin Doheem, seng Famill muss verloosen, well ee vernoléissegt gëtt, well Gewalt am Spill ass, Drogen oder aner ontragbar Situatiounen sech ofspillen, dann ass dat jo schonn en Drama a sech.

Duerfir ass et ëmsou méi alarmant, datt et fir déi Jugendlecher, déi an esou enger Noutlag sinn, am Éislek u Strukture feelt, wou se adequat kënnen opgeholl an encadréiert ginn. Et ass alarmant, wa Professioneller aus dem psychosoziale Beräich dee Manktem un Noutstrukturen ëffentlech denoncéieren, esou wéi dat elo rezent an engem Reportage um 100,7 de Fall war. Rieds geet vu komplizéierte Prozeduren, duerch déi e Jonken an Nout net ënnerdaach kéim, awer virun allem geet rieds vu Plazmanktem, well dee ganzen Norden op eng eenzeg Struktur zu Ettelbréck ugewise wier, an déi wier dann och deementspreechend iwwerlaascht. Dee Manktem confirméieren de Réidener Jugendtreff, de Service Nordstadjugend, de Resonord an och de CePAS aus dem Wëlzer Lycée du Nord, also lauter Leit vum Terrain, déi jo wëssen, vu wat se schwätzen.

Dem Reportage no gesäit den Educatiounsministère awer keen Handlungsbedarf a verweist ënner anere am d'Péitrusshaus, wat wuelverstane jo awer an der Staat ass an deementspreechend jo natierlech och keng Léisung ka si fir Jonker, déi zum Beispill zu Wolz oder zu Clierf an d'Schoul ginn, soss brauch ee sech och herno iwwert e Schoulofbroch net ze wonneren, an dat wëll jo hoffentlech awer keen.

Duerfir meng Froen un den Educatiounsminister, dee jo an engems och Logementsminister ass: Gesitt Dir effektiv keen Handlungsbedarf? Wéi vill Jonker sinn eigentlech op Waardelëschten? Wéi laang bleiwe se an der Moyenne a Jugendherbergen? Dat ass jo scheinbar och eng provisoresch Léisung. Wéi gi se betreit an esou enger Noutlag? A gëtt dru geschafft, fir Noutstrukturen auszubauen? A wa jo, fir wéini ass domadder ze rechnen?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Dann ass et um Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend. Här Minister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, jo, et ass dacks eng Situatioun, déi esou verfuert ass, datt déi eenzeg Léisung, fir Rou am Liewe vun engem Jonken ze kréien, fir Stabilitéit am Liewe vun engem Jonken ze kréien, ass, datt en doheem eraus muss, dacks och schonn, wann e mannerjäreg ass. An duerfir ass et wichteg

a richtig, datt mer Strukturen hunn. Mir hunn en engt soziaalt Netz, dat an deenen dote Situatiounen hëlleft, intervenéiert, probéiert ze stabiliséieren, vun – soe mer mol – de CePASen an de Spideeler, déi natierlech och do wäerte kënnen a mussen intervenéieren, wou jo och e Plang fir d'Santé mentale um Niveau vun der Santé an Ausaarbechtung an an Ëmsetzung ass.

Mir wäerten awer weiderhi souwuel fir Mineurë wéi och fir Majeurë mussen kucken, wat mer hunn a wou mer et kënnen ausbauen. Mir hunn – ech wëll vläicht e kuerzen Iwwerbléck do ginn – den Accueil urgent en situation de crise fir Mannerjäreger, wa se vum ONE, vum Jugendgeriicht, vu Sozialträger da proposéiert kréien, fir eeben do ënnerdaach ze kommen a spezifesche Foyere fir Noutsituatiounen, déi natierlech dann och fir Noutsituatiounen solle bereetgehal ginn. Mir hunn d'Péitrusshaus hei an der Stad Lëtzebuerg a mir hunn awer och eng ganz Rei vu Schoulinternaten, déi mol punktuell och do kënnen Ofhëllef bidden, well do meeschtens Capacitéit fräi ass, a wann et da wierklech keng aner Solutioun sollt ginn, och dat eng Méiglechkeet ass, op d'mannst eng Iwwergangsméiglechkeet ass, fir e Jonken ënnerdaach ze kréien.

Mir hunn och eng ganz Rei vu Strukturen an et war eigentlech eng vun de grouse politesche Prioritéiten och am Laf vun deene leschte Joren, déi sech u jonk Majeurë richten. An dat geet vu Bongen „d'hébergement d'urgence“, déi ee ka kréien, déi fir eng Iwwergangszäit dann och eng Ënnerbréngung a Jugendherbergen effektiv mat sech bréngen. Do erëm wuelverstane fir eng Iwwergangszäit, fir akut a schnell kënnen ze reagéieren a sech dann Zäit ze ginn, en Encadrement op d'Been ze setze respektiv eng aner Plaz dann och ze fannen. A mir wäerten och Strukture weider ausbauen. Dir schwätzt vum Norde vum Land. Ënner anere eeben och an der Nordstad si fënnef weider Plaze geplangt als Noutwunnengen, déi dann d'urgence och solle kënnen beluecht ginn.

Mir hu fir Erwuessener awer och zwou aner Wunnformen, déi do disponibel sinn. Eng Kéier ass et de SLEMO, wat e Logement encadré ass, wou also méi e staarken Encadrement deem Jonke weiderhi gebuede gëtt, wou en net nëmmen eng Wunneng kritt, dee jonken Erwuessenen, mee och en Encadrement, fir eeben och ze kucken, datt en am Liewe Fouss faasst, datt e seng Ausbildung ofschléisst, d'Transitioun an d'Beruffswelt ka geléngen, respektiv datt en eeben och, wat de Punkt vun der mentaler Gesondheet ubelaangt, do kann en entsprechend Accompagnement kréien. Mir hunn haut 504 Plazen als SLEMOs-Wunnenge queesch uechtert d'Land a mir schreiwen der pro Joer – et kann een esou soen – 50 weiderer aus, wou da vu sozialen Träger kënnen Propose gemaach ginn, wou an ënner wat fir enger Form dann do weider SLEMO-Wunnenge kënnen geschafe ginn. Déi riichte sech an aller Reegel u Jonker tëschent 16 a 27 Joer.

Mir hunn donieft awer och e Programm, dee ganz staark ausgebaut gouf déi leschte Joren, nämlech dee vun Jugendwunnen. Déi riichte sech u jonk Erwuessener vun 18 bis 27 Joer. Wann een do kuckt, wéi vill d'Wunnenge mer 2017 haten, da waren dat der 42 fir Jonker, an hei sinn et der haut, am Joer 2024, 316. Dat weist nach eng Kéier dee groussen Effort, deen do gemaach ginn ass fir Wunnengen, déi wierklech dediéiert sinn u jonk Erwuessener, wou net deen intensiven Encadrement mat derbäi ass, wuelverstane, mee wou awer och kann natierlech eng Situatioun deblockéiert ginn, wou een einfach doheem net méi kann, net méi wëll bleiwen an awer hei Wunnenge ka fannen, déi bezuelbar sinn,

wou Jonker sech dann och kënnen do eng Stabilitéit erlaben, fir hire Liewensprojet als jonken Erwuessenen da weider kënnen ze poursuivéieren. Mir hunn och am Norden – well Der dat spezifesch ugeschwat hutt – e Projet vu weiderem Jugendwunnen zu Wolz, eng Kéier 28 Plazen.

Ech wëll vläicht kuerz awer och nach eng Kéier soen, wou d'Demanden hierkommen, well et ass elo hei vum Norde geschwat ginn. Mir hunn awer relativ wéineg Demanden aus dem Norden. Vun deenen Demanden, déi kommen, sinn der just 7,5 % aus der Nordregioun. Et sinn der 37 % aus der Südregioun, 31,5 % aus der Zentrumsregioun. Jo, bei engem Fënnestel ass och geografesch gesinn net kloer ze determinéieren, vu wou datt se hierkommen, mee et weist awer, datt am Süden an am Zentrum d'Demande am gréissten ass. Netdestotz hu mer awer eng ganz Rei vu Projeten och an der Nordregioun, déi weider wäerten entwéckelt ginn.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 68 vun der Madamm Carole Hartmann un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert d'Psychotherapie. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 68 du 2 mai 2024 de Mme Carole Hartmann relative à la psychothérapie, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Madamm Minister, während der Pandemie ass et, fir Kontakter ze vermeiden, méiglech ginn, fir Teleconsultatiounen bei Dokteren, Zännokteren, Hiewanen, Dieteticienne, awer och Orthofonisten ze maachen an des och op Basis vu spezifesch Ordonnancé vun der Direction de la santé rembourséiert ze kréien. De vieregte Sozialminister hat ënner anerem op Nofro vun der Madamm Adehm an eng Question parlementaire gesot, dass onofhängeg vu Covid-19 e generelle Kader fir Teleconsultatiounen soll geschaf gi mat kloer Reegelen a Konditiounen, fir des Consultations à distance och kënnen ze assuréieren an och ze rembourséieren.

Dozou hätt ech folgend Froen: Wéi ginn aktuell d'Teleconsultatiounen gehandhaabt? Gi se rembourséiert? A wa jo, op wéi enger Basis? Leeft et do weider nom Kader, deen an der Pandemie geschaf gouf? A gëtt och weider un engem generelle Kader geschafft, fir en Teleconsultatiounen-Remboursement virzege-sinn?

An der Fro vun der Madamm Adehm war et méi spezifesch ëm d'Psychotherapie gaangen, well ab dem 1. Februar 2023 e Remboursement fir psychotherapeutesch Rendez-vousen assuréiert gëtt, awer net preziséiert war, ob dat och fir d'Teleconsultatiounen gëllt. D'Äntwert deemools war Nee, dat heescht, dass d'Teleconsultatiounen u sech net virgesi sinn, mee dass eeben dee generelle Kader soll kommen.

Dozou hunn ech eng zweet Serie u Froen: Wéi ass dat haut? Kënnen d'Teleconsultatiounen bei Psychotherapeute rembourséiert ginn? Wéi stitt Dir, Madamm Minister, generell nom Remboursement vun Teleconsultatiounen bei Psychotherapeuten? Zu gudder Lescht: Wann Dir Zuelen hutt, kéint Dir eis nach soen, wannechgelift, wéi vill Leit säit 2023, säit den Dispositif en place ass, eng Psychotherapie bis haut rembourséiert kritt hunn?

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm

Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet. Madamm Ministesch.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Jo, merci och fir dës Fro an d'Prezisiounen zu enger anerer Fro, déi gestallt gouf. Den Dispositif Teleconsultatioun ass eigentlech agefouert ginn an engem Environnement, wou mer sanitär Problemer haten, fir ze verhënneren, datt d'Praxisse voll wäeren. A wéi ech meng Nominatioun krut de 17. November, du war eng éischt Urgence, datt d'Teleconsultatioun sollt Enn Dezember auslafen opgrond vun enger Ordonnance vun Direkter vun de Santé. Dat ass kee Gesetz, dat ass keng Nomenclature. A wann dat dann ausgelaf wier, dann hätte mer am Januar d'Praxisse vullsetzt gehat. A mir woussten nach net sécher, ob do eng Grippewell géif kommen an esou weider. Dunn ass dat mol verlängert ginn. Et ass verlängert gi bis den 30. Juni. Dat heescht, ab dem 30. Juni kënne mer d'Ordonnance lo wierklech net méi verlängeren, well den 30. Juni si mer warscheinlech, esou wéi et haut ausgesäit, net an enger Pandemiesituatioun, an duerfir wäert déi dann auslafen.

Bis dohinner hu mer awer kee legale Kader stoen, fir déi Teleconsultation générale en place ze setzen. D'Diskussiounen sinn effektiv ugefaange ginn ënner der leschter Regierung a sinn awer net aboutéiert. Si gi sech net direkt eens, wat „Teleconsultatioun“ heescht, wéi et soll definéiert ginn. An déi Aarbechte lafe weider. De Groupe de travail ass nach ëmmer amgang ze schaffen. Ech kann och nach keen Delai nennen, an deem dann definitiv eng Teleconsultatioun wäert do sinn.

Fir d'Psychotherapeute si mer nach ëmmer an der Situatioun, datt do souwisou d'Teleconsultatioun net applikabel wär, well déi keng spezifesch Nomenclature huet. An do sinn och d'Verhandlungen amgang, fir déi ganz Nomenclature Psychotherapie opzeschaffen opgrond vun der Konventioun, déi soll ausgehandelt ginn.

Zënter Februar 2023 hu mer am Ganzen 12.500 Patiente gehat, déi vun enger Psychotherapie Gebrauch gemaach hunn. Dat ass e Käschtepunkt vun ongeféier 600.000 Euro de Mount. An et si permanent en consultation ëm déi 2.500, 3.000 Leit de Mount. Dat heescht, Dir gesitt, et sinn immens vill Leit, déi permanent en consultation sinn, soss wier déi Zuel vun 12.500 vill méi héich.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

An da komme mer zur Fro Nummer 69 vun Här Jeff Engelen un d'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau iwwert d'Vemeidung vun Ammoniakemissiounen an der Landwirtschaft. Här Engelen.

– **Question n° 69 du 2 mai 2024 de M. Jeff Engelen relative à la prévention des émissions d'ammoniac dans l'agriculture, adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture**

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Ech géif heimadder gären eng Fro un d'Madamm Landwirtschaftsminister stellen am Hibleck op eng amtlech Mitteilung vum Juli 2022 vun den demolege Ministeren, der Madamm Welfring an dem Här Haagen. Et geet ëm fënnf verschidde Moosnamen, fir Ammoniakemissiounen an der Landwirtschaft ze reduzéieren. Ënner anerem soll de Prallteller fir d'Ausbréngung vun der Gülle ab 2024 verbuede sinn.

Eng Rei Bauere sinn an deem Kontext u mech erugetrueden, well si sech onsécher waren, ob all déi

Mesüre schonn a Kraaft sinn oder net. Mir hunn och selwer um Internet deemools näischt fonnt. An de Baueregewerkschaftszeitunge war och näischt Deem-entspriedendes ze liesen. Et muss ee jo wëssen, datt d'Bauere Planungssecherheet brauchen an esou eng Ëmstellung net vun haut op muer geet.

Elo si mer rezent gewuer ginn, dass de betreffende Projet um Instanzeweie ass, dat heescht, en ass nach net a Kraaft. Duerfir wollt ech d'Madamm Minister froen, wéini si dermat rechent, datt all dës Mesüeren a Kraaft trieden. Doriwuer eraus wéilt ech d'Madamm Minister froen, ob a wéi d'Baueren am Virfeld doriwuer informéiert ginn, fir datt si awer genuch Planungssecherheet an der Zukunft hunn.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau. Madamm Ministesch.

Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Merci, Här President, an och merci dem Här Engelen fir dës Fro. Also ech ginn emol downner aus, datt déi zwee Ministeren – ech weess net, wat se geduecht hunn, wéi se de Communiqué gemaach hunn; ech hunn deen och elo mol de Moien erausgesicht – wollte fir Planungssecherheet suergen an datt se dofir sou fréi kommunizéiert hunn.

Elo ass et awer esou: Éischtens emol läit de Projet de règlement grand-ducal ënner der Verantwortung vum Ëmweltminister an ass eréischt am Oktober 2023 vum Regierungsrat uegeholl ginn an deen ass nach um Instanzeweie. Duerfir ass et elo relativ kloer: Éischtens, de Pralltellerverbuet steet zwar do dran, den Avis vum Staatsrot ass awer nach net do. A soulaang wéi de Règlement grand-ducal nach net publizéiert ass, gëllt en nach net. Mee ech denken awer, datt et extrem wichtig war, datt d'Informatioun matzäit eraus war, datt d'Leit wëssen: „Soubal wéi de Règlement grand-ducal do ass, dann ass et fäerdeg mam Prallteller.“

Dat anert sinn d'Investissementen, d'Bäihëllef. Do ass et kloer: Dat, wat an eisem Gesetz steet, zielt, datt een u sech ab 2024 just nach fir Schleppschung an Injektoren eng Bäihëllef kritt an dat och mat engem Top-up vun 20 %. An déi 20 %, déi gëtt et just oder sinn et just gi bis déi éischt Selektioun vun 2024 mat. An ech kann Iech soen: Do si ganz, ganz vill Baueren, déi e Schlitzinjektor kaaft hunn an déi dann och do hir Bäihëllef accordéiert kritt hunn. Duerno, do deser Selektioun, gëtt et just nach en Top-up fir 10 %, awer eng Bäihëllef fir Prallteller gëtt et net méi. Also dat ass fäerdeg.

Dat selwecht gëllt da fir d'Agrarëmweltmoosnamen. Do ass et jo esou, datt een u sech soll e positiven Incentive gi fir eppes, wat ee méi mécht. Dat heescht, wann de Pralltellerverbuet bis do ass, dann ass just nach de Schleppschlauch dat mannst, wat erlaabt ass. Dofir kritt ee keng Agrarëmweltmoosnamen, dat heescht, an deenen neie Kontrakter gëtt et just nach Bäihëllef bei den Agrarëmweltmoosnamen fir Schleppschung a fir Injektoren. Bei deene lafende Kontrakter, soubal wéi de Règlement grand-ducal do ass, ginn dann och déi Konditiounen applizéiert.

Dann d'Güllebehälter ofdecken. Dat war och virgesi bis den 31. Dezember 2024. Dat ass zwar nach elo, mee do hunn d'Bauere Schwiereregkeeten, well se d'Leit net erbäikritt hunn, fir den Deckel ze maachen. An do ass um Landwirtschaftsdësch festgehale ginn, datt deen Datum géif no hanne geréckelt ginn op den 31. Dezember 2025. Dat heescht, an deem Punkt muss d'Reglement, soubal wéi et do ass, erëm eng

Kéier ugepasst ginn. Mir hunn an eisem Agrargesetz dann och virgesinn, dass mer do déi zousätzlech Bähëllef och ëm ee Joer verlängerem.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

An da komme mer zur leschter Fro vun haut, der Fro Nummer 70 vun der Madamm Alexandra Schoos un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert de Monopol vum LNS, wat verschidden Analysen ugeet. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 70 du 2 mai 2024 de Mme Alexandra Schoos relative au monopole du LNS concernant certaines analyses, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Merci, Här President. Madamm Gesondheitsminister, säit e puer Joer huet den LNS de Monopol, wat déi pathologesch a geneetesche Analysen an der Humanmedezinn hei zu Lëtzebuerg betrëfft, an dëst ass och gesetzlech verankert. Déi Servicer ginn och vun der CNS finanziert an eng Konventioun tëschent dem LNS an der CNS gouf ofgeschloss, déi ënner anerem als Bedéngung virgesäit, dass eng Akkreditatioun vun de Laboe virläit.

Bis dato ass awer – op d'mannst menges Wëssens no – d'Pathologie nach net akkreditéiert. Derbäi kënn, dass d'Fristen immens laang sinn, wat d'Analyse betrëfft, an der Geneetik souguer bis zu zwee Joer, ass mer matgedeelt ginn.

Als Mesür, fir d'Fristen ze verkierzen, hutt Dir op d'parlamentaresch Fro vum Här Di Bartolomeo geäntwert, dass d'Aarbeitsprozesser an d'Aarbeitsorganisatioun vun deene Servicer iwwerschafft musse ginn an dass, fir kuerzfristeg ze handeln, samschdes geschafft soll ginn an d'Prouwen deelweis och an auslännesch Laboe geschéckt solle ginn.

Dohier géing ech der Madamm Ministesch gär folgend Fro stellen: Soll de Monopol fir den LNS bestoe bleiwen, wat dës Analyse betrëfft, zemoos ënner der Berücksichtigung vun der feelender Akkreditatioun an dem Retard chronique vun dësen Analysen?

Wat ass d'Positioun vun der Regierung zur Iwwerleeung, dass och aner Laboen hei zu Lëtzebuerg d'Analyse missten duerchféiere kënnen an dierfen, op d'mannst déi pathologesch Analysen?

Wéi ass d'Positioun vun der Regierung zur Iwwerleeung, dass d'Dokteren d'Prouwen och direkt an auslännesch Laboe schécke kéinten, fir méi séier Resultater ze kréien?

An zum Schluss: Wat géing dat mat sech bréngen um Niveau vum Remboursement vun dësen Analysen duerch d'CNS?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. An dann ass d'Wuert fir d'Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet. Madamm Ministesch.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci fir dës Fro. Den LNS war natierlech e bëssen an de Schlagzeilen. Mir sinn amgaang, e strateegesche Plang opzestellen, fir déi nächst Jore besser dozestoen. An zu deem strateegesche Plang gehéiert och, d'Gesetz iwwert den LNS op de Leescht ze huelen.

Wa mer d'Gesetz vum LNS op de Leescht huelen, da gëtt bestëmmt iwwert de Monopol nogeduecht. An nottament an der Pathologie, wou mer elo schonn eng Rëtsch Saachen erausginn un auslännesch Institutur, wäerte mer kënnen mat de Laboen hei am

Land diskutéieren, wéi eng datt si mengen, datt se kapabel sinn ze stemmen a wéi eng net.

Mir wäerten awer sécher net derzou iwwergoen, alles ausserhalb ze maachen, well eng Rëtsch vun deenen Analyse si komplex a komplizéiert an interesséiere privatwirtschaftlech organiséiert Laboe guer net, well se do héich spezialiséiert Personal mussen hunn an net genuch Masse critique hei zu Lëtzebuerg hunn, fir déi Analysen ze maachen.

Zu den Delaien: Déi sinn amgaang, erofgesat ze ginn, an dat, wat ugekënnegt gi war an där Question parlementaire, gëtt ëmgesat. Fir permanent ze erlaben, Analysen am Ausland ze maachen, huele mer och an eis Iwwerleeunge mat eran, mee do gëtt et dann e Problem bei der Ofrechnung. Warscheinlech mussen do mat der Krankekeess nei Prozesser en place gesat ginn, esou wéi wann ee sech an d'Ausland behandlee loosse geet. Mee alles dat ass Zukunftsmusek. Mir stellen elo de Plan stratégique op a wäerten déi Iwwerleeungen do mat eranhuelen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch. Domat wäere mer dann um Schluss vun eiser Froestonn vun haut ukomm.

6. Question élargie n°7 de M. Dan Biancalana relative à la réforme des finances communales

Dat heescht awer net, datt mer fäerdeg si mat de Froen, well et sinn nach Question-élargien haut um Ordre du jour. An déi éischt dovunner, dat wär déi erweidert Fro Nummer 7 vum Här Dan Biancalana iwwert d'Reform vun de Gemengefinanzen. Ech wëll just rappeléieren, datt den Auteur vun der Fro 5 Minuten Zäit huet, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister, wann en da wëllt, seng Zousatzfro ze stellen, an datt d'Regierung 10 Minuten Zäit huet. Här Biancalana, elo ass et un Iech.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am aktuelle Koalitionsaccord steet, datt d'Regierung géif eng Analys an eng Evaluatioun vun der Reform vun de Gemengefinanze vum Joer 2017 maachen, dëst mam But, de Gemengen eng méi grouss finanziell Flexibilitéit ze ginn.

Als Éischt, mengen ech, muss een drun erënneren, datt déi lescht Regierung eng onofhängeg Analys an Evaluatioun vun der Reform vun de Gemengefinanze maache gelooss huet, nämlech bei der Zentralbank. An déi huet an hirem Rapport am Joer 2021 geschlussfolgert, datt d'Objektiver – deementspreechend Sënn an Zweck vun der Reform –, also méi Stabilitéit, méi Solidaritéit a méi Gerechtegkeet am Verdeelungsprinzip tëscht den a fir d'Gemengen, erreicht gi sinn. D'Grondausrichtung ass deementspreechend also déi richteg.

Wann also elo eng Analys an eng Evaluatioun solle gemaach ginn, da wëilt ech mol vläicht als Alleréischtt vum Minister wëssen, ob dat dann elo eng politesch Analys an Evaluatioun soll si respektiv wat Är Aschätzung ass vun der neutraler an objektiver Evaluatioun vun der Zentralbank.

De Principe de connexité, deen neierdengs an der Verfassung verankert ass – an dat ass och ganz gutt –, spillt natierlech bei de Gemengefinanzen eng ganz wichteg Roll. Et ass awer och an deem Kontext ze erimmen, datt am Fong déi genannte Reform vun 2017 eng Rei Elementer bewierkt huet. Laang, mengen ech, gouf virun 2017 am Fong vun enger Gemengefinanzreform geschwat. An déi ass

natierlech ëmgesat ginn duerch den deemolegen Inneminister Dan Kersch. An doduerch konnt natierlech och d'Aféierung vum Fonds de dotation globale des communes awer och en Deel vun der Gewerbesteier, déi um Territoire vun der Gemeng erschafft gëtt, ëmverdeelen. An och dat huet fir eng Stabilitéit gesuergt an de Gemengen.

An ee vun de wichtegste Krittären, deen och agefouert gouf, dat war de sozioekonomeschen Index, deen och natierlech an de Gemengen agefouert gouf am Kader vun der Schoulorganisatioun, fir de Contingent ze definéieren, a wou natierlech dann och d'Sue bei de Gemengen ukommen, déi méi geziilt, cibléiert Ausgaben am Sozialberäich hunn an och do ënnerhuelen. An am Kader vun der Reform fléisst jo natierlech och allkéiers eng Rei staatlech Gelder effektiv un d'Gemenge virun nieft dem Fonds de dotation.

D'Reform huet awer och derzou bäigedroen, datt d'Gemengen d'Coronakris am Fong besser iwwerstanen hunn, wéi dat ursprénglech erwaart gouf. D'Gemengen hunn zu enger antizyklescher Politick bäigedroen an hunn natierlech och d'Investissementer héich gehalen, wat och erméiglecht huet, dass se sech deementspreechend och weiderentwéckelen. Mir wëssen awer, dass bei den aktuellen Entwécklungen d'Erausforderungen un d'Gemengen ëmmer méi grouss sinn. An ech mengen, an deem Kontext hunn ech och eng Question parlementaire un den Inneminister gestallt, fir engersäits och gewuer ze ginn, wat d'Gemengereserve sinn.

A wann een eng Géigeniwwerstellung mécht engersäits vun de Gemengereserven an anerersäits vun den Emprunte vun de Gemengen, kann een natierlech erauslesen, datt verschidde Gemengen haut besser dosti wéi anerer, wat awer natierlech och d'Effikasitéit vun der Reform op kee Fall a Fro stellt. Natierlech huet all Gemeng hir Spezifisitéiten an d'Reform huet och probéiert, fir dat um lokalen Niveau, um Niveau vun de Gemengen, ze verbesseren, nach méi eng gerecht Verdeelung virzehuelen am Kader vum Fonds de dotation globale des communes. Deemoos waren et, mengen ech, 79 Gemengen, déi no der Reform méi Sue kritt hunn. Natierlech gouf gläichzäitig och e Kompensationsmechanismus agefouert, fir e Gläichgewicht ze halen.

Bon, elo am Joer 2023 respektiv 2024 stinn nei Revendicatiounen am Raum, fir am Fong dann déi Reform hei ze iwwerschaffen. An och an deem Kontext huet den Inneminister d'lescht Woch op der RTL-Antenn gesot, dass e fir d'Speisung vum Fonds pour l'emploi effektiv och 2 % vun der Gewerbesteier vun de Gemengen afléisse loosse wëilt, awer och de Verdeelungsmechanismus vun der Population ajustée zur Diskussioun stéing. An et konnt ee jo och an der Press liesen, dass d'Gemenge Leideleng an och Nidderaanwen effektiv net Recht kritt hunn am Kader vum Arrêt vun der Cour administrative, souwuel bei der Population ajustée wéi och bei der Gewerbesteier.

De Verdeelungsschlüssel vun der 2017er Reform huet och probéiert, um Niveau vun der Gewerbesteier deene Gemengen och Gewerbesteier ze ginn, op deenen hirem Territoire aus verschidde Grënn net vill Gewerbesteier produziéiert gëtt. Wann een also eng Reform mécht, muss een och e gewëssenen Equiliber behalen. Et ass natierlech och um Niveau vun den Aufgaben an och den Ausgaben, déi d'Gemeng hunn, e ganz sensibelen an delikaten Exercice. An et ass och, mengen ech, gutt, dass de Gemengesektor, de Syvicol, hei deementspreechend och matagebonne gëtt.

Dofir wéilt ech an deem Kontext folgend Froen un den Inneminister stellen: Firwat muss Ärer Meenung no eng Evaluatioun vun de Gemengefinanze gemaach ginn? Oder wat feelt Iech an der besteeënder neutraler an onafhängeger Evaluatioun vun der Zentralbank? Respektiv wann Der eng zweet Evaluatioun wëllt maachen, gedenkt Der, och do nach eng Kéier den Optrag der Zentralbank ze ginn, fir eng onafhängeg Evaluatioun ze maachen?

Wann am Kader vun där Reform iwwer alles soll geschwat ginn, gött et do Punkten, déi Der net wëllt iwwerschaffen? Dat ass déi zweet Fro. Wat genee wëllt Der maachen, fir ze verhënneren, dass natierlech erëm effektiv eng ongerecht Verdeelung hei stattfënnt, esou wéi et virun 2017 war? Wéi gedenkt Der, de Krittikar vun der Population ajustée ze iwwerschaffen, well deen an der Diskussioun steet?

An déi lescht Fro: Wat verstitt Der ënner enger méi grousser finanzieller Flexibilitéit, wëssend natierlech, dass d'Gemengenautonomie wichteg ass an awer och d'Gemengen obligatoresch a fakultativ Missiounen hunn?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. D'Wuert ass elo fir den Inneminister. Här Innenminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Och merci dem Här Biancalana fir déi Question élargie. Staark Gemenge brauche staark Finanzen. A wéi et am Koalitionsaccord steet, engagéiert dës Regierung sech och, fir de Gemenge finanziell Ennerstëtzung ze ginn an eeben déi Gemengefinanzreform vun 2018 zesummen an éischter Linn emol mam Syvicol ze diskutéieren.

Wann ee vu Gemengefinanze schwätzt, ass dat, wat Dir, Här Biancalana, ugeschwat hutt, d'Reform vun 2018, fir mech an enger zweeter Etapp. Fir mech gött et kuerzfristeg Etappen an eng Etapp méi à moyen terme.

Fir d'éischt zu de kuerzfristegen Etappen: De Fonds de dotation globale des communes huet méi Recettë generéiert am 2024er Rectifié, wéi dat virgesi war. Doduerch kënnen mer elo pro Tranche un d'Gemenge 15,84 Milliounen ausbezuelen. Dat ass den éischte Punkt.

Dann hutt Der de Fonds pour l'emploi ugeschwat. De Fonds pour l'emploi ass am Fong net gerecht, well nëmmen e puer Gemengen an dee Fonds pour l'emploi abezuelen. 2023 waren et 27 Gemengen, 2022 waren et der nach 28 an 2021 waren et 31 Gemengen. D'Situatioun huet derzou gefouert – fir just e puer illustrativ Beispiller ze ginn –, dass zum Beispill d'Gemeng Wickreng 1,7 Milliounen Impôt commercial krut. Se huet awer missen 2,3 Milliounen an de Fonds pour l'emploi abezuelen. Wäiswampech krut 1,6 Milliounen ICC, huet awer missen 1,7 Milliounen an de Fonds pour l'emploi abezuelen. D'Gemeng Park Housen huet 0,7 Milliounen, also 700.000, un Impôt commercial kritt an huet missen 1 Millioun an de Fonds pour l'emploi abezuelen. A Leideleng hutt Der genannt, déi och e Prozess gemaach hunn. Déi kréien 1,9 Milliounen Impôt commercial an hunn der awer missen 1,5 Milliounen nach an de Fonds pour l'emploi abezuelen.

An dat huet als Konsequenz, dass ech ëmmer méi oft ze héiere kréien – an Dir waart och op enger vun deene regionale Concertatiounen, déi den Innenminister mat de Gemengen huet –: „Firwat solle mir nach an Infrastrukturen investéieren, wou Betriber kommen, wa mer keen adequate Retour dovunner hunn?“

Dofir sinn ech frou, dass ech mam Kolleeg Aarbechtsminister – well et ass e Gesetz vun him, vum Fonds pour l'emploi – elo eeben de Projet de loi wäert an nächster Zukunft deponéieren, wou all Gemeng 2 % vum Impôt commercial abezilt. An dat ass nottamm och mat dem Syvicol ofgeschwat ginn an ech si frou, dass mer do op dee Wee komme konnten.

Den drëtten Punkt ass déi Saach vun der Caisse de prévoyance des fonctionnaires et employés communaux. Do muss ech awer soen: Déi Problematik ass längst bekannt, dass déi grouss Defiziter schreift. Op d'mannst säit 2021 ass déi Problematik am Innenministère bekannt. Do ass awer leider net reagiert ginn. Dach, et ass dorobber reagiert ginn, andeem d'Gemengen eebe musse ganz vill abezuelen: 134 Milliounen direkt a 97 Milliounen iwwert de Fonds de dotation globale des communes.

An do hunn ech elo en Aarbechtsgrupp agesat, fir eeben doriwwer ze diskutéieren, fir eng Léisung ze fannen zesumme mam Staat. Do si Representantë vum Syvicol a vu mengem Ministère, fir dass mer do eng Léisung fannen, well et ka jo net sinn, dass mer do esou virufueren, well d'Gemengen dat éischters och net packen an zweetens och e Pic war vu Leit, déi elo eeben an d'Pensioun gaange sinn. A jo – dat hunn ech och ëmmer op deene regionale Versammlung gesot –, d'Gemengen hunn och déi lescht Zäit ganz oft Employéen age stellt amplaz Fonctionnairen an da kommen natierlech och manner Recetten eran.

Dann en nächste Punkt, wou ech wëll kuerzfristeg reagéieren, dat ass dee Fonds communal de péréquation conjoncturale. Dat ass deen Tablo, deen d'Gemengen alljoers geschéckt kréien, wou dann nach d'Montante stinn, déi d'Gemengen 1975 abezelt hunn. An deem Fong gött et nach 52,5 Milliounen. Dat ass dee Fong, deen deemools agesat ginn ass, wéi d'Stolkris war. 1977 huet de Staat seng Sue schonn erausgeholl an d'Gemengen hunn och näischt méi duerno abezelt. A vu dass d'Gemengen d'Sue brauchen, wëll ech och dee Fong souzesoe liberéieren, liquidéieren, dass d'Gemengen déi Suen zréckkréien, déi si an dee Fong abezelt hunn. Dir gesitt dat jo am Tablo, deen d'Buergermeeschteren alljoers geschéckt kréien.

Dann e weidere Punkt, deen ech wëll maachen: Déi viereg Regierung hat am PDAT, am leschte vun 2023, festgehalten, dass Mondorf sollt e CDA (ndlr: Centre de développement et d'attraction) ginn an dass Nordstad sollt jo och e CDA ginn. Dofir hunn ech decidéiert – an dat och an Ofsprooch mam Finanzminister –, dass mer an d'Budgetgesetz fir 2025 drasetzen, dass d'Gemengen Dikrech, Ettelbréck an Ierpeldeng zesumme 25 % kréien an dass Mondorf dann och 5 % derbäikritt, esou wéi dat och am PDAT virgesinn ass. Mir respektéieren do de PDAT vun 2023.

Dann e weidere Punkt, dee mer och scho fréier als Buergermeeschter um Häerz louch, dass ass déi Saach mat deenen Amortissementer bei de Gemengesyndikater. Bei verschiddene Gemengesyndikater muss zum Beispill d'Gemeng op där enger Säit investéieren, fir d'Infrastrukturen, déi gebaut ginn, ze finanzéieren, an op där anerer Säit muss se schonn Amortissementer bezuelen. Dat mécht gréisser Zommen, déi d'Gemengen dann net direkt zur Verfügung hunn. Ech mengen, et muss een och éierlech soen: Wann ech bis eng gréisser Infrastruktur gebaut hunn, da gött déi jo och net an e puer Joer ofgerappt an nei operéiert. An do wëll ech och zesumme mam Syvicol nottamm kucken – do, wou et legal méiglech ass, well do si verschidden Direktive vu Bréssel, déi dat och festgeluecht hunn, déi Amortissementsprinzipien –, wéi mer dat kënnen iwwerschaffen, dass mer och do Sue fräikréien, déi d'Gemengen da kënnen huelen, fir direkt ze investéieren.

Dann deen nächste Punkt, dat sinn déi generell Subsiden. Do kann ech elo fir mäi Ministère schwätzen. Do hu mer och e Groupe de travail opgesat, och mam Syvicol zesummen. Dee siegéiert elo déi éischte Kéier den 8. Mee. Do geet et mer drëm, op där enger Säit d'Prozeduren ze vereinfachen, fir, wann d'Tranchen ausbezelt ginn, déi méi schnell ausbezuelen, soudatt d'Gemengen net mussen onbedéngt e Prêt huelen. D'Prozedur vum Sportsministère – déi kennen ech nach als fréiere Buergermeeschter – ass do zimmlech gutt. Bei där Prozedur, do gött een, soubal een eng Rechnung bezelt huet, se eran an hiren elektronesch System, si gött verifiéiert an et kritt een da mol schonn eng Tranche zréck. Dat evitéiert, dass d'Gemenge mussen ze vill Avancen ophuelen.

Da muss mer natierlech och eng Kéier iwwert d'Taxe schwätzen, well – ech verrode jo kee Geheimnis hei – et ass alles méi deier ginn. Mäi Ministère gött zum Beispill Subside beim Bau vu Schoulen, vu Kierfechter, vun Ateliers communaux. A just fir Iech e Beispill ze ginn: Bei der Schoul gi mer 5.500 Euro pro Bêton-Meeterkaree. Doniewent kritt ee jo och nach Subside vun dem Educatiounsministère. Dat sinn alles Präisser, déi sinn net méi up to date an déi wëll ech och iwwerschaffen.

An dann zu der genereller Gemengefinanzreform: Bon, doduerch, dass ech hei schonn eng Rei Punkte gesinn hunn, muss een och objektiv feststellen, dass net alles esou gutt ass, wéi et ugekënnegt war, well soss wieren déi hei Problemer net opgetaucht. Ech wëll do fir d'éischt mam Syvicol, wou Dir jo och Member sidd am Büro, doriwwer schwätzen – ech hu keng virgefaaste Meenung – an dann opgrond vun den Diskussiounen mam Syvicol kucken, wéi mer an där Evaluatioun vun der Gemengefinanzreform vun 2018 virginn, an dann déi néideg Konkusiounen doraus zéien. Mee elo an enger éischter Phas war et mer wichteg, kuerzfristeg de Gemenge finanziell ze hëllefen als Partner vun hinnen, mat deene kuerzfristeg Reformen, déi ech hei genannt hunn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Huet den Här Biancalana nach eng Zousazfro?

(Négation)

Dat ass gutt, well Dir hätt am Fong keng Zäit méi dofir gehat.

(Hilarité)

Voilà, domat hätte mer dee Punkt ofgeschloss.

7. Dépôt d'une résolution par Mme Sam Tanson

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéits...

(Interruption)

A, pardon, jo, Dir wollt eng Resolutioun deposéieren, wann ech richteg verstinn.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Tanson.

Exposé

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Jo, merci villmools, Här President. Ech wollt eng Resolutioun deposéieren zum Transparenzregëster vun der Chamber. Dir wësst, dass mer zënter Enn 2021 och esou e Regëster hei hunn, dass awer vläicht net gradesou wäit geet, wéi een dat vun engem Regëster kann erwaarden, an nottamm et wéi d'Regëster vun der Regierung, wou d'Entrevuen am Detail drastinn – oder sollen drastoen, well an der Lescht war dat net grad à jour gesat ginn –, wie mat wem

eng Entrevue hat an och wat den Objet vun där Entrevue war.

Hei war deemools eppes aneres decidéiert gi mat engem System, wou déi Entitéite sech konnten androen, fir eeben iwwerhaupt kënnen dann Acteuren ze gesinn, wou awer net retraçabel ass, wéi een Deputéierte mat wéi engem Contenu eng Diskussioun hat.

An deemools, wéi dee Regëster ugehall gi war – dat war am Dezember 2021 –, do ass och eng Resoloutioun gestëmmt ginn, dass dee soll evaluéiert ginn. A vu dass mer eis als Zil gesat hunn, eist Reglement ze iwwerschaffen – et ass eng Sëtzung fixéiert de 15. Mee, wou jo och en Appell ass un all Fraktioun a Sensibilitéit, fir sech Gedanken ze maachen, wat een alles hei kéint maachen –, wollt ech eng Resoloutioun erabringen, wou ech dann nach eng Kéier froen, dass mer eng Evaluatioun vun deem Regëster maachen an eeben och am Kader vun der Reform vun eistem Reglement dat kënnen do matafléisse loosser. Duerfir, am Numm vun deene Gréngen déi heite Resoloutioun.

Résolution

« relative au registre de transparence de la Chambre »

La Chambre des Députés,

– réaffirmant sa volonté de continuer à progresser vers une institution moderne et transparente ;

– rappelant dans ce contexte la création d'un registre de transparence par le biais d'une réforme de son Règlement, adoptée à l'unanimité lors de la séance plénière du 9 décembre 2021 ;

– rappelant également la résolution déposée par le groupe politique CSV lors de la même séance publique, par laquelle la Chambre avait décidé à l'unanimité de procéder à une évaluation du fonctionnement du registre de transparence un an après son entrée en vigueur ;

– notant que le dispositif concernant le registre de transparence actuellement en vigueur :

- a pour objectif de garantir une meilleure transparence des activités parlementaires et plus précisément des contacts des député-e-s avec les acteurs de lobbying,
- exige une inscription préalable à tout contact organisé avec une personne ou institution extraparlamentaire en vue d'influencer leur travail législatif ou le processus de décision de la Chambre,
- délègue la responsabilité de cette inscription aux personnes et institutions extraparlamentaires ;

– considérant que le registre de transparence qui est publié sur le site web de la Chambre ne fournit pas d'informations concernant le contenu, le lieu et la date des réunions organisées entre les député-e-s et personnes et institutions extraparlamentaires ;

– considérant que selon le Règlement actuellement en vigueur, « les sociétés, les institutions, les organisations et les personnes physiques ou morales concernées [...] bénéficient de la possibilité de se désinscrire à tout moment du registre de transparence »,

décide

– de procéder à l'évaluation susmentionnée dans le but de déterminer si le registre dans sa forme actuelle est à la hauteur de ses propres ambitions ;

– de réformer le fonctionnement du registre de transparence en se basant sur les conclusions de cette évaluation.

(s.) Sam Tanson, François Bausch, Meris Sehovic, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson.

8. Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet du système d'évaluation dans la fonction publique

Da komme mer elo zu der Aktualitéitsstonn iwwert de Bewäertungssystem an der Fonction publique, déi déi politesch Sensibilitéit vun de Piraten ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chamberreglement festgehalen. Den Auteur vun der Aktualitéitsstonn huet 10 Minutten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéiten hu 5 Minutten an d'Regierung huet duerno 15 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Maurice Bauer, den Här Gusty Graas, d'Madamm Liz Braz, d'Madamm Joëlle Welfring an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Marc Goergen als Vertrieeder vun der politescher Sensibilitéit Piraten. Här Goergen.

Exposé

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Dës Aktualitéitsstonn hu mir ugefrot wéinst dem aktuelle Protest vun der CGFP, déi sech geschlosse géint déi onéierlech Politick vun der Virgänger- souwéi der aktueller Regierung wiert. Et ass rieds vun engem Vertragsbroch souwuel vun den ofgewielte Ministeren Hansen a Bausch wéi och elo vun dem nei gewielte Minister Wilmes.

Bei de Verhandlungen ...

(Interruption par M. François Bausch)

O, Här Bausch, ech hat mer bal geduecht, dass Dir do dertëscht géift sprangen.

(Interruption par M. François Bausch)

Mee, ech bleiwen awer dobäi, dass déi gréng ofgewielt gi sinn, egal wéi oft dass Der drasprangt.

Une voix | O!

M. Marc Goergen (Piraten) | Mee ech hat net gemengt, dass Der esou fréi géift drasprangen.

M. Claude Wiseler, Président | Mir kommen zréck zum Sujet!

M. Marc Goergen (Piraten) | Bei de ...

(Interruption par M. François Bausch)

... Verhandlung vum Accord salarial hat d'CGFP eng kloer Fuerderung, déi och am Artikel 10 vum Accord besigelt gouf: De Bewäertungssystem an der Fonction publique gétt ofgeschaaft. Ofgeschaaft, dat heescht: kee Bewäertungssystem fir déi ganz Fonction publique. Dat ass kloer.

Déi viiregt Regierung huet dëst Engagement schréfflech festgehalen an ënnerschriwwen. An all d'Parteien hei an der Chamber hunn deem Accord zougestëmmt, bis dunn am leschte Summer, an der leschter Sëtzung virun de Walen, dat neit Arméisgesetz gestëmmt gouf, wou den deemolege Minister Bausch nach kuerzerhand dee selwechte Bewäertungssystem fir d'Arméi agefouert huet.

An hei goufen a leschter Minutt nach Amendementer dragesat, fir de Bewäertungssystem erëm anzeféieren – e System, wou een ënnerschriwwen huet, fir en ofzeschaffen! Et ass och gutt, dass jiddereen um Site vun der Chamber sech d'Videoe kann ukucke vu virun engem Joer, well d'CSV huet hir Meenung geännert.

Fir et ganz fein auszedrücken: Jo, d'DP ass bei hirer Meenung bliwwen. Déi war deemools schonn éierlech, si ass haut nach éierlech. Dat ass net déi Positioun, déi mir gefält, mee op d'mannst sidd Dir éierlech an Dir sidd bei Ärer Positioun bliwwen.

Et sinn also déi véier al Parteien, déi eist Land elo an eng schwéier Situatioun bruecht hu géigeniwwer der Fonction publique. Dat sinn déi, déi all Dag fir Iech an d'Bierger schaffen. Et ass eise Staat.

Mir Piraten hunn d'Gesetz deemools net matgestëmmt a virdru wéi och duerno den Dossier weider begleet, ugefaange mat de Kommissiounssëtzungen, wou mir ugefrot haten, datt den neie Minister schwätze kënn, wou mir awer du ferm enttäuscht gi sinn, well d'CSV sech net méi un hir Sätz vu virun de Walen erënnere konnt oder wollt.

An enger Froestonn hei an der Plénière un de Minister Wilmes hu mir eis do informéiert iwwert d'Mediation, wou mir als Äntwert just Ausriede kruten, awer net eng Léisung.

Et geet haut an dëser Aktualitéitsstonn och net ëm d'Fro, ob oder firwat d'Arméi e Bewäertungssystem brauch oder net brauch.

(Interruption)

Dat ass net méi den Haaptobjekt vun dëser Diskussioun haut. Iwwert dee Punkt ass ee scho laang eraus. Et geet haut dorëms, dass am Accord salarial vun 2022 d'Regierung en Engagement hat, fir kee Bewäertungssystem méi am ganzen ëffentlechen Déngscht ze applizéieren.

Wéi ech elo am RTL-Interview héieren hunn, an ech war frou, den Här Wilmes do ze gesinn, well d'CGFP hat scho bal eng Verméistmeldung erausginn, ass et elo – oh Wunder! – laut CSV net méi de selwechte Bewäertungssystem wéi am Accord. Dat ass awer falsch!

Dat ass awer dann och eng nei Erkenntnis vun der CSV. Mir hunn nämlech Är Rieden nogsicht an nach virun engem Joer, dat war bestëmmt zoufälleg virun de Walen, hutt Dir och hei d'Positioun vertruuden, et wär dee Bewäertungssystem, deen am Accord salarial ofgeschaaft gi wär. Souguer e Vott pro Artikel huet d'CSV ugefrot, fir den Artikel 32 net matzestëmme. Duerno nach eng Motioun: Et wär sech un de Vertrag mat der CGFP ze halen. D'Motioun, déi souwuel mir wéi d'CSV gestëmmt hunn.

Eppes muss een awer dem Minister Wilmes zegutthalen: E war deemools net do. En huet den Här Spautz ofstëmme gelooss. An ech hoffen, dass dem Här Spautz säi Wuert, wann en ofstëmmt, haut als Fraktiounschef zielt an dass den Här Wilmes kloer derhannert stoung, dass deemools de Kolleg Spautz fir hien ofgestëmmt huet.

Eent ass kloer: D'Verantwortung vun Wuert- a Vertragsbroch läit kloer bei den Ex-Regierungsparteien, d'Verantwortung, wat een elo draus mécht, awer bei der CSV.

D'CSV-Vertrieeder hunn d'lescht Joer heibanne gesot – an ech zitieren –: „Eis geet et drëm, dass den Accord salarial vum 9. Dezember 2022 soll respektéiert ginn, wéi mir et an eiser Motioun beschriwwen hunn, eeben den Artikel 10, dass de [Bewäertungssystem] soll ofgeschaaft ginn. A fir eis ass et hei eng Saach vu ‚pacta sunt servanda‘ vis-à-vis vun der CGFP, net méi an net manner!“ An ech hunn och d'Extraiten alleguerten derbäi, wann ee vun der CSV e klenge Reminder brauch.

No dësen Aussoe misst et u sech ganz kloer sinn, dass d'CSV kee Bewäertungssystem wollt, esou wéi en am neien Arméisgesetz vun deene Gréngen agefouert ginn ass. An ech muss och do ganz éierlech soen: Den Här Bausch hat eng zimmlech haart Diskussioun heibannen deemools mam Här Roth. An den Här Bausch ass op senger Positioun bliwwen. Dat ass respektabel. Den Här Roth – warscheinlech d'CSV –

net, well deemools hu se Iech genau fir dat ugegraff, wat elo den Här Wilmes hei mécht. Mee dat war virun de Walen. Dat war vläicht eng aner Geschicht bei der CSV. An awer, knapps un der Muecht mécht den CSV-Minister Wilmes gradesou weider wéi déi ofgewielte Regierung.

Bedenkt just als CSV: Dir wëllt net an der Meenung vun de Bierger op dee Punkt komme wéi déi gréng. Dësen Dossier war wuel och ee vun de Grënn.

Hei gëtt sech vun der CSV verstoppt ënner all Stee, deen ee fënnt. Ech héiere vill juristesche Ausrieden, vill Zitater vu Paragraphen, Prozeduren a Kommaen. Mir feelt awer de politesche Statement, wou Dir kloer sot: „Mir stinn zu eisem Wuert. Mir wäerten deen dote Bewäertungssystem ofschafen.“ D'CSV léisst de Courage vermessen, mat deem se d'lescht Joer hei nach grouss opgetrueden ass.

Et steet net manner wéi e Vertragsbroch am Raum, an dat ass fir d'Regierung, also fir Iech, ganz schlëmm! D'Vertrauen an d'Politiker wéi Iech geet domat verluer. Awer Dir wonnert Iech, wa radikal Parteien op eemol gewielt ginn. Hei ass wuel ee Grond dofir.

Wéi sollen d'Sozialpartner enger Regierung nach vertraue kënnen, wann de Vertragspartner säi Wuert net hält? Wat ass den Artikel 10 vum Accord nach wäert, wa sech iwwer e Spezialgesetz dru laanscht geschlach gouf? Wie garantéiert der CGFP, dass muer net iergend en anert Spezialgesetz kënn, wou dann de Bewäertungssystem agefouert gëtt?

An duerfir froen ech och haut hei d'Regierung, fir sech mat der CGFP un den Dësch ze setzen, fir den Dialog erëm ze sichen. Well d'CGFP sot selwer jo – mir Piraten waren hinnen och nolauschteren e Méinden –, dass si oppe si fir Diskussiounen a fir eng Léisung ze fannen.

Zum Schluss wéilt ech och nach roden: Loosst déi Saach net virun d'Verwaltungsgeriicht kommen! Stitt der CGFP als Vertragspartner mat Respekt géigeniwwer a verstoppt Iech net hannert der Form, well dat weist nëmme, wéi schwaach Dir als Regierung da wäert! Stitt zu Ärem Wuert, wat Dir virun emol net engem Joer ginn hut! Schaaft de Bewäertungssystem am öffentlechen Déngscht of! Sträicht den Artikel 32 aus dem Gesetz a setzt den Accord salarial ëm! Oder maacht eng Ouverture a sicht den Dialog mat der CGFP zum Wuel vun alle Bedeelegten! Maacht Är Aarbecht, huelt eng politesch Decisioun a loosst net d'Justiz d'Aarbecht fir Iech maachen!

An deem Kontext deposéieren ech och haut nach dräi Motiounen. Déi eng misst Dir kennen als CSV a mir gestinn Iech do de Copyright zou, well d'Fuerverderung ass vun Iech kopéiert, fir den Accord salarial anzehalen. Déi aner Motioun ass eng Opfuerverderung, dass Der Iech mat der CGFP zesummen un en Dësch setzt, fir eng Léisung ze fannen, an déi drëtt, den Artikel 32 aus dem Arméisgesetz ze sträichen.

Europa steet militäresch viru groussen Erausfuerverderungen. Loosst et zu Lëtzebuerg net op e Sträit ukommen! Bei den Diskussiounen hoffen ech op Éierlechkeet vun alle Säiten, net erëm eidel Versprieche, mee fir konkret Léisungen ze sichen.

Wann Dir net alenkt, musst Dir Iech der Verantwortung stellen, responsabel ze si fir nach méi Politickverdrossenheet. Well, wann d'Politick ..., och wa just Eenzelner virun de Walen eppes aneres soen, wéi se no de Wale maachen, da wäert dat eng Generatioun zum Negative prägen.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Ben Polidori (Piraten) | Très bien!

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– *De Gehälteraccord tëschent der Regierung an der CGFP vum 9. Dezember 2022 hält am Punkt 10 Follgendes fest: „Le système d'appréciation sera aboli avec effet au 1^{er} janvier 2023. Toutefois, ce système sera maintenu pour les fonctionnaires stagiaires et les employés de l'État en période d'initiation (...).“*

– *D'Gesetz vum 7. August 2023 iwwert d'Organisatioun vun der Arméi beinhalt e Bewäertungssystem.*

Aus dese Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– *de Wuertlaut an de Geescht vum Punkt 10 vum Gehälteraccord vum 9. Dezember 2022 „rigoureusement“ ze respektéieren.*

(s.) Marc Goergen, Sven Clement, Ben Polidori.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– *Den Artikel 32 vum Gesetz vum 7. August 2023 iwwert d'Organisatioun vun der Arméi beinhalt e Bewäertungssystem fir d'Arméi.*

– *De Gehälteraccord tëschent der Regierung an der CGFP vum 9. Dezember 2022 hält am Punkt 10 Follgendes fest: „Le système d'appréciation sera aboli avec effet au 1^{er} janvier 2023. Toutefois, ce système sera maintenu pour les fonctionnaires stagiaires et les employés de l'État en période d'initiation (...).“*

Aus dese Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– *den Artikel 32 vum Gesetz vum 7. August 2023 sur l'organisation de l'Armée luxembourgeoise ze sträichen.*

(s.) Marc Goergen, Sven Clement, Ben Polidori.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– *De Gehälteraccord tëschent der Regierung an der CGFP vum 9. Dezember 2022 hält am Punkt 10 Follgendes fest: „Le système d'appréciation sera aboli avec effet au 1^{er} janvier 2023. Toutefois, ce système sera maintenu pour les fonctionnaires stagiaires et les employés de l'État en période d'initiation (...).“*

– *D'Gesetz vum 7. August 2023 iwwert d'Organisatioun vun der Arméi beinhalt e Bewäertungssystem.*

– *D'CGFP huet hir Diskussionsbereitschaft annoncéiert, fir iwwert eng Alternativ zum bestehende Bewäertungssystem an der Arméi nozedenken.*

Aus dese Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– *fir zesumme mat der CGFP Gespräicher ze féieren, fir zum Wuel vun alle Bedeelegten eng Léisung ze tannen, wéi de Punkt 10 vum Gehälteraccord vum 2022 respektéiert ka ginn.*

(s.) Marc Goergen, Sven Clement, Ben Polidori.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen.

An dann ass elo d'Wuert fir den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Maurice Bauer. Här Bauer.

Débat

M. Maurice Bauer (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „Däin Asaz. Fir eis all.“, esou heescht déi aktuell Publicitéitscampagne vun der Lëtzebuerg Arméi. Ech mengen, all Mënsch, deen an deem Dossier agebonnen ass – d'Chamber, d'Gewerkschaften an d'Regierung –, ass d'accord, fir de Bewäertungssystem an dem öffentlechen Déngscht, esou wéi en 2015 agefouert ginn ass, ofzeschaffen.

Et gouf vill Echangingen tëscht der CGFP an dem Minister an de Parteien iwwert dee sougenannte Bewäertungssystem an der Arméi. Ma wourëms geet et eigentlech? D'CGFP ass der Meenung, dass den Artikel 32 vum neien Arméisgesetz vum 7. August 2023 eng Violatioun vum Punkt 10 vum Accord salarial vum 2022 tëscht der Regierung an der CGFP duerstellt.

Mee fir et direkt eemol ganz kloer ze soen: D'CSV steet onageschränkt zum Gehälteraccord vum 9. Dezember 2022 mat dem Ofschafe vum Bewäertungssystem an der Fonction publique, wéi en 2015 agefouert ginn ass! D'Regierung an d'Ministere Backes a Wilmes hunn der CGFP ëmmer erëm hir Dialogbereitschaft zu deem Sujet signaliséiert. Et geet och elo drëms, sech zesummen un den Dësch ze setzen, well mir brauchen en Dialog mat alle Partner. Haut solle mer alleguerte probéieren ze deseskaliéieren, fir zesummen eng Léisung ze fannen. An do sinnen ech mer ganz sécher: Dem Minister seng Dier steet ëmmer op.

D'Sensibilité politique Piraten ... Här Goergen, Dir hut eis elo hei erzielt vun Ärer Ufro, mee och Dir schwätzt, genau an Ärer Ufro, vun engem „separate Bewäertungssystem fir d'Arméi“. Déi Wieder stinn tel quel an Ärer Ufro. An da kommt Der elo heihinner an da sot Der, et wier kee separate System. Dat ass och net ganz kohärent!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Maurice Bauer (CSV) | Dofir huet d'Arméi och zënter 1954 e Bewäertungssystem. D'Fonction publique hat virun 2015 nach keen. De Reproche, de Bewäertungssystem bei der Arméi wier duerch iergendeng Hannerdier erëm agefouert ginn, kënnen mer net gëlle loosse. D'Arméi ass schonn ëmmer evaluéiert ginn, genaousou wéi et och an eisen Nopeschlänner de Fall ass.

Ech wëll och nëmme ganz kuerz erklären, firwat en Evaluatiounssystem bei der Lëtzebuerg Arméi wichteg ass. Vill Experten, dorënner och d'Ministesch vun der Defense, hunn dat an de leschte Woche vill méi am Detail a kompetent erkläert. Dat neit Arméisgesetz vum Juli 2023 (veuillez lire: vum August 2023) mécht en Ënnerschied tëschent de Schëllergraden an der Salaireskategorie. De Grade de traitement, Salairesgrad, ass definéiert am Gesetz vum 2015 an net am Gesetz vum 2023.

D'Schëllergrade ginn zënter 1954 evaluéiert an d'Schafe vun de Karriäre B1 an A2 koumen am Gesetz d'lescht Joer bäi. D'Schëllergraden an der Arméi an hir Evaluatioun si wichteg wéinst deem, wat se duerstellen: Anciennetéit, Formation continue, professionell Qualitéiten an d'Sportsaptitud. Doriwwer eraus gi se international alignéiert: D'Belsch, d'Fransousen, déi Däitsch, mir erkenne géigesäitig eis Schëllergraden an der Arméi un. Bei engem Detachement weess also de Belsch direkt, ob säi Lëtzebuerg Vis-à-vis déi nämmleche Expérience a Formatioun huet oder net. Dëst ass virun allem wichteg um Niveau vun der Responsabilitéit.

Déi nei Verdeedegungsministesch huet och erkläert, firwat all Mënsch, dee sech mat der kruzialer an der strateegescher Wichtigkeet vun eiser Arméi beschäftegt, versteet, firwat speziell hei e Bewäertungssystem gebraucht gëtt, och zum Schutz vun all eenzelnem Zaldot, well hei muss ee sech kënnen op deen anere verloossen. Dat huet näischt mat der Fonction publique ze dinn, mee mam immens wichtige gudden Fonctionnement vun eiser Arméi, wat besonnesch wichteg ass an deem Moment, wou mer, leider Gottes, ganz konkret virun eiser Dier an Europa mat Krich konfrontéiert sinn an net wëssen, wat an den nächste Méint a Joren op eis duerkënn.

Den Dossier vun der CGFP ass op d'Conciliatioun bruecht ginn. Do gouf festgehalen, dass et e Litige sectoriel wär a kee generaliséierte Litige. Betreff ass also d'Personnal vun der Arméi, also quasi eng eenzeg Administratioun.

Dir hutt virdru vum „pacta sunt servanda“ geschwat. Déi viiregt Regierung huet sech derzou engagéiert, de Punkt 10 vum Accord salarial ofzeschaffen an déi jëtzeg Regierung steet och ganz kloer hannert dem Accord salarial, wéi en negociéiert gouf. An dofir ass de 25. Abrëll, elo virun e puer Deeg, de Projet de loi 8377 deposéiert ginn, en Text, dee kloer an eendeiteg d'Ofschafe vum Bewäertungssystem, esou wéi et am Punkt 10 vum Gehälteraccord vum 9. Dezember 2022 ofgemaach gouf, festhält.

D'CSV hat am Juli 2023 bei der Debatte zum Projet de loi iwwert d'Organisatioun vun der Arméi eng Motioun deposéiert, fir d'Regierung opzefuerderen, dësen Accord rigoureusement ze respektéieren. Dës Motioun hunn d'Piraten an déi Lénk jo och matgestëmmt. Dozou steet meng Fraktioun nach ëmmer a mam Depot vun deem neie Projet de loi wäert dës Punkt 10 vum Accord ëmgesat ginn.

Här Goergen, Dir hutt virdru gesot, et wär eng geschlossene Front. Och dat ass net richtig, well an den Debatte beim Vott leschte Juli gouf et divergent Approchen. Erlaabt mer, der zwou ervirzehiewen, an ech zitieren den honorabelen Deputéierte Gusty Graas, deem am Debat d'lescht Joer d'Positione vun zwou Gewerkschaften beschriwwen huet:

L-E-O, Lëtzebuerger Ënneroffizier: „Eng Arméi brauch e Bewäertungssystem; dës, fir an hirer militärescher Struktur déi optimal Leit fir dat militärescht Fonctionnement ze fannen.“ An d'APOL (ndlr: Association professionnelle des officiers luxembourgeois): „D'Bewäertung vun de Kompetenzen soll et dem Chef erlaben, sech e Bild vun de Fäegkeete vu senger Mataarbechter ze maachen, an esou ënner anerem derzou bäidroen, déi richteg Persoun op de richteg Posten an der Arméi ze orientéieren, jee no Kompetenzen.“

(Interruption)

All dës Aussoe vu Gewerkschaftssait weisen, dass et keng esou eendeiteg Position gëtt an dësem Dossier, wéi dat munchmol behaupt gëtt.

Fir d'CSV besteet hei kee Vertragsbroch, well mat der Adoptioun vum Projet de loi de Bewäertungssystem am öffentlechen Déngscht esou ofgeschafft gëtt, wéi en am Accord salarial festgehalde gouf. Hei geet et ëm d'Saach an dat ass an dësem Dossier eng ganz wichteg, speziell an dësen Zäiten, wou mer sollen zesummestoen. Eis Fraktioun vun der CSV steet zu hirem Wuert an zum Accord salarial mam Ofschafe vum Bewäertungssystem am öffentlechen Secteur.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauer. An dann ass d'Wuert fir den Här Gusty Graas. Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. De 25. Mäerz 2015 hu mer effektiv op dëser Plaz de Bewäertungssystem an der Fonction publique agefouert. An déi, déi deemools derbäi waren, déi d'Debate matkritt hunn, déi wëssen, dass dat guer keen einfachen Exercice war. Den Haaptobjektiv huet jo doranner bestanen, fir och dem Facteur „Leeschung“ an der Fonction publique eng Bedeitung ze ginn.

Ech mengen, wann eppes zu enger gewëssener Onzefriddenheet – an dat gëllt net nëmme fir d'Fonction publique, dat gëllt fir dee ganzen Aarbechtssecteur u

sech – féiert, dann ass et, wann eeben eng ongläich Bewäertung besteet an der Zouerkenntnis vun der Leeschung. An an der Fonction publique hate mer zumindest bis dohinner eng sougenannten „horizontal Indemnitéit“, dat heescht, et huet am Fong geholl jiddwereen, jee no Grad, jee no Echelon, déi selwecht Pai krut, onofhängeg dervun, ob elo vill geleescht huet oder manner geleescht huet. Duerfir war et am Fong geholl d'Iddi, fir mat deem Prinzip ze brieche, fir virun allem deene Beamten dach e Bonus zouzekennen, déi eng gewësse Leeschung vollbruecht hunn.

Natierlech huet ee missten d'Fro stellen: Wat ass d'Objektivitéit vun engem Bewäertungssystem? Mir wëssen, dass deen u sech ni kann absolutt objektiv sinn. Dat gëllt net nëmme fir d'Fonction publique, dat gëllt selbsterständlech och fir de Privatsecteur.

Ech hat och deemools bei den Debatte scho gesot, mir sollten net ze vill Erwaardungen un déi Aféierung vun dem Bewäertungssystem stellen, well et virun allem an der Fonction publique bedängt och duerch dee spezifesche Statut, deem natierlech d'Leit an der Fonction publique hunn – deen och absolutt guer net a Fro gestallt soll ginn! –, well dat awer dee Moment awer e bësse méi Problemer mat sech bréngt.

Dat huet dann och d'Praxis bewisen an no an no kouw dann d'Iwwerleeung op, fir dann eeben de Bewäertungssystem erëm ofzeschaffen. An do kouw dann natierlech, wéi gesot, den Accord salarial vum 9. Dezember 2022, wou dat dann och festgehalde ginn ass. Ech wëll awer eng Kéier hei och drun erënneren, dass eng Rei Punkte vun deem Accord salarial awer elo schonn ëmgesat goufen, zum Beispill den 21. Mäerz d'lescht Joer d'Punkten 1 an 2, an den 20. Juli hu mer d'Punkten 3, 4 an 11 vun dësem Accord ëmgesat.

Bon, de Bewäertungssystem war natierlech an deene leschte Wochen erëm verstärkt an der Diskussioun mat engem gewëssenen Héichpunkt de leschte Méinden, wou dann d'CGFP zu där Versammlung – Protestversammlung, kann ee soen – opgeruff huet. Ech mengen, dass ass hiert gutt Recht, well si eeben do eng aner Interpretatioun hunn. Si schwätze vun engem Vertragsbroch. Et gëtt sech hei konzentréiert op den Artikel 32 vum Gesetz iwwert d'Arméi.

Mir als DP gesinn dat net esou. Mir mengen net, dass een hei vun engem Vertragsbroch ka schwätzen. Ech wëll och nach eng Kéier hei un den Arrêté ministériel vum 30. November 1954 iwwert de Bewäertungssystem an der Arméi erënneren. Elo gëtt gefaart, dass eeben iwwert d'Hannerdier vläicht dann de Bewäertungssystem och an anere sektorielle Beräicher vun der Fonction publique géif ageféiert ginn.

Ech wëll awer och nach eng Kéier hei drun erënneren, dass de Bewäertungssystem an der Arméi jo just fir d'Militaires de carrière gëllt, also d'Offizier, d'Sous-Offizier an d'Kapeareel. An da muss een – an den Här Bauer huet dat jo schonn hei ganz pertinent a gutt ënnerstrach – eng Differenz maachen tëschent de Graden an de Karriären.

An et muss een doriwwer eraus awer och nach eng Kéier hei soen – an ech beruffe mech hei op Aussoe vum fréieren Arméiminister an ech ginn dervun aus, dass déi deemools richteg waren an och nach haut richteg sinn –, dass eeben, wéi gesot, och um Niveau vun der EU an der Arméi an och um Niveau vun den NATO esou Bewäertungssystemer bestinn. A virun allem, wann een op den Auslandsasaz elo awer kuckt, dann ass et awer wichteg, dass awer och do Leit déi Formatioun hunn, déi Bewäertung hunn, déi se mussen matbréngen, fir apte ze sinn, fir kënnen eeben un esou Asätz deelzehuelen.

Et ass ganz kloer, dass ee sech iwwert de rengen Bewäertungssystem eraus och muss Gedanke maachen iwwert déi physisch Konditioun an der Arméi. Duerfir kann een u sech net elo reng d'Arméi vergläiche mat anere classeschen Domänen vun der Fonction publique.

An ech wollt am Fong geholl och nach eng Kéier un déi Communiquéen erënneren, déi effektiv d'Offizier erausginn hunn an och d'Sous-Offizier. Den Här Bauer huet dat a menger Plaz gemaach. Ech soen em och duerfir Merci. Mee awer trotzdem ass et wichteg – an dat ass awer an där ganzer Diskussioun eppes, wat een nach eng Kéier muss ënnersträichen –, dass virun allem, wéi gesot, d'Offizier wéi och d'Sous-Offizier sech ganz kloer fir e Bewäertungssystem an der Arméi ausgeschwat hunn.

An da wëll ech awer op dëser Plaz och nach eng Kéier ... an all déi Kolleginnen a Kollegen, déi deemools dobäi waren, op eng Motioun hiweisen, déi mer deemools och hei gestëmmt hunn. Dat war net déi vun de Kollege vun der CSV, mee dat war eng aner Motioun, déi ass nach net hei ernimmt ginn. An do ass – an ech mengen, et ass och wichteg vis-à-vis vun der CGFP, fir dorunner nach eng Kéier hei ze erënneren – eng Motioun, déi mer do gestëmmt hunn. Déi koum vun der Majoritéit, an ech zitieren just ee Saz: „à retenir que ce système ne saurait être interprété comme allant à l'encontre de l'accord salarial et du régime général en vigueur au sein de la Fonction publique“.

Ech mengen, dass seet awer alles kloer an däitlech. Deemools waren zwar aner Ministeren en fonction, mee mir hunn net déi zwee Ministeren invitéiert gehat. Mir hunn d'Regierung invitéiert gehat. An ech ginn awer dovun aus, dass och déi jëtzeg Regierung zu deem steet, wat deemools hei d'Chamber gefuerdert huet. An och dat missten am Fong geholl d'Leit vun der CGFP awer respektéieren an et misst si awer rassurieren, virun allem, dass hei ënner kengen Ëmstänn ugeduecht gëtt, fir eng Kéier elo iwwer eng Hannerdier vläicht nach ze versichen, dee Bewäertungssystem och nach an anere Beräicher vun der Fonction publique anzeféieren.

Ech wëll dann ofschléissend awer nach eng Kéier ganz kloer hei soen, an ech soen dem Här Goergen net nëmme Merci, dass en awer déi Heure d'actualité hei ugefrot hunn, mee ech soen em virun allem Merci, dass en eng Kéier op eppes higewisen huet, wat d'DP auszechent, nämlech dass d'DP ëmmer kloer zu deem steet, wat se seet!

(Interruption)

A si steet och zu deem, wat se virun engem Joer op dëser Tribün gesot huet. Mir bleiwen derbäi: Mir stinn zum Artikel 32 am Gesetz vun der Arméi a mir soen awer genau sou gutt direkt hannendrun, dass den Accord salarial vum 9. Dezember 2022 a senger Integritéit och muss respektéiert ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Liz Braz. Madamm Braz.

Mme Liz Braz (LSAP) | Här President, ech weess net, ob Dir dat douewen och richt, mee hei ënnen ass awer eng Nuance vun Hypokrisie an der Loft. Hypokrisie vun der gréisster Partei aus dem Land, déi sech hei als Meescher vun der politescher Flexibilitéit erweist. Si jongléiert mat hiren Iwwerzeugung wéi en Zirkuskënschtler mat senger Bäll, ofwiessend tëschent enger schwacher Oppositionsrhetorik an enger onkohärenter Regierungspolitik.

Et ass emol nach kee Joer hier, do hunn zwee Spriecher fir d'CSV hei direkt dräimol innerhalb vun zéng Minutten un de Prinzipp vum „pacta sunt servanda“ appelléiert. Si géifen de Gehälteraccord ënnerstëtzen an haten esouguer an enger Motioun ugefrot, fir e separate Vott iwwert dee faméisen Artikel 32 aus dem Arméigesetz ze maachen, dee si net wollte matdroen. Op d'Fro, ob si dann elo fir oder géint esou e Bewäertungssystem vun der Arméi wieren, do koum einfach keng Äntwert. A keng Äntwert, dat ass och eng Äntwert!

Et war ëmmerhi Walkampf a wie wëll sech et do scho mat der Fonctioun publique verspillen? Net d'CSV. An esou ass d'CGFP iwwerzeegt gewiescht, mat enger CSV géif och fir si alles besser goen. Nu kuck emol do: Kee Joer méi spéit geet et hinne wéi villen aneren. De Wand bléist op eemol net méi vun Osten, mee vu Westen. E Méindeg bei der CGFP hat d'Gewerkschaft et haaptsächlech op engem déck setzen: „déi mat der onéierlecher Politik an de falsche Walversprechen“. Dat waren hir Wieder, net meng.

Interessanterweis argumentéiert den CSV-Minister vun der Fonctioun publique elo esou, wéi déi lescht Regierung et och gemaach huet: De Gehälteraccord, dee wär respektéiert ginn, trotz Artikel 32, well den ofgeschaaft Bewäertungssystem an der Fonctioun publique net kéint verglach gi mam Appreciationsystem an der Arméi.

Mir kéinten eis et jo elo einfach maachen an et esou maache wéi d'CSV an d'Ufer wiesselen, fir der Gewerkschaft ze gefalen an eng dreiwend Oppositionspolitik ze maachen, mee mir bleiwen eiser Argumentatioun trei, déi mir och scho lescht Joer hei verteidegt hunn.

Et ass säit leschtem Joer de Virwurf vu Verschiedenen, dass mam neien Arméigesetz also elo de Bewäertungssystem nees agefouert gi wär, an dat wier contraire zum genannten Accord salarial. Ech erlabe mer, drop hinzewiesen, dass een an dëser Rhetorik déi ganz Fonctioun publique an e groust Dëppe gehäit, vum Aarbechtsdokter bei der Fonctioun publique iwwert de Jurist vum Finanzministère, dem Enseignant aus der Monnrecher Schoul bis eeben hin zu eisem militäresche Personal. Dobäi handelt et sech bei dëser Diskussion ëm e ganz spezifesche Secteur vun der Force publique mat ganz eenzegaartegen Attributiounen.

An interessanterweis – et ass scho gesot ginn – begreissen esouwuel d'Enneroffizéier wéi och d'Offiziéier vun eiser Arméi dëse Gesetzesprojet mat sengem Artikel 32. En Appreciationsystem fir eng Arméi, dat ass wichteg, fir sécherzestellen, dass d'Arméi operationell ass. Et sollen déi berufflech Kompetenzen, déi eethesch Valeuren an déi physisch Konditioun esou bewäert ginn. Esou eng Evaluatioun hëlleft, fir déi richteg Leit op déi richteg Positionen ze setzen, an dat an engem Beräich, wou et dann awer, wann et haart op haart kënnt, och emol ëm Liewen an Doud ka goen. Och de Generol Thull huet ënnerstrach, wéi wichteg dës eethesch Valeuren am militäreschen Déngscht sinn.

Ouni Bewäertung géif een hei reng op d'Ancienetéit setzen, wann et drëm geet, wien op wéi ee Poste gesat gétt. Dat mag fonctionnéieren op villen anere Posten an der Fonctioun publique, mee fir eis Arméi ass dat fir ons net denkbar. An dofir ass dee System och scho säit Joerzéngte bei eis am Land an der Arméi en place, geneewéi och a ganz villen anere Länner. Am Contraire zu enger Rei vun anere Länner wäert dëse System hei zu Lëtzebuerg eiser Meinung no awer keng Auswierkungen op den Traitement an d'Indemnitéiten hunn, well et sech, wéi gesot, ëm e separate System hei handelt.

D'Motioun ass och scho genannt ginn, déi d'lescht Joer gestëmmt ginn ass vun der deemoleger Majoritéit, an hei goufen d'Modalitéiten an d'Hannergrënn zu deem sougenannte Bewäertungssystem nach emol präziséiert. D'Zil war, kloerzestellen, dass den Appreciationsystem vun der Arméi net contraire zum Accord salarial ass a keng Inzidenzen op d'Avancementer vun den individuelle Karriären huet. Deementspreechend ass dëse System net mam Bewäertungssystem, dee mam Gehälteraccord ofgeschaaft ginn ass, ze verwieselen. Et sinn also zwee verschidde Puer Schong, mat deenen hei eng Walz soll gedantz ginn.

Ech stellen awer och fest, dass d'CGFP domat averstanen ass, fir eng sëlleg Ausnamen zum Bewäertungssystem festzehalen, also Fäll, an deenen de Bewäertungssystem soll bestoe bleiwen. Sou fir d'Période d'initiation vun den Employéen a fir an der Stagezäit bei de Fonctionnaires. An hei hunn d'Bewäertungen och en Impakt op d'Avancement an der Karriär. Och dat muss awer eng Kéier gesot sinn.

Ech wëll dann och nach emol ënnersträichen, dass mir eis eens waren d'lescht Joer, dass et net optimal ass, dëse System an e Gesetz anzeschreiwen, mee do wéinst ass jo lescht Joer an enger Motioun festgehalleg ginn, dass d'Gesetz no nënnef Joer sollt evaluéiert ginn, fir ze analyséieren, ob den Dispositif vum Artikel 32 kéint an e separat juristescht Instrument iwwerdroe ginn. Dofir biede mir dann hei de Minister och nach eng Kéier, deem nozekommen, le moment venu.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Joëlle Welfring.

(Interruption par M. Fred Keup)

Ech hunn hei keng ... Wann Dir Iech aschreift, dann ass et elo un Iech. Sorry, mee ech hunn Ären Numm net hei stoen, Här Keup. Dann hutt Dir d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Dann ass do wuel eng schifgelaf iergendwou. Merci awer fir d'Wuert.

Dir Dammen an Dir Hären, eng Rei Punkte wëlle mer als ADR zu dëser ganzer Situatioun hei erklären. Dat Éischt, dat ass: D'ADR huet sech als quasi éischt Partei kloer deemools 2015 ausgeschwat géint dee Bewäertungssystem, deen deemools agefouert sollt ginn an och agefouert ginn ass. An dëst hat eng Rei ganz gutt Grënn, déi mer och haut nach ganz richtig fannen.

De Bewäertungssystem, dee war praktesch ganz schwéier ëmzesetzen. Grad a méi klengen Administratiounen huet dat onnéidegerweis zu Spannunge gefouert an et huet och d'Dier opgemaach fir e méigleche Favoritismus. An och de Prinzipp vum Belounungssystem war zum Deel, wéi een et kann nennen, infantil.

E weidere Problem, deen een och gesinn huet, dat ass, dass et och e gewëssene Risiko gouf vu Politiséierung vun der Fonctioun publique. Et dierf nämlech net sinn, dass op eemol eventuell parteipolitesch Sympathien oder Ofneigungen Afloss op d'Bewäertung vun engem Beamten hunn. An da wëll ech emol guer net iwwert déi ganz Problematik vun dem Bewäertungssystem an eisem Schoulssystem schwätzen, wou mir selwer betraff waren an deemools och 2015 am Mäerz just de Kapp konnten driwwer rëselen, wat do beschloss gouf.

Gottseidank ass dat elo ofgeschaaft ginn an dat heescht, zum Schluss hate mer dann awer als ADR Recht. Mir haten hei dergéint gestëmmt, deemools.

De Vott war: 55-mol Jo, 5-mol Nee. Dat waren d'ADR an déi Lénk deemools, déi 2015 mat Nee gestëmmt hunn. A schlussendlech hate mer da Recht, well et ass esou komm an dat ass och gutt esou.

Dann: Mir verriede wederhin natierlech kloer de Prinzipp vun der gewerkschaftlecher Fräiheet a stinn och kloer zum Prinzipp, dass Verträge, déi ausgehandelt goufen, och agehale mussen ginn – soss misst ee se jo net aushandelen.

Dann: Wat de Prinzipp vum Bewäertungssystem bei der Arméi ugeet, ass d'Situatioun awer e bëssen eng aner. Wéi och scho gesot hei: De Bewäertungssystem bei der Arméi gouf et scho säit de 50er-Joren an dëse System huet och seng Meritten. E Bewäertungssystem, deen iwwregens och üblech ass an all den Arméien vun der Welt. An et geet och ëm d'Kredibilitéit vun der Arméi. An dobäi ass et evident, dass grad d'Arméi a Krisen, an Extreemsituatiounen, operéiert, wou et och ëm de Schutz vu Mënscheliwe geet. An déi responsabel Militärskadere mussen sech an esou Situatiounen blann op hir Leit verlosse kënnen. An do kommen ech drop zrëck, wat meng Virriedner hei scho gesot hunn, an da wëll ech eeben och d'Offizéiergewerkschaft hei zitieren: „Selon les cas, des vies sont en jeu si l'on ne connaît pas et n'améliore pas ses points faibles professionnels.“

Eng esäiteg Ofschafung vun alle Bewäertungskrittäre géif enger professionell operéierender Arméi also net guttduen. An ech mengen, jiddwerengem misst och aliichten, dass eng gewëss Bewäertung, wéi zum Beispill am sportleche Beräich, dach awer, mengen ech, ganz wichteg ass, fir an der Arméi kënnen och am Krisefall ze bestoen. An et sollt een dat elo net onbedéngt direkt vergläiche mat där Evaluatioun, déi virgesi war an och a Kraaft war am Rescht vun der Fonctioun publique.

Ofschléissend wëll ech betounen, dass och weeder d'ADR nach d'Chamber Vertragspartner vun deem Accord waren. Et waren de Staat an d'CGFP. A wann d'CGFP an hirer Interpretatioun vum Gehälteraccord Divergenze gesäit, dann ass dat hiert gutt Recht.

An deem Kader, hu mer elo héieren, huet d'Staatsbeamtenwerkschaft jo och ugekënnegt, zwou Plainté beim Verwaltungsgericht ze deposéieren. An dat ass och gutt esou. Et hätt ee sech vläicht och kënnen eens ginn, dat ass och vläicht nach ëmmer méiglech, dass ee sech zesummesetzt. Elo gesäit et awer esou aus, wéi wann et dann zu enger Gerichtsaffär géif kommen. An da wëlle mir kloer betounen, dass d'Politik sech och do natierlech net soll dann amëschen an eventuell lafend d'Prozesser. A mir müssen da lo kucken, wéi dat juristescht Nospill eebe wäert evoluéieren. A selbstverständlech kënne mir dann eréischt heizou eppes soen, wann d'Urteil vum Gericht do ass, an dann eventuell eeben zu deem Ganze Positioun bezéien.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. An elo ass et awer och un der Madamm Joëlle Welfring. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Dës Aktualitéitsstonn dréit den Titel „Bewäertungssystem am öffentlechen Déngscht“. Et geet awer net ëm iergendee Bewäertungssystem vun iergendengem öffentlechen Déngscht, mee ëm ee vun entscheidender Bedeitung, nämlech dem Schutz vun eiser Sécherheet, dee vun eiser Arméi.

Dësen huet eng laang Geschicht an huet sech aus enger Noutwendegkeet eraus entwéckelt, der Noutwendegkeet vun enger objektiver Beurteilung vun

der Leeschtung vun den Zaldoten, Ënneroffizéier an Offizéier duerch fair, kloer an transparent Krittären, déi kënnen feststellen, ob si déi erfuerderlech Qualifikatiounen hunn, fir den Erausforderung vun enger moderner Arméi gerecht ze ginn.

Den Ophänker vun haut betrëfft e spezifesche Punkt vum Arméigesetz, wat am Summer d'lescht Joer hei an der Chamber gestëmmt gouf – ech war zoufälleg och derbäi –, wat e Gesetz aus dem Joer 1952 souzeseoen ofgeléist huet. D'Zil vun der Gesetzesuppassung war eng Moderniséierung vum Arméigesetz an och d'Schafe vun engem adaptéierte legale Kader, deen deels komplett vereelt war.

Beim leschte Punkt, dem legale Kader, muss een ënnersträichen, dass bis dohin de sougenannte „Système d'appréciation“ iwwert e Règlement grand-ducal gereegelt war a säit jeehier bei der Arméi esou applizéiert gouf. Dëse System ass deemno a senger Essenz net nei.

Et war awer dunn de Staatsrot, deen d'lescht Joer a sengem Avis festgehalten huet, dass d'Konditiounen fir den Avancement bei der Arméi an engem Gesetz misste verankert ginn, doropshi gouf dëst iwwert den Artikel 32 an dat nei Arméigesetz abruucht. Dëse Bewäertungssystem hat an all dëser Zäit virdrun an huet och elo keen Impakt op d'Remuneratioun vun den Zaldoten, well déi militäresch Graden nämlech vun den Traitementsgraden an dem Echelon vun der Fonction publique lassgeléist sinn. Dat hu meng Virriedner zum Deel och scho gestot.

Mat engem méi héije Rang kritt ee méi Verantwortung, fir och a kriddlege Situatiounen déi richtig Decisiounen ze huelen. Et ass een net nëmme fir säin eegent Liewen, mee och oft fir d'Liewe vu villen anere matverantwortlech, an dat och an engem Kontext vun internationale Missiounen. An och dofir ass et wichtig, dass mer e kloer definéierte System hunn, dee vergläichbar ass mat deem, wat an Arméien am Ausland gemaach gëtt. Bei dëser Evaluatioun geet et also och ëm d'Kredibilitéit vun eiser Arméi um internationale Plang, an net méi an net manner.

D'Kritik, déi an de leschte Wochen a Méint ze héiere war, gouf et zum Deel och d'lescht Joer scho vun der Beamtegewerkschaft CGFP, mam Argument, dass d'Evaluatiounen an der Fonction publique, déi am Gehälteraccord vun 2022 ofgeschaaft goufen, mat dësem Gesetz soi-disant nees ageféiert géife ginn, an dass dëst, ech zitieren, e Vertragsbroch wier. Eng Kritik, déi iwwerraschenderweis an all deene Jore virdrun ni en Thema war, obwuel d'Praxis déi selwecht war.

Fir den Awänn vun der CGFP gerecht ze ginn, gouf niewent enger Hellewull vu Reuniounen, och mam Minister, d'lescht Joer mam Gesetz och eng Motioun gestëmmt, déi d'Anhale vum Gehälteraccord fir d'Fonction publique ënnersträicht a beseet, dass e Système d'appréciation vun der Arméi e spezifeschen Dispositif wär fir de Régime militaire an och exklusiv do applikabel wär. Zousätzlech gouf festgehalten, dass all Joer e Bilan soll gemaach gi vum zoustännege Minister, vun der Ministesch. Dës Motioun gouf vun eis a vun enger breeder Majoritéit ënnerschriwwen, leider net vun der CSV, déi haut awer glécklecherweis – muss ech soen – sech zimmlech am Wand gedréint huet an elo esou mécht, wéi wa se am Juli d'lescht Joer net gewosst hätt, wouriwwer géif ofgestëmmt ginn.

D'Leit vum Fach – an dat gouf och schon ënnerstrach –, d'Gewerkschaft vun den Arméioffizéier an d'Ënneroffizier-Gewerkschaft, fannen, dass dëse Bewäertungssystem wichtig an och richtig ass an dass en och an engem Gesetz verankert soll sinn. En

Ofschafe vun dësem System hätt zur Konsequenz – och dat ass schon ugeklongen –, dass an Zukunft just nach d'Anciennetéit entscheet, ob een am militäresche Grad weiderkënn oder net.

Gäre géing ech och an dësem Punkt de Chef d'état-major, Steve Thull, zitieren, deen an engem Interview sot, dass esou e Bewäertungssystem dat Allernormalst wier, dat et an enger Arméi gëtt, an et och eng gängeg Praxis an allen Arméien vun der NATO an den EU-Länner wier, an alles anescht en Etikettenschwindel wär – Zitat.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Opportunismus, eidel Versprieche, kuerzfristeg Denken an Handeln an en aggressiven Toun: An den Diskussiounen iwwert dësen Dossier fanne mir leider alles erëm, wat der Politick oft zu Recht virgeworf gëtt. Dat souwuel vusäite vun der CSV, déi et lescht Joer hei am Sall net fäerdgebruecht huet, fir sech fir de Bewäertungssystem staarkzemaachen a virun de Wale bewosst eppes gefuerdert huet, wat se haut, glécklecherweis, selwer net anhale kann, wéi och vu gewerkschaftlecher Säit, déi hei en Tounfall uschléit a Wieder benotzt, déi een erfëiere loosse kënnen.

Jo, d'Politick, oder zumindest en Deel dovun, weist sech hei am Dossier bei Wäitem net vun hirer beschter Säit an dobäi geet et ëm eppes Wichtiges: E faire System fir Mënschen, déi sech fir eis Sécherheet asetzen, eppes, wat et an alle gutt funktionéierende Arméien ronderëm d'Welt gëtt an Dank dem Asaz vun viregten Arméiminister legal verankert och elo hei am Land gëtt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolasschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci Madamm Welfring. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech war net do am Juli 2023. Ech war net Deputéierten – net méi – am Juli 2023, wéi dee Gesetzesprojet ugehall ginn ass. Meng Nofolgerin a Virgängerin, d'Nathalie Oberweis, hat dozou geschwat, dat war och hir lescht Ried.

Ech hu mer missen déi Debatt ukucken, fir mech e bëssen ..., fir meng eegen Edifikatioun, fir ze wëssen, wourëms et gaangen ass. An ech muss soen: Si war interessant, déi Debatt. Ech hunn haaptsächlech natierlech der Madamm Oberweis nogelasschtert, och der CSV-Spriecherin, der Madamm Adehm, an och der Äntwert natierlech och vum eëmolge Verdedegungsminister, dem Här Bausch. An et war immens interessant, a vu datt ech et virun zwee Deeg gekuckt hunn, ass mer elo grad ofgefall, datt den Här Bauer elo grad a sengen Explikatiounen u sech genau dat selwecht gesot huet ...

(Hilarité)

... wéi dat, wat den Här Bausch als Minister gesot huet, wou awer d'CSV permanent amgaange war, op d'Regierung ze klappen.

An ech muss soen, wann ech mir elo déi heiten Debatt ukucken a wann ech och kucken, wéi d'CSV – net d'Regierung, d'CSV – sech behält an dëser ganzer Affär a wéi se sech beholl huet am Juli 2023, opportu – bon, dat war kuerz virun de Wale –, da muss ech awer soen: Mir hunn awer e reelle Problem. An da verstinn ech och, datt d'CGFP esou rosen ass. An ech verstinn awer och net, datt bis elo de Minister vun der Fonction publique Teflon spillt a sou mécht, wéi wann dat net esou wichtig wier.

Ech ka mech erënneren, an där Debatt huet de Verdedegungsminister dann e puermol ..., do koum

et zu engem Intermezzo, haaptsächlech och mam Här Roth a mat der CSV iwwerhaapt: „Mee stitt Dir dann iwwerhaapt fir eng Evaluatioun, wat d'Graden ugeet?“ Well u sech war dat jo e Règlement grand-ducal, deen duerno iwwert Amendements an d'Gesetz geholl ginn ass, esou wéi ech et verstanen hunn. An et koum einfach keng Äntwert vun der CSV, just „pacta sunt servanda“, „pacta sunt servanda“, „pacta sunt servanda“ – et huet ee geduecht, et wär een an engem Latäinscours, esou ganz ...

(Hilarité et interruptions)

An eng ganz al Pizzeria, eng ganz al Pizzeria!

Do géif ee bal mengen, wa mer scho beim Latäin sinn, Här Wilmes, léif CSV: Errare humanum est, sed perseverare diabolicum! An ech hunn e bëssen den Androck, datt mer do esou wäit sinn.

An de Problem ass elo deen: Dir sidd dohinnegeangen, Dir hutt eng opgefouert, fir CGFP op Är Säit ze kréien, Dir hutt d'CGFP fir domm gehalen – dat muss ee soen: D'CSV huet d'CGFP fir domm gehalten! – an Dir kommt elo dohinne an Dir maacht, wéi wann näischt wier. An a Wierklechkeet, wann Der minimal seriö wiert, et geet mol net ëm den Inhalt vum Ganzen, mee wann Der e bësse seriö wiert, da misst Der jo dohinnegeen, e Projet de loi portant modification ... vläicht deposéieren an deen Artikel eraushuelen an duerno mat der CGFP diskutieren, fir eng Léisung ze fannen. Well esou wäit ech verstanen hunn, ass d'CGFP jo och net der Meinung, datt ee guer keng Evaluatioun soll hu fir den Avancement de grade. Well dat mécht jo kee Sënn, da geet jo net mat Anciennetéit, duerno ass jiddereen als Colonel an der Pensioun.

(Hilarité)

Ech mengen, dat wier e bësse komesch.

Mee dat heescht, ech mengen, wann Der e bëssen d'Leit an d'CGFP géift eescht huelen, da misst Der esou virgoen an net esou maachen, wéi wann Dir Onschuldskanner wiert, well Dir hutt mat Stëmmung gemaach – zu Recht oder zu Onrecht, dat ass eng aner Saach –, Dir hutt eppes versprochen, Dir sidd an der Regierung, Dir musst elo liwweren. „Pacta sunt servanda“, dat ass dann eeben elo!

(Interruption)

An ech mengen, Dir sidd elo wierklech an enger schwiereger Situatioun. An ech hunn den Androck, datt d'CSV an der Regierung déi Situatioun komplett ënnerschätzt mat der CGFP. Et kann ee soen, d'CGFP iwwerdreift e bëssen, ech weess net, mee Dir ënnerschätzt d'Situatioun. Dat heescht, Dir musst d'Leit eescht huelen. A wann Är Dier anscheinend op ass – dat sot den Här Bauer, d'Dier wier op vum Ministère –, da sot de Leit och Bescheid, datt se op ass! Well wa keen et weess, da kënn och keen eran.

Voilà. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Ganz gutt! Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

An dann ass et elo un der Regierung. Här Wilmes, Här Minister.

Prises de position du Gouvernement

M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | Merci villmoos, Här President. Fir eng Kéier mol op den éischte Punkt, den Dialog mat der CGFP, anzegeen: Ech hunn, zënterdeems ech Minister gi sinn, zweemol mat der CGFP offiziell e Gespréich gehat. Dat eent gëtt als Untrëtsbesuch gesinn, wat effektiv faktuell richtig ass, mee do hu mer eis awer schon iwwer villes ausgetosch. An duerno hate mer eng Kéier am Januar eng Reunioun, wou mer ënner

anerem och iwwert deen heite Punkt geschwat hunn. Dat war also scho mol zweemol mat der CGFP en tant que tel. Ech hat och dräimol Reunionne mat Ënnerorganisatiounen vun der CGFP während de leschte Wochen a Méint, an dräimol ass sech och um Niveau vun de Beamte mat der CGFP ausgetosch ginn, fir selbstverständlech eng Rei Gesetzesprojeten, déi wichteg si fir eis Mataarbechterinnen a Mataarbechter beim Staat, kënnen no vir ze dreiwien.

An där selwechter Zäit hat ech och scho fënnemol Gespréicher mat anere Gewerkschaften, dont och mat de Vertrieeder vum LCGB a vum OGBL, fir unzefänken, en neie Kollektivvertrag fir d'Staatsaarbechter ze verhandelen, driwwer ze diskutéieren. Also, ech mengen, datt de Sozialdialog vun dëser Regierung a vu mir als Minister ganz seriö geholl gëtt. An och den Dialog mat der CGFP gëtt ganz seriö geholl.

Wéi déi Reunion war, déi lescht, déi ech offiziell mat der CGFP hat, hu si do eng Propos gemaach, wou se dräi Saache gesot hunn – ech soen dat a voller Transparenz, ech hunn et jo och dobausse scho gesot, well ech mengen, et gëtt alles dozou och op der Place publique gesot –: Mir missten direkt higoen an den Artikel 32 sträichen. Mir missten exklusiv Verhandlung mat der CGFP maachen. A mir missten dann iwwer e System diskutéiere kënnen – oder verhandelen, datt wier eng Verhandlung –, fir dann esou eppes ze fanne wéi e Bewäertungssystem fir d'Arméi, dee kéint där Spezifisitéit gerecht ginn, ouni awer u sech den Term „Evaluatioun“, „Bewäertung“ ze nennen.

Dat war d'Propos, déi um Dësch war. Ech hunn déi dann net jugéiert, dat steet mer net zou, och net als Minister vun der Fonction publique, well et betrëfft jo net eleng de Secteur vun der Fonction publique, mee och d'Arméi. An ech hunn dann der CGFP gesot: „Ech huelen dat mat an de Regierungsrat.“ An dat ass am Regierungsrat diskutéiert ginn. Mir haten doriwwer Diskussiounen, mir hunn och doriwwer befonnt. An d'Regierung ass sech awer eens ginn, datt déi Propos esou, wéi se do läit, net kann akzeptéiert ginn. Well et muss een awer och kënnen éierlech sinn an d'Kand beim Numm nennen. Et ass e Bewäertungssystem, deen et bei der Arméi gëtt, an da soll een et och esou nennen!

Dat heescht, dat war u sech de Retour, deen ech dann offiziell ginn hunn un d'CGFP. Ech hunn den Här Wolff ugeruff an ech hunn him dat gesot, am Numm vun der Regierung. An dann huet den Här Wolff gesot: „Gutt, da muss mir eeben elo déi Saache maachen, déi mir fir richtig halen!“ Jo, do kann ech natierlech keen dorunner hënnen. Dat ass jo hiert gutt Recht! Mir sinn an enger Demokratie, et ass ee fräi, fir kënnen fir seng Rechter, déi een huet, anzestoen, a souguer, wann een d'Gefill huet, et misst een dat da bis virun d'Juridictionen huelen.

Dobäi ass jo zënter dem leschte Joer eng Streikprozedur lancéiert gi vun der CGFP, nodeems déi viregt Regierung (veuillez lire: déi viregt Chamber) d'Arméigesetz gestëmmt huet, wou déi Streikprozedur „litige“ jo verschidden Etappe virgesäit.

Do kënt eng Kommissioun zesummen, eng Schlichtungskommissioun. Déi ass dann am Dezember respektiv am Januar nach zesummekomm. Dora si fënnef Vertrieeder vun der Regierung, fënnef Vertrieeder vun der CGFP, fir dann doriwwer ze befragen. D'Regierungsvertrieeder hunn argumentéiert, datt dat fir ons kee generaliséierte Litige wär, mee héchstens e sektoriellen. An dat huet d'Riichterin – dat ass eng Riichterin! – dann och esou festgehale an sech op d'Säit vun der Regierung gestallt a gesot: Sechs zu fënnef! Wann, dann ass et iwwerhaupt e sektorielle Litige an da muss eng aner Opstellung sinn. Dat kann

net déi doten Opstellung sinn, déi heihinnerkomm ass, fir dat dann ze diskutéieren!

Duerno huet d'CGFP dat virun d'Mediatioun bruecht. Et ass de Mediateur, deen den héchste Riichter hei am Land ass. Deen huet sech dorëms gekëmmert. En huet seng Analys gemaach an ass zur Konklusioun komm, op Basis vum Gesetz, dat him zur Verfügung steet, datt en net kéint doriwwer statuéieren, well et net zu enger Non-conciliatioun komm ass.

Sou, dat war eeben, wéi dee Moment do d'Prozedur war. An dann hu mer déi Reunion gehat a mir hunn doriwwer diskutéiert. Ech hunn dat zréck an de Regierungsrat ginn, an de Regierungsrat huet mer gesot: „Nee, mir bleiwen u sech bei deem, wat elo eis Positioun nach ëmmer ass.“ An dann hunn d'Kollege vun der CGFP gesot: „Ok, da maache mir eeben déi Schrëtt, déi mir fir richtig halen!“ Dann ass et eeben zu där Protestaktioun komm, wat hiert Recht ass. Et voilà!

Den Dialog ass awer do. An ech hunn och zënterdeems keng Demande méi kritt vun der CGFP, fir eng Kéier mat mir ze schwätzen. Dowéinst, ech weess jo, an dat ass jo och ganz normal an dat kann een och novollzéien, datt een op esou enger Manifestatioun e bësse provokativ da Saache freet a seet, en awer vläicht, wann een éierlech mat sech selwer ass, ganz genau weess, wéi d'Situatioun ass. Datt ee mat mir schwätze kann an och hätt kënnen, wann een nach eng Kéier de Besoin gehat hätt, driwwer ze schwätzen. Ouni Problemer mat mir hätt kënnen diskutéieren. Mir hunn enkste Kontakt op verschiddensten Niveauen.

An ech mengen, dat ass och nach eng Kéier dee wichtigste Message fir haut, vu datt jo och Kollege vun der CGFP an hir Vertrieeder hei am Sall sinn. Ech muss mech zwar un d'Chamber riichten, mee ech maachen et iwwer Iech awer nach eng Kéier ganz kloer: D'Regierung, an och ech als Fonction-publiques-Minister sinn oppen, fir mat Iech weider ze diskutéieren an enger konstruktiver, partnerschaftlecher Approche iwwert déi Projeten, déi eis wichteg sinn, déi an eisem Koalitiounsprogramm stinn.

An do gëtt et der ganz vill, déi wichteg sinn, déi am Moment komplett eklipséiert gi wéinst deem heiten Thema, wéi zum Beispill den Télétravail, fir ee Punkt ze huelen. Dat muss gereegelt ginn! Do ass e Projet de loi, deen do läit. Dat ass elo een Thema.

Mir hunn e Koalitiounsprogramm, wou eng ganz Partie Punkten drastinn, och d'Digitalisierung beim Staat no vir ze dreiwien. Also, mir hu genuch Matière, genuch Reformen, déi mer wëlle maachen am Interêt vun eise Mataarbechterinnen a Mataarbechter beim Staat, déi derwärt sinn, datt mer zesummen diskutéieren, konstruktiv, sachlech a partnerschaftlech.

An dofir steet der Regierung hir Dier grouss op an och meng. A mir kënnen direkt, wann et méiglech ass, d'nächst Woch zesummekommen, d'Regierung, also respektiv ech als Minister vun der Fonction publique, mat de Vertrieeder vun der CGFP, fir mol erëm iwwer déi Sujeten ze diskutéieren, well da maache mer eppes fir ons Mataarbechterinnen a Mataarbechter beim Staat!

Ech mengen, jo awer wuel kënnen ze soen, datt eis eppes verbënnt, nämlech den Interêt, fir fir eis Staatsbeamtinnen a Staatsbeamten ze schaffen. Dat ass dat, wat, mengen ech, d'CGFP an d'Regierung och gemeinsam hunn. An dat wärte mer also och weiderhi maachen. Dowéinst: Mir kënnen direkt duerno e Rendez-vous ausmaachen, fir eis d'nächst Woch zesummesetzen a weider ze diskutéiere bei deene Punkten, déi ons alleguerten um Häerz leien.

Ech wollt nach e Wuert soen, awer ech däreif natierlech net meng Zäit vergiessen, well ech wollt der Madamm Backes natierlech och nach d'Méiglechkeet ginn, als Verdedegungsminister eng Kéier spezifesch op d'Arméi anzegoen. De Spriecher vun der CSV, den Här Bauer, huet dat gemaach. Trotz allem, well elo gesot gëtt: Inkohärenz. Also, ech mengen, wann een eng Inkohärenz virgeheit kritt, soll ee kënnen dorobber äntwerten. Et ass richtig, Dir kënnt déi Fro stellen: Firwat hutt Der deemools esou gesot? An haut soe mer esou. Et soll een awer ëmmer am Hannerkapp behalen, datt ee muss oppassen, net selwer enges Daags vläicht och an esou Situatiounen ze geroden. An da kuckt een emol, wéi een dann do drop reagiert.

Ech kann Iech hei aus dem Stand och Beispiller soen. Et si Parteien, déi hu virun der Wal gesot, se wiere géint de gratis öffentlechen Transport. An duerno ware se averstanen! Et si Parteien, déi sech laang géint den Tram gewiert hunn. Op eemol ware se derfir! Et si Parteien, déi hu gesot: eng grouss Steierreform fir d'sozial Gerechtheek. Déi ass ni komm!

Ech mengen, datt mer alleguerten, wa mer kucken, och ëmmer Positiounen a Campagnen hunn, wou mer soen: „Soul!“ An herno, well mer mat aneren zesummeschaffen, well mer herno aner Informatiounen hunn, déi Saachen da vläicht relativéieren. Da kann een dann eeben och d'Gréisst, d'Stärkt hunn, ze soen: „Ok, mir hunn elo aner Informatiounen, an dat huet eis eeben derzou bruecht, datt mer elo soen, et ass awer aneschtens gewiescht, an duerfir sti mer dozou!“

D'Madamm Adehm huet deemools geschwat fir d'CSV. D'Madamm Adehm huet e wichtige Saz gesot, deen hei net gefall ass, deen ech Iech awer soen: „Mir ware bei dëse Gespréicher net derbäi“, mee mir hunn déi Klack héiere vun der CGFP. A si huet du gesot: „pacta sunt servanda.“ A mir sinn awer elo an der Regierung, a mir hunn och mat deene Leit geschwat, déi bei deene Verhandlungen derbäi ware mat der CGFP. An et ass zu kengem Zäitpunkt iwwert dee Bewäertungssystem geschwat ginn, wéi verhandelt ginn ass, fir de Bewäertungssystem an der Fonction publique, esou wéi en 2015 agefouert ginn ass, ofzeschaffen. Et ass net liéiert gewiescht.

An déi Confirmatioun hu mer. A mir hunn an eiser Motioun gesot, den Esprit et la lettre solle respektéiert ginn. Jo, mat deenen Informatiounen do ass dat respektéiert, well mer eebe genau wëssen, dass et ni esou verhandelt ginn ass, well et deemno zwee getrennte Systemer waren an et ass net liéiert gewiescht an deene Verhandlungen. Et ass eeben ëmmer ëm dee gaangen, deen 2015 agefouert ginn ass. A mat där Informatioun, jo, da brécht engem do keng Zack aus der Kroun. Ech mengen, datt een dat och kann eng Kéier soen. Dat ass fir mech jiddefalls perséinlech esou. Ech fannen et éischer en Zeeche vu Stärkt wéi vu Schwächt. Mee déi Bewäertung, wéi een dat mécht, mat sengen eegenen Inkohärenzen ëmzegoen, déi iwwerloossen ech jiddwerengem selwer.

A mat deene Wieder géif ech gäre Merci soen a vläicht d'Wuert dem Här President zréckginn, fir datt hien et ka weiderginn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Wann ech richtig verstanen hunn, wëllt d'Verdedegungsminister nach eppes dozou soen. Madamm Backes, Dir hutt d'Wuert.

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet hei effektiv ganz konkret ëm d'Arméi, dann erlaaben ech mer, och e puer Wieder hei ze soen. Et geet konkret

ëm d'Armée an effektiv ëm soss keng aner Administration vum Staat.

An Zäite vu wierklecher Onsécherheet, vu Krich, och an Europa, net wäit vum eise Grenzen; an Zäiten, wou a verschidde europäesche Länner och dervu geschwat gëtt, dass mer Zaldotinnen an Zaldote sollen asetzen, net ganz wäit ausserhalb vum der EU, fir Europa ze verteidegen; an Zäiten, wou Verschiddener och nees schwätze vum obligatoresche Militärdéngscht respektiv vum Armées de réserve; an Zäiten, wou d'kollektiv Verdedegung nees wierklech à la une ass – wierklech à la une! –, an esou Zäite schwätze mir dann hei zu Lëtzebuerg iwwer d'eventuell Ofschafung vum Bewäertungssystem!

Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, et geet ëm d'Armée! An nach eng Kéier, an ech mengen, dat hunn der ganz vill heibanne gesot: Dat ass keng Administration wéi eng aner! An effektiv, säit 1954 gëtt et e Bewäertungssystem an der Armée. Deen ass a war deemools och schon inspiréiert vum deene vum eisen Nopeschlänner.

Et geet hei ëm Militärgaden! Dat ass och gesot ginn. An dat ass verbonne mat Verantwortung. Et geet hei net ëm Paien, et geet hei net ëm Gehältergraden. Ech mengen, dat soll och ganz kloer sinn. Et geet hei ëm d'Sécherheet vum Militär, an ech mengen, et ass eis Verantwortung fir ze kucken, dass déi esou gutt wéi méiglech garantéiert ass.

De Militär huet Verantwortung fir säin eegent Liewen, mee de Militär huet och Verantwortung fir d'Liewe vum deenen aneren, mat deenen en zesummeschafft an déi ënnert him stinn, an dat souwuel heiheim wéi och ausserhalb. An am Ausland, wa mer da vum Ausland schwätzen, ech mengen, do hu mir als Regierung och eng Verantwortung, do hunn ech als Verdedegungsministesch och eng Verantwortung, well eis Militäre ginn och an d'Outland geschéckt. Si sinn an NATO-Missiounen, si sinn an Opérations de maintien de la paix. Do ass och d'äst héicht Haus ëmmer permanent informéiert, an dat ass och gutt esou.

An där Missiounen, där wäert et der net manner ginn iwwert déi nächst Joren. An déi wäerten och iwwert déi nächst Joren net manner geféierlech ginn. Mir wäerten iwwert déi nächst Joren e Bataillon binational mat der Belsch opstellen. Eis Zaldote wäerten do ënnert der Verantwortung vum belsche Militär stoen. Ma d'Belsch hunn och e Bewäertungssystem. An zum Gléck, well hei schwätze mer vum engem Bataillon de combat! Combat net mat Bicken, mee Combat mat Waffen!

An deem Bataillon, dee mer da wäerten opstellen, do wäerten och emol belsch Zaldoten ënner Lëtzebuerger Führung sinn. Ech weess net, wéi d'Belsch dat géife fannen, wa mir hinne géife soen: „Bon, bei eis ass dat elo just nach sur base vum der Ancienneté an net méi sur base vum engem Bewäertungssystem.“

Mee soyons sérieux! Et geet hei ëm d'Kredibilitéit, och par rapport zu eise Partner, et geet ëm d'Kredibilitéit vum eiser Armée. An ech soen all deene Merci, déi dat heibannen och mentionéiert hunn. Et geet ëm d'fachlech Kompetenzen, et geet ëm d'physesch an ëm d'eesch Qualifikatiounen. Ech mengen, dat versteet all Mënsch, dass déi, déi Verantwortung an der Armée hunn, déi och brauchen.

Muer sinn ech bei der zweeter Vereedegung derbäi, säitdeem ech Ministesch sinn, fir déi, déi dann hir Instruction de base gepackt hunn. Do wäerten dann d'Elteren an d'Grousselteren an d'Geschwëster, vläicht och d'Kanner vum deene sinn, déi hei hire „Je le jure“ fir d'Armée maachen. Ganz houfreg wäerten déi sinn op déi Dammen an Hären, déi dann offiziell Zaldotinnen an Zaldote wäerte fir Lëtzebuerg ginn.

An ech muss dach och deene mat engem ganz gudden Gewësse soe kënnen, dass an der Armée déi Dammen an déi Häre gutt opgehewe sinn, dass se keng onnéidege Geforen ausgesat ginn. Also, fir mech ass dat op alle Fall ganz wichteg, an ech ka mer eppes aneschters éierlech iwwerhaapt net virstellen!

An da wëll ech och nach op eppes opmierksam maachen: An eisem Accord de coalition ass och ganz kloer d'Spezifisitéit vum der Armée festgehalen, an dat au niveau opérationnel. An ech mengen, och deem misste mer Rechnung droen.

Ech faasse mech kuerz. Et war mer awer wichteg, dat heiten ze soen, well ech mengen, fir d'Zukunft ass dat heite ganz, ganz wichteg. Wann et haart op haart kënnt, da geet et effektiv hei ëm Liewen an Doud. Net méi, net manner! Et geet ëm d'Sécherheet vum de Fraen a Männer, déi an eiser Armée sinn. Et geet ëm d'Sécherheet vum deenen, déi sech mat hirem Liewe fir eis Verdedegung asetzen. An éierlech: Ech fannen, domadder ass net ze spaassen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch. Domat wär dann dës Diskussioun ofgeschloss.

Motions

Ech hunn hei um Büro dräi Motioune leien, déi vum de Kolléeg vum de Piraten deposéiert gi sinn, a mir géifen déi dann elo behandelen.

Motion 1

D'Motioun Nummer 1, déi vum Här Goergen, dem Här Polidori an dem Här Clement hei ënnerschriwwen ass. Här Goergen, wollt Dir nach ...?

(Interruption)

Dir hutt alles gesot. Ass een aneren, dee wëllt Stellung dozou huelen? Den Här Bauer, den Här Baum, den Här Wagner. Här Bauer, fänkt Dir emol un.

M. Maurice Bauer (CSV) | Merci villmoos, Här President. Déi Motiou ass jo, wéi den Här Goergen gesot huet, e Copy-paste vum deem, wat d'CSV d'lescht Joer proposéiert huet, an dowéinst géif ech menger Fraktioun proposéieren, déi heiten unzerkennen, well se och soss näischt seet wéi dat, wat mer alleguerten hei ronderëm den Dësch gesot hunn, nämlech, dass mer sollen de Gehälteraccord vum 9. Dezember 2022 rigoureusement respektéieren.

Merci villmoos.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauer. Dann ass et um Här Baum.

(Interruption)

Ech hat gemengt, Dir hätt d'Hand ausgestreckt. Et deet mer da leed, dann ass et elo um Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Et gouf och gesot: 2015 hate mir souwisou géint de Bewäertungssystem gestëmmt. De Justin Turpel huet dat nach fir eis gemaach, an ech mengen, dat war schon e grouse Spezialist vum der Fonction publique. Ech mengen, en hat 40 Amendementer erabruucht. Siwe Joer méi spéit ass dee Bewäertungssystem ofgeschafft ginn. De Justin Turpel an déi Lénk hate Recht! An déi, déi et agefouert hunn, haten Onrecht. Dat muss een awer feststellen.

Mir hunn e kleng Problem mat dëser Motiou, well den Accord tëscht der CGFP an der Regierung 2022, deen u sech gutt ass, trotzdem awer och nach seet, et misst een de Bewäertungssystem och fir Stagiairen an Employé-d'Étate bäibehalen, wougéint mir

deemools och waren. Mir haten do en anere Modell virgeschloen. Dat heescht, mir hätten aus deem Grond éischer d'Tendenz, eis ze enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Madamm Braz.

Mme Liz Braz (LSAP) | Ech war zwar d'lescht Joer net derbäi, wéi meng Fraktioun sech zu där heite Motiou expriméiert huet, déi gouf awer deemools schon net matgestëmmt, well se flou ass. Si ass haut nach ëmmer grad esou flou. Si seet eiser Meinung no net vill aus. An ech mengen, dass deen Accord esou, wéi en och schon ëngesat ginn ass, domat och respektéiert ginn ass. Dat heescht, mir mussen dat doten net nach eng Kéier stëmmen. Mir stëmmen dat heiten net mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz. Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här Keup, der Madamm Welfring an duerno dem Här Goergen als Auteur. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Also, ech mengen, mir sinn awer alleguerten derfir, dass de Gehälteraccord agehale gëtt. An dofir gesinn ech och hei elo net iergendeen Grond, firwat een dat hei elo net ka matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci. Änlech wéi d'lescht Joer ass et fir eis och net kloer, wat genau gemengt ass. Do gëtt et verschidde Méiglechkeeten. Mir wëssen, dass de Gehälteraccord wichteg ass an dass deen och muss respektéiert ginn. Ech mengen, dat war jo och an där Motiou d'lescht Joer, déi vum eis proposéiert gouf, dran. Hei ass awer elo net kloer, wéi se elo orientéiert ass. Soll den Artikel 32 erausgeholl ginn? Dofir si mer der Meinung, dass mer genau wéi d'lescht Joer dat heiten net kënnen matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Dann ass et um Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Effektiv, déi éischt Motiou, déi war an der Optik, dass ee ganz einfach den Accord vum 9. Dezember 2022 soll anhalen. An deemools goufen effektiv och schon Exceptionne virgesinn. D'Armée war awer an deene Verhandlungen ni eng Exception. Dat heescht, juristescht heescht dat eigentlech, d'Armée ass mat dran. Awer warscheinlech, wann ech elo den Här Minister richteg verstanen hunn, loosse se et drop ukommen um Verwaltungsgeriicht. Do wäert da leider eng Kéier mussen d'Justiz driwwer tranchéieren, ob dann elo d'Armée hei ënnert de Punkt 10 fält oder net.

Zumindest ass et awer en Apport, wann ee seet, dass een haut déi Motiou matstëmmt, well et ass jo net u mir ze bewäerten, wat am Accord un anere Punkte steet. Dat war deemools d'Regierung mat der CGFP. Eis als Chamber ass dru geleeeën, dass deen Accord, wéi en deemools tëscht de Sozialpartner an der Regierung ausgehandelt ginn ass, och respektéiert soll ginn. An dofir hu mer déi Motiou haut matbruecht. An natierlech ass et gutt, wann déi haut eng Majoritéit kritt, fir dass den Accord och an Zukunft ka respektéiert ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Et ass keng aner Wuertmeldung do. Da géif ech proposéieren, dass mer zum Vott vum dëser Motiou kommen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. Ech maachen de Vott elo zou.

D'Resultat vum Vott ass: 40 Jo-Stëmme, 16 Nee-Stëmme bei 2 Abstentiounen. Dës Resolutioun ass also mat 40 Jo-Stëmme géint 16 Nee-Stëmme, bei 2 Abstentiounen, ugeholl.

Résultat définitif après redressement : la motion 1 est adoptée par 41 voix pour, 15 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Françoise Kemp), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Michel Wolter), Max Hengel, Mmes Françoise Kemp, Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz (par M. Max Hengel), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par Mme Taina Bofferding), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 2

An da komme mer zur Diskussioun vun der Motioun Nummer 2, déi och deposéiert ginn ass vum Här Goergen. Här Goergen, wëllt Dir dozou d'Wuert huelen?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Ech denken, dass Der duerno wëllt schwätzen. Da froen ech, wie sech zu dëser Motioun zu Wuert mell. Den Här Wagner gesinn ech als Éischten, den Här Bauer, d'Madamm Braz an den Här Keup duerno. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, also mir wäerten eis bei der zweeter och enthalten an ech erklären och, firwat. Dat ass, well mer eis bei der drëtter ... Do wäerte mer mat Jo stëmme. An déi zwou hänke jo e bëssen zesummen.

(Interruption)

Dann hunn ech dat scho gesot. Da brauch ech et herno net ze soen.

Well u sech déi drëtt Motioun, déi invitéiert d'Regierung, sech mat der CGFP zesummesetzen a Léisungen ze fannen an e Gespréich ze féieren a sou weider. An dat ass vläicht ergebnisoffen oder wat och ëmmer. Wichteg ass, dass eng Léisung fonnt gëtt am Aklang, zesumme mat der CGFP. An dat kéint natierlech sinn, dass den Artikel 32 gestrach gëtt, mee da muss en trotzdem duerch eppes aneres ersat ginn, well et ka jo net sinn, dass mer keng Evaluatioun bei de Grade maachen.

Voilà, dat heescht, ech mengen, d'CGFP ass jo awer eng seriö Gewerkschaft, mat där een diskutéiere

kann a mat där ee bestëmmt eng gutt Léisung ka fannen. Dofir wäerte mer eis enthalte bei der Motioun 2 an dofir awer och déi Motioun 3 mat Jo ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Dat ass da scho mol gesot. An da ginn ech dem Här Bauer d'Wuert.

M. Maurice Bauer (CSV) | Merci villmools, Här President. Den Artikel 32 vum Gesetz ass, mengen ech, den Objet gewiescht haut vun de ganzen Diskussiounen. Mir hu virdrun och probéiert, ze erklären, firwat dass dat en anere System ass wéi deen, deen hei soll ofgeschaaft ginn. A vu dass meng Fraktioun d'lescht Joer och d'ganz Gesetz mat dem Artikel 32 matgestëmmt huet, proposéieren ech, dass mir dës Motioun net unhuelen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauer. Dann ass et un der Madamm Braz.

Mme Liz Braz (LSAP) | Fir eis ass dat och en Nee, soulaang keng Alternativ um Dësch läit, fir dat doten ze ersetzen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz. Den Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Och fir eis ass et hei elo Nee, well ech mengen net, dass et am Sënn ass vun där ganzer Saach, fir elo den Artikel 32 an domadder déi Bewäertung do komplett ofzeschaffen, ouni en Ersatz prett ze hunn. Nee.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Welfring. Merci villmools.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Vun eis ass et do och en Nee.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Effektiv, den Artikel 32 ... Ech war elo e bëssen duercheneekomm, well den Här Bauer gesot huet, Dir hätt e matgestëmmt, mee Dir hat awer Vote séparé gefrot, wou Der geschlossen als CSV mat Nee gestëmmt hat fir den Artikel 32. Dofir war eigentlech d'Optik, dass ech geduecht hunn, da géingt Der en, wann Der elo d'Méiglechkeet hätt, eraushuelen, well soss géing ech jo net verstoen, dass Der deen eenzelne Vott gefrot hat. Mee dat sief emol dohigestallt.

Dass d'Armée e System brauch, dat stellt och bei eis keen a Fro. An ech mengen och net, dass d'CGFP dat a Fro stellt. D'Fro ass hei eng aner. Deen Artikel 32, sou wéi ech dat deemools hei matkrut an elo an de rezenten Erklärunge vun der CGFP, gouf ouni Dialog deemools mat hinnen agefouert.

(Interruption par M. François Bausch et hilarité)

Den Här Bausch ka seng Versioun och nach gären duerno erklären. Dat kënnt Der gäre maachen.

M. Sven Clement (Piraten) | Mir maachen nach eng Heure d'actualité, Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech beruffe mech do op dat, wat d'CGFP op der Place publique gesot huet. Dat heescht, deen Dialog huet gefeelt. An dofir hu mer déi Motioun haut matbruecht, an der Optik, fir deen Artikel 32 elo ewechzehuelen an herno am Dialog zesumme mat enger CGFP eng propper Léisung ze fannen. Dat ass ganz einfach d'Iddi derhannert. Well vun enger CGFP, mengen ech net, dass déi sech esou verspärt, wéi deelweis elo hei gesot ginn ass. Oder wéi hat d'Madamm Backes gesot? „Net fir ze spaassen“. Ech mengen och net, dass eng CGFP hei ass, fir ze spaassen. Et ass eppes ganz aneres. Ech mengen, d'CGFP, wéi och all d'Politiker heibannen, ass sech schonn der Verantwortung bewosst, mee

den Dialog huet awer gefeelt. An ech mengen och net, dass eng CGFP oder d'Zaldote sech géinge späere géint en anere System oder géint eng Léisung, mee do muss den Dialog kommen. An dofir hu mer dat matbruecht, dass den Artikel 32 aus dem Wee geraumt ass an een eng besser Léisung kéint fannen.

Merçi.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen, mee Dir verstitt, dass ech dem Här Bausch elo nach muss d'Wuert ginn. Här Bausch, et ass un Iech.

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Ech hat net wëlles ze intervenéieren, mee ech mengen, dass Ganzt fänt awer elo un, eng Tournure ze huelen, déi ech besonnesch speziell fannen. D'lescht Joer hei am Juli, wéi ech deemools als Minister d'Gesetz presentéiert hunn, do hunn ech och d'Zuele ginn. Duerfir, den Här Goergen soll éierlechkeetshalber dat soen, wat ech och hei gesot hunn: Et ware 25 Verhandlungssëtzunge mam SPAL iwwert d'Arméiesgesetz – 25! Siwe mam Minister derbäi! An de Minister selwer huet nach eng Kéier d'CGFP um nationalen Niveau gesinn, ganz um Schluss nach eemol, ier d'Gesetz sollt gestëmmt ginn déi lescht zwou Wochen, wou et opkomm ass a wou dat heiten ëmmer erëm verlaangt ginn ass, ze diskutéieren. An de Minister huet och dunn déi Motioun, déi deemools hei vun der Majoritéit ugeholl ginn ass an der Chamber, als Kompromëss proposéiert, wou eng ganz Rei Saache jo drasti par rapport zu där Reegelung hei.

Bon, alles dat ass net duergaangen. Wësst Der, am Liewen ass et eeben esou. Verhandlungen a Sozialdialog sinn eng super Saach, muss sinn a soll sinn. An ech sti wierklech fir de Sozialdialog. Mee Sozialdialog heescht éischstens net, dass een ëmmer deem anere vis-à-vis muss Recht ginn. An zweetens: Et muss een iergendwann eng Kéier och zu engem Resultat kommen, well soss kritt ee kee Gesetz op den Instanze-wee bruecht.

Duerfir, wann hei gesot gëtt, hei wier keen Dialog gewiescht ... Wësst Der, ech krut zu engem gewësse Zäitpunkt gesot vun der CGFP – well den Hannergrond ass jo dee gewiescht, dass et schon existéiert huet an et stoung just an engem Règlement grand-ducal virdrun –: „Mir hätten am Fond iwwerhaapt kee Problem domadder. Da loosst et einfach am Règlement grand-ducal stoen, dann ass et fir eis ok.“ Bon, elo ka sech jiddwereen do selwer säi Bild maachen iwwer esou eng Logik, mee ech wëll Iech awer just soen: De Staatsrot huet eng Opposition formelle gemaach, well an Zwëschenzäit jo net nëmme bei deem heite Gesetz, mee bei ville Gesetzer esou Bestëmmunge wéi déi dote mussen an d'Gesetzer geschriwwen ginn an net méi kënnen an e Règlement grand-ducal gesat ginn. Duerfir, et gëtt keng Léisung heifir ausser iwwer Gesetz. Do kann een natierlech ... An dat stoung jo iwwerens an där Motioun deemools dran, déi d'Majoritéit ugeholl huet, dass soll gekuckt ginn, ob een dann eventuell an engem separate Gesetz eng Léisung fënn. Mee et ass ëmmer e Gesetz! An do steet nach dat nammlecht dra wéi dat, wat Der elo hei an deem nationale Gesetz hut.

Ech muss Iech éierlech soen, ech fannen, d'Madamm Defenseminister huet am Fond déi zwee lescht Sätz well richtig: Et ass en Trauerspill, dass mir an deenen Zäiten, wou mer haut liewen, wou mer d'Armée méi wéi jee brauchen, esou eppes wéi dat hei mussen esou diskutéieren!

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, domat wär dann dës Diskussioun ofgeschloss.

An ech géing dës Motioun dann och zum Vott komme loosse.

Vote sur la motion 2

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuracion. An dann ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 3 Jo-Stëmme, 55 Nee-Stëmme bei 2 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 55 Nee-Stëmme géint 3 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen.

Ont voté oui : MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Paul Galles), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Françoise Kemp), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz (par M. Max Hengel), Charel Weiler (par M. Michel Wolter), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par Mme Taina Bofferding), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 3

An da komme mer zu der nächster Motioun, och nach eng kéier vum Här Goergen. Här Goergen, Dir wëllt och bestëmmt duerno schwätzen. Dann ass dat emol esou aktéiert. Wie schwätzt gär heizou, wien hält d'Wuert? Den Här Bauer, d'Madamm Braz, d'Madamm Welfring. Ok, dat wär et emol bis elo. Här Bauer, fänkt un!

M. Maurice Bauer (CSV) | Merci villmools, Här President. Och dës Motioun géif ech menger Fraktioun proposéieren ofzeleenen, aus dem ganz einfache Grond ... Ech mengen, déi zwee Ministeren hu ganz kloer gesot, wéi vill Gespréchsberäitschaft, datt si gewisen hunn a weisen, och fir d'Zukunft ëmmer disponibel sinn, dass d'Dieren op sinn. Mee virun allem awer och duerch den Depot vum Projet de loi 8377, dee genau deen dote Punkt vum Gehälteraccord ëmsetzt, mengen ech, ass déi Motioun hei iwwerflësseg, well se eigentlech schon amgaangen ass, geléist ze ginn. Dowéinst géif ech heimat proposéieren, dës Motioun ofzeleenen. Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauer. Madamm Braz.

Mme Liz Braz (LSAP) | Mir ënnerstëtze generell all Beméiungen, fir de Sozialdialog oprechtzeerhalen. An deem Sënn gesi mir elo net direkt e Problem, fir dat doten net matzedroen. Mir stëmme dat mat, mee wéi och scho virun a mengen Ausféierungen detailléiert, sti mir awer weider zu deem Accord, sou wéi e bis elo ëmgesat ginn ass.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, also dat hei ass eng Motioun, fir déi mer gewësse Sympathien hunn, well et effektiv drëm geet, den Dialog oprechtzeerhalen. Dat ass prinzipiell eng gutt Saach. Mir hunn awer aus eegener Erfahrung gemierkt, dass hei d'Alternativen net ganz zaireich sinn an dass mer och proposéiert haten, souwisou eng Bilanz ze maachen, eng järelech Bilanz. An dofir géinge mer eis bei dëser Motioun enthalen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Ech hunn elo keng aner Wuertmeldungen. Da ginn ech dem Här Goergen d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, déi Motioun war a sech aus där Optik eraus, dass nom RTL-Interview d'CGFP nach e Communiqué geschéckt hat, wou drasteet: „Nachdem Serge Wilmes seit Wochen auf Tauchstation war“. An dat krute mer och e Méindeg erzielt, dass den Här Minister net disponibel gewiescht wär an dass iergendwéi déi Sakgaass do wär an déi Verhandlungen net virukomm sinn.

Den Här Minister huet virun hei erkläert, dass d'CGFP ganz wuel eng Kompromëssléisung gemaach huet, mee dat war wuel och eng Einbanstrooss, well wann ech Iech richteg verstanen hunn, hutt Dir et mat an de Regierungsrot geholl an et koum keng Géigepropos fir d'CGFP. Dat heescht, et war eng Einbanstrooss, wou d'Regierung si einfach stoegelooss huet.

An an där Optik hu mer geduecht, dass Der mat der CGFP nach eng kéier schwätzt an do och de Support vun der ganzer Chamber da kritt, fir déi Verhandlungen opzehuelen, well ech mengen, aus dëser Nummer kommt Der just eraus am Dialog. Dir kënnt elo nach méintelaang op stuer schalten, jorelaang. Mee, ech mengen, dat heiten ass eng ganz verfuere Situatioun, a wann een do net den Dialog sicht mat der CGFP, dass een net weiderkënt.

An ech mengen, wann Dir sot: „Si hunn eng Léisung, mir schwätzen do lo net méi driwwer, déi Léisung ass ofgeleent ouni Géigepropos“, ass dat e Wee, wéi een eigentlech net mat enger Gewerkschaft ëmgeet an dofir hu mer déi Motioun bruecht, fir den Dialog oprechtzeerhalen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Dir hutt den Här Minister direkt ugeschwat. Dir wollt d'Wuert nach.

M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | Ech mengen, et kann een natierlech och ëmmer alles widderhuelen, wat ee selwer gesot huet an ouni deem anere vläicht nogelauschtert ze hunn. Dat ass och keen Dialog. Dat ass éischer en Dialogue de sours, deen Der da praktizéiert selwer, Här Goergen, bei Iech. Ech mengen, ech hunn et um Radio gesot. Ech hunn et hei virun der Chamber gesot, also an der voller Effentlechkeet, wéi dacks mer scho matenee geschwat hunn, datt mir selbstverständlech als Regierung wëlle weiderhi mat der CGFP iwwer esou vill wichteg Saache schwätzen.

Ech muss awer och soen, wat den Här Bausch gesot huet, do schléissen ech mech awer un: Dialog heescht och net, datt ee bei allem muss averstane sinn. Dat ass net en Dialog. Dat ass net en Dialog! D'Definition vun Dialog heescht, sech géigesäiteg austauschen, an da kann een och emol soen: „Do si mer net averstane.“ Mir sinn an enger Demokratie. Ech mengen, datt dat nach ëmmer d'Fräiheet ass, sech net eens ze sinn. A wann een dann nach ëmmer mengt, et hätt een awer Recht, da gött et Moyene fir ze probéieren, dat och nach anzekloen, wou ee mengt, dat missen ze maachen. Mir haten hei eng Propos kritt, wou mir

effektiv gesot hunn: „Esou ass dat fir eis keng“, well am Endeffekt ass et jo awer duerch d'Geständnis, datt ee wéilt e Bewäertungssystem hunn, mee et nennt een et net „Bewäertung“. Ass dat eng seriö Propos? Mir hunn dat net fonnt. Dann ass dat och net eppes, wat ee kann dann diskutéieren.

Mee eis Bereetschaft, fir weiderhi mat der CGFP wéi vill aner Saachen ze diskutéieren, déi wichteg si fir déi 35.000 Staatsbeamtinnen a -beamten, ass net eleng den Appreciatiounssystem bei der Arméi. Deen anere gött ofgeschaaft iwwert e Gesetzesprojet, deen ech deposéiert hunn, sou wéi et verhandelt an ausgemaach ginn ass mat der CGFP. Do gött dat respektéiert, rigoureusement, a mir hunn nach esou vill aner Sujeten an do invitéieren ech och d'CGFP, mat eis dorobber anzegoen, fir am Sënn an am Interêt vun eise Staatsbeamtinnen a -beamten do mat eis driwwer ze diskutéieren, well do brauche mer se ganz kloer.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Domat, mengen ech, wier jiddwerengem seng Positioun kloer.

An da komme mer zum Vott iwwert dës Motioun.

Vote sur la motion 3

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuracion. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 16 Jo-Stëmme, 35 Nee-Stëmme an 9 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 16 Jo-Stëmme bei 9 Abstentiounen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Georges Engel), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Françoise Kemp), Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Laurent Mosar), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz (par M. Max Hengel), Charel Weiler (par M. Michel Wolter), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

An domat wär dës Punkt vum Ordre du jour am Prinzip ofgeschloss.

9. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Goergen

Dir wollt nach eppes ...

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | ... Proposition de loi.

M. Claude Wiseler, Président | Dir wollt eng Proposition de loi deposéieren, dann hutt Dir d'Riednerpult fir Iech.

Exposé

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | Merci, Hâr President. Ech mengen, mäi kleng Fanger hat mer et schon am Viraus gesot, dass warscheinlech den Artikel 32 wäert am Gesetz bleiwen. Deementspriedend maache mer eng Proposition de loi, fir den Artikel 32 aus dem Arméigesetz erauszehuelen.

Merci.

8378 – Proposition de loi modifiant la loi du 7 août 2023 sur l'organisation de l'Armée luxembourgeoise et modifiant :

1^o la loi modifiée communale du 13 décembre 1988 ;

2^o la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix et des opérations de prévention, ainsi que de gestion de crise ;

3^o la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ;

4^o la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

M. Claude Wiseler, Président | Dat war eng kuerz Explikatioun.

(Interruptions)

Villmools merci, Hâr Goergen.

10. Question élargie n° 6 de Mme Alexandra Schoos sur le suivi de la pandémie Covid-19

An da komme mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour, zur erweideter Fro Nummer 6 vum der Madamm Alexandra Schoos iwwert de Suivi vum der Covid-19-Pandemie. Den Auteur vum der Fro huet 5 Minuten Zäit fir seng Haaptfro an no der Äntwert, wann e wëllt eng zousätzlech stellen, och nach fir seng Zousatzfro. An d'Regierung huet 10 Minuten Zäit, fir Iech ze äntweren. Madamm Schoos, et ass un Iech.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Merci, Hâr President. Den 23. März 2023 gouf an dësem héijen Haus mat e puer Korrekturen, déi vum der LSAP-Fraktioun gefrot goufen, eestëmmege eng Motioun ugeholl, déi Dir, Hâr President, am Numm vum der CSV-Fraktioun deposéiert hat. D'ADR hat déi Motioun matgestëmmt, obwuel si selwer eng Resolutioun hei virgeluecht hat, déi eng wierklech onofhängeg Kommissioun ënner der Autoritéit vum der Chamber a mat all Accès op all Dokumenter verlaangt hat. Leider gouf dat net ugeholl an et muss ee sech froen, firwat net.

Zesummegefaasst gong et an där Motioun vum der CSV ëm d'Asetze vum enger Enquêtékommisssioun – an de richtege Wieder, wéi et an der Motioun wierklech stoung: „groupe d'experts indépendants“ –, fir déi verschidde Moosnamen am Kader vum Kampf géint de Covid ze evaluéieren an e ganzheetlechen an detailléierte Bilan virzeleeën an dobäi notament och d'Proportionalitéit an den diskriminatoresche respektiv nondiskriminatoresche Charakter vum deenen Decisiounen ze bewäerten.

Zu deene Passagen, déi op Wonsch vum der LSAP, déi zu deem Zäitpunkt nach de Gesondheetsminister gestallt huet, gestrach goufen, huet interessanterweis och deen hei gehéiert: „sachant qu'il existe beaucoup d'incertitudes quant à l'efficacité des différentes mesures“.

Obwuel se eis an enger Rei Punkten net wäit genuch gaang ass, Hâr President, goufe mat Ärer Motioun eng Rei Feststellungen, déi bis dohi leider Gottes där

ausschlieslecher Positioun vum der ADR entsprach hunn, och heibannen zum eestëmmege Konsens. Eleng d'Ursaachen opzezielen, firwat d'Bierger sech eng Opschaffung vun deene Moosname wënschen, géif vill Zäit an Usproch huelen, mee e puer siefen der awer genannt: Déi eng hu sech ënner dem allgemengen Impfdrock ausgegrenzt gefillt a mat hire Bedenke gouf souguer hei op der Chambertribün de Geck gemaach. Anerer ware vläicht geimpft a getest a konnten nawell net méi wéi eng Stonn bei hir Léifst an d'Spidol, well et nun emol esou virgesi war. An e groussen Deel stellt sech och nach ëmmer d'Fro iwwert d'Impffolgen an d'Impfschied, an dat net nëmme hei am Land, mee och am noen Ausland.

Dowéinst meng Froen hei un d'Madamm Gesondheetsminister: Gesäit d'Madamm Minister vir, dem Uleies vun där Motioun Rechnung ze droen? Falls net, firwat net?

Zweet Fro: Wéi e Gremium ass bis ewell mat de Virbereedungsarbechte beoptraagt?

Drëtt Fro: Wéi soll sech déi eigentlech Enquêtékommisssioun herno zesummesetzen, virun allem och, fir de Charakter vum der Onofhängegkeet vun dëser Kommissioun ze garantéieren? Wéi eng Experten aus wéi enge Beräicher goufe bis ewell gefrot, ob si wëlle matschaffen? Wéi eng Verrieder vu gesellschaftleche Gruppe solle mat un deem Dësch setzen? Kréie Privatleit d'Méiglechkeet, sech fräiwëlleg an der Kommissioun ze engagéieren?

Véiert Fro: Lait en Dokument vir, dat d'Missioune vun der Enquêtékommisssioun definéiert? Ass dëst Dokument am Sënn vum gesamtgesellschaftleche Charakter vum där Aufgab ëffentlech zougänglech? Falls net, bis wéini a wou?

Déi fënneft Fro: Wéi eng finanziell Ressourcë sollen där Enquêtékommisssioun zougueduecht a wéi eng personell Ënnerstützung soll hir zur Säit gestallt ginn?

Eng sechst Fro: Ass virgesinn, d'Sitzung vum der Enquêtékommisssioun live ze iwwerdreien oder an enger ëffentlech zougänglecher Mediathék ze archivéieren, oder gétt sech op Rapporte beschränkt?

Siwert Fro: Wéi eng Dokumenter sollen zougänglech gemaach ginn? Gehéieren dozou sämtlech Dokumenter, esou wéi se op Basis vum Artikel 75 vum där neier Verfassung fir d'Chamber virgesi sinn, notament och d'Vaccine Order Forms, déi der Chamber no engem Bréif vum Hâr President un den Hâr Staatsminister vum 27. November 2023 sollen zougestallt ginn? Falls net, firwat net?

Déi lescht Fro: kéint d'Madamm Minister sech virstellen, d'Chamber zum Beispill iwwert de Wee vum der Gesondheetskommissioun zukünfteg reegelméisseg mëndlech a schrëftlech iwwert de Stand vum der Virbereedungsarbechten ze informéieren?

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Minister fir Gesondheet a sozial Sécherheet. Madamm Ministesch.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci fir déi ganz Rei vu Froen. Also d'Dokument, dat ech zougestallt krut, fir haut hei dozou Stellung ze huelen, dat huet eigentlech mol guer keng Fro beinhalt. Do steet: „Entspriedend den aktuellen Entwicklungen an eisen Nopeschlänner, wat d'Opschaffe vun der Gestiou vum der Covid-pandemie ugeet, géing ech d'Madamm Minister gär froen, wéi wäit mir hei zu Lëtzebuerg sinn, wat dës Sujet betrëfft.“ An duerfir wollt ech dann elo mol fir

d'éischt op déi Fro agoen an da kucke mer, ob déi aner nach néideg sinn.

Ech sinn elo an de leschte Méint relativ vill an eisen Nopeschlänner ënnerwee gewiescht an och op europäeschem Plang, op OCDE-Niveau, op OMS-Niveau, an ech kann Iech soen, dat eigentlech néierens esou wéi hei zu Lëtzebuerg den Detail gewosst ass vun alle Reegelen, déi en place waren, vum der ganzer Lëscht vu Gesetzer, déi een als Laie kann integral novollzéien, an all Reaktiounen dorobber, all Question-parlementairen ëffentlech zougänglech sinn.

A mengem Tour duerch d'Länner hunn ech gemierkt, dat et eng Rëtsch Experte-gruppe gétt, déi sech autonom mat der Opschaffung befaasst hunn. Et gétt och Länner, wou Experte-gruppen op Unien Opdrag kruten, fir dat ze maachen, mee déi dréie sech haaptsächlech ronderëm d'wirtschaftlech Konsequenzen. Dat heescht, esou ee richtegen, dee sech ëm gesondheetlech Konsequenzen dréit, hunn ech net fonnt, ausser een an Éisträich, wou och e Grupp vum Experte sech op de Wee gemaach huet, fir ze kucken, wat néideg war, wat méi oder manner proportionell war, wat méi oder manner ubruecht war. An op dee ginn ech herno nach eng kéier e bësse méi am Detail an.

Wat si mer elo zu Lëtzebuerg amgaang ze maachen? Ma mir sinn nach amgaange mat enger Rëtsch Petitiounen, déi do hänken. Déi mussen nach opgeschafft ginn. Mir haten am Hierscht nach Question-parlementairen, am fréier Fréijoer nach Question-parlementairen, déi mer beäntwert hunn. Dann hu mer am Oktober 2022 e Bericht virgestallt kritt vum der OCDE, wou eng Rëtsch Recommendationen dra waren, déi an der Santé opgeschafft ginn, déi am Detail opgeschafft ginn, a wou mer gären eng kéier e Rapport maachen iwwer all déi Mesüeren, wéi se opgeschafft ginn.

Just e Katalog fir unzefänken, e puer vun deenen, déi dodraner stoungen: Mir missten en eenzegen Informationssystem hunn duerch déi ganz Santé. Dat ass natierlech am Kader vum dem Alter vum der Digitalisatioun eng Evidenz, mee dee gétt et awer nach net. Dat heescht, dee si mer amgaang, en place ze setzen. Mir misste besser an eise Secteur investéieren um Niveau vun den Aarbechtskräften. Mir missten d'Aarbecht anescht verdeelen, Pratique avancée maachen, Centres de soins primaires en place setzen, den Image vum Personnel médical et soignant fleegen. Och dat si mer amgaang ze maachen. Net méi spët wéi virun zwou Wochen hate mer eng Petitioun, fir de Beruff vum Aide-soignant besser duerststellen.

Dann e konkrete Projet, dee schon am Avant-projet de loi ënnerwee ass an deen deemnächst wäert an de Regierungsrout kommen, dat ass dee vum der Centrale d'achat. Och do ass et am Ufank vum der Pandemie flagrant gewiescht, wéi mann koordinéiert mer d'Material disponibel haten. An dat war eng vun deene grouse Recommendationen, déi komm ass vun der OCDE an déi mer direkt émgascht hunn an déi och während der Pandemie schon émgascht ginn ass. Dann d'Réserve sanitaire, do si mer bewonnert ginn, datt mer déi relativ schnell stoen haten. An déi wäert och weider bestoe bleiwen. An déi ganz Kommunikationschaînen tëschent Santé, Famille, Educatioun, HCPN an esou weider mussen a wäerten och op de Leescht geholl ginn.

Enn dës Joers kënt nach e Rapport derbäi. Dat ass e méi medezineschen, och um Niveau vun Europa, wou d'Länner gepréift ginn op déi méi gesondheetlech Aspekter. Dat ass de Rapport vum ECDC.

Wat maache mer elo an deenen nächste Wochen a Méint? Mir hunn herno nach eng Heur d'actualité iwwert den Accord pandémie, deen direkt reliéiert

ass mam Opschaffe vun der Pandemie. Am Accord de coalition steet dran, mir géifen eng Loi pandémie op de Wee bréngen. Et ass awer keng Loi pandémie, well ech hu mer dat ugekuckt, dat geet net reng ëm d'Gestioun vun enger Pandemie. Do ass e ganzen Aval virdrunner mat Éducation à la santé, mat Detektioun vun Infektiounsherden, mat Déclaration obligatoire de maladie, wat mer alles mussen an ee Gesetz zesummekréien, well dat a villen Texter verspreecht ass.

D'Éducation à la santé hunn ech an der Chamberskommissioun och schonn erkläert gehat. Mir hunn e Système médecine scolaire, deen oppasst, ob d'Kanner net ze schwéier sinn, ob se keng Drogen huelen, ob hir Impfungen gemaach sinn, mee mir hu keng Éducation à la santé. Dat heescht, mir hu keen Ëmfeld ronderëm, wat systematesch drop oppasst, datt dat dann och an déi richteg Richtung geet.

Da si mer bei der OCDE ugemellt, fir e Universal-Preparedness-Rapport ze maachen. Mir hunn d'lescht Joer dee vu Portugal mat begutacht a mir wäerten deen dëst Joer selwer maachen, wat och eng Suite ass vun der Pandemie. All Joer ginn eng dräi, véier Länner op Häerz a Longe gepréift, ob hire Système de santé enger Pandemie géif standhalen.

Last but not least ass de Plan santé mentale nach ugeholl ginn ënnert der fréierer Regierung, an dee muss elo an d'Ëmsetzung goen. Do wäerte mer geschwënn de Kick-off hunn.

Ech hat Iech virdu gesot, ech géif kuerz op Éisträich zrëckkommen. Am Virwuert vun deem Rapport seet den éisträichesche Kanzler dat heiten: „Mit dem Wissen von heute würde man aber vieles anders machen. Politisch Verantwortliche würden heute ihre Worte mit mehr Bedacht wählen, wenn sie sich an die Öffentlichkeit wenden. Man würde alles daransetzen, kein ‚Wir gegen die, die gegen uns‘ entstehen zu lassen. Ein großer Teil der Bevölkerung stehe hinter den Maßnahmen, doch ein Teil auch nicht – und beide Seiten seien mitzubedenken.“

Ech weess net, ob Dir wësst, wou Dir den 12. Mäerz 2020 waart, mee ech souz doheim. Ech war amgaang, eng Prüfung virzubereeden. An iergendwann eng Kéier krut ech gesot, datt den Dag drop de leschten Dag Schoul wär – fir zwou Wochen! Et war awer net fir zwou Wochen. A mir hunn alles gemaach an där Zäit – an déi Leit, déi op deene Plaze waren, wou Decisiounen hu mussen geholl ginn, hunn alles gemaach –, fir datt déi Decisiounen fondéiert waren an driwwer diskutéiert ginn ass. Ech hat d'Chance, meng Schüler kënnen intensiv ze begleeden, well ech just virdrunner en iPad krut. Net jiddwereen hei an Europa hat déi Méiglechkeet, seng Schüler virunzebegleeden.

Ech wusst net, datt ech iergendwann eng Kéier misst iwwert déi Period schwätzen an driwwer diskutéieren, ob mer oder ob mer net mussen kucken, ob Masken oder net Masken, ob Impfung oder net Impfung ubruucht war, mee ech weess, datt ech an där Fongtioun, déi ech elo hunn, Respekt hu virun all deenen Decisiounen, déi geholl gi sinn, Respekt virun deem Immediat, deen huet mussen geréiert ginn. Ech krut dat op der Säit vum Staatsrot och nach eng Kéier mat.

Ech stinn och zur Verfügung, fir am Kader vun enger Loi pandémie, am Exposé des motifs, an den Avisen, dat alles opzeschaffen, mee ech wësst elo net, u wéi e Gremium mir eis elo géife wenden a wien – Dir hutt déi Froen alleguer opgeworf – mer an déi Enquêtekommissioun géife setzen, wou mer déi Dossiere siche goe géifen, wou mer déi Zäit hierhuele géifen, fir dat ze maachen, wann ee weess, datt esou vill aneres nach muss gemaach ginn, fir prett ze si fir déi nächst Pandemie.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Minister Merci. D'Madamm Schoos huet nom Reglement nach d'Méiglechkeet, eng Zousazfro ze stellen. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Ech hunn elo hei d'Motioun nach eng Kéier geholl vun der CSV. Den zweete Punkt ass effektiv: „à élaborer, dans les meilleurs délais, une ‚loi pandémie‘“. Dat hate mer och erkläert krut an der Santéskommissioun. Den éischte Punkt ass awer ëmmer nach: „invite le Gouvernement à demander à un groupe d'experts indépendants de faire une évaluation des différentes mesures prises dans le cadre de la lutte contre le Covid et à dresser un bilan étoffé et détaillé quant à leur efficacité, leur nécessité, leur proportionnalité ainsi qu'à leur caractère non-discriminatoire“. An all den Äntwerten, déi ech elo krut – et ass wierklech bemierkenswäert, wat alles gemaach gëtt –, ass awer net op déi Fro geäntwert ginn, ob déi Motioun elo awer berücksichtig gëtt, déi hei unanime ugeholl ginn ass an der Chamber, wat do gemaach gëtt, oder ob dat einfach fale gelooss gëtt.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Madamm Minister.

(Interruption depuis les tribunes)

Ech géing bieden, keng Remarque vun der Tribün!

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Ech weisen nach eng Kéier drop hin, datt dee Pabeier, deen ech haut krut, mat kengem Wuert déi Motioun erwänt huet, datt ech also an der Virbereedung net konnt den Tour vum Conseil de Gouvernement maachen, fir ze kucken, wéi mer géifen op déi Motioun äntworten. Wann dat awer de Wellen ass, dann huelen ech dat mat an den nächste Conseil de Gouvernement an da kritt Der duerno eng Äntwert op déi Motioun.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Ministesch Merci.

(Interruptions)

Ech géing effektiv d'Remark maachen, datt, wann ee gär prezis Äntwerten hätt, d'Froen och méi prezis mussen si wéi just ee Saz, soss ass et ganz schwéier, eng uerdentlech Virbereedungsarbeit ze maachen. Dat géllt net nëmme fir déi hei Fro, dat géllt och fir ganz vill aner Froen, déi mer stellen an der Question Time a bei de Question-élargien. Domat wär dann dese Punkt ofgeschloss.

11. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de l'accord mondial sur les pandémies et le règlement sanitaire international de l'OMS

Mir géifen zu deem nächste Punkt um Ordre du jour kommen. Dat ass eng Aktualitétsstonn, dës Kéier iwwert d'internationaalt Ofkommen iwwert d'Pandemien an den internationale Gesondheetsreglement vun der OMS, déi déi politesch Sensibilitéit vun déi gréng ugefrot huet. Nom Artikel 84 (2) vum Chamberreglement ass festgehalten, datt den Auteur 10 Minuten huet, déi feweileg Fraktiounen a Sensibilitéité 5 Minuten, dono d'Regierung 15 Minuten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Max Hengel, den Här Gérard Schockmel, den Här Mars Di Bartolomeo, d'Madamm Alexandra Schoos, den Här

Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här François Bausch als Vertrieeder vun der politescher Sensibilitéit déi gréng. Här Bausch.

Exposé

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President, fir d'Wuert. An och merci, datt mer déi Debatt de Mëtteg kënnen féieren. Déi Joren 2020, 2021 an 2022, dat ware relativ haart Joren, an zwar net nëmme zu Lëtzebuerg, mee op der ganzer Welt. Et war en Ausnamezoustand iwwert dräi Joer, weltwäit. An ech hat, jee nodeem, wéi een et gesäit, de Pech – d'Chance kann een et jo sécher net nennen –, fir dat och nach vun der Regierungssäit matzeerliwen. Duerfir weess ech genau, wat fir en Drock, wat fir e Stress datt dat bedeit huet, fir do an enger Situation, wou mer virun allem an enger Ufanksphas net schrecklech vill wusst vum deem, wat op eis géif duerkommen, Decisiounen ze huelen.

Mee et ass awer net dowéinst, firwat ech heihinner komm sinn, fir de Mëtteg ze diskutéieren. Ech sinn heihinner komm, fir iwwert d'Konklusioone weltwäit ze diskutéieren, déi am Fong aus där Pandemie gezu gi sinn, an zwar an éischer Instanz an der Weltgesondheetsorganisatioun, wou eng grouss Debatt duerno entstanen ass a wou och en Text an der Virbereedung ass, deen, wann alles iergendwéi normal geet, Enn Mee, Ufanks Juni wäert adoptéiert ginn, a fir driwwer ze schwätzen, wat dat am nationale Kontext bedeit.

Ech mengen, et ass relativ kloer, déi Pandemie hat, wéi gesot, d'Welt am Grëff. Mee si hat en immensen Impakt op fënnef Beräicher: An éischer Instanz natierlech op eis Gesondheet generell, mat all deene Facetten, ech wëll dat elo net am Detail alles opzielen. Als Zweet awer och op eist soziaalt Liewen. Als Drëtt natierlech op de gesamte Fonctionnement vun der Gesellschaft, d'wirtschaftlech Situatioun an awer esouguer och d'Veerdeelungsgerechtegkeet. Do geet et haauptsächlech ëm Verdeelungsgerechtegkeet am Sënn: Wien huet Accès zu der Gesondheet? Wat jo op der ganzer Welt net iwwerall d'nämmlecht ass. An duerfir ass et natierlech wichteg, dass d'Weltgemeinschaft an donc och d'OMS sech domadder befaassen. Et ass hir Roll fir ze kucken, dat opzeschaffen.

Natierlech muss een domadder kritesch ëmgoen. Et muss een déi schwierig Zäit eng Kéier genau beliichten. Et muss ee sech domadder ausernanersetzen. An dat ass och näischt Neies. D'Weltgesundheetsorganisatioun, déi mécht dat en permanence, an et ass souwisou, wa se eng Positioun hëlt oder Propose mécht a Pläng proposéiert, och näischt Neies, well där sinn et och scho virdu ginn. Et ass och e Pandemieplang ginn an der Weltgesundheetsorganisatioun virdu. An duerfir ass et och gutt, datt se sech doriwuer Gedanken mécht.

Et ass och wichteg, ze ënnersträichen, datt, am Contraire zu deem, wat gär behaupt gëtt, datt iergendwou op der Welt op engem Niveau quasi vun enger Weltregierung géif eppes ausgeschafft ginn, wat da misst direkt vun de Länner ëmgesat ginn, oder wat en obligatoreschen Ëmsetzungszwang hätt bei de Länner, dat net stëmmt. Dat, wat ugeholl gëtt an der OMS, do gëtt et dee sougenannte Subsidiaritätsprinzip. Dat, wat herno dorauer gemaach gëtt an deenen eenzelne Länner, dat ass nach ëmmer de Länner iwwerlooss. An dat huet ee jo och am beschte gesi während der Pandemie, wéi ënnerschiddlech virun allem och an der Ufanksphas an déi ganz Pandemie erugaange ginn ass, obschonn et, wéi gesot, kloer Pläng gëtt bei der Weltgesundheetsorganisatioun, wou sech nach laang net ëmmer dru gehal ginn ass.

Et ass eleng duerfir och wichtig, datt d'Weltgesundheitsorganisatioun sech domadder befaasst.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Well – ech hunn et gesot – et geet och ëm d'Veerdeelungsgerechtheet, ëm den Zougang zu der Medezinn an zur Gesondheitsversuergung, déi nach laang net iwwerall d'nämmlecht ass. Datt zum Beispill diskutéiert gëtt iwwert den Zougang zu Medikamenter, den Zougang vu Vaccinen, also de gläichberechtigten Zougang dozou, mengen ech. An da muss ee sech natierlech och ausernanersetze mat dem Pouvoir, dee selbstverständlech d'Pharmaindustrie huet um Niveau vun de Präisser, déi gemaach ginn, wann et zum Beispill drëms geet, Medikamenter ze entwéckelen an dann och ze liwweren op de Weltmäert, oder och Vaccinen.

Duerfir ass et och esou wichtig, datt eng transparent Diskussioun gefouert gëtt ronderëm déi Verträge, déi gemaach gi sinn an deem Kontext. Mee e groussen Deel, e ganz groussen Deel vun deem Text, dee bis elo um Dësch läit vun der WHO, geet ënner anerem ëm den Zougang zur medezinescher Versuergung. An do ka jo kee Mënsch eppes dergéint hunn, datt mer eis domadder ausernanersetzen. Dat ass ee vun deene wichtegste Punkten iwwerhaupt, géif ech soen, an deem ganzen Dokument.

Natierlech geet et och ëm Reegelen, ëm Moyenen, déi ee sech ginn huet, fir déi Pandemie ze bekämpfen an natierlech ginn och Recommandatiounen gemaach op Basis vun deenen Erfarungen, déi da gemaach gi sinn, wéi een an Zukunft soll anescht domadder ëmgoen.

An da kommen ech natierlech op den nationalen Niveau. Selbstverständlech muss all Land fir sech kucken, wat et dann herno dovunner zréckbehält. An datt dat net kann eenheetlech sinn, dat geet eleng aus där ënnerschiddlecher Situatioun ervir an deenen eenzelne Regiounen op der Welt. Et ass zum Beispill en Ënnerscheid, ob een an engem Land ass, wat ganz dense ass bevëlkerungsméisseg, ob ee gréisstendeels an engem stättesche Raum ass oder an engem ländleche Raum. Et ass en Ënnerscheid jee nodeem, wat fir e Klima een huet an esou weider. Dat si jo alles Facteuren, déi mussen och an déi Diskussioun mat-afflëssen.

Mee wat awer ass, dat ass, datt virum Hannergrond vun der Pandemie natierlech déi meescht Länner amgaange sinn, sech Gedanken ze maachen, wéi se sech an Zukunft besser kënnen dorobber virbereeden. An ech mengen, déi Fro, déi elo virdu gestallt ginn ass, an déi Äntwerten, déi d'Ministesch ginn huet, déi beleë jo och, datt mer dat zu Lëtzebuerg amgaange sinn ze maachen.

Et ass also wichtig, datt ee wierklech déi Schlussfolgerunge vun deene Berodungen, déi jo, wéi gesot, elo Enn Mee oder Ufanks Juni wäerte sinn, wann alles normal geet, och ganz kritesch kuckt. Wat dat bedeit fir ee selwer, wat ee gemaach huet en fonction. An datt een natierlech, wann een nach parallel un enger eegener Gesetzgebung schafft – engem Gesondheitsgesetz, wéi d'Madamm Ministesch et elo gesot huet, dat wäit iwwert d'Reegele vun der Pandemie erausgeet –, versicht, einfach déi Léieren, déi ee muss zéien aus Decisiounen, déi ee geholl huet, Gestiounen, déi ee gemaach huet, aflëssen ze loossen, fir datt een do eppes mécht, wat Kapp a Fouss huet.

Et ass och ze soen, datt ech do Decisiounen mat geholl hunn als Minister déi Zäit, an ech stinn och zu deenen Decisioun, déi ech do geholl hunn. A wa mer eppes kritesch haut kucken, da geet et net drëms, fir ze soen, dee Minister oder déi Regierung hätt alles falsch gemaach oder alles richtig gemaach, mee et

geet einfach drëms, eng éierlech Ausernanersetzung ze féieren, fir ze kucken, wat eppes bruecht huet a wat näischt bruecht huet, fir datt mer dann net erëm eng Kéier déi nammlecht Feeler an Zukunft wäerte maachen, wa sech eng änlech Situatioun sollt stellen. Dat heescht, datt dee Bilan vun de Mesüeren, dee soll gemaach ginn, op eng wëssenschaftlech seriö an éierlech Aart a Weis soll gemaach ginn, ouni Scheiklappen, egal wou ee souz während där Zäit.

Mir haten zu Lëtzebuerg souwisou e Virdeel par rapport zum Rescht vun Europa: Mir waren dat eenzeg Land, wou all d'Decisiounen och vum Parlament herno ofgeseent gi sinn. Also, souwisou wier dat schwierig, esouguer wann een do wéilt engem d'Verantwortung zouweisen, da misst een op déi verschiddenen Institutiounen verweisen, mee dat ass och net de Sënn dervunner. Ech mengen, mir mussen och eng Kéier Léieren, datt, wann eng parlamentaresch Debatt oder eng politesch Ausernanersetzung ass, zemoos wann et ëm esou schwierig Froe geet wéi dat do, wou et, wéi gesot, ëm eis Fräiheeten an eis Gesondheet geet – eis perséinlech Fräiheeten an eis perséinlech Gesondheet! –, da muss ee kënnen doriwuer diskutéieren, ouni datt ee Scholdzouweisung mécht.

A jo, et ass richtig, mir haten eng Spaltung an der Gesellschaft. Et ass vill ze vill mat Virurteeler respektiv mat Scholdzouweisungen diskutéiert ginn. Dat war net gutt! An ech mengen, déi Feststellung, do si mer eis haut och alleguerten eens. A wann een dann elo e Gesetz mécht, da muss een och kucken, datt een dat Gesetz esou mécht, datt ee wierklech eng méiglechst breet Akzeptanz herno kritt, fir datt jiddwereen net nëmmen d'Gefill huet, mee sech sécher ass, datt seng Meenung awer och seriö geholl ginn ass an datt en net vun uewen erof gesot kritt huet: „Ma du verstees souwisou näischt dovun!“

Well am Endeffekt geet et bei ville Saachen, déi mer decidéieren, ëm eis perséinlech Fräiheeten an ëm eis perséinlech Gesondheet. A wann een als Gesetzgeber do wéllt agräifen, da muss een dat extrem gutt justifizéieren. Fräiheeten an engem Rechtsstaat zemoos! Dat ënnerscheet eis jo vu China. A China ass deklaréiert ginn: „Et ass e Lockdown! Deen dauert dräi Joer.“ An dunn ass op eemol iwwer Nuecht gesot ginn: „D'Pandemie ass fäerdeg, muer ass de Lockdown opgehewen.“ Ech mengen, datt ass an enger Diktatur méiglech, mee mir sinn hei an enger Demokratie a mir hu Fräiheetsrechter. Mir hunn och fräi Ausdrocksméiglechkeeten. An do muss ee kucken, datt een, wéi gesot, wann een do Aschränkunge mécht – aus gudde Grënn! –, déi och gutt motivéiert huet a gutt justifizéiert huet, well soss riskéiert ee wierklech, immens vill Schued ze maachen.

Duerfir, wéi gesot, et geet net drëms, ze kucken, ob dat, wat mer alles decidéiert hunn, falsch war, mee et geet drëms, ze kucken, ob alles dat, wat mer decidéiert hunn, laut dem Wëssensstand vun haut effikass war a richtig war, fir ze verhënneren, datt mer eeben an Zukunft, wa mer en neit Gesetz maachen, falsch Saachen an e Gesetz schreiwen. An natierlech geet et och drëms, datt mer eng Akzeptanz kréien dobaussen, datt d'Leit sech soen: „Ok, dat doten ass net aus der Héft geschoss, dat ass op Basis vu wëssenschaftlechen Donnéeën gemaach ginn.“

Mir sinn duerfir och net der Meenung, dass een eng Enquêtékommisssioun am Parlament soll asetzen, fir dat ze maachen. Ech mengen, mir hate jo als Gréng d'Ministesch an d'Kommisssioun geruff, fir eng Virstellung gemaach ze kréie vun deem, wat um Dësch läit. Do hate mir an der Kommisssioun eng ganz korrekt Ausernanersetzung, en Austausch doriwuer, an ech mengen, mir waren eis och eens,

datt et wichtig ass, éier mer national en neien Text maachen, datt dat wierklech op breeder Consultationsbasis muss geschéien an op Basis vun Erfarunge muss opgebaut ginn.

An ech hunn och duerfir eng Motioun preparéiert. Als Gréng hu mer eng Motioun virbereet, déi awer och ënnerstëtzt gëtt vun de sozialistesche Kolleegen, vun de Lénken an och vun de Piraten, wou mer am Fong dat alles nach eng Kéier an de Consideranten e bëssen erklären, an dann am Invite eeben opfuere, datt d'Regierung soll déi eenzel Mesüeren, déi geholl gi si während där Zäit, nach eng Kéier préiwe loossen op hiren Effekt, an datt dat dann duerno soll transparent publizéiert ginn an deementsprechend eng Kéier an der Chamber soll diskutéiert ginn am Virfeld vun engem eventuellen neie Gesetz.

Et geet hei ëm Kredibilitéit. Et geet ëm Glafwierdegkeet. A schlussendlech geet et natierlech ëm de Fonctionnement vun eiser Gesellschaft. Et geet ëm eis Gesondheet an ëm eis Fräiheet.

Merci.

Motion 1

« relative à une évaluation des mesures prises pour lutter contre la propagation de la Covid-19 »

La Chambre des Députés,

– rappelant sa motion introduite en date du 23 mars 2023 adoptée à l'unanimité, invitant le Gouvernement à charger un groupe d'experts indépendants de faire une évaluation des différentes mesures prises dans le cadre de la lutte contre la Covid-19 et à élaborer, dans les meilleurs délais, une « loi pandémie » ;

– notant qu'un avant-projet de loi sur les situations épidémiques constituant une menace pour la santé publique a été élaboré par le Gouvernement précédent et a fait l'objet d'une consultation entre les ministères concernés ;

– constatant que le programme gouvernemental 2023-2028 prévoit l'élaboration d'une « loi pandémie » afin de garantir la plus grande réactivité possible dans le cas d'une nouvelle pandémie, tout en respectant les libertés fondamentales ;

– considérant que la pandémie de Covid-19 a eu un impact majeur sur la santé publique, l'économie et la société dans son ensemble ;

– consciente de l'importance de tirer des leçons de l'expérience vécue pendant cette crise pour améliorer la préparation et la réponse à de futures situations similaires ;

– sachant que les décisions politiques prises par le Gouvernement tout au long de la pandémie ont eu des répercussions significatives sur la vie des citoyens, l'économie nationale et le système de santé ;

– considérant que la pandémie et les mesures prises en vue de sa maîtrise ont engendré des tensions au sein de notre société ;

– rappelant l'importance de la transparence et de la responsabilité dans la gouvernance, surtout en période de crise ;

– rappelant qu'il existe déjà de nombreux rapports et études sur la gestion de la pandémie Covid-19 au Luxembourg, qui émanent de divers organismes nationaux et internationaux, institutions indépendantes et centres de recherche, mais qui n'ont pas fait l'objet d'une analyse approfondie par les autorités communiquée aux citoyens, ne.s,

invite le Gouvernement

– à réaliser, en parallèle à la finalisation de la future « loi pandémie » sur base de l'avant-projet élaboré sous le Gouvernement précédent, une analyse indépendante relative à l'efficacité des mesures prises pour lutter contre

la propagation du virus, y compris les confinements, les restrictions de voyage, les campagnes de vaccination et l'impact sociétal des mesures ;

– à prendre en compte les résultats de cette analyse lors de la finalisation de la future « loi pandémie » ;

– à publier l'analyse dans son intégralité sur les sites Internet du Gouvernement ;

– à consulter la Chambre des Députés avant l'adoption définitive de l'accord OMS sur les pandémies.

(s.) François Bausch, Mars Di Bartolomeo, Sven Clement, David Wagner.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Bausch.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Max Hengel agedroen. Här Hengel, wannechgelift.

(Brouhaha)

Débat

M. Max Hengel (CSV) | Merci, Här President. Merci och dem Kolleeg Fränz Bausch fir d'Ufroer vun dëser ... Geet en net gutt?

M. François Bausch (déi gréng) | Ech hu mäi Brëll, mengen ech, leie gelooss.

M. Max Hengel (CSV) | A. Ech verhellafen dem Här Bausch zum Duerchbléck.

(M. Max Hengel remet les lunettes à M. François Bausch.)

(Hilarité)

M. François Bausch (déi gréng) | Merci.

M. Max Hengel (CSV) | Sou. Merci fir d'Ufroer vun dëser Heur d'actualité, well ech mengen, do kënnen mer dervu profitéieren, fir iwwer villes ze informéieren an opzklären, wat an de leschte Méint, deelweis schonn an dem leschte Joer, an de soziale Medien iwwert dësen ominéisen Accord mondial vun der WHO kurséiert.

Ech mengen, jidderee vun eis heibannen huet héchstwahrscheinlech am Laf vun deene leschte Méint, am Laf vun deene leschten zwee Joer Mailen a Bréiwierkritik, wou drop higewise gëtt, datt, wann deen Accord mondial da géif ëmgesat ginn, dann d'OMS quasi am Fall vun enger Pandemie iwwer alles kéint decidéieren an deenen eenzelnen Nationalstaaten, an datt déi dann dee Moment och selwer näischt méi ze soen hätten, zum Beispill, wann et géif ëm eng Impfflicht goen.

Den Här Bausch huet et gesot: Dës ganz Diskussioun sinn natierlech am Kader vun der Pandemie ze gesinn. An, Dir hutt ganz Recht, et sinn eng ganz Rei Leit, déi stelle sech zu Recht Froen, déi hunn och vläicht Befierchtungen, a mir mussen hinnen déi Opklärung an déi Informatiounen ginn, déi noutwendeg sinn.

Et ass awer och esou – an ech mengen, däers si mer eis och all bewosst –, dass et sécherlech och Leit gëtt, deene mer ganz vill Informatiounen kënnen ginn an déi awer bei hirer Meenung wäerte bleiwen. Dat ass och esou. Ech mengen, dat hat Der och festgestallt.

Am Fong ass et schued, datt déi zwou ëffentlech Debatten, déi eng iwwert d'Evaluatioun vun der Pandemiezeit an déi aner iwwert den OMS-Accord, nach net konnte stattfannen. An ech wëll betounen, datt déi net weinst der Chamber net konnte stattfannen, mee engersäits, well de Petitionär net konnt, an op där anerer Säit, well déi eng Petitionärin eis jo alleguer hei sëtzegehooss huet. Ech mengen, dat war och net optimal, an et ass eebe schued, well an dësen Debatten hätt et scho kënnen zu ganz ville Informatiounen

an Opklärung kommen, soudatt mer eis deelweis, vläicht esouguer haut d'Heur d'actualité hätte kënnen erspueren, well se sech da vläicht eriwwegt hätt.

Duerfir elo hei à la va-vite – well fënnf Minutte si séier ëm, an ech gesi schonn, dass ech der just nach bal zwou an eng hallef Rescht hunn – e puer Fakten, fir vill Fake News zu deem Thema opzehiewen.

Den zukünftigen Accord mondial baséiert um Règlement sanitaire international an huet als Zil, eng besser Koordinatioun tëscht de Memberstaaten an der OMS ze privilegéieren an de Memberstaaten d'Méiglechkeet ze ginn, en fonction vun hire Moyenen ze intervenéieren.

Et ass also en internationalen Accord, deen drop ofziilt, d'Welt besser op eng zukünftige Pandemie virzebereeden a Léieren aus der vergaangener Covid-pandemie ze zéien. Et geet also net drëms, de Memberstaaten nei Obligatiounen opzeerleeën, wat och ganz kloer aus der Textpropos vun Accord mondial, dee jo um Dësch läit, ervirgeet.

Ech erlabe mer, hei e puer Passagen ze zitieren: „The objective of the [...] Pandemic Agreement“ – ech kierzen derzwëschent of, well soss gëtt et e bësse laang – „is to prevent, prepare for and respond to pandemics, with the aim to comprehensively and effectively address systemic gaps and challenges that exist in these areas, at national, regional and international levels. [...] The implementation of this agreement shall be with full respect for the dignity, human rights and fundamental freedoms of persons.“

An elo vläicht dee wichtegste Passage: „States have, in accordance with the Charter of the United Nations and the general principles of international law, the sovereign right to legislate and to implement legislation in pursuance of their health policies.“

Ech mengen, déi Passagé si ganz däitlech, an et geet och aus dem Text ervir, och wann den Accord nach net finaliséiert ass, wourëm et geet. A fir eis och da ganz kloer an evident, datt un dëse Passagen net gefréckelt gëtt, well et ass evident, datt déi fundamental perséinlech Fräiheete vun alle Mënsche respektéiert ginn, gradesou wéi d'Souveränitéit vun den Nationalstaaten.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, um Site vun Däitsche Bundestag gëtt et ee ganzen Dossier zum WHO-Pandemievertrag, wou och eng ganz Rei Experten zu Wuert kommen. An ech erlabe mer als Ofschluss, ee Passage ze zitieren, deen a mengen Ae ganz zoutreffend ass: „Als wichtiger Schritt zur Stärkung der globalen Gesundheitsarchitektur sei der Pandemievertrag zu begrüßen, sagte Roland Göhde von der Initiative ‚German Health Alliance‘. Wesentlich sei, dass der Vertrag eine diskriminierungsfreie, umfassende und qualitative Gesundheitsversorgung ermöglicht sowie die Gesundheitssysteme stärkt und nachhaltig sichert.“

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Nach 20 Sekonnen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Hengel. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gérard Schockmel. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

M. Gérard Schockmel (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi d'Europäer den amerikanesche Kontinent besidelt hunn, hu si och Krankheeterreeger matbruecht, an dat huet zu Katastrophe geféiert bei den Urawunner, déi keng Immunitéit opgebaut haten.

Haut dréngt de Mënsch praktesch an all Liewensraim op alle Kontinenter vir, bis an dee leschte Wénkel. Déi

massiv Zerstéierung vun de Reewälder, den illegalen Handel mat exoteschen Déieren, d'Massendéierenhaltung, de Klimawandel, d'Globaliséierung – an dozou gehéieren den internationalen Handel an déi weltwäit Reesen – favoriséieren de Risiko, datt et zu enger Iwwerdroung vu Krankheeterreeger vun Déier op de Mënsch kënn an dann och datt déi vu Mënsch zu Mënsch weider iwwerdroe ginn.

D'Covidpandemie war eng batter Erfahrung, an elo ass et wichteg, aus Feeler ze léieren, gutt Moosnamen an Initiative weiderzuentwéckelen an eis Gesundheitssystemer insgesamt méi resilient fir d'Zukunft ze maachen.

Virun allem muss déi international Zesummenaarbecht verbessert ginn. Nëmme esou léisst sech e grenziwwergräifende Problem, wat eng Pandemie ass, léisen. An hei kënn elo dat weltwäit Pandemieofkommen vun der WHO an d'Spill. D'Pandemieofkommen ass complementaire zum Règlement sanitaire international, RSI.

D'RSI-Vertragsstaate sinn obligéiert, fir gewësse Capacitéiten am Beräich vun der ëffentlecher Gesondheet opzebauen an d'WHO iwwer Evenementer ze informéieren, déi eng Urgence fir déi international ëffentlech Gesondheet duerstelle kéinten. Mir hunn erlieft bei den éischte Covidfäll a China, datt hei vun de Behörden d'Informationsbereitschaft staark ze wënschen iwwer gelooss huet, mat de Konsequenzen, déi dat matbruecht huet.

Iwwerhaupt huet Covid-19 kloergemaacht, datt den RSI, dee fir d'lescht 1995 substanzial revidéiert gouf, dat heescht virun 30 Joer, grouss Lacunne mëttlerweil opbaut, besonnesch wat d'Kommunikatioun vu wichtige Informatiounen, d'Digitaliséierung vun Dokumenter an d'international Zesummenaarbecht ubelaangt.

Wéi schonns gesot, dat weltwäit Pandemieofkommen ass complementaire zum RSI. Anescht awer wéi den RSI ass d'Pandemieofkommen net contraignant, dat heescht, d'Souveränitéit vun den Nationalstaaten gëtt net a Fro gestallt an et kann och keng Tutelle entstoe vun der WHO, mee et geet villméi drëm, e besseren Austausch op regionalem, op internationalem Niveau ze schafen, fir d'Preventioun ze verbessere wéi och d'Preparatioun an d'Reaktioun op zukünftige Pandemien.

Et ass net einfach, e gemeinsamen Nenner ze fanne bei 194 Memberstaaten. Virgesinn ass am Text, datt déi intellektuell Rechter a Patenter fir Impfstoffe a Medikamenter kuerzzäiteg ausgesat kënnen ginn, wann et zu enger Pandemie kënn. Scho während der Covidpandemie ass genee dëst gemaach ginn, e Prinzip, mat deem d'DP averstane ka sinn.

Eng Propos betrëfft de Finanzement an d'Schafe vun engem neie Fong. Heimat ass d'EU net averstane, besonnesch mam Verweis op de Weltfong, deen eng wichteg Roll bei der Preventioun vun an der Preparatioun op Pandemië spillt.

Lëtzebuerg bezilt am Zäitraum 2023–2025 iwwer 15 Milliounen Euro an de Weltfong, a mir sinn och déi, déi pro Kapp am meeschten do abezuelen.

Da gëtt et och déi europäesch Allianz fir kritesch Medikamenter an dat ass och e wichtige Schrëtt an déi gutt Richtung.

Här President, Covid-19 huet d'Schwaachpunkten däitlech gemaach, souwuel national bei de Gesundheitssystemer wéi och international bei der Zesummenaarbecht an der Kommunikatioun. Während all Land responsabel ass, den eegene Gesundheitssystem méi resilient ze maachen, brauch et och internationalen Accorden, déi déi global Zesummenaarbecht

stärken. Kee Land kann eng Pandemie eleng bekämpfen.

Fir Lëtzebuerg gëllt, datt mir vollkommen ofhängeg si vum Ausland, wann et ëm diagnostesch Tester, ëm Impfstoffer, ëm Medikamenter oder ëm medezinescht Material geet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Schockmel. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Covidkris huet eis gewisen, datt mer bei esou Gesondheetskatastrophen, déi keng Grenze kennen, eng strukturéiert an effikass Zesummenaarbecht um internationale Plang brauchen, mat ënner anerem engem staarke Partner wéi der Weltgesundheitsorganisatioun, an um nationale Plang prett musse sinn, fir op esou dramatesch Situatiounen ze reagéieren.

International si mer méi staark zesummegecéckelt bei Informatioun, Expertis, Beschaffung vun Impfstoffer a Medikamenter, och wann et do Loft no uewe gëtt.

National hu mer och eist Bescht beim jeeuweilige Wëssensstand – an ech ënnersträiche: beim jeeuweilige Wëssensstand! – gemaacht, net zulescht dank engem widerstandsfäeige Gesondheessystem a solidareschen Äntwerten op déi Ausnamesituatioun, vun där bal jiddweree betraff war.

Éischt Bilane leie vir. Déi Bilanen, déi net komplett sinn, sinn net negativ fir d'Krisebekämpfung hei zu Lëtzebuerg, dat ëmsou méi – an dat huet de Fränz Bausch och virdu scho gesot –, well d'Responsabilitéit fir d'Decisioun iwwert d'Moosname jidderzäit hei an der Chamber louch. A wa mer emol eng Kéier net wäit genuch oder ze wäit gaange sinn, dann hu mer beim nächste Gesetz – 30, iwwer 30 un der Zuel – nogebessert a mir waren net resistent fir Kritik.

Bei eis gouf et manner Restriktiounen wéi bei den Nopere, manner Iwwerstierflechkeet duerch Covid, manner negativ Konsequenze fir Wirtschaft a Beschäftegte, Schoule ware manner laang zou, am mannsen an der EU. An, an dat ass net ze vernoléisseg, mir hu resistéiert géint eng, wéi mir gemengt hunn, Decisioun aus der Héft, fir eng Impfpflicht anzeféieren. Et muss een och erëm eng Kéier widerhuelen. Leider gëtt dat heiansdo vergiess.

Elo, wou mer erëm an d'Normalitéit iwwergaange sinn, ass dee richtegen Zäitpunkt komm, fir d'Léieren, déi positiv an déi negativ, oppen ze zéien. D'OMS wëllt dat ënner anerem och, fir méi no zesummenzeréckelen, fir méi reaktiv kënnen ze ginn, an deem weltwäiten Accord maachen.

Dat ass begréissenswäert, muss awer am Respekt vun deenen nationale Prerogativen a Reaktionsverméige geschéien. D'OMS wëlle mer net a Fro stellen, mee méi Transparenz, méi Onofhängegkeet vu kommerzielle Lobbyen, ënner anerem Big Pharma, bedeit méi ëffentlech Efforte vun deenen anere Partner, dat heescht vun de Länner. Wa mer wëllen eng onofhängeg OMS, da muss mer der OMS déi Mëtelen iwwert d'Partner an net iwwer Big Pharma zoukomme loossen, déi e groussen Deel bezilt. Dat kann een indirekt maachen, doduerch, dass ee Big Pharma aneschters steierlech ergräift, mee direkt soll dat net sinn!

Gutt ass, dass sech e Kompromëss ofzeechent an deem internationalen Accord. Positiv ass och – et ass

vläicht net erwäant ginn –, dass och wichteg Elementer bei der Gesondheet wéi Klimaschutz a Preventioun an deem Accord ganz staark ënnerstrach ginn.

An eisen Aen awer ass et noutwenneg, datt virum definitive Vott Enn Mee mer als Chamber decidéieren, a wat fir enger Form mer informéiert ginn iwwert dee leschte Stand bei deem Accord. An ech ginn och net dovun aus, dass d'Regierung sech deem wäert verschléissen.

Um nationale Plang läit en Avant-projet, fir op epidemiesch Krisen a Menacé fir d'ëffentlech Gesondheet ze reagéieren, dee vun der viregter Gesondheitsministesch ausgeschafft ginn ass, am Tirang. En ass nach net deponéiert, well en an eng interministeriell Consultatioun gaangen ass.

Mir wollten haut wëssen: Wou sinn déi Consultatiounen drun? Wéini soll dat Gesetz deponéiert ginn? Parallell dozou, no gudden Evaluatiounen vun internationalen Institutiounen, sti mer fir eng onofhängeg Evaluatioun, keng Enquêtékommissioun – dat ergëtt kee Sënn hei –, eng Evaluatioun opgrond vun all deenen Informatiounen, déi virleien – an där gëtt et ganz vill –, solle mer maachen.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

A Madamm Minister, et huet mech e bësse gewonnert, dass Der déi Motioun do net kennt, well déi ass vun Ärem Kolleg, dem haitege Chamberspresident, abruucht ginn a gouf dozou nach unanime vun der Chamber gedroen. Ech hätt mer alt kënnen virstellen, dass déi Motioun bei de Koalitiounsverhandlungen zumindest e puer Wuert verdéngt hätt, well d'Chamber unanime hannerun där Evaluatioun stoung an hannerun engem Gesetz, dat vun der CSV ëmmer Pandemiegesetz genannt ginn ass a wou ech immens frou sinn, dass d'Madamm Minister dat gradewéi mir méi breet gesäit, well keng Pandemie gläicht där anerer a keng Erausforderung fir de Gesondheessystem gläicht där anerer. An dofir muss mer e breet opgestallt Gesetz hunn an dat ass e Gesetz Santé publique respektiv e Reaktionsgesetz op Erausforderungen an der Gesondheet.

Ech géif mer et schnell wënschen, net ze schnell, mee dat Gesetz ka jidderzäit no engem Baukastesystem komplettéiert ginn a mir hunn eng nächst Echeance virun der Dier stoen – an dat ass mäi lescht Wuert –, dat ass d'Auslaffe vun deem leschte Covidgesetz. An do wär et gutt, wa mer eng Kéier géifen d'Käpp zesummentrecken, wat no deem Gesetz, dat den 30. Juni ausleeft, wäert kommen.

An deem Sënn soen ech Iech Merci a mir hunn zesummen un där Motioun geschafft, wou ech mengen, dass et eng gutt Motioun ass, déi dat rejoignéiert, wat d'CSV gefuerdert huet an zu deem se – Här President, ech ginn emol dovun aus, well ech schätzen, dass Dir net Zickzack maacht – misst kënnen och hiren Accord ginn. Dat gesot, soen ech Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci villmools, Här Di Bartolomeo. An dann ass déi nächst ageschriwwene Riednerin d'Madamm Alexandra Schoos. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Merci, Här Chamberspresident. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi zwee Texter, déi hei vun deene Gréngen an der Heure d'actualité ugefrot gi sinn – ass eng Kéier d'WHO-Ofkommes an och d'Amendementer zu den internationale Gesondheitsvirschreften –, si scho vill diskutéiert ginn an net nëmmen an den Aarbechtsgruppen, déi dësen Text verschaffen, mee och bei der ADR.

Mir hu vun Ufank un d'Entwécklung vun deene verschiddenen Texter verfollegt an dozou der Madamm

Ministesesch och schonn zwou parlamentaresch Froe gestallt.

Wien d'ADR kennt, weess, dass mir op kee Fall zouloossen, dass de Leit d'Fräiheet geholl gëtt, ...

Une voix | Très bien!

Mme Alexandra Schoos (ADR) | ... net d'Liberté de mouvement, net d'Liberté de commerce, net d'Liberté d'expression an och net d'Liberté de manifestation.

Une voix | Très bien!

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Mee d'ADR wäert et och net zouloossen, dass eisem Land d'Fräiheet geholl gëtt, selwer ze decidéieren, wéi et sech op zukünfteg Pandemië preparéiere wëll an am Fall vun enger Pandemie reagéiere wëll. Selbstverständlech si mir guer net géint Zesummenaarbecht a Gedanken-austausch, wat d'Preventioun vun enger Pandemie an d'Preparatioun an d'Reaktioun dorop betrëfft. Net all Land muss d'Rad nei erfannen. An och guer net, wéi grad schonn erwäant vum Här Bausch, zum Beispill d'Medikamenteverdeelung. Dat sinn alles ganz wichteg Punkten.

Mee mir schéngen awer och net déi Eenzeg ze sinn, déi dat WHO-Ofkommes a säin Inhalt deelweis kritesch hannerfroen. Op meng Froe vu menger éischter parlamentarescher Fro huet d'Madamm Gesondheitsminister quasi iwwerall äntwerte missen, dass dee Punkt an der Versioun vum Mäerz entweeder komplett gestrach oder ugepasst gouf.

Och d'Froe vu menger zweeter parlamentarescher Fro mat Bezuch op d'WHO-Ofkommes vun der Versioun am Mäerz si schonn zum Deel beäntwert ginn, well ech gesinn hunn, dass och déi Punkten an der Versioun vum Abrëll ugepasst oder gestrach goufen.

Dir gesitt also, Här Chamberspresident, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eis Bedenken a Froe sinn a waren net vu Muttwëll. An ech si gespaant op déi nächst Versioun, wou d'Diskussiounen momentan lafen an nach bis den 10. Mee solle goen. Allerdéngs schéngt mer hei den Delai tëscht der finaler Versioun an der 77. Weltgesundheitsversammlung Enn Mee dach e bësse knapps, fir nach eng Kéier am Detail doriwwer diskutéieren ze kënnen, ier et zu enger Ofstëmmung kënn.

Mee dierf ee verschidde Stëmme Glawe schenken, sou schéngt et, wéi wann et warscheinlech net zu enger Ofstëmmung komme wäert, well et einfach nach ze vill Onkloerheete gëtt.

Ee Punkt, dee mir als ADR ganz sécher begréissen an deem Pandemieofkommes, ass de Punkt Nummer 4 vum Artikel 3 iwwert d'Prinzipien: „equity as a goal and outcome of pandemic prevention, preparedness and response, striving for the absence of unfair, avoidable or remediable differences among and between individuals, communities and countries“. Dat ass eppes, wat sécher an der leschter Pandemie verluer goug.

D'Leit, déi sech net wollten impfe loossen, aus wéi enge Grënn och ëmmer, si wéi Aussätzeger am Mëteltaler behandelt ginn. Dobäi war et hiert gutt Recht. Mee iwwerloosse mer do enger hoffentlech wierklech onofhängeger Kommissioun d'Opschaffe vun der Legitimitéit an der Effikasitéit vun deenen Handlungen an der Coronapandemie, wéi a menger erweiderter Fro virun och schonn erwäant.

E Punkt, wou mir definitiv eis Bedenken hunn, betrëfft d'zentral Kapazitéiten, an hei virun allem d'Annex 6 vun den internationale Gesondheitsvirschreften. Hei geet et ëm d'Impfung, d'Preventioun an d'Certificaten, déi mer jo nach all gutt kennen aus der leschter Pandemie.

De Punkt 3 seet: „Certificates under this Annex are valid only if the vaccine or prophylaxis used has been approved by WHO.“ Dat heescht, d'WHO eleng decidéiert am Kader vun enger Pandemie, wéi eng Certificaten eppes wäert sinn a wéi eng net, an zwingt soumadder indirekt hir Memberlänner – also déi, déi ënnerschriwwen hunn –, déi Medikamenter a Vaccinen ze huelen, déi just si approvéiert hunn. Dat gëtt eis dach e bëssen ze denken a geet definitiv ze wäit. Zemel kann domadder e Monopol fir déi eng oder aner Pharmaindustrie kreéiert ginn. An dat wëlle mer jo evitéieren, wéi mer grad vum Här Di Bartolomeo héieren hunn.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

Mme Alexandra Schoos (ADR) | En anere kritesche Punkt, dee méttlerweil zwar aus dem WHO-Ofkommes gestrach ass, mee awer an den internationale Gesondheetsvirschrëften nach ëmmer drasteet, ass: „co-capacities in relation to risk communication, including countering misinformation and disinformation.“ Dat steet an der Annex 1. Do gesi mer ganz kloer eng Gefor vun der Zensur vu wëssenschaftlechen Informatiounen. Wien definéiert iwwerhaupt, wat Feel- oder Desinformatiounen sinn?

An och hei muss ee sech zousätzlech d'Fro stellen: Wéi entstinn tatsächlech Feelinformatiounen oder Desinformatiounen? Wat niert se? Ma well d'Leit d'Gefill hunn, dass een net éierlech mat hinnen ass. D'Vetrauen an d'Politick an an de Gesondheetssecteur ass bei engem Deel vun de Leit verluer gaangen an et ass un eis, et erm zréckzegewannen, well déi nächst Pandemie kënn bestëmmt.

A fir hei erm de Lien ze maachen zu menger erweiderter Fro vu virdrun: Ganz genau aus deem Grund ass et wichteg – a mir hunn et jo och hei gesinn, d'Motioun ass nach eng Kéier deposéiert ginn oder eng änlech – fir jiddwereen heibannen an dobaussen an och net nëmme hei zu Lëtzebuerg, dass d'Handelen an der Covidpandemie opgeschafft gëtt an transparent kommunizéiert gëtt. Well just esou kann een alle Spekulationen a Verschwörungstheorien entgéintwierken. A wann een et net kann, jo, da war et vläicht awer keng Theorie.

Et géing nach vill ze soe ginn, mee d'Zäit ass knapps. Ofschléissend wëll ech soen, dass mir als ADR weeder eng WHO akzeptéieren, déi eis „directed“, nach wäerte mir si als Coordinating Authority unerkennen, wéi et am Punkt 3 op der Säit 4 vun der Versioun vum Abrëll steet. Mir hunn näischt géint e Coordinating Body, awer mir brauche keng Authority. Et kann net sinn, dass mir eis Kompetenzen aus der Hand ginn an enger WHO Vollmacht ginn. Mir wiere gutt beroden, an dat schéngt jo och hei e breede Konsens ze fanen, fir d'éischt déi lescht Pandemie opzeschaffen en vue vun enger Preventioun a Preparatioun vun enger neier, an eis net elo an en Ofkommes a Virschrëften ze stierzen, ier mer genee wëssen, wéi eng Enverguré se hunn. Mir schëllegen de Leit et, dass keng Texter ugeholl ginn, déi hir Fräiheeten a Grondrechter kéinten aschränken.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fred Keup (ADR) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. An dann ass den nächsten ageschriwwene Riedner den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut schwätze mer an der Chamber iwwer en Thema, dat eng Rei Bierger ganz vill interesséiert: d'Verhandlungen zum Pandemiesvertrag.

Mir Piraten sinn der Meenung, dass an der internationaler Kooperatioun muss geschafft ginn, fir eis ze preparéieren. Mir hoffen, dass et net zu enger nächster globaler Pandemie kënn, mee et ass besser, preparéiert ze sinn, wéi herno domm aus der Wäsch ze kucken.

Dofir ass et richtig a wichteg, dass d'Länner sech elo preparéieren, un engem Text schaffen. A jo, d'WHO, oder d'OMS op Franséisch, ass och déi natierlech Plaz fir d'Länner, fir un esou engem Text ze schaffen. Souwäit si mer eis eens.

Wat mir Piraten awer net kënnen guttheeschen, dat ass, dass heibäi net op Transparenz gesat gëtt. Jo, d'Chamber krut eng Versioun geschéckt. An awer, des Versioun ass elo schonn nees Schnéi vu virgëschter. An et berouegt d'Biergerinnen an d'Bierger natierlech och net, wann de Santésministère op Froen dann ëmmer erm äntwere muss: „Jo ..., mee dat ass schonn alles aus dem Text eraus.“ Bei engem Thema, wat esou polariséiert, do muss ee sech als Staat maximal Méi ginn, wat d'Transparenz ugeet. An do kann de Lëtzebuurger Staat, de Santésministère eng Schëpp bäileeden.

Um Site vum Gesondheitsministère ass d'Säit zum Pandemiesvertrag zum Beispill net ganz einfach ze fannen. Also wann een „Traité pandémie“ agëtt, fënnst ee se net. Wann ee „WHO“ agëtt, dann taucht se op eemol op, da mat Kontaktdonnéeë vu Leit, déi laut dem Annuaire guer net méi um Santésministère sinn. En Dossier also, deen a punkto Kommunikatioun definitiv besser begleet kéint ginn. En Dossier, dee vill Leit, méi wéi een hei am Land, interesséiert, dee misst een dach méi einfach och fanne kënnen.

D'Dokumenter um WHO-Site sinn dann och net esou opgebaut, dass een Ännerungen erkennt. Och hei misst een, wéi bei de koordinéierte Versiounen vun eise Gesetzestexten, emol vermierken, wat nei ass, wat ewechfällt a wat ännert. Et sollt net un de Biergerinnen a Bierger sinn, fir hei Dokumenter stonnelaang mussen op all Komma ze analyséieren, fir elo ze verstoen, wat tëscht der Versioun vum 13. Mäerz an der Versioun vum 15. Abrëll geännert huet. Well dat féiert dann dozou, wa se dat net transparent kommunizéiert kréien, dass se éischer op Misinformatiounen erafalen, well dann zum Beispill einfach ee ka behaupten, hien hätt de Verglach gemaach an dat hei hätt geännert oder hätt net geännert oder et géif nach drastoen, wat am Endeffekt guer net esou ass.

Wann et net kloer ass, wat déi aktuellst Versioun ass a wat sech tatsächlech geännert huet, ma dann entstinn esou Interpretatiounsraim, a genau an deenen Interpretatiounsraim gäert dann d'Onzefriddenheet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir eis Piraten muss an esou engem Traité och kloer festgehale ginn, dass am Fall vun enger weiderer Pandemie d'Vaccinen an eventuell Medikamenter, déi géint d'Krankheet hëllefen, net vu Patenter gebremst kënnen ginn.

Et kann net sinn, dass Leit zu Dausenden un engem Virus stierwen, well fënnf grouss Pharmabeteriber u fënnf verschiddene Vaccine schaffen. Hiersteller ewéi Merck hunn einfach opgehalen, drun ze schaffen. Eng Firma, déi laut eegenen Angaben 72.000 Matarbechter huet, huet net matgeholf weiderzefuerschen, fir Liwen ze retten, well et sech kommerziell net méi rentéiert hätt, dëst wuel, well se mat hirer Fuerschung net esou séier weiderkomm sinn, wéi se dat geduecht haten.

Mee a Pandemieszäite muss dach kloer sinn, dass alles muss gemaach ginn, fir Mënscheliwen ze retten. Dofir mussen d'Formelen an deem Fall patentfräi sinn, fir dass esou vill wéi méiglech Hiersteller kënnen hëllef matzeproduzéieren.

Fir eis Piraten ass a bleift kloer: Patenter schueden hei dem fräie Marché. Si schafe kënschtlech Monopolen an am Fall vu Pandemië kënnen se Liewe kaschten. Dat ass fir eis ee vun den entscheidende Punkten, op deem mer eis als Weltgemeinschaft sollten eens ginn.

En anere Punkt, wou mer eis sollten eens sinn, dat ass d'Abannung vun den nationale Parlamenten, wann et em d'Krisegestioun geet. Elo kënnst Der soen: „Jo, zu Lëtzebuerg war d'Chamber ëmmer implizéiert“, an enger Vitess, iwwert déi ee gären diskutéieren kann a wat een och gären eng Kéier opschaffe kann. An anere Länner guer net, do ass per Dekreet duerchregéiert ginn. An heiansdo hat een d'Gefill, dass sech dann duerno un deenen Dekreeter inspiréiert gouf, fir dann zu Lëtzebuerg der Chamber ze soen: „Hei, kënnst Der dat doten net wannechgelift maachen!“

(Interruption)

Et wär awer wichteg, dass, wa mer esou e groussen Text hei preparéieren, dass mer dann och géifen higoen an d'Parlamenten vu virera mat abannen. Well et kann net sinn, dass am stillen Kämmerlein hannert zouenen Diere verhandelt gëtt, kee weess, wat déi lescht Versioun ass, well déi dann net publizéiert ass, awer déi virvirescht ass publizéiert. An duerfir ass d'Transparenz an deem heiten Dossier onerlässlech a virun allem muss een dat och öffentlech diskutéieren, an duerfir sinn ech frou, dass mer dat haut konnte maachen. Mee ech fäerte ganz, dass mer et nach eng Kéier musse maachen, éier deen heiten Text kéint vu Lëtzebuerg iergendwéi ënnerschriwwen ginn, well nëmme esou kann een d'Vetraue vun de Biergerinnen a Bierger gewonnen, wann et em esou wichteg Saache geet wéi d'Gesondheet.

An domadder soen ech Merci, Här President.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Ech mengen, den Här Di Bartolomeo wollt Iech eng Fro stellen.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech hu gesinn.

M. Claude Wiseler, Président | Sidd Der domat d'accord?

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, jo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo, ech hunn déi Matarbecht vum Sven Clement an eiser gemeinsamer Kommissioun ëmmer geschat. Ech wëll mech awer do dergéint wieren, mat aller Energie, dass déi Leit an där Kommissioun, dass déi Experte ronderëm d'Regierung Dekreeter vun anere Regierungen einfach kopéiert hätten an dann esou an e Gesetz gekleet hätten.

Mir haten hei ganz vill gutt Leit un der ..., ech soen net un der Front, mee bei där doter Kris am Asaz. An ech géif gär vum Här Clement wëssen, wou en dat hier huet, dass mir Dekreeter vun anere Regierungen ofgeschriwwen hätten.

M. Sven Clement (Piraten) | Ben, Här Di Bartolomeo, Dir hutt jo selwer gesot, dass ech an deene Kommissioun vill derbäi war an och vill opgepasst hunn an och vill matgeschafft hunn, an ech ka mech gutt drun erënneren, dass mer méi wéi eng Kéier d'Diskussioun haten, dass dat doten aus Frankräich inspiréiert wär, dass dat doten aus Däitschland inspiréiert wär an dass dat doten aus der Belsch inspiréiert wär.

(Interruptions)

An ech soen net, dass d'Chamber oder Dir dat gemaach hutt. Ech soen, dass d'Regierung eis heiansdo mat esou e Propose komm ass. A wéi Der selwer gesot hutt, ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

... Här Di Bartolomeo, ass keen Text aus där Kommis-
sion erausgaangen, wéi en erakoum.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo.

M. Sven Clement (Piraten) | An déi Aarbecht war
gutt an déi war wichteg. A genau dowéinst ass et
och wichteg, datt mer bei dem Pandemiestrategie
dämmlecht Aarbecht an déi dämmlecht Vigilance vun
der Chamber walte loosson.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement.
Dann ass d'Wuert elo fir den Här David Wagner.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President.
Et ass ni verbueden, sech ze inspiréieren d'ailleurs,
mee bon. Dës Debatt ...

M. Sven Clement (Piraten) | Wann een d'Quellen
ugëtt. Domat schéngen och verschidde Leit e Pro-
blem ze hunn.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, jo, jo, wann een
heiansdo ... Bon, soit!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Här Wagner, sot dat,
wat Der am Ufank wollt soen.

M. Sven Clement (Piraten) | Wann een d'Quellen
zitéiert, Här Baum, dann ass dat ok, mee domadder
hu verschidde Liberaler jo och hire Problem.

M. Claude Wiseler, Président | Hei wannechgelift,
Här Clement, et ass net un Iech, et ass um Här
Wagner.

(Interruption)

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President.
Dës Debatt gëtt an engem Kontext vu generali-
séiertem Pessimismus gefouert, Pessimismus iwwert
d'Capacitéite vun de concernéierte Länner, en Accord
ze fannen, Pessimismus iwwert d'Potenzial vun inter-
nationale Recht, Gerechtegkeet an Zesammenhalt
walten ze loosson. Dat ass ëmsou méi traureg, well
d'Enjeuen immens wichteg sinn.

A leider sinn d'Chancë grouss, datt viller vun eis
nach eng weltwäit Pandemie erliewe wäerten. Dat
ass keng Panikmaacherei, dat soe vill Fuerscher. An
datt huet domadder ze dinn, datt u sech ëmmer méi
Facteuren zesummekommen, déi eng Pandemie
méiglech maachen.

Den Här Schockmel ass vir drun e bëssen drop aga-
angen, mee mir wëssen zum Beispill, datt et e klo-
re Lien gëtt tëschent der Resurgenz vu Viren an der fort-
schreidender Waldrodung. Firwat? Well dann Déieren
ëmmer méi no kommen, a Kontakt mat Mënschen –
Déieren, déi dat am Prinzip net misste maachen –,
well se hire Liewensraum verléieren. An do entsteet
dann en erhéichte Risiko fir nei Krankheeten. Dat ass
ee vu ville Facteuren.

D'ekologesch a wirtschaftlech Problemer vun eiser
Welt si matenee verbonnen an et ass nëmme,
andeems een dat agesäit an zesumme mat aner
Länner an Organisatiounen zesummeschafft, datt
een d'Erausfuereung erfollegräich och kéint
meeschteren, esou och, wat de Lien tëschent sozialer
Gerechtegkeet an öffentlecher Gesondheet betrëfft.
An d'Enttäuschung och vu villen ONGen iwwert d'Ve-
handlung vum der WHO ass ëmsou méi grouss.

D'Vehandlungen hätten e Beispill vu Fortschritt an
Humanismus kënnen sinn. Mee wat passéiert zurzäit? Et
gëtt e puer Länner – Kanada, USA, Däitschland –, déi
sech ëmmer als fortschrittlech ... oder Regierungen,
déi sech als fortschrittlech duerstellen, déi blockéiere
Verhandlungen, déi d'Recht zum Beispill vun der

Pharmaindustrie op hir Brevet an nëmme tempo-
rär aschränke géifen.

Och wann eng temporär Ophiewung et méi aarme
Länner – awer net nëmme – a Regiounen erlabe
géif, Liewen ze retten. Déi Regierungen, déi sech
dann ëmmer esou fortschrittlech duerstellen, spil-
len zurzäit eng katastrophal Roll an hu potenziell
Mënscheliwwen um Gewëssen. Awer et muss een och
oppassen: Et gëtt dacks esou duergestellt, wéi wann
dat nëmme aarme Länner géif schueden. Well hei
an Europa hu jo d'Bierger souwisou e Vaccin kritt,
glécklecherweis an och gratis, a wäerten deen och an
Zukunft kréien, hoffe mer. De Staat kënt jo dofir op.
Firwat misste mer eis da Suerge maachen?

Mee wat vergiess gëtt: Zënter enger Partie Jore mécht
d'Pharmaindustrie bal keng Fuerschung méi iwwer
Vaccinen. Firwat? Well dat u sech net esou profita-
bel ass. Am Ufank vun der Pandemie hate se jo och
net direkt ugefaange mat fuerschen, well se och net
woussten, ob et profitabel géif ginn. Duerno krute
mer d'Vaccine relativ séier, mee dat hat och domad-
der ze dinn, well d'Staaten u sech de Risiko iwwerholl
hunn an der Pharmaindustrie Garantie ginn hunn,
datt si och géife kafen.

Well et huet och domadder ze dinn, datt d'Staaten
u sech selwer enorm vill, vill méi wéi d'Pharma-
industrie selwer, an d'Fuerschung investéiert hunn.
D'Risiken an der Entwécklung vu Vaccine goufen vun
de Staaten – vun eis also – gedroen. D'Profitter, déi
dorausser komm sinn, goufen awer privatiséiert. Dat
ass och e richteg Skandal. A mir stieche Steiergelder
an d'Kreatioun vu Vaccinen a mussen awer nach
ëmmer bezuelen, fir d'Vaccinen ze kréien. An dat ass eng
Duebelfinanzéierung, déi guer kee Sënn mécht.

Et ass ënner esou Ëmstänn och net erstaunlech, datt
d'Pharmaindustrie während de Verhandlungen esou
vill Lobbyismus gemaach huet, datt all fortschritt-
lech Propos, déi de Schutz vum Mënsch dem Recht op
Privatbesetz virgezunn huet, blockéiert gouf.

Et bleiwen nëmme Empfehlungen, näischt ass Flicht
zurzäit. All d'Feeler, déi och gemaach gi sinn an der
Pandemie, aus deene mir léiere wollten: d'ongerecht
Distributioun; de Mangel un Informatioun a Kooperati-
on; d'Eile, an där alles stattfonnt huet, andeem mir
am Virus ausgeschaffte Prozeduren aus dem Wee
wollte goen; de Wëllen, der Balance tëschent Allge-
mengwuel an dem Schutz vun individuelle Rechter
besser gerecht ze ginn – alles dat ass zurzäit ewech.

Ech wëll och drun erënneren, datt mir als Lénk
während der Pandemie eng Motioun deposéiert haten,
déi déi deemoleg Regierung opgefuerdert huet – fir
et kuerz ze maachen –, datt Lëtzebuerg déi südafri-
kanesch Initiativ ënnerstëtze misst, fir Brevet an
Vaccinen an op anerem Material wéi de Beootmungs-
instrumenter temporär ophiewe misst. Dat gouf reje-
téiert.

Et gëtt Länner wéi Brasilien zum Beispill, dat vun
engem Impfgéigner regéiert gouf, dem Faschist
Bolsonaro. Do si Leit ... Glécklecherweis ass Brasilien
a Bundeslänner opgedeelt an et gouf och Gouver-
neuren a Buergermeeschteren, déi net geckeg waren
an déi hunn dofir gesuergt, datt hir Leit vaccinéiert
ginn. Mee op anere Plaze si se massiv gestuerwen,
massiv gestuerwen!

En plus, ech hunn och vir drun gesot, ...

(Interruption)

... an dat ass och eng Ursach, firwat en elo vläicht
riskéiert, an de Prisong ze kommen.

En plus, dat hunn ech jo och vir drun gesot, déi privat
Pharmaindustrie ass net déi, déi déi grouss Entwéck-
lung mécht. De Gros mécht d'öffentlech Hand.

D'Pharmaindustrie ass éischer do, fir mat Brevet
hir Profitter ze protegieren.

An de Problem ass, datt vill Staaten, zemoos déi
westlech Staaten, esou null sinn – esou null sinn! –,
datt se dat Spillchen nach weiderhin total ënner-
stëtzen, net just nokucken, mee komplett ënner-
stëtzen!

Wa mir ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Wagner, Dir
misst zum Schluss kommen.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, dofir: Mir sinn der
Meenung, datt et nach Fortschritt gëtt, och op in-
ternationalem Niveau. Et soll een net der Privatindus-
trie d'Hand iwwerloossen. Et soll een dofir suergen,
datt et um Niveau vun der Welthandelsorganisatioun
an déi richteg Richtung geet vu Gerechtegkeet vun
öffentlecher Produktioun, vu gerechter Verdeelung
vu Mëttele an och vu soziale Mesüeren, fir déi Äermst
och kënnen ze ënnerstëtzen am Fall vun enger Pan-
demie. Dat ass elo net déi Logik, an där mer sinn.
Leider!

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Dann ass d'Wuert elo
fir d'Regierung.

Prise de position du Gouvernement

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la
Sécurité sociale | Merci, Här President. A merci och fir
déi Aktualitéitsstonn.

Ech war schon eng Kéier – wéi gesot ginn ass – an
der Chamberskommissioun. Do hu mer verschidden
Artikelen am Detail duerchgeholl. De Max Hengel
huet nach eng Kéier resüméiert, wat an deenen Arti-
kele steet, déi am wichtigste sinn. Dat sinn dann déi,
datt mir selwer eegestänneg bleiwen, fir all Mesüeren
en place ze setzen, vun deene mir denken, datt se
missten en place gesat ginn.

De Contenu vum Traité géif ech elo net am Detail be-
lichten, well et ass jo erauskomm: Deen ännert sou
séier, wéi en diskutéiert gëtt. Mee d'Iddi vun dem
Traité ass awer eng ganz valabel.

Mir hate scho méi laang en RSI, e Règlement sani-
taire international, deen 2005 geholl ginn ass, an
deen eleng ass net duergaangen, fir déi Pandemie
do an de Grëff ze kréien, well do nach net déi richteg
Erfahrungen aus der Pandemie gezu waren. 2005 ware
mer an enger Situatioun, wou mol heiansdo Infek-
tionsherden opgetaucht sinn, mee esou eng global,
wäit global Pandemie war net do.

2022 ass deen à jour gesat ginn, mee et ass relativ
séier kloer ginn, datt dee Règlement eleng net géif
duergoen an datt misst méi eng grouss Diskussioun
ugefaange ginn iwwert dat, wat an deen Traité welt-
wäit géif drastoe kommen.

Et ass e ganzen Diskussionsplang opgestallt gi mat
engem Intergovernmental Negotiating Body, dee
sech da bis elo néngmol getraff huet. Déi néngte
Seance ass amgaang a soll bis den 3., 4. Mee of-
geschlossen sinn. Vlächcht verlängere se. Dat hänt
dovunner of, wéi an den nächsten zwee Deeg d'Dis-
kussioun virginn.

Mir sinn do net eegestänneg an den Diskussiounen
agebonnen an deem Negotiating Body, mee d'UE,
dat heescht d'Europäesch Unio, wou mer Member
sinn, negociéiert do fir eis mat. Am Ganze sinn 194
Länner ronderëm den Dësch, déi a sechs Regiou-
nen agedeelt sinn an d'EU mécht eeben en Deel vun
enger Region aus.

Lëtzebuerg ass do duerch permanent Verrieder awer en amont vertraueden. Ëmmer um Niveau vun der EU ginn déi verschidde Positiounen duerchdiskutéiert an am Detail och mat de Länner ofgekläert. Mir kréie reegelméisseg neiste Versiounen geschéckt, déi da just „off the record“ disponibel sinn, well se eeben an enger Prozedur dra sinn, fir diskutéiert ze ginn, a keng lescht Versiounen sinn.

Et ass nach keen eenzegen Artikel validéiert, dat heescht, all déi Artikele stinn nach zur Diskussioun. An de Moment fokusséieren d'Diskussiounen sech op d'Kapitel 2, Preventioun: Wat mussen mer an der Preventioun en place setzen?

D'One-Health-Approche, dat et net nëmmen ëm eis Gesondheet geet, mee d'Gesondheet, wéi virrunner gesot gouf, am Zesammenhang mat der Ëmwelt, mat den Déieren.

Dann d'Production durable et locale vu Produiten, déi eeben mussen an der Pandemie benotzt ginn. Dat heescht, wa mir bestëmmte Medikamenter brauchen an déi gi just iergendwou op der Welt op enger Plaz produzéiert an d'Approvisionnementeschäinë sinn ënnerbrach, da geet dat net. Dat heescht, do sollen Appelle kommen, fir datt d'Länner kucken, och lokal ze produzéieren.

An dann, wéi scho méi oft ugeschwat ginn ass, de Patentschutz: Soll deen opgehuewe ginn, soll en net opgehuewe ginn? Do gëtt et en Nord-Süd-Gefälle an den Diskussiounen, wou Der Iech jo kënn virstellen, wou den Norden a wou de Süden ass.

Nächst Etappen: Majo si sinn nach ëmmer gudder Hoffnung, datt se eng Léisung fanne fir déi verschidde Problemer, déi um Dësch leien. Däitschland huet rout Linnen, verschidden aner Länner hunn och nach rout Linnen innerhalb vun der UE. Dat heescht, do si mer eis och net eens. Wa mer do bis eng Positioun hunn, da gëtt et vläicht vun eiser Säit aus méi einfach. Mee d'Iddi ass elo, fir awer e Kompromësstext ze kréien, wou jiddwereen am Konsens dermat d'accord ass, an da schonn e Planing ze maachen, fir verschidden Elementer dorausser am Detail weiderzediskutéieren.

Falls dat sollt de Fall sinn, da géif dann op der Assemblée générale zu Genf dee provisoireschen Text ugeholl ginn an duerno och de Kalenner fixéiert ginn, fir weiderzediskutéieren.

D'Demande, fir aus der Chamber do nach eng Kéier am Detail informéiert ze ginn – dat hutt Der virdu scho gesot –, dat gëtt ganz enk. Ech si gäre bereet, an der nächster Kommissioun, den 8. Mee, de leschte Stand matzedeelen. Mee virun Enn Mee gëtt dat warscheinlech ganz enk, fir nach eng Kéier den definitiven Text ze kréien. Ech probéieren och, e Link ze kréien, wou Der dann direkt op déi aktuellste Versioun kënn kommen. Da braucht Der net sichen ze goen. Mee leider ass de Site santé.lu net aktualiséiert an deem Sënn, datt dat nach ëmmer de Stand ass, deen ausgeschafft ginn ass virun der Pandemie am Fong, wou just Saache bäigesat gi si während der Pandemie. A mir hunn de Plang, dee ganze Site nei ze maachen. Mee dat geet net vun haut op muer.

Dann nach eng Informatioun zur Diskussioun an der Chamber oder net. Just als Informatioun: D'OMS hält hir Texter ..., ënner zwee Artikele kënnen se déi unhuelen. Dat ass eng Kéier den Artikel 19 vun hirem Haaptgesetz, wat reegelt, wéi mer do mateneen diskutéieren an Texter unhuelen, an den Artikel 21.

Ënnert dem Artikel 19 wier et e klasseschen Traité, deen dann iwwer d'Chamber misst ratifizéiert ginn, an ënnert dem Artikel 21 wier et en direkt applikabelen OMS-Text, deen eigentlech net méi misst an der Chamber diskutéiert ginn. Dat heescht, deen ass

direkt applikabel. Wat awer och ënnert de Länner, déi mat diskutéieren, net onëmstridden ass, ass, ënner wéi engem Artikel dee ganzen Text wäert ugeholl ginn. Soubal mer do d'Positioun vun der EU hunn, deelen ech Iech déi mat an da kucke mer, wéi mer dat organiséieren, fir an der Chamber virun driwwer ze diskutéieren.

Voilà. Merci elo mol fir d'Noluschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Ech hunn hei zwee Leit, déi wollten Iech eng Fro stellen. Huel Der déi un?

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Jo, wann ech schonn hei sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Wann Der schonn do sidd, ok.

(Hilarité)

Dann hunn ech fir d'éischt den Här Kartheiser, an dann den Här Baum duerno.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Ech wollt der Madamm Minister eng Fro stellen. Si seet dat hei relativ séier an engem beschreiwende Modus, géif ech soen, ob mer elo einfach esou unhuelen, datt d'Europäesch Unioun eng Positioun festleet an a wéi enger Form dat soll de Staate virgeluecht ginn. Dat ass awer eng essenziell Fro. Et ass eng essenziell Fro, well, éischtens, d'Europäesch Unioun a Gesondheetsfroen nëmmen ageschränkte Kompetenzen huet. Et ass emol eng primär Kompetenz vun de Memberstaaten.

Da geet et, esou niewelaanscht gesot, zoufällg och ëm d'Kompetenze vun dëser Chamber. Well mir, op jidde Fall als ADR, hätte gär, datt mir e Vertrag, deen ugeholl gëtt, hei virgeluecht kréie fir ze ratifizéieren, ier mer eis dann iergendwéi zu eppes engagéieren. Dat ass emol och e wichtege Aspekt.

An dann, muss ech Iech och soen, ech ka mer et bal net virstellen, wat ech hei héieren, datt eng Lëtzebuurger Gesondheitsministesch praktesch emol net weess, wat d'Verhandlungspositioun vun der UE ass a se emol net matbestëmmt. Dat ass jo iergendwéi hei en Zoustand, wéi wa mer eis do vu Bréissel vollkomme géife guidéiere loosse. A mir trieden ëmmer derfir an, datt mer eis Souveränitéit an och d'Traitéë respektéieren, déi mir hei hunn, déi Rechter, déi mir nach hunn, souwuel géintwuer der Europäescher Unioun wéi och géintwuer enger Weltgesondheitsorganisatioun, verrieden an eis Souveränitéit net aschränken. Dat ass ee vun deenen Haaptenjeue vun där ganzer Diskussioun. Dat heiten, wat d'Madamm Minister eis hei virdréit, ass a mengen Aen ...

M. Claude Wiseler, Président | Wat ass Är Fro, Här Kartheiser?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... keng iwwerzee-gend Positioun. Et ass skandaléis u sech.

Ech géif d'Madamm Minister froen, ob se opgrond vun deenen Debatten, déi mer haut hei geféiert hunn, dann net gesäit, wéi wichtege dat ass, datt mer eis Souveränitéitsrechter do verrieden an datt si derfir antrëtt, datt mir dee Vertrag als Lëtzebuerg, als Lëtzebuurger Parlament virgeluecht kréie fir eng Ratifizéierung.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

(Signes d'approbation dans les tribunes)

M. Claude Wiseler, Président | Ech géif wannech-gelift bieden, op der Tribün all Approbatioun oder Improbatioun fir Iech ze halen, wannechgelift. Dat ass am Reglement esou virgesinn.

Madamm Minister.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Lëtzebuerg ass Member an der OMS. Domadder hu mer och deen Artikel 19 an deen Artikel 21 mat als Parlament ratifizéiert. Dat heescht, wann elo eist Negotiation Team proposéiert, wann ee Konsens iwwer 194 Länner do ass, ënnert dem Artikel 19 deen Text unzehuelen, da gëtt deen ënnert dem Artikel 19 ugeholl an da muss e vun der Chamber ratifizéiert ginn.

Wann awer elo all déi Länner sech eens sinn, datt se wëllen deen Text nom Artikel 21 unhuelen, kënnen mir natierlech als Lëtzebuerg soen, mir hätte gären, datt en ënnert dem Artikel 19 ugeholl gëtt, mee domadder hale mer de Prozess awer net op, well mer Member an der OMS sinn an déi Decisiounen matdroen.

Déi Leit, déi do fir eis verhandelen, déi sinn a permanentem Austausch mam Gesondheitsministère. Ech kréie praktesch all Dag nei Versiounen vun Artikele geschéckt, Remarke vun anere Länner geschéckt, Remarke vun der EU-Positioun. Ob déi elo éischter ee Konsens fannen oder net fannen. D'EU probéiert wierklech, am Konsens derduerchzekommen. Dat heescht, wann do eent vun deene 27, 28 Länner rout Linnen huet, da ginn déi rout Linnen net iwwerschritt.

Normalerweis kréien ech dat matgedeelt bis spéitstens nächste Mëttwoch. Wann an der Chamberkommissioun dann ee Besoin ass, kann ech e Rapport maachen, wou mer do stinn.

Ech kann och derfir plädéieren, ech huelen dat elo mat an d'Regierung, datt Lëtzebuerg gären den Artikel 19 hätt. Mee do kann ech elo net als Gesondheitsminister eng Positioun anhuelen. Dat mussen mer um Niveau vun der Regierung diskutéieren an eise Verrieder bei de Verhandlungen da mat op de Wee ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Den Här Baum, duerno den Här Bausch an den Här Di Bartolomeo. A soss ass elo keng Wuertmeldung. Da schlësse mer d'Froen domadder of. Här Baum. Awer kuerz, wannechgelift.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, ech hunn d'Tendenz, ...

M. Claude Wiseler, Président | Probéiert!

M. Marc Baum (déi Lénk) | ... e bësse méi kuerz ze si wéi verschidden aner.

(Hilarité)

En Element ass mer ganz wichtege an och opgefalle an deem, wat Der gesot hutt: Dir hutt vun engem Nord-Süd-Konflikt geschwat tëschent Länner, déi éischter op de Patentschutz halen, a Länner, déi aus der Erfahrung och vun der leschter Pandemie, sech staarkmaachen dofir, datt de Patentschutz gelackert gëtt oder deemno wéi vläicht souguer ganz opgehuewe gëtt.

Mech géif interesséieren: Wat ass d'Positioun vun der Lëtzebuurger Regierung zu där Fro?

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Mir hunn, sou wäit ech weess, keng Firmaen zu Lëtzebuerg, déi Impfstoffe produzéieren. Dat heescht, et geet wierklech ëm de Lobbying vun den Impfstoffe. Mir diskutéiere mat, mir hu ganz nuancéiert Positiounen. Et gi Stëmme breetgemaach, datt déi Diskussioun iwwer Patenter eigentlech net op där doter Plaz ze féieren ass. Dat ass d'Auswäichmanöver vun deenen, déi déi kriddeleg Matière net wëllen uschwätzen. An do sinn ech gespaant drobber, wéi e Konsens erauskënn.

Mir plädéiere fir eng nuancéiert Approche – ënner gewëssene Konditiounen kënnen, mussen, sollen –, mee mir mussen oppassen, datt mer d'Fuerschung net ophalen. Wa mer d'office soen: „A verschiddene

Situatioune gëtt de Patentschutz opgehuewen“, da riskéiere mer och vläicht Reaktiounen vun där Säit ze kréien, datt et vläicht net méi interessant ass, a verschidde Saache Geld ze investéieren fir ze fuerschen.

Dat ass eng ganz nuanciéiert Diskussioun, déi do stattfënnt. An ech hunn dat een-, zweemol matgemaach, datt d'Experten do diskutéiert hunn, an dat ass net alles schwaarz a wäiss, wat do geschwat gëtt. Et kann een natierlech de Plädoyer maachen, ech hätt gär, datt de Patentschutz opgehuewe gëtt, egal wéini, egal wou, mee et muss ee sech och bewosst sinn, wat d'Konsequenzen hannendrunner sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Dann ass d'Wuert fir den Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, merci, Madamm Minister. Fir d'éischt emol mengen ech, datt mer awer elo kloer sinn – net datt dobaussen alles falsch verstane gëtt –: Egal ënner wat fir engem Artikel herno ugeholl gëtt, bleift de Subsidiaritätsprinzip egal wéi bestoen. Ech mengen, et ass wichteg, datt mer dat elo preziséieren, net datt dobaussen herno gesot gëtt: „A hei, d'Chamber, déi ass derfir, egal wéi, datt d'Chamber dann, wann den Text ugeholl ass, näischt méi ze soen huet.“ Dat ass egal wéi net de Fall!

Dat anert ass awer, Madamm Minister, ech kann Iech awer soen, vun eiser Säit ass et ..., mir schéngt et kloer ze sinn, datt mer hei mussen dat dote vun den nationale Parlamentarier ratifizéieren loossen, eleng och wéinst der Debatt, wéinst der Transparenz. Wa mer Transparenz wëlle seriö huelen, mussen mer dat hei diskutéieren, an och hei muss da vun der Chamber e Vott geholl ginn. Dat schéngt mir kloer ze sinn.

Duerfir géing ech Iech opfuere an eise Numm, op alle Fall an der EU ze plädéieren, datt dat eng rout Linn fir eis ass.

An dee leschte Punkt ass – just eng Remark zu där Fro mat de Patenter –: Et ass natierlech eng komplex Diskussioun, do ginn ech Iech Recht, mee wat mech perséinlech extreem stéiert an nervt, dat ass, datt ëmmer gemaach gëtt vun der Pharmaindustrie, wéi wa si géifen d'Fuerschung eleng finanzéieren. De Gros oder e ganz groussen Deel vun der Fuerschung fir Medikamenter oder fir iwwerhaupt esou Substanzen, dee gëtt mat öffentleche Gelder gemaach, sief et a Form – wéi den Här Di Bartolomeo et gesot huet – vu Steieren, wou mer hinne steierlech entgéintkommen, oder a Form vun direkter öffentlecher Fuerschung. An dat misst awer och alles an déi Diskussioun mat erafléissen, scho guer net dovun ze schwätzen, datt an enger Pandemie d'Situatioun nach vill méi komplizéiert ass.

M. Claude Wiseler, Président | Aus Ären Ausféierung kann een elo eng Rei Froen erauszéien, wann ee wëllt, obwuel et keng direkt waren.

(Hilarité)

Dir kënnt, mee Dir musst elo net drop äntweren, well et waren ...

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Ech huelen einfach mat op de Wee, datt e relative Konsens hei ass, ënner dem Artikel 19 ofzestëmme. An Är Suerg vun de Patenter huelen ech och nach eng Kéier mat op de Wee.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Dann nach den Här Di Bartolomeo an da si mer fäerdeg mat ...

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | A jo.

M. Claude Wiseler, Président | Vergiesst en net.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Pardon. A, ech sollt ...

(Interruption)

Jo, wéi kéint een hie vergiessen.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Här Di Bartolomeo.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Pardon.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Et ass näischt, alles an der Rei. Här President, mir gi jo elo iwwer op d'Diskussioun iwwert d'Motioun.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | A nee, ech wollt do nach eppes dozou soen. Do hutt Dir virdrun eppes gesot.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Majo, mee ...

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Dir hutt virdrun gesot, ech hätt gesot, ech géif déi Motioun net kennen. Dat war awer net esou. Ech hu just gesot, aus der Fro, déi ech gestallt krut, war net erauszulesen, datt et ëm déi Motioun géif goen. A wann Der elo soss keng Fro hutt, da ginn ech mech setzen, da kënnt Dir zur Motioun iwwerkommen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Nee, nee. Ech ginn net zur Motioun iwwer.

M. Claude Wiseler, Président | Här Di Bartolomeo, fir datt mer elo Uerdnung drakréien: Wat wollt Dir elo maachen?

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Majo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Entschëllegt! Ech ginn net zur Motioun iwwer, ech wollt just en Element an där Diskussioun dem President iwwerginn, fir dass de President, dee se selwer abruecht huet, ...

(Hilarité)

... der Gesondheitsministesch déi Motioun vun 2023 kann iwwerreechen.

(M. Mars Di Bartolomeo dépose un document.)

M. Claude Wiseler, Président | Ech mengen, datt d'Madamm Minister déi kennt.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Här Di Bartolomeo, ech berouegen Iech: Si ass op mengem Handy drop. Ech hu se gëschter Moien am Detail duerchgelies. Ech weess ganz genau, wat an där Motioun drasteet. Merci fir déi Informatioun.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Mee do ass och nach de Kommentar drop.

M. Claude Wiseler, Président | Et war e ganz léiwe Gest, esou kann ech se och nach eng Kéier liesen.

(Hilarité)

Merci, Madamm Minister. Domat hätte mer dann déi Diskussioun hei ofgeschloss.

Wéi gesot, mir hunn hei eng ..., enfin, mir hunn der elo zwou hei leien, mee iwwert déi eng ass schon ofgestëmmt ginn.

Motion 1

Elo hu mer nach déi hei leien, déi den Här Bausch erabruecht huet. Dofir, Här Bausch, wëllt Dir nach eng Kéier eng Explikatioun dozou ginn?

M. François Bausch (déi gréng) | Nee, Här President. Ech mengen, ech hunn dat genuch explizéiert. Ech waarde mol drop, wat d'Kolleginnen an d'Kollegen dozou soen.

M. Claude Wiseler, Président | Jo. Ech gesinn hei Wuertmeldungen: den Här Hengel, d'Madamm Schoos. Ma Här Hengel, da fänkt emol un.

M. Max Hengel (CSV) | Merci, Här President. Merci och dem Här Bausch fir dës Motioun, déi eis vum Prinzip hier ganz sympathesch ass. Mir hätte just e puer Proposen, wéi mer den Text sollten änneren, fir datt e bësse méi kloer ass an datt e vläicht, jo ... An deem Moment kéinte mir se dann och matdroen. Ech erlabe mer einfach, d'Proposen ze maachen, datt mer géifen ... Also bei de Consideranten ass näischt unze-mierken. Am Invite géife mer proposéieren: „à réaliser dans le cadre de la future ‚loi santé publique‘ ...“ Den Här Di Bartolomeo huet jo schon op d'Avantagé vun der „Loi santé publique“ higewise par rapport zur „Loi pandémie“. Also: „à réaliser dans le cadre de la future ‚loi santé publique‘ un inventaire de toutes les mesures prises pour lutter contre la propagation du virus“, a sou weider bis zum Schluss vun deem Artikel.

Dann am nächsten Turet: „à prendre en compte l'analyse de cet inventaire lors de la finalisation de la future ‚loi santé publique‘.“

An dann, ech mengen, dat ass nach e relativ staarke Message: „à inclure cette analyse dans son intégralité à l'exposé des motifs du futur projet de loi.“

An dee leschten Turet ass och ok. Dee géife mer esou stoe loossen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech ginn dann – Madamm Schoos, wann Der erlaabt – direkt, fir dorop ze äntweren, dem Här Bausch d'Wuert.

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, Här President, also fir mech ass do kee Problem. Ech géif déi doten ..., also mir si bereet, déi doten ze iwwerhuelen, well effektiv, dat verstärkt souguer den Text. Ech fannen, dat kléngt ganz gutt.

M. Claude Wiseler, Président | Wann Dir dat sot, ginn ech dovunner aus, datt déi aner Signatairen och domat d'accord sinn. Da ginn ech der Madamm Schoos d'Wuert.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Jo, villmools merci. Mir begrëssen dës Motioun och a wëllen awer just nach eng Kéier ratifizéieren, dass dat déi al Motioun, also déi vum leschte Joer vun Iech, net ausser Kraaft setzt, also dass déi och nach ëmmer gültig ass.

Mir hunn och bei de Consideranten ee klengen Turet, wou ech nogefrot hat beim Här Bausch, ob dat fir si an der Rei wär. Dat wär, mir géifen nach gär dobäisetzen: „rappelant que les droits et libertés fondamentaux des citoyens ont été restreints.“

Hie selwer war domat d'accord. Natierlech, fir de Rescht begrësse mir dat Ganzt. A wann dat esou ugeholl géing ginn, géinge mir och dës Motioun matstëmme natierlech.

M. François Bausch (déi gréng) | Här President, vu menger Säit elo aus gesinn ..., ech weess net, wat déi aner Kollegen elo soen, mee ech hu kee Problem domadder, well et ass jo eng Evidenz, dat ass gemaach ginn. Et kann ee jo net soen, datt dat net gemaach gi wär. An et ass just e Rappel dozou. Dofir hunn ech perséinlech elo kee Problem domadder.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Di Bartolomeo huet d'Wuert gefrot.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech fannen, dass, wa mer et zesumme maachen, eng Bréck geschloe wär zwëschen deem, wat mer an der viregter Period gemaach hunn a wat mer elo wëllen am Interêt vun enger wirksamer Krisebekämpfung maachen.

Wat ech awer net esou richtig verstanen hunn, dat ass, dass mer an eng Motioun sollen draschreien, wat soll an den Exposé des motifs kommen. Dat ass e bëssen ... Jo ...

(Interruption)

Et ass ganz speziell, très spécial.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Wie wëllt zu där Ausso Stellung huelen? Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, Här President, ech muss Iech soen, ech fannen ..., also et ass vläicht ... Et kann een elo soen: „Et ass speziell, datt mir elo hei iwwer en Exposé des motifs diskutéieren, wou mer d'Gesetz nach net kennen.“ Dat ass an der Rei.

Mee fir de Rescht, esou wéi ech dat verstanen hunn, déi Konklusiounen, déi do komm sinn, datt een déi awer do mat drasetzt aus Transparenzgrënn, gesinn ech awer elo net de Problem.

Mee enfin, dat ass awer elo Semantik.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, loosse mer elo net weider iwwer Semantik hei diskutéieren, ...

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | ... well déi Motioun huet awer en Inhalt, deen net onwichtig ass. Ech gesinn elo an den Ausféierungen, datt, souwäit ech dat gesinn, mat de Modifikatioune vum Här Hengel, déi ugeholl gi sinn, mat de Modifikatioune vum der Madamm Schoos, déi ugeholl gi sinn, jiddweree kann déi Motioun matstëmmen. Kéint ech se à main levée ofstëmme loossen?

Ass een dergéint?

(Hilarité et interruptions)

Motion 1 modifiée

« relative à une évaluation des mesures prises pour lutter contre la propagation de la Covid-19 »

La Chambre des Députés,

– rappelant sa motion introduite en date du 23 mars 2023 adoptée à l'unanimité, invitant le Gouvernement à charger un groupe d'experts indépendants de faire une évaluation des différentes mesures prises dans le cadre de la lutte contre la Covid-19 et à élaborer, dans les meilleurs délais, une « loi pandémie » ;

– notant qu'un avant-projet de loi sur les situations épidémiques constituant une menace pour la santé publique a été élaboré par le Gouvernement précédent et a fait l'objet d'une consultation entre les ministères concernés ;

– constatant que le programme gouvernemental 2023-2028 prévoit l'élaboration d'une « loi pandémie » afin de garantir la plus grande réactivité possible dans le cas d'une nouvelle pandémie, tout en respectant les libertés fondamentales ;

– considérant que la pandémie de Covid-19 a eu un impact majeur sur la santé publique, l'économie et la société dans son ensemble ;

– consciente de l'importance de tirer des leçons de l'expérience vécue pendant cette crise pour améliorer la préparation et la réponse à de futures situations similaires ;

– sachant que les décisions politiques prises par le Gouvernement tout au long de la pandémie ont eu des répercussions significatives sur la vie des citoyen.ne.s, l'économie nationale et le système de santé ;

– considérant que la pandémie et les mesures prises en vue de sa maîtrise ont engendré des tensions au sein de notre société ;

– rappelant l'importance de la transparence et de la responsabilité dans la gouvernance, surtout en période de crise ;

– rappelant qu'il existe déjà de nombreux rapports et études sur la gestion de la pandémie Covid-19 au Luxembourg, qui émanent de divers organismes nationaux et internationaux, institutions indépendantes et

centres de recherche, mais qui n'ont pas fait l'objet d'une analyse approfondie par les autorités communiquée aux citoyen.ne.s ;

– rappelant que les droits et libertés fondamentaux des citoyens ont été restreints,

invite le Gouvernement

– à réaliser dans le cadre de la future « loi santé publique » un inventaire de toutes les mesures prises pour lutter contre la propagation du virus, y compris les confinements, les restrictions de voyage, les campagnes de vaccination et l'impact sociétal des mesures ;

– à prendre en compte l'analyse de cet inventaire lors de la finalisation de la future « loi santé publique » ;

– à inclure cette analyse dans son intégralité à l'exposé des motifs de ce projet de loi ;

– à consulter la Chambre des Députés avant l'adoption définitive de l'accord OMS sur les pandémies.

(s.) François Bausch, Sven Clement, Mars Di Bartolomeo, David Wagner.

Vote sur la motion 1 modifiée

Also d'Fro ass elo: Wien ass mat där Motioun hei averstanen?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Also, Här President ...

M. Claude Wiseler, Président | Ass een dergéint?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, mir hunn Iech elo just gerett.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Gëtt et eng Enthaltung? Dat ass net de Fall.

Dann ass dës Motioun à l'unanimité ugeholl.

12. Ordre du jour (suite)

An da wollt ech nach soen, éier Der elo wëllt opbriechen, datt mer nach eng Resolutioun vun der Madamm Tanson erakritt hunn am Ufank vun der Sëtzung, déi iwwer de Registre de transparence de la Chambre geet. An ech wollt déi och elo op den Ordre du jour setzen, an datt mer déi nach zur Ofstëmmung bréngen.

13. Résolution de Mme Sam Tanson concernant le registre de transparence de la Chambre des Députés

(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 55 de ce compte rendu)

Madamm Tanson, wollt Dir nach dozou e Wuert soen?

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | A priori net. Ech hunn dat virdu gemaach bei der Presentatioun. Es sei denn, et misst sinn no enger Interventioun, wat ech net unhuelen.

M. Claude Wiseler, Président | Da kënt Der vläicht kucken, wat elo déi aner soen, an da gesitt Der, ob Der dat wëllt oder net.

Den Här Baum.

Discussion générale

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Eng ganz interessant Resolutioun. Ech mengen, et ass an deene leschte Legislaturperiode vill gemaach ginn, fir d'Chamber ze moderniséieren, méi transparent ze maachen. Een Element war natierlech dat heiten. Ech mengen, mir sollen effektiv no dräi Joer der Saach eng Chance ginn, eng Evaluatioun

maachen, kucken, wat mer nach kënnen besser maachen. An dofir proposéieren ech menger Fraktioun, déi Resolutioun hei matzedroen.

M. Claude Wiseler, Président | D'Madamm Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech ka mech just dem Här Baum uschléissen a mir géifen déi Resolutioun och matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. Den Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci der Madamm Tanson dofir, déi Resolutioun abruecht ze hunn. Et ass esou, datt dat heite jo schon Objet war vun Diskussiounen, déi mer an där Reglementscommissioun virun dräi Joer haten a wou et dach vun där enger an anerer Säit ganz staark Retizenze gouf, fir dat heiten ëmzesetzen. Ëmsou méi frou sinn ech, datt déi zwou Säiten, déi do Retizenze geäussert hunn, elo dat heite wëlle matdroen. An ech hoffen, datt mer dann och séier derzou kënnen kommen, fir dat an d'Reglement ze schreiwen, well ech weess, datt jo eng Rëtsch vun de Fraktiounen a Sensibilité-politiquen heibannen dat scho maachen op fräiwëlleger Basis. An ech mengen net, datt dat bis elo negativ opgeholl gouf. Deementspriedend misst ee vläicht dës Kéier dann an der Reglementscommissioun manner de Lobbyisten nolauschteren a méi der Zivilgesellschaft.

Ech soe Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann den Här Baum an duerno d'Madamm Bofferding. Här Baum.

(Brouhaha)

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, ech faasse mech kuerz. Dat hei ass eng sënnvoll ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift! Den Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Dat hei ass eng sënnvoll Resolutioun, déi mir natierlech och matstëmmen. Et geet ëm d'Evaluatioun vun eppes, wat mer ëmgesat hu virun zwee an engem hallwe Joer. Dat soll ee roueg maachen an déi Konklusiounen dorauer zéien.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. D'Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, mir wäerten dat heiten och matdroen. Einfach, wann ee sech Reegele gëtt, ass et ëmmer gutt, wann ee se selwer herno evaluéiert, e Bilan zitt. A wéi scho gesot ginn ass: Dat, wat net gutt klappt, soll een dee Moment dann thematiséieren an dat, wat ee ka verbesseren, solle mer dann och verbesseren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Ech gesinn also, datt jiddwereen domadder averstan ass, datt et also kee Grond gëtt hei, fir se net à main levée ofzestëmmen.

Vote sur la résolution

Dofir géing ech froen: Wien ass d'accord mat dëser Resolutioun?

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dann ass dës Resolutioun och à l'unanimité ugeholl. Ech soen Iech villmools Merci.

Domat si mer um Enn vun der Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzung ass de 7. Mee 2024 virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.12 heures.)

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Vaccination contre le HPV (papillomavirus humain)	0348	Marc Spautz, Max Hengel	75	Maladies sexuellement transmissibles	0500	François Bausch	88
Politique publique concernant la contraception	0355	Mars Di Bartolomeo, Claude Haagen	75	Liaison Micheville	0501	Marc Spautz, Félix Eischen	88
Gare à l'Aéroport de Findel	0358	Jeff Engelen	75	Réglementation concernant l'examen de fin d'études secondaires	0502	Alexandra Schoos	89
Résultats de la campagne de reconnaissance sismique dans le bassin minier	0379	Joëlle Welfring, François Bausch	76	Disque de stationnement électronique	0503	Marc Goergen	89
Contrôles des cabinets dentaires	0381	Sven Clement	76	Médecine du travail	0504	André Bauler, Carole Hartmann	90
Marchés publics pour les projets des promoteurs sociaux	0399	Sven Clement, Marc Goergen	77	Capacité des bornes « SuperChargy »	0505	Marc Goergen	90
Adaptation du tarif de rachat d'électricité	0417	Marc Goergen	77	Amalgame dentaire	0506	Françoise Kemp	90
Garantie d'achèvement	0425	Laurent Mosar	78	Création d'un observatoire du logement	0507	Mars Di Bartolomeo	91
Transposition de la directive concernant les services de paiement (directive PSD2) en droit national	0431	Christophe Hansen, Diane Adehm	78	Site d'informations sur les médicaments disponibles sur le marché	0508	Mars Di Bartolomeo	91
Déchets le long du CR176	0435	Marc Goergen	78	Droit d'association des médecins et professionnels de santé	0509	Mars Di Bartolomeo	91
Paieement de la prime pompe à chaleur	0448	Françoise Kemp	79	Élèves à besoins spécifiques	0510	Marc Spautz, Max Hengel	91
Prime de risque dans la fonction publique	0449	Sven Clement, Ben Polidori	79	Congé d'aidant et congé pour raisons de force majeure	0511	Carole Hartmann, Corinne Cahen	92
Service de vidéosurveillance des CFL	0450	Fred Keup	79	Précarité énergétique	0512	François Bausch, Joëlle Welfring	92
Policiers retirés d'autres communes	0454	Marc Goergen	80	Liaison TGV entre Esch et Paris	0513	Meris Sehovic	93
Instructions du Ministre des Affaires intérieures à la police	0460	Marc Goergen	80	Changements dans la fiscalité des frontaliers allemands	0514	Alexandra Schoos	94
Vaccination contre le tétanos	0463	André Bauler	80	Frelon asiatique	0515	André Bauler, Luc Emering	94
Recours aux bureaux d'études par le Ministère des Affaires intérieures	0475	Jeff Engelen	81	Rapport interne de la Caisse médico-complémentaire mutualiste	0516	François Bausch	95
Réorganisation de la gouvernance du Laboratoire national de santé	0483	Mars Di Bartolomeo	81	Liens potentiels entre des sociétés luxembourgeoises et des crimes internationaux en cours dans la bande de Gaza	0517	David Wagner	95
Système de consigne au Luxembourg	0487	Marc Goergen, Ben Polidori	81	Protection contre le licenciement de salariées enceintes	0518	Sven Clement	95
Droits de cabaretage	0488	Marc Goergen	81	Dépistage gratuit des troubles du langage « Bilan 30 »	0520	Sven Clement	96
Frais de fonctionnement de l'État	0489	David Wagner	82	Cyberattaques contre des sites Internet de l'État	0522	Taina Bofferding, Liz Braz	96
Impact du système d'échange de quotas européen	0490	David Wagner	82	Énergie nucléaire	0523	Corinne Cahen, Barbara Agostino	97
Risques environnementaux des nouveaux OGM	0492	Joëlle Welfring	83	Énergie nucléaire	0524	Marc Goergen, Ben Polidori	97
Implantations de nouvelles stations-service essence au Luxembourg	0494	Marc Goergen	84	Incidence des allergies au Luxembourg	0525	Carole Hartmann	97
Logiciel de vidéosurveillance intelligente	0495	Marc Goergen	85	Coqueluche	0530	Sven Clement, Ben Polidori	98
Enseignement secondaire général au Lënster Lycée	0496	Max Hengel	85	Vote par correspondance	0797	Meris Sehovic	99
Plan d'action « Sécurité routière » 2019-2023	0497	Yves Cruchten, Francine Closener, Dan Biancalana	85				
Aides pour ménages à revenu modeste	0498	Paul Galles, Marc Spautz, Alex Donnersbach	87				
Taxe d'abonnement à taux réduit pour investissements durables	0499	Sam Tanson	88				

Vaccination contre le HPV (papillomavirus humain) | Question 0348 (19/02/2024) de M. Marc Spatz | M. Max Hengel (CSV)

Rezent Date vun der nationaler schottescher Gesondheetsverwaltung „Public Health Schottland“ weisen, datt zanter der Aféierung vun der Impfung géint Human Papillomaviren (HPV) am Joer 2008 bei Fraen, déi geimpft goufen, keen eenzege Fall vu Gebärmutterhalskriibs méi opgetrueden ass. Zu Lëtzebuerg huet de „Conseil supérieur des maladies infectieuses“ (CSMI) 2007 eng éischte Kéier eng Impfrecommandation fir Meedercher am Alter tëschent 11 an 12 Joer erausginn. Zanterhier gouf dës Recommendation ausgeweit. Zanter 2018 kënnen och Jonge geimpft ginn. Och d'Altersgrenz gouf eropgesat.

An deem Kontext wollte mir follgend Froen un d'Gesondheetsministesch stellen:

1. Wéi gesäit d'Entwécklung bei de Fäll vu Gebärmutterhalskriibs zanter 2007 insgesamt aus?
2. Wéi vill Fäll vu Gebärmutterhalskriibs sinn zanter 2007 bei Fraen, déi geimpft goufen, festgestallt ginn?
3. Wéi eng spezifesch Kriibsfäll si bei Männer festgestallt ginn, déi zanter 2018 geimpft goufen?
4. Wéi vill Meedercher sinn insgesamt zanter 2007 geimpft ginn?
5. Wéi vill Jonge sinn insgesamt zanter 2018 geimpft ginn?
6. Wéi héich ass den Undeel vun Meedercher respektiv vun Jongen, déi der Recommendation vum CSMI onkommen?
7. Wat wëll d'Regierung maachen, fir d'HPV-Impfung ze propagéieren?

Réponse (22/04/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Vun 2011 bis 2016 sinn 43 Fäll vu Gebärmutterhalskriibs diagnostizéiert ginn¹.

Déi lescht Donnéeë fir Lëtzebuerg kommen aus Schätzung vum Europa vum Site ECIS (European Cancer Information System <https://ecis.jrc.ec.europa.eu/>) fir d'Joer 2022.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Fir de Moment verfüügt de Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet net iwwert den HPV Impfstatus vu Fraen, fir dës mat Gebärmutterhalskriibs ze kräizreferenzéieren.

ad 3. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet verfüügt och net iwwert den HPV Impfstatus vu Männer, wat et och hei onméiglech mécht, fir dës mat Kriibs bei Männer ze kräizreferenzéieren.

ad 4. Tëscht dem 1. Mäerz 2008 an dem 31. Dezember 2019 sinn 32.659 Meedercher a jonk Fraen op d'mannst eemol géint den HPV geimpft ginn an et goufen insgesamt 80.693 Dosen an den éffentlechen Apdikten zu Lëtzebuerg fir Meedercher a jonk Frae kaaft. De Moment leeft och eng Ëmfro, fir den Taux un HPV Impfungsofdeckung zu Lëtzebuerg erauszufannen.

ad 5. Wéi scho bei 4. erwäänt, ass eng Ëmfro amgang, fir den Taux un HPV Impfungsofdeckung zu Lëtzebuerg erauszufannen.

ad 6. Et sief bei dëser Fro op d'Äntwert op d'Fro 4 a 5 verweisen.

¹ Rapport national du cancer 2020 de l'Institut national du cancer https://institutnationalducancer.lu/MSA_5632_20_rapport-cancer-2020_web_BAT.pdf

ad 7. Am Zesammenhang mam World HPV Impfungsdag, gouf de 4. Mäerz e Pressecommuniqué publizéiert.

De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet, zesumme mat der Direktion vun der Santé, kommunizéiert a sensibiliséiert reegelméisseg iwwer d'Wichtigkeet vun der HPV Impfung a weidere Gesondheetsmoossnamen.

Politique publique concernant la contraception | Question 0355 (20/02/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Claude Haagen (LSAP)

Le « Contraception Policy Atlas Europe » vient de placer notre pays à la première place en matière de politique publique concernant la contraception parmi 46 pays européens. Ce classement est surtout dû à l'introduction de la couverture quasi universelle de la contraception par le précédent Gouvernement et assurée par le biais de la CNS (Caisse nationale de santé) et le Ministère de la Santé depuis le 1^{er} avril 2023.

- 1) Suite à cette prise en charge par la CNS, nous aimerions savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale quel est le bilan de cette mesure et quelles sont les premières statistiques sur les différents modes de contraception pris en charge par la CNS.
- 2) Quel est le montant total des prises en charges de la CNS dans ce contexte ?
- 3) Le Gouvernement entend-il, tel que proposé par le Planning Familial, recueillir des données fiables par le biais d'une enquête nationale sur la santé sexuelle et affective ?
- 4) Quelles seront les prochaines mesures afin d'assurer la mise à disposition gratuite de préservatifs ?

Réponse (23/04/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) et 2) Dans le cadre de la convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la Caisse nationale de santé (CNS) portant institution d'un programme de médecine préventive d'accès universel aux contraceptifs sur le plan national, qui est entré en vigueur le 1^{er} avril 2023, la CNS prend en charge à 100 % et sans limite d'âge les moyens de contraception suivants ainsi que les coûts médicaux y liés, s'ils sont délivrés au Luxembourg :

- la pilule contraceptive
- le patch contraceptif
- l'anneau contraceptif
- la minipilule
- l'injection contraceptive
- la pilule du lendemain
- l'implant contraceptif
- le stérilet (dispositif intra-utérin)
- la stérilisation (ligature des trompes)
- la vasectomie.

L'État s'engage à rembourser à la CNS, via le biais de la Direction de la santé, les frais avancés sur base d'un décompte annuel.

Les statistiques qui suivent concernent la période du 1^{er} avril 2023 au 31 décembre 2023 et sont à considérer comme provisoires, étant donné qu'à ce stade, la CNS n'a pas encore reçu toutes les factures relatives aux soins de santé prestés au cours de l'année 2023.

Entre le 1^{er} avril 2023 et le 31 décembre 2023, 48.301 assurés ont bénéficié d'une prise en charge par l'assurance maladie-maternité pour un moyen de contraception dans le cadre du programme de médecine

préventive d'accès universel aux contraceptifs sur le plan national. Au total, ceci a représenté un coût d'environ 4,3 millions EUR.

Les tableaux qui suivent affichent des statistiques sur les différents modes de contraception pris en charge par la CNS en distinguant ceux avec intervention médicale (tableau 1) de ceux sans intervention médicale délivrés par les pharmacies ouvertes au public (tableau 2).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Au cours de la période analysée, 5.002 assurés ont consulté un médecin afin de s'informer sur les moyens de contraception et de réaliser des interventions médicales à visée contraceptive (pose d'implant contraceptif ou de stérilet, ligature tubaire, vasectomie). Le coût se situe aux alentours de 1 million EUR.

Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle convention au 1^{er} avril 2023, 390 poses d'implants sous-cutanés, 2.934 poses de dispositifs intra-utérins, 98 ligatures de trompes et 262 vasectomies ont été réalisées et prises en charge par l'assurance maladie-maternité dans le cadre dudit programme. Leur coût se chiffre à quelque 780.000 EUR.

À la prise en charge des interventions pour ligatures de trompes affichées ci-dessus s'ajoutent 281 consultations préalables et de suivi y relatives réalisées entre le 1^{er} avril 2023 et le 31 décembre 2023 par les médecins spécialistes en gynécologie-obstétrique. Le coût de ces consultations se chiffre autour de 20.000 EUR.

De même, 699 consultations préalables et de suivi réalisées entre le 1^{er} avril 2023 et le 31 décembre 2023 par les médecins spécialistes en urologie complètent la prise en charge des vasectomies présentées ci-dessus, ce qui a généré un coût supplémentaire d'environ 55.000 EUR.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Entre le 1^{er} avril 2023 et le 31 décembre 2023, 46.442 assurés ont bénéficié d'une prise en charge par l'assurance maladie-maternité pour un moyen de contraception acheté en pharmacie ouverte au public au Luxembourg. Au total, 90.867 moyens de contraception ont été pris en charge par l'assurance maladie-maternité pour un coût d'environ 3,3 millions EUR.

ad 3) Actuellement, le Plan national santé affective et sexuelle ne prévoit pas d'enquête nationale. Des réflexions sont en cours pour l'introduire dans les années à venir et les décisions seront communiquées à l'issue de ces réflexions.

ad 4) Pour cette question, il y a lieu de renvoyer à la réponse à la question parlementaire n° 0500 du 19 mars 2024 de l'honorable Député François Bausch.

Gare à l'Aéroport de Findel | Question 0358 (20/02/2024) de M. Jeff Engelen (ADR)

Am Joer 2003 gouf vun der deemoleger Regierung d'Decision geholl, fir um Findel eng ënnerierdesch Gare ze bauen. D'Aarbechten haten och effektiv schonn ugefaangen an et si scho Baggere gerullt. D'Regierung, déi 2009 am Amt war, huet allerdéngs du rëm decidéiert, dës Projet, deen si als ze käschtenintensiv ugesinn huet, ze stoppen. Iwwerdeems wär dës Projet am Kader vum geplangten Tram och net méi néideg, esou d'Argumentatioun vun der deemoleger Regierung.

Zanterhier existéiert ënnert dem Parkhaus vu lux-Airport e laangen Tunnel, deen ongenotzt ass. Dësen huet, mengen Informatiounen no, awer ëm déi 35 Milliounen Euro kascht.

An dësem Kontext hätt ech folgend Fro un d'Madamm Minister fir ëffentlech Aarbechten:

1. Huet d'Regierung e Konzept, respektiv besti Pläng, wéi een dës ënnerierdesch Gare an Zukunft ka sënnvoll nutzen, esou datt déi Suen, déi deemools schonn an dëse Projet gestach goufen, net sënnslos ausgi goufen?

2. Wa jo, wéi gesäit dëst Konzept konkret aus an wéi engem Zäitraum ka mat der Ëmsetzung dovun gerechent ginn?

3. Wann nee, wat soll elo an Zukunft mat dëser ënnerierdescher Gare passéieren?

4. War et an den Ae vun der Madamm Minister net esou, datt bei deem genannte Projet e Manktem u Koordinatioun a laangfristeger Planung bestanen huet a wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir an Zukunft ze verhënneren, datt vill Suen an e Projet gestach ginn, deen – deemno wéi – ni realiséiert gëtt?

Réponse (27/03/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi ënnerierdesch Gare war en éischten Deel vun der Ëmsetzung vum Uschloss vum Flughafen a Kierchbiérg un de Schinnereseau vun den CFL, deem am Dezember 2003 vun der Chamber gestëmmt gouf. Se läit tëschent der neier Aerogare an dem ënnerierdesche Parking vum Flughafen an se ass dofir mat dësen zesummegebaut ginn. En nodréigleche Bau vun dëser Gare wär weesentlech méi deier ginn, hätt riskéiert, déi ganz Aarbechte vun der Aerogare ze verspéiden an hätt den Accès bei d'Aerogare jorelaang staark gestéiert.

De Projet vum Uschloss vum Flughafen a Kierchbiérg un de Schinnereseau vun den CFL ass 2009 gestoppt ginn, well en als ze käschtenintensiv ugesi gouf. Et muss ee wëssen, datt de Staat no der Finanzkris vun 2008 natierlech och huet misse kucken, wéi eng Projekte prioritär wieren a mat den disponibele Budgete kéinte realiséiert ginn.

En Deel vun der ënnerierdescher Gare gëtt scho vun Ufank u vu lux-Airport fir intern Zwecker vun der Déifgarage um Fluchhafen genotzt. En plus benotzen d'Passagéier den Tunnel, fir aus dem Parking an den Terminal ze kommen.

Iwwert d'Jore goufen eng ganz Rei vun Notzungsméiglechkeeten iwwerpréift a rëm verworf. Dozou gehéiert och den Accès vum Tram oder d'Erweiderung vun der Déifgarage.

Wéi och scho viru Joren am „Airport Masterplan“ virgestallt, gëllt den Tunnel als Tëscheniveau, deen als Verdeelerniveau weider zougänglech gemaach gouf, fir dass d'Passagéier dréchen an ouni iwwert d'Strooss mussen ze goen direkten Accès an de Parking, bei den Tram an an d'Aerogare hunn.

Den Zuchtunnel eegent sech primär opgrond vun de klammende Passagéierzuele fir d'Ënnerbréngung vun techneschen Installatiounen bei enger Erweiderung. Eng zukünfteg Benotzung am Kader vum Zuch oder Tramverkéier kéint a priori net méi a Fro.

Bei aktuellen an zukünftege Projekte gëtt et mëttlerweil den interministeriellen Austausch, a Projeten dierfen nëmme lancéiert ginn, wann d'Ëmsetzung an de Budget ofschléissend gepréift an analyséiert sinn, sou wéi eng vollstänneg Risikoetude virläit.

Résultats de la campagne de reconnaissance sismique dans le bassin minier | Question 0379 (22/02/2024) de Mme Joëlle Welfring | M. François Bausch (déi gréng)

En 2015, un travail de recherche a fourni pour la première fois des données sur le potentiel de la géothermie de profondeur dans la région sud du Luxembourg. Afin d'établir un pronostic plus détaillé des conditions géothermiques, géologiques et hydrogéologiques et de collecter davantage d'informations sur le sous-sol en profondeur, une prospection géophysique a été réalisée entre le 10 novembre 2023 et début décembre 2023 sur le territoire de plusieurs communes dans le sud du pays par le Service géologique de l'État, ensemble avec une société spécialisée dans la prospection géothermique par sismique.

La campagne de reconnaissance sismique, lancée sur trois itinéraires, de Dudelange à Esch-sur-Alzette en passant par Kayl, de Dudelange à Foetz en passant par Schifflange et de Bettembourg à Schifflange, avait comme objectif de mieux connaître la structure du sous-sol dans l'ancien bassin minier jusqu'à 2.500 mètres de profondeur et de trouver des zones à exploiter afin de réaliser des forages géothermiques pouvant alimenter en chaleur de nombreux réseaux et quartiers, dont notamment le nouveau quartier Nei Schmelz à Dudelange et le projet Metzschmelz à Schifflange.

Ayant annoncé les résultats de l'étude de reconnaissance sismique pour le mois de mars 2024, nous nous permettons de demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Quelles sont les données recueillies sur le potentiel géothermique de la région, et quels sont les résultats et conclusions tirés de l'étude ?

Réponse (27/03/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Après une phase préparatoire qui a débuté en juillet 2023, l'acquisition des données sur le terrain de cette exploration par la méthode de sismique réflexion a eu lieu du 10 novembre au 4 décembre 2023.

Grâce à une excellente coopération entre les services techniques des différentes communes concernées et le service régional de l'Administration des ponts et chaussées, les mesures se sont déroulées dans de bonnes conditions et sans rencontrer de problèmes majeurs.

Sur les 30 kilomètres avec 1.332 points vibrés prévus, répartis sur 3 profils, seulement une quinzaine, correspondant à environ 300 mètres, n'ont pas pu être réalisés en raison de mauvaises conditions météorologiques.

Les contrôles de qualité effectués durant l'acquisition des données sismiques ont montré que la qualité des données brutes recueillies était très bonne, de sorte que les résultats finaux de l'étude devraient être de bonne qualité. Les données brutes acquises sont en cours de traitement informatique et les résultats de l'étude sont attendus dans les semaines à venir. Ce traitement nécessite de nombreux contrôles intermédiaires et des temps de calcul non négligeables sur ordinateur.

Les résultats de l'étude devraient permettre de tirer des conclusions quant à l'opportunité de poursuivre

les recherches sur l'exploitation géothermique des ressources situées à des profondeurs allant jusqu'à 2.500 mètres.

Contrôles des cabinets dentaires | Question 0381 (22/02/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

Am rezente Fall, wou een Zänn Dokter liewenslänglech Beruufsverbuert zu Lëtzebuerg krut, ass erauskomm, dass d'Sterilisatioun vum Material net fachgerecht gemaach ginn ass.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wat ass gesetlech vu Maschinnen oder soss Material fir d'Sterilisatioun an engem Zänn doktesch cabinet virgeschriwwen?

2. Kontrolléiert de Gesondheitsministère (oder en anere Ministère) bei der Ouverture vun engem neien Zänn doktesch cabinet, ob all d'Material (Maschinnen) fir d'Sterilisatioun sur place ass, gesetzeskonform ass a funktionéiert?

3. Kontrolléiert de Gesondheitsministère (oder en anere Ministère) och bei alle scho bestoenden Zänn doktesch cabineten, ob all d'Material (Maschinnen) fir d'Sterilisatioun sur place ass, gesetzeskonform ass a funktionéiert?

– Wa jo, wéi reegelméisseg ginn dës Kontrolle gemaach?

– Wann nee, wéi d'Ministesch hei Ännerunge virhuelen?

4. Sinn all dës Kontrollen annoncéiert oder net?

5. Wéi eng Sanktiounen gi gesprach, wann en Zänn doktesch cabinet net konform ass?

6. Wéi vill Cabineten waren an deene leschten 10 Joer net konform, wat d'Material an d'Sterilisatiounen ugeet (Zuele pro Joer)? Goufen an all dës Fäll Sanktiounen gesprach?

7. Wéi laang dauert am Schnëtt d'Prozedur vum Constat de non-conformité bis zum Beruufsverbuert oder der Fermeture définitive vum Cabinet?

8. Risquéiert de Staat, am Kader vun der Responsabilité civile (mat) responsabel ze sinn, wa Patienten ee Schued entsteet, während eng Prozedur géint een Dokter oder ee Cabinet leeft?

9. Hu scho Patienten de Staat a sou engem Dossier viru Geriicht ugesicht (Responsabilité civile)?

Réponse (22/04/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Sterilisatiounsmaterial ass e medezinneschen Dispositif a muss als solchen den CE-Marquage droen an den europäeschen Normen entsprechen.

ad 2. Et gëtt keng systematesch Kontroll bei der Ouverture vun neien Zänn doktesch cabineten, well et keng gesetlech Basis dofir gëtt.

Am Fall vun engem Problem oder enger geziilter Ufro, déi drop hindeit, datt en Zweifel besteet, ob d'Hygiënsmoosname korrekt ugewannt a respektéiert ginn, kënnen Inspektiounen vun der Gesondheitsdirektioun stattfannen, fir d'Konformitéit vun den Hygiënereegelen ze kontrolléieren.

ad 3. Wéi schonn an der Äntwert op déi 2. Fro präziséiert, gëtt et keng systematesch Kontroll, well et keng legal Basis dofir gëtt.

ad 4. Et häntk vun der Natur vun der Kontroll of. Eng administrativ Inspektioun muss ugekënnegt ginn. Eng Inspektioun, déi vum Parquet declenchéiert gëtt, muss net annoncéiert ginn.

ad 5. D'Sanktiounen hänke vum Verstouss (Infraction constatée) of souwéi vum Risiko, deen heivun ausgeet.

ad 6. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet huet kee Regëster, fir dës Froe kënnen ze beäntweren. Des Weidere gi Sanktioune meeschtens vun Instanzen ausserhalb vum Ministère ausgeschwat (z. B. Collège médical, Justiz), zu dësen Donnéeën huet de Ministère keen direkten Zougang.

ad 7. Et sief hei op d'Äntwert op d'Fro Nr. 6 verwisen.

ad 8. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet ka just nëmmen an deene Fäll, déi am Gesetz virgesi sinn, eng Prozedur géint een Dokter lancéieren.

Den Artikel 16 vum ofgeännerte Gesetz vum 29. Abrëll 1983 iwwer „l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire“ gesäit ënner bestëmmte Konditioune vir, datt de Minister an zwee Fäll intervenéiert: wann en Dokter onfäeg ass ze praktizéieren a wann et e „péril en la demeure“ gétt.

Dës Prozedure si strikt ze respektéieren a mussen integral ofgeschloss sinn, ier datt d'Berufspraxis vum Dokter ka vum Minister suspendéiert ginn. Esoulaang en Dokter deemno net suspendéiert ass, kann hie weider Patiente behandelen.

Et ass och wichteg ze ënnersträichen, dass e medezinnesche Kontrakt tëschent dem Patient a sengem Dokter respektiv Zännokter existéiert, an dass am Kader vun der Ausféierung vun dësem Kontrakt den Zännokter seng Aktivitéit ënnert senger eegener Verantwortung ausüübt.

ad 9. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet huet keng Kenntnis vun esou enger Prozedur.

.....

Marchés publics pour les projets des promoteurs sociaux | Question 0399 (28/02/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Gesetz vum 7. August 2023 iwwert den erschwéngleche Wunnraum erlaabt et, dass Associatiounen ouni Gewënnofsicht (Promoteurs sociaux) fir verschidde Baukäschte bis zu 75 % vu staatleche Bähëllef kënne profitéieren. Deemno ass et esou, dass ee Groussdeel vun de Kapitalkäschte vun erschwéngleche Bauprojete mat staatleche Mëttele finanzéiert ginn.

Am Gesetz zu den ëffentlechen Ausschreiwungen ass gereegelt, dass Projete vum Staat, Gemengen oder sonstege „pouvoirs adjudicateurs“ ab engem gewëssene Wäert mussen iwwert eng ëffentlech Ausschreiwung u Firme vergi ginn.

Wann eng Associatioun ouni Gewënnofsicht bis zu 75 % vum Projet iwwer ëffentlech Bähëllef finanzéiert kritt, da stellt sech d'Fro, ob si an dësem Fall net och zu engem „pouvoir adjudicateur“ gétt an deemno ënnert d'Reegele vum Marché public fält. Dëst ëmsou méi, wann dës Associatioun als Promoteur social rekurrent Bähëllef fir Bauprojete kritt.

Am Gesetz zu den ëffentlechen Ausschreiwunge gëtt de „pouvoir adjudicateur“ follgendermoossen definiert:

„Art. 2 [...] iii. soit il est financé majoritairement par l'État, les communes ou par d'autres organismes de droit public, soit sa gestion est soumise à un contrôle de ces autorités ou organismes, soit son organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par l'État, les communes ou d'autres organismes de droit public.“

Wann all déi eenzel Bauprojete vun de soziale Promoteuren eenzel mussen ausgeschriwwen ginn, dréckt dat d'Prozedure fir ze bauen nach eng Kéier an d'Luucht. Dës Regierung, ënnert der Fiederféierung vum Premierminister, huet am Koalitionsaccord souwéi op de leschten zwou Pressekonferenzen zum Logement awer annoncéiert, fir d'Bauprozedure wëllen ze beschleunegen.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Wunnengsbau a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi gétt de Krittär „financé majoritairement par l'État“ am Fall vun de 75 % Bähëllef fir Promoteurs sociaux gemooss an applizéiert? Ab wéini ënnerläit ee Promoteur social als Bauhär dem Gesetz zu de Marchés publics a géllt als Pouvoir adjudicateur?

2. Falen d'Associatiounen, déi erschwénglech Wunnprojete realiséieren an ëffentlech Gelder dofir erhalen, prinzipiell ënnert d'Gesetz vun de Marchés publics a mussen hir Projeten ëffentlech ausschreiwene?

Réponse (27/03/2024) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Den Artikel 2 vum geännerte Gesetz vum 8. Abrëll 2018 iwwer d'ëffentlech Ausschreiwungen applizéiert sech beim Staat, de Gemengen, ëffentleche Kierperschaften oder Associatiounen, déi vun enger oder méi vun dësen Entitéite gegrennt goufen.

Wann de Promoteur social als Bauhär eng ëffentlech Entitéit ass, dann ënnerläit en och dem Gesetz vum 8. Abrëll 2018.

Am Artikel 2 vun deem Gesetz gëtt eng ëffentlech Entitéit wéi follgendermoossen definiert „d) organisme de droit public“, tout organisme présentant toutes les caractéristiques suivantes :

- i. il a été créé pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial ;
- ii. il est doté de la personnalité juridique ; et
- iii. soit il est financé majoritairement par l'État, les communes ou par d'autres organismes de droit public, soit sa gestion est soumise à un contrôle de ces autorités ou organismes, soit son organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par l'État, les communes ou d'autres organismes de droit public.“

Dës 3 Konditioune mussen deemno erfëllt sinn, fir dass dat uewe genannte Gesetz vum 8. Abrëll 2018 bei ëffentleche Bauoptråg muss ugewant ginn.

Wann eng privatrechtlech Entitéit, wéi ënner anerem eng ASBL, dës Konditioune net erfëllt, dann ënnerläit dës Entitéit och net dem Gesetz iwwer d'ëffentlech Ausschreiwungen.

ad 2. Den Artikel 57 vum geännerte Gesetz vum 8. Abrëll 2018 iwwer d'ëffentlech Ausschreiwunge gesäit allerdéngs Bestëmmunge vir, fir Kontrakter vu privatrechtlechen Entitéiten, déi vum Staat eng finanziell Bähëllef kréien.

De vir genannten Artikel 57 gesäit vir, datt d'Gesetz sech bei privatrechtlechen Entitéiten applizéiert, déi staatlech Bähëllef vu méi wéi 5.538.000 € exklusiv TVA fir Déifbau („génie civil“) Aarbechte kréien.

„Le présent Livre s'applique à la passation :

a) de marchés de travaux subventionnés directement à plus de 50 pour cent par des pouvoirs adjudicateurs, dont la valeur estimée, hors TVA, est égale

ou supérieure à la valeur prévue à l'article 13 de la directive 2014/24/UE du Parlement et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE et qui concernent l'une des activités suivantes :

- i. des activités de génie civil figurant sur la liste de l'annexe II ;
- ii. des travaux de construction relatifs aux hôpitaux, aux équipements sportifs, récréatifs et de loisirs, aux bâtiments scolaires et universitaires et aux bâtiments à usage administratif ;

b) de marchés de services subventionnés directement à plus de 50 pour cent par des pouvoirs adjudicateurs, dont la valeur estimée, hors TVA, est égale ou supérieure à la valeur prévue à l'article 13 de cette directive, et qui sont liés à un marché de travaux visé au point a).

Les pouvoirs adjudicateurs qui fournissent les subventions visées à l'alinéa 1^{er}, points a) et b), veillent au respect des dispositions du présent Livre lorsqu'ils n'attribuent pas eux-mêmes les marchés subventionnés. Ils sont tenus de respecter le présent Livre lorsqu'ils passent eux-mêmes ces marchés au nom et pour le compte d'autres entités.

Les valeurs prévues à l'alinéa 1^{er} sont modifiées conformément à l'article 52.“

Déifbauaktivitéite sinn an der Annex II vum uewe genannte Gesetz definiert.

Eng privatrechtlech Entitéit, ënner anerem eng ASBL, déi finanziell Bähëllef vum Staat fir e Bauprojet kritt, muss d'Bestëmmunge vum Artikel 57 respektéieren.

Am Fall wou déi privatrechtlech Entitéit eng finanziell Bähëllef vum Staat vu méi wéi 50 % fir e spezifesche Bauprojet kritt, muss dës Entitéit en ëffentlechen Optrag fir d'Déifbauaarbechten ausschreiwene, wann dës Aktivitéiten de Präis vu 5.538.000 € (ouni TVA) iwwerschreiden a fir Servicer am Zesummenhang mat den Déifbauaarbechten, déi de geschätzte Wäert vun 215.000 € (ouni TVA) iwwerschreiden.

Eng privatrechtlech Entitéit, déi vum Wunnengsbauministère eng finanziell Bähëllef vu bis zu 75 % vun hirer Gesamtinvestitioun fir en Immobilieprojet als „aides à la pierre“ kritt, ass deemno net verpflichtet, eng ëffentlech Ausschreiwung fir dëse Projet ze maachen, ausser fir den Déifbaudeel, wann dësen Deel de Betrag vu 5.538.000 € (ouni TVA) iwwerschreit a fir Servicer am Zesummenhang mat den Déifbauaarbechten, wann dës de Wäert vun 215.000 € (ouni TVA) iwwerschreiden.

.....

Adaptation du tarif de rachat d'électricité | Question 0417 (04/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Ufanks vun dësem Joer sinn d'Stroumpräisser fir d'Clienten an d'Luucht gaangen, dëst trotz dem Präisdeckel, dee warscheinlech Enn vun dësem Joer kéint auslafen. An den Donnéeën vun Eurostat gesäit een effektiv, dass d'Stroumpräisser an Europa zënter der Invasioun vun der Ukrain duerch Russland geklomme sinn.

Stéit, déi eng Fotovoltaikanlag hunn an hire Stroum an d'Stroumnetz verkafen, kréien dofir vum Staat ee fixen Aspeisetariff. Et koom awer nach keng Annonce vun der Regierung, dass trotz steigende Stroumpräisser den Aspeisetariff fir d'Leit och géif an d'Luucht goen. CSV an DP hunn am Koalitionsaccord festgehalen:

„Le Luxembourg renforcera ses efforts de promotion des énergies renouvelables en accélérant le

développement des secteurs de l'énergie éolienne et photovoltaïque, tout en assurant la pérennité du mécanisme de subsides et d'appels d'offres pour l'énergie photovoltaïque. [...]”

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Energie a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Fro stellen:

– Wäert d'Regierung den Aspeisetariff fir de Stroum no uewen upassen, fir de Bau vu Solaranlage fir Privatstéit weiderhin interessant ze halen?

Réponse (22/04/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

D'Installatioun vu Solaranlagen duerch Privatstéit gëtt aktuell vum Staat iwwer zwou Mesurë gefërdert: de Klimabonus (Subsid) an Héicht vun aktuell 62,5 % vun den effektive Käschten am Fall vun Autoconsummation respektiv an Héicht vun 20 % an e garantierten Aspeisetariff iwwer 15 Joer am Fall vun enger Injektioun an de Reseau.

D'Regierung schafft aktuell un enger genereller Iwwerarbechtung vun de Klimabonus-Aiden, dorënner och d'Hëllef fir Solaranlagen. D'Installatioun vu Solaranlage wäert och an Zukunft fir Privatstéit attraktiv bleiwen an se ureegen, op erneierbar Energien zeréckzegräifen.

Garantie d'achèvement | Question **0425** (05/03/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Le règlement grand-ducal du 24 février 1977 pris en exécution de l'article 1601-5 du Code civil, modifié par le règlement grand-ducal du 3 octobre 1978, précise qu'en cas d'une vente d'un immeuble en voie d'achèvement une garantie d'achèvement peut uniquement être émise par un établissement bancaire. Dans la pratique, selon mes informations, les compagnies d'assurance sont de plus en plus nombreuses à établir de telles garanties, qui sont d'ailleurs acceptées pour l'établissement d'actes notariés. Il se pose donc la question si le règlement en question ne devrait pas être réformé pour tenir compte de la réalité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice, à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Logement :

– Est-ce que les ministres ont connaissance du fait que les garanties d'achèvement sont de plus en plus souvent émises par des sociétés d'assurance ?

– Dans l'affirmative, est-ce que les ministres ont l'intention d'adapter le Code civil sur ce point spécifique à la réalité, en ce sens que les compagnies d'assurances seront légalement autorisées à établir une garantie d'achèvement ?

Réponse (22/04/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Le Gouvernement ne dispose pas de données chiffrées sur l'émission des garanties d'achèvement et ne peut par conséquent pas s'exprimer sur les parts de marché des émetteurs respectifs de ces garanties.

Le Gouvernement entend initier une analyse de la pratique du marché en étroite collaboration avec les différents acteurs du terrain. La nécessité d'adapter la législation ainsi que les éventuelles implications juridiques, financières et pratiques d'une telle modification seront évaluées.

Transposition de la directive concernant les services de paiement (directive PSD2) en droit national | Question **0431** (06/03/2024) de **M. Christophe Hansen** | **Mme Diane Adehm** (CSV)

Dans le cadre de la transposition de la directive (UE) 2015/2366 concernant les services de paiement (directive PSD2) en droit national, les États membres de l'Union européenne ont procédé à des choix qui ont provoqué des divergences. Force est de constater que les informations communiquées lors de transactions de paiement divergent fortement d'une banque à l'autre et d'un État membre à l'autre. Au Luxembourg, où la directive PSD2 a été transposée à travers la loi du 20 juillet 2018, les informations communiquées par les institutions bancaires divergent fortement d'une banque à l'autre et sont, en règle générale, moins détaillées et granulaires comparé aux informations fournies par les banques allemandes, belges ou françaises. Cet état de fait crée des difficultés et des charges administratives pour nos entreprises, en particulier dans la comptabilisation des transactions de paiement. En effet, les données fournies dans les champs « communication » sont trop restreintes pour être compatibles avec les exigences des programmes de comptabilité dernière génération. En outre ces données devraient suffire aux exigences des instances de vérification.

Dans ce contexte, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances :

– Le Gouvernement compte-t-il modifier la loi afin d'obliger les banques à fournir des informations plus détaillées sur les transactions de paiement ?

– Dans l'affirmative, sous quel échéancier le Gouvernement compte-t-il agir ?

– Le Gouvernement est-il d'avis qu'une telle mesure pourrait contribuer à la stratégie de digitalisation, de réduction de la charge administrative ainsi qu'à l'augmentation de la compétitivité de nos entreprises ?

Réponse (22/04/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Les honorables Députés s'enquièreent au sujet de la transposition de la directive (UE) 2015/2366 concernant les services de paiement dans le marché intérieur (ci-après la « directive PSD2 ») et plus particulièrement sur le caractère restrictif du champ « communication » prévu pour les opérations de paiement qui poserait des difficultés pour certaines entreprises dans le cadre de la comptabilisation des transactions opérées.

À cet égard, il y a lieu de noter que la directive PSD2 a établi un corpus de règles harmonisées dans l'UE concernant la transparence des conditions et des exigences en matière d'informations relatives aux services de paiement. Le Luxembourg a procédé à une transposition fidèle de ces dispositions dans la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement.

Quant aux exigences techniques pour les virements et les prélèvements libellés en euros dans l'UE, celles-ci sont fixées par le règlement (UE) n° 260/2012 établissant des exigences techniques et commerciales pour les virements et les prélèvements en euros (« SEPA ») et précisées davantage dans le SEPA Rulebook. Ces normes uniformisées incluent une standardisation européenne du champ relatif au libellé d'opération pour les opérations de virement et de prélèvement en euros et sont d'application directe dans l'UE.

Le Ministère des Finances n'a pas connaissance de divergences d'application des règles relatives aux

informations communiquées lors de transactions de paiement qui découleraient de la transposition de la directive PSD2 en droit national. Il abordera le sujet avec les représentants des banques de la place en vue d'identifier d'éventuelles divergences de pratique entre les banques, et ce dans l'objectif de réduire les charges administratives pour les entreprises concernées.

Déchets le long du CR176 | Question **0435** (07/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Op der Streck vu Rodange op Déifferdeng iwwert den CR176 (d'Awunner kennen d'Streck ënnert dem Numm „Maus“) gesäit een a leschter Zäit vill Offall laansch d'Strooss. Den Informatiounen aus de Gemengeverwaltung vu Péiteng an Déifferdeng no ass ze héieren, dass d'Gemenge fir d'Botzen net zoustänneg sinn, well den CR176 eng Staatsstrooss ass an deemno ënnert den Zoustännegkeetsberäich vum Staat, also Ponts et chaussées, fält.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau, fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. U wie kënn Bierger:innen sech wenden, wa si Dreck op enger Staatsstrooss gesinn?

2. Wéini wäert eng Botzaktioun op där Streck gemaach ginn?

3. Wéi reegelméisseg gëtt dës Streck gebotzt?

4. An eisen Nopeschlänner, zum Beispill der Belsch, lafe Sensibilisierungscampagnen, fir d'Verschmutzung vun eiser Ëmwelt ze verhënnern. Zum Beispill ginn Informatiounsschëlter laansch verschidde Strecken gestallt.

Ass zu Lëtzebuerg an noer Zukunft eng weider Campagne virgesinn, zum Beispill, andeems ee Schëlter op verschidde Plazen opstellt, wou ee potenziell Täter nach eng Kéier informéiert, wat fir eng Strofe fir Ewechegeheie vun Dreck an d'Natur stinn?

Réponse (22/04/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Fir Dreck op enger Staatsstrooss ze melle respektiv och fir all aner Reklamatioun, Meldung oder Hiweis, kann de Public Kontakt mat den zoustännege Servicer vun der Stroossebauverwaltung entweder iwwer d'Sammeladress „info@pch.etat.lu“ ophuelen, oder sech direkt iwwer Telefon oder Mail un den zoustännege Regionalservice vun der Verwaltung adresséieren (www.pch.gouvernement.lu).

ad 2. Déi éischt Botzaktioun vun de Staatsstroossen erfollegt normalerweis am Fréijoer, wann de Winterdängscht ausleeft an d'Vegetationsperiod ufänkt. Nieft dem genannte Botze vun de Stroosse sinn awer nach ganz vill aner Aarbechten, déi an de virgeschriwwenen Delaie gemaach musse ginn, ze nennen, wéi:

- d'Schneide vun den Hecken a vum Doudholz aus de Stroossebeem,
- d'Botze vun de Stroossegrief an de Waasserofleef,
- d'Botze vun Äscht, Blieder an Dreck, déi op de Stroosse leien,
- kleng Reparaturaarbechten (Schlaglächer),
- d'Botzen, a falls noutwenneg d'Ersetzen, vu Kazen-aen, Schëlter, Leitplanken an der Beschëlderung vu Baustellen an Deviatiouen,
- d'Méie vun de Grasflächen an den Accotementer,
- d'Nozéie vun de Grief an d'Ofdroe vun den Accotementer,
- souwéi och d'Usträiche vu Bamréng.



Op der vum Här Deputéierte genannter Streck tëscht Rodange an Déifferdeng (CR176) gouf virun e puer Deeg den Entretien vun den Equipe vun der Stroossebauverwaltung gemaach.

ad 3. Am Duerchschnitt ginn dës Aarbechten all 2–3 Méint ausgefouert. Bei verschiddene Strecken ass et awer esou, dass méi oft propper gemaach muss ginn, fir d'Verknaschtung ze limitéieren.

Vun der Stroossebauverwaltung gëtt awer leider oft festgestallt, dass liicht verknaschte Stroossen dozou féieren, dass d'Heimeschwell allgemeng ofhëlt an nach méi Knascht derbäikënn.

D'Equipe vun der Stroossebauverwaltung maachen dowéinst reegelméisseg Kontrollen, fir dem Knascht Meeschter ze ginn, wat sech awer leider op verschiddene Plazen als schwierig erweist.

ad 4. Genau wéi an eisen Nopeschlänner, ginn och hei zu Lëtzebuerg an deem Beräich reegelméisseg Sensibiliséierungscampagnë vun der Ëmweltverwaltung organiséiert an duerchgefëiert. Vun den dräi leschte Campagnë vun där doten Zort kann een hei Informatiounen fannen:

- 2018: Petits déchets, grande pollution: <https://environnement.public.lu/fr/offallressourcen/types-de-dechets/Littering/campaign-2018.html>
- 2019 : Offall kann déidlech sinn: <https://environnement.public.lu/fr/offallressourcen/types-de-dechets/Littering/campaign-2019.html>
- 2022: Remix nature, but not like this: <https://environnement.public.lu/fr/offallressourcen/types-de-dechets/Littering/remix.html>

D'Ëmweltverwaltung schafft och aktuell nees un enger neier Campagne, déi Enn 2024 wäert starten. Dës Campagne gëtt an Zesummenaarbecht mat der Waasserverwaltung an der Valorlux ausgeschafft.

Paiement de la prime pompe à chaleur | Question 0448 (08/03/2024) de Mme Françoise Kemp (CSV)

Onsen Informatiounen no kouw et an der rezenter Vergaangenheet zu gréisserer Verzögerung beim Traitement vun Dossiere bezüglech der Subventionéierung vu Wärmepompelen. Nodeems eng Demande am Mäerz 2023 an den Accusé de réception am Abrëll 2023 erausgeschéckt gouf, waarden déi betraffe Leit bis haut nach op eng Decisioun vun der Administration. Vu dass d'Utschafung vun enger Wärmepompe oder enger PV-Anlag eng gréisser Investitioun ass, sinn d'Leit zum Deel och op déi Suen ugewisen.

An deem Kontext géif ech gäre füllend Froen un den Här Energieminister an un den Här Ëmweltminister stellen:

1. Kënnen d'Ministere confirméieren, dass et zu Verzögerung bei der Decisioun fir d'Subventionéierung vu Wärmepompele komm ass?
2. Wa jo, wat sinn d'Grënn hefir a wéi wëll een an Zukunft sou Verzögerung verhënneren?
3. Wat sinn aktuell déi aktuell Delaien, bis en Dossier traitéert gouf? Kënnen d'Ministèren dëst wgl. eenzel oplësche fir Wärmepompelen, fir Solarthermie a fir PV-Anlagen?

Réponse (22/04/2024) de M. Serge Wilmes, Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | M. Lex Delles, Ministere de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Jo.

ad 2. Bedéngt duerch de grouse Succès vun de Subside vum „Klimabonus Wunnen“ si vill méi Demanden

erakomm wéi initial erwaart a féieren zurzäit zu engem méi laangen Delai. Dëst gëllt speziell fir d'Subside am Beräich vun der Fotovoltaik, Solarthermie a Wärmepompelen. Intensiv Beméiungen, fir d'Delaie sou kuerz wéi méiglech ze halen, si weiderhin eng grouss Prioritéit an der Ëmweltverwaltung. Mëttlerweil kënnen d'Dossiere och iwwert MyGuichet déposiert ginn, wat hëlleft, dass d'Dossiere generell méi komplett sinn.

Wéi am Koalitionsaccord virgesinn, wäert d'Virfinanzéierung vun de Klimasubside agefouert ginn, fir dass d'Bierger nëmmen hiren Deel bezuele müssen. An deem Kontext wäert d'Regierung och dofir sueren, dass déi betraffe Betriber bannent kuerzer Zäit déi virgesinne staatlech Subside kréien. Et ass geplangt, esou ee Virfinanzéierungsmechanismus an enger éischer Etapp fir Fotovoltaikinstallatiounen anzeféieren.

ad 3. Zurzäit leien d'Delaie bei engem Joer, wat technesch Installatiounen ueget. Et gëtt keen Ënnerschied gemaach tëscht Fotovoltaik, Solarthermie oder Wärmepompelen. Weider Informatiounen heizou goufen an der Äntwert vum 27. Februar 2024 op d'parlamentaresch Fro 0181 duergeluecht.

Prime de risque dans la fonction publique | Question 0449 (08/03/2024) de M. Sven Clement | M. Ben Polidori (Piraten)

Eng Rei Mataarbechter an der Fonction publique kréien eng Prime de risques, well hire Beruff mat Risike ka verbonne sinn. D'Mataarbechter vun der Douane kréie fir hir Prime de risque 10 Punkten uegerecht. Bei de Giischercher sinn et 20 Punkten, bei de Bannhider 10 Punkten a bei den Agent-municipallen ënnert dem Statut vum Fonctionnaire sinn et 15 Punkten.

Bei der Douane ass et also esou, dass all Douanier eng kleng Prime de risque krit. Souwuel den Douanier, deen a sengem Berufsalldag tatsächlech mat engem Risiko konfrontéiert ka ginn an dowéinst och eng Waff muss droen, kritt also déi selwecht Prime de risque wéi een Douanier, dee just nach op engem Büro schafft, keng Déngschtwaff méi huet an domat och kengem Risiko a sengem Berufsalldag ausgesetzt ass.

An deem Zesammenhang wëlte mir de Ministere fir Finanzen an öffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. No wéi enge Krittäre ginn dës Prime-de-risquen an der Fonction publique jeeweils festgeluecht a wéi vill verschidden Niveau-de-risquë gëtt et?
2. Wéi eng Posten an der Fonction publique si fir wéi eng Prime de risque eligibel?
3. An der Vergaangenheet ass et schonn zu Tëscheffäll komm, bei deenen Douaniere mat geféierleche Situatiounen konfrontéiert goufen. Grad d'Personal vum Cynotechnique vun de Services spécialisés aus der Unité Appui logistique oder och aus der Unité Enquêtes judiciaires vum Service Enquêtes et surveillance ass an hirem Alldag dacks mat Risike konfrontéiert. Wéi ass et zu dëser Reegelung bei der Douane komm, no där all Douanier déi selwecht Prime de risque krit, obwuel net fir all Douanier dee selwechte Risiko am Berufsalldag besteet?

Réponse (23/04/2024) de M. Gilles Roth, Ministere des Finances | M. Serge Wilmes, Ministere de la Fonction publique

ad 1. Esou wéi den Artikel 22 aus dem Gesetz vum 16. Abrëll 1979 et virschreift (Loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État), ginn all

Elementer aus de Gehälter, zu deenen och déi divers Primme gehéieren, duerch e Gesetz festgehalen: „En dehors de son traitement, aucune rémunération n'est accordée à un fonctionnaire, sauf dans les cas spécialement prévus par les lois.“

ad 2. Eng Etude vum 27. Oktober 2022 vum Ministère fir d'Fonction publique, déi och op dem Portail vun der Fonction publique fir all Bierger zougänglech ass, mécht de Bilan iwwert all Accessoire de traitement aus dem öffentlechen Déngscht („Les accessoires de la rémunération dans la fonction publique de l'État“). Am follgenden Tableau sinn déi verschidde Primes de risque beim Staat opgeléicht.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. D'Prime de risque fir Douaniere gëtt op Basis vum Artikel 12 aus dem modifizéierte Gesetz vum 27. Juli 1993 iwwer d'Organisation vun der Douanes- an Akziseverwaltung applizéiert.

An deem Artikel ass Follgendes festgehalen:

„Art. 12. Une prime de risque non pensionnable de dix points indiciaires est allouée aux douaniers assumant une fonction comportant :

- des attributions de police administrative et judiciaire
- le contrôle aux frontières extérieures et assimilées
- le contrôle sur place présentant des risques particuliers
- le maniement de fonds
- la coordination des relations avec les forces de l'ordre.“

Service de vidéosurveillance des CFL | Question 0450 (11/03/2024) de M. Fred Keup (ADR)

Rezent goug an der Press rieds vum Videoiwwerwachungsdéngscht vun den CFL. Aus ermëttlungstechnesche Grënn kann d'Police Videomaterial vum genannte Service ufroen.

An deem Kontext hätt ech füllend Froen un d'Regierung:

1. Wéi dacks huet d'Police an de leschten dräi Joer – an opgeschlëselt no all eenzelem Joer – Videomaterial vum Iwwerwachungsdéngscht vun den CFL ugefrot?
2. Wat waren d'Grënn fir d'Ufroen vun deem Videomaterial respektiv kann d'Regierung opschlëselen, ëm wéi eng Zorte vun Delikter et sech gehandelt huet?
3. Wéi schätzt d'Regierung de Stellwäert vun deem Videomaterial a fir d'Opkläre vu kriminellen Aktivitéiten? Kann d'Police duerch d'Siichte vum betreffende Videomaterial hir Erfollegquot fir d'Opkläre vun Delikter substanziall erhéijen?

Réponse (23/04/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics | M. Léon Gloden, Ministere des Affaires intérieures

Dem BMS-System säi primäre Rôle ass et, fir d'Eisebunnsinfrastrukturen an all Moment am Bléck kënnen ze halen. An där Zentral sinn all d'Billen vun den 1.456 Kameraen zu all Moment opruffbar. Dëst ass wichteg am Fall vun engem Incident oder enger technescher Pann.

Dëse System vu Kameraen huet awer nach eng additiounell Funktioun iwwert déi vun der technescher Sécherheet eraus, déi och hëlleft, d'Passagéier besser ze schützen. D'Kamerabiller kënnen nodréiglech mat der Polizei gedeelt ginn am Fall, wou dëst néideg ass.



Wéi schonn op d'parlamentaresch Fro 0428 beäntwert, huet d'Police an de vergaangene 5 Joer 1.183 Kamerabiller ugefrot. D'Unzuel vun den Ufroen, opgeschlüsselt no deene leschten 3 Joer, ass follgend:

2023: 397
2022: 270
2021: 190.

D'Police kann awer net matdeelen, firwat si d'Kamerabiller beim Service BMS ugefrot hat, well dës Informatiounen statistesch net an den Datebanke vun der Police esou erfaasst ginn. Des Weideren ass ze bemierken, dass d'Saisië vu Videomaterial (Kamerabiller) am Kader vun Enquëten an Instruktiounen ënnert der Direktioun vun de Justizautoritéiten ausgefouert ginn.

Policiers retirés d'autres communes | Question 0454 (12/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den Inneminister huet zënter dem 15. Januar fir d'Ëmsetzung vum Heescheverbuet Polizist:innen aus anere Regiounen am Land temporär ofgezunn, fir d'Equipe an der Stad ze ënnerstëtzen.

An enger Chamberssitzung zu dësem Thema am Januar hat de Minister Detailler doriwwer geliiwert, wéi vill Polizist:innen aus dem Land ofgezu goufen. Genee Zuelen huet hien aus Sécherheetsgrënn net an der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 0191 publizéiert.

An der Press liest een, dass mol net d'Gemenge wëssen, wéi vill Polizisten aus de Kommissariater an hirer Géigend ofgezu goufen. An der Sitzung vum Déifferdenger Gemengerot huet de Buergermeeschter gesot, dass een sech „erkundigen kann“, wéi d'„Wort“ an engem Artikel vum 8. Mäerz bericht.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Fro stellen:

– Kruten d'Gemengen Zuelen doriwwer, wéi vill Polizisten aus de Kommissariater ofgezu goufen? Falls nee, wäert de Minister de Gemengen dës Zuelen nach liwweren?

Réponse (23/04/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Operationell Detailler zu der interner Organisatioun vun der Police ginn aus policetaktesche Grënn net ëffentlech gemaach. Den Déploiement vum Dispositif spécial war an der Chamberskommissioun vum 23. Januar 2023 „à huis clos“ presentéiert ginn.

Esou wéi ech an der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 0445 präziséiert hat, wäerte vum Mount Mee u keng Agente méi aus de Policeregionen Norden, Zentrum-Osten a Südwesten néideg sinn, fir d'Patrullen an der Stad Lëtzebuerg am Kader vum Policedispositif ze ënnerstëtzen. En netto Renfort vun 90 Agente wäert et erlaben, ab Mee d'Kommissariater vun der Stad Lëtzebuerg, esouwéi och aner Kommissariater an national Unitéiten a Servicer vun der Police ze verstärken. Den Dispositif spécial, dee säit dem 15. Januar 2024 en place war, gétt duerch dës Renfort opgehuewen.

Verschiede Buergermeeschteren hate mech direkt ugeschriwwen an ech konnt hinne versécheren, dass den Dispositif de base vu Patrullen op hire Kommissariater zu all Moment assuréiert war an och, dass, am Verglach mat der selwechter Period vun 2023, d'Strofnoten erofgaange sinn an hire Gemengen.

Ech wëll och nach betounen, dass en Envoi vun Agenten am Kader vu Spezialdispositiffer näischt Neies an och näischt Ongewéinlech ass an drop hiweisen,

dass et net Usus ass, fir d'Buergermeeschteren ze informéieren, wann d'Policekommissariat zäitweileng Hand mat upake geet op eng aner Plaz.

Schlussendlech sief betount, dass d'Regierung sech als Prioritéit ginn huet, d'Police weider personell opzestocken.

Instructions du Ministre des Affaires intérieures à la police | Question 0460 (13/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

A sengen Aussoe ronderëm d'Heescheverbuet huet den Inneminister e puermol gesot, dass hien der Police Uweisung ginn huet. Esou och am RTL-Interview vum 11. Mäerz. Am nämmlechten Interview sot en awer och, dass et net um Minister wier, fir der Police ze soen, wéi si sech asetze soll.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Fro stellen:

1. Wéi oft huet den Inneminister zënter sengem Amtsuntrëtt Uweisungen un d'Police ginn?
2. Wéi wäit ginn dem Inneminister seng Kompetenzen, fir der Police Uweisungen oder Uerderer ze ginn?
3. Déi aktuell Regierung wëll eng Gemengepolice aféieren. Wéi wäit ginn engem Buergermeeschter respektiv enger Buergermeeschtesch seng/hir Kompetenzen, fir der Police Uweisungen oder Uerderer ze ginn?

Réponse (23/04/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. an 2. Als politesche Responsabele fir d'Police an zoustänneg fir déi generell Politick vun der bannenzeger Sécherheet, sou wéi am interne Reglement vun der Regierung vum 27. November 2023 festgehalten, ass et meng Roll dofir ze suergen, dass d'Police déi néideg Moyenen, a virun allem dat néidegt Personal, zur Verfügung huet, fir hire legale Missiounen nozokommen.

An deem Sënn hunn ech, wéi an deem Interview gesot, d'Instruktioun ginn, dass déi nächst Rekrutementswell op 200 Polizistekandidaten eropgesat gétt an och dem Generaldirekter gesot, dass et net ka sinn, dass Enquêteure vun alle Sektione vum SPJ am Dispositif renforcé an der Stad agebonne sinn an hien opgefuerdert, déi néideg Moosnamen ze huelen, fir deem en Enn ze setzen.

Meng Roll als Minister, dee fir d'Police zoustänneg ass, besteet och doranner, an Zesummenaarbecht mat der Police, dofir ze suergen, dass d'Engagementer, déi d'Regierung an hirem Programm festgehalten huet, ëmgesat ginn.

Wéi ech och schonn an der Chamber gesot hunn, mëschen ech mech net an déi intern Organisatioun vun der Police an.

ad 3. D'Gemengenautoritéiten hu keen hierarchesche Pouvoir iwwert d'Police a kënnen der Police keng direkt Uedere ginn, et sief, dëst wier vun engem Gesetz virgesinn, wéi zum Beispill am Kader vum Artikel 10 vum ofgeännerte Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwert d'groussherzoglech Police, wou de Buergermeeschter der Police den Uerder ka ginn, am Fall vun enger imminenter Gefor vun enger Persoun an eng Gebai-lechkeet oder en Auto anzedrängen. Och am Kontext vum Artikel 12 vum genannte Policegesetz iwwert d'Fermeture vun engem Commerce huet de Buergermeeschter bestëmmte Kompetenzen. Doriwwer eraus kann de Buergermeeschter a verschiddene Fäll eng Interventioun vun der Police requisitionéieren.

Ganz allgemeng kann de President vum Comité de prévention communal am Fall vun Informatiouns- oder Klärungsbedarf eng Sëtzung vun dësem Comité aberuffen. Et besteet och zu all Moment d'Méiglechkeet, fir sech op direktem Wee mam zoustännegen Policeregionaldirekter a Verbindung ze setzen.

Ofschléissend verweisen ech op e Pilotprojet als éischt Etapp fir eng „unité de police locale“, sou wéi se am Koalitiounsaccord virgesinn ass, mat entsprecherender Weisungsbefugnis fir de Buergermeeschter: „[...] une unité de police locale sera constituée au sein du corps actuel de la PGD, sur laquelle le bourgmestre aura un pouvoir de direction dans le cadre de ses missions d'ordre public (tranquillité publique, sécurité publique et salubrité publique).“ Dës Pilotprojet soll am Laf vun dësem Joer ulafen.

Vaccination contre le tétanos | Question 0463 (13/03/2024) de **M. André Bauler** (DP)

D'Tetanusimpfung géint de sougenannte „Wundstarrkrampf“ ass eng Impfung, déi souwuel bei Kanner wéi bei Erwuessenen duerchgefouert gétt. Si muss reegelméisseg widderholl ginn, fir wirksam ze sinn. Et gétt etlech Fäll, wou dës Impfung awer net widderholl gétt, well d'Leit sech net méi drun erënnere, keen Impfpass hunn oder et guer net méi wëssen.

Aus deem Grond wollt ech d'Madamm Gesondheitsministesch follgendes froen:

1. Féiert d'Santé Statistiken iwwer d'Zuel vun de Leit, déi an der Bevëlkerung géint Tetanus geimpft sinn? Wa jo, wéi héich ass dës Prozentsaz an de verschiddenen Alterskategorien?
2. Wéi vill Leit sinn an de leschten zéng Joer un Tetanus verscheet an a wéi engem Alter?
3. Plangt d'Santé, fir d'Leit ze sensibiliséieren, dës Impfung a reegelméisseg Ofstänn maachen ze loossen?
4. Wéi vill elektronesch Impfcarneten (CVE) goufe bis haut aktivéiert?
5. Wéi vill Dokterer notzen den Outil vum CVE, opgeschlüsselt no Spezialisatioun?

Réponse (22/04/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Santé mécht all 4 Joer eng Enquête iwwert d'Couverture vaccinale bei de Kanner am Alter vu 25–30 Méint. Am Joer 2023 gouf festgestallt, datt 93,1% vun de Kanner déi 4 Basisimpfungen géint ënner anerem Tetanos kruten. Dëst ass liicht besser wéi 2018, wou dësen Taux bei nëmme 89,6% louch.

ad 2. Laut Regëster vun den Doudesursaachen, si keng Doudesfäll am Zesummenhang mat Tetanos an de leschten 10 Joer bekannt.

ad 3. D'Divisioun vun der Preventivmedezinn kommunizéiert reegelméisseg a sensibiliséiert generell iwwer d'Wichtigkeet vun den Impfungen, besonnesch während der europäescher Woch vun den Impfungen (dëst Joer vum 21.–27. Abrëll).

ad 4. Laut de Statistike vun der Agence eSanté, sinn op de 27. Mäerz 2023, 35.904 CVE aktivéiert.

ad 5. Säit den zee Joer, wou den elektronischen Impfpass agefouert gouf, hu 416 Dokterer hiren Interessi um CVE ausgedréckt a kruten eng perséinlech Formatioun. Et sinn dëst:

- 333 Generalisten
- 51 Pediatere
- 16 Gynekologer

- 9 Internisten
- 3 Orthopeden
- 4 „autres spécialités“.

Ze bemierken ass, datt 283 Dokteren de CVE aktiv benotzen, d. h., datt en net just aktivéiert ass, mee datt och wierklech Donnéeë saiséiert gi sinn.

.....

Recours aux bureaux d'études par le Ministère des Affaires intérieures | Question 0475 (14/03/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Am Kader vu verschiddenen Etüden, déi de Banneministère duerchféiere léisst, gëtt ëmmer erëm op extern Etüdebüroen zeréckgegraff.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Banneminister:

1. Wéi vill Etüdebüroe goufen an de leschten dräi Joer – an opgeschlüsselt no de Joren 2021, 2022, 2023 – vum Banneministère beoptraagt, fir Etüden duerchféieren? Kann de Banneminister an deem Kader opschlüsselen, vu wéi enger Natur dës Etüde waren?

2. Wéi héich waren an deem Kontext – opgeschlüsselt no de Joren 2021, 2022 an 2023 – insgesamt d'Käschten, déi un extern Etüdebüroen ausbezuelte goufen?

3. No wéi enge Krittere gëtt am Banneministère decidéiert, ob ee fir déi jeeeweileg Projeten extern Etüdebüroe beoptraagt, oder déi betreffend Analysen a Studien intern duerchféiere léisst?

Réponse (23/04/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

D'Zuel vun de Büroen, déi vum Inneministère chargéiert goufen, fir Etüden duerchféieren, souwéi d'Gesamtkäschte vun dësen Etüde fir d'Joren 2021 bis 2023, resüméiere sech follgendermoossen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Déi jeeeweileg Natur vun den Etüde fir d'Joren 2012 bis 2023 ass follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Déi uewe genannten Etüde sinn iwwer de Budgetsartikel 09.0.12.120 – Frais d'experts et d'études gelaf.

Ob eng Etüd vun Agente vum Ministère duerchgefouert oder extern ausgelagert gëtt, hänkt dovunner of, ob et an deem jeeeweilege Beräich genügend Expertise gëtt, déi et erlaabt, déi Aarbecht op eng qualitativ héich Aart a Weis ze maachen, respektiv ob d'Ausféiere vun der Etüd zäitlech vereinbar ass mat den Activités courantes souwéi diversen anere Projeten, déi vun de Servicer assuréiert musse ginn.

.....

Réorganisation de la gouvernance du Laboratoire national de santé | Question 0483 (15/03/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Le Laboratoire national de santé vient de perdre simultanément sa présidente du conseil d'administration et son directeur général en place depuis le 1^{er} février 2024.

– J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale quelles sont les raisons de ces démissions et plus particulièrement de celle du directeur qui lors de sa nomination avait été couvert d'éloges.

– Quels sont les éléments clés du nouveau plan stratégique annoncé ?

Réponse (22/04/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Il est exact que la présidente du conseil d'administration ainsi que le directeur du Laboratoire national de santé viennent de proposer leurs démissions respectives de façon rapprochée dans le temps.

En ce qui concerne la présidente, qui a dirigé le conseil d'administration depuis le 1^{er} décembre 2019, il faut retenir qu'il était devenu évident depuis plusieurs mois que sa vision stratégique pour l'institution était de moins en moins alignée avec celle de l'ensemble des autres membres du conseil d'administration.

Pour le directeur, qui était en place depuis seulement un mois, il est apparu dès les premiers jours de sa prise de fonction – et ceci malgré ses compétences techniques indéniables – qu'il n'était pas disposé à élaborer ensemble avec le conseil d'administration une stratégie révisée pour le laboratoire.

Or, il est indispensable pour une institution à vocation nationale comme le Laboratoire national de santé de revoir régulièrement et de façon critique sa position stratégique dans un écosystème médical et diagnostique hautement complexe et rapidement évolutif.

Puisque les réflexions sur le développement du nouveau plan stratégique viennent seulement de débuter, il n'est pas possible de renseigner actuellement l'honorable Député sur les éléments de ce plan.

.....

Système de consigne au Luxembourg | Question 0487 (18/03/2024) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

An Däitschland existéiert zënter Joren ee Pfandsystem op Gedrénksfläschen a Béchsen. Hei ass et esou, dass all Supermarché, deen iwwer 200 m² Verkafsfläch huet, all Fläsche muss zeréckhuelen, op deenen ee Pfand drop ass. Geschäfte ënnert 200 m² musse just déi Saachen zeréckhuelen, déi si am Sortiment hunn. (Quell: <https://dpg-pfandsystem.de/index.php/de/faq-ruecknehmer.html>)

Och zu Lëtzebuerg existéiert op verschiddene Verpackungen, grad bei Glasfläschen, ee Pfand. Et ass awer esou, dass hei net all Gedrénkshändler oder Supermarché all Artikel zeréckhëlt, mee meeschtens ëmmer just dat, wat si och selwer am Sortiment féieren.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Wirtschaft a Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau dës Froe stellen:

1. Firwat si grouss Gedrénkshändler hei am Land net verpflichtet, fir all Gedrénksfläschen zeréckzehuelen, esou wéi dat an Däitschland schonns de Fall ass?

2. Wäert d'Regierung sech un der däitscher Gesetzgebung inspiréieren an de lëtzebuergesche Pfandsystem deementspriedend verbesseren?

Réponse (23/04/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Den EU-Kader schafft mat der neier Reglementatioun zum Packaging a Packaging Waste Regulation (PPWR), fir déi d'Verhandlungen tëschent EU-Parlament a Conseil am Mäerz 2024 ofgeschloss goufen, eng Basis, fir de Ressourcëverbrauch an de Verpackungsoffall an der EU ze reduzéieren an d'Kreeslafwirtschaft virunzedeiwen. Eent vun den Elementer, fir déi viséiert Ziler ze errechen, ass d'Mise en place vun engem Consignesystem op verschiddene Gedrénksemballage.

Um nationalen Niveau gouf mat der Modifikatioun vun der „loi modifiée du 21 mars 2017 relative aux emballages et aux déchets d'emballages“ de Kader geschaf, fir een eenheetleche Consignesystem zu Lëtzebuerg opzebauen. D'Gestaltung an d'Ëmsetzung vun dësem System sollen duerch ee groussherzoglecht Reglement beschriwwen a festgehalen ginn. Am Hibleck dovunner gouf d'lescht Joer vum Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit een encadréierten Austausch mam Secteur lancéiert, fir relevant Systemer fir Lëtzebuerg ze identifizéieren a verschidden Zenarien ze analyséieren.

Et muss een awer och soen, dass duerch d'Gréisst vun Lëtzebuerg Marché an de Lien mat de Marchéen aus den Nopeschlänner eng Ëmsetzung net esou einfach ass wéi a gréisseren Länner mat manner grenziwwerschreidende Fluxen. Dëst muss an de Prozess afléissen; bei engem Consignesystem, deen ouni Ofsprooch mat den Nopeschlänner agefouert gëtt, géif de Lëtzebuerg Marché riskéieren, mat verschiddene Produiten net méi beliwert ze ginn.

ad 2. De Lëtzebuerg Consignesystem muss dem nationale Kontext an de Systemer vu sengen Nopeschlänner Rechnung droen. Dofir ass de Prozess zur Definitioun vun engem adequate System nach amgaangen an et musse weider méi detailléiert Analysen an Echangé mam Secteur an den Nopeschlänner ginn, fir zu engem funktionéierende System ze kommen.

.....

Droits de cabaretage | Question 0488 (18/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Geschäfte, déi zu Lëtzebuerg wëllen Alkohol verkafen, brauchen dofir eng Schanklizenz (Licence de cabaretage). D'Gesetz vum 29. Juni 1989 portant réforme du régime des cabarets reegelt de System esou, dass d'Unzuel u Schanklizenzen begrenzt ass un d'Awunnerzuel vun enger Gemeng.

Dës Reegel gouf agefouert mam Argument, dass ee wëll den Alkoholkonsum reduzéieren. Statistike weisen, dass tëschent 1988 an 2019 den Alkoholkonsum zu Lëtzebuerg ëm ronn 27 % erofgaangen ass. Mee och an der Belsch sinn d'Zuelen am selwechten Zäitraum ëm de selwechte Montant erofgaang. Et kann een deemno also net pauschal behaupten, dass d'Aféiere vun de Schanklizenzen zu Lëtzebuerg een Impakt op den Alkoholkonsum hei gehat hätt.

Op der anerer Säit huet d'Reegel de perversen Effekt agefouert, dass verschidde Firmen sech konnten iwwer déi lescht Joerzëngten ee lukrative Maartundeel sécheren, well se där Schanklizenzen a Massen horden. D'Lizenz kënnen nämlech, soubal se am Besët vun enger Firma sinn, fräi um Marché verloun ginn. Grouss Firme sammeln d'Lizenzen, sécheren sech eng Maartpositioun a verlounen se dann zu hire Konditiounen u kleng Restaurateuren a Cafetieren.

A menger parlamentarescher Fro N° 8332 hat ech mech iwwer d'Unzuel vun de Schanklizenzen informéiert an déi deemoleg Finanzministesch huet u sech meng Unam vun der Maartkonzentratioun bestätegt. D'Zuele weisen, dass eleng zwou Firmen iwwer 1.100 vun insgesamt ronn 3.200 Schanklizenzen beséieren (Société A huet 623 Lizenzen, Société B huet 511 Lizenzen, also een Drëttel vun alle Schanklizenzen).

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mëttelstand, Finanzen a Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi steet d'Regierung zum Fakt, dass een Drëttel vun de vum Staat geschafene Lizenzen am Besët vun nëmmen zwou grouse Firme sinn?

2. Bekannterweis gouf et am Februar eng grouss Fusioun tëschent zwee grouse Gedrénkshändler zu

Lëtzebuerg. Wéi hu sech d'Besetzverhältnissen zën-terdeems geännert? Wéi enge 5 Firme gehéieren déi meeschte Schanklizenzen a wéi vill sinn et pro Firma?

3. Fënnnt dës Regierung et richteg, dass de Staat esou staark an de Marché agräift an als Konsequenz doduerch vill kleng Cafetieren a Restaurateuren an d'Hänn vun zwou grouse Firmen dreift?

4. Wäert d'Regierung eppes ennerhuelen, fir de Gedrénksmarché ze liberaliséieren an d'Schanklizenzen an der aktueller Form ofzeschaffen oder ze reforméieren?

5. Firwat schaaft d'Regierung net d'Méiglechkeet of, fir Schanklizenzen dierfen ze verlounen?

Réponse (22/04/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Dat modifizéiert Gesetz vum 29. Juni 1989 portant réforme du régime des cabarets begrenzt d'Unzuel vun de Schanklizenzen zu Lëtzebuerg. D'Zuel vun de Schanklizenzen hänkt effektiv haaptsächlech vun der Awunnerzuel an all eenzel Gemeng of.

Weeder de gesetzleche Kader, nach de Staat schreive vir, wéi dës Schanklizenzen dierfen gehéieren. De Staat huet och keng gesetzlech oder administrativ Handhab, fir an d'Besetzverhältnissen anzegräifen.

Et sief och bemierkt, dass d'Ëmsätze vun de Konkurrenzregeln d'Missioun vun der Konkurrenzautoritéit, der Autorité de concurrence, ass. Dës ass eng onofhängeg ëffentlech Ariichtung, sou dass d'Regierung weeder gewëllt, nach berechtigt ass, an dës Missioun ze interferéieren.

Déi annoncéiert Fusioun vun deenen zwéi grouse Gedrénkschändler zu Lëtzebuerg huet näischt un de Besetzverhältnissen vun de Schanklizenzen geännert, well d'Fusioun nach net ofgeschloss ass.

Am dësem Tableau sinn déi 5 Gesellschaften mat de meeschte Schanklizenzen op den 31. Mäerz 2024 opgelëscht:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

De System, wéi en haut existéiert, huet vir- an Noddeeler. D'Regierung ass amgaang ze analyséieren, wéi den aktuelle Regime gegebenefalls kéint geännert ginn.

Frais de fonctionnement de l'État | Question **0489** (18/0/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Dans sa réponse à la question parlementaire N° 0383 des honorables Députés Corinne Cahen et André Bauler du 22 février 2024, Monsieur le Ministre des Finances prévoit une progression de 7,3 % au niveau des frais de fonctionnement de l'État, ce qui signifierait une baisse de la progression par rapport à la période 2019-2023 qui s'établit aux environs de 10 %.

Ainsi, je souhaite poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre des Finances peut-il m'expliquer ce ralentissement dans la progression des frais de fonctionnement ? Monsieur le Ministre peut-il me faire parvenir une ventilation par administration qui permet de retracer cette baisse de la progression au niveau des différentes administrations ?

Dans sa réponse à la question susmentionnée, Monsieur le Ministre des Finances affirme que 1.800 postes dans la fonction publique étaient inoccupés à l'automne 2023. Monsieur le Ministre des Finances y affirme également que le Gouvernement s'appuiera

davantage sur la « digitalisation » de la fonction publique afin de réaliser des économies.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

2) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer quels postes sont vacants dans la fonction publique, respectivement comment se chiffre de 1.800 postes vacants se répartit sur les différentes administrations publiques ? Monsieur le Ministre peut-il me donner les raisons pour lesquelles ces postes sont restés inoccupés ? Monsieur le Ministre peut-il me communiquer ses pistes de réflexion afin de remédier aux difficultés de recrutement ?

3) Monsieur le Ministre peut-il me faire part de ses projections quant à la baisse des effectifs dans la fonction publique que le Gouvernement espère réaliser à travers une digitalisation accrue de la fonction publique ? Pouvez-vous me dire dans quelles administrations ou dans quels secteurs d'activité le Gouvernement espère plus particulièrement réduire les besoins en ressources humaines à travers une digitalisation accrue ?

Réponse (23/04/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1) Les dépenses pour la consommation intermédiaire au niveau de l'Administration centrale, à laquelle il est communément référée en tant que « frais de fonctionnement », se composent desdits frais réalisés au niveau du budget de l'État proprement dit, des fonds spéciaux, des services de l'État à gestion séparée et des établissements publics.

Les dépenses de consommation de l'Administration centrale ont au total augmenté de 9,3 % en 2019, de 9,1 % en 2020, 7,9 % en 2021, de 13,8 % en 2022 et de 9,3 % en 2023 (suivant les chiffres disponibles au moment de l'élaboration du budget). Cela représente une moyenne arithmétique de 9,9 % sur les années 2019-2023.

Le projet de budget de l'exercice de 2024 table sur une progression desdites dépenses de l'ordre de 7,3 %, soit à un taux qui est effectivement inférieur à la moyenne observée entre 2019 et 2023. Ceci est attribuable à une multitude de facteurs résultant, d'un côté des arbitrages budgétaires retenus dans l'élaboration du projet de budget et, de l'autre, de facteurs techniques, tels que l'échelle mobile des salaires.

ad 2) En poursuivant son objectif d'un service public moderne et performant, le Gouvernement s'est engagé d'améliorer l'efficacité de la fonction publique d'une part et de lier la stratégie de recrutement avec les priorités politiques déterminées par le Gouvernement d'autre part. Ces deux objectifs devant conduire à une meilleure allocation des ressources humaines basée sur une politique de recrutement plus ciblée. Dans l'optique d'une gestion responsable des effectifs dans la fonction publique, les postes de renforcement seront accordés en fonction de l'allocation effective des postes vacants et des mesures de simplification et de digitalisation des procédures mises en place.

Avec un effectif total de plus de 35.000 agents étatiques, il existe une rotation de l'emploi (turnover) régulière due notamment aux départs en retraite et aux démissions. Ceci explique que parmi les 1.800 postes vacants, une partie est toujours temporairement inoccupée à la lumière de cette rotation d'emploi.

L'État n'échappe pas aux effets de la pénurie de plus en plus importante de différents profils sur le marché du travail, il a donc, comme de nombreuses

entreprises ou organisations actives au Luxembourg, des difficultés à trouver certains profils dans un vivier de plus en plus réduit et un marché du travail tendu. Ce fait amplifie la situation des postes vacants.

Les 1.800 postes vacants se répartissent à travers l'ensemble des métiers de la fonction publique étatique. À ce titre, peuvent notamment être mentionnés les métiers de l'IT, de l'éducation, de la santé ou encore de la finance.

Le Gouvernement est très actif dans la promotion des emplois dans la fonction publique via la marque GovJobs (foires de recrutement, portail GovJobs, campagnes de communication, etc.). Les procédures de recrutement auprès de l'État ont été digitalisées et professionnalisées les dernières années afin d'accélérer l'occupation des postes vacants et avant tout pour maximiser l'adéquation des candidats avec les exigences des profils de ces postes. Ces efforts de professionnalisation des procédures de recrutement et de promotion des emplois de l'employeur État seront poursuivis.

ad 3) La digitalisation aura un impact certain sur les ressources humaines dans l'ensemble des domaines qui traitent des volumes importants de demandes de la part des citoyens et entreprises. De manière générale, avec l'essor des technologies telles que l'intelligence artificielle, la digitalisation aura un impact sur la croissance des effectifs au niveau de tous les secteurs d'activité.

Impact du système d'échange de quotas européen | Question **0490** (19/03/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Le système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre (SEQE) est l'instrument européen pour réduire les gaz à effet de serre émis par certaines installations fixes et dans le secteur de l'aviation. Lancé en 2005 le SEQE se trouve actuellement dans sa quatrième phase. Au Luxembourg, 7 compagnies aériennes et 21 installations fixes sont actuellement visées par le SEQE et sont ainsi répertoriées dans le registre national qui permet de suivre la délivrance, la détention, le transfert, la restitution et l'annulation de quotas d'émission de gaz à effet de serre.

Une partie des quotas d'émission est allouée gratuitement aux exploitants des installations fixes et aux compagnies aériennes visées par les législations européennes et nationales en la matière. La part de ces quotas d'émission alloués à titre gratuit a varié au fil des années en fonction des secteurs couverts par le SEQE et les modifications apportées au système.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Combien de quotas d'émission de gaz à effet de serre ont été alloués gratuitement aux installations fixes d'une part et aux compagnies aériennes d'autre part depuis le lancement du SEQE ? Quelle est la part des quotas gratuits dans le total des quotas restitués par les exploitants des installations fixes respectivement des compagnies aériennes ? Monsieur le Ministre peut-il également me fournir une ventilation des parts des quotas d'émission gratuits par secteur industriel (sidérurgie, ciment, verre, chimie, etc.) ?

2) Quelle est la part des émissions de gaz à effet de serre pour lesquelles des quotas d'émission gratuits ont été alloués aux exploitants des installations fixes et des compagnies aériennes dans le total des émissions de gaz à effet de serre comptabilisées pour le Luxembourg depuis l'entrée en vigueur du SEQE en 2005 ?

3) Quel est le manque à gagner au niveau des recettes de l'État de l'allocation gratuite des quotas d'émission depuis le lancement du SEQE en supposant que l'intégralité des allocations auraient été mises aux enchères et vendues au prix moyen par quota enregistré pour chaque année depuis le lancement du SEQE ? Monsieur le Ministre peut-il me fournir une ventilation de ces montants du manque à gagner en fonction des différents secteurs industriels visés par le système ainsi que pour l'aviation ?

4) Vos services ont-ils déjà réalisé voire commandité des calculs et des études sur l'impact négatif de l'allocation gratuite de quotas d'émission sur le dérèglement climatique ? Dans l'affirmative, quels en ont été les résultats ?

Réponse (19/04/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) La première phase du SEQE (2005-2007) était une phase d'essai et les opérateurs ne pouvaient plus utiliser les quotas de la phase I non utilisés au-delà de cette phase. Les compagnies aériennes ont rejoint le SEQE en 2012. Les émissions SEQE déclarées de l'année 2023 sont disponibles et les opérateurs disposent jusqu'au 30/09/2024 pour restituer les quotas correspondants. Le volume à restituer pour 2023 est déjà compris dans les chiffres repris ci-dessous. À l'heure actuelle, 3 sociétés (1 compagnie aérienne : max. 3.174 certificats ; 2 opérateurs industriels : max. 50.564 certificats) sont encore en attente de recevoir l'allocation pour 2023. Comme les montants de l'allocation pourraient encore varier légèrement, plusieurs données fournies par la suite sont provisoires et devraient légèrement augmenter dans les prochains mois. Elles sont marquées d'un astérisque (*).

Secteur industriel :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Ventilation par secteur industriel :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Compagnies aériennes :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2) Le tableau suivant compare les émissions SEQE aux émissions totales du Luxembourg :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Les émissions SEQE de l'aviation, telles qu'elles figurent dans la dernière colonne du tableau ci-dessus, ne peuvent pas être comparées aux émissions totales du Luxembourg, car les émissions du SEQE de l'aviation sont considérées comme des « émissions européennes » et ne sont dès lors pas attribuées à un État membre particulier. De plus, les opérateurs d'aéronefs à administrer par le Luxembourg ne sont pas exclusivement des compagnies luxembourgeoises.

ad 3) Le fonctionnement du SEQE est entièrement régi par la réglementation de l'Union européenne. Il importe de préciser qu'il n'existe pas de relation directe entre le volume de quotas gratuits dont bénéficient les installations industrielles situées sur le territoire d'un État membre et la part des recettes des enchères, également régies par la réglementation européenne, dont bénéficie cet État membre. En effet, les allocations gratuites sont déterminées en application des référentiels correspondant aux différents produits couverts par le SEQE sur base, notamment, du niveau d'activité des installations et du facteur d'exposition aux fuites de carbone. La répartition des recettes des enchères entre les États

membres en revanche est déterminée suivant une clé de répartition laquelle s'appuie principalement sur les émissions historiques du SEQE. S'y ajoute qu'une part des recettes des quotas mis aux enchères est mise à disposition du Fonds pour l'innovation, du Fonds pour la modernisation, du Fonds social pour le climat ou encore affectée au profit de la facilité pour la reprise et la résilience. Il s'ensuit que la détermination d'un manque à gagner au niveau des recettes de l'État, se référant au volume de quotas gratuits dont ont bénéficié les installations situées sur le territoire national, reposerait sur des hypothèses erronées et ne ferait donc aucun sens.

Rappelons enfin qu'historiquement, il a été recouru à l'allocation gratuite de quotas pour limiter les risques de fuites de carbone au niveau des installations industrielles. À partir de 2026, l'introduction progressive du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières sera accompagnée d'une suppression progressive de l'allocation de quotas à titre gratuit. Aussi, les quotas d'émission gratuits pour le secteur de l'aviation seront progressivement supprimés en 2024 et 2025 et feront l'objet d'une mise aux enchères intégrale à partir de 2026, à l'exception d'un volume limité de quotas réservés au niveau européen pour encourager l'utilisation de carburants d'aviation durables.

ad 4) Le Gouvernement n'a pas commandité d'études spécifiques sur l'impact négatif de l'allocation gratuite de quotas d'émission sur le dérèglement climatique. Il y a toutefois lieu de rappeler que les propositions de directive successives de la Commission européenne introduisant, puis successivement renforçant et étendant le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ont été accompagnées d'analyses d'impact.

.....

Risques environnementaux des nouveaux OGM | Question 0492 (19/03/2024) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

En juillet 2023, la Commission européenne a proposé un nouveau cadre pour la réglementation les « nouveaux OGM », donc les plantes produites par les nouvelles techniques génomiques. La proposition considère une catégorie de nouveaux OGM (dite de catégorie « NGT1 ») équivalente aux plantes dites conventionnelles sur base du type et du nombre de mutations introduites. Selon le texte, cette catégorie des OGM ne devra plus passer par une analyse des risques pour l'environnement et pour la santé.

Le Gouvernement luxembourgeois s'est prononcé en faveur d'une déréglementation des nouveaux OGM, estimant que les plantes issues des nouvelles techniques génomiques NGT1 pourraient être produites naturellement, et devraient donc être considérées « équivalentes » à des plantes conventionnelles et ne devraient donc plus faire l'objet d'une analyse des risques pour l'environnement et la santé et ne devraient plus être traçables ni étiquetées.

Pourtant, la proposition de règlement est controversée, plusieurs agences étatiques européennes ainsi qu'organisations environnementales ayant sonné l'alerte par rapport aux effets que le proposé règlement risque d'avoir, notamment sur l'environnement naturel.

Ainsi, dans un premier avis² de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement

et du travail de la France (Anses) datant de novembre 2023, son groupe d'expert.e.s conclut que les critères d'équivalence basés uniquement sur les aspects moléculaires sont insuffisamment justifiés et devraient prendre en compte les caractères des plantes et leurs éventuels risques.

Dans un deuxième avis³ publié en mars 2024, le groupe d'expert.e.s de l'Anses considère que l'évaluation des risques pour l'environnement telle que demandée par le référentiel existant pour les OGM classiques reste pertinente pour les plantes issues de mutagenèse dirigée. De plus, le groupe estime que « [...] cette évaluation des risques pour l'environnement devrait prendre en compte les potentiels effets cumulés sur l'environnement à long terme liés à une augmentation des surfaces de culture de plantes génétiquement modifiées autorisées, ainsi que les caractéristiques agro-environnementales de leur culture ».

Il préconise la mise en place d'une évaluation des risques ex ante prenant à la fois en compte la technique utilisée et les caractéristiques de la plante, et souligne l'importance de mettre en place un mécanisme global de suivi de la mise en œuvre des nouveaux OGM après leur mise sur le marché, y inclus sur le plan environnemental.

Le Bundesamt für Naturschutz de l'Allemagne quant à lui a également publié une étude scientifique basée sur la proposition de la Commission européenne. L'étude conclut que certaines plantes NGT1 peuvent présenter des risques environnementaux similaires par rapport aux OGM classiques, notamment en ce qui concerne leur caractère invasif.

La Gesellschaft für Ökologie in Deutschland, Österreich und der Schweiz (GfÖ) dans son analyse⁴ met en garde que la déréglementation proposée s'appliquera à toutes les plantes, y inclus les espèces sauvages. Elle estime que l'application illimitée du NGT1 dans les populations sauvages aura des conséquences imprévisibles sur la biodiversité et la conservation de la nature. La GfÖ recommande une évaluation des risques appropriée de tous les nouveaux OGM, en application du principe de précaution.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant des précitées études et analyses concernant les risques pour la biodiversité émanant du dérèglement des nouveaux OGM ? Monsieur le Ministre a-t-il organisé des échanges avec les précitées agences voire organisations afin de mieux comprendre les préoccupations d'ordre environnemental abordées dans leurs analyses ?

2) Comment Monsieur le Ministre évalue-t-il les préoccupations des précitées agences étatiques et organisations environnementales concernant les dangers pour la biodiversité et la conservation de la nature liés à la suppression de l'analyse des risques environnementaux pour une grande partie des nouveaux OGM ?

² Avis de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail relatif à l'analyse scientifique de la proposition de règlement de la Commission européenne du 5 juillet 2023 relative aux nouvelles techniques génomiques (NTG) – Examen des critères d'équivalence proposés pour définir les plantes NTG de catégorie 1, URL : <https://www.anses.fr/fr/system/files/BIOT2023AUTO0189.pdf>

³ Avis et rapport de l'Anses relatif aux méthodes d'évaluation des risques sanitaires et environnementaux et des enjeux socio-économiques associés aux plantes obtenues au moyen de certaines nouvelles techniques génomiques (NTG), URL : <https://www.anses.fr/fr/system/files/BIORISK2021SA0019Ra.pdf>

⁴ Expert Group "New Genomic Techniques", Ecological Society of Germany, Austria and Switzerland (GfÖ), New genomic techniques from an ecological and environmental perspective : science-based contributions to the proposed regulations by the EU Commission, URL : https://gfoe.org/sites/default/files/ngt_gfoe_final.pdf

3) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les discussions menées au sein du Conseil « Agriculture et pêche » devraient en tout cas se limiter aux plantes culturales ? Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

4) Au vu des précitées publications, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que toutes les plantes issues des nouvelles techniques génomiques devraient faire l'objet d'une analyse des risques environnementaux individuelle en application du principe de précaution ? Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

5) Monsieur le Ministre compte-t-il intervenir auprès de Madame la Ministre de l'Agriculture afin d'aboutir à une position luxembourgeoise prenant en compte les aspects environnementaux ainsi que le principe de précaution ?

Réponse (23/04/2024) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Les rapports en question émanent d'agences nationales de différents États membres. Il appartient aux autorités compétentes de ces États membres de consulter leurs agences et de présenter leurs avis à la Commission européenne et aux États membres. Ces avis pourront alors être discutés au sein du Conseil de l'Union européenne.

En absence d'une agence d'évaluation des risques au Luxembourg, l'EFSA constitue l'organisme de référence pour le Luxembourg. Elle joue un rôle central dans l'évaluation des risques pour la santé humaine, animale et environnementale liés aux denrées alimentaires et aux organismes génétiquement modifiés. Étant en échange régulier avec les réseaux scientifiques au niveau européen, et après consultation des études mentionnées, le Gouvernement maintient une position de précaution par rapport à ces techniques novatrices vu l'incertitude des séquences potentielles à long terme sur la biodiversité et l'environnement naturel.

ad 2) La Commission européenne s'est basée sur l'avis de l'EFSA lors de la publication de la proposition législative en juillet 2023 et a déterminé un seuil critique afin de définir deux catégories de NGT. Les critères d'équivalence établis doivent permettre d'assurer que les plantes NGT qui les respecteraient (c.-à-d. les plantes NGT de catégorie 1) auraient pu être produites au moyen de techniques d'obtention conventionnelles.

Les rapports évoqués par l'honorable Députée constituent un complément d'information par rapport aux certaines d'études qui ont étayé l'avis initial de l'EFSA.

Notamment dans le rapport de l'ANSES, le GT « Biotechnologie » propose de clarifier certaines formulations de l'annexe 1 détaillant les critères d'équivalence entre les végétaux NGT et les végétaux conventionnels.

ad 3) Le champ d'application de la proposition se limite aux végétaux produits par mutagenèse et cis-génèse ciblées (y compris l'intragenèse), aux produits contenant ces végétaux ou consistant en ces végétaux ainsi qu'aux denrées alimentaires et aliments pour animaux contenant, consistant ou produits à partir de ces végétaux. Les plantes culturales ne sont donc a priori pas incluses.

Une différenciation au niveau de la formation du Conseil responsable pour discuter de la proposition concernant les nouvelles techniques génomiques en fonction de la nature des plantes n'est guère praticable. À travers les échanges entre les différents

ministères, le Gouvernement adopte une position cohérente qui n'est pas conditionnée par la nature de la formation du Conseil de l'Union européenne qui tranche le sujet.

ad 4) La Commission européenne vise à réformer les lois européennes sur le génie génétique et à les adapter au progrès scientifique et technique. Avec le développement de nouvelles techniques de mutagenèse dirigée qui facilitent le développement de nouveaux produits il s'avère important d'adapter la législation relative aux organismes génétiquement modifiés.

L'objectif est de permettre l'innovation dans l'agriculture sans pour autant sacrifier le niveau élevé de protection de la santé humaine et animale et de l'environnement.

Chaque plante est soumise à une évaluation par les autorités compétentes des EM pour déterminer de quelle catégorie elle fait partie (cf. question 2). Les plantes NGT de catégorie 1 auraient pu être produites au moyen de techniques d'obtention conventionnelles et ne peuvent pas être différenciées par des analyses des plantes conventionnelles. De ce fait une analyse des risques environnementaux individuelle préalable ne s'avère pas nécessaire.

Si la Commission européenne ou un autre État membre émet un doute sur la classification établie, le dossier est soumis à une évaluation de risque individuelle par l'EFSA.

ad 5) Le principe de précaution est un principe fondamental du droit de l'environnement ancré dans le droit primaire de l'Union européenne. Selon la Commission européenne, la proposition de règlement vise à maintenir un niveau élevé de protection de la santé humaine et animale et de l'environnement et respecte le principe de précaution. Elle s'est notamment appuyée sur des avis scientifiques de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et du Centre commun de recherche (JRC).

Le Gouvernement luxembourgeois est conscient que plusieurs voix contestent la conformité de la proposition de règlement avec le principe de précaution. Le Gouvernement étudiera ces propos avec la diligence requise et veillera, lors des négociations en cours sur la proposition, au strict respect du principe de précaution.

La Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture est compétente en la matière. Néanmoins, un échange régulier sur ce dossier a lieu entre les ministres concernés et leurs administrations.

.....
Implantations de nouvelles stations-service essence au Luxembourg | Question 0494 (19/03/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Dës Regierung huet sech am Koalitionsaccord zum Nationale Klima- an Energieplang bekannt, wou eng Dekarbonisierung vum Transport klore Bestanddeel ass. Grad Lëtzebuerg huet am Transportsecteur eng immens schlecht Bilanz virzeweise wéinst dem Tanktourismus, well all Liter, dee mir hei am Land verkaufen, eis ugerechent gëtt.

An dëser Kohärenz misst dës Regierung u sech dofir suergen, dass an Zukunft op d'mannst net méi Pétrol verkat gëtt, wéi dat haut schonns de Fall ass. Den traditionellen a klimaschiedlechen Tankstellereiseu dierft deemno net weider ausgebaut ginn. Nom Bau vun enger neier Tankstell am Echangeur Steebrécken, hat ech dës Punkt schonn a menge parlamentaresche Froen N° 1303 a 1552 aus dem Joer 2019 opgeworf.

An der Chamberssitzung vum 14. Mäerz 2024 hat ech de Minister dann op verschidde Projeten opmierksam gemaach, wou weider Tankstellen hei am Land solle gebaut ginn. Rezent gouf wou Beispill an der Sitzung vum 18. Mäerz 2024 am Pëtenger Gemengerot een Terrain kaf mam Zil, dass d'Gemeng den Terrain enger Pétrols-Multinationale zur Verfügung stellt, fir eng Tankstell drop ze bauen. De Minister sot an der Chamberssitzung, dass hien zu deem Moment nach keng Kenntnis vun esou Dossieren hat.

An deem Zesammenhang wëllt ech de Ministere fir Energie a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Fro stellen:

1. Wéi steet dës Regierung zum Bau vu weideren traditionellen Tankstellen hei am Land?

2. Stinn déi zoustänneg Ministère dem Bau vu weideren Tankstelle favorabel géigeniwwer?

3. Wéi steet d'Regierung am Kontext vun Klimawandel dozou, d'Aktivitéit an d'Unzuel vu Pétrolstankstellen an Zukunft méi streng ze kontrolléieren an erofzesetzen, souwéi d'Gesetzter et aktuell bei den Apdikten oder bei de Schanklizenze maachen, wou d'Aktivitéiten och net liberaliséiert, mee méi streng encadréiert sinn?

4. D'Gemeng Pëteng huet an der Decisioun vum 18. Mäerz 2024 dovunner geschwat, dass d'Transaktioun am But vun der Utilitéit publique gemaach gëtt. Ass den Ausbau vun Tankstellennetz als Utilitéit publique unzegesinn, grad am Kontext vun enger Klima-Urgence, déi weltwäit op internationalem Niveau unerkannt ass?

Réponse (22/04/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

D'Regierung steet generell zu der Handelsfräiheet: E Betrib, deen déi néideg Geneemegungen huet an am legale Kader agéiert, ass fräi sech néierzeloossen.

E méi strengt Encadrement vum Tankstellesecteur ass net am Koalitionsaccord virgesinn. D'Regierung wëllt, wéi am Koalitionsaccord virgesinn, de Wiessel zur Elektromobilitéit an der klimaneutraler Mobilitéit anescht ënnerstëtzen, zum Beispill andeems de Kaf vun Elektroautoen an d'Installatioun vu Borne weider subventionéiert gëtt. D'Subventionne fir déi emissionsfräi Mobilitéit vun de Bierger wäerte reegelméisseg ugepasst ginn, fir all Bierger d'Méiglechkeet ze ginn, op eng emissionsfräi an nohaltig Mobilitéit ëmzeklappen.

D'Exploitioun vun den 8 Autobunnstankstellen ass u Concessioun gebonnen, déi iwwer europäesch Ausschreibungen attribuéiert ginn. Am Kader vun der Energietransitioun gesäit de Koalitionsaccord vir, datt Konzepter ausgeschafft ginn, fir déi besteeënd Autobunnstankstelle mëttelfristeg zu Multi-Energie-Zentere weiderzuentwéckelen. Zousätzlech „traditionell“ Autobunnstankstelle si momentan net geplangt.

Eng eventuell Limitatioun vun der Unzuel vun Tankstellen am Land misst op Basis vun de Krittere vun der Constitutioun a vum EU-Traité analyséiert ginn. D'Lëtzebuerg Constitutioun gesäit an hiren Artikele 35 a 37 vir, datt all Aschränkung vun der Handelsfräiheet (Liberté de commerce) de Prinzipp vun der Proportionalitéit muss respektéieren. Dëst entsprécht der Logik vum EU-Traité a vun der Direktiv zu den Déngschtleeschungen am Bannemaart (Directive relative aux services dans le marché intérieur 2006/123/CE), déi an hirem Artikel 15.2a virgesäit, dass quantitativ Limitatiounen kumulativ déi dräi Konditiounen, vun der Netdiskriminierung, der Noutwendegkeet an der



Proportionalité respektéiere mussen. Op Basis vun der konstanter Rechtssprechung vum Europäesche Gerichtshaff, mussen all Exceptionne restriktiv interpretéiert ginn. Et misst also beluecht ginn, datt d'Zil vum Klimaschutz duerch manner Konsum vum Pétrol net op eng méi efficace a manner restriktiv Aart a Weis kéint ëmgesat ginn, wéi eng Limitatioun vun der Unzuel vun Autorisatiounen fir Tankstellen. D'Regierung ass der Meenung, datt ënnert anerem och d'Fërdere vun der Elektromobilitéit de Konsum vu fossille Brennstoffe wäert limitéieren, esou datt eng Aschränkung vun der Handelsfräiheet net pertinent ass.

.....

Logiciel de vidéosurveillance intelligente | Question 0495 (19/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Während eng méiglech Reglementatioun vun der kënschtlecher Intelligenz am ëffentleche Raum op europäeschem an nationalem Niveau nach diskutéiert gëtt, ass hiren Asaz am Beräich vum Commerce a vereenzelte Modeller schonns Deel vum Alldag. Am „Amazon Go“-Geschäft hëllef Kameraen, d'Kafverhale vun de Clienten ze analyséieren, esou dass dëse Modell ouni physisch Keess funktionéiere kann. An Däitschland gëtt a verschiddene Geschäfte e System vu „Veesion“ getest, deen iwwert eng spezifesch Software d'Verhale vun de Clienten analyséiert, fir präventiv potentiell Déifstall erkennen ze kënnen. Zu Lëtzebuerg ass den Asaz vun esou Modeller am Commerce nach net publick ginn, ob esou Software genotzt ginn ass, ass also onkloer.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi positionéiert sech Lëtzebuerg zum Asaz vun esou Systemer, déi, laut Hiersteller, potentiell kriminell Akte präventiv erkenne kënnen?

2. Wier et professionellen zu Lëtzebuerg installéierten Acteure laut nationaler Legislatioun erlaabt, Systemer ze notzen, déi d'Verhale vu Leit op hirem Terrain mat Hëllef vu Videoiwwerwaachung a kënschtlecher Intelligenz analyséieren?

Réponse (22/04/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministère de la Justice, Ministère déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1. Intelligent Videoiwwerwaachungssoftware, déi fir den Zweck vun der Präventioun vu Verbrechen installéiert sinn, mussen d'Bestëmmunge vum Gesetz vum 1. August 2018 betreffend de Schutz vun Individuen am Bezuch op d'Veraarbechtung vu perséinlechen Donnéeën am penale Beräich souwéi a Saache vun nationaler Sécherheet respektéieren.

Zousätzlech gesäit den Artikel 43bis vum geännerte Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwert d'Police grand-ducale („VisuPol“) d'Konditiounen vir, ënnert deenen d'Videoiwwerwaachung vun ëffentleche Plaze kann ausgefouert ginn. Besonnesch de Paragraf (5) Alinea 2 vun deem Artikel gesäit vir: „[...] La prise d'image peut inclure le recours à des techniques de focalisation et à des détections automatiques de situations. Le recours à des techniques de reconnaissance faciale est exclu.“

Ab 2025 muss och d'europäesch Reglement „Artificial Intelligence Act“ berücksichtegt ginn, dat ënner anerem fir Systemer, déi perséinlech Donnéeën mat der Hëllef vu kënschtlecher Intelligenz („AI“) veraarbechten, eng gewëssen Unzuel vun zousätzlechen Obligatiounen virgesäit. Sou wäerte verschidden AI-baséiert Applikatiounen (zum Beispill d'Benotzung vu Videoiwwerwaachung, fir Gesichtserkennungsdatebanken

ze kreéieren) verbuede ginn. Et gëtt awer Ausname fir d'Strofverfolgung. Ausserdeem gi strikt Obligatiounen fir aner AI Systemer virgesinn, besonnesch d'Vepflichtung, fir Risikobewäertung a Minimiséierung vun Datebenotzung („data minimisation“) ausféieren ze mussen, e Benotzungsregister ze hunn, transparent a korrekt ze sinn, an enger mënschlecher Supervisioun ze ënnerleien. Zousätzlech mussen allgemeng AI Systemer an d'Léiermodeller, op deenen se baséieren, Transparenzfuorderunge respektéieren. Et ass awer ubruecht, op Basis vun de legislativen Entwécklungen ze iwwerpräiwien, wéi dat europäesch AI Gesetz fir ëffentlech Acteuren zu Lëtzebuerg gëlle wäert.

ad 2. Intelligent Videoiwwerwaachungssoftware, déi vu privaten Acteuren installéiert goufen (oder ëffentlechen Acteuren, ausser zum Zweck vun der Präventioun vu Verbrechen oder der nationaler Sécherheet), mussen d'Bestëmmunge vum europäeschen Dateschutzreglement („GDPR“) respektéieren.

Ënnert de Punkten, deene besonnesch Opmierksamkeet zoukomme sollt, notéiert d'Commission nationale pour la protection des données (CNPD) an hiren Analyse besonnesch de Prinzip vum der Transparenz, dee vum „data protection by design“, d'Konditiounen, déi mat der Notzung vun engem Sous-traitant verbundene sinn, an, falls relevant, d'Veraarbechtung vu sensible perséinlechen Donnéeën.

D'Regierung schléisst sech der Analys vun der CNPD un, an ënnersträicht d'Wichtigkeet vun mënschlechen Element („Human in the loop“) an automatiséierte Systemer. Wéi virdru schonn erwäänt, muss ab 2025 och den „Artificial Intelligence Act“ berücksichtegt ginn. Esou wäerte verschidden AI-baséiert Applikatiounen, wéi zum Beispill d'Benotzung vu Videoiwwerwaachung, fir Gesichtserkennungsdatebanken ze kreéieren, verbuede sinn, während strikt Obligatiounen fir aner AI Systemer wäerte bestoen, déi an d'Kategorie „Héije Risiko“ falen.

.....

Enseignement secondaire général au Lënster Lycée | Question 0496 (19/03/2024) de **M. Max Hengel** (CSV)

Am Moment bitt de Lënster Lycée niewent dem Regime vum Enseignement secondaire classique och Klassen am Regime vum Enseignement secondaire général un. Mengen Informatiounen no, soll de Regime vum Enseignement secondaire général deemnächst auslaffe gelooss ginn. An deem Zesummenhang wollt ech folgend Froen un den Här Bildungsminister stellen:

- Kënn Dir konfirméieren, datt de Regime vum Enseignement secondaire général am Lënster Lycée ausleeft?
- Wa jo, wat sinn d'Grënn fir dës Entscheedung?
- Ab wéini gëllt dës Entscheedung?

Réponse (23/04/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

De Lënster Lycée (LLIS) bitt vun der Rentrée 2024 u keng 7G-Klasse vun der Voie d'orientation am Enseignement secondaire général (ESG) méi un. Schüler, déi aktuell op enger 7G oder enger 6G am LLIS sinn, kënnen selbstverständlech hire Parcours op den ënneschte Klassen an där Schoul weiderféieren.

De Rescht vun der schoulescher Offer mat nationalem Programm am LLIS bleift onverännert: Op den ënneschte Klasse gi weiderhin d'Klasse vun der Voie de préparation (7P, 6P, 5P), d'Classe d'initiation professionnelle (CIP) respektiv d'Classe d'orientation professionnelle (COP) esouwéi och d'Classe

d'adaptation (5AD) ugebueden. Op den ieweschte Klasse gi weiderhin d'Sektioun Ingénierie (4GIG-1GIG) an d'Division administrative et commerciale vum ESG ugebueden, nieft Formatiounen vun der Berufsausbildung.

D'Decisioun, keng 7G-Klasse méi unzebidden, ass getraff ginn, well d'Aschreiwungen an den europäesche Klasse staark geklomme sinn. D'Demande fir ESG-Klassen zu Jonglënster ass kleng, wat sech warscheinlech duerch d'Proximitéit notamment mat der Stad erkläert, wou d'Schüler e breede Choix un ESG-Klassen a verschiddene Lycéeën hunn.

Mat den europäesche Klassen an zousätzlech der Voie de préparation riicht sech d'Offer am Secondaire vum LLIS weiderhin un all Schüler, onofhängeg dovun, ob se um Enn vum Cycle 4.2. an de Classique, de Général oder d'Voie de préparation orientéiert ginn. Déi europäesch Klassen am Secondaire sinn nämlech accessibel souwuel fir Schüler, déi an den ESC, grad wéi och an den ESG orientéiert ginn.

.....

Plan d'action « Sécurité routière » 2019-2023 | Question 0497 (19/03/2024) de **M. Yves Cruchten** | **Mme Francine Cloeser** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Le Plan d'action « Sécurité routière » 2019-2023, visant à combattre de manière durable l'insécurité routière et à relever les défis actuels en matière de sécurité, s'est inscrit dans la continuité des efforts d'amélioration. Or, un rapport spécial de mars 2024 de la Cour des comptes européenne souligne que, sans une augmentation significative des efforts de l'UE et des États membres, les objectifs de réduction de moitié du nombre de morts et de blessés graves d'ici 2030, et l'objectif « Vision zéro » visant une mortalité nulle sur les routes, semblent difficile à atteindre.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et Madame la Ministre de la Justice :

- 1) Quel bilan global pouvez-vous dresser du Plan d'action « Sécurité routière » 2019-2023, notamment en ce qui concerne l'atteinte des objectifs fixés face aux 11 défis identifiés ?
- 2) L'augmentation du nombre des victimes d'accidents de la route durant cette période correspond-elle aux objectifs de sécurité routière fixés par l'Union européenne ? Nous vous prions de fournir des détails pour chaque année couverte par cette période.
- 3) Pouvez-vous préciser le nombre de radars « mobiles » et « chantiers » mis en place entre 2019 et 2023, ainsi que le nombre d'infractions relevées par ces dispositifs ?
- 4) Quel est l'état d'avancement du projet d'installation de radars tronçons sur les sections routières considérées comme dangereuses, notamment sur le tronçon « N25 Wiltz-Kautenbach » ?
- 5) Avez-vous des données sur les communes ayant mis en œuvre des zones scolaires limitées à 30 km/h ? Le ministère envisage-t-il de généraliser ces zones obligatoires à l'échelle nationale ?
- 6) Suite aux discussions sur les « éthylomètres anti-démarrage » lors d'un séminaire avec cinq pays européens en 2015, le Gouvernement projette-t-il de rendre obligatoire l'installation de ces dispositifs pour les conducteurs reconnus coupables de délits liés à l'alcool ?
- 7) Combien de cas de fraude au compteur kilométrique ont été identifiés lors des contrôles techniques

pendant la période 2019-2023 ? Les autorités judiciaires disposent-elles de statistiques sur les infractions effectivement constatées ?

8) L'étude sur le profil des conducteurs impliqués dans des accidents avec blessés graves, mentionnée dans la mesure n° 22 du plan d'action, a-t-elle été concluante ? Pouvez-vous partager les éléments principaux définissant le profil type de ces conducteurs ?

9) Indépendamment des changements apportés par la refonte de la directive européenne sur le permis de conduire, envisagez-vous de rendre obligatoires des formations continues pour les instructeurs ? Si oui, pourriez-vous nous détailler les principaux objectifs et le contenu envisagé de cette formation ?

10) Le Gouvernement est-il en faveur de l'introduction de contrôles de vitesse effectués par des véhicules de police en mouvement, équipés de caméras ?

Réponse (23/04/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1) Dans le cadre du Plan d'action « Sécurité routière » 2019-2023, le Gouvernement précédent a pris une série de mesures ambitieuses afin de relever les défis spécifiques en matière de sécurité routière. Ces mesures ont porté notamment sur les principales causes d'accidents telles que la vitesse, l'alcool, les drogues, la distraction au volant et les comportements dangereux. Des améliorations ont été apportées aux équipements de sécurité, aux infrastructures routières et à la protection des usagers de la route les plus vulnérables. En outre, les efforts de prévention, comme la sensibilisation et la formation des conducteurs ainsi que des sanctions policières plus efficaces, font partie des actions les plus significatives.

En ce sens, la mise en place de radars fixes et mobiles ainsi que de radars tronçon constitue l'une des pierres angulaires de cette initiative. Avec l'ajout de 4 nouveaux radars fixes, le total atteint désormais 30 radars, auxquels s'ajoutent 2 radars chantier ainsi que 5 radars mobiles et 5 radars tronçon. Ces dispositifs ciblent spécifiquement les zones accidentogènes. Un règlement grand-ducal regroupe par ailleurs une série de tronçons avec limitation de la vitesse en dehors des agglomérations.

De surcroît, de nouvelles lignes directrices ministérielles ont été élaborées pour faciliter la création de zones à circulation apaisée favorisant une conduite plus sûre et en priorisant la qualité de vie. Des campagnes de sensibilisation, telles que « Zéro alcool au volant » et « La mort au bout du virage », visent à changer les comportements des conducteurs en mettant l'accent sur la responsabilité individuelle. D'autres campagnes comme « Respect my space » ou « Déi schéin Aktioun » thématisent la tolérance mutuelle.

Parmi les mesures les plus importantes figurent celles qui visent à prévenir une conduite dangereuse. Par exemple améliorer le respect des feux rouges avec la mise en service de quatre radars feux rouges ou encore dissuader l'utilisation du portable au volant avec le retrait de quatre points du permis de conduire.

Sur le plan international et européen, le Luxembourg s'engage à soutenir les initiatives visant à équiper les véhicules de nouveaux systèmes d'assistance à la conduite sécurisée ou encore, à lutter contre la fraude kilométrique. Le Luxembourg participe à des groupes de travail sur la conduite autonome à Genève et au projet pilote lancé par la Commission européenne (ODOCAR).

Des mesures spécifiques ont également été prises pour les conducteurs de motos, avec un plan d'action dédié et un renforcement des contrôles policiers pendant la saison moto.

L'analyse des accidents par l'Administration des enquêtes techniques permet une meilleure compréhension des causes sous-jacentes, ce qui oriente les actions préventives et les améliorations des infrastructures.

En parallèle, la réforme de la directive relative au permis de conduire est en discussion au niveau de l'Union européenne, avec des implications sur la formation des conducteurs et les programmes d'apprentissage. Sur le plan national, les questions de l'examen théorique ont été complétées par 600 nouvelles questions et un nouveau logiciel est en cours d'élaboration.

Des mesures plus répressives contribuent à une application plus efficace des règles du Code de la route, telles que le recours à la mise en fourrière du véhicule en cas de récidive de conduite sans permis de conduire ou encore la simplification de la procédure de dépistage de drogues en cas de signes manifestes ou d'aveu.

Quant à la conception des routes, la mise en œuvre du Plan d'action « Sécurité routière » constitue une priorité pour l'Administration des ponts et chaussées en vue de réduire l'insécurité routière durablement.

Ainsi, tout projet routier se base sur des considérations de sécurité routière autant pour les véhicules motorisés, les piétons ou les cyclistes. En ce qui concerne les aménagements routiers existants, une analyse continue des accidents est assurée pour pouvoir prendre, le cas échéant, des mesures adaptées. En parallèle, l'entretien des routes vise à maintenir le bon état des routes ainsi que des ouvrages d'art afin de garantir de bonnes conditions de circulation en toute circonstance.

Ces mesures continues comprennent, entre autres, le service hivernal, la mise en place de glissières de sécurité pour véhicules, l'installation de glissières spéciales pour motos (notamment dans les virages), la réfection de toute détérioration (nids de poule, dommages causés par les usagers de la route, etc.), la sécurisation ou l'enlèvement d'arbres routiers présentant un danger pour la circulation routière ou en mauvais état de santé, l'équipement spécifique des véhicules de balisage sur les chantiers autoroutiers et la sécurisation des accidents, etc. Ainsi, des efforts importants ont été déployés pour sécuriser les infrastructures routières, incluant le déplacement ou la suppression de 1.327 arbres, l'installation de 46 km de glissières de sécurité et d'écrans de protection pour motocyclistes (17,2 km).

Face au défi de dissuader les excès de vitesse, l'Administration des ponts et chaussées a continué de déployer des radars automatiques sur le réseau routier étatique. Tel que prévu dans le plan d'action, des radars tronçon ont également été déployés (route nationale N11 et tunnels autoroutiers) et des radars feux rouges ont été installés à la hauteur de la Place de l'Étoile, près du Lycée Aline Mayrisch et au niveau de la Porte de Hollerich.

Signalons encore l'existence d'un groupe de travail « Audit de sécurité » dont le lead incombe à l'Administration des ponts et chaussées et dont le rôle s'inscrit dans les engagements de la Charte nationale de la sécurité routière et de la « Vision zéro ». Les accidents mortels et graves survenus sont analysés du point de vue de la sécurité routière relative à l'infrastructure routière. Dans le cas où des améliorations sont considérées possibles et utiles, des mesures adéquates sont entreprises.

Le Gouvernement actuel s'est engagé dans le cadre de l'accord de coalition à mettre en place un troisième plan d'action, à l'instar des plans d'actions précédents, visant à combattre l'insécurité routière avec un objectif « Vision zéro ». Ce plan axé à la fois sur la prévention, la sensibilisation et sur la répression visera à combattre les causes principales d'accidents graves et mortels.

ad 2) Le programme décennal de l'Union européenne prévoyait de réduire de 50 % le nombre de victimes de la route tuées entre 2010 et 2020. Le Luxembourg a enregistré 32 décès en 2010. Avec 26 victimes, l'objectif visé de réduire le nombre de victimes de la route tuées au moins à 16 pour 2020 n'a malheureusement pas été atteint.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Les statistiques pour l'année 2023 ne sont pas encore disponibles et seront présentées, à l'instar des années passées, lors d'une conférence de presse.

La Commission européenne a reformulé ses défis pour la nouvelle « décennie d'action 2021-2030 » et s'est de nouveau fixé pour objectif de réduire de 50 % le nombre de décès au niveau européen de 22.800 à 11.400. La réduction de la mortalité due aux accidents de la route est une priorité pour la Commission européenne. Une réduction de 50 % du nombre de blessés graves est également visée. Pour atteindre cet objectif au niveau national, le Luxembourg devrait réussir à réduire le nombre de décès au moins à 12 et le nombre de blessés graves au moins à 133 en 2030.

L'objectif principal du Gouvernement actuel est la « Vision zéro », visant à réduire autant que possible le nombre de morts sur les routes.

ad 3) Le tableau ci-dessous contient les infractions « radars mobiles » et infractions « radars chantiers » entre 2019 et 2023 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

La Police grand-ducale dispose de 2 radars chantier et de 5 radars mobiles. Des contrôles sont régulièrement effectués par la Police grand-ducale à différents endroits accidentogènes.

ad 4) À la suite d'une phase test du premier radar tronçon sur la route nationale N11, il a été retenu dans un premier temps de limiter l'installation de radars tronçon à des tronçons plus adaptés et rectilignes, tels que les tunnels autoroutiers, et à vitesse constante de 90 km/h dans les tunnels Markusberg, Grouft, Gousselerbiert et Stafelter, respectivement de 70 km/h dans le tunnel Micheville.

Ainsi, le tracé sinueux de la route nationale N25 entre Wiltz et Kautenbach ne se prête pas à une surveillance de la vitesse maximale autorisée de 90 km/h, condition sine qua non pour la mise en place d'un radar tronçon. La route nationale N25 n'a donc finalement pas été retenue pour ce type de radars.

En parallèle, l'Administration des ponts et chaussées a mis en place depuis 2018 des marquages spéciaux de sécurité pour les motards. Les motards sont impliqués dans la plupart des accidents sur les routes touristiques au nord du pays, notamment la route nationale N25. Après plus de 6 ans, ces marquages s'avèrent être un succès pour la réduction des accidents de motos sur les tronçons sélectionnés.

ad 5) Depuis de nombreuses années déjà, des tronçons limités à 30 km/h sont possibles sur les routes étatiques à l'intérieur des agglomérations. Notamment les tronçons au droit d'établissements scolaires le long de routes étatiques à l'intérieur des

agglomérations sont éligibles pour une limitation de la vitesse maximale autorisée à 30 km/h. Ainsi les demandes de limitation de vitesse introduites par les communes pour ces zones ont été donc accordées.

Le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics n'a pas d'informations sur le nombre de limitations de vitesse mises en œuvre par les communes sur la voirie étatique pour ces zones, étant donné que ni le Code de la route, ni les règlements de circulation communaux ne fixent une définition précise à ce sujet. En effet, les vitesses maximales autorisées sont réglementées pour chaque rue sans pour autant indiquer implicitement la présence d'un établissement scolaire. Toutefois, les échanges entre les services du ministère et les communes, relatifs aux introductions de zones d'apaisement de la circulation, permettent de confirmer que la plupart des communes ont réalisé ou entamé des mesures de mise en place de zones 30 aux abords des écoles selon les règles de l'art. Cette démarche est vivement saluée par le ministère.

L'initiative de ces règlements fait l'objet de l'autonomie communale. Le ministère n'a pas l'intention d'émettre une obligation dans ce contexte. Le constat général est d'ailleurs que les communes tendent à aménager tout particulièrement ces endroits en question.

ad 6) Du fait du règlement (UE) 2019/2144 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 relatif aux prescriptions applicables à la réception par type des véhicules à moteur et, grâce au règlement délégué (UE) 2021/1243 de la Commission du 19 avril 2021 complétant le règlement (UE) 2019/2144 précité en établissant des règles détaillées en qui concerne la facilitation de l'installation d'un éthylomètre antidémarrage dans les véhicules à moteur, il a été fait en sorte qu'à partir du 7 juillet 2024, tout véhicule nouvellement immatriculé au Luxembourg devra être équipé d'une interface normalisée qui facilite le montage de tels éthylomètres. Actuellement, l'utilisation obligatoire dans des cas individuels n'a pas été décidée.

ad 7) Conformément aux dispositions évoquées dans la réponse à la question parlementaire n° 0310 du 8 février 2024, les organismes de contrôle technique procèdent lors du contrôle technique à une vérification du compteur kilométrique des véhicules. Ce contrôle vise à détecter toute défaillance ou toute manipulation manifeste du compteur kilométrique ayant pour objectif de modifier le kilomètre affiché. Il est à noter que lors d'un contrôle technique, les inspecteurs disposent de toutes les données techniques du véhicule contrôlé, y compris le kilomètre des précédents contrôles techniques réalisés par un organisme de contrôle technique agréé au Luxembourg. Lorsque les inspecteurs de contrôle technique identifient une incohérence au niveau du kilomètre, le véhicule est sanctionné par une défaillance qualifiée de « majeure » qui entraîne la délivrance d'un certificat de contrôle technique avec une validité et une utilisation restreintes. Après la remise en conformité, le véhicule doit à nouveau être soumis à un contrôle technique.

Au cours des années 2019 à 2023, 315.732 contrôles techniques primaires ont été réalisés en moyenne. Le tableau ci-dessous renseigne le nombre de véhicules qui ont été sanctionnés avec des points de contrôle relatifs au compteur kilométrique :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Il est important de souligner que les irrégularités constatées au niveau du kilomètre peuvent également découler d'autres causes, y compris des

erreurs de saisie lors du contrôle technique. De même, le remplacement d'un compteur kilométrique défectueux peut générer des incohérences avec les données kilométriques antérieures si le nouveau compteur kilométrique ne peut être initialisé à la valeur kilométrique du compteur défectueux. Dans ce cas, le client est tenu de présenter un document qui atteste le remplacement et indique le kilométrage du compteur remplacé. En conséquence, il est crucial de reconnaître que la présence de sanctions lors d'un contrôle technique ne signifie pas nécessairement qu'une infraction ait effectivement été constatée. Concernant les infractions effectivement constatées, le système informatique des autorités judiciaires ne permet pas d'extraire les statistiques demandées.

ad 8) Les connaissances acquises au sein du groupe de travail sur les accidents mortels, ou par le biais des statistiques, sont malheureusement peu concluantes et ne permettent pas de déterminer de responsable type.

Tout en sachant que les statistiques doivent être considérées avec prudence, on peut constater d'une part que certains comportements typiques sont toujours confirmés. Mais d'autre part, les tendances varient de plus en plus. Même si nos campagnes de sensibilisation, notamment sur l'abus d'alcool ou les moyens de transport alternatifs, tiennent bien sûr compte de ces connaissances, des mesures plus radicales ne se justifient pas à l'heure actuelle.

ad 9) Compte tenu de la révision des dispositions légales européennes, une refonte générale de la législation relative à la profession d'instructeur de conduite automobile et à sa formation est envisagée au niveau national. À l'heure actuelle, il n'est cependant pas encore possible de donner plus de détails sur le contenu d'une telle formation continue.

ad 10) L'introduction de la mesure des contrôles de vitesse effectués par des véhicules de police en mouvement, équipés de caméras, représenterait une mesure supplémentaire aux mesures appliquées par la Police grand-ducale (radars mobiles, contrôles routiers par les agents de police, etc.). « Mener des contrôles policiers efficaces / amplifier l'impact et l'efficacité des contrôles policiers et étudier la faisabilité de contrôles de vitesse par des véhicules policiers en mouvement, munis d'une caméra » figure comme mesure n° 24 dans le Plan d'action « Sécurité routière » 2019-2023.

Le procédé des contrôles en mouvement implique l'utilisation d'un équipement spécial embarqué dans des véhicules de police banalisés, comprenant des caméras capables d'enregistrer en continu les infractions routières, y compris les excès de vitesse.

Entre décembre 2023 et février 2024, une version « simplifiée » de l'équipement, qui prenait en compte uniquement les excès de vitesse, a été testée avec succès au Luxembourg par la Police grand-ducale. La société ayant conçu ce système travaille actuellement sur son homologation aux Pays-Bas. Une fois cette étape franchie, cet équipement devra encore être homologué au Luxembourg avant son acquisition éventuelle et pourrait être opéré en premier lieu sur le réseau autoroutier.

Aides pour ménages à revenu modeste | Question 0498 (19/03/2024) de **M. Paul Galles** | **M. Marc Spautz** | **M. Alex Donnersbach** (CSV)

D'Études-supérieures-Studente verléieren hiren Droit op d'Aides pour ménages à revenu modeste, wéi de REVIS (Revenu d'inclusion sociale), AVC (Allocation de vie chère), prime énergie, épicerie sociale, dëst gëllt

och fir Persounen, déi de Statut „bénéficiaire de protection internationale“ besëtzen.

Amplaz dass d'Studenten, déi an den Études supérieures ageschriwwen sinn, weider de REVIS kréien, kréien si d'AideFi (staatlech Studiebhëllef) als Ënnerstëtzung. De Montant, deen ee pro Mount am Kader vun der AideFi krit, ass awer daitlech méi niddereg wéi dee vum REVIS, wat dozou féiert, datt Studenten, déi weider soss keng finanziell Ënnerstëtzung hunn, net kënnen studéieren goen oder d'Studie mussen ofbriechen. Dës Studente sinn also op de REVIS ugewisen, fir hir Etuden ze maache respektiv weiderzeféieren.

De LISER kënnit a senger Etude „Précarité et (non-) recours aux aides financières au Luxembourg: Une étude qualitative“, déi am Februar 2024 publizéiert ginn ass, zur Conclusioun:

„Le fait de percevoir l'Aide pour études supérieures entraîne l'impossibilité d'accéder à la plupart des autres aides. Sous certaines conditions, la bourse d'étude de base (1.200 €/semestre) peut être complétée par un complément social (2.321 €/semestre). En tout, cela représente environ 420 €/mois, sans cumul possible avec l'AVC et la prime d'énergie ; ce montant ne permet pas de vivre décemment au Luxembourg. Le complément social semble avoir été pensé pour compenser les ressources d'un ménage à revenu modeste mais pas pour fournir le revenu minimum nécessaire à l'étudiant n'ayant aucun parent pour l'aider. De plus, si l'étudiant travaille plus de 10 h/semaine, ce qui peut s'avérer indispensable pour vivre décemment, le complément social diminue substantiellement. Les jeunes de moins de 25 ans ainsi que l'ensemble des étudiants (quel que soit leur âge) n'ont par ailleurs pas droit au REVIS. Ces conditions peuvent décourager les étudiants les plus pauvres à commencer ou continuer des études (...).“

Den Octroi vum Revenu d'inclusion sociale (REVIS) huet als Zil, d'sozial Ausgrenzung ze bekämpfen, an och déi Leit, déi keng Aarbecht hunn, bei der Sich no enger Aarbecht ze ënnerstëtzen. Laut dem REVIS-Gesetz ginn d'Études secondaires Studente finanziell ënnerstëtzt, mee net déi vun den Études supérieures.

An dësem Kontext wéilt mir folgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Fuerschung an Héichschoul an un den Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil stellen:

– Wëssend, datt all Études-supérieures-Student (Universitéit, BTS etc.) keen Droit méi huet op divers sozial Hëllef, a virun allem op de REVIS, a wëssend, datt de REVIS d'Zil huet, déi sozial Ausgrenzung ze bekämpfen, an d'Leit bei der Sich no enger Aarbecht ze ënnerstëtzen, mengt d'Regierung, datt a verschiddeenen a spezielle Fäll, de REVIS och un Études-supérieures-Studenten ausbezuelte kéint ginn?

• Dëst zum Beispill och am Fall vun Études-supérieures-Student, deen de Statut vum Bénéficiaire de protection internationale huet? Wier et ze envisagéieren, den Octroi vun de sozialen Aiden an deem Fall an der Zäit ze begrenzen?

– Ass d'Regierung der Opfaassung, dass dëst net nëmme bénéfique wier fir déi betraffe Persounen, mee och fir eis Wirtschaft, déi permanent op gutt Personal an Talenter ugewisen ass?

Réponse (19/04/2024) de **M. Max Hahn**, Ministere de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **Mme Stéphanie Obertin**, Ministere de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

D'Finalitéit vum Gesetz vum 28. Juli 2018 iwwert de REVIS besteet net doran, fir Héichschoulstudien ze finanzéieren.

Dat gëtt och duerch de ganzen Opbau vum Gesetz ënnerstrach. Esou muss den Demandeur vum REVIS sech op der Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) aschreiwen, à temps plein fir den Aarbechtmarché disponibel sinn, ausser hie fält ënnert d'Kompetenz vum Office national de l'inclusion. Wann den Demandeur guer kenger Beschäftigung kann nogoen, notamment aus medezinnesche Grënn, kann en och vun der Konditioun, fir sech op der ADEM anzuschreiwen, dispenséiert ginn.

De REVIS ass also am Prinzip als Mesure temporaire geduecht, déi dem Beneficiaire e Mindestakkommes garantéiert, bis hien erëm eng Aarbecht huet oder bis hien e Revenu huet, deen iwwert dem Plaffong läit, dee vum Gesetz virgesinn ass an iwwert deem ee kee REVIS méi ka bezéien.

Am Allgemenge kann een och nach ernimmen, dass d'Studiebahëllef (Loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures) eng Partie sozial Komponente beinhalt, déi et och Studenten aus Stéit mat méi modestem Revenu erméiglechen, ze studéieren.

Sou beinhalt dat Gesetz, ni der allgemenger Studiecourse, eng Bourse sociale, mat Staffelung jee nom Revenu vum Ménage, eng Bourse familiale, am Fall wou och nach aner Geschwëster aus dem Stot studéieren, souwéi eng Majoratioun fir Studenten, déi an enger Situation grave et exceptionnelle sinn.

Finalemment kann een och nach ënnersträchen, dass d'Studiebahëllef och accessibel ass fir Leit, déi zu Lëtzebuerg eng Protection internationale als Refugéi kritt hunn.

.....

Taxe d'abonnement à taux réduit pour investissements durables | Question **0499** (19/03/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Afin d'encourager les investissements en faveur de la transition énergétique, le Luxembourg accorde depuis 2021 un taux réduit au niveau de la taxe d'abonnement pour les fonds qui investissent dans des activités durables. Plus précisément, il s'agit des activités désignées comme étant durables par la taxonomie européenne, hors le gaz fossile et le nucléaire.

Selon une réponse à la question parlementaire n° 7641 du 21 février 2023, un seul fonds d'investissement bénéficiait à l'époque de ce taux réduit, sachant qu'il s'agissait d'un dispositif nouveau et que la taxonomie elle-même était encore en cours de développement.

Notons que dans son accord de coalition, le Gouvernement affirme qu'il « analysera l'impact d'une réduction de la taxe d'abonnement des fonds d'investissement qui investissent dans des activités économiques durables et évaluera si des baisses supplémentaires de la taxe d'abonnement permettent d'augmenter les investissements dans ces activités ».

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Combien de fonds d'investissement profitent à ce jour de la taxe d'abonnement à taux réduit pour investissements durables ?

2) Comment Monsieur le Ministre veut-il faire en sorte qu'à l'avenir, plus de fonds utilisent cet instrument, investissant alors une part plus élevée de leurs actifs dans des activités durables ? Dans ce contexte, Monsieur le Ministre envisage-t-il évaluer et le cas échéant réviser le dispositif actuel et si oui, endéans quel délai ?

3) Monsieur le Ministre envisage-t-il d'autres nouvelles pistes concrètes pour inciter les fonds d'investissement de la place financière luxembourgeoise à passer à des investissements conformes aux objectifs climatiques de l'Accord de Paris ? Dans l'affirmative, quelles sont ces nouvelles mesures envisagées et endéans quel délai envisage-t-il les présenter voire mettre en œuvre ?

Réponse (19/04/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

L'honorable Députée s'enquiert sur la taxe d'abonnement à taux réduit pour les investissements durables.

À la date du 20 janvier 2024, aucun organisme de placement collectif ne déclarait la taxe d'abonnement réduite en application du paragraphe 3 de l'article 174 de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif.

Ce chiffre peut interpeller, mais il doit s'interpréter à la lumière du contexte réglementaire sur la finance durable.

Ainsi, dans toute réflexion sur des évolutions futures du dispositif de réduction de taxe d'abonnement pour des investissements durables, il est important de garder à l'esprit que l'ensemble du cadre réglementaire européen dans ce domaine est toujours, et cela depuis des années, en pleine évolution, avec des changements potentiellement conséquents à venir, notamment en ce qui concerne le règlement sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (SFDR).

En décembre 2022, la Commission européenne a annoncé une réévaluation complète de SFDR afin de déterminer ses lacunes potentielles, en se concentrant sur la sécurité juridique, la facilité d'utilisation du règlement et sa capacité à jouer son rôle dans la lutte contre l'écoblanchiment. Une option suggérée par la Commission européenne dans le cadre de deux consultations publiques est d'aller vers un système de catégorisation des produits financiers durables.

L'orientation que prendra la future révision de SFDR devra alimenter les réflexions nationales sur les mécanismes les plus appropriés pour offrir un taux de taxe d'abonnement réduit aux investissements durables. Il est ainsi judicieux d'attendre la mise à jour de ce cadre européen avant une éventuelle adaptation du régime actuel de réduction de la taxe d'abonnement pour les investissements durables.

Concernant plus particulièrement la question relative aux pistes pour inciter les fonds d'investissement de la place financière luxembourgeoise à passer à des investissements conformes aux objectifs climatiques de l'Accord de Paris, le ministre souhaite rappeler les travaux en cours de la Luxembourg Sustainable Finance Initiative (LSFI) à ce sujet.

La LSFI a ainsi évalué les outils et suggéré des méthodologies clés à utiliser par les institutions financières pour évaluer et comptabiliser les émissions de gaz à effet de serre (GES) associées à leurs activités financières (par exemple, leurs prêts et leurs investissements), facilitant ainsi leur alignement sur l'Accord de Paris. Ces outils s'avèreront critiques pour faciliter l'investissement durable.

Il convient cependant de noter que la part des actifs sous gestion dans des fonds ESG continue de progresser au Luxembourg. En effet, d'après l'étude de la LSFI « Sustainable Finance in Luxembourg : an expanded overview » (décembre 2023), en juin 2023, les actifs sous gestion des fonds ESG représentaient 67,3 % de l'ensemble des actifs des fonds OPCVM du pays contre 54,6 % en juin 2022.

.....

Maladies sexuellement transmissibles | Question **0500** (19/03/2024) de **M. François Bausch** (déi gréng)

Selon une communication récente de l'ECDC (European Center for Disease Prevention and Control), une tendance à l'augmentation des cas de maladies sexuellement transmissibles se manifeste en Europe.

Ainsi, parmi les rapports de l'ECDC disponibles pour 2022, une hausse constante des cas de chlamydia et de gonorrhée diagnostiqués au Luxembourg depuis 2020 est constatée.

Dans ce contexte, je voudrais demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Quelle est l'évolution du nombre de cas de maladies sexuellement transmissibles nouvellement diagnostiquées depuis 2020, pour les MST figurant dans la brochure d'information « Le Guide des infections sexuellement transmissibles 2023 » ?

2) Rappelant que le moyen le plus efficace pour se protéger des MST reste l'usage de préservatifs, Madame la Ministre compte-t-elle enfin compléter l'offre en matière de santé sexuelle par la gratuité des préservatifs externes, internes et carrés de latex ?

Réponse (22/04/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Sur les 11 principales maladies sexuellement transmissibles indiquées dans le « Guide des infections sexuellement transmissibles 2023 »⁵, 8 maladies sont à déclarer par les responsables de laboratoire d'analyse médicale, médecins et médecins-dentistes selon la loi du 1^{er} août 2018⁶ et suivies par la Direction de la santé.

Leur évolution est montrée dans le tableau suivant : *(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Les données concernant l'année 2023 sont actuellement en cours de validation et seront publiées durant l'année 2024.

ad 2) L'accord de coalition prévoit une évaluation de tous les plans nationaux et programmes, y compris le Programme national – Promotion de la santé affective et sexuelle. L'accès équitable aux préservatifs est un des principes du programme. Ainsi, dans le cadre de l'évaluation, la nécessité d'une distribution à plus grande échelle sera considérée.

Par ailleurs, le Ministère de la Santé organise depuis des années des distributions de préservatifs dans le milieu scolaire en collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, ainsi qu'à l'occasion de grands événements (p. ex. concerts, festivals, etc.). Des préservatifs ainsi que des carrés de latex sont encore distribués gratuitement à des populations plus vulnérables via les associations conventionnées avec le ministère. Finalement, il est prévu d'organiser une campagne de sensibilisation sur la prévention des maladies sexuellement transmissibles fin 2024.

.....

Liaison Micheville | Question **0501** (19/03/2024) de **M. Marc Spautz** | **M. Félix Eischen** (CSV)

D'Ëmweltverwaltung huet rezent déi neiste „Kaméidiskaarte“ publizéiert. Sou wéi et aus dësen ervirgeet an awer och daitlech ze héieren ass,

⁵ <https://sante.public.lu/fr/publications/i/guide-ist.html>
⁶ <https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2018/08/01/a705/jo>

besteet, beim Uschloss vun der Liaison Micheville un d'A4 a Richtung Esch-Raemerich, vill Kaméidi.

Doriwwer eraus ass feststellen, dass sech de Val gesenkt huet an d'Leit, déi ronderëm wunnen, mëttlerweil aus hire Gäert op d'Autobunn gesinn. Dat war virum Bau vun der Liaison Micheville net de Fall.

An dësem Kontext wëllte mir follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch eis soen, ob weiderhi speziell Schutzmesurë géint de Kaméidi laanscht d'Liaison Micheville virgesi sinn?

– Wa jo, wéini ginn dës en place gesat?

2. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir der Senkung vum Val entgéintzewierken?

Réponse (22/04/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Am Kader vum Bau vun der Liaison Micheville/Contournement Raemerich sinn am Virfeld detailléiert Kaméidisetudë gemaach ginn. Deemno gouf d'Bréck, déi iwwert d'Nationalstrooss N31 féiert, béidsäiteg mat Schallschutzpanneauen equipéiert an et gouf e Schutzwall vu bis zu 6 Meeter Héicht um südleche Rand vun der Autobunn opgeschott.

Am Ablack lafen och zousätzlech Etudë fir ze ënnersichen, wéi een dës Moosnamen nach eventuell verbesseren oder erweidere kéint. D'Resultater vun dësen Etudë leien awer nach net vir, sou datt et nach net méiglech ass, eng Ausso zu eventuellen zousätzleche Moosnamen an deem Beräich ze maachen.

ad 2. D'Opschëddung aus mat Zement verfestegtem Material gouf an Etappe realiséiert an dat opgeschot-tent Material gouf no all Tëschenetapp kompaktéiert, fir all gréisser Senkung ze evitéieren.

Menge Servicer si keng weesentlech Senkung vun deem vun den Hären Deputéierte genannte Val bekannt.

Réglementation concernant l'examen de fin d'études secondaires | Question 0502 (20/03/2024) de Mme Alexandra Schoos (ADR)

2021, während der Pandemie, hat de Schoulministère de Premièreskandidaten, déi wéinst enger Corona-infektioun oder wéinst enger anerer Krankheet hiren Examen net maache konnten, d'Méiglechkeet ginn, fir dese vum 3. Juni u bannent siwen Deeg nozehuelen, allerdéngs mat engem jeeweilegen Ofstand vun op d'mannst zéng Deeg géintiwwer dem ursprünglechen Termin. Dës Ausnamereegelung huet net just fir covidpositiv Primaner gegollt, mee och fir déi, déi eng aner Krankheet haten (cf. Artikel „Premièresexamen/Abiturienten mit Covid können Examen nun doch ab 3. Juni nachschreiben“ am „Tageblatt“ vum 17.5.2021).

De Schoulministère hat d'Lycéesdirekteren an engem Bréif iwwer dës Ausnamereegelung informéiert a wollt domat den Dilemma léisen, virun deem vill Primaner deemools stoungen: Vill Schüler, sou ass unzehuelen, wollte sech dat Joer net op Covid-19 teste bzw. teste loossen aus Angscht, dowéinst hire Premièresexamen net kënnen matzeschreiven an doduerch e Joer ze „verspillen“. Anerersäits haten déi selwecht Schüler Angscht, während dem Examen aner Schüler unzestiechen.

Mat der mentionéierter Ausnamereegelung wollt de Ministère, och op Drock vun der nationaler Elterevertriebung, net nëmme den Dilemma léisen, mee och eng Alternativ zum „Nosëtzen“ am September

bidden, dat et ville Premièreskandidaten net erlaabt hätt, sech fristgerecht op hirer gewënschter Uni anzuschreiven.

Dës Episod aus dem Pandemiejoer 2021 werft eng Rei Froen op, och well d'Reegelung, vun där rieds ass, „nicht nur für Abiturienten, die aufgrund einer Corona-infektion fehlen“ (cf. „Tageblatt“-Artikel), gegollt huet.

Dofir géif ech dem Här Schoulminister gär follgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister preziséieren, opgestaffelt no Erkrankung, wéi vill Schüler 2021 hire Premièresexame krankheitsbedéngt nogeholl hunn?

2. Et goung 2021 ëm eng Ausnamereegelung. Kann den Här Minister preziséieren, ob dru geduecht gëtt, fir dës Ausnamereegelung grondsätzlech anzeféieren an esou ze verhënneren, datt vill Premièresschüler, déi während dem Joer laangfristeg ausfalen, e Joer verléieren? Wann net, wéi eng Grënn schwätze géint esou eng Reegelung?

3. Kann den Här Minister erklären, wéi eng Rechter a Flichten e Premièresschüler grondsätzlech huet, deen opgrond vun enger Erkrankung oder soss enger schwéierer Belaaschtung (sief et kierperlecher oder psychescher Natur) säi Premièresexamen net maache kann? Huet hien d'Méiglechkeet, säin Examen zäitno nozehuelen, sou datt hie sech nach fristgerecht op der Uni umelle kann? Wann net, firwat gëtt him dat Recht verweigert?

4. Gëtt et eng Zuel vun Deeg, déi e Premièresschüler während dem Schouljoer krankheitsbedéngt feelen däerf, ouni vum Examen ausgeschloss ze ginn, dat heescht, ouni säi Joer missen nozehuelen?

5. Kann den Här Minister preziséieren, wéi vill Schüler an de leschte 5 Joer hiert Ofschlossjoer hu missen nohuelen, well si krankheitsbedéngt net um Premièresexamen deelhuele konnten? Wéi vill vun dese Schüler waren u Kriibs erkrankt?

6. Am „règlement grand-ducal du 14 juillet 2005 déterminant l'évaluation et la promotion des élèves de l'enseignement secondaire technique et de l'enseignement secondaire“ heescht et am Art. 9.: „Pour motifs graves tels qu'une absence prolongée pour cause de maladie ou une situation familiale éprouvante, le conseil de classe peut autoriser un redoublement exceptionnel.“ Kann den Här Minister mat Bezuch op dës Reegelung preziséieren, ob e Schüler, deen opgrond vun enger schwéierer kierperlecher oder séilescher Belaaschtung säi Premièresexamen zwar fristgerecht maache konnt, mee duerch déi Belaaschtung eng schlecht Nott krut an dofir säi Joer widderhuele wëll, d'Méiglechkeet huet, säi Joer ze widderhuelen? Wa jo, kann den Här Minister soen, wéi vill Schüler an de leschten zéng Joer hire Wonsch geäussert hunn, hiert Joer kënnen ze widderhuele mam Zil, eng besser Nott ze kréien? Wéi oft gouf hinnen dee Wonsch accordéiert?

Réponse (23/04/2024) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Am Summer 2021 si vun 208 Schüler, déi sech dem Premièresexame gestallt hunn, 340 Absencë fir eenzel Epreuvë relevéiert ginn.

Déi honorabel Deputéiert freet, d'Grënn vun den Absencen „opgestaffelt no Erkrankung“ matgedeelt ze kréien. Opgrond vun de Reegelen iwwert de Schutz vun de perséinlechen Donnéeën ginn dës Informatiounen de Schoulen net matgedeelt an dierfen och net erfaasst ginn.

ad 2. Déi ugeschwaten Ausnamereegelung huet sech op d'Absencë während den Examensdeeg applizéiert

an net op Absencen, déi d'Examenskandidate während dem Schouljoer opgewisen hunn.

Zanter dem Summer 2023 gesäit den Examenskalender nees een eenzeggen Dag vir, fir datt Schüler, déi während engem Examensdag gefeelt hunn, d'Examen vum deem Dag noschreive kënnen. Grondsätzlech ass et esou, datt, wann d'Absencen sech iwwer méi Examensdeeg zéien, déi feelend Examensepreuven an der Sessioun vum Hierscht nogeschriwwen ginn.

Schüler, déi iwwer länger Zäit während dem Schouljoer feelen an d'Admissibilitëtskrittären net erfëllen, hunn d'Méiglechkeet, eng schrëftlech a motivéiert Demande un de Minister ze riichten, fir awer nach zum Examen zougelooos ze ginn.

ad 3. All Schüler, deen zum Premièresexamen zougelooos ass, an deen sech dem Premièresexamen an der Summersessioun opgrond vun enger Erkrankung, déi duerch ee Certificat médical beluecht ass, net stelle kann, huet d'Flicht, sech bei der Direktioun vu senger Schoul ofzemellen. De Grond vun der Absence gëtt vum responsabele Commissaire du Gouvernement evaluéiert, an de Schüler huet am Prinzipp d'Recht, sech der Examenssessioun vum Hierscht ze stellen an sech op enger Universitéit unzemellen.

ad 4. Déi jeeweileg Artikeler 4 souwuel vum Règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 2006 portant organisation de l'examen de fin d'études secondaires classiques wéi och vum Règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 2006 portant organisation de l'examen de fin d'études secondaires générales reegelen d'Admissibilitéit zum Premièresexamen a verlaange vum Kandidat eng reegelméisseg Presenz am Unterrecht; donieft gëtt vum Kandidat verlaangt, datt hien an alle Fächer composéiert huet an déi entsprechend Notte kann opweisen.

ad 5. D'Grënn, wéisou Schüler sech dem Premièresexamen net stellen, sinn ënnerschiddlecher Natur a gi statistesch net erfaast. Aus der Unzuel vun de Redoublementler léisst sech deemno net erschléissen, wéi vill vun dese Redoublementer op Erkrankungen zeréckzeféiere sinn. Déi honorabel Deputéiert freet och, wéi vill Schüler u Kriibs erkrankt waren. Ech verweisen do nach eng Kéier op déi uewe scho genannte Reegelen iwwert de Schutz vun de perséinlechen Donnéeën.

ad 6. Fir d'éischt sief preziséiert, datt e Schüler d'Recht huet, sech dräimol op enger Premièresklass anzuschreiven. Dem Examen selwer kann de Schüler sech méi dacks stellen, esou wéi et aus de jeeweilegen Artikeler 4 vun den uewe genannten Examensreglementer ervirgeet. E Schüler, deen no engem gepackten Examen seng Notte verbessere wëll, huet deemno d'Recht, eng Demande ze maachen, fir sech eng weider Kéier dem Examen ze stellen.

Iwwer déi lescht 10 Joer hunn am Ganzen 62 Schüler sech nach eng Kéier fir d'Première ageschriwwen, nodeems si schon den Ofschlossexamen gepackt haten. Am Enseignement secondaire classique (ESC) sinn et 39 Schüler, déi dese Wee gewielt hunn, géigeniwwer 23 am Enseignement secondaire général (ESG).

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Disque de stationnement électronique | Question 0503 (20/03/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Aktuell gëtt et op europäeschem Niveau keng Konformitéit, wat den Asaz vun enger digitaler Parkscheif ugeet. Eng digital Parkscheif huet en elektronische Beweegungsmelder integréiert, esou dass, wann den Auto ausgemaach gëtt, d'Parkzäit sech

automatesch stellt. D'Zäit dierf dono net weiderlafen an och net à distance manipuléierbar sinn. An Däitschland, Dänemark an Holland ass esou e Modell ënnert bestëmmte Konditiounen erlaabt, an Éisträich, der Belsch an an der Schwäiz zum Beispill verbueden.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Ass den Asaz vun enger digitaler Parkscheif (esou wéi uewe beschriwwen, an net manuell manipuléierbar) zu Lëtzebuerg erlaabt? Falls net, aus wéi enger konkreter Grënn ass den Asaz verbueden?

2. Gëtt et Iwwerleeungen, dës Reglementatioun kuerzfristeg ze änneren an sech esou och den Nopeschlänner unzepassen?

Réponse (22/04/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Den Asaz vun enger digitaler Parkscheif ass net erlaabt. D'Parkscheif muss dem europäesche Modell entsprechen, deen am Artikel 167 vum Code de la route festgehal ass. Dës analog Parkscheif hëlleft dem Agent, bei enger Kontroll ze erkennen, dass et sech ëm eng Parkscheif handelt, déi Informatiounen net automatesch änneren kann oder an iergendenger Form vu bausse manipuliert ka ginn.

ad 2. Et ass net virgesinn, fir eng digital Parkscheif ze erlaben.

Médecine du travail | Question **0504** (20/03/2024) de **M. André Bauler** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

D'Aarbechtsmedezinn spillt eng wichteg Roll an der Präventioun vu beruufsbedéngte Krankheeten. Am Koalitiounsprogramm gëtt präziséiert, dass an Zukunft d'Missioune vum Aarbechtsmedezinner méi kloer definéiert musse ginn, grad virum Hannergrond vun enger Penurie un Dokteren an deem Beräich.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Gesondheet a Sozialversécherung folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Aarbechtsmedezinner schaffen zuzäit hei am Land? Wéi vill vun hinnen hunn d'Lëtzebuurger Nationalitéit? Wéi gesäit d'Altersstruktur vun deem Beruufsstand aus?

2. Wéi vill Aarbechtsmedezinner ginn déi nächst Jore gesicht, fir d'Ofgäng an d'Pensioune ze kompenséieren a fir dem wuessenden Aarbechtsmaart gerecht ze ginn? Ass mat enger weiderer Verstärkung vun der Penurie un Aarbechtsmedezinner ze rechnen?

3. Wéi kéint, graff ëmmiss, eng Moderniséierung vun der Aarbechtsmedezinn a punkto Struktur a Fonctionnement ausgesinn?

Réponse (23/04/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Am Ament schaffen 102 Aarbechtsmedezinner, 70 Fraen an 32 Männer, hei am Land. Dovunner sinn der 91 direkt an den aarbechtsmedezinnesche Servicer engagéiert, 4 schaffen bei der ADEM, 2 um Conseil arbitral de la sécurité sociale, 2 beim CGDIS an 3 Aarbechtsmedezinner si bei der Division de la santé au travail vun der Direction de la santé tätig.

Vun deenen 102 Aarbechtsmedezinner hunn der 25 déi lëtzebuergesch Nationalitéit.

Ënner Berécksiichtigung vun allen Aarbechtsmedezinner, déi hei am Land schaffen, ergëtt sech folgend Verdeelung:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Bei dëse Chiffere muss een allerdéngs berücksichtigen, dass net all Aarbechtsmedezinner 40 Stonnen an der Woch schafft. Déi absolutt Zuele vun den Aarbechtsmedezinner, esou wéi se hei presentéiert sinn, sinn also mat dëser Aschränkung ze betruechten.

ad 2. Et gëtt haut schon 8 Aarbechtsmedezinner, déi de Pensiounsalter erreicht hunn, an déi awer nach schaffen. An den nächste 5 Joer hunn dann nach eng Kéier 17 Aarbechtsdokteren de Pensiounsalter erreicht, an an 10 Joer nach eng Kéier 13. Esou dass eis dann 38 Aarbechtsdokteren feelen, wat ronn 37 % vum aktuellen Effectif entsprécht.

Den Artikel L.322-3 vum Code du travail seet: „Un médecin du travail ne peut prendre en charge plus de cinq mille salariés.“ Wann een dëst z. B. op de Service de santé au travail multisectoriel (STM) applizéiert, bedeit dat, dass do schonns am Joer 2022, 17,4 Aarbechtsdokteren à temps plein gefeelt hunn.

Et gëtt geschat, dass mir an den nächsten 10 Joer op d'mannst 50 nei Aarbechtsmedezinner benéidegen, fir dem Besoin gerecht ze ginn.

ad 3. Déi betreffen Instruktiounen a Servicer sinn amgaange Pisten opzezeechen, mat deenen een engersäits der Penurie entgéintwierke kéint an anersäits de Fonctionnement iwwer eng Upassung vum legale Kader an enger verstärkter Moderniséierung ë. a. duerch d'Digitalisatioun vun de Prozesser ka méi efficace gestalten.

Capacité des bornes « SuperChargy » | Question **0505** (20/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

A menger parlamentarescher Fro N° 0142 hat ech mech beim Minister informéiert, wéi vill Luedstatiounen hei am Land installéiert sinn a wéi vill an deenen nächste Jore solle bäikommen. Speziell zu de Schnellluedstatiounen huet de Minister informéiert, dass Enn 2023 eng 216 ëffentlech zougänglech Schnellluedstatiounen mat méi wéi 22 kW zu Lëtzebuerg stinn.

Elo ass et awer esou, dass net iwwerall Schnellluedstatioun dran ass, wou och Schnellluedstatioun drop steet. Mir ass bekannt, dass verschidde Luedstatiounen gedrosselt sinn oder de Luedevirgang manner staark ass, wann zwee Autoen op enger Born lueden.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Energie a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, dass net all Schnellluedstatiounen déi Leeschtung lueden, déi se uginn?

2. Wéi eng Garantie hunn d'Clienten, dass déi Luedstatioun, wou se lueden, och tatsächlech dat luet, wat se uweist?

3. Ass et ierféierend Werbung, wa Luedstatiounen manner luede wéi dat, wat de Fournisseur versprécht? Misst Chargy deemno hei Adaptatioun virhuele bei den Informatiounen, déi affichéiert sinn?

4. Wou kann den Chargy-Client sech informéieren, wéi eng Luedstatiounen an ënnert wéi enge Konditiounen net déi Leeschtung hierginn, déi se versprechen?

5. Hätt Creos genuch Capacitéit Stand haut, fir déi versprache Leeschtung vun all de Borne gläichzäiteg ze bréngen oder muss een Deel zu all Moment gedrosselt ginn?

Réponse (23/04/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'Bedreier vun Chargy- a SuperChargy-Bornen hunn op Nofro hi bestätegt, dass all d'SuperChargy-Schnellluedstatiounen déi Leeschtung kënnen garantéieren,

déi op de Bornen ugewise gëtt. Déi aktuell eenzeg Ausnam ass d'SuperChargy-Statioun bei der Dikrecher Gare, déi wéinst engem Chantier an der Installatioun vun engem neien Traffo temporär gedrosselt ass.

D'Creos huet derfir gesuergt, dass op all Site genuch Leeschtung zur Verfügung steet, fir SuperChargy-Borne gläichzäiteg mat voller Leeschtung ze bedriewen.

Wat aner Schnellluedstatiounen ubelaangt, déi vu staatleche Subventiounen profitéieren, gëtt fir d'Berrechnung vum Subsid déi Leeschtung consideréiert, déi d'Statioun reell kann eng Stonn laang ofginn.

De limitéierende Facteur beim Lueden op Schnellluedstatiounen ass an deene meeschte Fäll den Auto. Vill Schnellluedstatiounen bréngen hir maximal Leeschtung nëmme bei Autoen mat enger Onboardspannung vun 800 Volt. Déi effektiv Luedleeschtung ass och ofhängeg dervun, wéi voll a wéi waarm d'Batterie ass, wärenddem den Auto geluede gëtt.

An all Chargy- wéi och all SuperChargy-Borne si geeichte Compteur gebaut, déi vun enger Autoritéit gepréift sinn.

Amalgame dentaire | Question **0506** (20/03/2024) de **Mme Françoise Kemp** (CSV)

An der EU solle Quecksilberfällungen an den Zänn ab 1. Januar 2025 wäitgeend verbuede ginn. Obwuel et quecksilberfräi Alternative gëtt, ginn an der EU pro Joer nach ëmmer ronn 40 Tonne Quecksilber fir Zännamalgam benotzt.

An deem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet stellen:

1. Wéi vill Amalgamfällungen sinn an de leschten 3 Joer zu Lëtzebuerg gemaach ginn?

2. Wéi vill Prozent vun de Fällungen insgesamt sinn am selwechten Zäitraum mat Amalgam gemaach ginn?

3. Wéi vill Kilogramm Amalgam ginn zu Lëtzebuerg benotzt?

Réponse (17/04/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Zréckgräifen op Amalgam léisst sech net genau noverfollegen. D'Zänndoktere gräifen oft op ganz vill verschidden auslännesch Fournisseuren zréck, sou dass een sech net kann op konkret Chiffere baséieren.

ad 2. Et gëtt kee spezifesch Facturationscode fir Amalgamfällungen, de Code fir sougenannte Restauratiounen gëllt fir all Typ vun Zännfällungen, sou dass et schwéier ass, doraus ze schléissen, awéifern Amalgam benotzt gëtt.

ad 3. D'Tendenz, op Amalgam zréckzegräifen, geet staark erof. Sou ass vun den zwee gréisste Lëtzebuurger Fournisseuren säit 2022 keen Amalgam méi verkaaft ginn (Stand Enn 2023).

De Comité vum Plan amalgame⁷, deen ënnert der Leedung vun der Gesondheitsdirektioun ausgeschafft gouf, huet e Questionnaire iwwer de Gebrauch an d'Offallgestioun vun Amalgam an de Praxisse vun den Zänndokteren zu Lëtzebuerg opgestallt. Dëse wäert am Laf vun de Joer verschéckt an duerno ausgewäert ginn.

⁷ Plan national pour la réduction progressive de l'utilisation de l'amalgame dentaire – Portail Santé – Luxembourg

Création d'un observatoire du logement | Question 0507 (20/03/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Lors d'une conférence récente consacrée à la problématique du logement dans la Grande Région qui réunissait des responsables politiques ainsi que des chercheurs spécialisés dans le domaine, la proposition de créer un observatoire du logement mettant en réseau les spécialistes de la Grande Région a été réitérée.

Or, à la suite d'une conférence initiée par la présidence luxembourgeoise du CPI (Conseil parlementaire interrégional) sur le même sujet en 2017 à Luxembourg, la création d'un tel observatoire avait non seulement été proposée dans une résolution de ladite assemblée mais accueillie positivement par le Gouvernement. À la suite, le LISER avait été chargé d'une étude de faisabilité.

– J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire quelles suites ont été données par les partenaires de la Grande Région à cette étude.

– Étant donné qu'un besoin réel d'un tel observatoire persiste et qu'une analyse et un suivi approfondi de l'évolution, de l'indépendance, des possibilités d'une coopération renforcée seraient utiles, endéans quels délais cette structure pourrait être mise en place et selon quelles modalités ?

Réponse (02/04/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Je me permets de renvoyer l'honorable Député à la question n° 0407 relative au même sujet et dont la réponse m'a déjà donné l'opportunité de confirmer que « l'objectif d'un observatoire transfrontalier de l'habitat est largement partagé par les acteurs concernés de la Grande Région. Il s'agit de renforcer et de compléter les liens existants entre les différentes entités de recherche afin d'améliorer et d'harmoniser la collecte de données existantes, de compléter les lacunes d'information sur le marché immobilier et sur l'habitat ainsi que d'initier au cours des mois à venir des premières études à l'échelle transfrontalière.

Ainsi, le Comité de coordination du développement territorial (CCDT), qui a pour mission de suivre et de coordonner l'ensemble des travaux relatifs à l'aménagement du territoire de la Grande Région, rassemble un grand nombre d'acteurs pouvant intervenir utilement dans le développement de cet observatoire. Lors de la réunion du 19 janvier 2024 du CCDT, le projet d'un observatoire transfrontalier a fait l'objet d'un échange-débat. Sur proposition du Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire, les membres ont affirmé leur intérêt de lancer un projet Interreg sur un observatoire transfrontalier de l'habitat.

Le Gouvernement luxembourgeois est dès lors confiant que les travaux conceptionnels pourront être dynamisés au courant des mois à venir et qu'un projet Interreg à ce sujet puisse voir le jour. À cet effet le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire a inscrit la coordination de ces travaux parmi les activités prévues au programme de travail de l'Observatoire de l'habitat luxembourgeois et pour lequel le LISER est chargé de la mise en œuvre. Actuellement, des agents du Département de l'aménagement du territoire et du Département du logement élaborent avec les équipes du LISER les premières esquisses d'un tel projet. »

Site d'informations sur les médicaments disponibles sur le marché | Question 0508 (20/03/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

L'Agence fédérale belge des médicaments (FAGG) a lancé le site web gratuit FarmaInfo, qui vise à rassembler en un seul endroit toutes les informations sur les médicaments à l'intention des citoyens et des patients. Le site fournit des informations scientifiquement correctes et actualisées sur les médicaments et les produits de santé disponibles sur le marché belge. Des informations peuvent également être trouvées sur d'autres produits de santé vendus en pharmacie, tels que les dispositifs médicaux, les compléments alimentaires ou les produits cosmétiques.

Au moment du lancement, plus de 100 fiches d'information sont déjà disponibles pour les médicaments et les dispositifs médicaux.

Le site propose également des informations générales utiles. Par exemple, il explique ce qu'il faut faire avec des médicaments périmés et comment signaler les effets indésirables. L'initiative met l'accent sur la compréhensibilité et la convivialité. Le site web est également régulièrement mis à jour par l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé (AFMPS), voire en temps réel pour certaines rubriques.

FarmaInfo ne remplace pas la notice ou le mode d'emploi, mais constitue une source complémentaire d'informations compréhensibles.

– Étant donné que la majorité des médicaments disponibles dans les pharmacies luxembourgeoises proviennent de Belgique, j'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale si une collaboration avec l'agence de médicaments belge ne serait pas souhaitable pour mettre à disposition de nos citoyens les mêmes informations.

Réponse (23/04/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Dans le cadre de la Convention de coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en matière de médicaments et de produits de santé, faite à Luxembourg, le 17 janvier 2018, et de son introduction en droit interne dans les deux pays, l'accord bilatéral d'exécution (« Arrangement administratif ») négocié entre les deux parties conformément à l'article 1^{er}, dernier alinéa de la Convention susmentionnée, prévoit l'adoption conjointe d'un programme de travail annuel.

Le programme de travail 2024 prévoit la collaboration notamment au niveau de la base de données des médicaments humains belge SAM ou Source authentique des médicaments et sur laquelle se base le site « FarmaInfo », mentionné par l'honorable Député, ainsi que d'autres services, comme la plateforme « PharmaStatut ». Le programme de travail 2024 prévoit également une collaboration pour « PharmaStatut », système de collecte et de notification des données relatives à la disponibilité des médicaments.

Droit d'association des médecins et professionnels de santé | Question 0509 (20/03/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Dans son accord de coalition 2023-2028, le Gouvernement a annoncé qu'il « créera au plus vite possible un cadre juridique pour les sociétés de médecins lesquelles ne pourront être composées que de médecins et d'autres professionnels de santé ».

Or, le projet de loi n° 8013, déposé le 30 mai 2022 par le précédent Gouvernement, avait lui aussi comme

objet « d'élargir le droit d'association » entre médecins et professionnels de santé.

Comme ce projet de loi vient d'être retiré par l'actuel Gouvernement, j'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Quelles sont les raisons de ce retrait ?
- 2) Quelles sont les différences entre les objectifs tracés par le projet de loi n° 8013 et ses propres vues et quelles seront les principales réorientations ?
- 3) Endéans quels délais un nouveau projet de loi pourra être déposé ?

Réponse (09/04/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) La raison ayant conduit au retrait du projet de loi n° 8013 réside dans une volonté de prendre en considération certaines pistes de réflexions et certaines remarques soulevées dans les premiers avis qui ont été émis suite au dépôt du projet et d'en faire une analyse plus approfondie.

ad 2) L'objectif principal du projet de loi n° 8013 et celui du projet de loi à venir sont les mêmes et consistent à maintenir un bon équilibre des intérêts en présence. D'un côté, il s'agit pour le législateur de créer un cadre juridique suffisamment sécurisant pour permettre aux médecins et à certaines professions de santé d'exercer librement, s'ils le souhaitent, leurs professions sous une forme sociétale, tout en préservant de l'autre côté, les droits des patients ainsi que les grands principes du droit de la santé actuellement en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg.

ad 3) Le futur projet de loi fait partie des dossiers prioritaires. Ce projet est actuellement en cours d'élaboration et sera déposé au plus tôt dans le courant de l'année prochaine.

Élèves à besoins spécifiques | Question 0510 (20/03/2024) de **M. Marc Spautz** | **M. Max Hengel** (CSV)

Kanner mat spezifesch schoulesche Besoinen hunn d'Recht op eng speziell Betreierung an der Schoul. D'Zuel vun de Kanner, déi dës Offer an Usproch huelen, klëmmt zanter Joren.

An deem Kontext wollte mir folgend Froen un den Här Educationnsminister stellen:

1. Wéi vill Kanner mat spezifesch Besoinen sinn an de leschte 5 Joer an de reguläre Klassen an der Grondschoul en charge geholl ginn?
2. Wéi vill Kanner mat spezifesch Besoinen sinn an de leschte 5 Joer an de reguläre Klassen am Secondaire en charge geholl ginn?
3. Wéi vill Kanner mat spezifesch Besoinen sinn an de leschte 5 Joer an engem vun de Kompetenzzentren en charge geholl ginn?
4. Wat sinn d'Hauptsaachen, déi eng spezifesch schoulesch Betreierung an der Grondschoul respektiv am Secondaire noutwendeg maachen?

Réponse (23/04/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. De lokalen Dispositif an de Grondschoulen, deen sech aus der pedagogescher Equipe an dem I-EBS zesummesetzt, huet d'Méiglechkeet, op d'Differenzéierungsmesuren zeréckzegräifen, déi d'Entwécklung vun de schoulesche Kompetenzen zousätzlech sollen ënnerstëtzen. Reegelméisseg analyséieren déi pedagogesch Equippen de Besoin vun der Schoulpopulatioun, fir doropshin d'Léiersequenzen

dësem unzepassen. D'Upassung bestinn ënnert anerem aus der Ëmsetzung vun Differenzéierungs-mesuren, der Organisatioun vun Decloisonnements-mesuren, während deene klasseniiwwergräifend geschaff gëtt, oder dem punktueller Suivi duerch eenzel Schüler vu Léiersequenzen, déi an engem anere Cycle ugebuede ginn.

De lokalen Dispositif ass flexibel a kuerzfristeg asetzbar an d'Envergure vun der Interventioun variéiert jee no Schüler vun enger punktueller Interventioun iwwert eng sporadesch Prise en charge bis hin zu engem méi laangfristige Suivi. Wéi schonns an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 8002 präziséiert, ass et deemno net méiglech, d'Schüler, déi vun enger Prise en charge duerch den I-EBS profitéieren, statistesch ze erfassen.

Um regionalen Niveau elaboréiert d'Commission d'inclusion (CI), virausgesat d'Elteren hunn hiren Accord ginn, een Diagnostic vun de Besoine vum Schüler, an erstellt eng Beschreiwung vun den Hëllefstellungen, vun deenen de Schüler soll profitéieren, esouwéi och ee Plan de prise en charge individualisé. Dës Mesur bestinn ënnert anerem aus der Adaptatioun vum Enseignement an der Klass, engem Atelier de développement et d'apprentissage oder enger Assistance en classe, déi duerch ee Member vun der Equipe de soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques (ESEB) assuréiert gëtt.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Fir den Enseignement secondaire goufe mam Gesetz vum 30. Juni 2023 iwwert d'Wuelbefanne vun de Schüler an déi inklusiv Beschoulung rezent de Fonctionnement an d'Zoustänngekeete vun der Commission d'inclusion (CI) am Lycée nei organiséiert. Gläichzäitig goufen, grad wéi fir d'Grondschoulen, Équipes de soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques (ESEB) an de Lycée geschaf, déi eng Prise en charge vu Schüler mat spezifische Besoinen assuréiere kënnen. Ausser der ESEB bitt awer och de SePAS, flexibel a kuerzfristeg asetzbar. D'Envergure vun der Interventioun variéiert jee no Schüler vun enger méi punktueller Interventioun bis hin zu engem laangfristige Suivi.

Well den Dispositif am Enseignement secondaire, wéi virdrun erwänt, nei ass, leien hei aktuell just vergläichbar Zuele vun deene leschten zwee Schouljoer vir.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. Déi aacht national Kompetenzzentre bidden nom Prinzipp vun der Subsidiaritéit dann eng Prise en charge un, wann déi lokal respektiv regional Mesuren net duerginn, fir dem Schüler a senger spezifische Besoine gerecht ze ginn. Hei kann dann déi national Inklusiounskommissioun (CNI), nodeems si een oder méi Kompetenzzentre mat engem spezialiséierten Diagnostic chargéiert huet, den Eltere verschidde Moosname proposéieren. Dës Moosname ginn, nieft der Berodung vun den Elteren an dem Léierpersonal, vun engem spezialiséierten Atelier iwwert eng ambulante Prise en charge vum Schüler a senger Klass vun der Grondschoul oder dem Lycée bis hin zu enger spezialiséierter Beschoulung an enger vun de Klasse vum Kompetenzzentrum.

D'Prise-en-charge, esou wéi se iwwert déi leschte fënnf Joer ëmgesat goufen, sinn am folgenden Tableau illustréiert:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4. Déi heefegst spezifesch Besoinen, déi eng entsprechend Prise en charge erfuerdert hunn, louchen an de Beräicher vun der Sproochentwécklung, der intellektueller Entwécklung, den Autismus-Spektrum-Stéierungen an an der sozio-emotionaler Entwécklung.

Congé d'aidant et congé pour raisons de force majeure | Question 0511 (21/03/2024) de Mme Carole Hartmann | Mme Corinne Cahen (DP)

Depuis la fin du mois de août de l'année dernière, les salariés peuvent bénéficier de deux congés supplémentaires s'ils ont des raisons familiales urgentes ou s'ils doivent s'occuper d'un membre de leur famille : le congé d'aidant et le congé pour raisons de force majeure.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

- 1) Combien de fois ces deux nouveaux congés ont-ils été utilisés jusqu'à présent ?
- 2) Qui peut contrôler s'il y a une « raison médicale grave » pour demander un congé d'aidant ? Comment ce contrôle est-il effectué ?
- 3) Existe-t-il un modèle de certificat médical à fournir pour demander le congé d'aidant ? Dans la négative, Monsieur le Ministre sait-il si un tel modèle est encore en cours d'élaboration et dans quels délais il pourrait être disponible ?
- 4) Est-il possible de contester des certificats médicaux peu clairs ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre dispose-t-il déjà de chiffres concernant des certificats contestés ?
- 5) Combien de temps faut-il à l'employeur pour obtenir de l'État la prise en charge de 50 % du salaire versé prévue pour ces deux nouveaux congés ?

Réponse (23/04/2024) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail

ad 1) Le Ministère du Travail ne dispose pas de statistiques relatives à l'utilisation de ces congés.

Les seules données chiffrées dont il dispose dans ce contexte sont celles relatives aux demandes de remboursement formulées par les employeurs en application de l'article L.233-16 du Code du travail.

Celles-ci renseignent qu'entre le 21 août 2023 et le 31 décembre 2023, 52 demandes de remboursement dans le cadre du congé pour raisons de force majeure et 192 demandes de remboursement dans le cadre du congé d'aidant ont été réceptionnées.

ad 2) Suivant les dispositions du Code du travail relatives au congé d'aidant, le médecin est chargé d'attester la « raison médicale grave » et c'est donc à lui seul qu'appartient le contrôle de la véracité de ce motif.

S'il est vrai que selon une jurisprudence luxembourgeoise constante, l'employeur peut, dans le cadre d'un certificat médical « ordinaire », exiger de son salarié de se soumettre à un contre-examen par un médecin de son choix ou par un médecin du contrôle médical, de telles décisions n'existent pas encore pour les certificats exigés dans le cadre du congé d'aidant.

ad 3) Pour l'instant il n'existe pas de modèle de certificat médical à fournir pour la demande d'un congé d'aidant.

Au moment de l'entrée en vigueur du dispositif en question, l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) avait été contactée en vue de l'élaboration d'un tel modèle mais cette première prise de contact n'a pas été concluante jusqu'à présent.

ad 4) Ni la directive (UE) 2019/1158 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants⁸, ni le Code du travail, ne prévoient la possibilité de contester des certificats médicaux peu clairs. Tant que cette possibilité de contestation des certificats médicaux n'est pas expressément prévue par la loi, elle n'est pas concevable.

ad 5) Toutes les demandes reçues jusqu'au 31 décembre 2023 ont été remboursées dans un délai maximal de 2 mois.

Précarité énergétique | Question 0512 (21/03/2024) de M. François Bausch | Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Un récent rapport du LISER⁹ analysant la précarité énergétique au Luxembourg a souligné plusieurs défis liés à son évaluation et a formulé des recommandations en vue de son amélioration. Au niveau luxembourgeois, la définition de la précarité énergétique reste floue et les indicateurs actuels ne parviennent pas à capturer pleinement la complexité de ce phénomène multidimensionnel. L'indicateur national actuel est une combinaison quantitative d'indicateurs, à savoir le « TEE » (taux d'effort énergétique) et le « BRDE » (bas revenus – dépenses élevées), permettant d'éliminer les cas de gaspillage énergétique et de déterminer si le niveau d'effort est acceptable tout en prenant en considération le niveau de pauvreté des ménages.

L'autrice recommande de développer un portefeuille plus complet d'indicateurs plus qualitatifs, dont notamment des indicateurs couvrant différentes facettes de la pauvreté énergétique, comme le niveau du prix de l'énergie, le niveau de performance énergétique et le niveau de confort et d'humidité des logements. De plus, il serait crucial de développer des indicateurs précurseurs disponibles plusieurs fois par an pour pallier le défi posé par le retard d'une à deux années dans la mise à disposition des données actuelles. Finalement, il serait essentiel d'évaluer également la pauvreté en matière de mobilité en considérant les interactions entre la disponibilité des transports en commun ou l'accessibilité financière, étant donné leur lien étroit avec le coût de l'énergie.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

- 1) À part des mesures et projets existants, comme la prime énergie ou les projets de la Klima-Agence (conseil en énergie personnalisé, subvention pour le remplacement d'appareils électroménagers énergivores ou le projet « Zesumme renovéieren »), quelles nouvelles mesures le Gouvernement envisage-t-il de prendre et quelle stratégie envisage-t-il de mettre en œuvre pour atténuer le problème de la précarité énergétique à long terme ?
- 2) Monsieur le Ministre prévoit-il de créer une définition officielle de la précarité énergétique au Luxembourg ?

⁸ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32019L115>
⁹ Guio, A.-C. (12.2023). Pauvreté énergétique au Luxembourg : comment la mesurer ? Chambre des Salariés Luxembourg (CSL).

3) Monsieur le Ministre peut-il fournir les données concernant la précarité énergétique au Luxembourg pour l'année 2023 sur base des indicateurs actuels ?

4) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de réflexions concernant l'adaptation de l'indicateur actuel de la précarité énergétique, notamment en ce qui concerne la considération d'indicateurs qualitatifs, l'intégration de la variable mobilité ou encore le développement d'indicateurs précurseurs ? Si oui, est-ce que le Gouvernement prévoit de mettre en œuvre ces indicateurs revus et, le cas échéant, dans quel délai ?

5) Quelles mesures le Gouvernement prévoit-il de mettre en œuvre pour garantir que les logements en location des ménages en précarité énergétique répondent aux normes de salubrité et de qualité ?

Réponse (23/04/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Définition et mesure de la précarité énergétique

La définition de la précarité énergétique au Luxembourg est celle développée par le Statec en coopération avec le Ministre ayant l'énergie dans ses attributions. Elle figure dans le projet de mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) au chapitre 2.4.4 « Précarité énergétique ». Le Statec publie tous les ans les indicateurs de la précarité énergétique dans son rapport Travail et Cohésion sociale.

Le calcul des indicateurs de précarité énergétique se base sur les résultats de différentes enquêtes réalisées annuellement par le Statec, comme l'enquête budget des ménages et l'enquête EU-SILC (European Survey on Income and Living Conditions). Les résultats complets pour 2023 de ces deux enquêtes seront disponibles en octobre de cette année.

Le Statec a néanmoins mis au point une méthode d'estimation prospective de la précarité énergétique. Ces estimations ont été publiées dans le rapport Travail et Cohésion sociale d'octobre 2023 qui précise : « [...] il est estimé que 1,9 % des ménages résidant au Luxembourg seront dans la précarité énergétique en 2023, atteignant le même niveau qu'en 2021 ». Ce rapport peut être consulté et téléchargé sous le lien suivant : <https://statistiques.public.lu/fr/publications/series/analyses/2023/analyses-02-231.html>. Ce rapport présente en outre plusieurs indicateurs additionnels permettant une meilleure analyse des facteurs influençant le niveau de précarité énergétique, tels que l'évolution du prix de l'énergie, la distinction entre locataire et propriétaire, les dépenses énergétiques médianes des ménages, les revenus nets médians, ainsi que plusieurs mesures subjectives comme le pourcentage de ménages qui estiment ne pas pouvoir chauffer suffisamment leur logement et le pourcentage des ménages qui ont eu des arriérés sur le paiement des factures énergétiques. Les travaux du Statec permettant un suivi des phénomènes de pauvreté et de l'exclusion sociale, notamment dans le cadre de son rapport Travail et Cohésion sociale, ont été exposés dans la réponse du 9 avril 2024 à la question parlementaire 0440.

Mesures afin de remédier à la précarité énergétique

Il convient de distinguer, d'un côté, les mesures à court terme et, de l'autre côté, les mesures à long terme.

Les mesures à court terme ont pour objectif de fournir un soutien immédiat aux ménages en situation de précarité énergétique. Par exemple, les lois du 1^{er} août 2007 relatives à l'organisation du marché

de l'électricité et à l'organisation du marché du gaz naturel prévoient qu'un client résidentiel se trouvant dans l'incapacité de payer ses factures d'électricité ou de gaz peut bénéficier d'une aide sociale auprès de l'office social compétent. La loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale prévoit que l'office social compétent procède à un examen pour déterminer si le client résidentiel est en mesure de payer ses factures d'énergie ou s'il a droit à une aide sociale. Ce mécanisme a été expliqué en détail dans la réponse du 15 février 2024 à la question parlementaire n° 0231 au sujet de la protection des consommateurs d'électricité.

Le règlement grand-ducal du 26 mai 2023 reconduit également la prime énergie en 2024 pour les bénéficiaires de l'allocation de vie chère.

À chaque fois qu'une hausse exceptionnelle des prix de l'énergie, notamment en raison de la situation tendue sur les marchés de l'électricité, a impacté les ménages, le Gouvernement a pris les mesures nécessaires pour stabiliser les prix de l'énergie pour les clients résidentiels, notamment dans les cadres des Solidaritétspak successifs convenus en concertation tripartite. Comme le prévoit l'accord de coalition, le Gouvernement a maintenu les mesures arrêtées par l'accord tripartite du 7 mars 2023 afin que les citoyens ne soient pas confrontés à une explosion des prix de l'énergie et il évalue actuellement les mesures à prendre à l'issue de cette période de stabilisation des prix de l'électricité.

Les mesures à long terme, quant à elles, visent à rendre autonomes les ménages en situation de précarité énergétique, ainsi que les ménages vulnérables, en leur permettant d'améliorer leur efficacité énergétique, donc de réduire leur consommation en énergie et d'avoir recours aux énergies renouvelables. Ces mesures sont de nature plus structurelle. La rénovation énergétique des logements est une stratégie clé pour réduire la demande énergétique et diminuer les frais énergétiques.

Le projet de mise à jour du PNEC comprend des mesures en ce sens, notamment celles mentionnées par les honorables Députés :

- Mesure n° 329 Assistance aux ménages en précarité énergétique
- Mesure n° 328 Projet pilote rénovation de quartiers - Differdange
- Mesure n° 311 Régime d'aides individuelles au logement
- Mesure n° 312 Régime d'aides à la pierre
- Mesure n° 309 Préfinancement dans le cadre du régime d'aides Klimabonus Wunnen
- Mesure n° 324 Exigences minimales de performance énergétique pour logements mis en location (incitatifs propriétaires)

En parallèle, le Gouvernement poursuit ses efforts, notamment à travers la Klima-Agence, pour sensibiliser (mesures n° 114 et n° 317) les ménages à l'importance de la gestion énergétique et en fournissant des informations sur les moyens de réduire leur consommation d'énergie. De plus, la gratuité et le développement des transports publics (mesure n° 405) favorise l'accès à un mode de transport écologique et économique.

Le Conseil de Gouvernement a adopté le 10 janvier 2024 un projet de loi et un projet de règlement grand-ducal visant à prolonger de 6 mois les « top-up » du régime d'aides financières « Klimabonus Wunnen » pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement, introduits suite aux négociations tripartites fin 2022.

En outre, le Gouvernement élaborera d'ici juin 2025 un plan social pour le climat, conformément au règlement (UE) 2023/955 instituant un fonds social pour le climat.

Dans le cadre de la transposition de la directive relative à l'efficacité énergétique (UE) 2023/1791, le Gouvernement entend renforcer les stratégies visant à minimiser la précarité énergétique.

Le Ministère de l'Économie participe activement au groupe de coordination sur la précarité énergétique et les consommateurs vulnérables au sein de la Commission européenne, qui a pour mission :

- (a) de servir de plateforme principale pour l'échange d'informations et la coordination entre la Commission et les États membres sur les questions relatives à la conception et à la mise en œuvre de la législation, des programmes et des politiques de l'Union européenne visant les ménages financièrement faibles ou ceux touchés par la précarité énergétique et les consommateurs vulnérables, notamment dans le contexte du caractère abordable de l'énergie, de mesures ciblées en matière de rénovation et d'efficacité énergétique et de mécanismes financiers au niveau national ;
- (b) de constituer un forum d'échange d'expériences, de meilleures pratiques et d'expertise en matière de prise en charge des consommateurs vulnérables et des ménages financièrement faibles ou de ceux touchés par la précarité énergétique, y compris aux niveaux local et régional ;
- (c) d'aider la Commission et les États membres dans la conception d'initiatives, en particulier en lien avec les plans nationaux en matière d'énergie et de climat (PNEC), les rapports d'avancement nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat et les stratégies connexes.

Liaison TGV entre Esch et Paris | Question 0513 (21/03/2024) de M. Meris Sehovic (déi gréng)

Dans leur communiqué de presse du 12 mars 2024, les CFL ont annoncé une nouvelle offre TGV du 28 juillet au 11 août 2024 dans le cadre des Jeux Olympiques 2024. Grâce à une collaboration entre la SNCF et les CFL, un TGV par jour partira au départ des gares CFL de Rodange et Belval-Université à destination de Paris. Cette offre alternative est devenue nécessaire suite au chantier sur le pont Hammerel à Bettembourg qui impliquera une période de fermeture du trafic prévue jusqu'au 15 septembre, rendant impossible la circulation du TGV depuis Luxembourg-gare.

Considérant la mise en œuvre temporaire d'une liaison TGV entre Esch-sur-Alzette et Paris, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- 1) Pour quelles raisons cette offre n'est-elle pas étendue jusqu'à la réouverture du chantier du pont Hammerel à Bettembourg prévue en septembre 2024 ?
- 2) Comment Madame la Ministre juge-t-elle la viabilité d'étendre cette option de manière permanente au-delà de l'achèvement du chantier ?
- 3) Existe-t-il des discussions en cours entre les CFL, la SNCF et d'autres partenaires pour évaluer la possibilité et la pertinence d'une pérennisation de cette liaison ?
- 4) Comment Madame la Ministre juge-t-elle les avantages socio-économiques d'une telle liaison pour le sud du pays et pour le Grand-Duché dans son ensemble ?

Réponse (22/04/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'offre temporaire TGV du 28 juillet 2024 au 11 août 2024, que les CFL ont construite en étroite collaboration avec la SNCF, est motivée par l'attente d'une demande accrue durant les Jeux Olympiques et en raison de la fermeture simultanée de la gare de Bettembourg au trafic voyageurs, avec un vaste dispositif de substitution routière. L'offre consiste en un aller-retour quotidien à destination de Paris et d'un aller-retour quotidien vers Montpellier, au départ de Rodange, en empruntant la ligne passant par Esch-sur-Alzette et ceci en contournant Bettembourg par le triage.

En effet, du 13 juillet 2024 au 11 août 2024, la gare de Bettembourg est inaccessible au trafic voyageurs dû aux travaux au pont Hammerel, à cela s'ajoute le barrage du passage frontière en journée à partir du 13 juillet 2024 jusqu'au 27 juillet 2024. Ce dernier chantier explique l'impossibilité d'étendre l'offre exceptionnelle sur les deux premiers jours des Jeux Olympiques.

À partir du 12 août 2024, la gare de Bettembourg est à nouveau accessible au trafic ferroviaire venant du sud. En contrepartie, le trafic national sur la ligne 60 reprend entre Bettembourg et Rodange. La même ligne connaît un important trafic de fret national et international, se trouvant sur le corridor de fret international Mer du Nord-Méditerranée.

Plusieurs TGV auront donc leur origine et destination à Bettembourg permettant des temps de parcours globaux plus compétitifs.

Les restrictions de capacité sur la ligne 60, entre Rodange et Bettembourg, ne permettent pas de présenter une offre compétitive au niveau de la production.

D'un point de vue commercial, la séparation de l'offre sur deux destinations différentes (Esch/Rodange et Luxembourg) réduirait fortement la lisibilité de l'offre et le nombre de trains par destination dans une zone de chalandise tout de même compacte (30 km entre Rodange et Luxembourg).

Au vu de ces considérations, les CFL, de concert avec la SNCF, maintiendront la gare de Luxembourg comme unique destination des TGV, après le chantier du pont Hammerel.

Suite à la concertation entre les CFL et la SNCF, il s'avère qu'une offre TGV vers une destination unique, en l'occurrence Luxembourg, à moyen terme via la nouvelle ligne entre Luxembourg et Bettembourg, offre globalement des avantages sur la fréquence, le temps de parcours, la fiabilité ainsi que sur la lisibilité de l'offre.

Changements dans la fiscalité des frontaliers allemands | Question 0514 (21/03/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Den 20. Mäerz 2024 war am „Luxemburger Wort“ ze liesen, datt Grenzgänger aus Däitschland, duerch en neit Kooperatiounsofkommes tëschent Lëtzebuerg an Däitschland vum 11. Januar 2024, hir Paien, Gehälter an Zouschléi fir geleeschten Iwwerstonnen an Däitschland réckwierkend vum 1. Januar 2024 u versteiere mussen.

Dat ass e grouse Problem, well de Manktem un Aarbechtskräften riskéiert, sech doduerch a ganz ville Secteuren ze verstärken, ënnert anerem och am Gesondheetssecteur.

D'Onzeffriddenheet bei de Grenzgänger riskéiert sech ze verschlimmeren an si kéinten duerch déi nei Steierreegele benodeelegt gi par rapport zu Beschäftegter, déi zu Lëtzebuerg wunnen, an zu Grenzgänger aus anere Länner.

An deem Zesammenhang géife mir der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Grenzgänger aus Däitschland si betraff?
2. Huet d'Regierung eng Statistik, ëm wéi vill Stonnen et sech bei deenen hei zu Lëtzebuerg steierfräie Stonnen (Iwwerstonnen, Weekend- an Nuetsaarbecht) handelt?
3. Wat gedenkt d'Regierung lo ze maachen?
4. Zitt d'Regierung a Betruecht, fir dëst Kooperatiounsofkommes réckgängeg ze maachen?

Réponse (23/04/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Am Joer 2022 hunn 20.150 däitsch Grenzgänger zu Lëtzebuerg bezuelten Iwwerstonne gemaach, op deenen dann d'sozial Cotisatioune berechent goufen. D'Donnéeë fir 2023 sinn zu dësem Zäitpunkt nach net komplett. Dës bezuelten Iwwerstonne sinn déi eenzeg Donnéeën, déi an de Fichiere vun der sozialer Versécherung kënnen retraceiert ginn.

ad 2. Am Joer 2022 goufen am ganzen 1.505.000 bezuelten Iwwerstonne vun däitsche Grenzgänger geschafft. Déi aner gefrotten Donnéeë kënnen weeder vun der Steierverwaltung, nach vun der Inspection générale de la sécurité sociale identifizéiert ginn.

ad 3. a 4. Laut dem Artikel 115 Numero 11 vum modifizéierten Akommessteiergesetz vum 4. Dezember 1967 an dem groussherzogleche Reglement vum 21. Dezember 2007 ass d'Bruttoakommes fir Iwwerstonne vu Salarieën, déi dem Statut unique ënnerleien, zu Lëtzebuerg nach ëmmer integral steierfräi. Dat géllt och fir eis däitsch Grenzgänger. Et ass also keng Fro vun der Lëtzebuurger Gesetzgebung. Duerfir stinn de Finanzministère an d'Steierverwaltung an enkem Kontakt mat hiren däitschen Homologen, fir weider Informatiounen iwwert d'Applikatioun vum Steierrecht an Däitschland ze kréien a fir enger Léisung fir eis däitsch Grenzgänger ze sichen.

Frelon asiatique | Question 0515 (21/03/2024) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

Mir si gewuer ginn, datt déi sougenannt „Asiatesch Horniss“ d'Beievëlker an der Westpfalz zanter enger Rei Joren zerstéiert an hiren Hunneg opréss. Dat féiert dozou, datt den Ökosystem an dëser Géigend gestéiert gëtt an datt just ronn een Drëttel vun de Beievëlker iwwerliewe kéint. Dozou kënn, datt eng Rëtsch Beievëlker a Rheinland-Pfalz krank sinn, well de Wanter zimmlech mëll war a well se vun der „Varroamilbe“ befall sinn.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Beievëlker sinn an de leschte fënnf Joer der „Varroamilbe“ zum Affer gefall?
2. Ass déi „Asiatesch Horniss“ mëttlerweil och zu Lëtzebuerg aktiv?
3. Mat wat fir enge Mëtzel kann et geléngen, fir d'Beievëlker virun dësem aggressiven Insekt ze schützen?
4. Wéi gesäit an dësem Kontext d'Zesummenaarbecht tëschent de Beienzüchter an dem Ministère aus?

Réponse (23/04/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. D'Zuele vun de Verloschter vu Beievëlker iwwert déi lescht 5 Joer si follgend:

2023	-9 %
2022	-12,7 %
2021	-10,4 %
2020	-8,4 %
2019	-12,3 %

Vu dass dës Verloschter multifaktoriell sinn, huet de Landwirtschaftsministère keng prezis Donnéeë vu Verloschter, déi duerch Varroamilbë verursaacht goufen. Zudeem ass d'Varroase an eise Beievëlker endemesch, d. h. ganz staark verbreet, an d'Varroase ass och keng meldflichteg Krankheet. De Ministère ënnerstëtzt och finanziell d'Varroamëttelen, déi d'Imker an hire Beievëlker asetzen.

ad 2. Déi Asiatesch Runn ass hei am Land eng éischte Kéier am September 2020 zu Jonglënster festgestallt ginn. Am selwechte Joer sinn op méi Plazen (Esch/Uelzecht, Biekerech, Angelduerf ...) zu Lëtzebuerg Individuen an Näschter entdeckt ginn, wat op eng méi flächendeckend Presenz vun dëser Aart hindeit. 2023 sinn 30 Näschter offiziell detektéiert ginn. D'Meldungen aus de leschte 4 Joer zu der Asiatescher Runn konzentréieren sech virun allem op de Süden an Zentrum vum Land, vereenzelt Virkomme sinn awer och aus dem Rescht vum Gutland, der Muselgëgend, dem Mëllerdall an och aus dem Éislek reportéiert. D'Zuele weisen also, datt sech déi ursprénglech tropesch Aart och zu Lëtzebuerg etabliert huet an en vue vum Klimawandel ass ze erwaarden, datt sech hir Populatioun nach weider ausbreit.

ad 3. D'Asiatesch Runn ass a Süd- an Zentraleuropa schon etabliert a breet sech vun do och nach ëmmer weider aus. Hir Awanderung bei eis ass deemno net méi réckgängeg ze maachen an och kaum ze stoppen. Déi eenzeg reell Optioun ass dohier, d'Aart an hiren Afloss op déi eenheemesch Biodiversitéit an notamment d'Beievëlker am A ze behalen an e méiglechst gutt Zesummeliewe ze viséieren.

An deem Sënn gëtt aktuell probéiert, d'Zuele vun der Asiatescher Runn weiderhin op engem méiglechst nidderegen Niveau ze halen a gläichzäiteg d'Resilienz vun eisen Ökosystemer ze erhalte respektiv ze stäerken, fir een natierlecht Gläichgewicht ze erreechen.

Hei ass och d'Effentlecheit gefrot, déi weider sensibiliséiert soll ginn, fir Näschter (notamment Primärnäschter am Fréijoer), déi entdeckt ginn, bei der Naturverwaltung ze mellen. Dës Näschter kënnen da geziilt ewechgemaach gi fir ze evitéieren, datt sech grouss Kolonien entwéckele kënnen, awer och, datt se hire Reproduktiounszyklus erfollegräich ofschléisse kënnen. Esou solle potenziell negativ Auswierkunge sou gutt et geet reduzéiert an déi weider Ausbreedung ofgebremst ginn.

Fir d'Hunnegbeie viru bestëmmte Falen ze schützen, kënnen d'Beienzüchter Schutzdispositiffen an d'Entrée vun hire Beiestäck abauen, dozou zielen Agangsredukteuren, Zénk oder sougenannte „Maulkierf“ fir Beiestäck.

Vun der Opstellung vu Falen (z. B. Fläsche mat Köder) gëtt iwwerdeems dréngend ofgeroden. Dës Method ass weeder effikass, fir d'Gesamtpopulatioun ze reduzéieren, nach selektiv, esou datt an deene Falen eng Onmass vun aneren nätzlechen an deels bedroten Insekten gefaang ginn.

ad 4. D'Naturverwaltung tauscht sech reegelméisseg mat der Fédération des unions d'apiculteurs du

Grand-Duché de Luxembourg (FUAL) aus a war beim Komitee vun dësem Verband present. Den Austausch concernéiert zum Beispill déi méiglechst fréi Detektioun a Meldung vun Näschter am Hibleck, déi ze eliminéieren, mee och nei Pisten a Strategië fir eng besser Andämmung vun dëser invasiver exotescher Aart.

Rapport interne de la Caisse médico-complémentaire mutualiste | Question 0516 (22/03/2024) de **M. François Bausch** (déi gréng)

« L'affaire CMCM » fait la une des journaux depuis quelques semaines. Selon des informations parues dans la presse nationale aujourd'hui, le Ministère de la Sécurité sociale aurait eu connaissance du rapport interne critique relatif aux finances de la CMCM dès février 2023. Le rapport aurait été classé sans suite avec l'argument qu'aucune infraction relative à la loi sur les mutuelles n'a pu être constatée.

Cependant, suivant les informations reçues dans la presse, le rapport fait état de pratiques encourageant un « risque d'aboutir à des abus » et à un « risque de fraude fiscale ». Le système des jetons critiqué par les auteurs du rapport aurait le potentiel pour la CMCM « de se retrouver éventuellement en situation de coauteur de magouilles fiscales ».

La presse relate également que deux représentants de la CMCM auraient envisagé de modifier le rapport en question sur trois points avec l'argument que la version diffusée serait erronée et n'aurait jamais été signée ni soumise au vote par le conseil d'administration.

Dans ce contexte, je voudrais demander les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Madame la Ministre a-t-elle connaissance du rapport en question ? Quelle est la position de Madame la Ministre par rapport au rapport et au fait qu'il est envisagé de le modifier a posteriori ?
- 2) Le rapport a-t-il effectivement été classé sans suite par le Ministre de la Sécurité sociale début 2023 ?
- 3) Comment Madame la Ministre évalue-t-elle le fait que le rapport fait état de fraude fiscale potentielle ?
- 4) Quel est l'avis de Madame la Ministre sur le fait que le Ministère de la Sécurité sociale n'ait pas fait de dénonciation au parquet en 2023 sur base de l'article 23 du Code d'instruction criminelle ?

Réponse (05/04/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Un rapport intitulé « Rapport de la Commission Finances relatif au système de rémunération par jetons et à son traitement au regard de la législation fiscale et sociale » est parvenu de façon informelle par courrier électronique début 2023.

Le dossier ne contenant pas d'élément indiquant que la loi du 1^{er} août 2019 concernant les mutuelles et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises n'était pas respectée, il a été décidé de ne pas donner de suite supplémentaire à ce stade.

Au vu de la situation actuelle et après analyse détaillée du rapport en relation avec les allégations rapportées, la ministre a néanmoins décidé de porter ledit rapport à la connaissance du parquet ce mardi 26 mars 2024 et ce sur base de l'article 23 du Code d'instruction criminelle.

Liens potentiels entre des sociétés luxembourgeoises et des crimes internationaux en cours dans la bande de Gaza | Question 0517 (22/03/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Dans son ordonnance du 6 janvier 2024, la Cour internationale de justice a reconnu que les exactions commises par l'armée israélienne dans la bande de Gaza pouvaient être plausiblement qualifiées comme relevant du crime de génocide. Leur qualification comme crimes de guerre et comme crimes contre l'humanité ne fait quant à elle plus aucun doute au regard de la majorité écrasante des experts en la matière.

Dans ce contexte, je tiens à rappeler que le Luxembourg est partie prenante de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948, des Conventions de Genève de 1949, du Statut de Rome de la Cour pénale internationale de 1998 et du Traité sur le commerce des armes de 2013.

Au titre de ces instruments, le Gouvernement luxembourgeois a en effet l'obligation d'empêcher ses agents, ses ressortissants et toute personne résidant sur son territoire de participer à la commission de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de crimes de génocide. Cette obligation ne vaut pas seulement pour les personnes physiques. Par le jeu combiné des instruments mentionnés ci-dessus, elle s'étend également aux personnes morales établies au Luxembourg et à leurs dirigeants, y compris aux institutions financières.

Au regard de la gravité de la situation actuelle à Gaza et dans les autres territoires palestiniens occupés, la fourniture d'armes à Israël est susceptible de violer cette obligation. Le Nicaragua vient ainsi d'assigner l'Allemagne devant la Cour internationale de justice pour violation de la Convention sur le génocide et des Conventions de Genève en raison de son refus de mettre fin à ses livraisons d'armes à Israël dans le contexte actuel. Ayant à son tour été confronté au risque d'être assigné devant la CIJ, le Canada vient de décider d'interrompre ses fournitures d'armes à Israël.

Il n'y a aucune raison de penser que le financement de fournitures d'armes doit être apprécié différemment d'un point de vue juridique que cette fourniture elle-même.

Si le Gouvernement luxembourgeois laissait de telles activités se dérouler au Luxembourg, il courrait un risque réel d'engager la responsabilité internationale du Luxembourg, y compris devant la Cour internationale de justice.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

- 1) Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que le transporteur de fret aérien Cargolux n'est pas impliqué dans le transport et la livraison d'armes destinées à l'État d'Israël ? Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer quelles mesures le Gouvernement compte entreprendre afin d'y remédier ?
- 2) De manière générale, le Gouvernement a-t-il procédé ou entend-il procéder à une enquête approfondie sur les liens potentiels entre des sociétés domiciliées au Luxembourg, y compris du secteur financier, et les crimes internationaux en cours dans la bande de Gaza en vue de se conformer à ses obligations au titre des conventions internationales mentionnées plus haut ? Dans la négative, pour quelles raisons ?
- 3) Plus particulièrement, la société israélienne cotée en bourse et basée à Luxembourg sous le nom de NSO Group (connue pour son logiciel espion Pegasus) est soupçonnée de mener ou de faciliter

des activités jugées illégales au regard du droit européen et du droit international. Le Gouvernement luxembourgeois entend-il entreprendre des mesures à l'encontre de cette société ? Dans l'affirmative, lesquelles ? Dans la négative, le Gouvernement peut-il justifier son absence d'action ?

Réponse (23/04/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

De manière générale, les autorités de surveillance prudentielle et judiciaires compétentes veillent au respect par les entreprises, en ce compris financières, des dispositions nationales et internationales applicables.

L'entreprise Cargolux n'a pas soumis de demandes d'autorisation d'exportation ni de transit d'armes destinées à l'État d'Israël auprès du Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur.

Le Gouvernement n'a aucune connaissance des allégations à l'encontre de la société informatique citée par l'honorable Député.

Protection contre le licenciement de salariées enceintes | Question 0518 (22/03/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Schwanger Fraen hunn e Kënnegungsschutz, deen och gëlteg ass, wa si d'Schwangerschaft dem Employeur nach net matgedeelt hunn. Kritt eng schwanger Fra gekënnegt, éier si hirem Employeur d'Schwangerschaft matdeele konnt, huet si 8 Deeg Zäit, fir d'Schwangerschaft vun engem Dokter zertifizéieren ze loossen. De Patron muss d'Kënnegung dann zeréckzéien. Geschitt dat net, huet d'Fra 15 Deeg Zäit, fir d'Ophiewung vun der Kënnegung beim Aarbechtsgeriicht unzufroen oder 3 Méint Zäit, fir eng Action judiciaire en licenciement abusif ze maachen.

Leider kënnt et ëmmer nees vir, dass Fraen hir Rechter an dësem Beräich awer net kennen a mengen, dass de Kënnegungsschutz eréischt ab deem Moment gëllt, wou een dem Patron d'Schwangerschaft matgedeelt huet. Si akzeptéieren d'Kënnegung dann a verléieren domat och d'Urecht op d'Remuneratioun aus dem Congé de maternité an dem éischte Congé parental. Dat kann zu extreeme finanziellen Engpäss féieren an och dozou, dass d'Mamm ganz fréi no der Gebuert vun hirem Kand nees schaffe geet, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Aarbecht a Justiz dës Fro stellen:

1. Ass de Ministère sech dem genannte Problem bewusst a gëtt et Pläng, fir konkret Zuelen ze erhiewen, fir de geneeën Ëmfang vum Problem besser aschätzen ze kënnen ?
2. Plangt de Ministère Campagnen, fir schwanger Aarbechterinne besser iwwert hir Rechter opzklären ?
3. Plangt de Ministère, déi genannte Fristen, innerhalb vun deenen ee sech als schwanger Fra géint eng Kënnegung ka wieren, ze verlängeren ?

Réponse (15/04/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1. Dem Aarbechtsministère si keng Reklamatioune vu schwangere Salariéë bekannt, déi sech iwwer de kuerzen Delai vu 15 Deeg beschwéiert hunn. Et gëtt deemno momentan keng Pläng, fir konkret Zuelen ze erhiewen.

ad 2. De Ministère plangt keng spezifesch Campagne iwwert dat Theema.

De Ministère ass nämlech der Meenung, dass aktuell genuch Informatiounen an Hëllef betreffend d'Rechter vu schwangere Salariéënen disponibel sinn, wéi zum Beispill dëst:

– Op enger Rei Internetsäiten, wéi zum Beispill, „guichet.lu“, „csl.lu“, „itm.public.lu“ a „justice.lu“, fënnt ee schon all déi néideg Informatiounen zu der Protektioun vu schwangere Salariéënen.

– Schwanger Salariéënen, grad ewéi all aner Bierger, kënnen dem Helpdesk vun der ITM uruffen, hinnen eng E-Mail schécken oder bei déi verschidde Guichete vun der ITM goen (Diekirch, Esch/Alzette, Strassen, Guichet Wiltz), fir sech iwwer hir Rechter am Aarbechtsberäich ze informéieren a sech beroden ze loossen. Dem Rapport d'activité vun der ITM vun 2022 no, goufen dat Joer 458 Dossierer iwwer schwanger Salariéënen vun der ITM traitéiert.

– De Parquet général vun der Stad (an der Cité judiciaire) a vun Dikrech (am Palais de justice) assureieren e „Service d'accueil et d'info juridique“ a Form vun engem individuellen Entretien, dee vertraulich a gratis ass, dëst a ville Beräicher, inklusiv am Aarbechtsberäich.

ad 3. Déi genannte Fristen applizéieren sech am Kontext vun enger Ufro, fir d'Kënnegung ze annulléieren, mam Zil, fir d'schwanger Fra nees an de Betrib ze integréieren. D'Friste goufen esou kuerz festgeluecht, fir eng séier Reintegratioun vun der schwangerer Fra ze erliichter an och, fir se esou séier wéi méiglech aus der onsécherer Situatioun erauszehuelen.

Et muss ee wëssen, dass an deene meeschte Situatiounen, wou d'Salariéënen d'Nullitéit vun enger Kënnegung ufroe kënnen, den Delai vu 15 Deeg virgesinn ass, ausser bei der Kënnegung vun engem Personaldelegéierten, wou eng Frist vun engem Mount virgesinn ass (säit dem Gesetz vum 23. Juli 2015).

An deem Kader, huet d'europäesch Geriicht (Cour de justice de l'Union européenne, Affaire C-63/08, Urteel vum 29. Oktober 2009) an engem Lëtzebuergesche Fall Zweifel opgehewen, ob den Delai vu 15 Deeg ze kuerz wier, fir kënnen effektiv ze sinn an et den nationale Gerichter iwwerlooss, ze analyséieren.

D'Verlängerung vun der Frist vu 15 Deeg wier deemno eng Manéier, fir d'Rechter vun de schwangere Salariéënen ze stäerken, an e bessere Kënnegungsschutz virzegesinn. Et ass eng interessant Pist, déi de Ministère ënnert d'Lupp wäert huelen.

Dépistage gratuit des troubles du langage « Bilan 30 » | Question 0520 (22/03/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

Et existéiere verschidde Bilanen, mat deene Bëbeeën a kleng Kanner evaluéiert ginn, ob si sech hirem Alter entspreechend entwéckelen. Wa Kanner bei dese Bilane méi schlecht ofschneide wéi dëst normalerweis de Fall ass, sou kann dat op eventuell Entwécklungsstéierungen hiweisen. Dës Bilane si fräiwëlleg, et gëtt also keng Obligatioun, fir un dese Bilanen deelzehuelen, allerdéngs ginn deelweis finanziell Incentivé fir eng Participatioun proposéiert.

Beim Bilan 30 solle sproochlech Defiziter scho fréi festgestallt ginn an doduerch ka scho fréi mat enger Fërderung ugefaang ginn, nach éier d'Kanner an de Cycle 1 kommen a se riskéieren, de Retard nëmme méi schwéier nees opzehuelen. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro huet déi deemoleg Gesondheitsministesch geäntwert, dass just 48,1 % vun den Elteren de Bilan 30 vun hire Kanner maache loossen an den Taux de participation an de leschte Jore stabil war. Den SNE fuerdert, dass de Bilan 30 sollt obligatoresch fir all Kand gemaach ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Fro stellen:

1. Wéi steet d'Ministesch der Forderung géigeniwwer, fir de Bilan 30 fir all Kand obligatoresch ze maachen?

2. Wéi vill Kanner kënnen all Mount fir e Bilan 30 evaluéiert ginn?

3. Wéi vill Kapazitéite sinn all Mount nach disponibel, fir Kanner ze evaluéieren?

4. Ëm wéi vill kéinten d'Kapazitéite kuerz-, mëttel- a laangfristeg ausgebaut ginn, fir nach méi Kanner ze evaluéieren?

5. An der Äntwert op eng Fro sot déi deemoleg Ministesch:

„Des projets de sensibilisation directe et ciblée des parents et des professionnels de la petite enfance sont actuellement élaborés par le Service audiophonologique. Les orthophonistes de ce service ont développé un module de formation concernant l'évolution normale et pathologique du langage et sa stimulation. Ce module sera proposé aux jeunes parents (sur invitation) et au milieu de l'éducation non formelle (personnel des crèches et des maisons-relais) au cours de l'année 2022.“

Goufen dës Projete, wéi an der Äntwert annoncéiert, schonn ëmgemat?

– Wa jo, leien hei schonn Analysen iwwer den Erfolleg vun de Projete vir a wat sinn d'Resultater vun dese Projeten?

– Falls nach keng Resultater iwwer den Erfolleg virleien, wéini sollen dës publizéiert ginn?

6. Wéi laang sinn an der Moyenne d'Waardezäiten, fir ee Rendez-vous fir de Bilan 30 ze kréien?

Réponse (22/04/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Regierung envisagéiert aktuell net, de Bilan 30 fir all Kand obligatoresch ze maachen.

ad 2. bis 4. An der Moyenne huet de Service audiophonologique vun der Direktioun vun der Santé eng maximal Capacitéit fir 830 individuell Rendez-vousen Bilan 30 pro Mount. De Bilan 30 besteet awer nom éischte Rendez-vous, gegebenfalls aus engem reegelméissegem Suivi vum Kand a sengen Eltere respektiv enger orthophonischer Behandlung bis zur Entrée an de Cycle 1.1, falls néideg.

En Ausbau vun de Capacitéiten ass nëmme iwwer nei Ressourcen, dat heescht iwwer nei Posten (1,5 ETP fir 10 % méi Participatioun) an zousätzlech Raimlechkeete méiglech.

ad 5. Jo, dës Projete goufen ëmgemat. De Service audiophonologique vun der Gesondheitsdirektioun huet en neie Programm entwéckelt, deem „Info-Langage“ heescht a wou d'Eltere vun allen neigebuerene Kanner invitéiert ginn op eng Gruppeseance, wou 2 Orthophonistinnen iwwer d'Sproochentwécklung, d'Sproochstimulatioun, d'Méisprouchegeket, de Mediekonsum an déi bestoend Ulafstellen zu Lëtzebuerg informéieren. Dës Seance ginn aktuell op lëtzebuergesch a franséisch am 2-Wochen-Takt ugebueden.

Am Joer 2022 huet de Service audiophonologique och de Beräich vun der nonformeller Educatioun (Crèchen, Maison-relais) an d'Pediaterie per Post iwwer d'Méiglechkeet vun enger Sensibilisatioun am Beräich Sproochentwécklung a Mediekonsum informéiert.

D'Analys vun de Projete gëtt all Joer am Kader vum järelechen Aktivitéitsbericht vun der Gesondheitsdirektioun realiséiert a publizéiert. Et gouf festgestallt, dass d'Participatioun bei den Elteren sech op 5 % vun den ugeschriwwenen Eltere beleeft an dass zanter 2022, 4 Crèchë vun den ugebuedene Formatioune profitéiert hunn.

ad 6. Aktuell läit d'Waardezäit bei 2–3 Méint no der Echeance vun den 30 Méint.

Fir weider Infoen: Dépistage des troubles du langage (Bilan 30) – Portail Santé – Luxembourg.

Cyberattaques contre des sites Internet de l'État | Question 0522 (22/03/2024) de Mme Taina Bofferding | Mme Liz Braz (LSAP)

Hier, le 21 mars 2024, des sites Internet gouvernementaux luxembourgeois ont subi une attaque par déni de service distribué (DDoS), les rendant inaccessibles pendant plusieurs heures. Ces attaques, orchestrées avec pour objectif de surcharger et rendre indisponible un service ou un serveur, ont été rapidement revendiquées par des hackers se proclamant prussiens sur diverses plateformes, telles que « X » et « Telegram ». Il apparaît que cette offensive était directement liée au soutien exprimé par le Luxembourg à l'Ukraine, reflétant ainsi des motivations géopolitiques précises.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Digitalisation et à Monsieur le Ministre d'État :

1) Pouvez-vous confirmer l'origine des attaques comme étant prussienne, en lien avec la position du Luxembourg sur la situation russo-ukrainienne ?

2) Quelle est l'étendue des dommages causés par ces attaques DDoS ?

3) De quel type spécifique d'attaque DDoS s'agissait-il ?

4) Quelles vulnérabilités ont été exploitées pour réussir cette attaque contre le réseau étatique ?

5) Les sites Internet des ministères, des administrations étatiques et de la Chambre des Députés sont-ils hébergés sur un serveur web commun ?

6) La structure serveur des sites étatiques est-elle centralisée ou décentralisée ?

7) Quelles mesures ont été prises pour contrer cette attaque ? Les serveurs étatiques sont-ils équipés de solutions de filtrage ou de répartition de charge adaptées aux attaques DDoS ?

8) Les infrastructures étatiques bénéficient-elles de protections modernes telles que les réseaux de distribution de contenu (CDN) ou des protections basées sur la blockchain contre les DDoS ?

9) Le Gouvernement utilise-t-il ou envisage-t-il d'adopter des outils de prévention des cyberattaques basés sur « Machine Learning » ou l'intelligence artificielle, comme le « Google Cloud Armor Adaptive Protection » ?

Réponse (26/03/2024) de M. Luc Frieden, Premier ministre | Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation

Depuis le matin du 21 mars 2024, plusieurs sites Internet de l'État ont fait l'objet d'une attaque cyber DDoS (déni de service distribué). Une attaque DDoS consiste à saturer les ressources informatiques des cibles, outre l'indisponibilité des sites Internet visés, à ce stade aucun autre dommage n'est connu. Une évaluation régulière de la situation est toujours en cours. Il n'est pas opportun de divulguer l'origine de l'attaque afin de limiter toute publicité involontaire recherchée par les attaquants.

Ladite attaque est composée de plusieurs vecteurs d'attaque. Le vecteur le plus utilisé était un botnet qui visait une attaque au niveau applicatif (surcharge de sites et services web). L'attaque conduit à la saturation des serveurs de chiffrement (TLS/SSL Offloader), ainsi que des serveurs web exposés à l'internet.

La majorité des sites des ministères et des administrations étatiques sont hébergés sur une infrastructure commune composée d'un ensemble de serveurs et hébergée au CTIE. De ce fait, ces sites profitent d'une protection de pointe et de la prise en charge par les équipes du CTIE. Pour des raisons d'efficacité et de sécurité, l'architecture de l'État est centralisée au CTIE. Le système est conçu pour être hautement redondant et il est distribué sur différents centres de données. Le site de la Chambre des Députés n'est pas géré par le CTIE et ne fait pas partie de ces sites.

Pour contrer cette attaque, différentes mesures, dont nous ne pouvons divulguer ouvertement le détail, ont été mises en place. Les serveurs étatiques sont équipés de solutions de filtrage et de solutions de répartition de charge adaptées. De plus, nous disposons de protections avancées, tenant compte de l'état des connaissances et le Gouvernement suit de façon rapprochée les technologies émergentes dans le domaine de la cybersécurité. En fonction de l'évaluation du besoin, les technologies les plus adaptées sont mises en place. Pour des raisons de sécurité, nous ne pouvons pas communiquer publiquement le détail des mesures de protection et de mitigation mises en œuvre.

.....

Énergie nucléaire | Question 0523 (25/03/2024) de Mme Corinne Cahen | Mme Barbara Agostino (DP)

Um éischen internationale Sommet fir Atomenergie huet de Premierminister sech fir eng finanziell Ënnerstützung vun der Nuklearfuerschung ausgeschwat, dëst och mat Hëllef vun europäesche Gelder. D'Press zitëiert den Här Premierminister, deen suggeréiert hätt, d'Fro ëm d'Ernergieversuergung „manner ideologesch“ ze betruechten.

Donieft hu Fuerscher an Däitschland vum „Bundesamt für die Sicherheit der nuklearen Entsorgung“ (BASE) gëschter eng Etude publizéiert, déi d'Sécherheet vun neie Reakteren analyséiert. D'Etude ergëtt, dass och nei Reakter-Typen d'Sécherheitsproblemer, déi och elo scho bestinn, net léisen. Déi nei Reaktere kéinten och net méi wirtschaftlech bedriwwen ginn.

An deem Kader wollte mir dem Här Premierminister an dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

– Op wéi eng wëssenschaftlech Erkenntneser baséiert d'Ausso, dass d'Nuklearenergie vu muer net déi selwecht wier wéi déi virun 30 oder 40 Joer?

– Den Här Premierminister huet gemengt, et misst ee „manner ideologesch“ un déi Fro erugeen. Wat huet d'Sécherheet vun der Populatioun a vun der Zukunft mat Ideologie ze dinn?

– Sinn d'Häre Minister der Meenung, dass haut keng Gefor méi ausheet vun der Atomenergie?

– Wéi steet de Premierminister zu der Positioun, déi de fréiere Premierminister Xavier Bettel ëmmer vertrueden huet, dass Lëtzebuerg sengen Nopeschlänner soll hëllef, hir Atomreakteren an der Grenzregioun zouzemaachen an op aner Energien iwwerzegoen?

– Ass dës nei Positioun am Regierungsrot beschwat ginn?

– Sinn d'Aussoe vum Här Ëmweltminister beim Mouvement écologique vum 21. März net am Widder-sproch zu den Aussoe vum Här Premierminister? Falls jo, wéi eng ass d'Regierungspositioun?

– Wat gesäit d'Regierung an den nächste Jore vir, wat d'Investitiounen an erneierbar Energien ugeet?

– Ass den Här Premierminister der Meenung, et misst een elo nei Investissementer generéieren, fir an den Atomenergieausbau an an d'Atomenergieforschung ze stiechen, op EU-Niveau an/oder zu Lëtzebuerg?

– Wann een dovunner ausheet, dass d'Atomenergie weeder finanziell, nach zäitlech, ökologesch oder geopolitisch interessant ass fir eis Klimaziler ze erreechen: Wat genee ass der Regierung hire Plang? Huet d'Regierung keng Sécherheitsbedenken?

Réponse (28/03/2024) de M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

En ligne mam Koalitiounsaccord, ass d'Regierung iwwerzeegt, dass déi erneierbar Energien d'Zukunft vun eiser Energieversuergung sinn, op nationalem an europäeschem Niveau. Dofir hält d'Regierung och weider un den Ziler vum Plan national intégré en matière d'énergie et de climat fest an investéiert massiv an d'Entwécklung an an den Ausbau vun erneierbaren Energiequellen.

D'Regierung consideréiert d'Atomenergie net als nohalteg Energie an huet Sécherheitsbedenke bezüglech der aktueller Technologie. Duerfir wäert d'Regierung sech weiderhi bei de franséischen a belschen Autoritéiten dofir asetzen, fir Cattenom, Tihange an Doel zouzemaachen. An duerfir schléisst d'Regierung och de Bau vun enger Atomzentral op lëtzebuergeschem Bueden aus.

D'Regierung notéiert par conter d'Intentioun vun aneren europäesche Länner fir weider an Atomenergie ze investéieren, fir hir CO₂-Emissionen ze reduzéieren. Am Respekt vun den europäeschen Traitéén, déi esou Decisiounen de Memberstaaten iwwerloossen, wäert d'Lëtzebuerg Regierung dës Decisiounen net hannerfroen, ausser se schafen direkt Sécherheitsrisiko fir eist Land.

Den europäesche Budget stellt haut schon am Kader vum ITER an Euratom finanziell Mëttel fir d'Fuerschung an d'Atomenergie zur Verfügung. D'Regierung wäert sech op europäeschem Niveau dofir asetzen, dass esou vill wéi méiglech öffentliche Ressourcen an d'Recherche an an den Ausbau vun erneierbaren Energie ginn an dass d'EU-Mëttel fir Nuklearfuerschung solle prioritär an de Beräich vun der Sécherheet a vun der Offallversuergung fléissen.

.....

Énergie nucléaire | Question 0524 (25/03/2024) de M. Marc Goergen | M. Ben Polidori (Piraten)

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro vun de Piraten (N° 0135) hat d'Regierung erkläert, dass Lëtzebuerg a sengem Stroummix, dee mir am Ausland kafen, och Atomstrom matkeeft. Den nationale Stroummix hat deemno 2018 nach zu 10,4 % aus Atomstrom bestanen.

Eng Motioun vun eis fir een Enn vum Atomstrom an eise Stroummix vum Abrëll 2021 war an déi zoustänneg Chamberskommissioun verwise ginn, wou den deemolegen Energieminister erkläert huet, dass d'Regierung een anere Wee wëllt goen.

Den 21. März huet de Premier um Atomenergie-Sommet erkläert, dass dës Regierung wëllt, dass weider an d'Entwécklung vun der Atomenergie investéiert gëtt an déi nuklear Fuerschung misst ënnerstëtzt ginn, och mat EU-Gelder.

An deem Zesammenhang wëllte mir de Ministere fir Energie a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi huet sech de „mix résiduel“ an deene leschte 5 Joer entwéckelt?

Kann de Minister hei Zuelen, opgeschlüsselt no Energie-sources a Prozenter, nennen?

2. Ass dës Regierung oppen, fir an Zukunft méi Atomstrom anzekafen?

Akzeptéiert dës Regierung, wann an Zukunft méi Atomstrom an eise Stroummix wäert landen?

3. Ass dës nei Regierung net méi der Meenung vun hirer Virgänger-Regierung, dass Investissementer an Atomenergie dofir suergen, dass manner Geld un déi richteg nohalteg Energie fléisst, ewéi d'Solar- an d'Wandenergie?

4. Eisen Informatiounen no waren och Vertrieeder vun der Banque européenne d'investissement um Atomenergie-Sommet. Ass d'Regierung der Meenung, dass d'BEI sollt an Atom-Projeten investéieren? Wa jo, géif d'BEI dee Moment méi Geld kréien oder géifen aner Projeten dofir falegelooss ginn?

Réponse (28/03/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Den nationale Stroummix setzt sech fir d'Joer 2022 laut ILR folgendermoossen zesummen:

- 62,6 % erneierbar Energien,
- 30,3 % fossill Energien,
- 6,3 % Atomstrom,
- 0,8 % net identifizéiert Quellen.

Am Verglach huet den Undeel vum Atomstrom am Joer 2021 nach 7,7 % ausgemaach. Den Undeel vun den erneierbaren Energien ass am Verglach zu 2021 ëm 6,3 Prozentpunkten an d'Luucht gaangen. D'Regierung weist drop hin, dass just déi erneierbar Energiequellen eendeiteg zertifizéiert sinn, sou dass den Undeel vun de fossillen an nukleare Quellen eng Schätzung op Basis vum europäesche Stroummix duerstellt.

D'Zuelen iwwert de Stroummix ginn a reegelméissegen Ofstänn vum ILR öffentlich kommuniquéiert.

ad 2. D'Regierung keeft keen Atomstrom an et läit och net an der Hand vun der Regierung, ob a wéi vill Atomstrom an eise Stroummix lant. D'Regierung wäert och an Zukunft d'Investitiounen an d'erneierbar Energien esouwuel zu Lëtzebuerg wéi och am Ausland weider massiv ausbauen, fir esou den Undeel vum Atomstrom a vu fossillen Energien an eise Energiemix op e Minimum ze reduzéieren.

ad 3. D'Regierung ass onverännert der Meenung, dass Lëtzebuerg an Europa just mat Hëllef vu massiven Investitiounen an d'erneierbar Energien hir Klimaziler erreeche kënnen.

ad 4. D'Regierung ass der Meenung, dass europäesch Gelder prioritär an d'Fuerschung iwwert erneierbar Energie solle fléissen. D'Regierung setzt sech derfir an, dass Investitiounen an d'Nuklearfuerschung prioritär an de Beräich vun der Sécherheet vu bestoende Reakteren a vun der Offallversuergung fléissen.

D'Regierung verweist am Iwwregen op hir Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0523.

.....

Incidence des allergies au Luxembourg | Question 0525 (25/03/2024) de Mme Carole Hartmann (DP)

Les allergies sont de plus en plus fréquentes. Selon l'OMS, 50 % de la population mondiale pourrait être touchée d'ici 2050. Qu'il s'agisse d'allergies alimentaires, aux pollens ou aux acariens, elles représentent

toutes un défi de plus en plus important pour le système de santé publique.

Une étude du Luxembourg Institute of Health (LIH), dont les résultats ont été publiés en septembre 2023, conclut que plus de 42 % des participants à l'étude souffrent d'une allergie. La catégorie des 25-34 ans est particulièrement touchée. Cela indique que le mode de vie moderne a une influence sur l'apparition d'allergies.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Le Ministère de la Santé dispose-t-il de chiffres concrets sur l'incidence des allergies au Luxembourg ? Dans l'affirmative, quelles sont les allergies les plus fréquemment diagnostiquées ? Comment le nombre de personnes allergiques a-t-il évolué au cours des dix dernières années ?

2) Madame la Ministre, n'est-elle pas d'avis qu'une sensibilisation au thème des allergies et de la prévention des allergies serait utile ?

3) Quelles mesures pourraient être prises, notamment dans une perspective de médecine environnementale, pour prévenir l'apparition d'allergies ?

En réponse à la question parlementaire n° 8044 du 31 mai 2023, la Ministre de la Santé de l'époque a répondu qu'une application prévue sur l'abondance de pollen au Luxembourg devrait être fonctionnelle pour la saison 2024.

4) À quel stade de développement se trouve cette application et quand les personnes allergiques au pollen pourront-elles l'utiliser ?

Réponse (23/04/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) La Direction de la santé dispose des données issues des enquêtes European Health Interview Survey (EHIS).

Les enquêtes EHIS 2014 et 2019 fournissent les chiffres suivants pour les personnes résidentes âgées de 15 ans et plus qui déclarent avoir des allergies au cours des 12 derniers mois :

- En 2014, 26,6 % des personnes âgées de 15 ans et plus ont répondu avoir des allergies contre 18,5 % en moyenne dans l'Union européenne (UE) ;
- En 2019, 25 % des personnes ont indiqué avoir des allergies contre 16,9 % dans l'UE.

Ces enquêtes ne permettent pas de distinguer les allergies les plus fréquentes (rhinite, rhume des foies, inflammation de l'œil, dermatite, allergies alimentaires ou autre allergie), car elles sont toutes regroupées sous le terme générique « allergie » dans le questionnaire.

L'asthme allergique quant à lui (ex. pollen, acariens, poussière, poils d'animaux, ...) est regroupé indistinctement avec les autres types d'asthmes (génétique, dû à la pollution de l'air, aux infections bactériennes/virales, à l'effort, les médicaments, ...) sous le terme générique « asthme ». À titre purement informatif, en 2014, 6,8 % des personnes âgées de 15 ans et plus ont déclaré avoir eu de l'asthme au cours des 12 derniers mois contre 6 % en 2019.

Ces informations sont par ailleurs publiquement disponibles sur :

- Enquête European Health Interview Survey 2014 (EHIS 2014) : factsheet État de santé et bien-être disponible sous <https://sante.public.lu/fr/publications/e/ehis-fact-sheet-etat-de-sante-et-bienetre.html>
- Enquête European Health Interview Survey 2019 (EHIS 2019) : factsheet État de santé disponible sous

<https://sante.public.lu/fr/publications/e/ehis-etat-de-sante-2019.html>.

ad 2) La sensibilisation au thème des allergies et la prévention des allergies rentrent dans les missions de la Direction de la santé. Il est prouvé que le terrain héréditaire joue un rôle très important, mais il est également suspecté que l'exposition à des facteurs environnementaux (chimiques et biologiques) peut amplifier les symptômes ou même favoriser le développement d'allergies.

Pendant la période des 1.000 premiers jours de vie des enfants qui inclut la période de gestation, le système immunitaire et le microbiote se mettent en place, deux systèmes jouant un rôle important lors du développement d'allergies. Selon le principe de précaution, l'exposition à des facteurs environnementaux nocifs devraient être limitée au maximum pendant cette période de vulnérabilité.

Dans cet ordre d'idées, les actions suivantes sont mises en place :

- Journée thématique santé périnatale et santé environnementale (22/03/2024 Kirchberg) organisée par la Direction de la santé, en collaboration avec le LIH (sensibilisation des professionnels de la santé envers la création d'un environnement sain pour la femme enceinte et le nouveau-né)
- Audits dans les crèches (envers un environnement sain pour les tout-petits ; les audits dans les crèches permettent de préparer un guide pour les professionnels de la jeune enfance pour sensibiliser par rapport aux facteurs nocifs à éviter dans l'environnement des jeunes enfants)
- QAI écoles (Surveillance de la qualité de l'air intérieur dans les écoles de l'enseignement fondamental en vue d'une sensibilisation des communes par rapport à la création d'un environnement favorable à la santé).

En matière d'autres agents allergisants, surtout alimentaires, plusieurs recommandations de la Direction de la santé par rapport à la prévention aux allergies sont disponibles sur le site <https://sante.public.lu>.

Outre la prévention au niveau de la petite enfance, et concernant les allergies au pollen, le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale finance la station d'aérobiologie qui est positionnée sur le toit du CHL et gérée par les allergologues du service national d'immuno-allergologie. Cette station permet de mesurer les concentrations en pollen dans l'air ambiant dont les données sont publiées sur le site Internet www.pollen.lu accessible au grand public.

Ces données permettent aux personnes allergiques de suivre la saison pollinique. Les personnes non diagnostiquées d'allergies aux pollens peuvent voir si leurs symptômes sont liés à la présence de pollens dans l'air et ensuite consulter leur médecin traitant ou un allergologue.

Sur le portail sante.public.lu une section pollen a été créée avec des informations utiles et des bons gestes à adopter.

Une collaboration avec le CHL et son service national d'immuno-allergologie existe et des échanges sont destinés à mieux comprendre quels seraient les besoins au niveau national concernant la sensibilisation et la prise en charge des patients souffrant des allergies aux pollens mais également d'autres allergies.

Plus récemment, précisément le 16 avril 2024, l'application mobile Pollen.lu vient d'être lancée et offre désormais une surveillance efficace des niveaux de pollens présents au Luxembourg. L'application permet de suivre en temps réel la concentration de pollen dans l'air.

ad 3) Les patients souffrant de symptômes qui pourraient être liés à une exposition à des facteurs environnementaux nocifs peuvent être transmis sur ordonnance au service national de médecine environnementale intégré au CHEM. Ce service se trouve actuellement en phase pilote.

Les médecins spécialisés du service peuvent faire des analyses de l'environnement intérieur chez les patients en collaboration avec le LNS. Les résultats permettent dans certains cas de déterminer s'il existe des facteurs de risques présents dans l'habitat qui pourraient être responsables des symptômes, en particulier en relation avec des allergies ou réactions fortes en présence de certains agents chimiques. Il s'agit ensuite de trouver les sources et de réduire l'exposition du patient, ce qui pourrait réduire les symptômes, les prises de médicaments et améliorer la qualité de vie du patient.

ad 4) Comme précisé dans la réponse à la question 2, l'application en question a été lancée le 16 avril 2024 et est désormais disponible pour être téléchargée via les stores Android et Apple.

Accessible à tous, cette nouvelle application mobile permet aux personnes allergiques de consulter instantanément les niveaux d'alerte des divers pollens présents dans l'air luxembourgeois. L'application fournit des données en temps réel sur les pollens dans l'air au Luxembourg. Cette technologie analyse l'air ambiant et fournit des informations sur la présence de 11 types de pollens les plus allergisants. Les plus importants sont dans un ordre chronologique le noisetier, l'aulne, le frêne, le bouleau, le chêne, les graminées et l'armoise. Les niveaux de concentration des pollens sont actualisés trois fois par jour et classés en quatre catégories : non détectés, faibles, moyens et élevés. En outre, l'application fournit des conseils pratiques pour réduire ou éviter l'exposition au pollen.

Coqueluche | Question 0530 (25/03/2024) de M. Sven Clement | M. Ben Polidori (Piraten)

Enn Februar huet ee vun enger ganzer Rei Fäll vu Bloem Houscht héieren. No engem éischte Bericht um RTL iwwert de Lycée Ermesinde ass et an de Medien awer roueg ginn. Virun allem fir Puppelcher ass d'Krankheet ganz geféierlech.

An deem Zesammenhang wéilte mir de Ministere fir Gesondheet a fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi vill Schüler si säit ufanks des Joers um Bloem Houscht erkrankt? Huet sech d'Situatioun säit Enn Februar verbessert oder verschlechtert?
2. Wéi vill Enseignantë si säit ufanks des Joers um Bloem Houscht erkrankt? Huet sech d'Situatioun säit Enn Februar verbessert oder verschlechtert?
3. Wéi vill Ariichtunge waren heivu betraff (Primärschoulen, Maisons relais, Crèchen a Lycéeën)?
4. Sinn nach weider Impfstationen ageriicht ginn, ausser déi am Lycée Ermesinde?
5. Wéi vill Impfdosen, fir géint de Bloem Houscht ze impfen, huet Lëtzebuerg am Moment op Stock?

Réponse (26/04/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Säit ufanks des Joers (Zäitraum vu Januar 2024 bis 7. Abrëll 2024), goufen 376 Fäll vu Bloem Houscht, och nach Keuchhusten oder Coqueluche genannt, gemellt. Dovu sinn 281 Fäll Schüler.

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

Folgende Graphique weist d'Verdeelung op déi verschidden Altersklasse vum 1. Januar 2024 bis de 7. Abrëll 2024:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2. Säit ufanks des Joers sinn 10 Enseignantë be-
traff gewiescht, hei bleift d'Situatioun stabil, ouni
grouss Verännerungen.

ad 3. Stand vum 7. Abrëll 2024 war d'Zuel vu betref-
fenden Aarrichtungen déi follgend:

Grondschoulen: 53
Lycéeën: 47
Crècheën: 3

Zu de Maisons relais kann de Ministère fir Gesond-
heet a sozial Sécherheet keng genau Informatiounen
ginn, well eis Donnéeën net präzis genuch sinn.

ad 4. D'Inspection sanitaire war den 19. Mäerz 2024
och an de Lycée classique de Diekirch eng Impf-
campagne maachen, dat nodeems sech an dësem
Lycée och ee gréisser Cluster erauskristalliséiert hat.
Bei dëser Interventioun goufen d'Impfkaarte vun de
Schüler an Enseignantë kontrolléiert a wann néideg,
a wann eng Autorisation parentale virlooch, gouf op
der Plaz geimpft.

Och dës Campagne gouf ganz gutt vun de Schüler,
hiren Elteren an Enseignantë ugeholl, sou dass och
do d'Infektiounskette konnt ennerbrach ginn.

D'Inspection sanitaire huet op deen Dag, am Lycée
classique de Diekirch, 981 Impfkaarte kontrolléiert an
380 Persounen op der Plaz geimpft.

ad 5. D'Unzuel un Impfdosen op den 2. Abrëll 2024 zu
Lëtzebuerg war follgend:

- Vaccin D, T, a P (diphtérie, tétanos, coqueluche):
2.785 Dosen
- Vaccin D, T, a P, IPV (diphtérie, tétanos, coqueluche,
poliomyélite): 5.443 Dosen.

Vote par correspondance | Question urgente **0797**
(28/05/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Zanter der leschter Woch ginn d'Courriere fir d'Bréif-
wal un d'Bierger:inne geschéckt, déi sech fir d'Euro-
pawale vum 9. Juni 2024 fir d'Bréifwal ageschriwwen
hunn.

De Courier beinhalt niift dem Stëmmziedel an den En-
veloppé fir de Retour och déi individuell Convocatioun
wéi och en Dokument mat Erklärungen, fir d'Bréifwal
richteg zeréckzeschécken. D'Dokument, op deem er-
kläert gëtt, wéi vill Stëmmen ee ka verginn a wéi ee
richteg wielt, schéngt a manche Gemengen awer net
Deel vum Envoi ze sinn. Wien niift senger Convoca-
tioun just d'Dokument „Prozedur fir d'Bréifwal“ mat-
geschéckt krut, huet also net all d'Informatiounen, déi
noutwendeg sinn, fir de Stëmmziedel richteg ausze-
fëllen; schlimmer nach, d'Piktogramme suggeréieren
esouguer, dass ee just 5 Kräizer dierf maachen.

An dësem Kontext erlaben ech mer et, follgend Froen
un den Här Inneminister ze stellen:

1. A wéi ville Gemenge gouf d'Dokument mat den Er-
klärungen zur Stëmmevergab net matgeschéckt?
2. Wéi gesäit den Här Inneminister d'Problematik vun
de feelenden Informatiounen am Courier fir d'Bréif-
wal, wat d'Validitéit vun de Walen ugeet?
3. Wat plangt den Här Inneminister, fir déi onkom-
plett Informatiounen richtegzustellen?
4. Wier et net sënnavoll, an deene vum Oubli betraf-
fene Gemengen eng statistesch Analys vun der Bréif-
wal ze maachen, fir den Impakt vun der feelender
Informatioun op d'Walverhale vun de Bierger:innen
ze analyséieren?

Réponse (29/05/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre
des Affaires intérieures

ad 1. D'Dokument mat den Instruktiounen fir de Wieler
ass de Gemengen, sou wéi üblech, vum Staat a vum

SIGI zur Verfügung gestallt ginn. Fir d'Veschécke
vun dësem Dokument un de Wieler sinn d'Gemengen
zoustänneg. Op telefonesch Nofro bei alle Gemengen
huet sech erausgestallt, dass et sech just ëm siwe Ge-
mengen handelt.

ad 2. Opgrond vun der Unzuel u Fäll, wou d'Instruk-
tiounen gefeelt hunn, huet dëst keen Impakt op d'Va-
liditéit vun de Walen. D'Gemenge sinn och invitéiert
ginn, fir d'Instruktiounen nozereechen, wéi an der
Antwort op d'Fro präziséiert gëtt.

D'Instruktiounen fir d'Wieler kënnen des Weideren och
ënnert enger paraphrasierter a vereinfachter Form
op follgenden Internetsäite vun Wieler consultéiert
ginn:

- <https://elections.public.lu/>
- <https://elections.europa.eu/fr/how-to-vote/lu/>
- <https://jepeuxvoter.lu/>
- <https://guichet.public.lu/>
- <https://zpb.lu/>

ad 3. Als direkt Reaktioun op dës parlamentaresch
Fro, sinn déi concernéiert Gemenge vum Inne-
ministère opgeruff ginn, deejéinege Wieler, déi d'Do-
kument mat den Instruktiounen net solle kritt hunn,
nozereechen.

Wat d'Dokument „Prozedur fir d'Bréifwal“ ugeet, sou
handelt et sech heibäi ëm eng bildlech a vereinfacht
Veranschaulichung vun der Prozedur fir d'Bréifwal.
Dëst Dokument ass net vum Gesetz virgesinn, mee
soll dem Wieler hëllef besser ze verstoen, a wéi eng
Enveloppe e säi Stëmmziedel soll leeën, fir dësen ze-
réckzeschécken. Dëst Dokument, wat och scho bei
virechte Wale verschéckt ginn ass, enthält kengerlee
Indikatiounen zu de Reegele fir säi Stëmmziedel aus-
zefëllen. An deem Sënn ass och de Walziedel, deen
dorop ze gesinn ass, als Beispill gemengt.

ad 4. Esou eng Statistik ass net realiséierbar, ouni
géint d'Walgeheimnis ze verstoussen.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799